

UNIVERSITÉ DE NICE
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LA VIE EN PROVENCE ORIENTALE AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

Un exemple : Grasse à travers les actes notariés

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée le 14 avril 1967 et soutenue par

PAUL-LOUIS MALAUSSÉNA

MEMBRES DU JURY

Président : M.R. AUBENAS, Professeur

Suffragants : M.J. MACQUERON, Professeur

M.J. VIDAL, Maître de Conférences Agrégé

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

1969



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA VIE EN PROVENCE ORIENTALE
AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

LA VIE EN PROVENCE ORIENTALE AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

Un exemple : GRASSE à travers les actes notariés

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée le 14 avril 1967 et soutenue par,

PAUL-LOUIS MALAUSSÉNA

MEMBRES DU JURY

Président : M.R. AUBENAS, Professeur

Suffragants : M.J. MACQUERON, Professeur

M.J. VIDAL, Maître de Conférences Agrégé

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

1969



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Jadis délaissée, l'époque médiévale a conquis aujourd'hui une place de choix dans les études historiques. Travaux de synthèse ou monographies, tous ont le mérite de nous révéler un Moyen Age trop souvent méconnu et d'en étaler les richesses jusque là négligées. Les deux derniers siècles de cette période avaient été, et de loin, les moins épargnés par les préjugés des historiens. Les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles apparaissaient comme des temps de calamités et de fléaux, où seul le tragique dominait — la Peste Noire en étant le premier symbole —. Certes avaient-ils connu, effectivement, troubles et crises au point de remettre en question les structures de jadis. Mais ils portaient aussi les prémices d'un renouveau qui devait s'épanouir avec la Renaissance. « Civilisation, si déconcertante parfois », qui ne saurait ne pas retenir notre sympathie.

Si, nourrissant à notre tour le secret espoir de pénétrer la Provence médiévale, nous nous sommes attaché à en étudier le droit privé, nous n'avons voulu à aucun moment séparer les institutions juridiques des aspects économiques ou sociaux dans un souci d'histoire « totale » que les archives, hélas, ne permettent pas toujours de reconstituer. Cette insuffisance de la documentation devient précisément plus sensible lorsque, s'écartant de l'histoire politique ou « événementielle », on cherche à saisir les hommes et les relations humaines. Aussi, particulièrement bienvenues sont les archives notariales dans les pays méridionaux pour la connaissance du droit privé. « C'est sur cette immense documentation, constatait M. R. Aubenas, beaucoup plus que sur les écrits des juriconsultes, qu'il faut se pencher pour avoir une idée exacte du « droit vivant ». Les actes notariés opposent à la rigidité des principes juridiques les nécessités de la pratique et les réalités de la vie quotidienne. A ce titre, ils fournissent aussi de solides éléments sur l'état de l'économie et de la société.

Assurément, il ne faut pas céder à un « optimisme exagéré » : les archives notariales qui nous sont parvenues ne représentent qu'une partie, peut-être infime, des actes rédigés à l'époque. C'est là une réserve majeure et nous partageons pleinement le point de vue de M. J. Heers lorsqu'il nie toute valeur aux actes notariés pour les statistiques, aussi nombreux et suivis qu'ils fussent : « l'acte notarié fournit des indications très précieuses pour l'étude des techniques et des structures, non pour celle de la conjoncture » (1). Il est bien certain que les fonds de notaires recueillis pour le Moyen Age sont toujours incomplets, souvent fragmentaires. Reconnaissons cependant que le dépouillement de ces archives suscite un enthousiasme, volontiers captivant, qui a aisément raison des déceptions que provoquent les lacunes de la documentation.

Pour apprécier l'importance et l'intérêt des actes notariés dans le Midi de la France, il suffit d'énumérer quelques uns des travaux qu'ils ont inspirés aux historiens du Droit, comme à ceux de la vie économique et sociale du Moyen Age. Parmi les premiers, on ne peut manquer de citer depuis la thèse d'A. Dumas sur la famille en Périgord, les études de R. Aubenas et P. Ourliac pour la Provence et le Comtat Venaissin, de G. Sicard et J. Hilaire sur certaines institutions du Toulousain et du Languedoc et celle de P. Luc qui associe étroitement « vie rurale et pratique juridique en Béarn ». En ce qui concerne les historiens de l'économie et de la société entendues au sens le plus large, comment ignorer la thèse, déjà ancienne, de R. Latouche sur le Bas-Quercy ou celle, imposante, de Ph. Wolff sur les « Commerces et Marchands de Toulouse » ? L'une et l'autre, si elles ne se limitent pas à l'étude des seuls documents notariés, ont su toutefois tirer de ceux-ci les plus riches profits.

Avouer les précieux enseignements que nous avons puisés dans ces ouvrages, cela ne traduit qu'imparfaitement la part dont nous sommes redevable à l'égard de leurs auteurs, pour l'étude qui nous intéresse, celle du pays grassois. C'est en effet la cité de Grasse, limite de la Provence orientale, qui servira de cadre à notre travail. Centre urbain d'une certaine importance, la ville est intimement liée au milieu rural qui l'environne ; de même, n'est-elle étrangère à l'influence de la mer toute proche.

L'histoire civile de Grasse au Moyen Age et des institutions municipales a donné lieu, voici trente ans, au sérieux ouvrage de G. Gauthier-Ziegler. L'auteur, à l'aide essentiellement des archives communales, en suivait les destinées entre 1155 — année où se manifestent les consuls de la cité — et 1482, qui marque la réunion de la Provence à la Couronne de France. La documentation limitée

(1) J. Heers. « L'Occident aux XIV^e et XV^e siècles » (Paris, 1963), p. 278.

dont elle disposait la contraignait à de rapides développements sur les aspects économiques et sociaux.

Concernant le notariat grassois, le travail de G. Brès « Da un archivio notarile di Grassa » (Nice, 1907), mérite une mention particulière. Ouvrage de conception curieuse : l'auteur, érudit local, prend soin, dans un avertissement au lecteur, d'en expliquer les raisons. Poursuivant des recherches sur les peintres régionaux, il eut connaissance, au début du siècle, de l'existence, chez un notaire de Grasse, de plusieurs registres des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles et il entreprit leur dépouillement. Déçues furent ses espérances, les actes ayant trait aux beaux-arts étaient, somme toute, exceptionnels. Aussi, afin de ne pas voir ses longues et laborieuses recherches réduites à néant, G. Brès se résolut à réunir en deux brochures, « unicamente per... soddisfazione intelletuale », divers documents jugés dignes d'intérêt, notamment ceux rédigés en langue provençale.

C'est ce même fonds qu'un notaire de Grasse, près d'un demi-siècle plus tard, décidait de déposer aux Archives départementales des Alpes-Maritimes (2). Les deux plus anciens registres allaient ainsi donner l'occasion à M. R. Aubenas de présenter dans un très intéressant article, paru en 1959 dans la Revue *Provence-Historique*, un vivant tableau de la vie économique grasseoise au début du ^{xiv}^e siècle. Au terme de ces pages à l'érudition évocatrice, M. R. Aubenas invitait à dépouiller ces archives notariales pour les années postérieures. Est-il besoin de souligner qu'il fut l'instigateur de nos recherches ?

Le point de départ était identique, puisqu'imposé par l'état de la documentation. A partir de ces actes des années 1308-1309, nous nous sommes livré à l'étude des registres notariaux de Grasse jusqu'au milieu du ^{xv}^e siècle. Tel fut le terme choisi. Sans doute était-il arbitraire, mais rien ne justifiait apparemment celui de 1482 relevant de l'histoire politique et qui eût nécessité, par le nombre de plus en plus grand de registres, de trop longs dépouillements. Enfin, le milieu du ^{xv}^e siècle a l'avantage d'être, semble-t-il, le commencement d'une nouvelle période de l'histoire économique et sociale du Moyen Age ; après les crises du ^{xiv}^e siècle et la stagnation qui a suivi, se dessinent peu à peu, avec netteté, les premiers signes de l'essor.

**

Maints conseils et encouragements — il est inutile de dire à quel point ils furent précieux — nous ont été dispensés par notre

(2) Versement du fonds Bérard aux Archives Départementales des Alpes-Maritimes en 1948. D'anciennes minutes étaient également déposées, à la même époque, par d'autres notaires grassois : Crépeaux (1948), Peretti (1960), Costa. Voir inventaire aux Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

maître, M. le Professeur Aubenas, tout au long de nos recherches (3). Qu'il veuille trouver ici l'expression de notre sincère et profonde reconnaissance et qu'il sache combien il nous est agréable de lui avouer, une nouvelle fois, ce que ce travail lui doit.

Qu'il nous soit permis d'y associer tous ceux qui, avec bienveillance, n'ont pas hésité, en de multiples occasions, à nous apporter généreusement leur aide dans l'élaboration de cet ouvrage.

(3) C'est devant un jury réunissant MM. les Professeurs Aubenas, Président, J. Macqueron et J. Vidal, que nous avons soutenu notre thèse le 14 avril 1967 à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice.

BIBLIOGRAPHIE

I. - OUVRAGES GENERAUX (1)

- ADAM (P.) — La vie paroissiale au xiv^e siècle (Paris — 1964).
- BENOIT (F.) — Histoire de l'outillage rural et artisanal (Paris — 1947).
- BLOCH (M.) — Les caractères originaux de l'histoire rurale française (2 volumes. Paris — 1952 et 1956, supplément établi par R. Dauvergne).
- DUBY (G.) — L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval (2 volumes. Paris — 1962).
- ESPINAS (G.) — La draperie dans la Flandre française au Moyen Age (2 volumes. Paris — 1925).
- GRAND (R.) et DELATOUCHE (R.) — L'agriculture au Moyen Age, de la fin de l'Empire romain au xvi^e siècle (Paris — 1950).
- HEERS (J.) — L'Occident aux xiv^e et xv^e siècles, aspects économiques et sociaux (« Nouvelle Clio ». Paris — 1963).
- LAURENT (H.) — Un grand commerce d'exportation au Moyen Age : la draperie des Pays-Bas en France et dans les pays méditerranéens, xii^e-xv^e siècles (Paris — 1935).

(1) Nous ne saurions prétendre avec ces quelques titres, donner une bibliographie, même sommaire, de notre sujet, mais nous tenons à signaler les ouvrages dont la lecture nous a été le plus largement profitable pour cette étude. Nous passons également sous silence les instruments de travail indispensables, tels les classiques manuels d'histoire du Droit ou le *Du Cange* par exemple.

Nous nous devons, enfin, de compléter cette bibliographie en citant deux ouvrages qui ont paru depuis nos recherches. Nous pensons à l'œuvre de synthèse d'une exceptionnelle richesse de F. Braudel « *Civilisation matérielle et capitalisme (xv^e-xviii^e s.)* », tome I. 1967, et à ce parfait exemple d'histoire totale que constitue la thèse remarquable d'E. Le Roy Ladurie, « *Les Paysans de Languedoc* » (1966).

- LE BRAS (G.) — Institutions ecclésiastiques de la Chrétienté médiévale (Collection « Histoire de l'Eglise » par Fliche et Martin. Tome 12. Paris — 1964).
- MOLLAT (M.) — Les temps difficiles (dans « Histoire générale des civilisations ». Tome 3 « Moyen Age » par Ed. Perroy. Paris — 1957).
- PIRENNE (H.) — Histoire économique de l'Occident médiéval (Bruges — 1951).
- ROUPNEL (G.) — Histoire de la campagne française (Paris — 1932).
- SAPORI (A.) — Le marchand italien au Moyen Age (Paris — 1952).
- SÉE (H.) — Histoire économique de la France, le Moyen Age et l'ancien régime (Paris — 1939).
- WOLFF (Ph.) — Le Moyen Age (dans « Histoire générale du travail » Tome 2. Paris — 1960).

II. - OUVRAGES ET ARTICLES UTILISES A TITRE DE COMPARAISON

A. - *Ouvrages*

- BOUTRUCHE (R.) — La crise d'une société, seigneurs et paysans du Bordelais pendant la guerre de Cent Ans (Paris — 1947).
- BRUTAILS (J. A.) — Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen Age (Paris — 1891).
- BURGUES (J.) — Les garanties de restitution de la dot en Languedoc des invasions barbares à la fin de l'Ancien Régime (Paris — 1937).
- DUMAS (A.) — La condition des gens mariés dans la famille périgourdine aux XV^e et XVI^e siècles (Paris — 1908).
- EMERY (R. W.) — The jews of Perpignan in the XIIIth century (New York — 1959).
- FÉDOU (R.) — Les hommes de loi lyonnais à la fin du Moyen Age. Etude sur les origines de la classe de robe (Paris — 1964).
- FONTETTE (F. de) — Recherches sur la pratique de la vente immobilière dans la région parisienne au Moyen Age (Paris — 1957).
- FOURQUIN (G.) — Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Age (Paris — 1964).
- GONON (M.) — La vie familiale en Forez au XIV^e siècle d'après les testaments (Paris — 1961).
- GUÉRIN (I.) — La vie rurale en Sologne aux XIV^e et XV^e siècles (Paris — 1960).
- HILAIRE (J.) — Le régime des biens entre époux dans la région de Montpellier au début du XIII^e et à la fin du XVI^e siècle (Paris — 1957).
- HEERS (J.) — Gênes au XV^e siècle, activités économiques et problèmes sociaux (Paris — 1961).

- Le livre de comptes de Giovanni Piccamiglio, homme d'affaires génois. 1456-1459 (Paris — 1959).
- LATOUCHE (R.) — La vie en Bas-Quercy du xiv^e au $xviii^e$ siècles (Toulouse et Paris — 1923).
- LUC (P.) — Vie rurale et pratique en Béarn aux xiv^e et xv^e siècles (Toulouse — 1943).
- SICARD (G.) — Le métayage dans le Midi toulousain à la fin du Moyen Age (Mémoires de l'Académie de Législation. Toulouse — 1955).
- VITALE — Vita e commercio nei notai genovesi dei secoli xii e $xiii$ (Atti della soc. ligure di storia patria — 1949).
- WOLFF (Ph.) — Commerces et marchands de Toulouse, vers 1350-1450 (Paris — 1954).
- ZANGGER (K.) — Contribution à la terminologie de la draperie en ancien français, attestée dans les textes français, provençaux, italiens, allemands et latins (Bienne — 1945).

B. - Articles

- ALAUZIER (L. d') — Les notaires de Bruniquel jusqu'en 1600. Contribution à l'étude du notariat en Bas-Quercy (Recueil de l'Académie de Législation. Toulouse — 1953).
- AUBENAS (R.) — La communauté entre époux en Languedoc à la fin du Moyen Age (Annales de l'Université de Montpellier et du Languedoc méditerranéen. Roussillon — 1944).
- CAILLET (L.) — Le contrat dit « de facherie » (Nouvelle revue d'histoire du droit — 1911).
- CALDÉRAN-GIACCHETTI (H.) — L'exportation de la draperie languedocienne dans les pays méditerranéens d'après les archives Datini, 1380-1410 (Annales du Midi — 1962).
- CARPENTIER (E.) — Autour de la Peste Noire : famines et épidémies dans l'histoire du xiv^e siècle (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1962).
- CASTAING-SICARD (G.) — Contrat de travail et louage d'ouvrage dans la vie toulousaine des xii^e et $xiii^e$ siècles (Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la société d'histoire du droit des anciens pays de droit écrit — 1958).
- COORNAERT (E.) — Draperies rurales, draperies urbaines (Revue belge de philologie et d'histoire — 1950).
- COMBES (J.) — Les investissements immobiliers à Montpellier au commencement du xv^e siècle (Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la société d'histoire du droit des anciens pays du droit écrit — 1951).
- Les foires en Languedoc au Moyen Age (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1958).

- CUGNASSE (C.) — Activité économique et milieu humain à Montauban au XIV^e siècle, d'après le registre de Barthélemy Bonis (Annales du Midi — 1957).
- DAVID (M.) — Les « laboratoires » du renouveau économique du XII^e à la fin du XIV^e siècle (Revue d'Histoire du Droit — 1959).
- DAY (J.) — Prix agricoles en Méditerranée à la fin du XIV^e siècle. 1382. (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1961).
- DOSSAT (Y.) — Les registres des notaires de Bioule et la diplomatie notariale dans le Bas-Quercy au XIV^e siècle (Bulletin philologique et historique du Comité des travaux historiques et scientifiques — 1953-1954).
- FONTETTE (F. de) — La vie économique dans la région parisienne d'après les actes de vente immobilière au XIII^e siècle (Revue d'Histoire du Droit — 1959).
- GOURON (M.) — Achats en foires d'un marchand drapier d'Anduze (1408-1418). (Congrès régional des Fédérations historiques de Languedoc. Carcassonne, 1952).
- HIGOUNET-NADAL (A.) — Une famille de marchands de Périgean au XIV^e siècle, les Giraudoux (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1965).
- KOSMINSKY (E.) — Les XIV^e — XV^e siècles, époque de la décadence de l'économie ? (Studi in onore di A. Saponi. Milan — 1957).
- LATOUCHE (R.) — Etude sur le notariat en Bas-Quercy et en Rouergue (Revue d'Histoire du Droit — 1923).
- LOPEZ (R. S.) — Le marchand génois (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1958).
- LUCAS (H. S.) — The great european famine. 1315-1317 (Speculum — 1930).
- OURLIAC (P.) — Tenures et contrats agraires (Atti del primo convegno internazionali di diritto agrario di Firenze. Milan — 1954).
- SAYOUS (A. E.) et COMBES (J.) — Les commerçants et les capitalistes de Montpellier aux XIII^e et XIV^e siècles (Revue Historique — 1940).
- PERROY (E.) — A l'origine d'une économie contractée, les crises du XIV^e siècle (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1949).
- SICARD (G.) — Les techniques rurales en pays toulousain au XIV^e et au XV^e siècles d'après les contrats de métayage (Annales du Midi — 1959).
- WOLFF (Ph.) — Trois études de démographie médiévale en France méridionale (Studi in onore di A. Saponi. Milan — 1957).
- Saint-Sulpice la Pointe, un village tarnais au milieu du XIV^e siècle d'après ses archives notariales. (Extrait du recueil des Actes du II^e congrès d'Etudes de la Fédération des Sociétés Académiques et Savantes : Languedoc, Pyrénées, Gascogne).
- Quelques actes notariés concernant famille et mariage (XIV^e-XV^e siècles). (Annales du Midi — 1966).

III. - OUVRAGES ET ARTICLES

INTERESSANT PLUS PARTICULIEREMENT LA PROVENCE (1)

*Ouvrages*1° - *Grasse et sa région.*

- BRÈS (G.) — Da un archivio notarile di Grassa (2 parties. Nice — 1907).
- GAUTHIER-ZIEGLER (G.) — Histoire de Grasse, depuis les origines du Consulat jusqu'à la réunion de la Provence à la couronne. 1155 — 1482 (Paris — 1935).
- GRASSE (Marquis de) — Histoire de la Maison de Grasse (2 volumes. Paris — 1933).
- JEANCARD (R.) — Les seigneuries d'Outre-Siagne (Cannes — 1954).
- MORIS (H.) — L'Abbaye de Lérins (Paris — 1909).
- SAMARAN (C.) — La vie rurale dans les villages de Cipières et Gréolières au milieu du XIV^e siècle (Diplôme d'Etudes Supérieures. Faculté de Lettres. Aix — 1957).
- SÉNÉQUIER (P.) — Grasse, notes à la suite de l'inventaire des archives communales de Grasse (Grasse — 1902).
- SIGALAS (P. A.) — La vie à Grasse en 1650 (Grasse — 1964).

2° - *Histoire de la Provence.*

- ARNAUD (C.) — Histoire de la viguerie de Forcalquier (2 volumes. Marseille — 1874-1875).
- BRY (J.) — Les vigueries de Provence (Paris — 1910).
- BUSQUET (R.) — Histoire de la Provence (Monaco — 1954).
- Etudes sur l'ancienne Provence (Paris — 1930).
- La Provence dans Lot (F.) et Fawtier (R.), Histoire des institutions françaises au Moyen Age. Tome I. Institutions seigneuriales. Paris — 1957. p. 249-266).
- LES BOUCHES DU RHÔNE — Encyclopédie départementale. 1^{re} partie. Des origines à 1789. Tome 2. Antiquité et Moyen Age par Bourrilly, Busquet, etc.
- PAPON (Abbé) — Histoire générale de Provence. Tomes I à III (Paris — 1777-1784).

(1) Y compris le Comtat Venaissin et le Comté de Nice (passé sous la domination de la Maison de Savoie en 1388).

3° - *Institutions juridiques et droit privé.*

AUBENAS (R.) — Le testament en Provence (Aix — 1927).

— Etude sur le notariat provençal au Moyen Age et sous l'ancien Régime (Aix — 1931).

— Documents notariés provençaux du XIII^e siècle (Aix — 1935).

— Chartes de franchises et actes d'habitation (Cannes — 1943).

— Cours d'histoire du droit privé des anciens pays de droit écrit (XIII^e-XVI^e siècles).

Tome 1. Partie générale.

Tome 2. Aspects du mariage et du droit des gens mariés.

Tome 3. Testaments et successions.

Tome 4. Autour de la propriété foncière.

Tome 5. Contrats et obligations d'après les actes de la pratique.

Tome 6. Autour de deux passions de l'homme : l'argent et la femme.

Tome 7. Sûretés et voies d'exécution.

BONNECORSE (G. de) — La condition des gens mariés en Provence aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles (Paris — 1929).

CARLIN (M. L.) — La pénétration du droit romain dans les actes de la pratique provençale (XI^e-XIII^e siècles). (Thèse, Nice — 1964).

CHAVERNAC (G.) — Essai sur les origines du métayage en Provence (Marseille — 1899).

FLOREN (R.) — La vente immobilière en Provence au Moyen Age et sous l'Ancien Régime (Aix — 1956).

OURLIAC (P.) — Etienne Bertrand — Droit romain et pratique méridionale au XV^e siècle (Paris — 1937).

PÉCOUT (H.) — Etudes sur le droit privé des hautes vallées alpines de Provence et du Dauphiné au Moyen Age (Paris — 1907).

PINATEL (J.) — L'emphytéose dans l'ancien droit provençal (Aix — 1938).

4° - *Vie économique et sociale.*

ARNAUD (C.) — Histoire d'une famille provençale (Marseille — 1884).

BARATIER (E.) — La démographie provençale du XIII^e au XVI^e siècle (Paris — 1961).

BARATIER (E.) et REYNAUD (F.) — Histoire du Commerce à Marseille. 1291-1480. Tome 2 (Paris — 1951).

BLANCARD (L.) — Documents inédits sur le commerce de Marseille au Moyen Age (Marseille — 1884).

BOURRILLY (J.) — Le costume en Provence au Moyen Age (Marseille — 1928).

CAIS DE PIERLAS (E.) — La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des Princes de Savoie (Turin — 1898).

- CHAILLAN (M.) — Le Roi René à son château de Gardanne. Etudes sur les conditions d'exploitation agricole en Provence au xv^e siècle (Paris — 1909).
- CRÉMIEUX (Ad.) — Les juifs de Marseille au Moyen Age (Paris — 1903).
- FÉVRIER (P. A.) — Le développement urbain en Provence de l'époque romaine à la fin du xvi^e siècle (Paris — 1964).
- MOSSÉ (A.) — Histoire des juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin (Paris — 1934).
- RIEBBE (Ch. de) — Les fiançailles et les mariages en Provence à la fin du Moyen Age (Paris — 1896).
- La société provençale à la fin du Moyen Age d'après des documents inédits (Paris — 1898).
- SCLAFERT (M. Th.) — Cultures en Haute-Provence (Paris — 1959).

Articles

- AUBENAS (R.) — La famille dans l'ancienne Provence (Annales d'histoire économique et sociale — 1936).
- Encore un mot sur l'et cætera du notaire (Annale Faculté de Droit d'Aix-en-Provence — 1950).
- Tendances archaïsantes et famille artificielle en pays de droit écrit au Moyen Age (Annales du Midi — 1951).
- Commerce des draps et vie économique à Grasse en 1308-1309 (Provence Historique — 1959).
- Réflexions sur les « fraternités artificielles » au Moyen Age (Etudes historiques à la mémoire de Noël Didier publiées par la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Grenoble — 1960).
- AUBENAS (R.) et GUENOUN (L.) — Notes sur la condition des Juifs d'Hyères au xiv^e siècle (Recueil des Mémoires et Travaux publiés par la Société d'Histoire du Droit des anciens pays de droit écrit — 1948).
- BARATIER (E.) — Le notaire J. Barral, marchand de Riez, au début du xv^e siècle (Provence Historique — 1957).
- Les relations commerciales entre la Provence et la Ligurie au bas Moyen Age (Actes du I^{er} congrès historique Provence-Ligurie. Vintimille-Bordighera. 1964).
- BILLIoud (J.) — Marques de draps et de toiles transités par Marseille. 1365, 1386, 1476 (Mémoires de l'Institut Historique de Provence — 1930).
- Les classes industrielles en Provence aux xiv^e, xv^e, xvi^e siècles (Mémoires de l'Institut Historique de Provence — 1930).
- BLUMENKRANZ (B.) — Pour une géographie historique des Juifs en Provence médiévale (Communication Congrès Sociétés Savantes — Nice — 1965).

- CANESTRIER (P.) — La dot en Provence au xvi^e siècle (Bulletin Philologique et Historique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques — 1953-1954).
- COULET (N.) — Villes et commerce en Provence orientale au xv^e siècle : note à propos d'une association de drapiers en 1439 (Annales du Midi — 1966).
- DUBY (G.) — Techniques et rendements agricoles (Annales du Midi — 1958).
- La seigneurie et l'économie paysanne dans les Alpes du Sud (Etudes Rurales — 1961).
- Recherches récentes sur la vie rurale en Provence au xiv^e siècle (Provence Historique — 1965).
- DURBEC (J.) — Le couvent des Augustins de Grasse, une officine de crédit (Bulletin Philologique et Historique du Comité... — 1952).
- Monographie de Biot (Annales de la Société Scientifique et Littéraire de Cannes — 1953).
- Grasse en 1433 d'après son premier cadastre (Communication au II^e congrès historique Provence-Ligurie (Grasse — 1968).
- FÉVRIER (P. A.) — Quelques aspects de la vie agricole en Basse-Provence à la fin du Moyen Age (Bulletin Philologique et Historique — 1959).
- HONORÉ (L.) — Les Juifs à Draguignan du xiii au xv^e siècle (Bulletin de la Société d'Etudes Scientifiques et Archéologiques de Draguignan — 1940-1941).
- ESPINAS (G.) — Problèmes d'apprentissage : à propos d'une histoire de Grasse (Annales d'Histoire Economique et Sociale — 1938).
- LATOUCHE (R.) — Le Notariat dans le Comté de Nice pendant le Moyen Age (Le Moyen Age — 1927).
- LAVERGNE (G.) — La pêche et le commerce du corail à Marseille aux xiv^e et xv^e siècles (Annales du Midi — 1951).
- MASSON-BESSIÈRE (O.) — Le commerce et la société à Brignolles au milieu du xiv^e siècle, 1336-1348 (Provence Historique — 1964).
- OURLIAC (P.) — Notes sur le droit des personnes à Avignon au xv^e siècle (Annales du Midi — 1943).
- Notes sur le mariage à Avignon au xv^e siècle (Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la Société d'Histoire du Droit des anciens pays de droit écrit — 1948).
- SAMARAN (C.) — Notes sur la dépendance personnelle en Haute-Provence au xiv^e siècle (Annales du Midi — 1957).
- SCLAFERT (M. Th.) — Les routes de Provence (Annales d'Histoire Economique et Sociale — 1929).
- TAVIANI (O.) — Le commerce dans la région aixoise au milieu du xiv^e siècle (1348-1349) à travers un fragment de compte du péage d'Aix-en-Provence (Annales du Midi — 1962).
- ZARB (M.) — Aperçu de relations ayant existé entre la Provence et Genève au cours des xv^e et xvi^e siècles (Mélanges Busquet — 1957).

SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DES ALPES-MARITIMES

NOTAIRES DE GRASSE

ETUDE BÉRARD (1)

N°	1 — 1308 (Etendues) (2).	9 — 1321, 1334, 1335 (Pons
	2 — 1309 (Etendues).	de Nice junior — Gau-
	3 — 1316-1318 (Etendues).	thier d'Antibes).
	4 — 1320 (Antibes, Opio,	10 — 1346 (Etendues).
	Grasse).	11 — 1349 (Etendues).
	5 — 1320-1321 (Antibes —	12 — 1353.
	Notaire Pons de Nice).	13 — 1354 (Etendues —
	6 — 1321 (Antibes).	Etienne de Nice).
	7 — 1324 (Antibes — No-	14 — 1359 (Etendues).
	taire Pons de Nice).	15 — 1362.
	8 — 1330 (Etendues — fra-	16 — 1362.
	gments Pons de Nice).	17 — 1362.

(1) Nous reproduisons, ici, les références des registres que nous avons dépouillés, conformément à l'inventaire du fonds notarial grassois qui a été dressé par les soins de M. E. Hildesheimer, Directeur des Services d'Archives des Alpes-Maritimes.

(2) Sur la distinction entre brèves et étendues et les réserves qu'il y a lieu de faire pour ces premiers registres du fonds Bérard, cf. *infra* « Le Notariat et la Pratique Juridique ».

Nombre de registres, principalement les brèves, ne comportant aucun foliotage, nous avons été contraint, dans ce cas, de citer les actes par leurs seules dates (pour les registres foliotés, nous indiquons le premier feuillet de l'acte examiné). Signalons, enfin, en ce qui concerne la datation, que nous l'avons rétablie en nouveau style pour les actes compris entre le 1^{er} janvier et le 26 mars ; ce fait peut provoquer un certain décalage de nos références sur les dates mentionnées dans l'inventaire, il convient pour retrouver le document cité d'en tenir compte.

18 — 1364.	29 — 1387.
19 — 1367 (Jean Coste).	30 — 1387.
20 — 1369 (Etendues).	31 — 1390 (Saint-Paul).
21 — 1373 (Vence).	32 — 1390-1396 (Notaire Ro-
22 — 1376.	cassi).
23 — 1377.	33 — 1391 (Grasse-Antibes).
24 — 1376-1378 (Etendues).	34 — 1391.
25 — 1380 (Antibes)	35 — 1391.
26 — 1380 (Grasse-Antibes).	36 — 1398 (Nice).
27 — 1385 (Pons de Nice).	37 — Fragments divers
28 — 1352, 1353, 1386, 1387 (Etendues).	(xiv ^e siècle).

Minutes de Jacques Jusbert, notaire à Grasse

N° 38 — 1356-1358.	41 — 1380.
39 — 1359-1363.	42 — 1386.
40 — 1364-1365.	

Christophe Raboissi d'Antibes

N° 43 — 1400-1425.	48 — 1414-1417 (Brian-
44 — 1403-1415 (Etendues).	çonnet).
45 — 1426-1428 (Fragments d'étendues).	49 — 1420 (Grasse — Anti-
46 — 1412 (Antibes).	bes).
47 — 1413-1414.	50 — 1421.
	51 — 1422 (Notaire Elzéar Corme).

Jacques Delaude, notaire de Grasse

N° 52 — 1423 (Brèves).	72 — 1447 et 1460
53 — 1428 —	73 — 1448 —
54 — 1429 —	74 — 1449 —
55 — 1430 —	75 — 1450 —
56 — 1431 —	76 — 1451 —
57 — 1432 —	77 — 1452 —
58 — 1433 —	78 — 1453 —
59 — 1434 —	79 — 1454 —
60 — 1435 —	80 — 1455 —
61 — 1436 —	
62 — 1437 —	87 — 1424-1440 (Etendues)
63 — 1438 —	88 — 1424-1448 —
64 — 1439 —	89 — 1430-1433 —
65 — 1440 —	90 — 1431-1439 —
66 — 1441 —	91 — 1436-1441 —
67 — 1442 —	92 — 1443-1445 —
68 — 1443 —	93 — 1446-1448 —
69 — 1444 —	94 — 1449-1455 —
70 — 1445 —	
71 — 1446 —	

Albert Vétérin de Brignoles (Actes concernant Aix, Brignoles, Grasse et diverses localités du Var, des Bouches du Rhône et des Basses-Alpes).

N° 96 — 1425 (Brèves)	100 — 1431 —
97 — 1426-1435 (Brèves)	101 — 1425-1427 (Etendues)
98 — 1428-1439 —	102 — 1425-1432 —
99 — 1429-1434 —	103 — 1427-1434 —

Antoine Gautier

N° 104 — 1427 (Brèves).	106 — 1441-1447 (Etendues)
105 — 1449-1450 (Brèves)	

Pierre Corme

N° 107 — 1442-1443 (Etendues fragments)	108 — 1447 (Etendues)
---	-----------------------

Christophe Raboissi d'Antibes (Actes d'Antibes, Cannes et Grasse)

N° 109 — 1418

Jean Barthélemy de Grasse (Actes en grande partie rédigés hors de Grasse)

N° 110 — 1444-1445 (Brèves)	111 — 1454-1455 —
-----------------------------	-------------------

Pierre Turlatoris

N° 116 — 1445-1453 (Etendues)	117 — 1446-1447 (Brèves)
-------------------------------	--------------------------

X. Grasse

N° 118 — 1447 (Brèves fragments)

Barthélemy Delaude

N° 119 — 1449-1451 (Brèves)	121 — 1453-1455 —
120 — 1452 —	

N° 157 — Etendues fragments 1449-1452	161 — Etendues fragments 1454-1455
158 — Etendues fragments 1450-1457	162 — Etendues fragments 1475
159 — Etendues fragments 1451-1453	171 — Répertoire Jacques et Barthélemy Delaude
160 — Etendues fragments 1452-1458	172 — Répertoire Barthélemy Delaude 1449-1494

ETUDE PERETTI

Pierre Aynesi

N° 38 — 1381 (Brèves)	42 — 1399 —
39 — 1382 —	43 — 1405 —
40 — 1389 —	44 — 1407 —
41 — 1391 —	

Elzéar Corme

N° 45 — 1412-1415 (Brèves fragments)	2 protocoles sont aux Archives départementa- les des Bouches-du- Rhône : 1427-1430 — B. 1458 Cour des Comp- tes 1430-1433 — B. 1459 Cour des Comptes.
46 — 1424-1425 (Brèves fragments)	
47 — 1436 (Brèves fragments)	
48 — 1440 (Brèves fragments)	
49 — 1442	

Jacques Johannis — Notaire de Mougins et de Grasse

N° 50 — 1424 (Brèves)	53 — 1449-1450 Etendues (fragments)
51 — 1429 —	
52 — 1454 —	

Pierre Bompar

N° 55 — 1427 Brèves (fragm.)	59 — 1449 —
56 — 1428 —	N° 62 — 1432-1435 Etendues (fragments)
57 — 1439 —	
58 — 1448 —	

Pierre Corme

N° 63 — 1429 Brèves (fragm.)	66 — 1439-1440 —
64 — 1434-1435 Brèves	67 — 1442 —
65 — 1435-1436 —	

Pierre Aynesi II (Actes de Saint-Paul)

N° 68 — 1431 Brèves	70 — 1459-1462
69 — 1432 —	

Jacques Honorati

N° 71 — 1437-1439 Brèves	74 — 1447 —
72 — 1441 —	75 — 1448-1449 —
73 — 1442-1443 —	81 — 1434-1462 Etendues

Jacques Corme

N° 82 — 1454 Brèves (fragm.)	91 — 1450-1456 Etendues
90 — Sans date Brèves	

Jean Neronis

N° 95 — 1454 Brèves

Jean Grenon

N° 99 — 1440-1462 Etendues	100 — 1447-1455	—
----------------------------	-----------------	---

Notaires non identifiés

N° 255 — 1390 Brèves	Saint-Paul	258 — 1435	—
	Grasse	259 — 1436	—
256 — 1408	—	260 — 1446	—
257 — 1424	—	264 — 1429-1453	Brèves

*SERIE G. — ARCHIVES ECCLESIASTIQUES (3)**Chapitre épiscopal de Grasse*

G. N° 133, 135, 265, 266, 321, 326 à 343, 467.	G. N° 720, 753, 875, 886, 895, 1110, 1153.
---	---

SERIE H. — ARCHIVES HOSPITALIERES

H. N° 1732 (B. 7), 1743 (E. 2), 1744 (E. 3), 1807 (D. 1).	H. N° 96, 125, 139, 340, 370, 532, 536, 538, 539, 540.
--	---

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHONE

Série B. — Cour des Comptes

N° 1905 à 1916. Comptes des clavares de Grasse.

(3) L'essentiel de la documentation nous a été fourni par les archives notariales. Pour les autres fonds, il s'agit plus de sondages que de dépouillements.

ARCHIVES COMMUNALES DE GRASSE (4)

Série BB. Administration communale

- BB. N° 1 (registre in 4°, papier, 318 feuillets). Délibération du Conseil. 1423-1442.
- BB. N° 2 (registre in 4°, papier, 367 feuillets). Délibération du Conseil. 1444-1455.

Série CC. Impôts et comptabilité

- CC. N° 44 (registre in 4°, papier, 167 feuillets). Cadastre. 1433 (5).

Série DD. Propriétés communales, travaux, etc.

- DD. N° 5 (liasse — 98 pièces papier, 2 pièces parchemin). 1368-1762.

Série HH. Agriculture, industrie, commerce

- HH. N° 3 (liasse — 2 pièces papier, 11 pièces parchemin 1352-1783)
- HH. N° 4 (liasse — 20 pièces parchemin) 1170-1417

ARCHIVES PRIVEES

Musée Fragonard à Grasse

Documents XIII^e-XV^e siècles, dont un registre (2097. T.) Parchemin — 63 pages (XIII^e siècle).

(4) Mme G. Gauthier-Ziegler dans son « Histoire de Grasse, depuis les origines du Consulat jusqu'à la réunion de la Provence à la Couronne » (1155-1482), fait une rapide analyse (p. XV à XVIII) des séries dépouillées pour l'étude de cette période. Nous y renvoyons, tout en rappelant que l'« Inventaire sommaire des Archives Communales antérieures à 1792 » a été dressé en 1865 par J.-B. Sardou.

(5) C'est là le plus ancien cadastre conservé dans les archives de Grasse. Quartier par quartier, rue après rue, il indique les biens détenus par chaque citoyen avec le montant de la taille auquel il est imposé. Ce document vient de faire l'objet d'une étude très complète de M. J.-A. Durbec « Grasse en 1433 d'après son premier cadastre ». Nous remercions très vivement l'auteur d'avoir mis à notre disposition son travail.

Le plan que nous reproduisons ci-contre est extrait de l'ouvrage de G. Gauthier-Ziegler : « Histoire de Grasse, depuis les origines du Consulat jusqu'à la réunion de la Provence à la Couronne — 1155-1482 » (Editions A. Picard, Paris 1935). Nous remercions l'auteur et les éditeurs de nous y avoir autorisé.

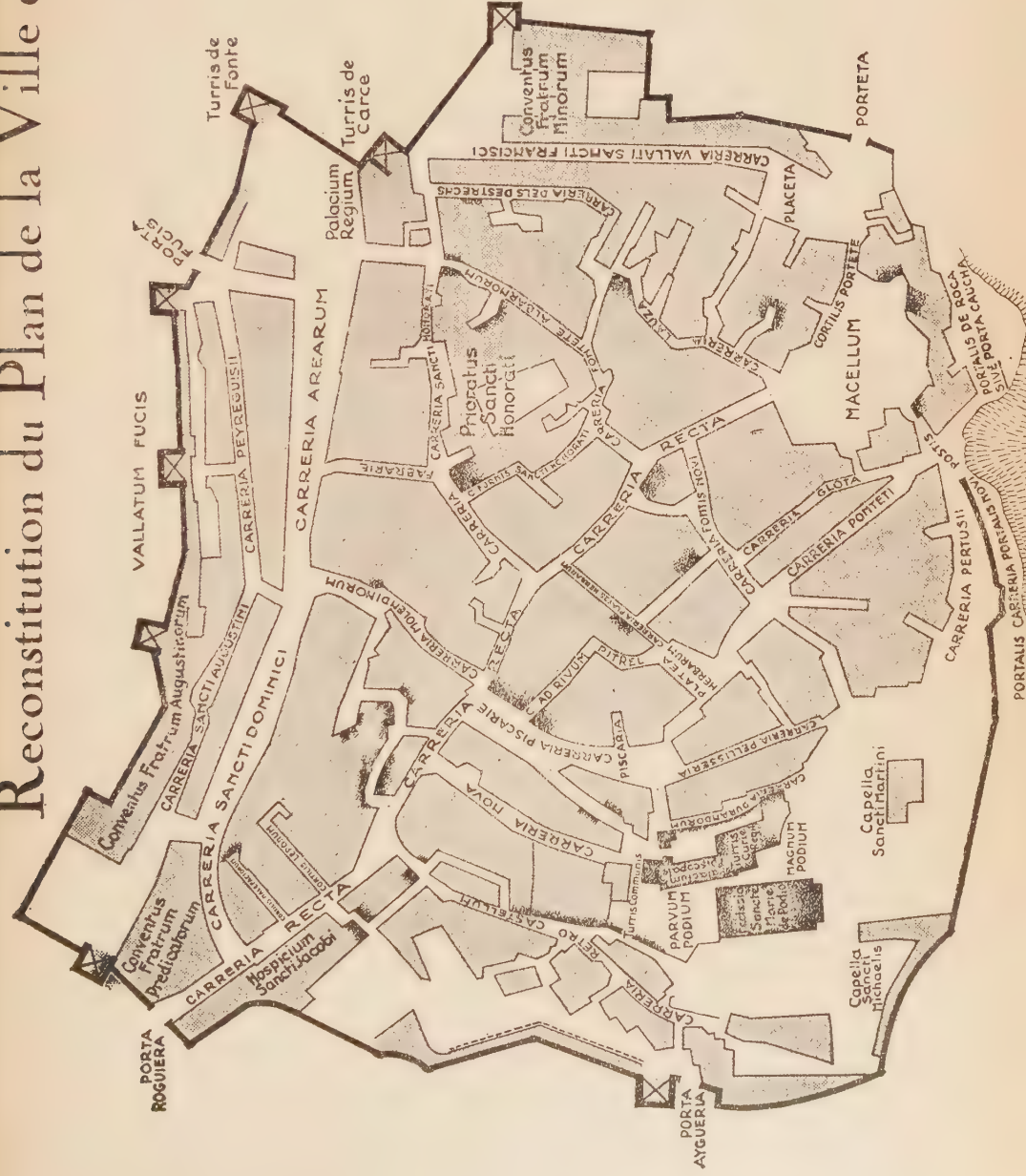
Reconstitution du Plan de la Ville de GRASSE

au

XV^e Siècle

par

G. Gauthier-Ziegler
Archiviste-Paléographe



ad Rivum Blanquetum

Signes Conventionnels:



Tour



Vestiges encore
visibles

TITRE PRELIMINAIRE

CHAPITRE PREMIER

NOTARIAT ET PRATIQUE JURIDIQUE

I - *Le Notariat à Grasse au Moyen Age* (1)

L'importance de cette institution durant tout le Moyen Age, notamment pour la connaissance du droit privé des pays méridionaux, n'est ignorée de quiconque s'est intéressé à l'histoire médiévale (2). Ces hommes de loi, auxquels le public a sans cesse recours interviennent dans tous les actes de la vie quotidienne. Au gré de leurs minutes, ils révèlent, avec une étonnante diversité, les multiples activités humaines et dressent un vivant tableau de la société au sein de laquelle ils instrumentent. Grasse, où la présence de notaires est signalée dès la seconde moitié du XII^e siècle (3), n'échappe pas à la règle.

Au début du XIV^e siècle, les lambeaux de registres qui nous sont parvenus portent mention pour les années 1308 et 1309 — outre le

(1) Nous ne prétendons pas reprendre ici l'histoire du notariat en Provence, qui a déjà fait l'objet de l'important travail de M. R. Aubenas « Etude sur le notariat provençal au Moyen Age et sous l'Ancien Régime » (Aix 1931). Plus modestement nous avons seulement envisagé de présenter le résultat de nos dépouillements des registres notariés grassois du XIV^e siècle et de la première moitié du XV^e siècle.

(2) Il suffit de songer, par exemple, à la longue série de travaux de M. le Professeur Aubenas sur le droit privé provençal, où l'auteur a utilisé, avec le profit que l'on sait, les sources notariales.

(3) G. Gauthier-Ziegler « Histoire de Grasse (Paris 1935), p. 59. En 1179, lors de la conclusion d'un traité entre les Consuls de Grasse et la ville de Pise, intervient « Bernadus notarius consulum Grasse », mais s'agit-il d'un véritable notaire ou d'un simple scribe des Consuls ? Le doute n'est plus permis pour B. Balba qui, en 1196, s'intitule « notarius a Domino Rege statutus ».

rédacteur qui a nom Pons de Nice — des notaires Philippe de Suria, Hugues Jaucerand, Pierre Miracle et Olivier Palloni (4). Assurément, il ne s'agit là que de renseignements fragmentaires qui ne sauraient correspondre au nombre réel de notaires officiant dans la cité.

Grasse connaît en ces premières années du xiv^e siècle une vie économique active, qui laisse aisément supposer un nombre bien supérieur ; surtout si l'on songe au « pullulement des notaires » pendant le Moyen Age, de simples villages en comptent jusqu'à cinq (5).

Au milieu du xiv^e siècle, la documentation se faisant plus abondante, on relève dans un seul registre les noms de S. Riquier, Etienne de Nice, Pierre Jusbert, Jean Bauci, Pierre Mathieu, Honoré « Candelarius », Jacques Jusbert, Guillaume Verderie, P. Augier, Jean Pagan, R. Coste et Pierre Giraud, à qui appartient ce protocole (6). Tel est, d'ailleurs, le nombre que l'on retrouve approximativement dans la première moitié du xv^e siècle. Ainsi, dans une procuration passée le 26 juillet 1436, chez le notaire Jacques Delaude, sont désignés : Christophe Raboys, Jacques et Pierre Aynesi, Elzéar Corme, Albert Vétéris, Pierre Bompar, Antoine Gautier et Honoré Sauvan, tous notaires (7). A cette énumération, on peut ajouter le notaire Pierre Corme, dont quelques registres nous sont parvenus (8). Ces notaires portent le qualificatif de « notarii publici ». Nommés par le Comte de Provence, ils rappellent généralement dans les registres d'étendues l'autorité qui les a institués, autorité royale depuis que les comtes de la Maison d'Anjou sont aussi Rois de Sicile et de Jérusalem (9). Malheureusement, nous n'avons pas re-

(4) Etude Bérard — n° 1, 26 Mai 1307 — n° 2, 25 Juin 1309, 2 Novembre 1309.

(5) R. Aubenas. « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 72-73. Cette multitude de notaires n'est pas propre à la Provence, cf. à titre d'exemple Y. Dossat « Les registres des notaires de Bioule et la diplomatie dans le Bas-Quercy au xiv^e siècle » dans le Bulletin Philologique et Historique du Comité des travaux historiques 1953 et 1954, p. 202-203. Dans d'autres régions de France, nombreuses sont les plaintes contre « l'effrenata multitudo ».

(6) Et. Bérard — n° 12, 30 Avril 1353, 20 Mai, 28 Mai, 17 Novembre, 18 Novembre, 19 Novembre. En 1351, la liste des faisant feux (Arch. Départ. des B.-du-R. — B. 1908) livre les noms d'au moins huit notaires.

(7) Et. Bérard — n° 61, 26 Juillet 1436.

(8) Et. Peretti — n° 63 à 67. Et. Bérard — n°s 107 et 108. Dans le cadastre de 1433 (Arch. Comm. de Grasse CC. 44), dix notaires sont mentionnés (Durbec. Grasse en 1433... » op. cit.). Devant l'inquiétante disproportion entre le nombre de notaires et celui des registres qui ont été conservés, il n'est pas inutile d'insister sur les réserves qu'à maintes reprises nous serons contraint de faire, en marge de nos développements. Sans doute, ne faut-il pas être excessif et attribuer à tous ces notaires une égale importance dans leurs activités ; certains n'eurent assurément qu'une clientèle fort modeste face à celle des Jusbert, Aynesi ou Delaude, véritables familles de gens de robe, qui occupent dans la cité une des premières places.

(9) R. Aubenas. « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 48 — Archives Départementales, série G. n° 326. Année 1339 « Ego... Bertrandus Ayllaudi auctoritate regia

trouvé de souscription susceptible de nous renseigner sur les conditions de ces nominations (10). Plus rares sont les notaires apostoliques auxquels le pape, dès le ^{xiii}^e siècle, a accordé, en Provence, le droit d'instrumenter « *ubique terrarum* » ; le roi René, en 1438, leur impose l'investiture royale, s'ils veulent recevoir les actes du public (11). Nous en avons un exemple avec le notaire Jacques « *Johannis* » de Mougins et de Grasse, dont la majeure partie de la clientèle est évidemment formée de gens d'église (12) ; mais on ignore s'il a reçu les lettres de provision directement du pape ou d'une personne — prélat ou autre — ayant bénéficié d'une délégation du pontife.

L'investiture générale est devenue, au ^{xiv}^e siècle, une clause de style ; les notaires instrumentent alors dans tout le Comté de Provence et de Forcalquier, et ne se limitent pas au seul cadre de la baillie, comme il était prévu initialement. Ce caractère itinérant des notaires provençaux n'a pas été sans surprendre certains auteurs (13). Les notaires grassois se déplacent dans toute l'étendue de la viguerie et accomplissent leurs fonctions dans diverses localités : Antibes, Cagnes, Cannes, Saint-Vallier ou Saint-Paul... Ainsi, Elzéar Corme instrumente le plus souvent à Grasse, mais encore à la Napoule, à Saint-Vallier, au Broc, à Gréolières et à Vence (14) ; son confrère Jean Neronis partage son temps entre Grasse et Entrevaux (15). Plus étendu encore est le champ d'action du notaire Jacques Delaude qui reçoit des actes à Aix, ou d'Albert Veteris qui sillonne toute la Provence et s'intitule tantôt notaire de Grasse, tantôt de Brignoles (16). Cette extrême diversité des lieux où ils opèrent laisse supposer un certain esprit de collaboration entre les notaires. On ne sait trop s'il y a là une sincère confraternité unissant les membres de la profession, même de cités différentes, ou seulement une coopération rendue nécessaire par l'exercice de leurs charges. Cette vie

notarius in comitatibus Provincie et Forcalquerii constitutus... » — Et. Bérard — n° 87 f° 40 r. 13 Avril 1417 « ... et mei Jacobi Delaude de Sancto Paulo Venciensis diocesis notarii publici auctoritate regia... »

(10) A titre de comparaison, L. D'Alauzier. « Les notaires de Bruniquel jusqu'en 1600. Contribution à l'étude du notariat en Bas-Quercy » (Recueil de l'Académie de législation, Toulouse 1953).

(11) R. Aubenas. *ibidem*, p. 45.

(12) E. Peretti — n° 50, 1424. 1^{er} feuillet : « Note breve sumpte per me Jacobum Johannis de Moginis Grasseque civem et auctoritate apostolica notarium ».

(13) C. Arnaud. « Histoire d'une famille provençale » (Marseille 1884) 1^{re} partie, n° 121.

(14) Et. Peretti — n° 45. 10 Décembre 1412, 30 Janvier 1413, 12 Juin 1415 — n° 46. 6 Décembre 1423, 11 Février 1426 nouveau style.

(15) Et. Peretti — n° 95. 24 Mai 1454, 27 Septembre 1454.

(16) Et. Bérard — n° 87 f° 40 r. 13 Avril 1417 — Et. Bérard — nos 96, 97, 98 (les localités où instrumente le notaire Veteris, relèveraient aujourd'hui des départements des Alpes-Maritimes, des Basses-Alpes, du Var et des Bouches-du-Rhône).

corporative est attestée, à Grasse, par la présence d'une confrérie des notaires (17). D'autres formes de collaboration se retrouvent dans les actes : il est fréquent que des notaires se servent réciproquement de témoins ou interviennent dans les registres de confrères. Ainsi, lors des cancellations (18). On peut également voir certains notaires instrumenter devant la porte de confrères, soit même dans leurs demeures (19). De telles considérations expliquent le nombre de notaires qu'une seule opération juridique fait parfois intervenir (20). S'ils ont la possibilité d'utiliser leurs propres registres pour les actes les concernant personnellement (21), les notaires grassois n'hésitent pas, la plupart du temps, à user de la compétence d'un confrère. Jacques Delaude, par exemple, dans le premier tiers du xv^e siècle, paraît avoir joui d'une certaine faveur auprès des gens de robe : c'est dans son étude que le notaire Christophe Raboys place des capitaux, conclut tel contrat de mègerie ou vient s'acquitter de la dot de sa fille (22), tandis qu'Elzéar Corme, un autre confrère, s'y rend pour consentir des prêts (23).

Il est malaisé de connaître les honoraires que percevaient les notaires pour la rédaction des actes. On sait, en tout cas, que les Comtes de Provence, à plusieurs reprises, vinrent règlementer la question. Devant l'avidité excessive de ces praticiens, ils s'efforcèrent d'imposer une véritable tarification. On peut penser que ces textes restèrent souvent lettre morte à en juger par les nombreuses injonctions que les autorités furent contraintes d'adresser aux notaires. A la fin du xiii^e siècle, on voit les notaires grassois exiger le double ou le triple des tarifs imposés (24). Ces infractions ne cessent

(17) Et. Bérard — n° 63. 25 Mars 1438 « confratrie notariorum ». De semblables confréries se rencontrent en Provence dans toutes les cités de quelque importance, cf. R. Aubenas, « Etude sur le notariat... » op. cit., p. 106-107.

(18) Et. Bérard — n° 15. 21 Juillet 1362 — n° 22. 9 Juin 1376. Constatation identique dans Y. Dossat, op. cit. p. 205.

(19) E. Bérard — n° 17. 24 Avril 1362 — Notaire Jean Rostaing « actum Grasse in domo magistri Johannis Pagani » — n° 22. notaire J. Jusbert, acte du 4 Juin 1376 « actum Grasse ante domum magistri Honorati Candelarii ».

(20) Et. Bérard — n° 15. 23 Juillet 1362 — n° 17. 15 Mai 1362 — n° 76. 7 Juin 1451.

(21) Et. Bérard — n° 32. 7 Octobre 1395. Ils le font souvent dans une rédaction fort sommaire. Ainsi l'acte passé par le notaire Pierre Rocassi : « Vendidi ego Petrus Rocacil corea quinquaginta compatri meo Johanni Grenoni precio cujuslibet corey florenorum auri trium. Testes : Horonatus Gili Ganotonus ».

(22) Et. Bérard — n° 53. 20 Avril 1427 — n° 56. 10 Décembre 1431.

(23) Et. Bérard — n° 56. 14 et 18 Août 1431.

(24) Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 66-67. Sur les honoraires des notaires, cf. R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 96-97, ou encore C. Arnaud « Histoire d'une famille... » op. cit. 1^{re} partie n° 229 (l'auteur a noté cette propension des notaires à exiger des honoraires élevés et, pour ce faire, allonger les rédactions). Le fait n'est pas particulier aux notaires provençaux. Cf. : R. Fédou « Les hommes de loi lyonnais à la fin du Moyen Age. Etude sur les origines de la classe de robe » (Paris 1964) p. 180. Les écritures étant réglées au folio, on accroît le nombre de feuilles par les « superfluités de langage » que les notaires tentent de glisser dans leurs actes.

point aux siècles suivants. Mises à part quelques couvertures de registres que les notaires utilisent parfois pour tenir leurs comptes, le coût des actes est rarement indiqué. Quand il figure, c'est sous la forme d'une annotation en marge du contrat ; pour un acte de vente, rédigé à l'état de brève, le notaire Delaude perçoit, par exemple, un demi-gros de l'acheteur et le double de la part du vendeur (25). Les prix sont forcément plus élevés pour les rédactions étendues. Le paiement en nature n'est pas exclu : les six gros dont est redevable l'acquéreur de la rève des moulins, envers le rédacteur de l'acte, seront payés « in molendo » (26). Devant les difficultés à s'acquitter en numéraire, le notaire accepte parfois de ses clients, en guise de paiement, la remise d'un objet (27). Les honoraires peuvent même faire l'objet d'une reconnaissance de dette au profit du notaire, par un contrat ultérieur (28).

Apprécient les utiles connaissances juridiques des notaires, le public y recourt souvent dans les litiges. Avec ces autres hommes de loi que sont les « jurisperiti » (29), ils assistent le plaideur tout au long de l'instance. Des particuliers les désignent, moyennant versement d'honoraires, pour poursuivre le recouvrement de créances, par voie de justice, ou parfois concluent avec eux, à cet effet, un contrat de louage de services. Ainsi, le notaire Etienne de Nice et Jean d'Avignon « jurisperitus » promettent, contre paiement de trois florins « pro eorum patrocinio », de réclamer toute créance du grassois Bertrand Roque, pendant le délai d'un an, et d'agir en son nom auprès des juridictions, durant le même temps (30). Ce notaire passe, quelques mois plus tard, un contrat sensiblement identique avec un villageois des alentours : il s'engage à plaider, pour lui, tous les procès qui pourront naître dans l'année et se dé-

(25) Et. Bérard — n° 73, 4 août 1448 « habui pro nata ab emptore pro sua parte médium grossum et a venditore unum grossum ».

(26) Et. Bérard — n° 58, 2 juin 1433 « Emptio reve molandinorum ». La rève des Moulins, ou encore rève du Blé, se paie pour la mouture des grains, cf. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 166.

(27) Et. Bérard — n° 88 f° 28 r° — 26 Avril 1433. cf. également Y Dossat, op. cit. p. 212 — Le notaire est payé par une journée de travail.

(28) Et. Bérard — n° 119, 8 Avril 1450. Un « albarestarius » de Grasse est obligé envers le notaire A. Gautier pour une somme de six gros « pro resta precii cujusdam instrumenti ».

(29) Ces praticiens du droit sont apparus en Provence dans les premiers tiers du XIII^e siècle, cf. M.-L. Carlin. « La pénétration du droit romain dans les actes de la pratique provençale » (XI^e-XIII^e siècle). Thèse Nice 1964, p. 46 — F. Mireur. « Les rues de Draguignan » tome 2, p. 6. Selon cet auteur, les « Jurisperiti », à la fois consultants et plaidants, ont un savoir et une compétence juridiques supérieurs aux qualités de l'avocat « causidicus ». A Grasse les « jurisperiti » sont souvent apparentés aux familles de gens de robe, ainsi les Jusbert et les Aynesl.

(30) Et Bérard — n° 42, 4 Juillet 1386 « in quocumque judicio et lites questiones et controversias tam quam movendas ».

roule devant la Cour Royale de Grasse et la Cour Episcopale. En guise de rémunération, il se contentera de deux setiers de froment livrables aux prochaines moissons (31).

Autre source de gains : la rédaction des différentes pièces du procès. Elle offre d'intéressants revenus, surtout lorsque les actes de procédure remplissent d'épais cahiers (32). Il est fait, à Grasse, un large usage des procurations générales ou spéciales. A tous les niveaux de la société, il est habituel de voir des particuliers constituer procureurs et pour cela choisir des notaires. Les constituants leur donnent ainsi pouvoir de les représenter dans la conclusion des divers actes juridiques.

Le notaire Pierre Jusbert, en 1354, a reçu pouvoir de représenter l'évêque de Grasse et passe en son nom plusieurs contrats (33). Un co-seigneur des environs désigne, entre autres, le notaire E. Corme pour se rendre à Aix, porter l'hommage lige au Comte de Provence et lui prêter serment de fidélité (34). C'est un « jaculator » du village de Seillans qui constitue procureurs deux notaires grassois pour récupérer un vêtement que les hommes de Cannes lui ont pris (35). Les exemples sont multiples. Plutôt qu'un unique individu, le constituant désigne habituellement toute une série de personnes ; les notaires s'y retrouvent en grand nombre, et avec eux les « jurisperiti » et tous ceux que les études « in legibus » rendent compétents. On constate dans plusieurs procurations que notaires et juristes étrangers à la cité sont mentionnés en même temps que les hommes de loi de Grasse : ce sont des praticiens d'Aix, mais aussi d'Avignon, Embrun ou Manosque (36). On peut penser que l'intervention de ces juristes d'autres cités provençales est inspirée par les notaires grassois plus que par les constituants. En tout cas, elle atteste les relations étroites établies entre les praticiens provençaux et celles-ci ont pu exercer quelque influence sur le développement des institutions juridiques. C'est encore leur culture juridique et l'habitude des actes de la pratique qui appelaient, normalement, les notaires à occuper les charges de greffiers auprès des juridictions

(31) Et. Bérard — n° 42. 23 Novembre 1386 « magister Stephanus de Nicia notarius de Grassa fecit pactum cum Raymundo Castellani de Opia omnes questiones que eidem oriri poterunt in curia regia civitatis Grasse et in curia episcopali pro ipso litigare hinc ad unum annum ».

(32) Voir par exemple E. Bérard — n° 75, f° 29 r°, 28 Mai 1450. Créance de 15 florins du notaire Jacques « Johannis » sur Dame Augeria Augerie « ex causa sui laboris », à la suite de plusieurs procès devant la cour épiscopale.

(33) Et. Bérard — n° 13. 27 Septembre 1354.

(34) Et. Bérard — n° 52. 10 Octobre 1425.

(35) Et Bérard — n° 27. 1^{er} Septembre 1385.

(36) Et Bérard — n° 17. 13 Avril 1362 — 8 Mai 1362, 26 Mai 1362 — n° 18. 24 Mai 1364 — n° 22. 9 Juin 1376.

« de quelque ordre qu'elles fussent... tribunaux du comte ou cours royales, juridictions laïques ou ecclésiastiques » (37). Il s'agit de « fonctions annexes ». Les Statuts de 1306 leur interdisaient d'exercer l'office de greffier dans la ville dont ils étaient originaires, et il en est ainsi à Grasse (38). Des tempéraments paraissent avoir été apportés à cette règle, et le Conseil de la communauté — qui au xv^e siècle a le droit de proposer des candidats — ne se soucie pas toujours de l'interdiction (39). A différentes reprises le sénéchal écartera certains notaires de la charge de greffier, parce qu'ils sont nés dans cette ville.

Les notaires remplissent également des fonctions judiciaires dans les localités voisines. Ils y cumulent souvent les fonctions de greffier et de juge. Christophe Raboys, en 1418, est mentionné comme juge et notaire de la cour de Cagnes (40) ; l'année suivante, il exerce à Antibes comme notaire, baile et vice-juge de la Cour (41). Dans cette même cité d'Antibes, en 1445, le notaire grassois Jean Barthélemy est, lui aussi, baile et notaire (42). Jean Grenon occupe la charge de greffier auprès de la Cour épiscopale de Castellane (43). Nous voyons encore Pierre Aynesi, notaire de la Cour épiscopale de Grasse, devenir en 1382, baile-mage, notaire et vice-juge de la cour royale de Saint-Paul (44). Il arrive qu'un notaire soit engagé par un seigneur pour exercer sa charge sur le terroir de la seigneurie. Le chevalier Bertrand du Bar, seigneur de ce lieu, désigne le notaire Hugues Jusbert de Grasse pour sa propre commodité et celle des habitants. La durée est fixée à un an, et au-delà si les parties le désirent. Outre les divers profits des écritures publiques et privées, Hugues Jusbert percevra un salaire de huit livres payables en trois termes, et deux setiers de froment (45).

(37) R. Aubenas. « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 90.

(38) G. Gauthier-Ziegler. « Histoire de Grasse » p. 66 — En 1410, les notaires de la cour, Antoine Ferrier, Pierre Saurin et Antoine Dozol, tous trois nés à Grasse sont révoqués (Archives Communales de Grasse. FF. 4 — 4 Juillet 1410).

(39) Le 18 avril 1424 (Réunion du Consell — Arch. Com. Grasse BB. I — cité par G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*, p. 66 note 1), le Conseil propose Ch. Raboys, Pierre Saurin et Peyret Aynesi ; or, les deux derniers sont assurément des Grassois.

(40) Et. Bérard — n° 109. 8 Juillet 1418 « in presentia mei Christofori Raboyssi iudicis et notarii Curie Castri de Canha infra fortalicium dicti loci super quodam banche fusteo pro tribunali sedenti... »

(41) Et. Bérard — n° 109. 5 Janvier 1419 (n. st.) « notario, bajulo et vice iudice curie ville Antipolis pro tribunali sedenti... supra quamdam capsiam ».

(42) Et. Bérard — n° 110. 27 Mars 1445.

(43) Et. Peretti — n° 99. 1440-1462.

(44) Et. Peretti — n° 38. 26 Novembre 1381 — n° 39. Mars 1382.

(45) Et. Bérard — n° 17. 24 Mai 1362 « ... elegit et constituit pro utilitate et comodo ipsius domini Bertrandi et omnium subjectorum ac totius ipsius terre in notarium magistrum Hugonem Jusberti... »

On sait qu'au sein du conseil de la Communauté de Grasse siègent un ou plusieurs notaires qui ont pour mission d'en enregistrer les actes et les délibérations (46). De plus ce conseil, parmi les membres qu'il désigne chaque année comme arbitres, choisit habituellement un notaire pour tenir les écritures (47). Mêlés, dans les registres, aux autres actes, des procès verbaux portent parfois témoignage de la compétence de ces « pacificateurs domestiques » dont le principal souci est la concorde et la réconciliation (48). Dans le même ordre d'attributions, les notaires peuvent être commis par la Cour Royale de Grasse à titre d'expert pour toutes sortes d'affaires (49).

Evidemment, ces diverses préoccupations juridiques ne sont qu'un aspect de l'activité des notaires. Les hommes de loi, à côté de leurs fonctions officielles, ne dédaignent pas les pratiques — peut-être plus lucratives — du commerce. Certains d'entre eux se livrent, ostensiblement, aux opérations commerciales et sont à la fois notaires et marchands (50).

II - La technique de l'acte notarié

Tous les travaux sur le notariat ont insisté sur la distinction classique entre registres de brèves et registres d'étendues, selon que l'acte y est porté sous une forme abrégée ou au contraire avec toute la longueur de ses clauses et renonciations (51). C'est la conclusion à laquelle parvient M. Aubenas, après avoir dépouillé les registres provençaux — fort peu nombreux, hélas — du XIII^e siècle. Excepté l'« instrumentum publicum », délivré à l'intention des parties, l'acte passe par les deux états de brève et d'étendue (52). Quant à la pratique d'un troisième état, le registre « brouillard », dont de

(46) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 143-144. Depuis 1365, où Foulques d'Agout le leur permit, les conseillers les nomment chaque année à la séance d'ouverture au mois de Novembre. Leur salaire est de 10 florins par an.

(47) G. Gauthier-Ziegler. *ibidem* p. 145.

(48) A titre d'exemple : Et Bérard — n° 28, 2 Décembre 1387, 14 Novembre 1387.

(49) Et. Bérard — n° 28, 19 Décembre 1352 « notaril commissaril... per... vicarium et vice judicem curie regie dicte civitatis specialiter dati ».

(50) Ce n'est pas particulier à Grasse cf. E. Baratier « Le notaire Jean Barral, marchand de Riez au début du XV^e siècle » (Provence Historique 1957). Nous envisagerons ces activités parallèles en évoquant la vie sociale. Voir *infra*, III^e partie.

(51) Pour la bibliographie sur le notariat, cf. l'ouvrage de R. Aubenas précité. Signalons, pour mémoire, parmi les travaux intéressants la Provence et le Comté de Nice : De Bouard « Le fonds des notaires d'Orange à la Bibliothèque du Vatican » (Mélanges... publiés par l'Ecole Française de Rome, 1910), R. Latouche « Le notariat dans le Comté de Nice au Moyen Age » (Le Moyen Age 1927), R. Aubenas « Documents notariés provençaux du XIII^e siècle » (Aix 1935).

(52) R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 80.

Bouard signalait déjà l'existence, elle ne se généralise, imparfaitement d'ailleurs, qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle ; chacun de ces registres correspond alors à un moment précis dans l'élaboration de l'acte juridique (53).

Si ces trois états sont quelquefois réunis dans les archives notariales, c'est là l'exception. Depuis les conclusions de Bouard, il n'est pas inutile, au regard de la pratique, de nuancer les classifications traditionnelles. Bien des facteurs de différenciation doivent être dégagés selon les régions ; au sein d'une même cité, la pratique notariales, c'est là l'exception. Depuis les conclusions de Bouard, convient d'examiner les habitudes des notaires grasseois.

1° - Les Registres

A l'exception de l'« épave vénérable » que représente le registre du notaire Geofroi Cotaron au milieu du ^{xiii}^e siècle (54), nous ne possédons, pour Grasse, aucune source notariale antérieure au début du ^{xiv}^e siècle, et, plus précisément, aux années 1308 et 1309, dates de deux registres du notaire grasseois Pons de Nice (55). Les feuillets, incomplets, qui nous sont parvenus sont d'un format assez grand ; on ne saurait dire s'il s'agit de brèves ou d'étendues : les dimensions du registre inclinent à penser à des étendues, car on ne retrouve dans les actes, ni les abréviations, ni les « etc. » propres aux rédactions en brèves ; par contre, les clauses de style sont fort sommaires (56).

Le format long et étroit des brèves — format caractéristique — ne se rencontre qu'avec des registres postérieurs (57) ; dès le milieu

(53) Exemple d'acte passé par les trois états dans R. Aubenas, *ibidem*, planches 3 à 5 (11 Février 1490 — notaire Jean Borrilli. Archives Départementales des Bouches-du-Rhône, dépôt d'Aix, fonds Muraille). Le notaire utilise le terme de « scheda » pour désigner l'acte à l'état de brouillard, de « nota » pour la brève, et « nota ad plenum extensa » pour l'étendue.

(54) Registre portant sur les années 1250-1254, publié par R. Aubenas « Documents notariés... » *op. cit.* p. 11 à 44. Son format est comparable à celui des brèves, mais les actes qu'il renferme, tiennent à la fois des brèves et des étendues.

(55) Ces deux registres forment les numéros 1 et 2 du Fonds Bérard déposé aux Archives Départementales des Alpes-Maritimes (Fonds des notaires de Grasse). De leur dépouillement, M. R. Aubenas a tiré l'article sur « le commerce des draps et la vie économique à Grasse en 1308-1309 » (*Provence Historique* 1959, p. 201-212).

(56) R. Aubenas « Commerce des draps... » *op. cit.* p. 202. Le numéro 3 du Fonds Bérard, pour les années 1316 à 1318, présente un format identique aux deux premiers.

(57) Et Bérard — n° 4, 1320 — n° 5 (1320-1321). Les dimensions en sont 31 cm sur 11 cm, elles s'expliquent par des raisons de commodité, le notaire pouvant porter les registres par devers lui. Il faut signaler toutefois pour le milieu du ^{xv}^e siècle deux registres de format différent (Et. Bérard — n° 108 et n° 118, Année 1447). Leurs dimensions 21,5 × 15 rappellent le format en usage dans la région rhodanienne, cf. R. Aubenas « Etude sur le notariat... » *op. cit.* p. 84 et 86 : « ... à Arles, à Tarascon, à Avignon, à Orange, etc... les registres de notes brèves présentent en général un format non point allongé mais semblable à l'in-8 carré ».

du xiv^e siècle, il est utilisé par tous les notaires grassois. A côté de ce format allongé, facile à manier et à transporter, les notaires, à la même époque, vont utiliser des registres d'un format plus large pour y reproduire les actes à l'état d'étendue. On a remarqué, depuis longtemps, que le format provençal des registres de brèves correspond exactement à la moitié de celui des registres d'étendues (58).

Ainsi, la pratique notariale de Grasse connaît, dès la moitié du xiv^e siècle, deux seules formes de registres, selon que l'acte y fut porté à l'état de brève ou d'étendue. Mais cette distinction apparente ne recouvre pas toujours, au milieu du xiv^e siècle, une parfaite répartition des actes entre eux.

Les registres de brèves

Les actes y sont reproduits, en principe, au jour le jour, donc dans un ordre chronologique rigoureux. Rares sont les décalages de date, généralement de quelques jours, qui peuvent être relevés (59). Ces registres sont habituellement qualifiés de « prothocollum », une seule fois nous avons trouvé le terme de « matricula » pour le désigner (60). Le notaire se contente parfois d'indiquer sur le premier feuillet que ce sont là des « note breve » (61).

Comme le laisse supposer le titre même du registre, la rédaction des actes s'y fait sous une forme extrêmement abrégée ; les clauses de style sont à peine amorcées, voire totalement supprimées et remplacées par quelques « etc ». Il n'est pas exclu, toutefois, que dans ces mêmes registres figurent des rédactions plus complètes, avec les clauses de style détaillées, en tout point comparables aux actes étendus (62). Cela peut surprendre ; aussi, il convient dès à présent de souligner combien la présentation des actes juridiques varie selon les rédacteurs.

A l'inverse, un registre de l'année 1373 (63) renferme des contrats dont l'énoncé est à ce point rudimentaire que l'on peut douter de leur validité : certains sont inachevés, d'autres sont par-

(58) Effectivement, les notaires semblent avoir confectionné les feuillets des registres de brèves, en pliant et découpant les feuillets des registres d'étendues. On retrouve parfois dans un registre de brèves, dont seuls les premiers folios ont été utilisés, des feuilles vierges d'un format double (Et. Bérard — n° 50, 1421) — cf. C. Arnaud « Histoire d'une famille... » op. cit. I^{re} partie n° 112-113.

(59) Et. Bérard — n° 12, 20 Mai 1353, acte intercallé entre le 25 et 26 Avril.

(60) Et. Bérard — n° 108, « matricula meo Petri Corme ».

(61) Et. Peretti — n° 50, 1424, notaire Jacques « Johannis ».

(62) Et. Bérard — n° 30, 1387 — n° 33, 1391 — n° 34, 1391.

(63) Et. Bérard — n° 21, 1373.

semés de blancs, il n'est pas jusqu'à un testament dont l'actum et les témoins font défaut (64).

Faut-il voir dans ce registre fort négligé un « brouillard » destiné à recevoir les actes au simple état de projet, et dont l'usage est attesté dès le ^{xiv}^e siècle ? Si un examen rapide nous incitait à le penser, la forme de certains actes devait nous détromper (65) ; c'était bien là un registre de brèves.

N'ayant pas décelé de registre brouillard dans nos dépouillements, il nous est permis de nous demander si les notaires grassois ont, réellement, utilisé ce type de registre. Il est, évidemment, aisé d'opposer que de tels registres, en raison de leur caractère de projets, devenaient vite inutiles et étaient susceptibles d'être détruits, une fois les actes reproduits sur les registres de brèves (66), ce qui explique, d'une façon générale, leur extrême rareté en Provence. Mais, à Grasse, certains faits semblent contredire leur existence, du moins aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

Déjà, des réserves avaient été émises : M. R. Aubenas avait souligné que le passage de l'acte par les trois états était loin d'être absolu et automatique (67). Sans doute est-ce le cas pour Grasse, où les notaires — comme ceux d'autres régions méridionales — ont coutume de ne réaliser qu'une seule rédaction de la minute avant de la transcrire à l'état d'étendue (68). En effet, à défaut de brouillard, c'est la brève que les notaires grassois rédigent directement en présence des parties. La preuve en est rapportée par les diverses mentions que le notaire inclut dans l'acte, si un désaccord survient durant sa rédaction. On voit alors celle-ci brutalement interrom-

(64) Voici comment se présente la rédaction d'un testament (Et. Bérard — n° 21, 2 Mai 1373) « Anno domini millesimo CCCLXXIII Monna uxor Ponci Malvini de Vencia fecit suum testamentum die II madii XI indict. Primo pro gadio den XIII. Item cappellano curato den. XI. Item diacono et campanario euilibet den. VI (trois autres legs — un blanc) in omnibus aliis bonis suis mobilibus et immobilibus ubicumque sunt quantacumque instituit sibi heredem Gaufr. Bert. ejus filium ». Autre exemple, l'acte du 10 juin 1373.

(65) N'avons-nous pas trouvé dans ce même registre (Et. Bérard — n° 21), inséré entre deux folios blancs, un contrat de mègerie, en date du 8 juin 1373, que le notaire s'appretait à transcrire — ayant déjà noté sur l'un des feuillets le nom des parties ? Il paraît difficile de voir dans cette rédaction sur le registre un nouvel état de projet avant la brève !

(66) R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 79.

(67) R. Aubenas. Ibidem. p. 80, note 15.

(68) C'est l'opinion de R. Latouche pour le Comté de Nice (cf. « Le Notariat dans le Comté de Nice au Moyen Age » article précité), et plus récemment, pour le Quercy, d'Y. Dossat « Les registres de Bioule... » op. cit. p. 207. M. R. Aubenas est parvenu à une conclusion identique pour la région du Languedoc. Nous sommes particulièrement reconnaissant à M. le Professeur Aubenas d'avoir eu l'extrême amabilité de nous communiquer les résultats de précédentes recherches sur le notariat languedocien.

pue, tandis que le notaire cancelle l'acte, en signalant le différend (69).

Quelles sont les raisons qui ont incité les notaires de certaines régions seulement à utiliser des brouillards ? Mise à part la réserve formulée plus haut sur de possibles destructions, il faut peut-être supposer que le registre brouillard a été surtout employé dans les grandes cités de Provence et à une époque légèrement postérieure. Cet usage pourrait s'expliquer par l'importance des activités juridiques : ainsi, un notaire ou ses substituts, appelés à instrumenter dans des lieux divers et à des moments imprévus, préférèrent-ils user d'un registre spécial pour rédiger les premiers éléments du contrat (70). La nécessité d'un « avant contrat » paraît d'autant plus souhaitable que les actes ne cessent de s'allonger, les clauses de style et les renonciations se multipliant. Or, au xv^e siècle, la brève, même sommairement rédigée, amorce les principales clauses de l'acte que l'on retrouvera dans les étendues. Les rédacteurs craignant d'éventuelles omissions n'ont-ils pas intérêt à transcrire l'acte à l'état de projet ? Il est raisonnable de croire que le brouillard fut à la brève ce que l'étendue fut à l'expédition de l'instrumentum, mais il demeura l'exception (71).

Instrumentant à Grasse, à des moments parfois inattendus, mais encore dans les localités environnantes, le notaire peut rédiger l'acte sur une simple feuille volante. Il a la possibilité, ensuite, d'insérer la pièce, à sa place, dans le registre de brèves. C'est le processus suivi par le notaire Jacques Delaude pour un acte passé « in platea », à Antibes (72). Souvent le notaire préfère recopier intégralement le contrat, à sa date, ou manifeste l'intention de le faire, en reproduisant sur le registre l'intitulé de l'acte et son bénéficiaire, quitte à laisser le reste du feuillet vierge. Dans tous les cas, la

(69) Et. Bérard — n° 17, 19 avril 1362 « fuit cancellata incontinenti quia concordēs non fuerent in presentia dictorum testium » — exemples pour divers contrats : créance (Et. Bérard — n° 61, 14 Avril 1436), mègerie (Et. Bérard — n° 71, f° 17 r° 19 Avril 1446), achat de drap (Et. Bérard — n° 73, f° 91 r° 28 octobre 1448 « vacat precedens nota quia non fuit ad ulteriora processum »). Or, n'oublions pas que si le brouillard existait, c'est lui qui serait écrit en présence des parties (cf. R. Aubenas, *ibidem* p. 83).

(70) L'exemple cité par R. Aubenas dans son « Etude sur le Notariat... » op. cit. planche 3 et suivantes et pièce justificative n° 21, p. 228, est daté de 1490 et concerne Aix. Pour le Languedoc, cet auteur a retrouvé des registres brouillards au milieu du xvr^e siècle, pour les notaires de Saint-Gilles (cf. Archives du Gard, E. 861, E. 867).

(71) Cf. R. Latouche « Etude sur le Notariat dans le Comté... » op. cit. p. 145 — qui, déjà, insistait sur l'intérêt des registres d'extensoria « premier état avant la grosse ».

(72) Et. Bérard — n° 70, 1^{er} Août 1432. M. Y. Dossat a également rencontré chez les notaires de Bloule (op. cit. p. 208-211) l'insertion de telles pièces, souvent à leur place chronologique, dans les registres ; mais elles ne sont jamais recopiées, les notaires quercynols n'ayant pas le droit de transcrire les actes sans la présence des parties.

feuille originale est jointe à l'acte (73). Sans doute cette pratique est-elle, en partie, la cause des actes incomplets et des blancs qui parsèment assez fréquemment les protocoles (74).

Les registres d'étendues

Nul souci de chronologie pour ces registres qui, dès le ^{xiv}^e siècle, servent à « étendre » les actes dont on désire obtenir « l'instrumentum publicum » — ainsi en cas de litige, pour donner force exécutoire au titre (75). Il en allait différemment au ^{xiii}^e siècle : le notaire insérait alors dans le « cartularium » tous les actes dans les trois jours de la réception de la « nota » (76).

Pourtant, la transformation du cartulaire en « extensorium » ne s'est produite que de façon imparfaite et renferme toujours bien des incertitudes. Il faut attendre la fin du ^{xiv}^e, et même le ^{xv}^e siècle, pour que les critères de classifications se distinguent plus nettement. Le point essentiel qui devrait permettre de saisir cette évolution, reste la question chronologique : l'ordre chronologique imposé aux « cartularia » disparaissant totalement dans les registres d'étendues des époques postérieures au ^{xiii}^e siècle. Or, à Grasse, au milieu du ^{xiv}^e siècle, les fragments de registres d'étendues offrent toujours une apparence de chronologie (77). Cela peut s'expliquer par le fait qu'ils conservent encore les caractères des cartulaires ; il en est ainsi dans d'autres cités provençales pour la même période (78). Une autre opinion tendrait à admettre que les notaires grassois n'employaient qu'un seul registre contenant à la fois brèves et étendues. Cette solution, pour surprenante qu'elle soit, n'est pas impossible (79). En sa faveur, nous avons relevé dans un registre certaines

(73) Cf. testament de R. Négrel (Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434) recopié intégralement à partir de la feuille sur laquelle il a été dicté ; par contre, exemples d'actes incomplets : Et. Bérard — n° 74, f° 20, 9 Mai 1449, — n° 74, f° 43, 30 Juin 1449 — Et. Peretti — n° 57, 30 Septembre 1439.

(74) Le fait n'est pas nouveau pour les notaires grassois, cf. R. Aubenas « Documents notariés... », op. cit. p. 16, « parfois le notaire a laissé en blanc l'espace réservé aux clauses de style... dans certains cas, c'est la quasi-totalité de l'acte qui fait défaut ».

(75) R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 84.

(76) Dispositions des Statuts de 1259, cité par R. Aubenas, *ibidem* p. 81-82. Le terme de « cartularium », qui désigne au ^{xiii}^e siècle l'équivalent du registre d'étendues, s'applique aussi, dès le ^{xiv}^e siècle, à ceux des brèves.

(77) Et. Bérard — n° 11, 1349 — n° 13, 1354 — n° 14, 1359 — n° 20, 1369.

(78) Par exemple à Salon-de-Provence, cf. R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 82.

(79) R. Latouche « Etude sur le notariat dans le Comté... » op. cit. p. 146 « Certains notaires, au lieu d'avoir deux registres, l'un pour les minutes, l'autre pour les « notae extensae », n'en tenaient qu'un seul où étaient insérées les unes et les autres » ;

mentions marginales qui incitent à le croire (80). L'évolution ne sera véritablement admise dans la pratique notariale grasseoise qu'au premier tiers du xv^e siècle. Désormais les notaires ne portent, en principe, l'acte dans l'extensoire que si les parties sollicitent un « instrumentum » (81). Les registres s'étalent alors sur plusieurs années ; aucune chronologie n'y est respectée, l'« instrumentum » pouvant être demandé à un moment quelconque par les parties, parfois longtemps après la conclusion du contrat (82).

Ce registre d'étendues conserve, dans certains cas, le nom de « cartularium » ; ou encore, le rédacteur précise sur la couverture du volume, qu'il s'agit là d'actes passés « ad plenum » (83). Quelques considérations personnelles du notaire accompagnent souvent ces indications (84). Ce sont, généralement, d'épais registres, formés de plusieurs cahiers « quaterni » (85), d'une présentation plus soignée que les brèves ; les actes, au complet, y tiennent, chacun, de nombreuses pages.

Les archives notariales ne disposent pas toujours, pour un même notaire, à la fois des brèves et des étendues. En ce qui concerne les notaires grasseois antérieurs au milieu du xv^e siècle, l'une des plus intéressantes séries de documents est, assurément, celle du notaire Delaude, dont les brèves couvrent les années 1428 à 1455, tandis que les extensoires sont également conservés (86).

À la différence des registres de brèves, les étendues, nous l'avons vu, renferment les actes de différentes années ; le notaire Delaude

la différence résidait dans l'importance des formules, plus ou moins développées. Pour le notariat languedocien (R. Aubenas. Notes manuscrites précitées), l'évolution se présenterait de la façon suivante : 1^o — au xiii^e siècle et au début du xiv^e siècle, un seul registre renfermant essentiellement des brèves dans l'ordre chronologique. 2^o — du premier tiers à la fin du xiv^e siècle, quelques véritables extensoires, mais aussi des registres où figurent à la fois brèves et étendues, avec de nouveau la chronologie. 3^o — au xv^e siècle seulement, brèves et étendues sont bien distinctes, chacune ayant un registre propre.

(80) Et. Bérard — n^o 13, 6 Août 1354 « De societate terrarum sive locatione ».

En marge : « alibi dictatum in hoc cartulario ».

(81) Voir ci-dessous les mentions marginales qui accompagnent les actes.

(82) Et. Bérard — n^o 87, 1424-1440, — n^o 88, 1424-1448.

(83) Et. Bérard — n^o 87, 1424. Etendues, notaire J. Delaude — sur la couverture « Cartularium notarum ad plenum dictarum » ; puis, sur le premier folio : « recognitiones ad plenum ».

(84) Et. Bérard — n^o 93. Etendues, notaire J. Delaude : « non est equa disputatio ubi sustinenti respondere licet ». Et. Peretti — n^o 99. Etendues, notaire J. Grenon (il y évoque la vertu nutritive de certaines plantes !) « menta prodest stomacho rutaque cum feniculo — petrocillum... malos humores pellere. borrago purgat sanguinem (fortem) facit hominem. apium confert jecori salutemque dat... »

(85) Et. Bérard — n^o 88, Etendues, f^o 240-241 « sextus quaternus signatus per... » Et. Peretti — n^o 99, Etendues « quaternus notarum ad plenum extensarum mei Johannis Grennoni ».

(86) Et. Bérard — n^o 52 à 86 (brèves) et n^o 87 à 94 (étendues).

paraît même avoir commencé plusieurs registres d'étendues à la fois, ce qui explique entre eux un certain chevauchement de dates (87). On ne retrouve pas pour autant une volonté de spécialisation de la part du rédacteur.

Lorsque la « note brève » a été effectivement étendue, le notaire indique au bas de la brève que l'acte est reproduit dans le second registre « ad plenum », et il en précise souvent les références (88).

Sur l'étendue, par contre, il est mentionné que l'*instrumentum publicum* a été délivré à partir de cette rédaction (89) ; la formule habituelle « *factum est instrumentum* » est souvent complétée par la désignation de la partie à l'acte qui a réclamé la grosse (90). L'*instrumentum* reprend généralement la totalité de l'acte, mais les parties peuvent aussi ne solliciter que certaines dispositions (91). On sait que cette expédition de l'acte est, la plupart du temps, délivrée pour des litiges ou contestations ; il arrive que ce soit l'autorité judiciaire qui l'ordonne (92), au cours d'un procès.

Ainsi, il faut attendre la première moitié du *xv^e* siècle pour voir les principaux notaires grassois recourir, en principe, à un deuxième registre, celui des « *notae extensae* », avant de grossier l'acte. Semblable préoccupation se rencontre, à la même époque, chez tous les notaires des pays méridionaux (93). Depuis quand se conforment-ils à cette pratique ? On ne saurait y répondre avec précision (94) ; il est, en tout cas, impossible de schématiser. Au Moyen

(87) Et. Bérard — n° 84, 1424-1440 et n° 88, 1424-1448 ; ce fait a été signalé, pour certains notaires du Comtat Venaissin, par H. Labande « Avignon au *xv^e* siècle » (1920), p. XVII.

(88) Et. Bérard — n° 76 (brèves) f° 33, 18 Juillet 1451 « *dictatum est ad plenum in cartulario signato per...* » f° LXV (Et. Bérard — n° 94, étendues).

(89) « *Factum est instrumentum* » ou encore « *grossatum est instrumentum* » exemples dans Et. Bérard — n° 94, 1449-1455, — n° 158, 1450-1457

(90) Et. Bérard — n° 88, 26 Juillet 1431 « *factum est instrumentum pro parte venditorum* » ; Et Bérard — n° 159, f° 68, v°, 25 Janvier 1452 « ... *pro parte coheredis* ».

(91) Et. Bérard — n° 159, f° 68 v° 25 Janvier 1452 « *facta est clausula hujus testamenti pro parte hospitalis...* » « *facta est clausula hujus testamenti pro parte Honorate filie dicte testatrix* ».

(92) Et. Bérard — n° 88, f° 175 r° 23 Avril 1431 « *factum est instrumentum — reextractum extitit instrumentum vigore iudiciali mandamenti* ». A cette date, est intercalée, entre les feuillets du registre, la décision de A. Thalamier « *notarius publicus et dicte curie civitatis Grasse vice iudex* » du 18 Juillet 1452 qui l'ordonne.

(93) Pour la Provence, R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 82. Dans les régions du Sud-Ouest, cf. R. Latouche « Etude sur le notariat dans le Bas-Quercy et le Bas-Rouergue » (Revue Historique de Droit Français et Etranger, 1923) — Ph. Wolff « Commerces et marchands de Toulouse » (Paris 1954) p. VII.

(94) Cf. réserves d'Y. Dossat, op. cit. p. 213, pour le Bas-Quercy, au *xiv^e* siècle : « il n'y avait pas de lien direct entre la rédaction des grosses et l'établissement des ordonnées (étendues) qui paraît surtout répondre au désir de posséder le double des actes ».

Age les habitudes notariales sont souvent empreintes d'un individualisme qui s'oppose aux conclusions par trop générales. Toute volonté de recherche doit s'attacher à les saisir dans un cadre forcément très étroit, sans être persuadé de toujours y parvenir.

Les indications que les notaires portent en marge des actes et auxquelles nous avons fait allusion à plusieurs reprises, permettent parfois de retrouver le processus de leur élaboration.

Dès le dernier tiers du xiv^e siècle, sur les registres de brèves, certaines mentions laissent supposer que l'acte notarié a connu un deuxième état avant l'expédition (95) ; d'autres, au contraire, suggèrent que l'« instrumentum » a été délivré directement à partir de la brève (96). D'ailleurs, au xv^e siècle, cette possibilité de grossier l'acte à partir de la brève s'offre toujours au notaire (97). On peut penser qu'il en est ainsi, notamment, lorsque sa rédaction ne soulève pas de sérieuses difficultés. Les parties, enfin, sollicitent parfois du notaire que l'acte soit passé directement sur le registre des étendues (98).

Négligence ou fantaisie, la pratique notariale reflète à Grasse, comme dans bien d'autres cités, un manque réel d'uniformité. Les notaires ne paraissent que fort peu se soucier des classifications que nous voudrions, aujourd'hui, leur imposer. Au xiv^e siècle surtout, parmi les différents états qu'un acte juridique est susceptible de connaître, deux sont certains : la rédaction en présence des parties et, éventuellement, l'« instrumentum ». Entre ces deux termes, il est donné libre cours à la volonté du notaire. Même au début du xv^e siècle, la distinction des brèves et des étendues ne s'impose qu'imparfaitement. Un seul registre peut renfermer les longues clauses de style de l'une et les « etc » de l'autre (99). Parfois, c'est un registre entier qui contient des actes sous une rédaction à laquelle son format ne semble nullement le destiner (100).

(95) Et. Bérard — n° 30, 25 Janvier 1388 (n. st.) « possit dictari ad magis largitudinem » — n° 32, 8 Mars 1394 (n. st.) « in cartulario est ad plenum et inde cancellata » — n° 40, 30 Août 1364 « de quibus omnibus... pedit instrumentum sit ad plenum dictandum quod obtineat firmitatem » « est in cartulario ».

(96) Mentions « extraxi » ou « extractum » sur brèves. Exemples : Et. Bérard — n° 22, 16 Juin 1376 « fuit extractum per me J. Jusberti » — Et. Peretti — n° 38, 26 Novembre 1381 « extraxi per alienam manum ».

(97) Et. Bérard — n° 57, brèves, 6 Juillet 1432 « factum est instrumentum sub comuni forma » — n° 53, brèves, 7 Avril 1427 « facta est appodixa ideo cancellata ».

(98) Et. Bérard — n° 71, brèves, f° 50 r° 26 Mai 1446 « require dictatum ad plenum in cartulario » (acte non transcrit sur le registre des brèves).

(99) Et. Bérard — n° 87, f° 68 v° 22 Avril 1424 (Acte à l'état de brève au milieu d'étendues).

(100) Et. Peretti — n° 45 (1412-1415) — n° 46 (1424-1425) Notaire E. Corme. Ces registres se présentent sous le format des brèves, mais on ne relève à l'intérieur aucun ordre chronologique, aucun « etc », par contre de nombreux feuillets blancs et au bas des actes, la mention « factum est instrumentum ».

Depuis la vieille distinction des Statuts de Charles I^{er}, de 1259, entre la « nota » et le « cartularium », les praticiens se livraient à des interprétations fort diverses, dont ne résultait que confusion.

Quel que soit le nombre de registres, il convenait de se préoccuper de leur conservation lorsque le notaire décédait ou abandonnait sa charge. Déjà, en Provence, des statuts municipaux envisageaient cette éventualité et s'efforçaient d'assurer leur transmission (101). C'était souvent contre les notaires eux-mêmes qu'il fallait assurer la protection des archives notariales ; nombre d'entre eux, en quittant leurs fonctions, emportaient les protocoles (102). Des limitations venaient également sanctionner leur droit d'en disposer par testament. Pour concilier l'intérêt général et celui des héritiers, on impose au notaire de léguer ses registres à un parent exerçant le même ministère ; à défaut de ce dernier, ils seront transmis à un tiers, et une partie des revenus retirés de ces documents ira aux héritiers (103).

Un exemple nous est fourni avec le testament du notaire Pierre Saurin. Respectueux de ces dispositions, il lègue à son gendre toutes ses archives ; deux conditions accompagnent ce legs : le légataire doit verser aux héritiers la moitié des profits et si l'un des fils du testateur accède au notariat, lui remettre les registres (104).

2° - Les Actes

Si l'écriture est généralement fort régulière au xiv^e siècle, même pour les brèves, elle tend peu à peu, vers la fin du siècle, à devenir plus cursive. Les « notae », rédigées à la hâte, en présence des

(101) R. Aubenas « Etude sur le notariat... » op. cit. p. 60.

(102) R. Latouche « Etude sur le notariat dans le Comté... » op. cit. p. 158 — ordonnance de la Reine Jeanne et du Roi Louis, du 5 Novembre 1359.

(103) R. Aubenas. *ibidem* p. 164-165. Cette part est du tiers à Avignon ou à Arles, de la moitié à Aix. Dans le Comté de Nice (cf. R. Latouche. *ibidem* p. 159), le duc de Savoie Amédée VIII impose la mise sous scellés des registres au décès du notaire, par le châtelain, avant de les attribuer à un fils, également notaire, ou sinon, à un tiers. Sur ce problème de la transmission des registres, cf. pour le Bas-Quercy, d'Alauzier. op. cit. p. 26-27 et Y. Dossat. op. cit. p. 205.

(104) Et. Bérard — n° 61, 10 Août 1436 « item legavit... discreto viro magistro Honorato Firmasii notario ejus genero in aliqualem recompensationem servitiorum sibi impensorum per eundem omnes suas notas omnesque prothocolla et cartularia tam proprias quam commissas sive fuerint magistri Raymundi Saurini condan patris sui sive aliorum notariorum defunctorum cum hac tamen condicione videlicet quod dictus magister Honoratus mediam portionem pecuniarum proveniendarum ex causa ipsorum cartulariorum et notarum suis heredibus dare et tradere integraliter et sine difficultate quacumque teneatur... etiam condicione a dicta quod si alter ex filiis suis... adveniente tempore ad tabellionatus officium fuerit promotus et notarium efficiatur ipso creato notario incontinenti ipse magister H. legatarius ipsas notas prothocolla et cartularia eidem filio suo facto notario dare tradere et restituere... teneatur et ipsas sibi collari facere omni contradictione remota ».

parties, reflètent souvent un certain laisser-aller, contrairement aux extensoires qui, surtout au xv^e siècle, témoignent de l'application du notaire à leur transcription.

La langue utilisée est le latin, ce qui n'exclut pas quelques expressions dialectales dans le corps du texte (105). Tant au xiv^e siècle qu'au xv^e siècle, nous n'avons trouvé, pour Grasse, aucun registre rédigé en provençal (106). Pour leurs écritures privées, les Provençaux avaient tout naturellement recours à la langue vulgaire. Quelques pièces, soigneusement insérées dans les registres notariés, offrent parfois de curieux exemples (107).

Pour la datation, les notaires provençaux, dès le début du xiv^e siècle, ont abandonné le comput romain en ides, nones et calendes qu'ils pratiquaient encore au siècle précédent (108). Le style, en usage à Grasse, comme dans l'ensemble de la Provence, est celui de l'Incarnation ; l'année nouvelle commence le 25 mars.

Ce n'est qu'au milieu du xv^e siècle, que l'on voit le notaire Pierre Turlaire opter pour celui de la Nativité (109), sans être pour autant imité par ses confrères. Il faut attendre 1473 pour que Barthélemy Delaude l'adopte également, bientôt suivi par les autres notaires grassois (110).

Le protocole initial comporte toujours la date et l'invocation à Dieu ; dans les extensoires, il est habituellement complété par l'indi-

(105) Notamment pour désigner les termes techniques (ustensiles ménagers, instruments agricoles...) du langage courant.

Cf. G. Brès « Da un'archivio notarile di Grassa » 2^e partie (Nizza 1907), où l'auteur a plus particulièrement relevé les documents notariés en dialecte de la fin du xv^e siècle et du début du xvi^e siècle. Empreint d'un vif sentiment de particularisme, il y voit une réaction, à la fin de l'autonomie provençale, « della nazionalità morente ».

(106) Pour la cité voisine, Vence, signalons un répertoire entièrement en provençal, Archives Départementales des A.M. Notaires de Vence, n° 13 (1423-1431). Il est à noter qu'à la même époque d'autres régions du Midi de la France ne connaissent, dans les actes notariés, que l'emploi de la langue vulgaire, cf. Y. Dossat, op. cit. p. 205, ou encore P. Luc « Vie rurale et pratique juridique en Béarn aux xiv^e et xv^e siècles » (Toulouse 1943) p. 5.

(107) Par exemple, cette procuration pour être représenté en justice (dans Et. Bérard — n° 72, 1454) « Cars e honorabiles e discretus senhors yeu mi recomandi humilment a vos autres pregui vos cerament que disata prochanament venent vos plassa... en la cort de Grassa... per mi en la cause del noble Guilhem Simosse et de mi que me fach sitar ho de parlar li per mi... e plassa vos de esser hi per mi car vos autres es mos procuradors per instrument... »

(108) R. Aubenas « Documents notariés... » op. cit. p. 14.

(109) Et. Bérard — n° 117, 1446. Le notaire signale la « mutatio millesimi » après un acte daté du 21 Décembre, puis annonce l'année nouvelle « Note recepte sub anno Nativitatis... ».

(110) G. Brès. op. cit. 1^{re} partie, p. 7. Néanmoins, dans le village voisin de Châteauneuf, le notaire A. Arnaud continue imperturbablement à dater ses actes selon le style de l'Incarnation, et ceci jusqu'en 1520.

cation du règne, parfois du pontificat (111). Après les formules usuelles qui « amorcent » l'acte (112), intervient la comparution des parties, puis débute, véritablement, le dispositif avec les différentes clauses.

A l'opposé, les dernières lignes de l'acte — ou protocole terminal — portent mention des témoins et du lieu où l'acte a été conclu, l'« actum ». Là, règne une étonnante diversité.

Les notaires grasseois instrumentent, en effet, dans toutes sortes d'endroits. Ainsi, Jacques Delaude reçoit souvent ses clients dans sa demeure, « in logia » ou « in aula », mais tout aussi bien, dans la rue, devant sa porte (113). Il lui arrive également de remplir ses fonctions au domicile des clients, auprès du lit d'un testateur ou dans la boutique d'un marchand.

Certains lieux sont inattendus. On voit ce même notaire rédiger l'acte, devant la cathédrale de Grasse, « in cimiterio » (114). C'était déjà dans un cimetière, celui du couvent des Dominicains alors situé hors des remparts, qu'en 1391 avait instrumenté le notaire Pons de Nice lors d'un compromis, l'une des parties ne voulant pas pénétrer dans la cité (115).

Eglises et couvents accueillent fréquemment les notaires pour la rédaction des actes (116), sans que ceux-ci intéressent pour autant les ecclésiastiques. Le paiement d'une échéance de la dot, par exemple, peut fort bien intervenir dans la cathédrale, devant les fonts baptismaux (117).

(111) Et. Bérard — n° 117, 1446. Les brèves présentent parfois elles aussi des préambules détaillés : le notaire Turlaire indique le nom du Pontife et l'année de son pontificat en tête de tous ses actes, de même figure la « mutatio pontificatus ». S'agit-il d'un notaire apostolique ? (cf. C. Arnaud. op. cit. 1^{re} partie — n° 114). Autre exemple de protocole initial développé : Et. Bérard — n° 67, 13 Mai 1442 « Anno incarnationis domini millesimo IIIIXLVII die domenica intitulata XIII mensis maii regnante serenissimo et illustrissimo principe et domino nostro domino Rennato Dei gratia Jerusalem et Sicilie rege ducatum Andegavie Barra et Lothoringe duce comitatum Provincie et Forcalqueril... »

(112) Pour les brèves : « notum sit » ou « noverint tam presentibus quam futuris », et les étendues : « ex tenore hujus veri et publici instrumenti universis et singulis... ».

(113) Et. Bérard — n° 52, 10 Octobre 1425 — n° 56, 14 Août 1431 — n° 57, 4 Août 1432 « ad bancum domus habitationis mei ». Et. Bérard — n° 52, 11 Avril 1425 « in carreria ».

(114) Et. Bérard — n° 60, 4 Mars 1436 (n. st.) « actum Grasse in cimiterio ante januum magnam ecclesie cathedralis grassensis ».

(115) Et. Bérard — n° 35, 21 Janvier et 22 Février 1392 (n. st.) « actum Grasse extra menia dicte civitatis in sementerio Santi Dominici ».

(116) Et. Peretti — n° 43, 30 Août 1405 « in refeytorio domus conventualis » (Augustins). Et. Bérard — n° 12, 29 Novembre 1353 « in claustra Sancti Francisci ».

(117) Et. Peretti — n° 38, 21 Novembre 1381 « actum Grasse in ecclesia cathedralis civitatis prefate ante fonte baptismale ejusdem ».

Liées à la pénétration du droit romain dans les actes juridiques, les renonciations, dès le XIII^e siècle, occupent une large place dans les documents notariés. Par crainte de voir un bénéfice auquel ils n'ont point songé, anéantir l'acte, les notaires « font renoncer les contractants à des listes de plus en plus longues de bénéfices, et ces renonciations ont fini par être de style et devenir caractéristiques des actes notariés du XIII^e au XIV^e siècle, surtout en pays de Droit Ecrit » (118). Ils s'efforcent de trouver en elles un moyen efficace pour protéger l'acte contre les atteintes du droit savant (119), et assurer la stabilité des relations juridiques.

Parmi les renonciations le plus couramment énoncées prend rang celle concernant l'« exceptio non numerate pecunie ». Elle intervient chaque fois qu'il y a paiement, ou, d'une façon générale, remise d'un bien (120). On la rencontre dans les contrats de mariage, lors du paiement de la dot (121), dans les ventes (122), et dans bien d'autres contrats. Tout aussi fréquentes sont les renonciations à l'action « doli et in factum » qui vient sanctionner les vices du consentement (123). De même est prévue la renonciation aux délais de procédure accordés au défendeur : délai de vingt jours pour répondre au « libellus conventionalis » et délai de quatre mois pour l'exécution de la sentence. Les notaires y incorporent habituellement la renonciation aux délais consentis aux paysans pour les vendanges et moissons (124).

D'autres renonciations s'attachent à la qualité des contractants. La renaissance du Droit Romain a remis à l'honneur les incapacités qui, dans un souci de protection, frappent certaines personnes et

(118) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit Privé dans les anciens pays de Droit Ecrit » Tome V. « Contrats et obligations d'après les actes de la Pratique » p. 62.

(119) M. L. Carlin, op. cit. p. 162 « La lutte ouverte contre le droit romain ». Meynial « Des renonciations au Moyen Age » (Nouvelle Revue Historique du Droit Français et Etranger 1900).

(120) M. L. Carlin, op. cit. p. 174.

(121) Et. Bérard — n° 17, 5 Avril 1362 « renunciants exceptioni dictarum XL librarum et rerum non habitarum et non receptarum supraque non traditarum seu numeratarum causa predicta ».

(122) Et. Bérard — n° 13, 22 Avril 1354 « renunciants... exceptioni dicti precil dicte vinee non habiti et non recepti ».

(123) Et. Bérard — n° 14, 26 Mai 1349 « exceptioni doli mali et in factum et sine causa ».

(124) M. L. Carlin, op. cit. p. 184 — Et. Bérard — n° 88 f° 148 r° 30 Juillet 1431 « renunciaverunt partes ipse et earum utraque scienter et expresse omni juri juvanti ac fori eorum privilegio induciis viginti dierum et quatuor mensium feriis messium et vindemiarum ».

limitent la portée de leurs engagements. Les notaires s'empressent de les faire renoncer à ces mesures protectrices.

Pour la femme mariée, une même formule réunit la renonciation au *Senatus-Consulte Velleien*, à l'hypothèque garantissant la restitution de la dot et à la « *lex Julia de fundo dotali* » sur l'inaliénabilité du fonds dotal. Assez confusément, la pratique y joint la renonciation à l'Authentique (125).

À l'égard des mineurs de vingt-cinq ans, on redoute qu'ils obtiennent, en raison de leur inexpérience, la rescision de tout acte préjudiciable. Pour rassurer les tiers qui contractent avec eux, une clause prévoit la renonciation au bénéfice de la « *restitutio in integrum* » (126).

Complétant toutes ces dispositions, une renonciation des plus générales tend à mettre l'acte à l'abri d'éventuelles contestations (127), tandis qu'une dernière renonciation vient parfois rejeter l'exception disant qu'une renonciation générale n'est pas valable (128).

Vouloir assurer la bonne exécution d'un acte juridique, c'est aussi prévoir les risques de litiges et songer aux cours et tribunaux qui auront à en connaître. Aussi, à la fin de l'acte, les rédacteurs énumèrent-ils les diverses juridictions auxquelles les parties s'obligent « *realiter et personaliter* ». Ces clauses de soumission sont particulièrement fréquentes dans la pratique notariale de Grasse, et souvent fort développées. Énoncées la plupart du temps sous une forme générale (129), elles peuvent aussi désigner expressément une cour « *rigoureuse* ».

La Chambre des Comptes d'Aix, qui a la faveur des contractants en Provence, se retrouve dans les actes de Grasse dès le milieu du *xiv^e* siècle (130). Toutefois un certain désintéressement, dicté peut-

(125) Et. Bérard — n° 16, 28 Mai 1362 « *renunciants... juri ypothece pro dote sua et beneficio Senatus Consulti Velleyani et legi Julie de fundo dotali et nove autentice si qua mulier...* »

(126) Et. Bérard — n° 20, 1^{er} Juin 1362 « *renunciavit... beneficio minoris etatis et restitutionis in integrum* ».

(127) Et. Bérard — n° 88, f° 148 r°, 6 Novembre 1431 « *... et omni alii juri divino humano canonico et civili quibus mediantibus contra premissa vel aliquid premissorum possent facere dicere vel venire aut se juvare in aliquo quomodolibet vel tueri* ».

(128) Et. Peretti — n° 42, 6 Novembre 1399 « *renunciants... jurius dicentibus generalem renunciationem non valere nec de jure tenere nisi casus sigillatos et specialiter exprimat* ».

(129) Et. Bérard — n° 88 f° 162 v° — 163 r°, 19 Juin 1431 « *supposuit et submit...* viribus coercionibus et compulsionibus curie regie predictae civitatis Grasse et omnium aliarum et singularum curiarum tam ecclesiasticarum quam temporalium infra comitatus Provincie et Forcalquerii ubilibet constitutarum ».

(130) Et. Bérard — n° 12, 19 Novembre 1353 « *se obligavit Camere Rationum Aquensis* ».

être par la méfiance, se manifeste au xv^e siècle à l'égard de cette juridiction (131).

Les Pays du Midi comptaient bien d'autres cours rigoureuses (132). Qualifiées de Sceaux, ce sont des « juridictions d'attribution volontaire » qui se caractérisent par leur rigueur et l'absence de ressort. La plus célèbre est la Cour Royale du Petit Scel de Montpellier, instituée à la fin du xiii^e siècle ; s'y soumettre est « la plus sûre garantie de l'exécution de l'obligation ». Dans la pratique notariale languedocienne, cette soumission est une véritable clause de style. Moins fréquente, elle figure toutefois à Grasse dans quelques contrats (133). Elle est souvent accompagnée par la soumission à la célèbre juridiction du Royaume de France, le Châtelet de Paris (134).

La présence de ces deux juridictions dans les clauses de soumission des actes provençaux pose un curieux problème de compétence. On peut se demander quelles sont les raisons qui incitent les Grassois à se soumettre à des cours étrangères. Doit-on l'expliquer par le seul souci des rédacteurs à copier des formules juridiques nouvelles ? Ou cette clause répond-elle à la volonté déterminée des parties ? Ne faut-il pas voir, enfin, dans ce choix quelque influence de la pratique commerciale et des relations que les marchands entretiennent pour leur négoce, à l'occasion des foires par exemple ? Tel Huguet Augier, mercier à Grasse, qui, traitant avec un confrère niçois pour un achat en foire, se soumet à la compétence de la Chambre des Comptes d'Aix, du Châtelet de Paris, des Statuts de Marseille, de la Cour de Nice, de la Cour du Pape et de la Chambre Apostolique (135).

Nous voyons que les juridictions ecclésiastiques ne sont pas exclues de ces clauses. Ainsi on relève la soumission à la Chambre Apostolique, dénommée aussi Tribunal de la Vice-Gérence. On sait que cette juridiction a occupé « une très grande place dans les insti-

(131) Et. Peretti — n° 46, 11 Avril 1425 et nombreux exemples dans Et. Bérard — n° 58, 1433.

(132) A. Gouron et J. Hilaire « Les Sceaux rigoureux du Midi de la France » (Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la Société d'Histoire du Droit et des Institutions des Anciens Pays de Droit Ecrit — Université de Montpellier Fasc. IV 1958, p. 49-76).

(133) Et Bérard — n° 14, 26 Mai 1349 « curie Parvi Sigilli Montis Persulari (sic) ». Nous avons aussi relevé une mention du Sceau rigoureux de Nîmes (Et. Peretti — n° 91, 1^{er} Juin 1451).

(134) Et. Bérard — n° 53, 9 Octobre 1427 « parvo sigillo Montispezzulani... castelleti parisius ».

(135) Et. Bérard — n° 73, 4 Mai 1448 « Curie regie dicte civitatis Grasse regieque camere rationum civitatis Aquensis curieque camere domini nostri Pape et ejus camere apostolice generalis auditoris et vice auditoris, castelleti parisius, statutorum novi et veteris civitatis Massilie, ducalis civitatis Nicie ». Sur les Statuts de Marseille, cf. Regime Pernoud « Les Statuts de Marseille » (Monaco 1949).

tutions avignonnaises du ^{xv}^e siècle » (136). D'une façon générale, l'influence de la Papauté en Avignon se ressentit sur le développement des soumissions aux Cours Ecclesiastiques (137). On trouve parfois mention de la compétence du Maréchal de la Cour romaine et du légat d'Avignon (138). Enfin les religieux, lorsqu'ils passent contrat, énumèrent les diverses juridictions épiscopales et archiépiscopales du pays (139).

Pour garantir l'exécution de l'acte, il est souvent prévu, surtout au ^{xiv}^e siècle, la clause d'otage « *hostagium* ». Par là, le débiteur s'oblige à se rendre dans un certain lieu et à y demeurer, à ses frais, jusqu'au total désintéressement de son créancier (140). La plupart du temps cette disposition est liée à la clause de soumission (141) ; le choix peut être laissé à la discrétion du créancier (142). Dans toutes les classes sociales, on a recours à ce mode de garantie (143). Les Juifs eux-mêmes l'utilisent. Un exemple nous est fourni avec la procédure qu'engage le Juif Jaciel de Grasse à l'encontre de l'un de ses débiteurs de Nice. Ne pouvant obtenir paiement, il sollicite du juge l'application de la clause d'otage en la prison de Grasse. Celui-ci accède à sa demande et impose au débiteur de demeurer dans la cité sous peine de 100 livres d'amende (144).

Dans certains contrats, une clause pénale vient assurer le respect des conventions. Une amende frappe la partie défaillante ; la somme stipulée est attribuée pour partie au co-contractant, pour

(136) L.H. Labande « Avignon au ^{xv}^e siècle ». op. cit. p. 66.

(137) A. Gouron et J. Hilaire. op. cit. p. 61.

(138) Et. Bérard — n° 72, f° 23 v°, 18 Avril 1447 « *Vice auditoris marescalli romane curie domini legati Avinionensis* ».

(139) Et. Bérard — n° 52, 3 Janvier 1425 (n. st.) « *Curils dominorum Ebredunensis, Aquensis et Arelatensis archiepiscoporum et curils Grassenssis, Venciensis, Diniensis, Massiliensis et Sistarencis et Forojuliensis et Niciensis dominorum episcoporum* ».

(140) Et. Bérard — n° 16, 20 Juillet 1362 « *tenere hostagia* ». cf. H. Pécout. « Etudes sur le droit privé des hautes vallées alpines de Provence et de Dauphiné au Moyen-Age » (Paris 1907) p. 154. R. Aubenas « Documents notariés... » op. cit. p. 58.

(141) Et. Bérard — n° 73, 4 Mai 1448 « *viribus cohercionibus carceribus et hostaglis curie...* » — Et. Peretti — n° 46, 11 Avril 1425.

(142) Et. Bérard — n° 15, 1^{er} Septembre 1362 « *et ad tenendum hostagia juxta voluntatem dicte venditricis* » — Et. Bérard — n° 16, 8 Juin 1362.

(143) Et. Bérard — n° 44, 29 Novembre 1407. Obligation de Guichard de Ville-neuve, seigneur de Tourettes de Vence « *carceribus cujuslibet ipsarum (curiarum) et ad hostagia in qualibet ipsarum tenendum sit...* »

(144) Et. Bérard — n° 15, 7 Juillet 1362 « *et dictus dominus clavarius et vice judex audita requisitione... dedit et assignavit pro carcere tenendo hostagia dicto judeo... civitatem Grasse et ab ea non decedere sub pena C librarum* ». Dans les comptes de clavares, figurent des amendes pour ne pas avoir respecté la clause d'otage, à titre d'exemple : « Audebertus Vicinus quia non tenuit hostagia pro quodam debito G. Taloni... x s. » (Arch. Dép. des B.-du-R. Série B. 1905 f° 12 v°, 1305).

partie à la Cour Royale de la Cité. Le partage est généralement établi par moitié (145).

Dernière mesure protectrice des engagements : le serment. Par ce biais de caractère religieux, le notaire fait confirmer aux parties toutes les dispositions du contrat. Il est difficile d'apprécier, à travers des formules stéréotypées, l'intensité du sentiment religieux, mais on ne peut dissimuler l'importance qu'il revêt dans le respect de l'acte. Les parties prêtent serment, la main droite posée sur les saintes écritures, « ad sancta Dei evangelia » (146). Pour les religieux, la prestation de serment se fait la main sur la poitrine (147).

Pour les contrats qui intéressent les Israélites, le procédé habituel consiste à leur faire prêter serment sur les « Livres de la Religion Hébraïque » ou sur « La Loi de Moïse » (148). A défaut de textes sacrés, on a remarqué que les notaires provençaux avaient recours au serment « super raupam notarii » (149). Mais nous n'en trouvons nulle trace dans la pratique notariale grasseoise où les Juifs prêtent, dans ce cas, serment « ad quiniam » ou « super aquiniam » (150). En fait, ce serment est comparable à celui prêté sur la robe du notaire. Tous deux trouvent leur origine « dans une institution talmudique régissant les formalités d'acquisition » : le jureur doit toucher le vêtement de la partie contractante ou celui du notaire (151).

La dernière clause de l'acte est celle qui permet au notaire d'en modifier la rédaction. Elle trouve son origine dans les deux états de l'acte notarié établis avant l'expédition de la grosse et dans les mul-

(145) Et. Bérard — n° 12, 20 Mai 1353. Compromis — n° 72 f° 46 r° 30 Mai 1447. Contrat de mariage — Et. Peretti — n° 55, 14 Novembre 1425. Contrat d'apprentissage (ici, partage, 2/3 — 1/3).

(146) Et. Bérard — n° 14, 26 Mai 1349 « ad sancta Dei evangelia per ipsum manu propria tacta corporaliter juravit ».

(147) Et. Bérard — n° 72 f° 23 v°, 18 Avril 1447 « ponendo manu ad pectus more sue religionis ».

(148) Et. Bérard — n° 16, 23 Juillet 1362 « in lege Moysi » — n° 22, 11 Juin 1376 « super litteras mosaicas corporis juraverunt ».

(149) C. Arnaud « Histoire d'une famille... » op. cit. 1^{re} partie, n° 269 ; R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » Tome V. op. cit. p. 81.

(150) Et. Bérard — n° 55, 30 Janvier 1431 (n. st.) — n° 117, 16 Janvier 1447. Et. Bérard — n° 159, 6 Février 1454 (n. st.) « ut est moris judeis jurare ». Et. Bérard — n° 116 f° 61 v°, 19 Octobre 1452 « super aquiniam carencia ebrayce scripture ».

(151) Ce serment est défini par le vocable KINYaN. Un rite semblable était encore en usage, récemment, chez les juifs d'Afrique du Nord : on touchait le mouchoir de l'autre partie contractante.

Il nous est particulièrement agréable d'exprimer nos vifs remerciements à M. B. Blumenkranz, Maître de Recherches au CNRS, éminent spécialiste des institutions juives, à qui nous devons ces précieux renseignements.

Mentionnée dans divers ouvrages (cf. G. Brès. op. cit. 1^{re} partie p. 73 — C. Arnaud. op. cit. 1^{re} partie n° 269 note I — G. Bayle « Les Médecins d'Avignon au Moyen Age » (Avignon 1882), cette formule « quiniam » n'avait jamais reçu d'explication.

tiples « et caetera » des brèves (153). Les développements que le notaire peut ainsi apporter à l'acte ne sont pas toujours sans danger pour les parties, et leur interprétation devient souvent source de litiges (153).

(152) Et. Bérard — n° 88, f° 188 v°, 26 Novembre 1431 « de quibus omnibus et singulis supradictis utraque dictarum partium petiit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium publicum subscriptum quod possit et valeat dictari fieri reffici corrigi et esmendari semel et plures clausulas et quorumcumque verborum legalium expressiones necessarias utiles et etiam opportunes tam de consuetudine quam de jure mutando et minuendo pro corroboracione ipsius ad consilium et dictamen quorumlibet in jure sapientium donec et quousque obtineat ubilibet perpetui roboris firmitatem facti sustancia in aliquo non mutata ».

(153) A. Dumas « Dieu nous garde de l'Et caetera du Notaire » (Mélanges Paul Fournier, Paris 1929). R. Aubenas « Encore un mot sur l'Et caetera du Notaire » (Etudes A. Dumas dans « Annales de la Faculté de Droit d'Aix », 1950).

CHAPITRE II

LA CITÉ DE GRASSE

Le paysage géographique qui environne Grasse est tout entier dominé par les derniers contreforts des Préalpes. Le site de la ville traduit précisément le brutal contraste où s'opposent les « barricades » des Préalpes et le relief plus nuancé de l'avant-pays ; Grasse est placée au point de contact où les derniers massifs préalpins rencontrent soudainement la zone côtière (1).

C'est l'image même des Préalpes du Sud que ces « hautes terres dressées au-dessus de terres basses ». La ville, à l'exemple d'autres localités provençales, est accrochée aux rudes escarpements qui lui servent de toile de fond.

Seules la continuité et l'altitude justifient le qualificatif d'alpin à ce massif auquel Grasse a donné son nom. En bordure de la chaîne, il s'agit principalement de régions pauvres et désolées, formées d'éléments calcaires et marneux. Suivant des lignes directrices Ouest-Est, ces barricades, depuis Séranon et Saint-Auban, s'étirent jusqu'à la vallée du Var. Quelques rares dépressions viennent marquer ce relief. A une altitude élevée, celles-ci ont permis l'implantation de l'habitat. Les villages y ont trouvé refuge ; ainsi, le bassin de Séranon réunit-il ceux de Caille, Andon, Gréolières, Coursegoules (2). A l'exception de ces lieux hospitaliers qui servent de liens entre la montagne et le littoral, le reste du pays rocailleux et sau-

(1) R. Blanchard « Les Alpes Occidentales », tome IV. « Les Préalpes Françaises du Sud (1945) 1^{re} partie p. 793.

(2) R. Blanchard, *ibidem*. p. 17. Plusieurs villages avoisinent les 1.000 mètres d'altitude.

vage offre un aspect quasi désertique, dont le plus bel exemple est, au nord de Grasse, le plateau dénudé de Caussols.

Adossée à ce rude relief, peu favorable à l'occupation humaine, Grasse est néanmoins une cité tournée vers la mer. A ses pieds, le plat pays forme un riche bassin qui ouvre largement sur un relief nuancé et se prolonge jusqu'à la côte. Bordé par le fleuve du Var à l'Est, et par les derniers massifs de l'Estérel à l'Ouest, il réunit, entre des collines de faible altitude, des plaines fertiles. De nombreux villages, souvent fixés sur une petite élévation, peuplent cette zone côtière : Valbonne, Biot, Mougins, Auribeau, Pégomas et bien d'autres localités s'y rencontrent.

Les activités rurales prédominent dans ces régions où, jusqu'à une époque récente, les populations se livraient essentiellement aux besognes de la terre. La mise en culture se heurte cependant aux risques de sécheresse du climat méditerranéen ; aussi, particulièrement appréciées sont les quelques possibilités hydrographiques qui facilitent l'exploitation des campagnes. C'est dans les montagnes des Préalpes qu'ont leur source le Loup et la Siagne, les deux principales rivières qui, à l'Est et à l'Ouest, irriguent cet avant pays.

De par sa situation, Grasse sert d'intermédiaire entre ces deux types opposés de relief ; elle assure, et ce dès le Moyen Age, des relations avec chacun et joue ainsi le rôle d'une cité régionale. Elle est au cœur des courants humains ou commerciaux qui animent cette partie de la Provence orientale.

Profitant d'une dépression au flanc des derniers ressauts pré-alpins, Grasse jouit d'un site avantageux, « fort, bien défendu et placé au voisinage d'une source » (3). Elle domine l'avant-pays et remplit ainsi l'obligation de défense qui pesait alors sur toutes les cités. La montagne, barrière protectrice, lui assure aussi les ressources d'eaux vives. Au Moyen Age, plusieurs ruisseaux parcouraient la cité ; à l'Est, ceux de Roquevignon, de la Courade et de la Rivolte rejoignaient celui plus important de Riou Blanquet (4). C'est encore la riche source de la Foux, dont l'abondance même garantissait les habitants contre tous les risques de sécheresse. Ces eaux facilitaient l'entretien, autour de la cité et à l'intérieur des remparts, d'une foule de jardins et potagers qui accentuent l'aspect rural de cette ville.

Les textes n'apportent que fort peu de renseignements sur le site urbain original. On peut supposer que l'habitat primitif fut d'abord installé au Sud, sur un petit éperon, « podium », dont la

(3) P. A. Février « Le développement urbain en Provence de l'époque romaine à la fin du xiv^e siècle (Archéologie et histoire urbaine) » (Paris 1964) p. 105.

(4) G. Gauthier-Ziegler. *op. cit.* p. 121.

situation dominante répond aux volontés de défense et de surveillance de la cité.

Il est vraisemblable que les quartiers qui entourent le Puy faisaient partie de la première agglomération ; tentante est l'hypothèse de P. A. Février, qui voit dans le tracé de la rue Droite celui d'une « ancienne enceinte » limitant la ville entre le début du XII^e siècle et le milieu du XIII^e siècle (5).

Durant cette période, Grasse connaît une extension certaine ; bien des édifices sont réalisés hors du noyau primitif, ainsi le Palais Comtal ou le couvent des Augustins.

Au milieu du XIV^e siècle, devant les troubles qui assaillent alors la Provence, et dont les Grassois, dans des plaintes, se font parfois l'écho, la construction de nouveaux remparts est entreprise. Dès les années 1358 et 1359, on voit s'élever dans le quartier de Peyreguis, le « *barrium novum* » (6). C'est à cette occasion qu'il est décidé par le Conseil de la Communauté de Grasse, après diverses discussions, d'inclure dans le périmètre des remparts le couvent des Augustins (7).

On ne sait combien de temps dura l'édification de cette enceinte ; en tout cas, un acte de 1377 porte mention d'une créance de Dame Guillelme Jaucerand, à l'encontre de la Communauté, pour une maison détruite « *pro fortificatione* » (8).

Ainsi, une nouvelle ceinture de fortifications enferme la cité de Grasse au XV^e siècle. Plusieurs portes permettent d'y pénétrer : la porte Ayguière, assurément l'une des plus anciennes, et la Porte Roguière, au Sud, le Portail Neuf et la Porte « Cancha », à l'Est, tandis qu'un peu plus haut une « portette » est destinée aux piétons, enfin, au Nord-Ouest, non loin de la source, se dressait la porte de la Foux (9).

(5) P. A. Février. *Ibidem*. p. 119-120. Sur le développement de Grasse, cf. V. Raymon « Le développement urbain de la ville de Grasse » (dans « *Annales de la Société Scientifique et Littéraire de Cannes et de l'arrondissement de Grasse*, tome XV, 1957-1961).

(6) Et. Bérard — n° 38, date illisible (entre le 22 Mars 1358 (n. st.) et le 16 Avril 1358) cité par P. A. Février *op. cit.* p. 148, note 67.

(7) J. A. Durbec « Le couvent des Augustins à Grasse, une officine de crédit » (Congrès des sociétés Savantes — Grenoble 1952. *Bulletin Philologique et Historique du Comité des Travaux Historiques...* p. 315).

(8) Et. Bérard — n° 24, 17 Mars 1377 (n. st.) « *ex causa precii seu extimationis cujusdam domus diructe pro parte universitatis et pro fortificatione civitatis* ». En 1387 (E. Bérard — n° 28, Mai), il est fait allusion à de nouveaux travaux.

(9) Sur la topographie de Grasse, cf. P. Sénèque « Grasse, notes à la suite de l'inventaire des archives communales de Grasse » (Grasse 1902), G. Gauthier-Ziegler *op. cit.* p. 123 et suivantes (nous avons cru utile de reproduire par ailleurs le plan sérieux et précis, que cet auteur a dressé pour Grasse au XV^e siècle) et J. Durbec « Grasse en 1433... » *op. cit.* (selon cet auteur, la porte « cancha » signifierait porte de la Herse (en provençal : canceu).

Aujourd'hui encore, au hasard de quelques vieilles rues étroites et sinueuses, dont les noms se sont parfois conservés depuis le Moyen Age, Grasse révèle certains traits de sa physionomie médiévale. De petites places au cœur de la cité, d'anciennes demeures, quelques-unes imposantes, sont riches de passé et empreintes d'un réel pouvoir d'évocation.

La vieille ville est traversée par la rue Droite, traduction littérale de la « *Carrerìa Recta* » qui, dès le XIV^e siècle, apparaît comme l'une des principales voies de la cité, et sûrement la plus active au point de vue commercial. Les marchands-drapiers la choisissent pour y tenir boutique.

De cette rue, partent la plupart des voies transversales qui sillonnent la haute et la basse ville (10). Ici, autour de la Place du Grand Puy, centre politique et religieux de la cité, se dressent, non seulement la Cathédrale et le Palais Episcopal, mais encore la Cour Comtale et la Tour Carrée, où délibère le Conseil de la Commune. Là, dans la partie haute, on trouvait, juxtant les remparts, les établissements religieux : couvent des Dominicains, près de la porte Roguère, des Augustins, à l'Est, entre les remparts et la « *carrerìa Sancti Augustini* », enfin, au Nord, celui des Frères Mineurs. Non loin de ce couvent, sur la place aux Aires, avait été bâti le Palais des Comtes de Provence, dont une partie, la « *turris de carce* » faisait office de prison ; à l'extérieur de l'enceinte, se trouvait la source de la Foux, dont les eaux servaient, entre autres, à actionner les moulins des alentours (11).

Les archives notariales n'offrent généralement que peu d'éléments pour l'histoire politique ; d'autres archives sont nécessaires pour aborder une étude de l'histoire « événementielle » de la cité de Grasse, et ce n'est point notre objet (12). On ne peut, pourtant, s'attacher aux aspects économiques et sociaux que révèlent les documents notariés grassois, avec une totale indifférence pour l'histoire de cette ville. Aussi, nous proposons-nous d'en retracer brièvement les principaux faits.

Les origines de Grasse — dont certains voient dans l'étymologie du nom une « allusion à la fertilité du sol » — sont fort obs-

(10) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 124. La rue Droite semble effectivement séparer la ville en deux parties. Ceci viendrait à l'appui de l'hypothèse, énoncée plus haut, sur le tracé de la première enceinte. La liste des rues (dans le cadastre au nombre de 27) est donnée par J. Durbec « Grasse en 1433... », op. cit. avec celle des noms de lieux et des édifices.

(11) Et. Bérard — n° 57, 4 Août 1432. Moulin « *situm extra menia dicte civitatis prope Palatium Regium* ».

(12) Voir, par contre, l'ouvrage déjà signalé de G. Gauthier-Ziegler, qui a minutieusement dépouillé les Archives Communales de Grasse. Cette solide étude présente dans une première partie, « L'Évolution historique » de la cité. Nous nous y reporterons sans cesse pour ces développements.

cures. Devant la carence des documents jusqu'à la fin du x^e siècle, on est tenté de rattacher son histoire à celle des autres cités provençales, passant successivement sous la domination des divers peuples barbares, pendant que les Sarrazins, par des incursions répétées, mettent à sac les rivages méditerranéens.

C'est dans cette moitié de l'évêché d'Antibes, reçue à la fin du x^e siècle par Rodoard de Guillaume, frère du comte d'Arles, en récompense des luttes menées contre les Sarrazins, que paraît être comprise Grasse ; alors, prendrait naissance la Maison du même nom. Faisant partie de l'Empire Germanique, la ville est régie d'abord par les comtes de Provence, puis, au début du xii^e siècle, par les comtes de Barcelone qui leur succèdent. Durant la première moitié de ce siècle, les habitants vont mettre à profit les rivalités opposant les seigneurs de Grasse et les évêques d'Antibes pour réaliser leur volonté d'indépendance. De telles aspirations sont alors le fait d'autres cités provençales, éprises elles aussi de liberté.

Ils y parviennent, si l'on en juge par l'accord conclu en 1155 entre Raimond de Grasse et l'Evêque, où interviennent Raimond Bertrand et Guillaume, tous deux consuls de Grasse (13). En 1171, puis en 1179, le Consulat signe des traités avec les puissantes villes italiennes, Gênes et Pise ; il affirme ainsi son importance parmi les institutions urbaines. Entre temps, les souverains aragonais ont confirmé son établissement.

Jusqu'au début du xiii^e siècle, les documents attestent le rôle du Consulat dans la vie de la cité ; pourtant, l'hostilité des villes voisines et l'inquiétude du pouvoir viennent combattre sa puissance (14). Au sein même de Grasse, des luttes de classe opposent les habitants. Toutes ces raisons sont suffisantes pour permettre au comte de Provence de le supprimer, au mois de juillet 1227, malgré la résistance des Grassois. Le souverain, tout en reconnaissant à la ville franchises et privilèges, la place directement sous son autorité.

Désormais, durant plus de deux siècles, Grasse va connaître le destin politique de la Provence ; avec elle, elle passera, en 1482, dans le royaume de France. Au cours de cette période, la région subira, dès le milieu du xiv^e siècle, toute une série d'épreuves. Les historiens provençaux sont unanimes pour opposer la première moitié de ce siècle, « tranquille, pacifique, vide d'événements importants », à la seconde, « troublée, riche de matière et féconde en

(13) Reproduit dans G. Doublet « Recueil des Actes concernant les évêques d'Antibes » p. 84-86 — n° LXXIII.

(14) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 12. Les comtes surveillent particulièrement cette cité, « qui joue le double rôle de port et de ville frontière, commande la côte et couvre la Provence ».

malheurs » (15). Ces « malheurs » apparaissent avec le règne de la célèbre reine Jeanne, et se prolongent jusqu'à la fin du XIV^e siècle. Après les bandes de l'archiprêtre, Arnaud de Cervole, ce sont les ravages des Grandes Compagnies ; enfin l'adoption, par la souveraine, de Louis d'Anjou engendre la longue lutte entre Angevins et Duras (16).

Excepté quelques habitants, dont on confisquera les biens par mesure de répression, l'ensemble de la population reste fidèle aux héritiers de la reine Jeanne. Un épisode de ces luttes nous est fourni par l'acte notarié qui rappelle la condamnation à mort de deux Grassois, adversaires de la reine Jeanne (17). Autre preuve de la faveur dont jouissait cette souveraine, l'hommage et le serment de fidélité que lui prêtent, même après sa mort, de nouveaux citoyens (18).

Profitant des troubles qui règnent dans le pays, de véritables bandes de brigands s'organisent et déciment les campagnes. Les Provençaux, pour s'y opposer, n'ont d'autre moyen que de s'unir afin de les pourchasser. Les souverains les incitent à cette lutte. Des lettres de la reine Marie, datées d'Avignon, le 28 septembre 1391, enjoignent, par exemple, aux hommes de la viguerie de Grasse et

(15) Encyclopédie Départementale des Bouches du Rhône — 1^{re} partie, tome 2. Antiquité et Moyen Age, par V. L. Bourrilly, p. 39.

(16) A Grasse, la Communauté des habitants se préoccupe constamment de la défense de la cité et surtout des ressources nécessaires pour l'assurer. En 1387 (Et. Bérard n° 28) la rève de la Boucherie est imposée « quod universitas hominum civitatis Grasse... pecunia presentialiter ut ponitur indigeat tam pro reparatione menlorum... quam solvendo salarium hominum armorum sploratorum quam etiam gacharum... pro fortificatione facienda in dicta civitate Grasse tam in meniis turribus et aliis necessariis... ac sploratoribus nutendis et gardiis tenendis ».

(17) Et. Bérard — n° 27, 7 Novembre 1385 (signalé par G. Brès op. cit. 1^{re} partie, p. 20) « Constituti in presencia nobilis et circumspecti viri domini Antonii Sautroni judicis curie reginalis civitatis Grasse infra carcerem dicte regie curie, presentibus nobilibus viris Petro de Vencia, Honorato Bonifacii et Petro Jusberti... discreti viri magistri Bonifacius Otolini et Jacobus Isnardi cemellatores sive sabaterii... dicentes et... proponentes quod noverit ad eorum audienciam pervenit... fama publica refferente quod prefatus judex ex debito sui officii et propter quamplurima et diversa enormia et delicta commissa per Hugonem Bosquetti et Johannem Giraudi condam sabaterios dicte civitatis eosdem suspendere mandavit et fecit et nunc in furchis ipsius civitatis suspensi pendunt et sunt tanquam delati rebeli contrarii inimici et malivoli domine nostre Johanne regine ac omnium fidelium reginalium dicte universitatis »... sollicitudine du juge, le droit de les en retirer, pour les ensevelir en terre chrétienne « ... dominus judex visa et audita ac intellecta requisitione premissa et ea... admissa licet suspensi predicti non essent aliquantulum propter exemplum aliorum ab ipsis furchis removendi nichilominus tamen attenta fidelitate requirementum... qui cum magno spiritu fervoris fidelitatis multis periculis se submisserunt pro mantenenda parte Serenissime Domine nostre Johanne contra impium Carolum de Duracio regni Sicilie invassorem concessit dicto suspensos ab ipsis furchis removeri et ipsos tradi ecclesiastice sepulture ».

(18) Et. Bérard — n° 27, 27 Mars 1385 — cf. G. Brès. ibidem p. 19-20.

du baillage de Saint-Paul, de détruire un lieu qui a servi de refuge aux brigands (19).

A ces troubles s'ajoutent ceux provoqués par le conflit entre la Maison d'Anjou et les Comtes de Savoie. L'occupation du pays niçois par ces derniers ne pouvait laisser les souverains provençaux indifférents. Malgré la trêve signée dès 1389, la tranquillité et la paix ne sont pas rétablies pour autant. Le comte de Savoie ne dédaignait pas de tirer parti des compagnies d'aventuriers qui dévastaient alors la Provence, pour s'emparer de nouvelles terres (20). La reine Marie, ayant convoqué à Aix les Etats Généraux de Provence, s'efforçait d'organiser la défense de la région proche de celle occupée par le comte de Savoie. Grasse et les villages des alentours sont au cœur des luttes que les deux adversaires peuvent se livrer. Un exemple de l'insécurité de cette contrée est offert avec l'échange de prisonniers intervenu entre le Sénéchal de Provence, Georges de Marle, et Vita de Blois, capitaine du comte de Savoie, et qui intéresse directement des Grassois (21).

Avec la première moitié du xv^e siècle, commence une période moins agitée ; le retour du souverain Louis II, de Naples, laisse augurer une volonté de pacification dont la Provence a grand besoin.

(19) Et. Bérard — n° 34, 23 Octobre 1391 « *cū executione certarum litterarum ab ipso domino vicario... concessarum certi homines castrorum predictorum de Canoy et de Moginis... tamquam fideles et obediētes apud locum de Garda accesserunt et castrum ipsum cum aliis hominibus diversorum locorum virarie Grasse et Bajule Sancti Pauli diruerint et decimaverint* ».

Lettres de la Reine Marie ordonnant la destruction du lieu « *ad evitandum dampna et latrocinia que per nonnullos latrunculos olim se in loco seu turri de Garda vicarie grassensis receptantes... jubemus... quod statim visio presentibus locum seu turrim predictam de Garda ac muros illius derui et aplanari... taliter quod nemo in illa receptari seu latitari de cetero valeat et regii fideles dampna inantea minime patiantur* ».

(20) Sur tous ces points, cf. E. Cais de Pierlas « *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des Princes de Savoie* » (Turin, 1898), et plus particulièrement les chapitres VII et IX (1^{re} partie).

L'acte cité ci-dessus, à propos de la destruction du lieu de la Garde, n'est peut-être pas sans rapport avec ces luttes. Dans la convention de 1389, passée entre les représentants des deux souverains, il est prévu : art. II « *Le Comte de Savoie ordonnerait à Vita de Blois et à ses gens d'armes de se retirer des terres au pouvoir de la duchesse (d'Anjou) et celle-ci empêcherait, de son côté, que du château de la Garde on attaquât les terres occupées par le Comte* » (cf. Cais de Pierlas. op. cit. p. 54).

(21) Et. Bérard — n° 34, 30 Octobre 1391 « *Tenor dicte apodixe : Nos Georgius de Marlio, miles regius, comitatum Provincie et Forcalquerii Senescalis, anno domini millesimo CCCLXXXI, XX aprilis XII indict. Avinione, tenore presentis quitancie confitemur habuisse et manualiter recepisse Honorato Bonifacii de Grasse quos dudum recepit nostro nomine a Domino Petro Giraudi jurisperito domino de Broco olim captivato in manibus Vide de Blois emulii regii auri florenos C. Item a Rayno Coqui et aliis de Rochabruna captivatis et olim in manibus dicte Vite alios florenos centum. Item. a domino Grasso Corme jurisperito de Grassa in manibus ejusdem Vite similiter captivato florenos centum sexaginta videlicet in excambium finance nepotum ipsius Vite sub nostris manibus captatorum...* »

Au terme de toutes ces luttes, les campagnes ont été largement éprouvées, les conditions de vie y sont précaires et difficiles. La paix, si laborieusement acquise, n'équivaut pas à un immédiat renouveau de la vie économique. Il suffit pour en juger de dénombrer les villages abandonnés qui entourent Grasse.

Le réaffouagement de 1400 énumère parmi les « loci inhabitati » Cabris, Auribeau, la Roquette, Sartoux, Amirat, Caussols, Magagnosc, Pégomas, Opio... (22). A ces villages, il faut ajouter ceux de Biot et de Roquefort (23). Jusqu'au milieu du xv^e siècle, on voit certains seigneurs arreter les droits de pâturage et de glandage sur ces terroirs et rappeler dans les contrats leur état d'abandon.

Les habitants de Grasse vont parfois dans ces lieux entreprendre des cultures, ce qui peut être source de litige avec les seigneurs qui entendent faire respecter leurs prérogatives (24).

Ce n'est qu'à la fin du xv^e siècle, et même au début du xvi^e siècle, que s'élabore une véritable « politique de colonisation », illustrée par toute une série d'actes d'habitations (25). Elle est, pour une large part, assurée par l'implantation dans ces villages, de groupes humains originaires d'Outre-Monts, surtout de la rivière de Gênes (26).

Le dépeuplement de tous ces villages est l'ultime conséquence des épreuves du xiv^e siècle. Dans une région où les activités sont essentiellement dirigées vers l'exploitation de la terre, il traduit l'importance de la crise. Egalemeut significatifs seront, à la fin du xv^e siècle, les efforts des seigneurs pour redonner vie à ces lieux dépeuplés.

Nous évoquerons bientôt les catastrophes démographiques qui, au xiv^e siècle, ont affecté l'Europe ; les pays méridionaux les ont particulièrement ressenties. Sans doute, ayant largement contribué à la dépopulation, est-ce là le facteur déterminant de cette récession

(22) Archives Départ. des Bouches-du-Rhône. B. 199 f° 18-19. cf. E. Baratier « La démographie provençale du xiii^e au xvi^e siècle » (Paris 1961) — Annexes p. 117 et suivantes.

(23) Et. Bérard — n° 62, 15 Octobre 1437 « castri inhabitati de Rocaforti » — n° 88 f° 4 r°, 26 Septembre 1432 « castri inhabitati et territorii de Bisoto ».

(24) Et. Bérard — n° 64, 17 Avril 1439 « facientes laboragia in territoriis de Cabriis, Autiniaco, de Sartolis et aliorum locorum inhabitatorum Vicarie Grassensis ». Et. Bérard — n° 52, 9 Février 1425 (n. st.) : procès entre la Communauté de Grasse et Bertrand, Seigneur du Bar, dont les officiers ont condamné un Grassois « pro eo quia suas equas calcantes in territorio loci inhabitati de Mosanis in quo ipsa universitas pro hibus arantibus et equis calcantibus suum pasquerium ut dicit habere pretendit dudum depasci fecit ».

(25) R. Aubenas « Chartes de franchises et actes d'habitation » (Cannes 1943) ; Biot (1470), Cabris (1496), Mouans Sartoux (1496), Auribeau (1497), Magagnosc (1506), Pégomas (1515).

(26) Sur les relations entre Grasse et Gênes, voir infra, II^e partie, titre I^{er}, chapitre 2.

économique. A examiner la situation géographique des villages qui, autour de Grasse, ont été abandonnés par leurs habitants, on s'aperçoit qu'ils sont, pour la plupart, situés dans l'avant-pays. Le caractère plus aigu de la crise démographique dans ces localités par rapport à celles de la montagne, peut avoir des causes diverses : danger d'un habitat groupé lors des épidémies, absence de ressources pastorales, moins aléatoires que les cultures (27). Encore faut-il, pour le plat pays de Grasse, tenir compte de l'insécurité qui règne souvent sur le littoral. Les incursions maritimes y sont nombreuses et le site de certains villages résiste difficilement aux méfaits des pillards (28). Cette situation n'est pas nouvelle. Au commencement du xiv^e siècle déjà, Grasse s'efforce de prendre des mesures pour la défense et la protection des côtes (29). Dès l'annonce de quelques galées ennemies, les cités maritimes s'empressent de renforcer leurs remparts ; ainsi Antibes, au mois de juin 1354 lorsqu'elle a connaissance de l'approche des navires du roi d'Aragon (30).

L'attaque de Lérins par des corsaires génois, dans la nuit du 30 mai 1400, marque le début de nouvelles tentatives qui se poursuivront tout au long du xv^e siècle. Elles sont souvent le fait d'Aragonnais, mais d'autres pirates infestent également les côtes ; quelques Provençaux même, ne répugnent pas à ce genre d'expéditions (31).

A la tête de la viguerie, Grasse, que la relative proximité de la mer ne met pas à l'abri de toute menace, a la responsabilité de la défense du littoral (32). Disposant d'une milice d'une centaine d'hommes, elle en dépêche quelques-uns chaque fois qu'une incursion est redoutée. A l'automne 1442, nous les voyons, à plusieurs reprises, intervenir à Cannes et à Antibes pour résister aux galères catalanes (33). Nouvelles opérations au mois de mars de l'année

(27) E. Baratier. op. cit. p. 96.

(28) R. Aubenas « Chartes de franchises... » op. cit. p. IX. A l'inverse « Mougins, Cannes et autres « oppida » au pied desquels les ravageurs s'étaient arrêtés » jouissent d'une meilleure situation défensive.

(29) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 27, note I. Ordonnance du 1^{er} Juillet 1302.

(30) Et. Bérard — n° 13, 14 Juin 1354 « quod cum necessitas emineret de presencia in villa Antipolis ut dicebat de reparatione facienda in menis ville predictae de tabulis et aliis necessariis pro dictis menis fortificandis... propter exercitum galleorum Regis Aragonis que dicuntur esse propre civitatem Janue ».

(31) Cals de Pierlas. op. cit. p. 223 — G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 30.

(32) G. Gauthier-Ziegler « Le rôle de Grasse au xv^e siècle dans la défense des côtes provençales » (Institut Historique de Provence. T. 7. p. 169-179).

(33) Et. Bérard — n° 67, 20 Octobre 1442 « Franciscus Aynesil ut conestabulus XXIII hominum se et suis gagiis... pro quinque diebus quibus vacarunt in loco Canoys pro resistendo insidiis galeorum cathalanorum in maribus circumvicinis navigantium florenos XX et grossos X... magister Antonius Tumbarelli ut conestabulus XXVI hominum se et suis gagiis... pro tribus diebus vacarunt in loco de Antipoli... » — Et. Bérard — n° 67, 22 Novembre 1442.

suivante (34). En 1444, c'est le vignier de Grasse en personne qui visite les lieux forts du rivage et l'île Saint-Honorat, pour s'assurer de leur défense (35).

Ces quelques épisodes soulignent la fréquence des engagements ; aussi minimes fussent-ils, il est aisé d'imaginer leurs effets, dans les villages de la côte, sur l'état d'esprit des habitants.

Un autre facteur de la dépopulation, nettement plus grave : les épidémies. Le problème de la peste du milieu du XIV^e siècle reste enveloppé de mystère. Dans quelle mesure a-t-elle été, ou non, l'élément déterminant de la crise qui affecte alors l'économie européenne ? Faut-il y voir une cause ou une conséquence ? Autant de questions qui peuvent prêter à débats. On sait, en tout cas, aujourd'hui avec quelle méfiance il convient d'aborder les documents susceptibles de la relater ; évitons ainsi de donner foi à des opinions extrêmes. Le silence des textes, ou au contraire leur exagération, doivent susciter de semblables réserves (36).

L'épidémie du XIV^e siècle a été, pour plusieurs cités méridionales, une véritable « catastrophe démographique » (37). Qu'en est-il pour Grasse ? De prime abord, on peut penser que la situation de la ville, proche des côtes méditerranéennes, la mettait dans le champ de développement du fléau.

Malheureusement, pour la période même de l'épidémie, aucun registre notarié n'a été conservé ; nul espoir d'y retrouver l'abondance, révélatrice, des dispositions à cause de mort (38). Une allusion à ces tragiques événements figure, toutefois, dans une enquête relative aux prix des céréales dans la cité de Grasse entre les années 1346 et 1358. Ce texte rappelle qu'en 1347, au moment du fléau, le cours du blé a augmenté dans des proportions considérables (39).

(34) Et. Bérard — n° 67, 25 Mars 1443. A Cannes, l'un des hommes reçoit un florin « pro labore suo impenando et congregando gentes de die ac nocte ».

(35) Et. Bérard — n° 67, 13 Juillet 1444 « Nobilis Johannis de Candia vicarius... loca de Antipoli, de Canoy, de Neapola et turrim Sancti Honorati visitavit et provisionem dedit... confessus fuit dicto Augeri thesaurario... habuisse florenos IIII expositos pro sumptibus suis et servitorum ac equorum et pro salario conductorum pro transfretando ad insulam Sancti Honorati ».

(36) E. Carpentier « Une ville devant la Peste. Orvieto et la Peste Noire de 1348 » (Paris — 1963) — idem. « Autour de la Peste Noire. Famines et épidémies dans l'histoire du XIV^e siècle » (Annales. Economies. Sociétés. Civilisations 1962. p. 1062 - 1092).

(37) Ph. Wolff « Trois études de démographie médiévale en France Méridionale ». (Extrait de « Studii in onore di Armando Saporiti » p. 503.)

(38) Cf. P. A. Février. op. cit. p. 142 (références pour Brignoles et Manosque). Pour Toulouse, Ph. Wolff « Commerces et Marchands... op. cit. p. 74.

(39) Archives Départementales des Bouches du Rhône. B. 1143. f° 8 (reproduit dans G. Gauthier-Ziegler. op. cit. Pièce justificative n° XXXIII « ... item fuerunt interrogati quantum valuit sestarium annone millesimo CCCXLVII, de mense madii, dixerunt quod sestarium annone, quousque intravit mortalitas civitatem illo anno valuit solidos XL parvorum et assendit usque ad solidos XLV et ultra ».

Ainsi, loin d'être épargnée, Grasse paraît avoir été frappée particulièrement tôt par la redoutable maladie.

Dès lors, la peste demeure, en Provence, à l'état endémique ; plusieurs cités en sont affligées durant la première moitié du xv^e siècle : Avignon, Aups, Aix, Nice... (40). Vers 1450, le mal s'intensifie, précisément dans les régions méditerranéennes. Au mois de juillet de cette même année, on redoute l'épidémie à Grasse. De sévères mesures y sont prises pour éviter la contagion et l'accès de la cité est étroitement contrôlé (41). La peur du fléau sensibilise à ce point les individus qu'au moindre décès suspect, parents et familiers se dépêchent souvent de quitter la maison du défunt (42). Un peu partout des contrats d'apprentissage ou de louages de services prévoient expressément la possibilité d'abandonner le maître, au cas d'épidémie (43).

S'il est impossible de chiffrer avec précision les effets de ces maux sur la population grassoise, la comparaison des divers affouagements est significative. Les comptes des feux d'albergue révèlent, après une première diminution entre les années 1323 et 1341, où leur montant tombe de 1.460 à 1.360, un effondrement catastrophique au moment de la Grande Peste ; en 1351, les feux d'albergue atteignent à peine le nombre de 738. A la fin du xiv^e siècle, nouvelle chute : 601 feux seulement sont dénombrés en 1379 et 1380.

La reprise qui se manifeste à partir du xv^e siècle est fort modeste. Il faut attendre 1471, pour voir le nombre des « larem foyentes » s'élever à 274. Encore sommes-nous loin de l'importance démographique que Grasse avait au début du xiv^e siècle ; elle figurait alors parmi les sept localités provençales dépassant les mille feux de queste (44).

Grasse n'en reste pas moins une ville active. Centre politique de la viguerie, elle conserve aussi la première place dans le commerce régional ; marchands et paysans des alentours continuent à la fréquenter et à y faire négoce. Les enceintes urbaines offrent souvent sur les villages l'avantage d'une plus grande sécurité ; et les activités économiques s'en ressentent. Grasse, liée au milieu rural qui l'environne, accuse les contre-coups des crises, mais parvient à les dominer.

(40) E. Baratier. op. cit. p. 82.

(41) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 184, note 2. Délibération du Conseil du 10 Juillet 1450 (Archives Communales de Grasse. BB2 — III^e cahier) « considerato tempore turbinoso et pestilentiali vigente ».

(42) Et. Bérard — n^o 76 v^o, 27 Mai 1451 « propter privationem gentium domus dicti magistri Petri in qua causante peteste tunc ibidem vigente nullus vivus remansit ».

(43) Et. Bérard — n^o 59, 28 Mai 1434 « si... epidemia veniret seu vigeret... » — Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 75

(44) Tous ces chiffres sont extraits de l'ouvrage fondamental d'E. Baratier sur la démographie provençale (Voir notamment p 109 et Annexes p. 179, note 2). J. Durbec relève, dans le cadastre de 1433, 635 chefs de foyer.

L'attrait de la ville apparaît dans la volonté des individus à s'y fixer. Grasse profite toujours d'un certain courant d'immigration, temporaire ou définitive (45). L'origine géographique des immigrants est évidemment fort variée. Nous avons déjà signalé l'apport de la rivière de Gênes ; nombre d'habitants de l'arrière-pays ligurien viennent travailler à Grasse, parfois s'y marient et fondent foyer (46). Dans les actes, on voit aussi intervenir des individus originaires du Languedoc, et même de Bretagne ou de Picardie (47). Les pays des Flandres fournissent quelques éléments (48) ; de même l'Allemagne (49). Rares sont les précisions sur les lieux de provenance, il faut souvent se contenter des toponymes (50).

La présence de ces nordiques laisse supposer un courant humain qui, empruntant la grande voie de circulation de la vallée du Rhône, se prolongerait au-delà vers le Rhin et l'Allemagne. Quelques « jalons » se retrouvent : Vienne, Lyon, Chalons-sur-Saône (51). Cela confirmerait le lien étroit qui unit généralement les mouvements de populations aux courants commerciaux (52).

Les actes de citadinage traduisent, dans une certaine mesure, une forme d'immigration définitive. Devant le Conseil de la Communauté et le viguier, le requérant sollicite la qualité de citoyen. La cérémonie n'est pas sans rappeler l'hommage vassalique (53) ; elle a lieu dans la tour où siège le Conseil, « infra turrim communitatis », parfois dans la maison du viguier. A genoux, la tête décou-

(45) Il s'agit par exemple d'une immigration définitive pour cet Annequin de Francfort, exerçant le métier de pellissier. Les actes notariés le mentionnent dès 1424 ; vingt ans plus tard, il est toujours fixé à Grasse. Atteint de la lèpre, le Conseil le fait admettre à l'Hôpital Saint-Lazare (Archives Communales BB2, 1^{er} cahier — Séance du 13 Mai 1445).

(46) Et. Bérard — n° 62, 9 Juin 1437.

(47) Et. Bérard — n° 71, f° 98 r°, 9 Septembre 1446 — n° 117, 17 Janvier 1447 — n° 62, 25 Septembre 1437.

(48) Et. Bérard — n° 63, 23 Janvier 1439 (n. t.) — n° 117, 9 Mai 1446, 7 Mai 1447.

(49) Et. Bérard — n° 55, 21 Septembre 1430 — n° 58, 4 Juillet 1433 — n° 68, 23 Sep. 1443 — n° 117, 13 Fév. 1447. Certains sont pellissiers, d'autres sont qualifiés de « pistor » ou de « pasticerius ».

(50) Et. Bérard — n° 55, 21 Sept. 1430 « Ausa de Columpnia » — n° 58, 4 Juil. 1433 « Anequinus de Francaforti ».

(51) Et. Bérard — n° 117, 30 Janvier 1448 — n° 70 f° 70, 14 Septembre 1445 — n° 55, 21 Septembre 1430.

(52) Ph. Wolff « Commerces et Marchands... » op. cit. p. 85.

(53) Et. Bérard — n° 60, 10 février 1436 (n. st.) « Homagium cum ciutadanagio pro... » « ... quod in conspectu nobilis viri Bertandi de Villanova domini loci de Turretis Callenesii vicarii... et dominorum consiliariorum... infra turrim communitatis sono campane existens et personaliter constitutus Honoratus R. loci de Moginis dixit et exposuit reverenter quod ipse... animo deliberato affectabat predicto domino vicario... et pro parte serenissimi principis et domini nostri domini Rennati... facere homagium ligium et nichilominus ciutadanagium facere... et propterea ipse Honoratus... flexis genibus ac capite discoperto humiliter constitutus bona fide et pure et absolute se

verte, le nouveau venu déclare porter l'hommage-lige au Souverain « oris osculo », tandis qu'il prête serment sur les saints évangiles. Il jure de se conduire en sujet « fidèle et obéissant » du Comte de Provence et en premier d'éviter tout ce qui pourrait causer tort à son souverain. Une fois l'hommage et le serment prêtés, viguiers et conseillers l'ayant accepté comme citoyen « in civem et incolam receperunt », celui-ci promet d'élire, dans l'année, domicile dans la cité, et d'y transporter la majeure partie de ses biens. Faveur pour les nouveaux habitants devant la crise démographique, ou simple tradition : au xv^e siècle, une franchise des tailles et questes est habituellement consentie pour une durée de sept ans (54).

La qualité de citoyen est parfois accordée à des étrangers. Nous avons relevé des actes de citadinage au profit d'un Espagnol (55) et de deux habitants de la Ligurie (56).

La plupart du temps, ces actes sont le fait de Provençaux, souvent même originaires des villages de la viguerie. C'est bien là une manifestation de l'exode rural. Dès la fin du xiv^e siècle, il arrive qu'un groupe de paysans quittent leurs terres et viennent se fixer dans la cité. En 1385, par exemple, treize habitants de Cabris, réunis à Grasse, près de la cathédrale, « in majori podio », expriment leur volonté d'y demeurer (57). Ce sont également des individus isolés : les uns de Gréolières, Gourdon ou Mougins, d'autres de Gallian ou de Roquebrune (58). Attrait de la ville ou espoir de meilleures conditions de vie, ce mouvement local de la population est uniformément dirigé vers Grasse, au détriment des campagnes (59).

sancta Dei evangelia in manibus ejusdem domini vicarii prestitit juramentum promittens ipsi domino nostro Regi... esse obediens et fidelis et quod nunquam erit in consilio et omnia alia faciet et tenebit que in sacramento fidelitatis comprehenduntur ».

(54) Et. Bérard — n° 58, 29 Août 1433 « eumdem tenere francum et immunem per spacium septem annorum... de talhis quistis et aliis casibus solitis, revis panis et vini exceptis in quibus contribuere teneatur ».

(55) Et. Bérard — n° 55, 31 Mars 1430 « Ciutadanagium pro Bernardo Dominici de Yspania ».

(56) Et. Bérard — n° 58, 29 Août 1433 — n° 93 f° 136 v°, 11 Mars 1448.

(57) Et. Bérard — n° 27, 27 Mars 1385 (cité par G. Brès. op. cit. 1^{re} partie p. 19) « ... cupiens incolatum transferre cum hominibus civitatis Grasse et habitare in eadem civitate presertim condicionem ejusdem subire et gaudere privilegiis ejusdem... ». On sait que ce village, quelques années plus tard, est considéré comme inhabité.

(58) Et. Bérard — n° 93, f° 96 v°, 2 Décembre 1447 — n° 58, 21 Septembre 1433 — n° 60, 10 Février 1436 (n. st.) — n° 64, 24 Juin 1439 — n° 58, 30 Octobre 1433 — de même Et. Bérard — n° 57, 22 Novembre 1432, au profit d'un habitant de Puget-Rostang (Comté de Nice).

(59) Nous n'avons rencontré qu'une seule exception : Et. Bérard — n° 109, 21 Novembre 1418. Hommage de Jean Courme de Saint-Vallier, mais habitant Grasse, qui prête serment entre les mains du prévôt de la cathédrale, seigneur de Saint-Vallier, et promet d'aller se fixer dans ce village. Le même jour, outre diverses terres, il reçoit, « in remuneratione dicti homagii... quodam casale situm in burgo Sancti Valerii » par bail à acapt.

PREMIÈRE PARTIE

LA VIE RURALE

TITRE I

LA TERRE, SON EXPLOITATION

Vouloir appréhender les principaux aspects de la vie rurale suppose au moins une double direction de recherches. D'un point de vue purement économique, il est nécessaire de s'attacher aux travaux de la terre et à la situation réelle de ceux qui s'y livrent. Mais de telles investigations impliquent aussi des préoccupations d'ordre juridique. La condition du paysan est bien entendu différente selon qu'il détient, ou non, les biens de l'exploitation à titre de propriétaire. Se contente-t-il de travailler les terres d'autrui ? Il faut alors envisager l'étendue des obligations que lui impose le contrat à l'égard du bailleur.

Les actes notariés répondent différemment à ces diverses questions. S'ils n'ont pas précisément pour but de dresser un tableau des activités rurales, ils n'en demeurent pas moins très utiles pour leur connaissance. Cultures, travaux agricoles, récoltes sont souvent révélés au hasard d'un contrat. Les indications qu'ils offrent mériteraient, à coup sûr, d'être complétées par d'autres documents qui ajouteraient aux éléments épars fournis par les archives notariales la précision et la rigueur des données statistiques. Pour notre sujet, le cadastre de Grasse de 1433 satisfait dans une certaine mesure à de telles exigences ; il vient à l'occasion renforcer les conclusions que l'on peut tirer du dépouillement des seuls registres notariaux. En même temps qu'il nous montre les habitants de Grasse se livrer aux travaux agricoles non seulement sur leur terroir, mais encore sur ceux des communautés voisines « inhabitées », il affirme l'importance de la culture viticole. Rares sont ceux qui ne possèdent pas

au moins une « vinea » (1). Certes, il s'agit le plus souvent de modestes exploitations. Les mentions concernant la superficie des biens soulignent ce fait : la plupart des vignes ne nécessite pas plus d'une ou deux journées de taille.

Les registres notariaux pallient la pauvreté des renseignements sur l'exploitation agricole par la relative abondance des contrats qui la régissent. Ces derniers imposent, il est vrai, tant au bailleur qu'au preneur, des modalités par trop précises pour ne pas solliciter du notaire la rédaction d'un écrit.

D'une façon générale, la mise en culture des terres est assurée par les baux à acapt et par ceux à métayage. Les premiers, bien qu'influencés par l'emphytéose romaine, puisent aussi leurs règles dans les conceptions patrimoniales du droit féodal. Ils peuvent s'analyser en une concession du domaine utile par un propriétaire qui retient, lui, la majeure directe. Partant, les biens concédés ont une condition comparable aux censives. Leur proportion par rapport aux terres libres et franches est faible. Il apparaît toutefois dans le cadastre de 1433 que cette proportion varie selon la nature des biens : plus nombreux sont les vignes et les jardins tenus à cens que les champs (2). Mais, ne nous y trompons pas, la simple mention d'un cens n'implique pas forcément une concession de tenure. L'emphytéose provençale ne réalise pas toujours un contrat d'exploitation. Elle est aussi un moyen de crédit comparable à la constitution de rente (3). Dans le cadastre, les biens qui sont grevés de cens peuvent souvent traduire plutôt qu'une concession de terres, un versement de deniers.

Le métayage représente, semble-t-il, le mode normal d'exploitation dans les actes notariés grasseois des XIV^e et XV^e siècles. Les baux à ferme, s'ils ne sont pas inconnus, demeurent l'exception. Seuls les jardins et les prés sont, en principe, loués moyennant une redevance en argent, payée le plus souvent — comme pour les locations de maisons — aux termes de la Noël et de la Saint-Jean-Bap-

(1) J.-A. Durbec « Grasse en 1433... » op. cit. relève que 357 personnes sur les 390 mentionnées dans le cadastre — incomplet — en détiennent. A différentes reprises, nous nous appuierons sur les conclusions chiffrées que M. Durbec a tirées de son analyse du premier cadastre grasseois (document que nous avons, pour notre part, utilisé mais de façon sommaire).

(2) J.-A.-Durbec. « Grasse en 1433... » op. cit.

(3) Voir P. Ourliac. « La théorie canonique des rentes au XV^e siècle » (dans *Etudes Historiques à la mémoire de N. Didier*, 1960) p. 242. « L'opposition des rentes et des cens est si bien liée à la structure même de la féodalité que dans le Midi où l'esprit n'est guère féodal, la différence entre les deux situations est, au moins à l'origine, fort mal faite. »

tiste (4). Les contrats de métayage sont d'autant plus intéressants pour l'étude de la vie rurale qu'ils nous rapprochent des réalités quotidiennes. Particulièrement suggestives sont les clauses réglant le partage des fruits entre le maître et l'exploitant pour apprécier la situation de ce dernier. Or, n'est-ce pas la condition du paysan qui doit d'abord nous préoccuper ? Pour essayer de la saisir, nous disposons — outre les contrats d'exploitation — des actes notariés relatifs aux ventes et aux prêts de récoltes. A travers ces opérations, se dessinent, imparfaitement certes, sinon le niveau de vie des paysans, du moins leurs éventuelles ressources.

(4) Et. Bérard — n° 42, 4 Juillet 1386. — Et. Peretti — n° 57, 28 Octobre 1439 (mais bail à ferme d'une vigne : Et. Bérard — n° 18, 15 Avril 1364). Aux xvii^e et xviii^e siècles, le nombre des baux à ferme dépassera largement celui des métayages (cf. Sigalas. op. cit. p. 76 et Béraudo. op. cit. p. 105).

CHAPITRE PREMIER

CULTURES ET TECHNIQUES AGRICOLES

Du fait même de la variété du relief, les terres des campagnes grassoises sont de natures diverses. Les actes notariés portant sur les biens-fonds contiennent d'utiles indications sur leur qualité et sur les cultures qui y étaient pratiquées.

A l'intérieur de la cité, il y a les jardins, qualifiés de « *jardinum* » ou encore de « *cortile* ». De dimensions fort petites, ils sont souvent contigus aux maisons ; grâce aux possibilités d'irrigation offertes par les ruisseaux qui parcourent la ville, on s'y livre aux cultures potagères. Presque tout le monde en possède, soit à côté de sa demeure, soit dans un autre quartier ; Pierre Jusbert en détient un dans la « *carrerria Glota* », tandis que le « *sabbaterius* » Antoine Féraud, se rend acquéreur à Tracastel d'une maison confrontant son jardin (1). A proximité des habitations se trouvent également des herbiers : tel le « *viridarium* » qui est derrière la maison de Barthélemy Turlaire « *a la sabbataria* » (3).

D'autres parcelles, toujours à l'usage de jardins, entourent les remparts. Point de ville qui n'ait sa ceinture de jardins, « *extra*

(1) Et. Bérard — n° 22, 29 Juin 1376 « *domus in civitate Grasse in carreria Glota... que confrontateur juxta cortile seu jardinum Petri Jusberti* ».

(2) Et. Peretti — n° 256, 3 Octobre 1408 « *... loco dicto Trasquastel ante jardinum dicti emptoris carreria in medio* ».

(3) Et. Bérard — n° 59, 9 Octobre 1427 « *actum Grasse in viridario dicti Bartholomei... quod est retro domum suam* » — Archives Communales Grasse. CC 44. Cadastre 1433. f° 146 r° « *item unum viridarium ante stabulum* », cf. R. Grand « *L'Agriculture au Moyen Age, de la fin de l'Empire Romain au xvi^e siècle* » (Paris 1950) p. 305 « *Le viridarium est l'herbier qui reçoit les égouts et le purin de l'étable et de la cour et où l'on fauche de l'herbe verte presque toute l'année* ».

menia ». Eux aussi, proches des sources, bénéficient de l'arrosage et permettent la production de légumes. Ce sont pour la plupart des terres clôturées ; le terme d' « ortus » les désigne généralement, ou le diminutif « ortetus », lorsque leur superficie est très restreinte (4).

Les autres terres sont soumises à la culture des céréales ou à celle de la vigne ; aussi, les actes distinguent-ils la « terra » de la « vinea » (5). L'ensemble de l'exploitation, comprenant les unes et les autres, est parfois désigné sous le terme d' « affar » (6). Quelques mentions révèlent la configuration des terrains ou leur valeur culturale. Les parcelles complantées de vignes sont généralement situées au flanc des collines. Elles forment alors plusieurs planches de terre soutenues par des murs de pierres sèches, dénommées en dialecte « faissa » (7) ; paysage habituel des campagnes de la Provence Orientale que ces cultures étagées, évoquant le labeur humain, souvenent l'acharnement.

Parmi les terres labourables, les plus riches sont les « ferrages ». Proches de la cité, elles occupent des lieux particulièrement fertiles « où la culture prend une allure de jardinage » (8), et se différencient du simple champ « campus » (9). A l'opposé de ces parcelles soumises à la culture, les « hermes » ou encore « terres gastes » traduisent l'état de friche ou d'abandon (10).

On précise enfin s'il s'agit de terres à usage de prairies (11). Les contrats qui intéressent ces fonds de terre, ventes et baux par

(4) Et Bérard — n° 19, 21 juin 1362 « due tabule ortorum... versus fontem Synacium » — n° 16, 8 Juillet 1362 « quoddam ortetum... loco dicto Forabarri » — n° 40, 19 Août 1364 « quoddam ortum de longitudine... novem cannarum et de largitudine trium cannarum... ad fontem Lachetam » — Arch. Comm. CC 44. Cadastre f° 122 v° « unum jardinum ad Fucem ». F. Mistral « Trésor du Félibrige » v° Ort, Ouort.

(5) Pour les documents notariés du xiv^e et du xv^e siècles, nous ne partageons pas l'opinion de H. Moris « Cartulaire de Lérins » (Paris 1909), lorsqu'il affirme que le terme de « vinea » n'implique pas que le terrain ait été complanté en vignes, mais désignerait seulement une propriété rurale sans habitation dont la culture n'est pas déterminée.

(6) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « ... totum lafarri (sic) sive sint vinee ». Cf. P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 109. « L'unité de la tenure est la bastide, « affare » ou « grangia » qui contient dans le Comtat environ une vingtaine d'éminées. »

(7) Et. Bérard — n° 11, 21 juin 1349 « faysa vinee sita in territorio Grasse loco dicto a la colla ».

(8) G. Duby « Techniques et rendements agricoles dans les Alpes du Sud en 1338 » (Annales du Midi, t. LXX, 1958, p. 404). Et. Bérard — n° 12, 4 Janvier 1354 (n. st.) « quamdam ferraginem positam in territorio Maganosqui — Arch. Comm. CC 44. Cadastre f° 156 r° « unam ferraginem subtus Sanctam Margaritam », « ... in plano ».

(9) Et. Bérard — n° 11, 20 Septembre 1349 « quamdam suam vineam et campum ».

(10) F. Mistral « Trésor... » v° Erme, ermas — Et. Bérard — n° 88, 4 Avril 1431 « quoddam suu hermassium ».

(11) Et. Bérard — n° 12, 4 Janvier 1354 (n. st.) « quamdam terram cum quodam prato ».

exemple, mentionnent, souvent avec soin, leurs confronts, mais rarement la superficie (12).

Les contractants l'ignorent-ils réellement ? Ou préfèrent-ils plutôt indiquer les limites, tout aussi utiles pour la connaissance du bien-fonds ? A la différence des actes notariés, le cadastre, dès le xv^e siècle, indique la superficie approximative des biens allivrés (13). Les mesures utilisées varient selon la nature des terres : ce sont les quartiers et les souchoirées pour les jardins et les prés (14) ; les sétérées et les journées de bœufs pour les terres labourables (15). Les vignes s'évaluent selon les journées de taille (16). Au milieu du xvii^e siècle encore, les Grassois continuent à avoir recours, pour leurs terres, à ces unités de mesure qui tiennent compte du rendement ou du travail nécessaire pour les cultiver (17).

Il est difficile de juger les estimations portées dans le cadastre et de les comparer à la valeur réelle des biens. Même les indications des superficies ne sont pas toujours suffisantes pour déterminer une valeur moyenne selon les catégories de terres : terres à blé, vignes, jardins... L'état des cultures, l'entretien de la parcelle, ou la proximité d'un point d'eau sont autant d'éléments qui influent sur le prix d'un terrain. Deux vignes situées au quartier des Ribes « in Ripis Superioribus », l'une et l'autre de même superficie, « unius putatoris », sont estimées respectivement à 20 et à 40 florins (18). Au lieu dit Malbosco, un ferrage de 6 sétérées atteint la valeur de 60 florins ; deux vignes, nécessitant quatre journées de taille, s'élèvent à 120 florins (19).

Quelques estimations particulièrement importantes laissent présager de la qualité des terres qui en font l'objet : 150 florins pour

(12) Exemple de confronts : Et. Bérard — n° 69, 18 Avril 1444 « unum camponum terre in qua est una sorberia et unum magnum saxum... in Malobosco... item certam partem sive cornilhonum vince positam versus camponum predictum procedendo a camino tendendo ad quemdam grassionerum et sequendo quamdam drayam usque unum nertassium et postea sequendo unum parietem usque saxum super quo est ut dicitur unum olivarius ». Toutefois, il est fait mention de la superficie dans Et. Bérard — n° 117, 1^{er} Septembre 1447. Et. Peretti — n° 57, 9 Octobre 1439.

(13) Archives Communales de Grasse. CC. 44 — cadastre 1433. Voir : J. Durbec. « Grasse en 1433 d'après son premier cadastre » où superficie, condition et valeur des biens fonds sont soigneusement étudiées à partir de ce document.

(14) Archives Communales de Grasse. CC. 44. f° 77 r° « unum pratum in rippis duarum sestoyrarum » — f° 139 « unum ortum unius carterie ».

(15) Archives Communales de Grasse f° III v° et 132 v° « quadam terram duorum jornalium bovum ».

(16) Archives Communales de Grasse f° 135 r° « unam vineam unius podatoris ».

(17) P. A. Sigalas « La vie à Grasse en 1650 » (Grasse 1964), p. 95-96.

(18) Archives Communales de Grasse. CC. 44. f° 132 v° et 133 r°.

(19) Archives Communales de Grasse. CC. 44. f° 134 r° « duas vineas francas IIII putatorum in Malobosco... quaddam ferraginem in Malobosco francam sex sestertarum ».

un ferrage de deux sétérées à Font Sinasse (20), 300 florins pour une vigne à Malbosc, dont on ignore la superficie, tandis qu'une autre vigne, cette fois au quartier de l'Ubac et qui représente six journées de taille, est estimée à la même somme (21). Relevons à l'opposé que 10 sétérées de guéret, « garach », ne dépassent pas 12 florins et 20 sous (22).

Les jardins, à l'intérieur ou proches de la cité, sont recherchés et leur valeur n'échappe pas à la diligence des « regardatores » chargés de réaliser le cadastre ; l'un de ces jardins, situé derrière le Palais Royal, estimé par son propriétaire à 25 florins, est inscrit pour 100 (23). Un autre « ad Fucem », sous la directe du couvent des Franciscains, pour 30 florins (24).

Céréales et vignes occupent la majeure partie des terres. Parmi les céréales, la plus répandue est évidemment le froment, « la céréale noble », toujours dénommée « annona ». On la distingue ainsi des autres céréales souvent réunies sous le terme générique de « blé » : orge « bladium grossum », épeautre « speute », avoine « civate » (25).

Pourtant, les campagnes de Grasse ne produisent pas suffisamment d'« annone » ; les années difficiles, la ville doit à plusieurs reprises s'approvisionner dans l'arrière-pays, à Séranon ou à Escraignes (26).

Pour la culture du blé, les principaux travaux, outre l'ensemencement, sont le sarclage, au printemps, et la moisson (27). Une fois celle-ci terminée, on procède au battage avec un fléau, ou on frappe directement les gerbes sur une dalle de pierre inclinée. Pour les récoltes plus importantes, on a recours, dans les régions méditerranéennes, au foulage. Des animaux, mais encore des hommes, piétinent sur l'aire les céréales amoncelées (28). Parmi les animaux de trait, ce sont les juments qui sont de préférence utilisées pour ce travail. Ainsi, Noble Delphine, mère et tutrice du seigneur de Cabris, passe contrat avec un villageois de Seillans, pour le foulage de ses prochaines récoltes de céréales. Celui-ci s'engage à venir lors des

(20) Ibidem — f° 115 r° « ad frontem Cinacium ».

(21) Ibidem — f° 122 r° et v°.

(22) Ibidem — f° 111 v°.

(23) Ibidem — f° 77 r° « unum ortum retro Palatium regium francum apreciatur per eum ad florenos XXV et per nos ad florenos centum ».

(24) Ibidem — f° 122 r° — ou encore, f° 134 v° « unum ortum unius carterle scitum a font Cinassa » = 6 florins.

(25) Et. Bérard — n° 68, 6 Juin 1443 « omnia blada... tam annone quam bladi... »

(26) G. Gauthier-Ziegler, op. cit, p. 219. Il en est toujours ainsi au xviii^e, cf. P. A. Sigalas. op. cit. p. 79.

(27) Et. Bérard — n° 40, 7 Février 1365 (n. st.) « in seminando, serclando et recoligendo ».

(28) R. Grand. op. cit. p. 286.

moissons, « cum suis equabus » (sic), pour fouler tous les blés, moyennant versement du quart de la récolte (29). Les habitants de Grasse, même si leurs terres relevaient d'un seigneur, avaient le droit de n'employer que leurs propres animaux, sans recourir aux juments « banales » de ce seigneur (30).

Les façons qu'impose, tout au long de l'année, la culture de la vigne, font toujours l'objet d'une clause détaillée dans les contrats de locations, surtout dans les baux à part de fruits (31).

Une succession de verbes les précise : tailler, bêcher, biner, ébourgeonner (32). Quelques journées, enfin, sont consacrées aux pratiques du marcottage, ce sont les « *jornalia accabussorum* ».

Les Grassois prennent grand soin, les raisins une fois vendangés, des travaux de vinification. La plupart des demeures ont leur cellier, « *penus* », et la vaisselle vinaire y est entreposée : cuves et tonneaux, mais aussi pressoir « *true* ». Souvent, les plantations de vignes comportent un bâtiment, une grange, avec le matériel nécessaire à la fabrication du vin (33). D'abord la cuve, « *tina calchadoyra* », où les raisins sont foulés tantôt avec un bâton, tantôt avec les pieds. C'est généralement au robinet de la cuve, « *radium tine* », que se vend la récolte, ou qu'intervient le partage entre le propriétaire et le métayer. D'autres fois, le vendeur précise qu'il livrera le vin quand celui-ci aura fermenté, c'est-à-dire au moment de le mettre en fût (34). On distingue blanc ou rouge et, selon qu'il a été, ou non, coupé avec de l'eau, le vin « *limphatus* » du vin « *merus* » (35). A l'exemple des pays de vignobles, il n'est pas rare de voir un propriétaire passer contrat avec un tavernier pour la vente de sa récolte (36).

(29) Et. Bérard — n° 68, 6 Juin 1443 « *teneatur et debeat omnia blada nunc seminata calcari facere dum erunt prompta* ».

(30) G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*. p. 218. Sur l'usage des juments pour fouler le blé, cf. R. Aubenas « *Chartes de franchises...* » op. cit. p. XV (Mougins. 13-14, Cannes. 8, La Napoule. 23, Auribeau. 11...)

(31) Cf. *infra*. chapitre 3.

(32) Et. Bérard — n° 27, 23 octobre 1385 — cf. E. Baratier « *Production et exportation du vin du terroir de Marseille du XIII^e au XVI^e siècle* » (dans le *Bulletin Philologique et Historique...* 1959, p. 242).

(33) Et. Bérard — n° 16, 5 Juillet 1362 « *cum quadam granega et cum tina calchadoyra et sagonia positis in dicta granega* » — n° 27, 23 Octobre 1385 « *quamdam vineam... cum domo tinis et aliis aysinis* ».

Ducange. V° *Calchadoyra* = *mactræ species in qua prius calcantur racemi quam in cupam projiciantur* ».

(34) Et. Bérard — n° 70, 30 Mars 1445 « *XV cuppas vini meri rubei de illo quod ipse Petrus recolliget sasone proxima vindemiarum ex vinea sua incontinenti vino ipso parato sive bulhito ad radium tine quando ipsum vinum erit in puncto botiandi* ».

(35) Et. Bérard — n° 53, 28 Octobre 1427 « *duas cupas vini meri et duas limphati* ».

(36) Et Bérard — n° 12, 19 Novembre 1353 « *... Guillelmus F. tabernarius de Grassa fecit pactum cum Jacobo Jusberti notario de vendendo omnia vina dicti Jacobi que nunc habet bene et legaliter et dictus Jacobus promisit dare pro suo labore libras XI...* »

Au milieu des vignes, les paysans se livrent à d'autres cultures. Ils y sèment des légumineuses, ou blés de mars : fèves, pois, vesces (37). C'est également parmi les ceps que croissent souvent les arbres fruitiers : figuiers, pommiers, poiriers, noisetiers, amandiers (38). Bien que leur culture s'accordât difficilement avec celle de la vigne, on y trouvait même des oliviers (39).

A lire les rares actes qui font allusion à cet arbre, les plantations d'oliviers ne paraissent pas très répandues dans les campagnes grassoises, surtout en comparaison des vignes (40). On relève toutefois, dans plusieurs inventaires, l'énumération de divers récipients pour conserver l'huile, ce qui laisse supposer un assez large usage de ce produit (41).

Dans un clos, à proximité de la maison, se tient parfois la chènevière. La culture du chanvre peut y côtoyer, d'ailleurs, les plantes potagères (42).

Une plante, enfin, connaît un usage artisanal dans les métiers du cuir : les myrtes, « murta » ou « nerta » (43). Mais s'agit-il véritablement d'une culture, ou les gens de Grasse se contentent-ils de recueillir le feuillage de ces arbrisseaux qui poussent naturellement dans les campagnes provençales ? Cette dernière hypothèse

Cf. R. Grand. op. cit. p. 407 « presque tous les propriétaires sont indirectement taverniers par personne interposée : des chevaliers, des abbés, des chanoines, tiennent ainsi taverne pour vendre leur récolte ».

(37) Et. Bérard — n° 30, 15 février 1388 (n. st.) « possit seminare in plateis dicte vinee legumina ».

(38) Et. Bérard — n° 65, 24 Juillet 1440 « ficus, avellanas, ac amingdala et poma et ceteros fructus dicte vinee » cf. R. Grand, op. cit. p. 374, note 4. Dans certaines régions, les arbres fruitiers servent même de supports aux vignes cultivées en treille. Également, Et. Bérard — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) — n° 73, 19 Janvier 1449 (n. st.) « quemdam locum unius aperii in quo dicuntur esse quedam ficulnee trahie et pesseguerii ».

(39) E. Bérard — n° 40, 5 Août 1364 « racemi sicut olive et omnes aliquos fructus cujusdam vinee ». R. Grand. op. cit. p. 366 signale cette pratique pour le Bas-Languedoc, et rappelle qu'Olivier de Serre (« Théâtre de l'Agriculture » III.3) ne la condamne pas formellement.

(40) P. A. Sigalas. op. cit. p. 80 note, pour le XVII^e siècle, l'importance relative de la culture.

(41) Et. Bérard — n° 27, « ollam de terra ad tenendum oleum... urneas terreas ... », « duas parvas dolhas in quibus ponetur holeum (sic) ». Cf. G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 218 « la culture de l'olivier est mentionnée nulle part », l'auteur écrit pourtant p. 231, à propos du traitement des peaux et cuirs : « Il était défendu d'ajouter aux cendres employées pour le tan, des cendres d'oliviers de la région de Grasse ».

Voir enfin, un contrat de louage de services d'un habitant de Cannes auprès d'un « olerius » de Grasse, pour travailler « in arte olerie » (Et. Bérard — n° 5, f° 17, 4 Janvier 1321 (n. st.).

(42) Et. Bérard — n° 19, 28 Juillet 1362 « quemdam ortum... situm in clauso Vallisbone de canapo, cepis, et alleis vel aliis rebus ».

(43) Et. Bérard — n° 4, 10 Août 1309 « tria modia murte » — Et. Peretti — n° 57, 11 Février 1440 (n. st.) « murte sive nerte ». Arch. Comm. Grasse. CC. 44. f° 136 v° paratorium murte ».

justifie les arrentements dont faisait l'objet, dans certains villages, le droit de récolter les myrtes, le « jus murteianti » (44). Les corroyeurs les employaient pour la préparation des peaux, au même titre que le sumac « ros », autre plante, utilisée en outre pour la teinture des étoffes (45).

Un mot, selon Marc Bloch, domine la vie rurale de l'ancienne France : le blé, c'est-à-dire toutes les céréales panifiables ; de même les labours, dont le terme représente le travail par excellence, l'emportent sur tous les autres travaux de la terre. Si ce n'est pas le but des actes juridiques que de nous révéler des procédés de culture, cependant l'importance de certaines tâches pousse les parties, peut-être sur le conseil du notaire, à insérer dans les contrats l'exploitation des clauses sur les façons à donner aux terres.

D'une manière générale, tout paysan est tenu de « cultiver, labourer et semer » selon le rythme normal des saisons (46). Le terme de « rega », ou « riga », qui s'applique expressément au creux tracé par le soc d'une charrue, au sens large, désigne le labour (47). Le nombre de labours est variable. Une terre donnée à bail au mois d'octobre, lorsqu'on sème le froment, pour la durée d'un an, devra recevoir « tempore debito » deux labours (48). Ailleurs, un bouvier s'engage à en faire quatre dans l'année, sur le même ferrage ; le contrat fixe les dates : première semaine de mai, dernière semaine de juin, dernière semaine d'août, enfin le quatrième au mois de novembre (49). Un autre contrat fait également allusion à ces quatre façons « coutume » (50).

(44) R. Aubenas « Chartes de franchises... » op. cit. p. XV n° 4. Ce droit figure dans les actes d'habitation de Vallauris (1506) art. 10 et de Valbonne art. I.

(45) Et. Bérard — n° 68, 22 Mai 1443 « modia decem cum dimidio herbe vocate murte et sex saumatas herbe vocate ros ».

Ducange. v° = herba inficiendis rubro colore vestibis (roux) — Sabaudi « fuste » vocant, allé « rhu » propter usum in tinctura.

(46) Et. Bérard — n° 80, 8 Septembre 1455 « et primo fuit de pacto quod dictus Petrus dictas terras cultivare, laborare et seminare per debitas sasones ».

(47) Et. Bérard — n° 67, 5 Septembre 1442 « garachia et allas rigas necessarias » — cf. R. Grand. op. cit. p. 270 et 274. Ce terme peut aussi recouvrir, parfois, le sens de sole.

(48) Et. Bérard — n° 53, 28 Octobre 1427.

(49) Et. Bérard — n° 75, f° 6 v°, 12 Avril 1450 « ... arare bene et debite cum suis bobus et de quatuor reguis videlicet quamdam ferraginem. Et primo fuit de pacto etc quod prima riga fieri debeat in prima septimana mensis maii et secunda fiat in ultima septimana mensis junii et tercia in ultima septimana mensis augusti... et quarta rega de seminando fiat per totum mensem novembris ».

Cf. aussi Et. Bérard — n° 74, f° 121, 23 Janvier 1450 (n. st.).

(50) Et. Bérard — n° 32, 24 Mai 1394 « laborare et... cultivare de IIII regis coutume ». Cf. R. Grand. op. cit. p. 271 — M. Bloch « Caractères originaux de l'histoire rurale française » (Paris 1953) t I. p. 25 « L'augmentation du nombre des labours, sur la terre vouée aux semailles, de deux à trois, parfois à quatre, avait été un des grands progrès techniques accomplis au Moyen Age... »

La nécessité de laisser reposer le sol, en interrompant totalement les cultures, afin de ne pas l'épuiser, s'est imposée de tout temps aux gens des campagnes. Les paysans du Moyen Age sont contraints, eux aussi, chaque année d'abandonner à la jachère une partie de leurs champs, pour ne pas enlever toute fécondité à la terre. Les conditions dans lesquelles alternaient les régimes de culture et la jachère, se prêtaient, par contre, à différentes possibilités.

La première forme est évidemment la culture temporaire. La parcelle est exploitée aussi longtemps qu'elle offre une production raisonnable. Quand le sol épuisé ne permet plus qu'un rendement médiocre, on l'abandonne à nouveau « à la végétation spontanée des herbes et des broussailles » (51). Ce mode de culture primitif et anarchique n'était sûrement pas étranger à l'exploitation, dans les campagnes de Grasse, des terres éloignées et peu fertiles.

Plus rationnelle est la rotation régulière des cultures et de la jachère, les assolements. Marc Bloch a magistralement opposé les deux grands types de rotation, et à travers eux, deux formes de « civilisation agraire », celle du Nord et celle du Midi (52). L'une livrée au rythme de l'assolement triennal, l'autre au biennal. La Provence, à l'image des régions méridionales, connaissait ainsi l'alternance régulière des céréales et de la jachère, imposée par l'assolement biennal. Un peu partout, des baux de métairie conclus pour un nombre pair d'années en témoignent ; c'est le cas pour Grasse (53).

Cette constatation doit-elle pour autant exclure du Midi le cycle triennal ? Pareille question a été posée pour le Midi toulousain (54). A partir des clauses contenues dans les contrats de métayage, des arguments pour une réponse négative peuvent être retenus. Le plus déterminant tient au chiffre impair d'années ou de récoltes prévu pour la durée de certains baux. Cet élément de connaissance se retrouve dans les actes notariés de Grasse, et laisse supposer, là aussi, la pratique du rythme triennal (55). Quelques clauses vien-

(51) M. Bloch. *op. cit.* p. 27.

(52) *Ibidem.* p. 30 et suivantes (ce qui n'empêche pas de nombreuses interpénétrations — comme le note R. Grand. *op. cit.* p. 270).

(53) Et. Bérard — n° 75, f° 67, 2 Février 1451 (n. st.) « item fuit de pacto quod... in una parte dicte terre uno anno faciat seminatum et in alia parte alio anno » (mots barrés : « annis alternis »).

Cf. Germain Sicard « Le métayage dans le Midi toulousain à la fin du Moyen Age » (*Mémoires de l'Académie de Législation, Toulouse 1955*) p. 36.

(54) G. Sicard. *op. cit.* p. 36.

(55) Et Bérard — n° 19, 28 Juillet 1367 (trois ans) — n° 56, 19 Février 1432 (n. st.) te n° 80, 8 Septembre 1455 (neuf ans) — n° 117, 11 Mars 1447, f° 154 (cinq ans).

G. Sicard, *op. cit.* p. 37, n° 295, souligne que les baux de six ans peuvent correspondre à trois cycles biennaux, mais aussi à deux cycles triennaux.

nent confirmer ce fait. Il arrive qu'une terre soit louée pour six ans, avec l'obligation pour le preneur de l'ensemencer pendant quatre ans, deux fois de froment et deux fois d'une autre céréale ; deux années seulement seront consacrées au repos (56). Le système de l'assolement triennal repose, en effet, sur la distinction entre deux sortes de récoltes : les blés d'hiver, ou bons blés, et ceux de printemps (orge, avoine, ou même fourrages) ; alternance que la jachère régulièrement interrompt (57).

Le notaire s'efforce parfois de préciser les trois étapes qui marquent le déroulement du cycle triennal, « *dicendo per ters* » (58). Ou encore, il note que la parcelle de terre devra être totalement ensemencée tous les trois ans (59).

Parfois, l'assolement triennal devait être réalisé sur une pièce de terre, sans qu'il y eût la division du bien en trois soles égales. Des paysans étaient tenus, par une clause du bail, une fois les blés moissonnés, de labourer les chaumes pour y semer l'orge dès l'année suivante ; après suivait la jachère (60).

L'instrument de labour propre à la Provence est l'araire. En principe démunie de tout avant-train roulant, il se distingue surtout de la charrue, dont il est la forme la plus rudimentaire, par son dispositif de labour forgé de façon symétrique. Une solide pointe de fer, la « *relha* », creuse la terre ; parfois deux sortes de plans inclinés — les oreilles — viennent rabattre de chaque côté les mottes soulevées de la raie (61). Dans les terroirs pauvres de Provence, l'araire, d'un maniement plus facile et d'un coût moins onéreux que

(56) Et. Bérard — n° 23, 31 Janvier 1378 (n. st.) « *quam terram seminare debeat per III annos et per II annos pausar videlicet II annos seminare debeat de annona et alios de illo blado quod voluerit dictus Stephanus (preneur)* ».

(57) M. Bloch. op. cit. p. 31 — R. Grand, op. cit. p. 270.

(58) Et. Bérard — n° 119, f° 72, 30 Septembre 1451 « *... predictas terras laborare et seminare durante infra tres annos per ters videlicet primo anno terciam partem dictarum terrarum et aliam terciam partem in secundo anno et relinquam terciam partem in tercio anno* ».

(59) Et. Bérard — n° 68, 1^{er} décembre 1443 « *et primo dictus Grassonus de tribus in tribus annis ipsam terram debeat in solidum seminare* ».

Cf. sur l'assolement triennal dans les Préalpes de Grasse, C. Samaran « la Vie rurale dans les villages de Cippières et Gréolières au milieu du xiv^e siècle » (Diplôme Faculté de Lettres, Aix, 1957) p. 56.

(60) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « *quod quolibet anno in garachiis binatis dicti affari seminare debeant quindecim sestariatas annone pulcre et receptibilis et annona ipsa de dictis garachiis recollecta restobla de dictis garachiis garachare (mot barré : restoblare) et in anno sequenti de blado grosso seminare convenerunt* ». Cf. G. Duby. op. cit. p. 404. L'orge, ou l'avoine, semés au printemps pouvaient l'être soit sur le guéret, soit en « restouble », c'est-à-dire après un labour plus léger, sur les chaumes de froment ou de seigle moissonnés l'été précédent.

(61) R. Grand ; op. cit. p. 272 ; G. Duby « L'Economie Rurale » op. cit. p. 74 et suiv. Sur l'utilisation des deux types d'instruments aratoires et les — trop ? — riches conclusions qu'il en dégage, cf. évidemment M. Bloch. op. cit. p. 51 et suivantes, et les

la charrue, est demeuré pendant longtemps l'unique matériel aratoire, avec les outils manuels.

Bien que toujours dénommé « arayre », l'instrument utilisé à Grasse, à cette époque, comporte quelquefois des pièces annexes et semble assez perfectionné ; peut-être est-il alors comparable à une charrue à versoir (62) ? Pour sa fabrication, les Grassois et les paysans des villages voisins passent commande auprès d'un forgeron de la cité. Cela peut donner lieu, dans l'atelier de l'artisan, à la rédaction d'un contrat de louage d'ouvrage — un « prix-fait » —. Plus fréquemment encore, les cultivateurs, toujours par acte notarié, prennent un abonnement « cando » chez le maréchal-ferrant (63). Celui-ci s'engage à fabriquer et à réparer pendant un laps de temps, en principe trois ans, les parties métalliques de l'araire (64) ; certaines pièces, toutefois, peuvent en être exclues par une clause expresse du contrat (65).

Ce travail est presque toujours rémunéré par une quantité de céréales. Vers les années 1350-1360, le coût moyen est de trois setiers de froment pour un abonnement de trois ans, portant sur un instrument (66). Chaque année, à la Saint-Michel, le client doit en livrer une partie, le tiers par exemple, chez le forgeron « ad ejus domum ».

Au milieu du XIV^e siècle, la clientèle des principaux forgerons réunit de nombreux paysans des environs. On y vient, non seulement depuis Cabris, Mougins ou Opio, mais encore de Gourdon ou de Courmes, d'Antibes ou de la Napoule (67). C'est là qu'ils achètent

réserves de J. Heers « L'Occident... » p. 57. Sur la description de l'araire, cf. G. Sicard, op. cit. p. 34., outre F. Benoit « Histoire de l'outillage rural et artisanal » (Paris 1947) et A. G. Haudricourt et M. Jean Brunhes Delamare « L'Homme et la Charrue à travers le monde » (Paris 1955).

(62) Et. Bérard — n° 67, 5 Septembre 1442 « unam relham et omnia ferramenta unius aratri » — n° 133, 1470 — Inventaire (cité par G. Brès (op. cit. 2^e partie, p. 25) « de ferramento d'arayre so es assaber dos relhos e uno crevello e ayseto escalpre » — G. Sicard, op. cit. p. 34 « araire muni d'un coudre et d'une paire de reilles » — R. Grand, op. cit. p. 273 (L' « escalpre » paraît désigner le coudre).

(63) F. Mistral « Trésor... » V^e Cando, chando = abonnement chez un maréchal-ferrant ou autre — « estre a cando » : être abonné.

Et. Bérard — n° 67, 5 Septembre 1442 « medietatem candoli dictorum ferramentorum... » — n° 120 f° 20 v°, 18 Mai 1452. Dette envers Isnard Augier « faber » de Grasse « causa candoli unius aratri quodquidem aratrum ipse Isnardus teneri reparare et fabricare... IIIsestaria annone ». Sur ces abonnements, cf. G. Sicard, op. cit. p. 42 — Chaillan (Abbé M.) « Le roi René à son château de Gardane — Etude sur les conditions d'exploitation agricole en Provence au XV^e siècle » (Paris 1909) p. 173.

(64) Et. Bérard — n° 12, 30 Avril 1353 « promisit... fabricare tota aramenta duorum aratorum hinc ad tres annos ». F. Mistral v° aramoun, cep d'une charrue.

(65) Et. Bérard — n° 12, 23 Mai 1353 « fabricare tota aramenta unius aratri exceptis capitibus et crevellis ». 3 Décembre 1353 — n° 19, 25 Mai 1367.

(66) Et. Bérard — n° 12, 3 Décembre 1353, 25 Janvier 1354 (n. st.) — n° 38, 20 Avril 1356 — n° 19, 25 Août 1367, 25 Mai 1367.

(67) Et. Bérard — n° 12, 23 Mai 1353, 23 Janvier 1354 (n. st.), n° 19, 25 Mai 1367, 13 Juin 1367, 6 Juillet.

aussi les quelques outils indispensables aux cultures : d'abord la houe, « aysada », et la bêche, « ligo », puis faucille, serpe, râteau, hache... (68).

Même formée de plusieurs parcelles morcelées, l'exploitation agricole ne représente souvent qu'une superficie modeste que les paysans, propriétaires ou tenanciers, cultivent personnellement ; il n'est nullement besoin de faire appel à d'autres travailleurs. Nous ignorons alors comment y sont effectués, au rythme des saisons, les multiples travaux des champs.

Seuls quelques contrats de louages de services nous fournissent des exemples de main-d'œuvre agricole embauchée par des propriétaires fonciers. Ces actes sont tantôt le fait de domestiques qui s'engagent à l'année, « opera rustica et urbana », tantôt de travailleurs plus spécialisés, dont les activités se limitent à certains travaux, les labours par exemple.

Parmi les propriétaires susceptibles d'utiliser cette main-d'œuvre, bon nombre sont des bourgeois de la cité. Marchands ou hommes de robe, ils ont acquis des fonds de terre, et ils surveillent avec soin leur exploitation.

C'est le cas, entre autres, du notaire Pierre Aynesi en 1394, lorsqu'il convient avec un « laborator » de Grasse, de l'entretien d'une terre, d'environ dix sétérées, qu'il possède au quartier du Plan. Moyennant un salaire de 10 florins, celui-ci promet d'y faire les différents labours avec deux araires, de faucher le pré, et, la fenaison terminée, d'engranger la récolte « ad fenerium », le tout conformément aux instructions du propriétaire (69). Au cours du xv^e siècle, on peut voir un descendant de ce Pierre Aynesi, également notaire, engager de la Saint-Jean-Baptiste à la mi-septembre, un villageois de Saint-Vallier pour le fouflage des blés. Outre la nourriture, il donnera dix setiers de froment et trois d'orge (70). Nous avons déjà indiqué que le seigneur de Cabris avait conclu, en 1443, un contrat analogue pour les moissons de son territoire (71).

Un autre notaire grassois A. Veteris, en 1450, à deux reprises, embauche un bouvier, « bubulcus », pour faire labourer deux fer-

(68) Et. Bérard — n° 27, 1385. Inventaire « tres aysadas... I alfas... III aysadonos... II apias tales quales... I rastel de ferro... VI ligones et duos alfosos... duas furquas ferreas... duos coutellos podares... unam plantadoiram... ». L'entretien et la fabrication de certains de ces outils peuvent également faire l'objet d'abonnements Cf. E. Bérard — n° 12, 3 Décembre 1353 « unum ligonem et unam apiam ».

(69) Et. Bérard — n° 32, 24 Mai 1394.

(70) Et. Bérard — n° 69, 23 Avril 1444 « posuit sive locavit se et ejus opera cum Peyreto Aynesi... ad standum cum eodem Peyreto et cum equabus suis ubi opererit calcaturas bladorum ».

(71) Et. Bérard — n° 68, 6 Juin 1443 ; cf. supra.

rages — l'un à Font-Sinasse, l'autre « al clot » — (72). Les façons qu'impose la culture des vignes font également l'objet de contrats. Deux manouvriers, pour 21 gros, promettent à Barthélemy de Vienne, modeste « pasticerius », de biner sa plantation au mois de mai (73).

Pour cultiver les diverses terres qu'il détient, le Chapitre Cathédral de Grasse emploie des serviteurs à l'année, ainsi un bouvier (74) ; il utilise encore une main d'œuvre journalière, pour les travaux de laquelle les comptes du Chapitre portent le détail (75).

Lorsque le contrat est destiné à assurer à un propriétaire les services d'un simple domestique, il est rare que les attributions de ce dernier soient précisées. Pendant un an, parfois six mois, il s'engage à vivre aux côtés du maître et à travailler « in omnibus negociis ». Nourri et logé, un salaire annuel de quelques florins lui est accordé — dès le premier tiers du xv^e siècle, il est en principe voisin de un florin par mois — ; le maître pourvoit enfin, pour tout ou partie, à son habillement et lui fournit gonelle, chausses, souliers (76). Des clauses peuvent cependant insister sur la nature des travaux et traduire leur caractère agricole : soit par l'obligation générale de travailler « in arte agriculture », soit par une disposition plus précise, ainsi bêcher des vignes « causa fodendi vineas » (77).

(72) Et. Bérard — n° 74 f° 121, 23 Janvier 1450 (n. st.) « quod ipse arabit quamdam ferraginem duorum jornalium... bene et decenter de quatuor reguis » (pour une somme de 2 florins et demi) — n° 75 f° 6, 12 Avril 1450 (7 florins).

(75) Archives Départementales des Alpes-Maritimes. Série G (Chapitre de Grasse) — rum... mayencabunt... quamdam vineam ».

(74) Et. Bérard — n° 57, 17 Novembre 1432 « ad standum cum ipso capitulo pro bubulco et sibi legaliter et fideliter serviendum pro bubulco ad tempus unius anni... »

(75) Archives Départementales des Alpes-Maritimes. Série G (Chapitre de Grasse) — n° 330 — « Recettes et dépenses des anniversaires », 12 Mars 1409 « pro extrahendo lapides ferraginis pro quinque feminis pro qualibet sol. II.

— 15 Mars « in duobus hominibus ad faciendum fundudas ferraginis predicte et plantado ficus, sol. XVI... »

— 5 Juin « in duobus hominibus pro segando erbam prati anniversarium pro duobus diebus in quo prato scecerent ambo simul, sol. XLVIII... »

— 10 Juin « ad rastellandum loca cucarum (?) in prato... »

(76) Et Bérard — n° 74 f° 118, 22 Janvier 1450 (n. st.) « posuit sive locavit se et ejus opera rustica et urbana... ad standum cum... et serviendum in omnibus suis negociis rusticis et urbanis ac licitis ad tempus unius anni... pensione sive salario florenorum quatuordecim ac vitus et XVII palmorum panni grossi pro vestimentis ac caligis et sotularium... »

(77) Et. Peretti — n° 256, 15 Janvier 1409 (n. st.) « ad morandum secum causa fodendi vineas et alia sua negocia honesta faciendi » durée : six mois avec un salaire de 6 florins, plus « unam gonellam et camisiā et brayas et caligas et calciamenta ad ejus sufficientiam ».

Et Bérard — n° 96, 25 Janvier 1426 (n. st.), salaire de 11 florins et demi pour l'année.

Dans l'exploitation agricole, les salariés pouvaient également avoir pour tâche de garder des troupeaux. Cette activité pastorale prime parfois les autres, et le contrat souligne si le serviteur est d'abord un berger (78).

Une place à part doit être faite au bouvier, « boerius » ou « bubulcus », « le mieux traité, le mieux considéré » des domestiques (79). C'est à lui, il est vrai, qu'incombe la charge, délicate, de diriger les bœufs de labour, fonction exigeant habileté et compétence. Son salaire est généralement supérieur à celui des autres travailleurs de l'exploitation. En plus des prestations habituelles, nourriture et équipement, il atteint aisément, dans la première moitié du xv^e siècle, la somme de 16 à 20 florins par an (80). En 1439, le seigneur d'Andon, noble Jacques de Castellane, accorde au bouvier Antoine Fouques, qu'il engage pour l'année, un salaire de 20 florins, les vêtements et les chaussures nécessaires, « juxta consuetudinem bubulcorum » ; il lui permet même de semer sur les terres de la seigneurie, pour son propre usage, 4 setiers de froment (81). Le seigneur de Cabris, en 1443, paie le sien 21 florins (82). Pour évoquer le rôle du laboureur, et son importance dans la société rurale d'alors, reprenons l'exemple, bien modeste, d'Antoine Fouques, le bouvier du seigneur d'Andon : quelques années plus tard, nous le retrouvons à Grasse, possédant des bœufs en propre. Il fournit ses services aux propriétaires qui ne disposent pas d'instrument aratoire ; il est devenu, en quelque sorte, un chef d'entreprise (83).

(78) Exemple Et. Peretti — n° 256, 10 Octobre 1408. Et Bérard — n° 67, 18 Octobre 1442 — Sur l'élevage, cf. infra, titre II.

(79) G. Duby « Techniques et rendements agricoles... » op. cit. p. 408.

(80) Et. Bérard — n° 57, 17 Novembre 1432 — Et. Peretti — n° 57, 30 septembre 1439. La différence de salaire entre le bouvier et les autres domestiques est parfois à ce point considérable, qu'il est normal de songer alors à d'autres facteurs : âge, vigueur, aptitudes... cf. Et. Bérard — n° 75, 24 Février 1451 (n. st.) le même jour, le marchand Honoré Achard engage un jeune homme de quatorze ou quinze ans comme vacher, avec le salaire de 6 florins, et un autre de vingt ans environ, « pro bubulco seu vaquerio », auquel il promet la somme de 16 florins.

(81) Et. Bérard — n° 64, 11 Novembre 1439.

(82) Et. Bérard — n° 68, 6 Octobre 1443.

(83) Et. Bérard — n° 75 f° 6, 12 Avril 1450.

CHAPITRE II

LES BAUX A ACAPT

A la fin du xii^e siècle, la renaissance du Droit Romain est venue plaquer le terme d'emphytéose sur le bail à acapt, qui était la seule forme de tenure connue de la pratique juridique provençale (1). La concession à emphytéose apparaît alors comme le type de tenure roturière du Midi de la France, comparable à la censive des pays coutumiers (2). Répétons toutefois, à la suite de Dumoulin, combien cette dénomination d'emphytéose est imprécise — « verbum emphyteusis est oequivocum » — (3). Elle recouvrait indifféremment la concession d'un seigneur tout autant que celle d'un roturier ; elle pouvait aussi réaliser une véritable constitution de rente (4). Un trait commun à tous ces contrats : le démembrement du droit de propriété qu'ils impliquent, en distinguant domaine direct et domaine utile.

Au moyen de l'emphytéose, un propriétaire d'alleu avait la possibilité d'aliéner la majeure directe et d'utiliser ce contrat comme

(1) P. Ourliac, op. cit. p. 88 — R. Aubenas, Cours d'histoire du Droit... op. cit. Tome IV « Autour de la propriété foncière » p. 70.

(2) J. Pinatel « L'emphytéose dans l'ancien droit provençal » (Thèse. Aix. 1938) p. 27. Une différence toutefois entre censive et emphytéose, cf. P. Ourliac, op. cit. p. 176 : tandis que les cens étaient infimes, le canon emphytéotique atteignait presque le revenu du fonds ».

(3) P. Ourliac et J. de Malaussade « Histoire du Droit Privé » — T. I « Les Biens » Collection Thémis) p. 152.

(4) Cf. J. Pinatel. Ibidem. p. 47 et suivantes « Les différents genres de directes ». L'auteur oppose notamment les directes réservées par un propriétaire « in fundi traditione » et celles constituées à prix d'argent.

instrument de crédit, ou d'aliéner le domaine utile ; il s'agissait alors, le plus souvent, d'un procédé d'exploitation (5).

Les notaires grassois, dès la seconde moitié du xiv^e siècle, intitulent les baux emphytéotiques, tantôt « in emphiteosim datio », tantôt « accapitum » ; il semble qu'au cours de la première moitié du xv^e siècle, certains rédacteurs manifestent quelque préférence pour ce vieux terme : le notaire J. Delaude désigne ces concessions par le seul titre d'acapt (6). Mais, dans le corps de l'acte, les deux mots sont employés simultanément ; le bien est concédé « ad accapitum perpetuum et in emphiteosim perpetuum » (7).

Ainsi, par le bail à acapt, le propriétaire d'un bien immobilier en donne l'entière jouissance à un tiers, à perpétuité, sous réserve de certaines prestations : paiement de l'acapt, lors de l'entrée en possession, et d'une redevance annuelle, le cens. Contrat d'abord lié à l'exploitation agricole, ce sont les fonds de terre qui, le plus souvent, en font l'objet (8). La nature des terres et leur importance sont fort variables, depuis l'ensemble de champs ou de vignes formant une véritable exploitation (9), jusqu'aux simples parcelles, parfois de dimensions restreintes (10).

(5) P. Ourliac. op. cit. p. 178 « L'emphytéose et le crédit ». L'aliénation porte sur le « majus directum dominium et senhoriā » d'un bien jusque là franc et libre « ab omni jugo servitutis » (transposition en matière réelle de la formule employée dans les affranchissements d'individus depuis au moins le xii^e siècle — l'expression « jugum servitutis » étant elle-même tirée du Code de Justinien 8.50.8). La faculté de rachat, qui révèle la nature du contrat, est consentie par le titulaire du domaine éminent soit par une clause de la vente, soit par un acte séparé : Et. Bérard — n° 70 f° 23, 11 Mai 1445 — n° 79, 22 Mars 1455 (n. st.) « fuit de pacto quod tociens quociens dictus Antonius venditor dictum majus dominium et servitium et alia jura emere voluerit quod tunc et eo casu ipsi emptores revendere eidem debeant » — n° 157 f° 9 v°, 26 Janvier 1451 (n. st.) « Emptio servitii... » f° 11 r° « Promissio de revendendo dictum servitium cum aliis juribus supra venditis... ». Lorsque le rachat intervient, il donne lieu à la rédaction par le notaire d'un nouvel acte « Affranquimentum servitii pro... » (Et. Bérard — n° 57, 17 Octobre 1432 — n° 59, 23 Février 1435 (n. st.). Parfois on libère le bien grevé en assignant le cens sur un autre immeuble.

Sur les directes rachetables, cf. J. Pinatel. op. cit. p. 49-50 et R. Aubenas. op. cit. p. 107. qui rappellent la célèbre sentence du Gouverneur de Provence, Pierre de Beauveau, 7 Avril 1434. Pour le Comtat Venaissin, P. Ourliac. op. cit. p. 180-181.

(6) Et. Peretti — n° 40, 29 Août 1389 — Et. Bérard — n° 57, 24 Avril 1432 — n° 68, 30 Avril 1443.

(7) Et. Peretti — n° 42, 6 Novembre 1399 — Et. Bérard — n° 70 f° 35 v°, 20 Juin 1445.

(8) J. Pinatel. op. cit. p. 38. Evidemment, on trouve aussi des contrats portant sur des maisons (Et. Bérard — n° 57, 18 Octobre 1432, 24 Novembre, 29 Octobre) ou des moulins (Et. Bérard — n° 121, f° 27, 20 Février 1456 (n. st.). Même utilisation du contrat d'emphytéose dans la pratique génoise, cf. J. Heers. Gênes au xv^e siècle (Paris 1961) p. 516.

(9) Et. Peretti — n° 42, 18 Novembre 1399 « quamdam vineam cum quadam domo in eadem constructa et quadam tina et calcatoria in ipsa domo sistentibus... »

Et. Bérard — n° 68, 8 Décembre 1443 — n° 70 f° 35, 20 Juin 1445.

(10) Et. Bérard — n° 57, 5 Décembre 1432 « quemdam conhetum terre... ».

L'acapt, redevance que le tenancier verse lors de la prise en possession, représentait, surtout dans les contrats du ^{xiii}^e, une somme largement supérieure au cens annuel, reconnaissant le domaine direct que le concédant retient à son profit. Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, la situation est inverse dans la plupart des actes, le montant du cens dépasse largement celui de l'acapt (11).

Tout à fait exceptionnels sont les contrats où l'acapt, supérieur au cens, représente effectivement le prix du domaine utile dont le propriétaire se dessaisit (12). Au contraire, dans la majorité des baux, l'acapt, autrefois stipulé en argent, est devenu une prestation en nature, de caractère symbolique. A Grasse, comme un peu partout en Provence, les tenanciers ne remettent plus aux concédants qu'une poule (13), une paire de perdrix (14), ou une épaule de mouton (15). Peut-être, faut-il voir là une conséquence des temps difficiles qui, dès la moitié du ^{xiv}^e siècle, accablent les campagnes provençales, et d'abord de la crise démographique. La nécessité de trouver des tenanciers pour cultiver les terres explique, pour une large part, l'allègement général des redevances que consentent, à pareille époque, les propriétaires fonciers au profit des exploitants (16).

Le cens, en principe, reste fixé en argent. Désigné par le terme « census », plus souvent par celui de « servitium » (17), son montant est variable, et dépend, en plus de l'importance de l'acapt, de la nature des terres concédées et de leur valeur culturale. Son échéance concorde avec une fête religieuse : Noël, la Toussaint, la Saint-Jean-Baptiste et la Saint-Michel sont les dates les plus fréquentes. Le

Et. Bérard — n° 57, 23 Novembre 1432 « quoddam pratum ».

Et. Bérard — n° 73 f° 121 r°, 19 Janvier 1449 (n. st.) « quemdam locum unius aperii... ».

(11) Et. Bérard — n° 89 f° 243, 23 Novembre 1432 = acapt fixé à 3 gros, le cens à 15.

(12) P. Ourliac, op. cit. p. 91 où l'auteur présente les variations inversement proportionnelles qui affectent le montant du cens et celui de l'acapt. Exemple d'acapt supérieur au cens : Et. Bérard — n° 73 f° 121 r°, 19 Janvier 1449 (n. st.) — acapt = 32 gros et demi, cens = 6 gros.

(13) Archives Départementales des Alpes-Martinimes Série G. — n° 753 — Chapitre de Grasse, 29 Mai 1377 « pro acapte unam gallinam » — Et. Bérard — n° 57, 5 Décembre 1432, — n° 70 f° 35 v°, 20 Juin 1445 « unius galline bone et sufficiens ».

(14) Et. Bérard — n° 68, 30 Avril 1443 « pro accapito unius paris perdicum ».

(15) Et. Bérard — n° 72, 16 Juillet 1447 « unius spatule mutonis » — n° 73, 26 Novembre 1448. Parfois un chevreau, Et. Bérard — n° 70 f° 62 r°, 31 Août 1445.

(16) Sur l'usage de semblables prestations en Provence, cf. J. Pinatel, op. cit. p. 78 ou C. Arnaud « Histoire d'une famille... » op. cit. 1^{re} partie — n° 157 et 162.

P. Ourliac, op. cit. p. 92 évoque la condition difficile des emphytéotes, dans les villes notamment, et signale pour le ^{xv}^e siècle, de nombreuses diminutions de cens.

(17) Et. Bérard — n° 14, 30 Août 1349 « causa census seu servitii ». Il arrive qu'il soit dénommé « canon » : Et. Peretti — n° 40, 29 Août 1389 « nomine emphyteotis canonis ».

paiement donne généralement lieu à un seul versement, parfois à deux, par moitié (18).

Au cens stipulé en argent s'ajoute parfois une redevance en nature (19). De même, le tenancier peut être tenu, dans certains baux, à s'acquitter de la tasque, c'est-à-dire à livrer une partie des récoltes (20). Cette charge est plus lourde pour l'exploitation que le paiement du cens, en numéraire et d'une valeur souvent modique. Aussi des preneurs sollicitent-ils du propriétaire la suppression de la tasque — faveur que le besoin de main-d'œuvre leur permet, le cas échéant, d'obtenir (21).

L'emphytéote avait la jouissance du bien concédé, et cela « in perpetuum » ; une clause de l'acte prévoyait, à l'instar des contrats de vente, la garantie du propriétaire contre les risques d'éviction (22). On lui reconnaissait également le droit d'aliéner le bien, à condition, toutefois, que ce ne soit pas au profit de personnes « prohibite de jure vel consuetudine », ainsi les chevaliers et les religieux (23). La raison de cette interdiction pouvait résider dans la crainte de les voir revendre le domaine direct (24). Il fallait aussi éviter que les biens ne soient acquis par des personnes de main-morte. D'autres considérations inspiraient, dans certains actes, une réserve identique pour les juifs (25).

(18) Et. Bérard — n° 57, 18 Octobre 1432, cens de 6 florins payable par moitié à la Noël et à la Saint-Jean-Baptiste.

(19) Et. Peretti — n° 74, 25 Février 1448 (n. st.) « annuo servitio quem retinet et de novot imponit in ac super dictis possessionibus unius sestarii annone et unius ordey ac salodorum... »

(20) Et. Bérard — n° 73 f° 121 r°, 19 Janvier 1449 (n. st.) — n° 80, 21 Août 1455 « ad tascam omnium granorum et leguminum ex eisdem terris anno quolibet exeuntium et hoc in perpetuum... dictas tascas anno quolibet in area dum granum erit paratum more solito ».

(21) Archives Départementales des Alpes-Maritimes — Série G. Chapitre de Grasse — n° 753, 29 Mai 1377 « Raymundus V. de Napola teneret et possideret sub dominio senhoria Grassensis Prepositure... quamdam terram... annis singulis tasquam fructuum inde provenientium et exeuntium ut dicitur solvere tenebatur. Cumque discretus vir dominus Raymundus Blanqui procurator prepositi... attendens quod non reperiebatur ut dicit qui dictam terram teneret seu laborare vellet ad servitium tasque... dictus dominus Raymundus procurator servitium predictum tasque eidem Raymundo V. reduxit ad servitium pecunie seu denarium... propter evidentem utilitatem et comodum dicte Grassensis Prepositure... ».

(22) Et. Bérard — n° 57, 23 Novembre 1432 « promittens salvare et deffendere etc... ».

(23) Et. Peretti — n° 40, 29 Août 1389 « non liceat ferraginem ipsam alienare aliquo alienationis titulo lucrationis vel non lucrationis inter vivos vel in ultima voluntate in personas privilegiatas milites ecclesiasticasque seculares vel religiosas et alias quascumque prohibitas de jure vel consuetudine ».

(24) J. Heers « Gênes au xv^e... » op. cit. p. 517 — n° 4.

(25) Et. Bérard — n° 89, f° 243, 23 Novembre 1432 « alienandum quibuscumque voluerit exceptis sanctis militibus locis religiosis et judeis ac aliis personis et locis a jure prohibitis » ; on peut en rapprocher celle appliquée autrefois aux Templiers (P. Ourliac. op. cit. p. 89).

Quand l'emphytéose est consentie par un seigneur, celui-ci limite parfois le droit d'aliéner au profit des seuls habitants de la seigneurie, sous peine de commise (26). Pour réaliser pleinement le transfert de propriété entre l'ancien tenancier et l'acheteur, l'intervention du titulaire du domaine éminent était nécessaire afin d'approuver la vente : c'est l'investiture (27). La perception des lods et trezain en est le prix. Le Jurisconsulte Etienne Bertrand précise : les lods sont le prix de la mise en possession (28). La formalité de l'ensaisinement que rappelle le touchement des mains, peut s'accompagner de cérémonies symboliques attestant la tradition (29). Contrepartie de l'investiture, la reconnaissance permettait à l'acquéreur de déclarer à son tour tenir le bien sous la majeure directe du propriétaire éminent (30). Le droit de prélation offrait cependant à ce propriétaire la possibilité de retenir le bien vendu, lorsque l'aliénation lui était notifiée. Il réunissait ainsi le domaine utile au domaine éminent, les droits de propriétaire à ceux de tenancier (31).

(26) Archives Départementales des Alpes-Martimes. Notaires de Vence — n° 1, 12 Janvier 1354 (n. st.) « ipsa bona in totum nec in parte vendere nec alienare aliquo modo in personis que non essent de jurisdictione dicti nobilibus vel suorum quod si faceret ipso facto ipsa bona sint eidem nobili comissa ».

Et. Peretti — n° 74, 25 Février 1446 (n. st.) « vendendum omnibus personis in dicto loco de Turretis habitantibus exceptis... ».

(27) J. Pinatel. op. cit. p. 86. Et. Bérard — n° 88, f° 182 v°, 5 Novembre 1431 « Laudimium pro... » « Ecce quod nunc predictus magister Stephanus Jusberti maior et directus dominus hermassii antedicti, informatus de venditione jamdicta per exhibitionem note ejusdem sibi ostense per me notarium... prescriptum hermassium et ejus venditionem jamdictam et omnia singula in ea contenta... laudavit aprobavit ratificavit et per tactum manuum more solito investivit ad habendum tenendum possidendum dandum donandum vendendum permutandum et quidquid sibi deinceps placuerit faciendum exceptis personis... ».

(28) P. Ourliac. op. cit. p. 96.

(29) Et. Bérard — n° 1, 30 Octobre 1308 « capiendo eam per manum dextram apertiendo januas et ipsam per dictam januam intusponens ».

(30) Et. Bérard — n° 12, 6 Décembre 1353 « dictam vineam promisit tenere in emphyteosim et dicto domino... dare in perpetuum duos soludos in fest sancti Michaelis et trezenum si venderet ».

— n° 12, 20 Janvier 1354 (n. st.).

Et. Peretti — n° 40, 29 Août 1389 « recognovit et cum juramento ad sancta Dei evangelia tactis scripturis manu sua propria corporaliter prestito se tenere et possidere velle sub majori dominio directo ac etiam senhoria... ex causa emphyteosim ».

(31) P. Ourliac. op. cit. p. 89 et 102 — J. Pinatel op. cit. p. 102. Et. Bérard — n° 69, 30 Novembre 1444 « Cumque postmodum ipse Anthonius R. emptor trezerum debitum pro ipso prato... domino episcopo solverit et in receptione dicti trezeni jus prelacionis quod est retinendi ipsum pratum infra annum et diem ipse dominus episcopus sibi retinuerit ac etiam reservaverit... sequenter que ipse dom. episcopus ipsum jus prelacionis sive retinendi remiserit nobilibus viris G° et P° Simosse... Ecce quod nunc pre-nominatus Guillelmus Simosse... dixit et asseruit quod dictum pratum... vigore remis-sionis juris prelacionis sibi facte... retinere vult et intendit precio supradicto... et nunc retinet... »

Installé sur le fonds de terre, l'emphytéote est tenu d'exploiter celui-ci « *ad modum boni cultoris* ». Cette forme de bail, lorsqu'elle porte sur des biens ruraux, se ressent particulièrement de la nécessité de défrichement et de mise en culture, impératifs en tout point comparables à ceux de l'emphytéose romaine. Son utilisation traduit la volonté de remettre en ordre les campagnes au lendemain des troubles qui les ont affectées au XIV^e siècle (32). C'est un des aspects, pour la Provence, de la politique de reconstruction qui s'élabore dès le second tiers du XV^e siècle, au même titre que l'acte d'habitation, concession emphytéotique collective ayant pour but la fondation ou le peuplement d'un village (33).

Contrat influencé par les préoccupations agricoles, il doit assurer la bonne marche des travaux des champs ; ses clauses sont souvent proches des dispositions que nous rencontrerons dans les conventions de facherie (34). D'autres fois, il est prévu que le tenancier devra, dans un laps de temps déterminé, réaliser une construction sur la parcelle (35).

Le bail à acapt a imposé à l'emphytéose romaine la notion de perpétuité (36) ; le preneur reçoit la terre « *in perpetuum* ». Cependant, quelques cancellations en marge des actes permettent de douter de ce caractère de perpétuité. Propriétaire et tenancier conviennent ainsi par un nouvel accord de volonté de mettre fin au bail (37). La rupture n'est pas toujours le fait d'une solution amiable, elle intervient parfois comme sanction infligée par le titulaire du domaine éminent envers son tenancier, c'est la commise. Les cas d'application les plus fréquents sont le défaut de paiement du cens et la mauvaise exploitation des biens concédés, parfois l'ab-

(32) A titre de comparaison : J. Heers « Gênes au XV^e... » op. cit. p. 516, constatation identique pour la Ligurie, ou encore le rôle du bail à fief en Bordelais (R. Boutruche « La crise d'une Société — Seigneurs et paysans du Bordelais pendant la guerre de Cent Ans (Paris, 1947) p. 447). Des contrats intéressent par exemple les terres gastes ou « hermes » (Et. Bérard — n° 68, 30 avril 1443 « *quodam hermassium* »), d'autres insistent sur la nécessité d'améliorer le fonds.

(33) R. Aubenas « Chartes de franchises... » op. cit. p. XI.

(34) J. Pinatel. op. cit. p. 110 — n° 28. Ainsi pour la culture des vignes, Et. Bérard — n° 70, f° 35, 20 juin 1445 « *cum pacto... quod dictus Johannes A. dictam vineam anno quolibet debeat fodere putare et mayencare et duo jornalía cabussorum in eadem facere...* ». Voir infra « Le Méayage ».

(35) Et. Bérard — n° 73, f° 121 r°, 19 Janvier 1449 « *propre flumen Sianhe circa unum tractum baliste faciant unam domum cum calse et arena et tegumento tegularum et hoc infra quatuor annos...* »

(36) P. Ourliac. op. cit. p. 90.

(37) Et. Bérard — n° 68, 8 Décembre 1443 — cancellation le 3 Dai 1448 « *de voluntate partium predictarum frangentium accapitum precedens fuit nota cancellata* ». Et. Peretti — n° 42, 18 Novembre 1399 — cancellation « *anno pro supra die II febraio dictus Guillelmus desamparavit res predictas gratis et sponte...* »

sence d'investiture (38). Ces raisons ont été à l'origine de la commise prononcée contre l'un des tenanciers de noble Pierre Jusbert, co-seigneur de Sartoux ; l'acte de concession des terres à un nouveau preneur en rappelle les motifs (39). Aucune allusion n'est faite à une quelconque sentence judiciaire. Doit-on y voir encore une « voie d'exécution purement privée » (40), première forme de cette sanction ? Dès le début du xiv^e siècle, il semble que la procédure normale implique le recours devant le juge. En 1320, noble Raymond de Grasse, seigneur de Cabris entend recouvrer, à titre de commise, les terres tenues en emphytéose par Raymond Rancurel d'Opio, sous prétexte qu'il les a mises « in communem societatem » avec Antoine Rancurel, son frère. Le juge auquel il s'adresse fait droit pour moitié à sa demande (41).

Sauf par un accord avec le propriétaire, le tenancier ne pouvait, au début tout au moins, abandonner les biens. Avant que la théorie du bail à cens des pays coutumiers ne vienne influencer les règles juridiques des concessions emphytéotiques, on lui refusait la faculté de deguerpir (42). C'était l'avis du Jurisconsulte Etienne Bertrand : l'emphytéote « ne peut délaisser » *invito domino* » et s'affranchir, sans l'autorisation du propriétaire, des cens qu'il doit » (43). Cette conception rigoureuse des devoirs de l'emphytéote résul-

(38) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » — Tome IV « Autour de la propriété... » op. cit. p. 72-73 et P. Ourliac. op. cit. p. 103 et suivantes. Une clause expresse écarte parfois les effets d'une telle sanction.

Et. Bérard — n° 109, 21 Novembre 1418 « et si forte aliquantulum possessiones.. seu aliqua ipsarum comisse seu comissa esset de gratia speciali illud commissum eidem remisit... »

(39) Et. Bérard — n° 80, 21 Août 1455 « ... cum nobilis vir magister Stephanus Jusberti condam notarius civitatis Grasse condominus loci de Sartolis dum agebat in humanis ad accapitum et emphyteosim perpetuam ac ad servitium trium grossorum pro anno dedisset Augerio Rodulphi... quodam pratum... quas terras etiam dictus Augerius R. ab eodem magistro Stephano ad tascam ut asseritur tenere solebat unde quia non cultivavit nec pacta servavit tascas et servitium non solvit sed ab aliis capi promisit et non manutenuit ut tenebatur ymo deterioravit prout nobilis et circumspetus vir dominus Petrus Jusberti baccalarius in legibus filius et heres dicti magistri Stephani... asseruit... Ecce quod nunc ipse Dominus Petrus Jusberti... dedit ad accapitum et in emphyteosim perpetuam ac ad servitium quatuor grossorum argenti... Johanni Causolis et Christofoero Mantegue... »

(40) R. Aubenas. *ibidem*. p. 72.

(41) Et. Bérard — n° 4, f° 34 v°, 14 Octobre 1320. « ... actentis confessionibus factis per ante dictos R. et A. ipsoque nobili instanssime petente per nos dictum iudicem cognossi (sic)... terre ipse ceciderunt in solidum vel in parte, dictis R° et A° etiam id requiritibus, more iudicarlo sedentes in castro de Opia... dicimus, cognoscimus et pronunciamus Deum habentes pre oculis, sacrosanctis Dei evangelis positis coram nobis, terras ipsas non in solidum sed pro medietate tantum in commissum incidisse, cum semper inchoando societatem jamdictam et dividendo quisque predictorum partem pro indiviso sibi retinerit et dividendo partem habuerit et pro medietate terras jamdictas in commissas incidisse adjudicamus predicto nobili ibidem presentil... »

(42) J. Pinatel. op. cit. p. 136 et suivantes.

(43) P. Ourliac. op. cit. p. 94.

taient aussi de la nature équivoque du contrat. Nous l'avons dit, les pays de Droit Ecrit et leurs juristes avaient imparfaitement réagi devant les principes et les règles de la féodalité ; leur assimilation en était peu sûre. Ce seul terme d'emphytéose pouvait ainsi recouvrir trois sens différents : fief, censive ou la véritable tenure emphytéotique (44). Ceci nous conduit à examiner, à travers les actes des notaires de Grasse, quels étaient les propriétaires concédant une partie de leurs biens en emphytéose.

Depuis longtemps, on a fait justice de l'opinion en vertu de laquelle le contrat d'emphytéose n'avait aucun caractère seigneurial (45). Bien au contraire voyons-nous, durant la première moitié du xv^e siècle, plusieurs seigneurs des alentours de Grasse y recourir pour assurer l'exploitation des terres.

Ainsi la famille des De Grasse, seigneurs de Cabris : Dame Delphine de Comps, veuve du Seigneur Bertrand de Grasse, puis son fils Balthazar, figurent à différentes reprises, dans des baux à acapt (46). On relève encore ceux consentis par la famille de Castellane, seigneur d'Andon (47), ou de Villeneuve, pour la seigneurie de Tourettes de Fayence (48).

Les biens donnés « *ad accapitum et in emphiteosim* » évoquent ici la concession d'une tenure roturière. Il s'agit tantôt de quelques parcelles, tantôt d'un ensemble de terres et d'une demeure, propriétés sur lesquelles le preneur va s'établir. C'est alors un nouveau tenancier que l'on fixe dans la seigneurie. Les nobles ruraux, surtout dans le deuxième tiers du xv^e siècle, accueillent volontiers les quelques bras supplémentaires qui viennent participer à l'exploitation seigneuriale, que l'on s'efforce ainsi de stimuler. L'abandon des campagnes, l'appel à une nouvelle main-d'œuvre pour les repeupler et les mettre en culture, sont autant d'éléments indissociables

(44) R. Aubenas « Cours d'Histoire... » T. IV « Autour de la propriété... » op. cit. p. 66-67.

(45) C'était celle de M. Meynial « Cours de Doctorat. Faculté de Droit de Paris 1931-1932. J. Pinatel. op. cit. p. 31 et suiv. reconnaît que le contrat d'emphytéose est « ouvert à tout le monde », y compris aux seigneurs. Toutefois, il ajoute — p. 34 — « Comment un seigneur féodal vassal d'un autre et à ce titre simplement titulaire du domaine utile... pouvait-il faire une concession emphytéotique en retenant à son profit un droit qu'il ne possédait pas, le domaine direct étant resté entre les mains du suzerain. » Selon l'auteur, le domaine direct du suzerain et celui du vassal concédant une emphytéose, sont d'une nature différente. Peut-être, cherchons-nous à appliquer trop strictement — surtout pour les xiv^e et xv^e siècles — la théorie du domaine divisé aux actes de la pratique provençale, au-delà même des préoccupations de juristes de l'époque.

(46) Et. Bérard — n° 57, 23 Novembre 1432 — n° 68, 8 Décembre 1443, 30 Avril 1443 — n° 70, f° 31 r°, 26 Mai 1445, f° 35 v°, 20 Juin 1445, f° 62 r° 31 Août 1445 — n° 73, f° 121 r°, 19 Janvier 1449 (n. st.).

(47) Et. Bérard — n° 73, f° 101 v°, 26 Novembre 1448.

(48) Et. Peretti — n° 74, 25 février 1448 (n. st.).

du climat économique dans lequel se développe l'emphytéose provençale au xv^e siècle.

Sujet du seigneur, le tenancier devra supporter les charges qui pèsent sur les autres habitants du lieu. Aux dispositions habituelles de cultiver les fonds de terres et de payer le cens, le contrat ajoute l'obligation de demeurer dans la seigneurie, « larem fovere », et de se soumettre aux droits de banalités. Le devoir d'assistance envers le seigneur est également prévu (49).

Telles sont les conditions imposées par Bertrand de Villeneuve à un individu originaire de Ligurie, lorsqu'il lui concède maison et terres dans la seigneurie de Tourrettes (de Fayence) (50), avec pour redevance annuelle : un setier de froment, un d'orge et la somme de 6 sous.

Pour la seigneurie de Cabris, Noble Delphine, tutrice de son fils Balthazar, conclut, entre autres, un bail avec un paysan des Mujouls, village de la vallée de l'Estéron, puis avec une personne d'Hyères (51). De même, en tant que co-seigneur des lieux de Callian et de Montauroux, elle confie à un habitant, Guillaume Rostaing, un ensemble de biens situés dans ce dernier village (52). Immédiatement après le bail à acapt, intervient, dans un deuxième acte, la reconnaissance par ce tenancier de la majeure directe du seigneur concédant. Enfin Guillaume Rostaing, dans une cérémonie qui reprend le formalisme de la tradition féodale, porte l'hommage lige, « interposito osculo », et prête serment de fidélité sur les saints évangiles (53). Nous sommes en présence de l'hommage roturier, déjà signalé en Provence (54), et que l'on retrouve depuis les régions

(49) Et Peretti — n° 74, 25 Février 1448 (n. st.) « promisitque propterea dictus Lucas per se et suos dictas possessiones meliorare et non deteriorare laremque fovere sub ejus dominio in loco de Turretis, in suo molandino molere in suo forno quoquere (sic) panem suum et eundem nobilem et suos in quibusque casibus... juvare et in dicto loco suam moram continuam facere ».

(50) Et. Peretti — n° 74, 25 Février 1448 (n. st.) « nobilis et potens vir Bertrandus de Villanova dominus de Turretis... dedit, tradidit et concessit ad acapitum et in emphiteosim perpetuam Luce Lavanhe de Prela riparie Janue... quodam suum casale... item unum ortum et terram... item unam terram cum luega unius grangie... »

(51) Et. Bérard — n° 68, 8 Décembre 1443 « Poncius Jaucerandi loci de Mujolis ».

— n° 70 f° 35 v°, 20 Juin 1445 « Johannes Amelil loci de Areys ».

(52) Et. Bérard — n° 70, f° 62 r°, 31 Août 1445 « dedit ipsa domina Dalphina... ad — sollicitudo du seigneur pour son nouveau tenancier? cumque sicut sunt... que erant seu fuerunt de casamento... ». On peut également noter que le même jour Delphine de Comps consent un prêt de 4 florins à Guillaume Rostaing — sollicitudo du Seigneur pour son nouveau tenancier ?

(53) Et. Bérard — n° 70, f° 54 v°, date précitée « et ibidem incontinenti non diveriendo ad alios actus notum sit... quod dictus Guillelmus Rostagni per se et suos... fecit homagium ligium interposito osculo et prestitit fidelitatis debite tactis ambadus manibus sacrosanctis evangelis juramentum. Promittens et jurans... omnia et singula que in sacramento fidelitatis continentur et intelligentur... »

(54) R. Aubenas « Chartes de franchises... » op. cit. p. XII, contrairement à J. Pina-tel, op. cit. p. 29 « pas de foi et d'hommage dans l'emphytéose provençale ».

du Sud-Ouest jusqu'en Ligurie (55). Ici et là, au mépris des rigides catégories juridiques, on mêle confusément fief noble et tenure roturière sous le même rite de l'investiture.

Le qualificatif de « serviles » dont on pare les terres cédées dans ces contrats d'emphytéose ou d'acapt, ne s'oppose nullement à un tel formalisme. Sans doute les liens de dépendance apparaissent-ils plus accusés dans les seigneuries de l'arrière-pays, éloignées de la ville. Seigneuries de type ancien, écrit G. Duby, pour celles qui, dans les contrées closes et attardées, reposent toujours « sur le profond enracinement des dominations féodales » (56).

C'est, par exemple, pour le milieu du XIV^e siècle, l'emphytéose consentie par Noble Foulque Ranulphi, seigneur de Dos Fraires, pauvre village dans les rudes montagnes du Cheiron, en faveur de Pierre Dozol, du dit lieu. Dans la salle du château, « infra fortalicium », celui-ci reçoit de son seigneur une maison et plusieurs pièces de terre, « pro casamento et mansura » (57) ; lui aussi prêterait hommage et serment de fidélité.

Une fois en possession des biens, les tenanciers étaient contraints d'y demeurer leur vie durant. S'ils entendaient les abandonner, et pour cela être libérés des liens qui les unissaient au seigneur, encore fallait-il qu'ils obtiennent au préalable de celui-ci l'autorisation. Lorsque le cas se produit, un acte notarié est parfois dressé pour en fixer les modalités. Si Noble Réquiston Réquiston, seigneur d'Escragnolles, accepte de laisser partir, peut-être de mauvaise grâce, l'un de ses sujets, ce dernier doit acquitter au préalable, outre le cens pour l'année en cours, une somme pour la détérioration d'un fonds et la moins-value qui en résulte, et les honoraires du notaire (58).

(55) R. Boutruche « La crise d'une société... » op. cit. p. 55 — H. Richardot « Le fief roturier à Toulouse ». *Revue Hist. Droit Français* 1935 — J. Heers « Gênes au XV^e... » op. cit. p. 520-521.

(56) G. Duby « L'économie rurale... » op. cit. p. 575 t. 2 ; cf. également C. Samaran « Note sur la dépendance personnelle en Haute-Provence au XIV^e siècle » (*Annales du Midi*, 1957, p. 229-236).

(57) Arch. Départ. des Alpes-Maritimes. Notaires de Vence — n° 1, 12 Janvier 1354 (n. st.) « dedit in emfiteosim (sic) perpetuam pro casamento et mansura... salvo et recepto eidem domino... majori dominio et senhoria... et trezenum tociens quociens venderetur et servitio unius sestarium annone et unius galline et duorum sol. cor. dictus Petrus. promisit ... servitium singulis annis solvere et etiam in omnibus contribuere prout alle persone dicti castri contribuere consueverunt... » — Il y a bien concession d'un casement, c'est-à-dire d'une exploitation agricole complète, mais celle-ci, à la différence des actes relevés par C. Samaran, ibidem, p. 230, ne se distingue nullement du bail emphytéotique.

(58) Et Peretti — n° 74, 19 Février 1448 (n. st.) « ... cum Anthonius Caponi de Sancto Cesario hiis annis decursis homagium fecerit et sacramentum fidelitatis presterit nobili viro Requistono Requistoni... et sibi promiserit stare et continuam moram facere in dicto loco de Caliano... in quoquidem homagio dictus nobilis certas posses-

Au service de l'économie seigneuriale, l'emphytéose tendait ainsi à assurer aux seigneurs l'exploitation des terres, en garantissant une partie de la main d'œuvre nécessaire. Sans doute leur permettait-elle également de s'attacher de nouveaux sujets, et au-delà des profits qu'ils pouvaient en retirer, transparaisait la volonté de conserver autorité et prestige. Les gens de la cité n'ignoraient pas les concessions emphytéotiques. Elles étaient le fait de bourgeois, marchands ou notaires (59), souvent des établissements religieux (60) ou des confréries (61). Il convient de noter que ceux-ci les utilisaient plus particulièrement pour des maisons. Pour la mise en valeur des terres, ils avaient souvent recours — les seigneurs aussi, d'ailleurs — à une autre forme de bail, le métayage. Nullement influencé par le droit féodal, ce contrat s'adaptait plus parfaitement aux nécessités de la vie rurale.

siones eidem Antonio dedit nomine casamenti cum servitiis faciendis... dictusque A. intentionem mutavit non standum in dicto loco... certis ut dixit de causis animum suum moventibus dictum nobilem Requistonum in presentia mei notarii et testium... humiliter ipse A. requisivit ut eundem velle de dicto homagio quitare... convenerunt quod dictus nobilis R. per se et suos... eundem A. presentem ac bona sua presentia et futura a dicto homagio... quitavit perpetuo penitus et liberavit cum pacto quod si dictus A. vellet stare in loco de Caliano quod instrumentum homagii remaneat in suo robore ».

(59) Et. Bérard — n° 57, 24 Novembre 1432, 5 Décembre — n° 121 f° 27, 20 Février 1455.

(60) Et. Bérard — n° 57, 29 Octobre 1432.

(61) Et. Peretti — n° 42, 6 Novembre 1399.

CHAPITRE III

LE METAYAGE

Les contrats de métayage sont apparus de bonne heure en Provence, bien plus tôt que dans d'autres régions méridionales. Ils étaient pratiqués probablement dès le XII^e siècle, puisque des actes et des dispositions de Statuts provençaux attestent leur emploi au début du XIII^e siècle (1). Sous le terme de « facheria », cette forme de bail réalise la concession d'une terre par son propriétaire à un exploitant, pour un temps limité, et ce, moyennant un partage des récoltes entre eux. Les gens du Midi ont largement utilisé ce mode d'exploitation qui unit « le travailleur du sol et le bailleur de terres et de capitaux » (2).

La nature du contrat de « facheria » relevait à la fois de la société, par la répartition habituelle des frais et profits entre bailleur et preneur, et du louage, dans la mesure où l'on met l'accent sur la remise matérielle du bien, par son propriétaire, sous réserve

(1) P. Ourliac. op. cit. p. 107 — R. Aubenas « Cours d'Histoire... » T. IV « Autour de la propriété... » p. 80, où il fait référence aux chartes du Cartulaire de Saint Victor (années 1218 et 1229) et aux Statuts de Marseille « De facheriis vinearum et agrorum » chap. XXXII. L'auteur réfute ainsi l'opinion de P. Georges « La région du Bas-Rhône » (Paris, 1935) p. 325, qui ne voit dans le métayage qu'une conséquence de la Renaissance et des guerres d'Italie.

(2) Cf. l'important ouvrage de G. Sicard « Le métayage dans le Midi Toulousain à la fin du Moyen Age » (Mémoires de l'Académie de Législation de Toulouse, 1955) dont nous nous sommes largement inspiré. Pour la Provence : G. Chavernac « Essai sur les origines du Métayage en Provence » (Marseille, 1899) ; P. Ourliac « Etienne Bertrand... » op. cit. chap. 2, section 3 « L'affacheria ».

de redevances (3). La terminologie des actes notariés rappelle ces incertitudes. Les notaires grasseois insistent généralement sur l'idée de location. En même temps qu'à « facheria », ils ont recours, pour désigner le métayage, aux expressions « renda » et « firma » (4).

Des terres de toutes natures peuvent être concédées en métayage. Il s'agit souvent de vignes ; dans ce cas, il arrive fréquemment qu'un bâtiment, où sont entreposés les fûts et autres matériels des vendanges, soit compris dans le bail (5). On trouve aussi des terres destinées aux céréales, certaines sont en état de culture, d'autres sont « gastes » (6). Quant à l'« affar », il évoque un ensemble de biens, réalisant une unité d'exploitation ; dans de nombreux actes, le métayage ne porte que sur une parcelle, celle-ci pouvant réunir un champ et une vigne (7).

Stipulant la remise temporaire d'un fonds de terre à un agriculteur, le contrat indique toujours le nombre d'années pour lequel celle-ci est consentie ; les notaires y ajoutent parfois celui des saisons, c'est-à-dire des récoltes — évidemment pour les vignes, les deux concordent (8). La plupart des baux à part de fruits, à Grasse, sont conclus pour une durée variant entre cinq et dix ans. Entre ces deux extrêmes, il est difficile de déceler des constantes selon l'époque et la nature des terrains. Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, on s'aperçoit toutefois que des vignes sont souvent

(3) Discussion classique des juristes depuis le droit romain jusqu'à nos jours, cf. G. Sicard, op. cit. p. 74 « Nature du Métayage ».

(4) Et. Bérard — n° 30, 15 Février 1388 (n. st.) « dedit ad rendam sive ad facheriam » — 23 Octobre 1385 « dedit tradidit et concessit ad reddam sive facheriam ac loquerium » — n° 57, 25 Novembre 1432 « ad rendam seu firmam » (ce terme de « firma » fréquemment employé à Grasse, l'est peu dans le Comtat, P. Ourliac, op. cit. p. 107 — n° 70, f° 162, 2 Février 1446 (n. st.) « Renda pro... ». En Toulousain aussi, les praticiens, jusqu'au XV^e siècle, rattachent généralement le métayage au contrat de louage. Ce n'est qu'ensuite, par le biais du bail à cheptel, qu'ils l'assimileront peu à peu à une société, cf. G. Sicard, op. cit. p. 75. Sur les confusions terminologiques des notaires, notons que le mot « facherie » recouvre parfois un bail avec redevance fixe, en argent, Et. Bérard — n° 27, Octobre 1385 (encore, est-il consenti par un « jurisperitus » !).

(5) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 « quamdam vineam... cum tinis et aliis aysin in dicta domo sistentibus. » — n° 23, 12 Avril 1377.

(6) Et. Bérard — n° 63, 1^{er} Mai 1438 « quasdam terras gastas... in territorio de Pegomacio ». — n° 117, 14 septembre 1447 « terras cultas et incultas ac prata... »

(7) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « ... totum laffari sive sint vinee ». — n° 29, 16 Décembre 1387 « ... quamdam vineam cum quodam campono... carreria in medio ... ». Autre nature de terre : Et. Bérard — n° 117, 12 Mars 1447 « ... quamdam isclam sive gabre scitam in territorio de Pegomassio videlicet in rippis ultra Syanham confrontatam cum territorio de Auribello et cum riparia Slanie et cum gabro sive cannebero Petri Rostagni... » — En principe, la superficie des biens n'est jamais mentionnée.

(8) Et. Bérard — n° 57, 25 Novembre 1432 « ... per tempus IIII annorum et quatuor sasonum ».

données en métayage pour une période de six à huit ans (9), alors qu'au xv^e siècle, les baux de quatre et cinq ans paraissent plus nombreux (10). Pour les terres où la culture des céréales prédomine, c'est un mouvement inverse et plus accusé qui se produit. Au milieu du xiv^e siècle, il n'est pas rare de trouver des baux de trois à cinq ans. En 1362, un habitant du Bar donne en métayage toutes les possessions qu'il détient dans le territoire de Chateauneuf, pour quatre ans (11), le prieur de Valbonne, celles situées dans le terroir de Sartoux, pour trois (12). Pendant la première moitié du xv^e siècle, les baux portant sur des « terrae », sans autre précision, s'étendent le plus souvent sur neuf ou dix ans (13). Un paysan de Grasse obtenant en 1443 une métairie pour une durée de dix ans conclura, à l'expiration de ce contrat, avec le même propriétaire, un nouveau bail pour une période, cette fois, de vingt ans (14). G. Sicard note, pour le Midi Toulousain, une évolution semblable. Une tendance à l'allongement de la durée des baux de métayage s'y manifeste également, elle sera encore plus marquée durant la seconde moitié du xv^e siècle (15). En Provence, comme en Toulousain, elle a pour cause le besoin de main d'œuvre auquel se heurtent les propriétaires dans l'exploitation et la culture de leurs domaines. La sollicitude que les circonstances imposent aux maîtres vis à vis des métayers apparaît, non seulement dans cet allongement des baux, mais aussi dans les clauses précisant la répartition des récoltes entre le maître et l'exploitant.

Les conditions du partage sont évidemment fonction de la qualité du terrain, ou des différentes cultures qui y sont entreprises. En étroite dépendance aussi avec la contribution respective du propriétaire et du métayer aux charges et dépenses nécessaires à la marche de l'exploitation, le taux de répartition est fixé selon des modalités extrêmement diverses. C'est souvent dans cette possibilité de s'adapter aux situations les plus variées que réside la préférence des parties pour les baux à portion de fruits.

(9) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 — n° 57, 25 Novembre 1432 — Et. Peretti — n° 43, 29 Septembre 1405 — Et. Bérard — n° 18, 23 Mai 1364 — n° 23, 12 Avril 1377 — n° 27, 23 Octobre 1385 — n° 29, 16 Décembre 1387.

(10) Et. Bérard — n° 52, 24 Août 1425 — n° 117, 11 Mars 1447.

(11) Et. Bérard — n° 15, 16 Août 1362.

(12) Et. Bérard — n° 19, 28 Juillet 1367.

(13) Et. Bérard — n° 56, 19 Février 1432 (n. st.) — n° 63, 1^{er} mai 1438 — n° 58, 15 Mai 1433 — n° 117, 14 Septembre 1447 — n° 80, 8 Septembre 1455.

(14) Et. Bérard — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) — n° 94 f° 222 r°, 18 Novembre 1453.

(15) G. Sicard, op. cit. p. 25. P. Ourliac, op. cit. p. 108, relève, pour le Comtat Venaissin, que la durée habituelle est de trois ou quatre ans, et excède très rarement six ans. Elle s'explique, peut-être, par un milieu rural plus riche et par une histoire moins « catastrophique ».

Malgré les précédentes réserves, il convient de souligner le caractère avantageux de la part de récolte que reçoit le métayer au Moyen Age. On le rencontre un peu partout dans le Midi aux XIV^e et XV^e siècles, depuis les contrées provençales jusqu'au Toulousain (16), ou au Béarn (17). Il en est ainsi dans les actes de Grasse, les clauses de partage y sont toujours favorables à l'exploitant (18).

Les deux principales cultures sur lesquelles porte la répartition sont les céréales et le produit de la vigne. Les autres récoltes, ainsi celles des arbres fruitiers, n'offrent qu'un intérêt secondaire.

Généralement, c'est le vin, plutôt que les raisins, qui est partagé. Les proportions habituelles sont : deux tiers au profit du métayer et un tiers à celui du propriétaire (19) ; certains contrats prévoient même trois quarts (20).

Le métayer est parfois tenu de livrer la part de vin revenant au propriétaire, à Grasse, dans la demeure de ce dernier (21). La plupart du temps, on stipule que le partage se fera auprès de la cuve, à la cannelle « *ad radium tine ut moris est* » (22). Le marc reste à l'exploitant. La qualité du vin est également précisée : vin pur ou piquette. Le bailleur peut recevoir une certaine quantité de chacune (23).

Sans doute, l'importance de la vigne, l'état de culture, ou, au contraire, d'abandon dans lequel elle se trouve, sont-ils autant d'éléments dont preneur et concédant tiennent compte pour fixer les conditions du bail. Les contrats ne nous les révèlent pas toujours

(16) G. Sicard. op. cit. p. 50. Les proportions les plus courantes sont 2/3, et plus souvent les 3/4.

(17) P. Luc. op. cit. p. 154. C'est, en principe, la part de 2/3, parfois 3/4, ou 4/5.

(18) Deux siècles plus tard, le rapport sera inversé, l'avantage sera pour le bailleur. Cf. P. A. Sigalas. op. cit. p. 75.

(19) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 — n° 29, 16 Décembre 1387 — n° 65, 24 Juillet 1440 — n° 70 f° 162, 2 Février 1446 (n. st.) etc...

(20) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « *pro logerio dicte vinee seu vinearum quartam partem tocus vini quod Deus dederit in eadem seu ab ea exiet anno quolibet durante termino supra dicto* ».

(21) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 « *precio sive renda dicte vinee videlicet tercié partis vini tocus meri exeuntis de dicta vinea ad domum dicti domini Honorati aportati sumptibus ipsorum Monetti et Jacobi (métayers).* »

(22) Et. Peretti — n° 256, 15 Novembre 1408. Et. Bérard — n° 29, 16 Décembre 1387 « *solvendo... dum exiet a tina* » — n° 52, 24 Août 1425 « *tradendi... ad radium tine* ». — n° 23, 12 Avril 1377 « *dicta Halaseta habere debeat anno quolibet... terciam partem vini puri dicte vinee... tantum quantum rayare poterit canoum true (sic) in qua vendimaverunt et resudum cum raca sit dictorum patris et filii et dictam terciam partem dicti vini recipere debeat ad tinam* ». L'usage est identique dans le Comtat. Cf. P. Ourliac. op. cit. p. 108. — Ducange. v° *trullum*, *trollum* (pressoir — en provençal : *truel*, *ture*) et *canna* = *canalis*, *tubus* (Provençal : *canoun* — cannelle d'un tonneau, d'un pressoir. F. Mistral « *Trésor...* » v° *Raco* (marc de vendange).

(23) Et. Bérard — n° 65, 24 Juillet 1440 — n° 70 f° 162, 2 Février 1446 (n. st.) « *terciam partem tocus vini meri... et sex cuparum vini limphati etiam...* »

expressément. Les facilités consenties par les propriétaires sont cependant significatives. Dans de nombreux baux, nous voyons ceux-ci — « de gratia speciali » — exonérer les métayers de toute redevance, pendant une ou quelquefois plusieurs années. Il arrive que sur les six ans que dure le métayage, seules les deux dernières années donnent lieu à une répartition de la récolte de vin (24). C'est le cas extrême ; plus souvent, la libéralité ne porte que sur une année, évidemment la première (25).

Les céréales réunissent plusieurs produits : d'abord le froment, mais aussi l'orge, le seigle ou l'épeautre. Leur partage est encore plus favorable au preneur, que pour le vin. Durant le second tiers du xv^e siècle, la quantité revenant au maître varie entre le 1/6 et le 1/9^e de la récolte (26). Certains contrats précisent seulement qu'il recevra la tasque sans en indiquer le taux (27). D'autres font référence à une tasque du 1/15, que le notaire qualifie de « consueue » (28). La part du propriétaire n'atteint jamais la proportion de 1/4 ou même de 1/3, qui figurait encore dans quelques baux, vers les années 1350-1360 (29). Les campagnes grassoises se ressentent de la crise agricole qui afflige depuis lors l'économie rurale. En pays de Provence Occidentale, Ch. de Ribbe avait déjà souligné la précarité de la part du maître, par rapport à celle de l'exploitant (30). G. Sicard, pour le Toulousain, relève que le partage par moitié, au milieu du xiv^e siècle, reste la règle, malgré de nombreuses exceptions ; il cède bientôt le pas, à d'autres modes de répartition, à l'avantage des métayers (31). Ici et là, « le retour à une vie agraire

(24) Et. Bérard — n° 30, 16 Février 1388 (n. st.) « Item voluerunt... quod de IIII annis primis dicte locationis sive redde... nichil solvere teneatur, de duobus vero ultimis terciam partem solvere teneatur de vino ab ipsa vinea exeunte ».

(25) Et. Peretti — n° 256, 15 Novembre 1408 (bail de quatre ans) — Et. Bérard — n° 52, 24 Août 1425 (bail de cinq ans).

(26) Et. Bérard — n° 56, 19 Février 1432 (n. st.) « nove partis omnium fructuum bladorum ex dicto affari anno quolibet provenientium » — n° 58, 15 Mai 1433 « sexte partis » — n° 58, 18 Août 1433 (1/8) — n° 75 f° 67 r°, 2 Février 1451 (n. st.) (1/7).

(27) Et. Bérard — n° 57, 25 Novembre 1432 « tasque granī » — n° 94 f° 222 r°, 18 Novembre 1453 « pensione seu facharia sive renda videlicet tasque solitum omnium granorum leguminum et alliarum rerum quarumcumque ex eisdem terris anno quolibet exeuntium ».

(28) Et Bérard — n° 117, 12 Mars 1448 — cf. R. Aubenas « Cours d'Histoire... » T. IV « Autour de la propriété... » op. cit. p. 71 « Le taux de la tasque est généralement faible en Provence, du 1/13, du 1/15 ou même du 1/20 ».

(29) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « quartam partem tocius annone et bladi » — n° 19, 28 Juillet 1367 « terciam partem... omnium fructuum dicte annone et bladi ».

(30) Ch. de Ribbe « La Société provençale à la fin du Moyen Age d'après les documents inédits » (Paris 1898) p. 364-365 : sur une centaine de baux à facherie, deux ou trois seulement sont à la moitié, et l'un d'eux concerne le pays d'Ollioules, plus riche que bien des contrées provençales.

(31) G. Sicard. op. cit. p. 56.

plus normale » n'apparaîtra pas avant la fin du xv^e siècle. On reviendra alors à la redevance de la moitié, puis une nouvelle tendance à l'augmentation se dessinera, mais cette fois en faveur des propriétaires (32).

Pour les céréales, la répartition intervient, « tempore messium », sur l'aire, une fois les blés battus et foulés (33). Dans les baux de métayage, les maîtres restent proches des exploitants. Ils participent souvent aux travaux des champs, et, dans tous les cas, surveillent de près les récoltes. La méfiance, parfois bienveillante du propriétaire envers son métayer, au moment du partage, est de toutes les époques ; elle se manifeste au pressoir et sur l'aire. Une clause interdit au métayer de distraire une partie des céréales, avant que le maître n'ait été appelé, et le grain partagé (34). Quand les emblavures sont éloignées, il peut être tenu de livrer au domicile du bailleur, quitte pour ce dernier à participer aux frais de transport (35).

Les autres récoltes ne portent que sur de faibles quantités et présentent un caractère très secondaire. Les clauses de répartition en sont très variées. Ainsi, les fruits sont généralement laissés à l'exploitant (36). Cependant, dans quelques contrats, le propriétaire s'en réserve une fraction, notamment pour les olives et les noix (37).

(32) Cette tendance se maintient, en principe, durant tout l'ancien régime, cf. P. A. Sigalas. op. cit, p. 74-75, le bailleur reçoit au xviii^e siècle, 3/5 ou 5/7 des récoltes nobles. Au milieu du xviii^e, si le partage des céréales est de moitié, une part supplémentaire lui est attribuée, cf. F. Beraudo « Le Métayage dans la région de Grasse et d'Antibes de 1750 à 1820 » (Mémoire pour le Diplôme d'Etudes Sup. d'Histoire du Droit. Faculté d'Aix, 1962). Dans certains villages de l'arrière-pays, de Provence ou du Comté de Nice, le propriétaire, jusqu'à la fin du xix^e siècle, continua souvent de percevoir pour les récoltes importantes (blé, olives...) trois parts sur cinq. Ce dernier taux est à ce point usuel qu'une expression proverbiale, en dialecte, le soulignait : « de cinq, doui » (pour le métayer).

(33) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « in area ubi dicta annona aut dictum bladum detriectabitur » — n° 80, 8 Septembre 1455 « bladum... dum erit aptatum sive adobatum ».

(34) Et. Bérard — n° 80, 8 Septembre 1455 « fuit de pacto quod dictus Petrus nichil de grano recolligendo in eisdem terris de area remove audeat nisi prius ipso magistro M. vocato et dicto grano diviso ».

(35) Et. Bérard — n° 117, 14 Septembre 1447. Les terres sont situées à Gourdon, le métayer apportera au propriétaire sa part de récolte à Grasse, mais celui-ci devra « solvere... pro loquerio animalium que dictam annonam portabunt duos solidos parv. pro qualibet saumata ».

(36) Et. Bérard — n° 65, 24 Juillet 1440 « omnes ficus et avellanas ac amingdala et poma et ceteros fructus dicte vinee ». — n° 80, 8 Septembre 1455 « nuces et racemi tralharum ».

(37) Et Bérard — n° 19, 28 Juillet 1367 — n° 67, 19 Mars 1443 n. st.) « item fuit de pacto quod ipsi Jacobus et Honoratus et eorum familie de racemis, pirls et ficibus nucibus arborum dictarum terrarum retentibus comedere possint absque prejudicio, de nucibus dum accanabuntur dare debeant dicto domino medietatem nucum... et etiam medietatem olei provenientis ex olivario seu olivarii dictarum terrarum ».

Les baux à parts de fruits n'excluent pas toujours les redevances en argent. Il arrive que le preneur doive donner, chaque année, outre la part de récolte, une certaine somme (38). Ce loyer en espèces intervient surtout lorsque les terres de la métairie comprennent des prés ; la location de ceux-ci, dans les actes notariés grasseois, donne lieu, d'une façon générale, à des redevances fixes en espèces (39). Le propriétaire impose lui aussi à son métayer ce mode de prestation, plutôt qu'un partage de la récolte de foin (40) : solution logique, les prés sont destinés avant tout à fournir la pâture nécessaire aux animaux de l'exploitation (41).

A l'image de tous les contrats de louage, les clauses de style du métayage répètent que le preneur est obligé de demeurer sur les biens de la métairie pendant toute la durée du bail, tandis que le maître s'engage à ne pas l'en chasser, et à le défendre contre les troubles éventuels (42). A l'obligation générale pour le métayer, comme pour les autres tenanciers, de cultiver et d'entretenir la terre avec soin (43), sont ajoutées des dispositions, souvent précises, sur la nature des travaux.

Ce sont les façons à donner aux vignes qui font d'abord l'objet de clauses minutieuses. On les retrouve dans tous les métayages portant sur cette culture, et cela dans diverses régions viticoles (44).

Le métayer devra les tailler « podere », creuser le sol autour des ceps « fodere », biner au mois de mai « mayencare », enfin, les épamprer « eyssebencare » (45). La culture de la vigne nécessite

(38) Et. Bérard — n° 58, 18 Août 1433 (1/8 des céréales et 70 sous par an).

(39) Voir supra p. 91, note 2.

(40) Et. Bérard — n° 80, 8 Septembre 1455 « quod duo prata... sint de dicta facharia » moyennant 16 gros par an, à la Noël — n° 117, 11 Mars 1447.

(41) Et. Bérard — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) « ... pratum vocatum San Peyre... pro provisione pasture boum laborantium » (loyer : 1 franc par an).

(42) Et. Peretti — n° 43, 29 Septembre 1405 « Item quod non possit vineam ipsam dictus Johannis Anthonio durante dicto tempore levare nec ipse Anthonius illam relinquere... »

(43) Et. Bérard — n° 80, 8 Septembre 1455 « cultivare tenere et laborare ad modum boni cultoris ». Si c'est un mineur qui s'engage, celui-ci fait intervenir son père à l'acte, sinon il promet « presentem fachariam... ratificari et amologari facere » (Et. Bérard — n° 53, 28 Octobre 1427).

(44) Cf. P. Ourliac. op. cit. p. 108 pour les actes notariés d'Avignon, P. Luc. op. cit. p. 152 et suivantes pour le Béarn, et surtout l'ouvrage précité de G. Sicard sur le métayage en Toulousain — op. cit. p. 39 — où l'auteur remarque, avec raison, « comme plusieurs années sont nécessaires pour remettre en bon état de culture une vigne quelque peu négligée, les maîtres se montraient prévoyants et minutieux ».

(45) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 « durante dicto tempore... putare, fodere, eyssebencare, mayencare » — n° 28, 24 Août 1352 « Podare, fodere et eyssebencare prout fieri in talibus est consuetum ». A ces travaux, se surajoute l'obligation de faire

aussi, pour obtenir de nouveaux plants, la pratique du provignage « accabusare ». De tous ces termes, les Provençaux ont conservé l'usage (46). Maîtres et métayers précisent toujours le nombre de journées qui y seront consacrées (47). Selon l'importance de la vigne, une à deux semaines sont prévues. En principe, le maître participe aux travaux qu'impose cette dernière façon ; il prend à sa charge la moitié des journées (48).

Ce n'est là qu'un aspect de la collaboration entre celui qui fournit la terre et celui qui la travaille. Parfois, d'autres exemples l'illustrent : autorisation du maître pour vendanger (49), facilités de toutes sortes que celui-ci consent au métayer. Elles prennent souvent la forme d'un prêt en argent ou en nature. La veuve d'un notaire de Grasse promet à son nouveau métayer la somme de 2 florins, et lui cède la part de céréales lui revenant d'un autre tenancier (50). Tel propriétaire, « pro animando », fournit au sien une quantité de bon vin (51).

D'autres s'engagent à assumer certains frais d'exploitation, ou l'accomplissement d'une partie des travaux. Honoré Corme paiera, la première année, le tiers des dépenses occasionnées par le binage de mai (52). Le notaire Jean Grenon, ayant donné sa vigne du Plan en métairie, prévoit que la taille, chaque année, lui incombera (53).

C'est également le propriétaire qui fournit, la plupart du temps, les quelques outils indispensables, pioche et houette — « aysada »

« omnia alia... que bonus agricola facere tenetur » (Et. Bérard — n° 29, 16 Décembre 1387). Sur l'emploi de ces termes en dialecte provençal, voir F. Mistral « Trésor du Félibrige » déjà signalé.

(46) F. Mistral. *ibidem*. V° Cabussa. Interprétation erronée de G. Chavernac, *op. cit.* p. 95, à propos de cette expression.

(47) Et. Bérard — n° 18, 23 Mai 1364 « isto primo anno dictam vineam fodere tenetur et annis sequentibus fodere et mayencare tempore debito decenter et facere anno quolibet IIII jornallos de acabucciis » — n° 65, 24 Juillet 1440, journées de « acabucciis vel plantate ».

(48) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 (10 jours chacun) — n° 70, f° 162, 2 Février 1446 (n. st.) (3 jours). Il arrive que le partage de ces journées réponde aux proportions 3/4 — 1/4 ou 2/3 — 1/3 (Et. Bérard — n° 65, 24 Juillet 1440).

(49) Et. Bérard — n° 75 f° 67 r°, 2 Février 1451 (n. st.) « notificet dum voluerit vindemiare ».

(50) Et. Bérard — n° 29, 16 Décembre 1387 « item et sibi mutuare duos florenos quos sibi tradere promisit hinc ad festum Aparitionis Domini quos promisit ponere in ipsa vinea cultivando et sibi restituere in proximo futuro festo omnium sanctorum... item... bladum seminatum in campo per Petrum A. videlicet partem venientem ipsi domine sit ipsius Petri Garcini... » — Le 8 Mars 1388 (Et. Bérard — n° 30), le métayer reconnaît avoir reçu cette somme, « pro laborando quamdam vineam quam... tenet ad rendam ».

(51) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 « de gratia speciali pro animando eisdem mutuavit tradidit et assignavit... in quodam vasso cupas de boni vini XL... »

(52) Et. Bérard — n° 27, 25 Octobre 1385 « promisit solvi terciam partem mayenquandi ».

(53) Et. Bérard — n° 52, 24 Août 1425.

et « alfes » — ; à la fin du bail, le preneur les lui restitue, ou en rembourse la valeur (54). Ne disposant pas davantage des ustensiles et récipients nécessaires pour entreposer, à l'automne, la récolte de vin, le métayer utilisera la vaisselle vinaire du maître (55) ; y compris, parfois, pour le vin récolté sur ses propres terres (56).

Les baux consentis sur les terres à céréales sont inspirés du même esprit, les relations entre maître et métayer aussi étroites.

Les deux principaux travaux à la charge du métayer sont les labours et l'ensemencement ; il doit les faire convenablement (57). Dès la conclusion du contrat, le propriétaire se réserve un droit de regard : les labours seront effectués « tempore debito », et le nombre en est parfois précisé (58), le choix des semences peut être à sa discrétion (59), et même leur quantité (60).

Là aussi, on relève certains avantages au profit de l'exploitant : prêts consentis le jour du contrat et remboursables à la moisson en argent ou en nature (61), participation du maître à certaines besognes (62). Il arrive que le métayage réalise une véritable exploitation en commun, ainsi pour la remise en culture d'une terre. Les parties supportent de moitié les frais de défrichage, le propriétaire fournit la semence, pourvoit à la nourriture des métayers durant la moisson, participe aux autres dépenses de la récolte, jusqu'à celles de la mouture (63).

Ces clauses essentielles du contrat de métayage, sur les cultures ou la répartition des charges et profits, s'accompagnent de dispositions variées sur l'entretien de la maison, la réfection des murs

(54) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 « promisit eis habere ... duas aysadas et duos alfes per opere vineam ». cf. G. Brès. op. cit. 2^e partie p. 24.

(55) Et. Bérard — n° 29, 16 Décembre 1387 « habere tinas ad sui sufficientiam et vasa », quitte pour l'exploitant à les entretenir « ceclare et reparare » (Et. Bérard — n° 75 f° 67 r°, 2 Février 1451).

(56) Et. Bérard — n° 30, 16 Février 1388 (n. st.) « tam ad usum dicte facyie vinee ad dictam reddam date quam ad quamdam vineam ipsius... »

(57) Et. Bérard — n° 15, 16 Août 1362 « seminare et laborare... dictas terras bene et decenter ».

(58) Et. Bérard — n° 53, 28 Octobre 1427 « facere in ipsa terra duas regas ».

(59) Et. Bérard — n° 58, 15 Mai 1433 « seminare non audeat aliud granum quam in annone et siliginis — 18 Août 1433.

(60) Et. Bérard — n° 28, 24 Août 1352 « quod quolibet anno in garachiis binatis dicti affari seminare debeant quindecim sestariatas annone pulcre et receptibilis ».

(61) Et. Bérard — n° 56, 19 Février 1432 (n. st.).

(62) Et. Bérard — n° 58, 15 Mai 1433 « dictus Marconus rumpere debeat et scerpare totam illam partem que est in dicta terra... que non est cultivata et pro adjutorio... dictus Bartholomeus eidem habere debeat tres homines vel solvere tria jornalialia hominum ».

(63) Et. Bérard — n° 53, 28 Octobre 1427. Au moment des labours le bailleur donnera également au métayer « duas cupas vini meri et duas limphati ». Dans ce contrat de métayage, conclu pour un temps très court, 1 an, le partage des récoltes se fera par moitié. Le nom même de la terre, « yssart », évoque le fait d'un défrichement.

de pierres sèches qui soutiennent les planches de terre (64), le curage des fossés d'irrigation (65), l'utilisation du bois (66). Le bétail, même les animaux de labour, sont peu cités (67).

La sanction normale des obligations contenues dans le bail est la rupture du contrat par voie de justice. L'intervention conciliatrice d'« amis communs », jouant le rôle d'arbitres, constitue souvent la première phase de la procédure, au cas de contestation. Au contraire, certains maîtres, pour éviter les tracasseries et lenteurs d'un procès, se réservent, « auctoritate propria », le droit de chasser le métayer, s'il ne satisfait pas à ses obligations (68). C'est là une prérogative exceptionnelle (69). Les propriétaires ne souhaitent rien de plus que de conserver leurs exploitants. A Grasse, nous l'avons dit, le métayage, s'il permettait aux individus démunis de biens et de numéraire, de participer à la mise en valeur des terres, traduisait aussi la difficulté pour les propriétaires de les maintenir en état de culture. L'un accorde à son métayer un droit de préférence, en cas de vente (70). Le seigneur de Cabris permet à l'un des siens

(64) Et. Bérard — n° 75 f° 67 r°, 2 Février 1451 (n. st.) « parietes et domum dictarum vinee et terre reparare... casu quo in suo tempore demoliantur seu devastentur ».

(65) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 « fondutas de cetero venientes... reparare, regales curare ».

(66) Et. Bérard — n° 29, 16 Décembre 1387 « arbores non possit sindere ad pedes non fructiferas nisi essent mortue sed bene de branquis ad usum lignandi, de arboribus fructiferis nisi essent mortue nihil remove teneatur nisi esset pro comodum ipsorum arborum ».

(67) Il est rare que le contrat de métayage se double d'une mègerie : Et. Bérard — n° 19, 28 Juillet 1367 « hoc etiam acto inter partes easdem quod quilibet ipsarum partium habere habeat unum par bovum in laborerio faciendi custodiendos per dictum Hugonem (métayer) et de eis laborando et seminando... boves communes habeantur et reputentur absque aliquo medio inter ipsas partes ... si contingeret per dictum Hugonem de dictis bobus aliquid lucrari seu emolumentum... habere laborando vel alias ... quod de ipso lucro dictus dominus prior habeat quartam partem et ipse Hugo tres partes pro labore suo... pro melioramento ipsorum bovum omnes fructus futuros cujusdam prati dicti prioratus... predictus Hugo habere debeat... Volentes dicte partes de pacto expresso quod boves ipsi extimentur in fine termini vel interim quecumque juxta cognitionem duorum proborum per ipsas partes eligendorum et major valencia bovum illius partis cujus sunt restituare et solvere alteri parti cujus sunt boves minoris valencie ». (Sur la mise en commun des animaux de labour, cf. infra « Les sociétés de laboragio » Titre II. Chapitre 2 (in fine). La situation est toute différente en Toulousain (G. Sicard. op. cit. p. 57 et suivantes) où les clauses de gasaille sont souvent incluses dans les baux de métayage.

(68) Et. Bérard — n° 65, 24 Juillet 1440 « Casu quo ipse Monnetus dictam vineam non putet fodet et mayenquet anno quolibet... ipse dominus Aug. Raboyssii dictam vineam... auctoritate propria et sine licencia alicujus judicis seu pretoris possit aufere » (Le bailleur, homme de loi, redoute-t-il la mauvaise volonté du métayer, ou plutôt particulièrement les aléas d'une procédure ?).

(69) Même constatation pour le Toulousain, cf. G. Sicard. op. cit. p. 73. Cette clause est au contraire fréquente dans les formulaires italiens.

(70) Et. Bérard — n° 75 f° 67 r°, 2 Février 1451 « quod si dicta Honorata ipsas vineam et terram vendere vellet quod ipse Petrus illas habere debeat preceteris illo precio quo ab aliis reperiretur ».

d'étendre l'exploitation sur toutes les terres gastes de la seigneurie, « ubi voluerit » (71) ; dans un autre bail, concédant pour vingt ans une métairie à un paysan et à son fils, il n'entend les laisser partir que si une grave maladie ou la mort venait frapper l'un d'eux, « quod Deus advertat » (72).

L'empressement des propriétaires fonciers à accueillir ou à maintenir les métayers sur leurs terres, révèle une situation économique difficile qui, sans doute, pèse également sur les paysans. En période de crise, ceux-ci peuvent préférer ce mode d'exploitation aux redevances fixes du fermage. Convenons que les clauses favorables dont ils bénéficient laissent supposer la rareté des « candidats au métayage » (73), et, d'une façon générale, une gêne réelle pour trouver des tenanciers.

Parmi les propriétaires qui recourent au métayage pour cultiver les terres qu'ils détiennent autour de la cité, figurent d'abord les bourgeois de Grasse. Cette solution s'impose notamment quand le maître, pour une cause quelconque, est dans l'impossibilité de faire valoir directement (74). Elle est aussi considérée avec faveur par tous ceux qui, demeurant en ville, n'en conservent pas moins un attachement sentimental pour les choses de la terre. Ils en reçoivent volontiers une part des récoltes ; non sans fierté, ils consomment leurs propres produits. Jusqu'à une époque toute récente, dans les campagnes provençales, les baux à parts de fruits sont restés souvent la forme d'exploitation préférée de bien des bailleurs dont elle flattait « les habitudes de vie et de pensée » (75).

Les préoccupations des notaires Gautier et Raboys, ou de l'apothicaire Négrel (76), lorsqu'ils donnent en métayage leurs vignes ou leurs champs de blé, ne sont peut-être pas étrangères à ces données psychologiques.

Les religieux, pour les biens qui relèvent de l'établissement dont ils ont la charge, donnent également des terres en métayage. Le prieur de Valbonne agit de la sorte, pour celles qu'il détient dans

(71) Et. Bérard — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) « item fuit de pacto quod si dicte terre non sufficientur ad dictum laboragium quod ipse de terra gasta ubi voluerit in eorum jurisdictione recipere et rumpere possit ».

(72) Et. Bérard — n° 94 f° 222 r°, 18 Novembre 1453 « nisi forte longa infirmitas vel mors... interveniret quod Deus advertat ».

(73) G. Sicard. op. cit. p. 19.

(74) C'est, par exemple, le bail consenti par Bartholomée, « uxor relicta » de Pierre Tacilis, au nom de ses enfants mineurs (Et. Bérard — n° 70 f° 162 r°, 2 Février 1446 (n. st.).

(75) M. Bloch. op. cit. p. 151 et suivantes « Toujours le bourgeois, l'ecclésiastique qui avait acquis une vigne, chercha pour elle un métayer de préférence à un fermier ; plutôt enrichir la cave que le coffre à écus ».

(76) Et. Bérard — n° 53, 28 Octobre 1427 — n° 56, 19 Février 1432 (n. st.) — n° 57, 25 Novembre 1432.

le territoire de Sartoux (77). L'abbaye de Lérins a des friches à Pégomas, elles sont concédées en métairie, pour dix ans, à un paysan qui « *ibidem solitus est facere laboragium* » (78). Dans le village de Gourdon, ce sont les terres dépendant du prieuré de Saint-Ambroise qui font l'objet d'un bail identique (79).

Dans sa seigneurie de Cabris, toute proche de la cité de Grasse, Noble Balthazar, pour exploiter ou mettre en culture les « *gastes* », à côté des tenanciers fixés « *in perpetuum* », installe des métayers (80).

Il est plus difficile de saisir la condition des preneurs, dont les actes indiquent seulement qu'ils sont originaires de Grasse ou des villages environnants. A examiner les avances de toutes sortes que leur consentent les bailleurs, ils apparaissent proches, par leur situation précaire, des rudes paysans du Midi, que G. Duby oppose, avec réalisme, aux fermiers des campagnes septentrionales qui, eux, vivent dans l'aisance (81).

En raison, peut-être, de l'importance des terres de la métairie, certains travailleurs s'associent pour conclure le bail. Il s'agit tantôt de deux membres d'une famille, ainsi le père et le fils (82), tantôt de deux personnes étrangères (83). Inversement, des contrats de facherie n'intéressent que de faibles parcelles ne suffisant pas à faire vivre le métayer et les siens. Certains exploitants possèdent un patrimoine propre qu'ils continuent à cultiver, en même temps que les terres concédées à parts de fruits. Ainsi, l'on voit un paysan de Grasse, propriétaire d'une vigne, en recevoir une autre, « *cum domo in ea constructa* », du bourgeois Augustin Raboys, pour cinq ans. De plus, le même jour, il se place au service de la mère du bailleur, et promet de travailler pendant un an, « *in ejus opera rustica et urbana* », à raison d'une semaine sur deux (84).

(77) Et. Bérard — n° 19, 28 Juillet 1367.

(78) Et. Bérard — n° 63, 1^{er} Mai 1438 «... *cappellanus vicarius in spiritualibus et temporalibus tocius terre et jurisdictionis curie abbatialis sacri monasterii insule Lirinensis ... dedit ... quasdam terras gastas dicti Monasterii ... in territorio de Pegomacio...* »

(79) Et. Bérard — n° 117, 14 Septembre 1447 « *terras cultas et incultas ac prato ... spectantes ad ecclesiam sive prioratum Sancti Ambrosii* ».

(80) Et. Bérard — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) — n° 94 f° 22 r°, 18 novembre 1453. En Toulousain, G. Sicard, op. cit. p. 30., émet l'hypothèse d'un « fractionnement de la réserve seigneuriale ».

(81) G. Duby « *L'économie rurale...* » op. cit. p. 593 « *Assez pauvres hères qui s'installaient sur la terre du maître les mains nues qui attendaient tout de suite un secours, l'avance de la semence, la fourniture des outils, parfois même de quoi nourrir leur famille pendant la première année* ».

(82) Et. Bérard — n° 52, 24 Août 1425 — n° 94 f° 22 r°, 18 Novembre 1453.

(83) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1395 — n° 53, 28 Octobre 1427 — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.).

(84) Et. Bérard — n° 65, 24 Juillet 1440.

CHAPITRE IV

LES PAYSANS, LEURS RESSOURCES

A l'exception du bétail, que tous ne possèdent pas, les seuls revenus des paysans sont les récoltes. Au Moyen Age comme aujourd'hui, l'économie rurale impose aux gens des campagnes les mêmes nécessités. Les produits de la terre doivent assurer la subsistance de ceux qui la travaillent, et leur procurer le numéraire dont ils ont besoin. Sauf dans quelques rares terroirs particulièrement favorisés, le pays de Grasse est peu propice aux gros rendements agricoles. La culture des céréales y est difficile ; les récoltes sont souvent insuffisantes et exigent, nous l'avons dit, pour l'approvisionnement de la cité, des achats de complément. Le froment, denrée indispensable, n'en est pas moins le principal objet des transactions consenties par les paysans. Exceptionnellement, il permet parfois l'exécution d'une obligation par un paiement en nature (1). Noble Bertrand de Grasse, seigneur de Cabris, y a recours pour s'acquitter de certains achats (2). Il faut cependant noter combien ce mode de règlement est peu fréquent, à la différence d'autres régions, dont l'aspect rural est plus accusé (3).

(1) Nous avons indiqué précédemment les redevances en céréales que les agriculteurs versent aux forgerons, pour les contrats d'abonnement.

(2) Et. Bérard — n° 65, 2 Avril 1440. Achat de vin s'élevant à 8 florins, 9 gros, payables au mois d'août suivant « in annona... precio quo tunc comuniter valebit ».

(3) Ainsi pour le Béarn, cf. P. Luc « Vie rurale et pratique juridique en Béarn aux xiv^e et xv^e siècles (Toulouse, 1943) p. 196. Dans la très grande majorité des actes, une clause prévoit le paiement d'un prix soit en argent, soit en denrées, au gré du débiteur.

Le second produit, auquel les contrats font allusion régulièrement, est le vin. Les terrains qui entourent la cité sont abondamment complantés de vignes, et cette culture paraît s'y développer avec profit (4). Les autres récoltes sont très modestes et les opérations qui les concernent, occasionnelles.

Ce sont, par exemple, certains fruits : noix ou noisettes, et surtout les figues, production particulière aux contrées méditerranéennes. Il s'agit uniquement de figues sèches, fruits dont les Provençaux faisaient grand usage pour leur nourriture (5). Les paysans, vendent ces produits au setier ; au milieu du xv^e siècle, le setier de figues vaut en moyenne 4 gros ; plus élevé est le prix des noix et noisettes (6).

Les ventes d'huile d'olive, peu nombreuses, sont surtout le fait de paysans étrangers à Grasse ; les uns originaires de Vence, d'autres de Fayence ou de Bargemon (7). Les quantités sont indiquées en coupes et en livres, en faisant référence aux mesures pratiquées dans la localité du vendeur. Quand la vente est consentie avant même la récolte, le prix est fixé selon le cours moyen de l'huile, au carême, lors de la livraison (8).

Ces achats de récoltes sur pied sont fréquents dans les actes notariés. Ils intéressent, en premier lieu les céréales, puis le vin. Plutôt que de véritables ventes, ces opérations sont proches des prêts, inspirées elles aussi par les nécessités du crédit. Il y a là une forme de « l'endettement des paysans » (9). La seule éventualité d'une récolte est déjà un mode de financement pour les agriculteurs dans le besoin, à quelles conditions, il est vrai ! Les gens de Grasse qui peuvent se livrer à ces achats de récoltes futures, trouvent dans ces placements, la possibilité de fructueuses spéculations. Dans toutes les régions, les détenteurs de numéraire les pratiquent (10).

M. Bloch a insisté avec raison sur la longue et lourde crise de crédit qui, pendant des siècles, a affecté « le financement de la vie paysanne ». Convenons avec lui, de l'ingéniosité des prêteurs. « Prêts d'argent, prêts de céréales, prêts de bétail, gagés sur la terre

(4) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 218.

(5) On trouve dans les inventaires des sortes de claies, que les paysans utilisaient pour les faire sécher cf. Et. Bérard — n° 27, 1385 « XII grasas ad sequandum ficas » — n° 61, 11 Mai 1436 « novem grasissie de jonco ». F. Mistral « Trésor... » v° graso, greisso.

(6) Et. Bérard — n° 65, 10 Juillet 1440 « avellanarum sestaria duo » — n° 74 f° 12 v°, 21 Avril 1449 « unum sestarium de nucibus » — n° 80, 15 Décembre 1455 « pro precio sestariorum... ficum tam nigrarum quam albarum ».

(7) Et. Bérard — n° 78, 19 Janvier 1454 (n. st.)

(8) Et. Bérard — n° 74 f° 70, 29 Septembre 1449 « precio quo communiter valebit circa diem carnis privii proxime venienti ».

(9) G. Duby « L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval » (Paris, 1962) T. 2. p. 493.

(10) Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 181, pour le Toulousain.

ou sur la récolte à venir... déguisés sous le masque des plus inoffensifs contrats, toutes ces combinaisons, subtiles et diverses, avaient uniformément pour effet de grever lourdement le débiteur » (11). Les paysans se heurtent chaque année aux mêmes mois difficiles : à l'automne et surtout au printemps, en attendant les ressources de la moisson. Démunis, ils ont alors recours aux offices des manieurs d'argent (12). Pour ces derniers, c'est la possibilité de se procurer à bon compte, par ces avances de numéraire, les denrées dont ils sauront tirer profit quelques mois plus tard. Parmi les prêteurs, les juifs de la cité sont particulièrement actifs (13). Ils participent, pour une large part, au mouvement de pénétration des campagnes par les gens d'affaires de la cité, phénomène essentiel des rapports entre ville et campagne au Moyen Age (14). C'est la sujétion de celle-ci aux activités économiques de la ville.

Les conditions dans lesquelles se réalisent les ventes des produits de la terre sur le marché urbain, la variabilité de leurs prix, sont autant d'éléments qui illustrent cet état de choses.

L'étude des actes notariés qui mentionnent ces ventes impose quelques réserves préliminaires. On doit, évidemment, supposer en premier lieu, que les ventes de denrées conclues au comptant, avec livraison et paiement simultanés, n'exigeaient pas l'intervention du notaire et la rédaction d'un contrat. C'était pourtant là, sans doute, la solution normale ; c'est malheureusement celle qui nous échappe, puisque les documents notariés, en principe, ne la rappellent point. A l'inverse, toutes les opérations consignées dans les registres impliquent nécessairement une échéance, et, la plupart du temps, s'expliquent par le jeu du crédit. Les prix peuvent en subir les effets et se trouver faussés par rapport au cours communément pratiqué. Il ne faut donc pas les envisager comme des éléments rigoureux du coût des denrées agricoles, mais seulement comme des points de repères. Cette remarque n'enlève pas tout intérêt à ces actes. Ils demeurent au contraire fort précieux pour la connaissance des relations entre les campagnes et la cité, dans la mesure où ils indiquent qui sollicite les faveurs du crédit, et comment celui-ci est obtenu.

La valeur du blé, terme employé ici au seul sens de froment, n'avait cessé de croître depuis la fin du XIII^e siècle, en Provence (15).

(11) M. Bloch. *op. cit.* T. I. p. 146

(12) Cf. G. Duby « L'économie rurale... » *op. cit.* T. I. p. 360, document 72, T. 2. p. 492-493.

(13) Voir *infra* II^e partie, titre II — chap. 3 « Les Juifs ».

(14) Etat de la question dans J. Heers « L'occident... » *op. cit.* Livre III, chap. IV « Les rapports ville-campagne » p. 353.

(15) C. Arnaud « Histoire de la Viguerie de Forcalquier » (Marseille 1874-75) T. 2 — n° 642.

A Grasse, durant la première moitié du XIV^e siècle, le prix du setier (16) s'établit environ à 20 petits sous, tandis que certains blés de la montagne, de Saint Auban ou de Séranon, réputés de qualité inférieure à celui des campagnes grassoises, n'atteignent que 13 à 16 petits sous.

« En 1346-1347, précise G. Gauthier-Ziegler, la cherté de la vie fut à son comble à Grasse comme dans la plupart des villes provençales, et, malgré l'institution d'une gabelle municipale, le blé s'y vendit de 36 à 45 petits sous le setier. Au XV^e siècle, le setier de blé se vendait encore de 20 à 32 sous, suivant les années » (17). A ce large mouvement de hausse s'ajoutent les importantes variations qui, chaque année, affectent le prix du blé selon les saisons. Celui-ci augmente régulièrement durant les mois qui précèdent les moissons ; puis, une fois les grains récoltés, une baisse intervient. Quand deux récoltes médiocres semblent se succéder coup sur coup, la hausse de printemps est extrême (18), et il n'est pas sûr que la moisson vienne l'interrompre.

Les transactions sur les céréales, enregistrées par les notaires, sont — outre les prêts — (19) de deux sortes : tantôt l'achat est réalisé à crédit, mais le blé est livrable immédiatement, tantôt le prix est payé incontinent, c'est alors le blé qui sera remis à terme : il y a achat de la récolte sur pied. Remarquons dès à présent que ces actes correspondent à des circonstances bien distinctes. Parfois, dès l'automne, pour les semailles en tout cas, lorsque la « soudure » avec la récolte future est difficile, ce sont les paysans qui, à crédit, sont contraints de venir auprès des marchands ou des Juifs de la cité, pour s'approvisionner. Or, ces mêmes paysans, dès les mois d'avril ou mai, pour se procurer quelque argent, n'ont d'autre moyen que de vendre, à des prix souvent désastreux, les blés que portent encore leurs champs. Les rôles sont désormais inversés ; marchands et juifs se retrouvent unanimes pour spéculer en les achetant. Grâce

(16) Soit environ 40 litres. Sur les mesures utilisées à Grasse pour la vente des grains, cf. Arch. Départ. des Bouches-du-Rhône B. 1143 f° 8 dans G. Gauthier-Ziegler, op. cit. Pièce justificative n° XXXIII p. 291. Le setier de blé = 5 rups et 17 livres et demi « subtiles » (la livre « subtile » = 12 onces). On distingue parfois la mesure comble de la mesure rasée (cf. C. Arnaud, *ibidem*, n° 641). Le meunier doit être muni d'un rouleau avec lequel on rase la mesure de blé — en provençal = « rasoysa sive libtera ». Et. Bérard — n° 27, 1385 « unam rasoysam ferream ».

(17) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 220. En 1351, 92 setiers sont vendus à l'encan au prix de 19 petits sous l'un (A.D.B. du R. — Série B. 1908).

(18) G. Duby « L'économie rurale... » op. cit. t. 2, p. 559.

(19) Ces opérations sont loin d'être particulières à Grasse. cf. O. Masson-Bessière « Le commerce et la société à Brignoles au milieu du XIV^e siècle, 1336-1348 » (Provence Historique 1964, p. 152). Des prêts de céréales consentis « causa mutui et amoris » se rencontrent dans les registres du XIV^e siècle, cf. Et. Bérard — n° 12, 2 Mai 1353, 22 Mai, 4 Décembre — n° 16 5 Juin 1362 — n° 22, 4 Juin 1376 — n° 42, 21 Juin 1386. Nombreux devaient être ceux réalisés hors la présence du notaire.

à ces placements lucratifs, ils accumulent les grains dans leurs boutiques jusqu'aux mois rigoureux du printemps prochain (20).

Dans ces ventes de récoltes « anticipées », l'acheteur, avec l'intention délibérée de spéculer, impose le prix à la conclusion du contrat. Il est tout à fait exceptionnel que l'on fasse référence au cours pratiqué « tempore messium » (21).

Au milieu du ^{xiv}^e siècle déjà, on peut voir quelques villageois descendre de la montagne, de Séranon par exemple, pour venir traiter à Grasse. L'un d'eux, aux premiers jours de mai 1353, vend 2 setiers de froment, au prix de 16 sous l'un, à un ménage de Grasse. Il en reçoit paiement, tandis qu'il s'oblige, avec la garantie d'un fidéjusseur, en l'occurrence le notaire du village, à le livrer dès qu'il aura moissonné ou à la Saint-Michel (22). Cette échéance tardive se justifie par la date de la récolte en ces pays d'altitude.

Opération identique pour un autre habitant de Séranon qui, en 1362, au moins de juin cette fois, accepte le prix de 12 sous le setier (23). Quelques jours plus tard, un paysan de Saint-Cézaire se voit offrir celui nettement plus élevé de 18 sous, pour les 6 setiers qu'il apportera pour la fête de l'Assomption, au domicile de l'acheteur (24). Si la différence de prix peut s'expliquer par la meilleure qualité des grains, elle n'exclut pas d'autres facteurs. La moisson toute proche — peut-être même a-t-elle déjà eu lieu dans ce village du bas-pays — enlève au contrat son caractère usuraire et permet un prix voisin du cours réel. En tout cas, le besoin de numéraire apparaît là aussi sans conteste : le jour de la vente, le villageois perçoit, outre la totalité du prix, une somme de 20 sous, à titre de prêt, remboursable en fromages, à cette même échéance de la mi-août.

(20) Voir aussi Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 180 — du même « Saint-Sulpice la Pointe : un village tarnais au milieu du ^{xiv}^e siècle, d'après ses archives notariales » (Extrait du recueil des Actes du II^e Congrès d'Etudes de la Fédération des Sociétés Académiques et Savantes Languedoc-Pyrénées-Gascogne tenu à Albi les 11 et 13 Juin 1955) p. 4. Devant le nombre considérable d'achats de céréales, livrables aux moissons, réalisés entre les mois de mars et juin 1344, l'auteur déduit à juste titre : « Ceci s'explique fort bien : les récoltes de 1342 et 1343 ayant été mauvaises, la soudure de 1344 est une période critique. Tirant parti de la gêne des cultivateurs, des négociants spéculent en leur achetant d'avance, à prix avantageux, des céréales qu'ils revendront aisément avec un gros bénéfice. La récolte de 1344 ayant été bonne, rien de tel ne se retrouve en 1345 ».

(21) Et. Bérard — n° 19, 30 Avril 1367.

(22) Et. Bérard — n° 12, 4 Mai 1353 « ipsam annonam promisit ei dare et solvere Grasse in proxime venturo festo Sancti Michaelis vel quando recollexerit suum bladium ».

(23) Et. Bérard — n° 16, 28 Juin 1362 « VIII sestaria annone... de illa que nunc in ejus terra posita est ».

(24) Et. Bérard — n° 15, 8 Juillet 1362.

La documentation, plus importante pour le second tiers du xv^e siècle, renferme plusieurs exemples de variations auxquelles est soumis le cours du blé. Ainsi en 1434, nous voyons un juif de Grasse, David Levi, acheter le 30 mars, 12 setiers de blé à un habitant de la Napoule, au prix de 20 sous le setier. Le même jour, celui-ci en vend également 8 setiers à un autre juif de la ville. Les conditions sont identiques : le paiement comptant et le blé livrable à la Sainte-Marie-Madeleine, le 22 juillet, terme normal pour des récoltes dans les campagnes de Grasse et du littoral (25).

Entre les années 1445 et 1447, les mouvements saisonniers font varier le prix autour de 1 florin le setier. C'est encore auprès d'un juif, Donninus Jassiel, qu'en avril 1445, Jean Gaufridi, bourgeois, en achète 4 setiers moyennant 4 florins et 4 gros. En septembre, profitant de la baisse qui fait suite aux récoltes, il réalise chez ce juif un nouvel achat, les 24 setiers sont payés seulement 20 florins (26). Avec les premiers mois de 1446, la tendance à la hausse se manifeste, la valeur du setier avoisine le florin (27). Conséquence sans doute d'une récolte médiocre, elle ne diminue pas durant l'été : 14 florins les 14 setiers, tel est le prix payé par un « agricultor » de Grasse au marchand-drapier Simosse pour son achat du 21 septembre (28).

Pour compléter leurs récoltes, ou pour y suppléer, les paysans doivent ainsi recourir tantôt aux juifs, tantôt à quelques marchands qui ne dédaignent pas, à côté d'autres activités, le commerce des grains. Parmi eux, on relève les noms des marchands-drapiers Augier et surtout Simosse, ou de l'apothicaire Pierre Sauvan (29). Leurs boutiques attirent, outre la clientèle de Grasse, des gens du Bar, de Saint-Vallier, de Chateauneuf, de Cannes, d'Antibes ou de Vence (30).

Pour apprécier les profits que les transactions sur le blé pouvaient rapporter à ces commerçants, juifs ou chrétiens, tous volontiers spéculateurs, il suffit de comparer, quand les archives le permettent, leurs prix de vente du blé avec celui qu'ils proposent pour

(25) Et. Bérard — n° 59, 30 Mars 1434.

(26) Et. Bérard — n° 70 f° 17, 27 Avril 1445, f° 69, 13 Septembre 1445.

(27) Et. Bérard — n° 71 f° 4, 30 Mars 1446.

(28) Et. Bérard — n° 117, 21 Septembre 1446 ; en février 1447, le setier vaut toujours un florin, cf. Et. Bérard — n° 71, 28 Février 1447 — Vente par Noble Bertrand de Grasse, seigneur du Bar, à un « fornerius » de Nice, de 200 setiers pour 200 florins.

(29) Et. Bérard — n° 73 f° 14, 22 Avril 1448, f° 23, 6 Mai f° 36, 21 Mai — n° 116 f° 61, 22 Avril 1448. Voir par exemple pour la Haute-Provence, les opérations du « notaire Jean Barral, marchand de Riez au début du xv^e siècle » (E. Baratier, *Provence Historique*, 1957. op. cit.).

(30) Outre les références ci-dessus, cf. Et. Bérard — n° 75 f° 8, 16 Avril 1450, f° 13, 27 Avril, f° 11, 25 Avril, f° 17, 7 Mai — n° 77 f° 3, 18 Avril 1452.

les achats de récoltes sur pied. Dans la deuxième quinzaine d'avril 1450, certains villageois des alentours, qui viennent à Grasse acquérir un complément de provision en attendant la nouvelle récolte, paient le setier de blé, à quelques jours d'intervalle, 18 et 28 gros ; sommes dont ils ne peuvent s'acquitter avant les échéances de la Sainte Marie-Madeleine ou de la Saint Michel, parfois au-delà (31). Or, tout aussi démuné de numéraire, Monnet Mouton paysan de Chateauneuf qui, au même moment, s'y rend pour vendre 4 setiers de ses futures moissons, ne se voit offrir par l' « honorabilis » Pierre Roque que 9 gros le setier (32). Par la même opération, l'année suivante, au mois de mai, au prix de 8 gros le setier, Monnet Mouton consent de nouveau à Pierre Roque, une vente de 3 setiers — le blé à Grasse vaut toujours le double (33) —. Le bénéfice important que l'acheteur se ménage ainsi dépasse largement les risques encourus en attendant la récolte. Si celle-ci est d'un rendement médiocre ou si un événement fortuit vient la détruire, à défaut de livraison, il s'empressera de solliciter le remboursement du prix, du vendeur, ou du garant qui souvent s'est engagé à ses côtés (34).

Evidemment, tous ceux qui se livrent à ces fructueuses opérations, continuent à acheter du blé aussitôt les moissons terminées et profitent alors des prix les plus favorables. En août et en septembre, les récoltes sont peu à peu engrangées dans les demeures de Grasse. Marchands et juifs, et bien d'autres habitants de la cité, accueillent de nouveau les villageois, cette fois avec leurs sacs de grains (35). Nulle crainte pour les acheteurs de mauvais placements ; à peine quelques mois plus tard, ils commenceront à consentir des avances. Chacun a sa clientèle, que les moments critiques ramènent régulièrement. Clients d'autant plus fidèles qu'ils sont souvent redevables de précédents achats. On cancelle parfois l'obligation ancienne le jour où se contracte un nouvel engagement (36).

(31) Et. Bérard — n° 75 f° 8, 16 Avril 1450, f° 13, 27 Avril 1450, f° 17, 7 Mai, f° 20, 11 Mai.

(32) Et. Bérard — n° 75 f° 11, 25 Avril 1450 « de illa quam ipse Monnetus deo primo recolliget sasone proxima messium preclo videlicet trium florenorum ad rationem grossorum novem pro sestario ».

(33) Et. Bérard — n° 76 f° 14, 14 Mai 1451. Il peut arriver — cf. Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 180 — qu'un vendeur du printemps soit contraint d'acheter des céréales à l'automne auprès de son précédent acheteur.

(34) Et. Bérard — n° 70 f° 68, 13 Septembre 1445 « cumque propter tempestates quibus ipse locus de Amirato fuit sasone proxime preterita messium dampnositatus ipse Monnetus dicta XXIII sestaria annone solvere seu trahere nequiverit ».

(35) Et. Bérard — n° 76 f° 42, 10 Août 1451, f° 47, 3 Septembre 1451 : deux juifs achètent respectivement 10 et 12 setiers à des personnes de Cannes et de Cagnes.

(36) Exemples les divers contrats conclus par Antoine Raynardi de Grasse avec ses débiteurs de Chateauneuf ou de Saint-Vallier : Et. Bérard — n° 75 f° 15, 4 Mai 1450 (cancellé le 15 Mars 1451) et f° 86, 15 Mars 1451, ou encore f° 84, 9 Mars 1451, f° 87, 15 Mars 1451).

Ces transactions reflètent le déséquilibre du commerce des céréales. Utilisant leurs récoltes comme instrument de crédit, les paysans sont dans la totale dépendance des gens d'affaires de la cité. C'est dans la boutique du marchand ou dans l'officine du spéculateur qu'est débattu le prix de la moisson, plutôt que sur l'aire (37).

Le produit de la vigne ne présente pas le caractère d'indispensabilité des céréales ; aussi, les transactions qui le concernent sont-elles moins spéculatives. Assez nombreuses, elles sont surtout le fait des Grassois, dont les propriétés en sont largement complantées. Les gens des villages voisins y participent peu. Comme pour le blé, il s'agit parfois de ventes de récoltes sur pied. Rares sont les ventes de raisins ; généralement, c'est le vin qui fait l'objet des contrats. Ceux-ci distinguent parfois le vin rouge du blanc, le bon vin de la piquette (38). Il est mesuré en coupes et en charges « saumada » ; les quantités importantes portent mention du nombre de barriques « botas » (39). En 1391, un apothicaire de Grasse vend 20 barriques à un habitant de Porto-Maurizio, au prix de 10 florins-or l'une. Quelques années auparavant, un achat de 34 coupes de vin rouge réalisé par un notaire de la cité avait été payé 9 sous la coupe (40).

Ces chiffres ont une valeur à peine approximative. Outre l'importance de la qualité dans la détermination du prix du vin, facteur souvent inconnu, les actes sont bien trop éparés pour permettre des comparaisons.

Au xv^e siècle, après que la coupe de vin rouge a varié selon les contrats entre les prix de 4 à 8 gros, vers les années 1445-1450, elle vaut à peu près 6 gros (41). Citons par exemple, la vente de 27 coupes de « bon vin rouge », par l'« egregius vir » Augustin Raboys, le 21 juin 1450, à raison de 6 gros l'une (42) ; ou celle, le 6 juin, plus importante, consentie par le notaire Albert Veteris

(37) Tout cela est aussi le fait d'un « marché des grains étroitement cloisonné ». G. Duby « L'économie rurale... » op. cit. T. 2. p. 559.

(38) Et. Bérard — n° 60, 20 Avril 1435 « in certa quantitate vini tam rubei quam albi » — N° 65, 14 Septembre 1440 « VI cupas vini limphati » — n° 70 f° 24, 11 Mai 1445 « vini meri rubei ».

(39) F. Mistral « Trésor... » V° saumado = charge d'une bourrique. Et. Bérard — n° 76 f° 69, 19 Octobre 1451 « ad rationem trium cuparum vini pro qualibet saumata ». La barrique = environ 450 litres (soit 7 millerolles). cf. Sigalas op. cit. p. 95, relève que la millerole comprend 3 coupes.

(40) Et. Bérard — n° 33, 5 Juin 1391. Et. Bérard — n° 23, 3 Avril 1377 « XXXIII cupas vini rubei que sunt in quodam vase posito in penore domi... » — A.D.B. du R — B. 1908 — Vente, en 1351, de 29 coupes « ad incantum » au prix de 8 petits sous l'une.

(41) Et. Bérard — n° 54, 25 Janvier 1430 (n. st.) — n° 62, 11 Février 1438 (n. st.) — n° 70 f° 24, 11 Mai 1445.

(42) Et. Bérard — n° 75 f° 42, 21 Juin 1450.

à l'Abbé de Lérins, moyennant 53 florins et 10 gros, et qui porte sur 100 coupes de vin rouge « *tam novi quam veteris* » (43).

Les achats de récoltes futures recouvrent, là encore, des opérations de crédit. Ils interviennent à diverses périodes de l'année : plusieurs pendant le mois qui précède les vendanges, en août, d'autres dès le printemps, période critique nous l'avons vu, ou au début de l'été (44). Certains cultivateurs y ont même recours à l'automne, et vendent au mois de novembre la production de vin de l'année suivante (45) !

La totalité des vendanges, ou une partie seulement, peuvent ainsi être aliénées, tantôt à l'état de raisins, tantôt de vin. Jean Fouque, de Grasse, en avril 1362, passe contrat pour l'ensemble de sa récolte de raisins, « *quod Deus prestabit* », dans une vigne qu'il détient au quartier des « Ribes ». Dès la conclusion de l'acte, il reçoit de l'acheteur paiement de la moitié du prix (46). Nous trouvons ici une opération curieuse, usuraire sans doute, car il est peu d'usage que le prix de la récolte soit fixé de façon globale, lors de la vente, sans se soucier de son importance.

Généralement, à la différence des ventes portant sur le blé, les prix de la coupe de vin ou de la charge de raisins ne sont pas stipulés, on s'en rapporte à ceux pratiqués à Grasse, « *in proximis vendimis* » (47). C'est à cette condition qu'Antoine Achard achètera toute la récolte « *totum vinum* » (48) d'une vigne sise aux « Ribes », ou Audibert Mouton d'une autre « *in Moleris* » (49). Seul un acompte, dont le montant est souvent proche du prix de vente total, est versé par l'acheteur au moment du contrat. Aux vendanges, s'établira le règlement définitif, par référence au cours des raisins ou du vin (50).

(43) Et. Bérard — n° 75 f° 36, 6 Juin 1450. L'année suivante, le 19 Octobre 1451 (Et. Bérard — n° 76 f° 69), les marchands Guillaume et Pierre Simosse acquièrent 240 coupes de vin rouge provenant de la Ligurie, au prix de 5 gros la coupe.

(44) Et. Bérard — n° 18, 14 Avril 1362 — n° 42, 26 Juillet 1386. Et Peretti — n° 256, 10 Juin 1408 — Et. Bérard — n° 65, 20 Juin 1440, 28 Juillet 1440 — n° 75 f° 8, 20 Avril 1450.

(45) Et. Bérard — n° 12, 16 Novembre 1353 — n° 42, 6 Novembre 1386.

(46) Et. Bérard — n° 18, 14 Avril 1362 « *omnes racemos proximorum vendemiarum quod Deus prestabit in ejus vinea sita in ripis precio XL solidorum* ».

(47) Et. Bérard — n° 40, 29 Août 1364 « *totum suum vinum... precio pro qualibet cupa secundum quod valebit per civitatem Grasse nec majori nec minori* » — n° 42, 26 Juillet 1386 « *precio pro qualibet saumata quo valebit...* » — n° 65, 20 Juin 1440 « *precio illo quo vinum communiter vendetur in dicta civitate tempore botacionum proximorum* ».

(48) Et. Bérard — n° 40, 29 Août 1364.

(49) Et. Bérard — n° 12, 16 Novembre 1353.

(50) Et. Bérard — n° 65, 20 Juin 1440 (Pour 10 coupes de vin rouge qu'il promet de livrer aux vendanges, le vendeur reçoit 5 florins, soit 6 gros la coupe — ce qui est proche du cours habituel).

A l'obligation générale de livrer le vin aux vendanges, sont parfois apportées des précisions : terme de la Saint-Michel ou réception à la cannelle, lorsque le vin coulera de la cuve, « quando exiet de tina » (51). Certains acheteurs, préoccupés par la qualité de la récolte qu'ils acquièrent, vont jusqu'à surveiller la fabrication, et, d'abord, se réservent le droit d'autoriser le vendeur à vendanger (52).

La personnalité de ceux qui consentent ainsi les avances est peu connue. Le trafic du vin ne revêt pas dans les documents notariés grasseois la portée de celui des céréales. Les relations entre cultivateurs et négociants n'y accusent jamais la même intensité. Le commerce du blé, « denrée nourricière », jusque dans son caractère spéculatif et usuraire, pose des problèmes humains, dont les transactions se ressentent ; celui du vin, rarement. Tout au plus, convient-il de souligner, dès la seconde moitié du xiv^e siècle, l'immixtion des juifs dans ces activités. Ils n'hésitent pas à transformer une créance, en un achat anticipé sur les futures vendanges de leurs débiteurs (53). D'autres fois, ceux-ci s'engagent, en contre-partie d'un prêt, à réserver pour leurs créanciers la prochaine récolte (54).

(51) Et. Bérard — n° 12, 16 Novembre 1353 « dare et solvere Grasse in proximo venturo festo Sancti Michaelis vel quando exiet de tina » — Et. Peretti — n° 256, 10 Juin 1408 « ad rayum tine ».

(52) Et. Bérard — n° 40, 29 Août 1364 « promitens idem venditor et jurans bene assasonare racemos et non vindemiare sine licencia dicti emptoris ».

(53) Et. Bérard — n° 42, 15 Août 1386 « quesquidem XXIII saumatas promisit et juravit eidem dare et tradere in diminutione illius quantitatis pecunie in qua dictus Johannes eidem judeo est obligatus ».

(54) Et. Bérard — n° 42, 6 Novembre 1386 — Prêt de 15 florins consenti par Rabin Mayr : « Item fuit actum quod dictus judeus habere debeat vinum quod Deus eidem habit... in ejus vinea precio quo valebit... ».

Autres exemples d'achats : Et. Bérard — n° 42, 26 Juillet 1386, 2 Septembre, 11 Novembre — n° 65, 20 Juin 1440, 28 Juillet. Et. Peretti — n° 57, 27 Août 1439.

TITRE II

L'ELEVAGE

Dès le Moyen Age, et surtout aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, l'élevage constitue l'un des aspects essentiels des activités rurales. C'est sur l' « association du labour et de la pâture » que repose l'économie agraire, même si cette association prend parfois la forme d'une lutte entre l'agriculteur et le berger (1). Qu'il s'agisse des animaux de trait, tout autant auxiliaires du labeur paysan que moyen de transport, ou des troupeaux, l'économie des campagnes s'est largement ressentie de la place qu'y tenait le cheptel. Il n'est pas jusqu'aux milieux urbains qui ne soient pour une part — toujours plus grande — de leur subsistance, sous l'étroite dépendance des ressources qu'il peut procurer.

En raison même de cette importance, dont les détenteurs de capitaux furent vite conscients, le bétail était enfin le mode de placement idéal. Par le biais d'opérations juridiques diverses, nombreux sont ceux qui l'ont pratiqué ; en tête se comptaient bourgeois et marchands, mais on y relevait aussi des gens à la fortune modeste. Outre la possibilité de sérieux profits, c'était là un moyen supplémentaire, au même titre que le métayage, pour certains citadins, de participer aux préoccupations du monde rural, à ses façons de vivre.

Cette situation est d'autant plus sensible en Provence, et en particulier dans les campagnes proches de Grasse, que nombre de

(1) M. Bloch. *op. cit.* p. 24 et 208.

terroirs, au sol pauvre, se prêtent plus difficilement aux cultures qu'aux paquis ; par ailleurs la proximité de hauts reliefs permet de parer, par la transhumance, à l'aridité des saisons estivales.

Les actes notariés, à travers les réalités quotidiennes, soulignent un tel état de choses. Chez les paysans, comme chez les gens de la ville, ils illustrent l'intérêt que les uns et les autres portent à l'élevage. Plusieurs possèdent des animaux, les autres s'efforcent d'en acquérir.

Simple paysan, assurément, ce Pierre Giraud qui n'hésite pas à utiliser les voies d'un codicille, pour léguer à son fils les deux bêtes de son étable (2), ou cet autre échangeant une pièce de terre contre des animaux et une charrue (3). Sans doute, ignorons-nous par trop l'exacte valeur des biens échangés pour juger cette transaction sous le seul angle économique, contentons-nous d'y voir un exemple de la volonté des exploitants de posséder quelques têtes de bétail, du désir aussi de parvenir à cette catégorie de manants privilégiés qu'évoquait Marc Bloch, ceux qui détenaient des attelages de labour (4).

Préoccupations de bourgeois... Il suffit de se reporter aux comptes détaillés que le notaire Pierre Rocassi tenait au milieu des actes d'un registre pour le troupeau, « aver », du seigneur de Céreste, dont il paraît avoir la charge, et pour d'autres animaux tenus en société avec des éleveurs (5). Au hasard des mentions, on peut relever quelques exemples de dépenses : ainsi pour l'entretien des bergers, les pertes supportées par le troupeau d'ovins — les loups n'y sont pas étrangers (6) —, ou encore la répartition des fromages, « divisio caseorum », et les profits retirés de leur vente.

(2) Et. Bérard — n° 58, 8 Janvier 1434 (n. st.) — Codicille de Pierre Giraud qui lègue « quamdam suam vacam nigri pili et unum bovem nominatum capel ».

(3) Et. Bérard — n° 73 f° 60, 2 Août 1448 « ... scambium sive permutationem fecerunt in hunc qui sequitur modum. Et primo dictus Jacobus Pellegrini permutavit... et ... tradidit seu quasi et concessit dicto Antonio Agnelli... quamdam suam vineam cum fructibus in eadem pendentibus loco dicto in Plano... et vice versa dictus Antonius Agnelli... tradidit et concessit seu quasi dicto Jacobo... tres boves arantes, duos doayqos, unam vacam cum suo vitulo ac unam junegam et unum aratrum munitum omnibus suis garnimentis ».

(4) M. Bloch. op. cit. p. 196-197.

(5) Et. Bérard — n° 32, 1391 — cf. pièces justificatives.

(6) Ce fauve est apparu comme « l'acteur de premier plan du drame qui oppose le paysan aux forces hostiles de la nature » (R. Grand. op. cit. p. 594) ; pendant des siècles, il a été la terreur des gens des campagnes. Au Moyen Age, des récits, parfois des noms de lieux, attestent ses incursions non loin des cités (ainsi, à Grasse — Et. Bérard — n° 65, 22 Août 1440 « quadam vinea... sita in Territorio dicte civitatis ultra vallonum luporum »). Dans cette ville, à l'extrême fin du xvr^e siècle, à en croire le discours d'un évêque, les ravages des loups sont toujours vivement redoutés, ils y viennent « dévorer les enfants jusque dans les bras de leurs mères ez portes des villes » (« Discours de Monseigneur G. Leblanc, évêque de Grasse, à ses diocésains, touchant l'affliction qu'ils endurent des loups en leurs personnes et des vermisseaux

Au-delà de ces actes ou documents de caractère anecdotique, deux sortes de transactions permettent de pénétrer davantage l'étude de l'élevage dans les campagnes de Grasse : les ventes et les mège-ries. Les unes nous renseignent sur la nature du bétail, éventuellement, et de façon toute approximative, sur sa valeur ; les autres, les plus intéressantes, présentent les principales applications que les Provençaux faisaient du bail à cheptel.

En marge de ces contrats, les locations de pâturages évoquent quelques unes des conditions dans lesquelles se réalise cet élevage, en même temps que s'y affirme pour le menu bétail la pratique de la transhumance.

en leurs figuliers, en la présente année 1597 » cité par J.A. Durbec « Notes historiques sur quelques pèlerinages, processions, fêtes et jeux de Provence ». Actes du 77^e congrès des Sociétés Savantes. Grenoble. 1952. p. 265).

CHAPITRE PREMIER

LE BETAIL

Dans les ventes d'animaux, l'objet est fort varié : moutons et chèvres, bovins, porcs, enfin bêtes susceptibles de porter selles ou bâts : chevaux, mulets, ânes. Ces contrats sont le fait d'une clientèle qui réunit aussi bien le marchand ou le nourriguier, opérant tous deux sur un grand nombre de bêtes, que le paysan aux moyens rudimentaires qui se contente d'acquérir un seul animal, parfois la moitié (1).

Impliquant un transfert de propriété, on retrouve, dans des actes, les habituelles clauses de style des ventes. La nature de l'animal vendu est précisée et quand il s'agit d'un troupeau, le nombre de têtes. Le prix, stipulé en argent, est payable « in pecunia numerata » au terme fixé par les parties ; ce sont précisément ces facilités de paiement qui nécessitent la rédaction d'un acte notarié. Le vendeur se réserve la faculté de faire payer à l'acquéreur, outre le prix, les dommages et intérêts moratoires, et les frais de procédure qu'il peut être amené à supporter (2). Garantie supplémentaire, il est prévu que les animaux seront détenus à titre de précaire, « precario nomine », jusqu'au complet paiement (3). Inversement, celui

(1) Et. Bérard — n° 34, 20 Octobre 1391 « causa emptionis medietatem cujusdam ronsini ». Ce fait ne doit pas surprendre outre mesure : dans certains villages isolés de l'arrière-pays, à l'économie précaire, jusqu'à une époque toute récente, il se pouvait qu'un animal, principalement de bât, appartienne en commun à deux cultivateurs.

(2) Et. Bérard — n° 12, 30 Mai 1353 « dare et solvere Grasse in pecunia numerata et non extimatis per terminos... cum omnibus expensis et interesse quas et que assertit se fecisse petendo dictum debitum lapso termino supra dicto... »

(3) Cf. P. Ourliac et J. de Malafosse « Histoire du Droit Privé ». T. II. Les Obligations. p. 257. Survivance du droit romain, on redoute que le transfert de la

qui aliénait, sous l'obligation de tous ses biens, promettait aide et assistance à l'acheteur, pour tout ce qui pouvait venir le troubler dans sa possession (4).

La remise des animaux intervient, en général, à la conclusion du contrat. Il arrive d'ailleurs que celui-ci soit rédigé après que l'achat a été réalisé et les bêtes livrées ; il se présente alors sous la forme d'une reconnaissance de dette par l'acheteur (5). D'autres fois, une clause indique expressément la date et le lieu de la livraison (6). Si les animaux ne sont remis qu'ultérieurement, le vendeur en conserve la garde. La question des risques est alors soulevée, une disposition peut la prévoir et distinguer divers cas de responsabilité (7).

Parmi les transasctions, bon nombre portent sur des bovins, et, en premier lieu, sur les bœufs de labours, « boves arantes » (8). Ils sont vendus, précise parfois le notaire, « avec tous leurs vices visibles ou cachés », le terme dialectal de « magagna » est souvent associé à cette formule (9). La désignation de l'animal est com-

chose, même non payée, ne fasse perdre au vendeur l'action en revendication ; par la clause de concession à précaire, le vendeur, malgré la livraison de l'objet, en conserve la propriété jusqu'au paiement intégral du prix. Et. Bérard — n° 12, 13 Mai 1353 « et promisit dictos boves non vendere et eos tenere precario nomine donec dictus Johannes de dictis XXX libris plenarie sit satisfactum » ou encore : Et. Peretti — n° 256, 6 Janvier 1409 (n. st.).

(4) Et. Bérard — n° 19, 10 Juillet 1367 « promitens... salvare et deffendere dictum asinum ab omni persona et personis in iudicio et extra et de omni et quacumque evictione eidem teneri sub ypotheca et obligatione omnium bonorum... »

(5) Et. Bérard — n° 12, 23 Janvier 1354 (n. st.) « confessus est Johannes G. de Grassa Guillelmo G. dicti loci presenti et recipienti se habuisse et emisse ab ipso unum ronsinum... »

(6) Et. Bérard — n° 74, 17 Septembre 1449 « hinc ad festum Beati Raphaelis... ad fucem prope menia dicte civitatis ».

(7) Et. Bérard — n° 69, 22 Février 1445 (n. st.) « dictus J^o Draqui (vendeur) dictos XVI doaycos dare tradere et consignare realiter et cum effectu debeat ipsi Mitrio hinc per totum mensem Aprilis proxime. Item... dictus J^o Draqui dictos doaycos XVI conducere et conductos tradere debeat ipsi Mitrio ultra flumen Varis vel ultra pontem fluminis Cianhe cum hac conditione quod dictus Mitrius eosdem doaycos juvet ducere vel saltem unum hominem proprium suis sumptibus eidem Johanni habeat in conductione predicta... quod dicta conductio ultra flumen Varis vel ultra pontem Cianhe fiat ad electionem dicti Mitrii... Item fuit de pacto quod si aliquis ex dictis doayquis ante quam fuerunt conducti ultra dictum flumen... reverteretur retro vel ad gregem vacarum quod de illis qui retrocederentur ipse J^o Draqui venditor teneatur. Item si aliquis ex dictis doayquis postquam remoti fuerunt a grege dicti Johannis frangeretur in tibiis vel aliud malum... quod de tali fractione et malo ipse J^o in nichilo teneatur sed hoc remaneat periculo et fortuna ipsius Mitrii ».

(8) Ou encore « boves et domesticorum », Et. Peretti — n° 43, 11 Octobre 1405 — Et. Bérard — n° 119, 18 Avril 1450.

(9) « Cum omnibus suis viciis eminentibus vel non eminentibus et maganis » Et. Bérard — n° 15, 27 Mai 1362. F. Mistral « Trésor... » V^o Magagno. Pareille réserve figure surtout pour les animaux de bât, ce qui est normal. Certains actes indiquent même le défaut ou la malformation de la bête. Et. Bérard — n° 32, 20 Décembre 1396 « ex causa unius bovis piloi ralhî cum una lupia ».

plétée par l'indication de sa couleur : brun, roux, noir ... (10). Même s'il convient de tenir compte des différences résultant de la qualité des bêtes ou de leur âge, dans l'appréciation des prix pratiqués, ceux-ci paraissent élevés.

Au milieu du ^{xiv}^e siècle, vers les années 1353-1354, la valeur d'une paire de bœufs oscille entre 17 et 22 livres (11). Une certaine baisse semble se produire durant la première moitié du ^{xv}^e siècle. Exprimé en florins, le prix d'un bœuf ne dépasse pas 7 à 10 florins (12). Lorsqu'ils se rendent acquéreurs de ces animaux, les paysans sont contraints de solliciter un crédit, sur une ou même deux années. Certains, démunis du numéraire, proposent un paiement en nature (13).

Il est également question de taureaux, « doayci ». Les actes de vente en rappellent également la couleur (14), parfois l'âge (15). Ils ne portent, en général, que sur une ou deux bêtes, de façon exceptionnelle sur un plus grand nombre (16). L'un vaut de 6 à 8 florins (17). Groupées en troupeaux de 15 à 20 bêtes, les vaches se vendent entre 3 et 4 florins l'une. Un habitant de Mouans, par exemple, achète à un nourriguier de Saint-Vallier, terroir propice à l'élevage, une quinzaine de bêtes pour la somme de 67 florins (18).

(10) Et. Bérard — n° 1, 10 Novembre 1308 « pili bruni » — n° 15, 27 Mai 1362 « pili castagni » — n° 73, 22 Décembre 1448 « pili maurini » — n° 52, 12 Janvier 1426 (n. st.) « pilorum unius rubei et alius nigri ».

(11) Et. Bérard — n° 12, 13 Mai 1353 (3 bœufs = 31 livres), 19 Mai (2 = 21 livres), 30 Décembre (2 = 22 livres), 11 Décembre (2 = 18 livres), 5 Janvier 1354 (n. st.) (2 = 17 livres).

(12) Et. Bérard — n° 52, 12 Janvier 1426 (n. st.) (2 = florins). — n° 54, 11 Novembre 1429 (1 = 7 fl. 2 gros) — n° 55, 5 Novembre 1430 (2 = 20 fl.) — n° 73, 22 Décembre 1448 (1 = 9 fl. + 1 setier d'avoine) — n° 117, 24 mars 1450 (2 = 14 fl.) — n° 75, 4 Mai 1450 (1 = 9 fl.). Dans le cadastre de 1433 (Arch. Comm. Grasse. CC. 44), la valeur d'un bœuf est, en principe, estimée à 10 florins, cf. f° 102 v° « III boves arantes-XXX florenos », f° 139 v° « quatuor boves arantes-XXV florenos quia est unus modici valoris ». Pour cette même année, Caïs de Pierlas op. cit. p. 505, signale pour Nice, le prix de 9 florins 6 gros. A titre de comparaison, cf. G. Sicard, op. cit. p. 60. En Toulousain, après une augmentation des prix vers le milieu du ^{xiv}^e siècle, ceux-ci ont tendance à fléchir durant la première moitié du ^{xv}^e siècle, puis se raffermissent peu avant 1440.

(13) Et. Bérard — n° 119, 18 Avril 1450. Un villageois de Chateaucneuf, acheteur d'une paire de bœufs, moyennant 20 florins, paiera un premier acompte de 2 florins, au mois de mai, en laine, et le reste au mois d'août, en argent et en froment.

(14) Et. Bérard — n° 119, 7 Avril 1451 « duos boves sive doaycos pilorum unius maurini unius nigri » — n° 79, 9 Avril 1454 « unius rubei et alterius nigri cum cauda alba ». F. Mistral « Trésor... » V° Douai.

(15) Et. Bérard — n° 73, 31 Mars 1448 « doaycorum temporis trium annorum so-branorum ».

(16) Et. Bérard — n° 69,, 22 Février 1445 (n. st.) Vente de 16 taureaux.

(17) Ainsi, Et. Bérard — n° 56, 10 Avril 1431 — n° 69, 22 Février 1445 — n° 73, 31 Mars 1448 — n° 119, 7 Avril 1451 — n° 79, 9 Avril 1454.

(18) Et. Bérard — n° 60, 18 Avril 1435 « XV animalia vacuna ».

Le bétail bovin donne lieu parfois à des transactions importantes, qui portent sur plusieurs dizaines de têtes. Elles peuvent être conclues entre éleveurs des villages environnant Grasse ; plus souvent elles sont l'œuvre des gens de la cité, en particulier des marchands. Relevons la vente consentie par l'un d'eux à un marchand niçois, s'élevant à 420 florins, somme considérable en regard des habituelles opérations des notaires grassois : elle intéresse un troupeau de 94 bêtes (19). Un autre, lors de la confection du cadastre de 1433, avoue aux estimateurs en posséder une cinquantaine, dont il apprécie la valeur à 200 florins (20).

Sous le terme général d' « animalia menuta » sont désignés moutons et chèvres, le menu bétail. Mettant à profit les pâturages, pas toujours très riches, que renferment les montagnes de l'arrière-pays, c'est la forme d'élevage qui s'adapte le mieux aux campagnes provençales, surtout dans les préalpes de Grasse. La laine, nous le verrons, fait figure de production locale (21).

Toute une série de qualificatifs est utilisée pour déterminer les bêtes, selon leur nature et aussi selon leur âge. Parmi les ovins, outre la distinction normale entre brebis, « oves » ou « feda », et moutons, les actes différencient les jeunes agneaux à peine sevrés, « annoges », des bêtes qui sont dans leur première année, « novellas ». Le bétail caprin réunit évidemment chèvres et chevreaux, mais on trouve aussi le terme de « bima », pour les bêtes de moins de 2 ans, ou celui de « menon », qui s'applique non seulement aux boucs châtrés, destinés à conduire les troupeaux, mais encore désigne de jeunes bêtes d'un an environ (22). Ce bétail est compté par trentaines, « trenteniers », dont le prix atteint, vers les années 1440-1450, de 17 à 20 florins (23).

En Provence, l'élevage des porcs ne paraît pas avoir l'importance qu'il revêt dans d'autres régions (24). Peu de ventes le men-

(19) Et. Bérard — n° 60, 18 Avril 1435 « animalia vacuna vuernata nonaginta quatuor inter vacas doaycos et junegas. Item vitulos hujus anni XXXV ».

(20) Arch. Comm. Grasse. CC. 44. f° 122 v°.

(21) Cf. infra. II^e partie. Titre I. Chapitre I^{er}.

(22) Et. Bérard — n° 67, 23 Octobre 1442 « inter que sunt capres portantes viginti, inter mutones et novellos XXVIII, mennoni decem, bimoni tam masculi quam femelli VII, cetera animalia sunt inter oves portantes novellas et annoges » — n° 54, 10 octobre 1429 « sex trentaneria averis tam lanuti quam caprini et tam novellaril novelle mutones veyres capre et menoni quam bime et bimoni ».

(23) Et. Peretti — n° 47, 7 Novembre 1442 — Et. Bérard — n° 67, 7 Mars 1443 (n. st.), — n° 74, 17 Septembre 1449 — cf. Archives Communales de Grasse. CC. 44. 1433. f° 89 v° « quinque trentaneria ovium — per taxatores = C florenos ».

(24) Ainsi, en Béarn, les troupeaux de 50 à 100 têtes sont fréquents, cf. P. Luc. op. cit. p. 173.

tionnent ; cependant, quelques-unes laissent supposer l'existence de troupeaux (25).

Rares sont également les transactions attestant que l'on élève des chevaux, si ce n'est dans les pâturages de Saint-Vallier : on voit en 1436, dans ce lieu, 35 chevaux vendus, « ad inquantum », au prix de 10 florins et 3 gros l'un (26). En principe, les contrats ne portent que sur un seul animal. Il s'agit essentiellement de chevaux destinés au transport et qualifiés de roncins (27). Leur harnachement est souvent compris dans la vente (28). La valeur des chevaux est très variable ; signalons qu'en 1427, le marchand Simosse en aliène un pour 20 florins (29). Nous sommes loin des prix cités par Caïs de Pierlas, pour quelques beaux coursiers vendus dans le Comté de Nice, au début du xv^e, et atteignant les sommes élevées de 100 et 160 florins (30).

Ayant l'avantage d'être entretenus à peu de frais, les mulets sont aussi des animaux de bât appréciés, pour la sûreté de leurs pieds, surtout dans les régions au relief accidenté. De préférence aux chevaux, on les utilise pour parcourir les chemins escarpés qui, depuis Grasse, se dirigent vers les villages de l'arrière-pays (31). Lourdemment chargés, les mulets y acheminent toutes sortes de produits achetés dans la cité, ils en ramènent les récoltes. Leur valeur

(25) Et. Bérard — n° 19, 1^{er} Mai 1367 « causa emptionis averis porcini ». Les contrats de mègerie confirment ce fait, nous verrons, plus loin, que des troupeaux de porcs peuvent en faire l'objet.

(26) Et. Peretti — n° 49, 12 Septembre 1436.

(27) Et. Bérard — n° 12, 23 Janvier 1354 (n. st.) « unum roncinum pili rossi ». Les robes en sont variées : noir, roux, « morel », bayard (Et. Bérard — n° 12, 18 Mai 1353, 3 Décembre 1353 — n° 40, 8 Novembre 1364).

(28) Et. Bérard — n° 12, 18 Mai 1353 « unum runcinum pili nigri cum basto et corda et cum illo garnamento quod habet », ou « cum basto et sengla », ou « cum basto et cella ». Ils valent alors entre 6 et 16 florins.

(29) Et. Bérard — n° 53, 27 Octobre 1427.

(30) Caïs de Pierlas. op. cit. p. 490-492. L'auteur (ibidem p. 505) indique également pour des chevaux courants des prix variant entre 6 et 16 florins.

(31) Ceux qui ne possèdent pas roncins ou mulets, les prennent en location lorsqu'ils ont un transport ou un voyage à effectuer. La plupart du temps, de tels accords devaient être conclus verbalement. L'intervention du notaire est sollicitée par la suite, quand un différend se produit. Dans ces régions au relief tourmenté, les déplacements ne sont pas toujours sans risque, et il arrive que la bête périsse dans un accident. Pour parvenir à un règlement entre le propriétaire de l'animal et le preneur, le recours aux arbitres est généralement nécessaire, parfois un litige est débattu devant la cour royale. cf. Et. Bérard — n° 69, 15 Avril 1444. « Notum sit quod cum Bertranna uxor relieta Antonii Massucaysii condan monnerli civitatis Grasse nuper locasset quemdam suum mulum Angelino de L. payrolerio habitatori dicte civitatis precio convento inter eos. Et demum ipse mulus in viagio mortuus fuerit propter quod ipsa Bertranna egerit contra ipsum Angelinum ad recuperationem precii dicti muli et propterea per aliquod tempus litigaverunt Curia Regia... » — n° 55, 30 Janvier 1431 (n. st.) « ... unum suum loquasset... pro eundo ad locum Seranono et in ipso viago equus ipse mortuus fuerit propter quod debatum inter eos speraretur... (désignation d'arbitres) ».

est relativement élevée, au milieu du xv^e siècle, ils se vendent au moins 12 à 13 florins (32). Celle des ânes, à la même époque, est souvent inférieure de près de la moitié (33). Ces derniers animaux sont à ce point considérés comme des bêtes de charge, qu'ils ont donné, nous l'avons vu, le nom à une mesure, la « saumada », charge d'une bourrique (34).

Les propriétaires de troupeaux en confient la garde à des bergers. Nous avons dit plus haut, en soulignant la place faite au bœuvier parmi les serviteurs de la ferme, que les contrats de louage de services étaient souvent conclus à leur avantage. Des éleveurs engagent ainsi, pour un an, des individus, souvent des jeunes gens de 15 à 20 ans, auxquels ils fournissent une partie des vêtements, assurent la nourriture, « providere in cibo et potu », et paient un salaire, qui, en général, n'est pas inférieur à 10 florins. Certains seront vachers ou chevriers, d'autres surveilleront moutons ou chevaux (35). Quand les bêtes ne sont pas en nombre considérable, un seul berger assure ces différentes tâches. Moyennant un salaire de 10 florins, un éleveur de Chateauneuf en emploie un « pro vaquerio, bulbulco et equesario », un autre de Saint-Vallier, à des conditions identiques, utilise les services d'un vacher (36). Le seigneur de Cabris, noble Jean de Grasse, en 1408, embauche un berger, originaire de Saint-Cézaire, « ad custodiendum avere egue » (37), tout comme le marchand Jean Achard passe contrat avec quelqu'un du Bar, pour ses troupeaux de bovins (38).

Centre urbain le plus important de la région, Grasse joue le rôle de marché. C'est entre les murs de la cité, dans la boutique d'un marchand, parfois dans une étable (39), que les villageois viennent traiter leurs opérations avec les Grassois et même entre

(32) Et. Bérard — n° 73, 8 Avril 1448 « pro precio unius mule pili quasi burelli uno oculo carentis » = 12 florins — n° 80, 23 Décembre 1455 « unius muleti pili nigri » = 13 florins.

(33) Et. Bérard — n° 73, 13 Mai 1448 « saume pili quasi albi » = 6 florins 6 gros « ac unam pesam lini » — ou encore, pour le début du xv^e siècle, Et. Peretti — n° 256, 1408 « asinum pili bruni crestatum » = 4 livres.

(34) F. Mistral « Trésor... » V^e Saumado, précité.

(35) Et. Bérard — n° 65, 9 Octobre 1440 — n° 66, 2 Novembre, 5 Novembre, 5 Décembre 1441 — n° 68, 6 Octobre 1443.

(36) Et. Bérard — n° 65, 4 Décembre 1440 — n° 67, 18 Octobre 1442.

(37) Et. Peretti — n° 256, 10 Octobre 108 « Monnetus Blanqui... de Sancto Cezario... affirmavit cum nobili viro Johanni de Grassa domino de Cabris ad custodiendum avere egue suum dicti nobilis et alla precepta ejusdem honesta a festo Sancti Raphaelis proximo lapso usque ad festum Sancti Johannis Batiste », moyennant 10 florins et un écu « pro calciamentis ».

(38) Et. Bérard — n° 74 f° 118, 22 Janvier 1450 (n. st.) « pro vaquerio serviendum ad custodiam suarum vacarum » (durée = un an) « pensione sive salario florenorum quatuordecim ac vitus et XVII palmarum panni grossi pro vestimentis ac caligis et sotularium ».

(39) Et. Bérard — n° 12, 3 Décembre 1353 — n° 19, 27 Mai 1367...

eux. Les paysans de Caussols s'y rencontrent avec ceux de Saint-Vallier, de Cabris ou de Chateauneuf (40). On vient également des montagnes du Comté de Nice : tel ce laboureur de Toudon qui achète à Grasse une paire de bœufs (41).

Parmi les vendeurs figurent naturellement les nourriguiers (42), mais aussi les marchands et les bourgeois de la cité (43) et même des ecclésiastiques (44). Ces ventes par des citadins ne doivent pas nous surprendre, elles ne représentent qu'un aspect des activités pastorales auxquelles ils se livrent. Autrement significatifs sont les contrats de mègerie qui foisonnent dans les feuillets des registres notariaux.

(40) Et. Bérard — n° 12, 13 Mai 1353, 19 Mai — n° 15, 27 Mai 1362.

(41) Et. Bérard — n° 80, 30 Décembre 1455.

(42) Et. Bérard — n° 12, 28 Décembre 1353 — n° 75, 7 Juin 1450.

(43) Et. Peretti — n° 256, 6 Janvier 1409 (n. st.) — Et. Bérard — n° 23, 27 Octobre 1427 — n° 70 f° 81, 5 Octobre 1445 — n° 80, 23 Décembre 1455, 31 Janvier 1456 (n. st.).

(44) Et. Bérard — n° 52, 12 Janvier 1427 (n. st.).

CHAPITRE II

LES MEGERIES

Susceptibles de répondre à des besoins fort divers, les contrats de cheptel ont été au Moyen Age de pratique courante. Non seulement, ils renseignent sur le rôle et l'importance de l'élevage, à côté des autres activités agricoles d'une région, mais encore ils montrent dans quelle mesure les populations y ont participé. Pour la Provence, particulièrement évocateurs sont, à ce propos, les baux de mègerie, mentionnés dès le XII^e siècle dans les cartulaires (1), et dont les formulaires notariaux de la fin du XIII^e siècle renferment la structure juridique (2).

Durant plusieurs siècles, la dénomination de mègerie, même si elle recouvre des actes de nature différente, servira à qualifier de multiples contrats. Ainsi, à Grasse, au cours du XVII^e siècle, elle désigne tout autant le bail à cheptel que le véritable métayage (3). Dans la terminologie notariale, l'aspect égalitaire du partage des profits et pertes, propre aux mègeries, prédomine. En effet, à l'image des contrats de « gasaille » du Sud-Ouest (4), c'est cette répartition par moitié qui a caractérisé la forme provençale du bail à cheptel,

(1) Th. Sclafert « Cultures en Haute-Provence » (Paris 1959) p. 150 — Référence au cartulaire de Saint-Victor de Marseille.

(2) R. Aubenas « Documents notariés... » op. cit. p. 53-54 (formulaire 1293-1301, f^o 16 v^o 38, etc. contrats de « mezaria averis et laboris »).

(3) P. A. Sigalas. op. cit. p. 74-75. Pour le siècle suivant, F. Béraudo. op. cit. p. 51, précise que le terme de mègerie est réservé aux seuls contrats de cheptel.

(4) G. Sicard. op. cit. p. 57 « L'essentiel du contrat tient au partage égal des gains et des pertes entre les deux parties : « a mieyt gazanh e mieyta perdora ». Pratique à Gênes sous le nom de « socida », le bail à cheptel n'implique pas forcément ce mode de répartition (cf. J. Heers « Gênes... » op. cit.).

jusqu'à lui en imposer le titre (5). L'objet du partage mérite, en ce qui concerne les profits, une attention toute particulière. Dans un premier temps, le contrat de mègerie a permis à un propriétaire d'animaux, de confier ceux-ci, pour un temps déterminé, à un tiers, qui en assure l'exploitation et les restitue au terme du bail, en conservant la moitié des gains, « *quod Deus dederit* ». Au début du XIV^e siècle, les actes des notaires grassois insistent sur la répartition par moitié du croît dans la société formée entre celui qui fournit les bêtes et celui qui les détient, « *ex causa societatis ad medium creys* » (6). Avec la seconde moitié du XIV^e siècle, et surtout au XV^e siècle, la mègerie connaît une modification profonde ; désormais, le partage ne porte plus seulement sur les profits, mais aussi sur la totalité du capital. Elle est devenue un « bail à mi-droit et croît », et c'est sous cette forme qu'elle sera le plus fréquemment employée, et ce, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (7).

Cette évolution, même si l'on en perçoit mal toutes les causes, nous paraît l'un des faits les plus remarquables de l'histoire du contrat de cheptel en Provence, surtout pour les rapports entre propriétaires et exploitants. Elle pose de nouveau le problème du crédit, et, au-delà, celui des relations de la ville avec les campagnes. Illustrons-la, pour Grasse, à l'aide de quelques exemples tirés des actes de la pratique.

Lorsqu'en 1309, deux paysans d'Auribeau reçoivent d'un Grassois à titre de société deux animaux, une vache et un veau estimés à 55 sous refforciats, ils s'engagent à les garder et les nourrir, durant trois ans, « *communi periculo et fortuna* ». Passé ce délai, les deux bêtes seront restituées et les profits répartis entre les associés (8).

Par le terme de profit « *lucrum* », sans doute faut-il comprendre, outre le croît, la plus-value acquise par les animaux, bien que le contrat ne dise rien sur la façon dont elle sera déterminée.

Les clauses insérées dans la mègerie conclue, en 1362, entre une dame de Grasse et un habitant de Saint-Paul, sont comparables

(5) Et. Bérard — n° 73 f° 3 v°, 26 Mars 1448 « *Datio mearie* » — Et. Peretti — n° 256, 18 Novembre 1408 « *tenere ad meyas* » — n° 47, 7 Novembre 1442 « *tradidit pariterque assignavit ad bonas et rectas meiaras* ». Dès le Moyen Age, lorsque le partage, dans un contrat de métayage, se fait par moitié, il peut être qualifié de « *media* », « *megea* » ou « *mezeria* » (G. Chavernac, op. cit. p. 74).

(6) Et. Bérard — n° 4, 17 Septembre 1320 « *causa meyarie ad medium creys* ».

(7) Th. Sclafert, op. cit. p. 150 — G. Chavernac, op. cit. p. 118 et suivantes — P. A. Sigalas, op. cit. p. 74, remarque pour le XVII^e siècle : « Le croît, ou, plus souvent, les bêtes toutes entières, seront partagées par moitié à la fin du contrat. » Même constatation dans F. Béraudo, op. cit. p. 51.

(8) Et. Bérard — n° 2, 1^{er} Juin 1309 « *ex causa societatis ad medium lucrì quamdam vaquam pill rubei cum uno vitelo... que animalia fuerunt apreciata valere in capitali LV sol. reff... promiserunt... tenere nutrire pasci et custodire bene et fideliter...* » — Remarquons déjà que ce type de société « *ad medium lucrum* » se pratique, aussi, avec un capital en numéraire — Voir infra II^e partie, titre II, chapitre II.

à la précédente. Celui-ci, au terme de trois années, conservera « pro suo labore » la moitié des profits retirés du troupeau de bovins qui lui a été remis (9). Toutefois, une disposition permet au preneur de retenir également la moitié du capital initial, en payant la moitié du prix porté dans l'estimation. Dans ce cas, la totalité des animaux donne lieu à partage entre les deux contractants. De simple faculté (10), cette clause en arrive à présenter un caractère obligatoire. En 1380, Jacques Malet des Courmettes promet au boucher grassois qui lui a donné « ad medium creys » deux vaches et un veau, le tout estimé à 13 livres, de s'acquitter de la moitié de cette somme (11). Ainsi, avant même le début du xv^e siècle, le partage du capital est devenu la règle. Quels que soient le nombre de têtes et la nature des animaux, de croît ou de labour, il y a toujours, à l'issue de la mègerie, répartition égalitaire de l'ensemble des bêtes (12).

Pour expliquer une telle transformation du contrat de cheptel, on a avancé le manque de main d'œuvre, dont la cherté se faisait plus sensible. Les crises du xiv^e ayant affecté les structures agricoles, le recours à l'activité pastorale se développe et, comme le souligne Th. Sclafert, il est « moins difficile de trouver un berger qu'un laboureur » (13). Le souci des propriétaires pour s'assurer les services d'éleveurs justifierait le sacrifice consenti par le bailleur dans la mègerie. Ces raisons ne sont sûrement pas à négliger pour juger la situation si avantageuse, en apparence du moins, du preneur. D'une façon générale, les circonstances économiques poussent les propriétaires à accorder des conditions favorables aux exploitants.

Pourtant, ces seules considérations n'apparaissent pas déterminantes. Abandonner la moitié du capital pour un profit qui n'est alors qu'espérance, est une opération difficile à concevoir, même dans une économie de crise. On peut supposer, lorsque la mègerie porte sur un nombre considérable de bêtes, que le bailleur avait la possibilité, à moindre frais, d'engager un berger. Ceci d'autant plus qu'il a parfois d'autres domestiques pour exploiter les terres qu'il détient. Mais ici, il faut convenir que les contrats de mègerie ont été d'abord le fait de bourgeois, si nous prenons ce terme au sens large de citadins. Ces derniers ne sont pas forcément d'impor-

(9) Et. Bérard — n° 15, 5 Août 1362. cf. pièces justificatives.

(10) Et. Bérard — n° 22, 2 Juin 1376 ou 11 Août 1376 « hoc acto inter ipsas partes quod si ipse Anthonius solverit eidem Guillelmo medietatem dicti precii in fine dicti termini quod tam de sorte quam aumento habere debeat medietatem ».

(11) Et Bérard — n° 41, 29 Novembre 1380 « promisit... in fine dictorum trium annorum eidem dare... medietatem dictarum XIII librarum et medietatem tocius creys quod Deus eis dederit in dicta societate et quod dictus Jacobus habeat medietatem in dicta animalibus ».

(12) Et. Peretti — n° 42, 15 Août 1399 « omnia que erunt in finem termini in eadem societate equis portionibus in duas partes et per medium dividi debeant », ou Et. Bérard — n° 62, 25 Novembre 1437 « in fine dicti tempus omnia animalia sint comuna... »

(13) Th. Sclafert. op. cit. p. 151.

tants propriétaires fonciers ; ce qu'ils recherchent dans l'élevage, ce n'est pas tant un type d'activité qu'une forme de placement. Bien des mègeries provençales cachent des opérations de crédit, qui accusent, une fois de plus, le déséquilibre profond des campagnes en face de la ville. Les paysans manquent de numéraire, les « capitalistes » de la cité cherchent à en placer, sans encourir pour autant les sanctions de l'usure. Le bétail est un moyen commode, et cela est vrai dans de nombreuses régions (14). Dans la transformation de la mègerie, le manque d'argent a été, semble-t-il, un facteur plus sensible que le manque de bras, la crise de financement plus stimulante que celle de la main d'œuvre. La volonté de dissimulation n'a peut-être pas été sans influence sur la nature même du contrat. Particulièrement susceptibles d'être entachées d'usure sont les mègeries qu'accompagnent des ventes.

Il arrive que le preneur d'une mègerie, le jour du contrat, dans un acte subséquent, reconnaisse devoir au bailleur « *causa emptio-nis* » une somme sensiblement égale à celle de l'estimation (15). Plus souvent, on voit un propriétaire vendre des animaux à un individu qui, ensuite, les lui confie en mègerie (16). Les deux contrats sont parfois annulés à la même date, bien avant l'arrivée du terme prévu dans la mègerie (17). Les exemples de telles transactions sont fréquents dans les registres notariaux du xv^e. Signalons, entre autres, la vente d'une quinzaine de bovins consentie par deux habitants de Saint-Vallier, bétail qu'ils reçoivent, le même jour, en mègerie pour cinq ans (18) ; ou encore l'achat d'un troupeau de moutons que réalise, en octobre 1442, la femme d'un bourgeois de Grasse, auprès d'un nourriguier ; elle lui donne ensuite ces bêtes en mègerie, pour une durée de six ans — en fait, on annule l'acte dès l'année suivante (19).

(14) Cf. par exemple G. Sicard, op. cit. p. 56 « Le bail à cheptel... constitue peut-être le plus courant des procédés par lesquels l'économie médiévale évite l'accusation d'usure », ou Isabelle Guérin « La vie rurale en Sologne au xiv^e et xv^e siècles » (Paris 1960) p. 266.

(15) Et. Bérard — n° 15, 5 Août 1362. cf. Pièces justificatives.

(16) Soit dans le même acte (Et. Bérard — n° 24, 1378 « Bertrandus Foucherli et Beatrix ejus uxor... vendiderunt Raymundo Pagani de Grassa... (énumération des animaux)... precio decem librarum... postque incontinenti jugales prefati... promiserunt... dicta animalia bene et legaliter custodire et tenere ex causa societatis sive meyarie... » soit dans un acte séparé (Et. Bérard — n° 60, 18 Avril 1435 « Emptio » — « Datio meyarie »). Ces opérations se retrouvent dans d'autres régions méridionales, cf. G. Sicard, op. cit. p. 80 — Ph. Wolff « Commerces et marchands de Toulouse... » op. cit. p. 205 — R. Latouche « La vie en Bas-Quercy du xiv^e au xviii^e siècle » (Toulouse-Paris, 1923) p. 126. Pour Gênes, J. Heers, op. cit. p. 514 n° 4, mentionne également l'exemple d'un contrat où le paysan a d'abord vendu ses bêtes avant de les reprendre « *in socida* ».

(17) Et. Bérard — n° 23, 7 Février 1378 (n. st.). La mègerie est conclue pour trois ans, mais le contrat annulé dès le 28 Mai 1378, en même temps que la vente.

(18) Et. Bérard n° 60, 18 Avril 1435.

(19) Et. Bérard — n° 67, 23 Octobre 1442. Cancellation le 25 Mars 1443.

Le bail à cheptel est si facilement associé à une vente d'animaux, que le notaire Jacques Delaude mêle parfois confusément les clauses de ces deux contrats, sans faire allusion à une quelconque mègerie (20). Une autre forme d'opération consiste à vendre des animaux et à les confier à l'acheteur « *ad meariam* ». Solution inverse de la précédente, c'est celle que choisit Noble Antoine de Portu lorsqu'il vend à deux frères de Saint-Auban quatre trenteniers de menu bétail. Par un second contrat, il déclare les leur donner en mègerie pour cinq ans (21).

Toutes ces opérations où se mêlent vente et contrat de cheptel sont extrêmement douteuses. Même si elles ne permettent pas toujours de reconstituer avec précision l'exact processus suivi par les contractants, — c'était d'ailleurs leur rôle — il est normal de penser que le désir de camoufler un prêt les a souvent inspirées. Certaines ventes d'animaux peuvent être aisément interprétées comme des emprunts d'argent auprès des « acquéreurs » ; les mègeries viendront en assurer les intérêts. Faut-il voir dans le partage par moitié du capital une conséquence du caractère souvent usuraire du contrat de mègerie ? La pratique a-t-elle voulu aller au-delà des moyens de dissimulation habituels, et mettre le bail à cheptel à l'abri de tout risque d'usure, par cette répartition automatique du capital ? Voilà autant de questions auxquelles les actes notariés grassois apportent peu d'éclaircissements. Convenons qu'à Grasse, comme ailleurs, le bail à cheptel représente fréquemment le palliatif du prêt à intérêt (22).

Institutions réalistes de la vie rurale, les mègeries, enfin, font une meilleure place aux aspects concrets qu'aux données juridiques. La preuve en est la diversité des clauses.

À l'exception des animaux de basse-cour, tous font l'objet de mègeries : bœufs et vaches (23), moutons et chèvres (24), che-

(20) Et. Bérard — n° 64, 12 Novembre 1439. Vente par un paysan de Saint-Cézalre à un « *sabbaterius* » de Grasse, de deux taureaux, moyennant 6 florins, payés comptant, « *cum pacto... dictus Bertrandus (vendeur) ipsos duos doaycos gubernare seu gubernari facere teneatur suis propriis sumptibus et expensis donec et quousque ipsis partibus placuerit eos movere seu vendere et si tempore venditionis de dictis doayquis majus precium quam dictorum VI florenorum reperiat quod majus precium quod reperiat communiter dividatur inter dictas partes* ».

(21) Et. Bérard — n° 52, 6 Octobre 1425 — cancellation datée du 7 Janvier 1437 (n. st.).

(22) À ce propos, cf. G. Sicard « L'usure en milieu rural — notes sur le bail à cheptel dans la doctrine de la fin du Moyen Age » (dans *Etudes Le Bras*. T. 2. p. 1395 et suiv.) et l'ouvrage précité sur le métayage en Toulousain, p. 77 « Usure et répartition des risques de perte ».

(23) E. Bérard — n° 62, 24 Janvier 1438 (n. st.) « *videlicet octo animalia bovina in quibus sunt tres boves domestici duo doayqui et due vache ac una junega* » — n° 64, 8 Mai 1439 « *animalia vacuna vuernata XXXVI marca dicti Petri marcata et vitulos circa XIII* ».

(24) Et. Bérard — n° 72, 29 Octobre 1447 « *tria trentaneria averis tam lanuti quam*

vaux (25), porcs, plus spécialement les truies (26). On relève aussi des contrats portant sur les abeilles, celles-ci sont dénombrées en ruches (27). L'importance des animaux confiés est fort variable, de même la durée des mègeries. Dans l'ensemble, durant la seconde moitié du XIV^e siècle, elles sont conclues pour trois ans (28), parfois pour deux (29), mais une clause permet généralement de les prolonger, si les parties le veulent. Dès la fin du siècle, et le début du XV^e siècle, on constate un certain allongement : les baux, dans leur majorité, sont prévus pour cinq ou six ans (30).

En recevant les animaux, le preneur s'engage à y apporter tous les soins nécessaires, et cela à ses frais (31). Quelquefois, le propriétaire se réserve le droit de les reprendre, de sa propre autorité, si cette obligation n'est pas respectée (32). Selon la nature des bêtes, les contrats énoncent des modalités diverses ; certaines prévoient la participation du maître.

Pour l'élevage de troupeaux de bovins et de menu bétail, il faudra non seulement assurer les pâturages, mais encore entretenir les chiens (33), fournir le sel indispensable à la santé des animaux, « pro assaliamento » (34). D'autres dispositions intéressent les porcs, et leur nourriture « de glanagiis » (35).

caprini » — n° 119 f° 18, 5 Juin 1450 « tria trentaneria ac undecim animalia averis menuti tam in omnibus agnis, anoges quam capris et capritis ».

(25) Et. Bérard — n° 25, 7 Février 1378 (n. st.) — n° 52, 6 Octobre 1425.

(26) Et. Bérard — n° 60, 8 Février 1436 (n. st.) « quamdam meariam averis porcini... in qua mearia esse asseruit animalia XXXIII » — n° 70, 28 Décembre 1445 « sex porcas sive truiyas abiles ad faciendum porcellos ».

(27) Et. Bérard — n° 16, 9 Juin 1362 — n° 52, 3 Avril 1426 « bruscus plenos apibus sive abelhis sistentes in aperio » — n° 68, 31 Octobre 1443 « XXXIII bruscus abelhatos ». En Bas-Quercy, on trouve également des mègeries portant sur les abeilles, cf. R. Latouche « La vie en Bas-Quercy... » op. cit. p. 212.

(28) Et. Bérard — n° 2, 1^{er} Juin 1309 — n° 4, 17 Septembre 1320 — n° 16, 16 Juin 1362 — n° 38, 24 Mai 1356, etc...

(29) Et. Bérard — n° 22, 2 Juin 1376 « hinc ad duos annos... et tam plus quantum de communi dictarum partium processit voluntate ».

(30) Et. Bérard — n° 32, 11 Février 1395 (n. st.) — Et. Peretti — n° 42, 15 Août 1399 — Et. Bérard — n° 64, 8 Mai 1439, 14 Mai 1439, 11 Novembre 1439 — n° 67, 7 Mars 1443 — n° 70, 2 Novembre 1445 — n° 71, 26 Juin 1446 — n° 74, 8 Décembre 1449.

(31) Et. Bérard — n° 32, 11 Février 1395 (n. st.) « ... promisit et solempniter convenit... nutrire et custodire et nutrir et custodiri bene et congrue et decenter facere legaliter nomine et ex causa dicte meyarie suis propriis et expensis videlicet de hoc die presenti in sex annos ».

(32) Et. Bérard — n° 70 f° 114, 8 Décembre 1445 « si dictus Guillelmus non gubernaret bene et debite quod tunc illos ab eodem auferre possit sine prejudicio et cognitione aliqui judiciali ».

(33) Et. Peretti — n° 47, 7 Novembre 1442 « teneatur et debeat dictus avere et canes nutrire... sumpitibus et expensis de pastoribus canibus ». Parfois le propriétaire des animaux concourt à leur achat « pro medietate precii trium canum... pro custodia dicte meyarie » (Et. Bérard — n° 67, 23 Octobre 1442, ou fournit chaque année, une partie de leur nourriture (Et. Bérard — n° 52, 6 Octobre 1425).

(34) Et. Bérard — n° 64, 8 Mai 1439 — n° 119 f° 18, 5 Juin 1450.

(35) Et. Bérard — n° 70 f° 130, 28 Décembre 1445 — n° 60, 8 Février 1436 (n. st.).

Si l'on fait exception du croit et de quelques profits particuliers, tel celui du foulage par les chevaux (36), les principaux revenus sont les fromages et la laine (37). Communs au propriétaire et à l'exploitant, ils seront partagés par moitié, soit en nature, soit, après la vente, en argent. Le compte peut être fait une fois l'an (38), ou intervenir au terme de la mègerie. Une clause du contrat impose toujours au preneur de se rendre auprès du maître, pour y satisfaire (39). C'est à ce moment là que se règle la « participation des deux contractants aux événements favorables ou funestes », aux profits et aux pertes, et que le capital, ou seulement la moitié à en croire les contrats du xv^e siècle, est restitué (40). En ce qui concerne les pertes, « quod absit », une clause mentionne parfois le cas fortuit, le préjudice demeure alors commun aux parties (41).

Evidemment, le preneur est responsable des dommages survenant par sa faute (42). Toutefois, pour éviter les fraudes et les contestations, le bailleur peut exiger, à moins que les pertes ne soient attestées par « l'évidence », qu'il en raporte la preuve, « per testes ydoneos » (43).

Les actes ne donnent aucune précision sur les modalités de la répartition des profits, pas davantage sur la restitution du capital. Nulle allusion dans les documents provençaux, au « rite de l'estimation » qu'un contrat toulousain considère comme une véritable coutume régionale (44). On ne sait si le propriétaire grassois, une fois la valeur des animaux déterminée, a, lui aussi, la possibilité soit de reprendre les bêtes, soit d'en percevoir le prix. Seul le partage

(36) Et. Bérard — n° 52, 6 Octobre 1425 — Et. Peretti — n° 49, 4 Octobre 1436.

(37) Et. Bérard — n° 70 f° 93, 2 Novembre 1445 « omnes casei lane animalium vendendorum et omnio alia comoda provenientia ex averi... sint communes et communiter dividi debeant inter partes ». Quand la mègerie est consentie par un Juif, celui-ci peut exiger une certaine quantité de fromage conforme aux prescriptions de sa religion (Et. Bérard — n° 72 f° 105, 19 Octobre 1447) cf. infra « Les Juifs ».

(38) Et. Peretti — n° 47, 7 Novembre 1442, il est stipulé « quod si dictus Petrus (exploitant) dicto tempore stante defrauderet dictam mentriam quod eo tunc dictus Antonius (propriétaire) possit et sibi licitum sit... sine licencia alicujus dictum avere recipere ».

(39) Et. Bérard — n° 17, 19 Avril 1362 « et in fine dicti terini promisit per stipulationes... venire ad bonum computum et ad veram rationem de dicta societate et administratione ejusdem ».

(40) Et. Bérard — n° 15, 5 Août 1362, cf. pièces justificatives. — Et. Bérard — n° 64, 8 Mai 1439 « omne comodum et incomodum provenientes... sit commune ... omnia animalia que erunt in fine tempore dicte mearie sint communia ».

(41) Et. Bérard — n° 70 f° 95, 8 Décembre 1449.

(42) Et. Bérard — n° 74 f° 109, 12 Janvier 1450 (n. st.) « Item... quod si culpa dicti Raphaelis aliquis ex dictis bobus perderetur seu dampnum... quod eo casus ipse Raphael de talibus perdimento seu dampno teneatur. Item... si casu fortuytu aliquis ex eisdem bobus... perderetur quod absit... eo casu dampnum tale sive perdimentum sit commune ».

(43) Et. Bérard — n° 24, 1378.

(44) G. Sicard « Le métayage en Toulousain... » op. cit. p. 65-66. En Béarn, le preneur est tenu à l'expiration du contrat de conduire le bétail aux foires et marchés pour faire le partage, cf. P. Luc. op. cit. p. 165.

par moitié est toujours expressément mentionné (45). Le bailleur donne parfois quittance à l'exploitant, au terme de la mègerie (46), ou plusieurs années après : il arrive alors que ce soient non plus les parties mais leurs héritiers qui interviennent à l'acte (47).

La situation est un peu différente quand les mègeries portent sur des bêtes de travail (48) — il s'agit essentiellement des bœufs de labour —. Ici, nul espoir de croît, on se contente surtout de prévoir les conditions d'exploitation (49). Un propriétaire, pour une durée de quatre ou cinq ans, donne en mègerie une ou deux paires de bœufs à un laboureur, celui-ci en prend soin et les emploie pour les labours (50). A l'exemple des autres mègeries, elles peuvent se combiner avec une vente (51). Lorsqu'on parviendra au terme du bail, les animaux seront communs et partagés par moitié entre les parties, en même temps que les divers profits et les pertes (52).

(45) Ainsi, pour des mègeries portant sur des abeilles, cf. Et. Bérard — n° 70 f° 114, 8 Décembre 1445 « in fine dicti temporis dicti brusqui cum eorum cremento seu diminutione et cum omnibus eorum iuribus communiter dividi debeant similiter inter partes ». Quand l'exploitant détient des bêtes de différentes mègeries, et qu'il s'agit de bovins, pour faciliter le partage, une clause lui impose parfois de les marquer. Et. Bérard — n° 73 f° 3, 26 Mars 1448 « animalia ipsa debeant signari signis solitis in auribus eorum videlicet in sinistra strounada et in dextera spennada de retro... »

(46) Et. Bérard — n° 38, 24 Mai 1356.

(47) Et Bérard — n° 16, 9 Juin 1362 « hinc est quod Domina Bertrandeta Moutone filia dicti Guillelmi (bailleur décédé) et heres Jacobi Mutonis condam filii condam dicti Guillelmi confessa fuit et puplice recognovit Enrici filii et heredi dicti condam Hugonis Enrici (preneur décédé) et dicto Bartolomeo (2^e preneur)... se habuisse et recepisce ab ipsis partem sibi contingentem mearie predictae ». Le décès de l'une des parties, en principe, met fin au contrat de mègerie ; souvent, on passe un nouvel accord avec les héritiers pour s'efforcer de prolonger les effets de l'acte (Et. Bérard — n° 34, 15 Octobre 1391).

(48) Et. Bérard — n° 77 f° 33, 19 Septembre 1452. Deux de ces contrats, consentis par le Juif Mossonus Jassiel, sont non pas intitulés mègerie, mais « locatio » (Et. Bérard — n° 74 f° 109, 12 Janvier 1450 (n. st.) — n° 79, 28 Mai 1454). Les raisons tiennent-elles à la qualité du bailleur ? La volonté de ne pas constituer une société entre un Juif et un chrétien fait peut-être écarter la mègerie. Inversement, sous ce terme de mègerie, d'autres actes réalisent entre les parties une véritable exploitation en commun, où chacun apporte ses animaux (Et. Peretti — n° 256, f° 127, 9 Février 1450), et souvent ses terres (Et. Peretti — n° 49, 7 Janvier 1437 (n. st.) ; relevant à la fois de la mègerie et du métayage, on peut les comparer aux sociétés de « laboragio », auxquelles nous renvoyons cf. *infra*).

(49) Et. Bérard — n° 74 f° 127, 9 Février 1450 (n. st.) « Item fuit de pacto quod dictus Honoratus cum bobus bene et legaliter durante tempore predicto laborat et laborare debeat ad utilitatem partium... alternativis septimanis videlicet per unam integram septimanam in terras dicti nobilis Verani et per aliam integram septimanam in terris dicti Honorati... Item... quod si contingat propter gelaturam vel siccitatem quandoque ipsum Honoratum cum dictis bobus fustes sive ligna et alia negocia pro eodem Verano trahere et facere teneatur in septimanis pertinentiis eidem Verano... »

(50) Et. Bérard — n° 74 f° 127, 9 Février 1450 (n. st.) f° 95 8 Décembre 1449 — n° 79, 28 Mai 1454.

(51) Et. Bérard — n° 77 f° 32, 19 Septembre 1452.

(52) Et. Bérard — n° 74 f° 127, 9 Février 1450 (n. st.) « in fine dicti temporis... dicti boves sint communes et communiter inter partes dividantur ».

Une redevance annuelle au profit du bailleur assure à celui-ci, dans certains contrats, une quantité de céréales. Ayant confié deux paires de bœufs à un paysan de Châteauneuf, un Juif de Grasse percevra chaque année, à la Saint-Michel, dix-huit setiers de froment et trois d'avoine (53).

Nous avons eu l'occasion de noter les liens établis entre la ville et les campagnes par les mègeries. La clientèle, qui, pour conclure ces contrats, se rend chez les notaires grasseois, illustre la nature de ces relations. La mègerie réunit le plus souvent un habitant de Grasse à un paysan originaire d'un village des alentours : Auribeau, Châteauneuf, Saint-Cézaire, Tourette-de-Vence, le Bar, Saint-Paul, Mougins, Pégomas ou Saint-Vallier (54). On relève également des localités de la côte : Cannes, La Napoule (55), ou, au contraire, de la montagne : Gréolières, Andon, Cippières, Aiglun, Le Mas (56).

La qualité des preneurs est rarement précisée. Tout au plus, peut-on supposer qu'il s'agit de paysans, ou encore d'éleveurs, quand le contrat porte sur un nombre important de bêtes. Demeurant à Grasse, les propriétaires, eux, sont davantage connus : leur profession est parfois mentionnée et, dans ces mêmes registres, d'autres actes nous renseignent sur leurs activités, éventuellement sur le milieu social auquel ils appartiennent.

Dès le ^{xiv}^e siècle, on trouve parmi eux des marchands et des gens de robe. Citons, pour la fin du siècle, les mègeries consenties par les bourgeois Honoré Boniface (57) et Pierre Jusbert (58), ou celle passée par le notaire Pons de Nice avec un éleveur de Saint-Cézaire, sur deux cents têtes de menu bétail (59). A un échelon plus modeste, celles émanant d'un boucher (60), ou d'un barbier (61).

La participation des citadins aux baux à cheptel paraît encore plus sensible durant la première moitié du ^{xv}^e siècle. Il suffit de songer aux nombreux contrats où figure Antoine de Portu, dont les activités marchandes intéressent à la fois Grasse et Antibes. Dans une seule journée, il donne successivement en mègerie près de

(53) Et. Bérard — n° 74 f° 109, 12 Janvier 1450 (n. st.).

(54) Et. Bérard — n° 2, 1^{er} Juin 1309 — n° 38, 24 Mai 1356 — n° 15, 16 Juin 1362 — n° 16, 16 Juin 1362 — n° 22, 11 Août 1376 — Et. Peretti — n° 42, 15 Août 1399 — n° 256, 8 Décembre 1408 — Et. Bérard — n° 60, 8 Février 1435 — n° 64, 8 Mai, 14 Mai, 11 Novembre 1439 — n° 67, 23 Octobre 1442 — n° 70, 2 Novembre 1445 — n° 117, 6 Février 1448 (n. st.).

(55) Et. Peretti — n° 49, 7 Janvier 1437 (n. st.) — Et. Bérard — n° 64, 30 Septembre 1439 — Et. Peretti — n° 74, 28 Décembre 1447.

(56) Et. Bérard — n° 52, 6 Octobre 1425, 3 Avril 1426 — n° 67, 7 Mars 1443 (n. st.) — n° 68, 31 Octobre 1443 — n° 70, 28 Décembre 1445.

(57) Et. Bérard — n° 32, 11 Février 1395 (n. st.).

(58) Et. Bérard — n° 23, 7 Février 1378 (n. st.).

(59) Et. Peretti — n° 42, 15 Août 1399.

(60) Et. Bérard — n° 41, 29 Novembre 1380.

(61) Et. Bérard — n° 34, 15 Octobre 1391.

soixante bovins, quatre trenteniers de menu bétail, et une vingtaine de chevaux (62). Certains métiers sont plus directement en rapport avec l'élevage, en premier, ceux du cuir. Cette raison a, sans doute, incité Antoine et Pierre Jordan, « sabbaterii », à pratiquer largement les mègeries avec des villageois auxquels, auparavant, ils ont souvent acheté des animaux. Opérations de crédit évidemment, qui peuvent se doubler d'un prêt de quelques florins à l'avantage des preneurs (63).

Faisant commerce du miel, parfois en grande quantité, des marchands grasseois acquièrent des ruches d'abeilles, puis les confient en mègeries. Dans le territoire d'Auribeau, le marchand drapier Simosse en détient vingt-huit « ex causa meyarie », que le preneur lui a d'abord vendu pour 7 florins et 9 gros (64). L'apothicaire Raymond Négrel traite avec un habitant du Mas pour une soixantaine de ruches (65), le marchand Jean Achard avec un de Gréolières pour plus de quarante (66).

Les ecclésiastiques ne restent pas à l'écart de tels placements. Le Chapitre de Grasse (67), l'abbaye de Lérins (68) donnent l'exemple. Dans la mègerie de cent quarante têtes, moutons et chèvres, qu'un prêtre de Grasse, « prior de Causolis », a conclu avec un habitant de Chateauneuf, seront placés tous les animaux que le bailleur perçoit au titre de la dîme dans le Prieuré (69).

Si les prêts en numéraire demeurent, pour les Juifs de la cité, la principale façon de disposer des capitaux, quelques-uns, nous l'avons vu, recourent aussi aux spéculations offertes par les activités agricoles. Nous les retrouvons tout naturellement dans les mègeries, parmi les bailleurs d'animaux. C'est le cas de Mossonus Jassiel qui achète trois vaches et un veau à Pierre Vital de Saint-Cézaire et les lui donne en mègerie, ou encore confie un troupeau de menu bétail à un nourriguier de Grasse (70).

Longtemps « le seul apanage des nobles » (71), les baux à cheptel, dans la faveur générale qu'ils connaissent aux XIV^e et XV^e siècles, ne sauraient laisser ceux-ci soudainement indifférents. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de voir, par exemple, le Seigneur

(62) Et. Bérard — n° 52, 6 Octobre 1425. Voir aussi, 6 Juin 1425.

(63) Et. Bérard — n° 64, 8 Mai 1439, 14 Mai 1439, 12 Novembre — n° 65, 5 Avril 1440.

(64) Et. Bérard — n° 117, 6 Février 1447.

(65) Et. Bérard — n° 52, 3 Avril 1426.

(66) Et. Bérard — n° 70, 8 Décembre 1445.

(67) Et. Peretti — n° 74, 28 Décembre 1447.

(68) Et. Bérard — n° 64, 30 Septembre 1439.

(69) Et. Bérard — n° 70, 2 Novembre 1445 « Item fuit de pacto quod omnia animalia averis que veniant ad ipsum dominum Guillelmum ex decima dicti prioratus de Causolis per quatuor annos proximos sint de eadem mearia et in eadem ponantur ».

(70) Et. Bérard — n° 71 f° 69-70, 26 Juin 1446 — n° 77, 11 Mai 1452.

(71) Th. Sclafert. op. cit. p. 151.

d'Andon, Noble Jacques de Castellane, « *scutifer regius* », lorsqu'il afferme les pâturages de sa seigneurie, se réserver le droit d'y recevoir les troupeaux tenus en mègerie par des hommes d'Andon ou de Caille (72). Le noble rural, d'une façon générale, est très proche des habitants de sa seigneurie. Il en connaît les préoccupations et les besoins ; souvent, même, au niveau de l'exploitation seigneuriale, il éprouve des difficultés qui ne sont pas très différentes de celles rencontrées par les paysans sur ses terres. Les mègeries qu'il consent, n'ont peut-être pas un caractère spéculatif aussi poussé que celles conclues par les gens de la cité. Détenteur d'un grand patrimoine foncier, sa mentalité s'apparente davantage à celle de l'exploitant, qu'à l'esprit « capitaliste » du bourgeois.

C'est ainsi que le seigneur, à la différence des marchands et autres gens d'affaires, intervient parfois dans les mègeries en qualité de preneur. Dans sa seigneurie de Cabris, Noble Bertrand de Grasse, ou, plus tard, sa veuve Dame Delphine de Comps, n'hésitent pas à recevoir des troupeaux de gros bétail, qu'ils feront garder par leurs bergers (73). Il arrive même qu'un seigneur vienne s'associer à l'exploitant d'une mègerie. Avec un certain engouement, peut-être aussi par nécessité, des paysans ou éleveurs semblent s'être engagés dans des baux à cheptel au-delà de leurs possibilités. Ne faisant pas toujours face aux dépenses provoquées par l'élevage de ces animaux, ils n'ont souvent d'autre solution que de rechercher la participation d'un tiers, en passant, avec ce dernier, un nouveau contrat de mègerie ; ils partageront entre eux, selon des modalités diverses, les charges et les profits (74). Significatif est l'accord réalisé entre un éleveur, originaire de Cannes, et Noble Antoine de Villeneuve, seigneur de Tourettes (de Fayence) et de Bargemon ; l'acte est passé à Tourettes, dans la demeure de celui-ci, « *in camera escura* ». Tenant depuis trois mois un assez important troupeau de bovins — quatre-vingts têtes — en vertu d'un contrat de mègerie conclu, pour six ans, avec le Chapitre de Grasse et Jean Pascays « *sabbaterius* » de la cité, l'exploitant, ne pouvant en assurer les charges, sollicite, et

(72) Et. Bérard — n° 75, 26 Mars 1450.

(73) Et. Bérard — n° 62, 24 Janvier 1439 (n. st.) — n° 73 f° 3 v°, 26 Mars 1448. (Pour distinguer ces bêtes des autres animaux qu'elle détient — en mègerie ou en propriété — Delphine de Comps promet de les faire marquer). Th. Sclafert op. cit. p. 152, constate que des nobles deviennent parfois « *mégers* » eux-mêmes. Au contraire, dans les pays de Ligurie, J. Heers « *Gênes...* » op. cit. p. 514, note que les nobles confient volontiers les troupeaux à des paysans, il en déduit que ce peut être le fait d'une insuffisance de terres, pour les entretenir.

(74) Ces actes sont quelquefois intitulés « *recollectio meyarie pro...* » (Et. Peretti — n° 74, 28 Décembre 1447). Voir également Et. Bérard — n° 60, 8 Février 1436 (n. st.) ou Et. Peretti — n° 74, 22 Janvier 1448 (n. st.) « *et cum ipse Johannes ut dixit non habeat videlicet se posset sucicerere (sic) ideo bona fide per se et suos vendidit venerabili viro Domino Andree B. Vicario de Monte Aurosio... videlicet partem tangentem de dictis triginta tribus capris et novem bimonis.* »

obtient, l'intervention de ce seigneur. Par cet acte, ils conviennent, l'un de continuer à garder les bêtes, l'autre de fournir, chaque année, huit setiers de froment « *pro ejus vitu* », douze pans de gros drap pour les vêtements, et de payer un salaire de 10 florins, plus un autre florin, « *pro calciamento* ». Au terme des six années, l'éleveur, sur la part qui lui revient de la mègerie initiale, donnera à Noble Antoine de Villeneuve la moitié des profits et partagera avec lui les animaux (75).

Par les situations, fort variées, qu'il suppose, le contrat de cheptel, en Provence aussi, relève, bien sûr, de l'élevage, mais encore du crédit, et même de la simple exploitation agricole lorsqu'il porte sur des bêtes de travail. La mègerie, n'en doutons pas, comme la gasaille du Sud-Ouest, ou le bail à cheptel du Nord, a été surtout l'instrument juridique indispensable au développement, voire à la reconstitution des troupeaux. En des temps difficiles, la mègerie, c'est également la volonté, en milieu rural, de résoudre le délicat problème des subsistances : quand un seul animal, une vache ou un porc, en fait l'objet, elle n'est que l'imparfaite solution apportée par des paysans déshérités à la misère (76).

A l'exemple d'autres contrats de la vie agricole, elle a eu pour effet de renforcer les rapports entre bailleurs de fonds et exploitants, en tendant vers un équilibre que vient souvent fausser l'esprit spéculatif. La mègerie, à ce titre, pose le problème des relations entre ville et campagne (77).

Parallèlement aux mègeries, d'autres contrats, assez rares il est vrai, réalisent aussi une association entre bailleur de fonds et exploitant, en vue d'un élevage, mais sous une forme plus poussée. Qualifiés de « *societas* » ou encore de « *compagnie* » (78), ils ne sont pas sans évoquer un type de gasaille pratiqué en Toulousain (79), et surtout, ils annoncent les sociétés d'élevage, qui seront très répandues en Provence au XVI^e siècle, sous ce même nom de « *compa-*

(75) Et Peretti — n° 74, 28 Décembre 1447 « *cum Johannes Maronis de Canoyis teneat ad meyariam a venerabili capitulo grassensi et magistro J. Pascays... octuaginta bestias averis vacuni tam magni quam parvi et tam masculi quam femelli ad tempus annorum sex... et a die festi Sancti Micaelis proxime lapsa... Hinc est quod dictus Johannes... ut dixi senciens se dictam meyariam non posse tenere propter magnas expensas que occurrunt bona fide per se et suos in dicta meyarìa... recollexit nobilem virum Anthonium de Villanova...* »

(76) Au siècle dernier, ce type d'association était encore en usage dans certains villages de Provence. Des paysans y tenaient, par exemple, une vache « *a la mitan* ».

(77) Cf. G. Sicard. op. cit. p. 62, signalant également pour le Hainaut, L. Verriest « *Etude d'un contrat privé du droit médiéval : le bail à cheptel vif à Tournai (1297-1334)* » (Revue du Nord. T. XXVIII. 1946. p. 274).

(78) Et. Bérard — n° 54, 10 Octobre 1429 « *quod venerabilis vir dominus Petrus Roque cappellanus civitatis Grasse societatem et companhiam fecit et inhivit cum Johanne Grassi alias lo Ros de bona horeta (?) loci de Albarno* ».

(79) Ph. Wolff « *Commerces et marchands...* » op. cit. p. 206 et note 267.

gnies » (80). Ce qui distingue assez nettement cette société de la mègerie, c'est l'apport que fait chacun des associés, à l'origine, pour en constituer le capital. Durant le premier tiers du xv^e siècle, époque où elles apparaissent dans les registres notariaux de Grasse, ces sociétés réunissent, en principe, deux personnes assurant chacune la moitié du capital, en nature ou en numéraire (81). Conclues pour une durée de un à cinq ans, elles ont souvent pour objet plusieurs trenteniers de moutons ou de chèvres. L'un des associés a la qualité d'exploitant, il devra pourvoir à l'entretien des bêtes, et d'abord les garder. Un salaire lui est attribué, dont le montant avoisine celui d'un berger. Toutes les dépenses étant mises en commun, le « capitaliste » y contribuera pour moitié (82). Sont également partagés les frais de pâturages, les salaires d'autres bergers, la nourriture des chiens, la fourniture du sel... (83). Pour simplifier les comptes, les parties conviennent parfois de diviser l'année en deux périodes, chaque contractant en prenant alors une à sa charge. Les profits, « omne comodum et emolumentum », seront, de même, répartis par moitié entre les deux associés ; enfin, ceux-ci, au terme de la société, recouvrent leur capital.

On peut rapprocher de ces derniers contrats, les sociétés « de laboragio » (84). Réalisant elles aussi une mise en commun d'animaux, elles représentent une autre variante de la mègerie. Comme le laisse supposer le titre du contrat, le but de ces associations est, avant tout, d'effectuer des labours. Les parties au contrat apportent dans la société les animaux de trait nécessaires. Souvent, elles mettent également en commun les terres à exploiter. De fait, cette société réunit, en principe, un propriétaire et un travailleur. Elle est alors comparable, dans une certaine mesure, au contrat de métayage (85). Ce qui l'en distingue dans les actes notariés grassois, outre le qualificatif juridique de « societas » et non d' « arrendamentum », c'est le caractère plus poussé de l'association : pertes et

(80) Th. Sclafert. op. cit. p. 158.

(81) Soit les associés, ayant fixé le nombre global de bêtes, promettent d'en fournir la moitié chacun, soit l'exploitant apporte son troupeau, dont l'estimation permet de déterminer la somme que doit avancer le bailleur de fonds.

(82) Et. Bérard — n° 52, 26 Décembre 1425. Société entre Noble Antoine de Portu et Jean Alari « J° Alarii gubernet seu gubernari faciat omnia averia... et lucretur de precio facto et lucrari debeat florenos XIII et non ultra de quibus XIII florenis lucri predicti dictus nobilis Antonium et solvere teneatur anno quolibet eidem Johanni florenos VII ».

(83) Et. Bérard — n° 54, 10 Octobre 1429 « sal et herbagia et alia expense necessaria ad dictum avere solvantur equis portionibus ».

(84) Et. Bérard — n° 65, 14 Septembre 1440 « Societatem de laboragio faciendo ». Voir également Et. Bérard — n° 19, 15 Juin 1367 « De societate laborerii » — n° 32, 31 Décembre 1396 « De societate laboris » — cf. G. Sicard. op. cit. p. 75 (bail à mi-fruit qualifié de « societas laborancie »).

(85) Surtout aux contrats de métayage toulousains qui s'accompagnent souvent d'une « gasaille » pour les animaux de trait (G. Sicard. ibidem. p. 57 et suivantes).

gains sont partagés équitablement entre les parties. Diverses sont les modalités d'application de ces sociétés : soit que chacun des associés apporte tout ou partie de son patrimoine (86), soit que l'un mette à l'actif de la société les terres, l'autre, les animaux (87), ou qu'ils conviennent de prendre des biens en location dont ils paieront les loyers de moitié (88). Le nombre d'animaux au service de l'exploitation est, en général, d'une ou deux paires de bœufs, parfois quatre ou cinq (89). Quand les bêtes constituent l'apport d'un seul des associés, on procède à leur estimation pour déterminer la part du co-contractant (90). Des dispositions particulières viennent préciser la nature des travaux : labours et semailles (91). Les principales clauses ont pour objet la répartition des dépenses — semences, entretien et fabrication du matériel aratoire, exploitation des prés pour assurer la nourriture des animaux... — et des profits, en premier les récoltes, partagées chaque année « in area » (92). Au terme de l'association, souvent prévue pour trois ou cinq ans, la totalité de l'actif, en numéraire ou en nature, est répartie « communiter et equis partibus » entre les deux associés.

(86) Et. Bérard — n° 32, 31 Décembre 1396.

(87) Et. Bérard — n° 40, 7 Février 1365 (n. st.).

(88) Et. Peretti — n° 57, 18 Février 1440 (n. st.) « loqueria per medium solvantur » — Et. Bérard — n° 65, 14 Septembre 1440 « quod dictum laboragium fiat tam in terris bastite dicti Johannis G. quam aliis propriis ipsius Johannis et aliis in territorio de Sartolis situatis etiam non propriis si eis videatur ».

(89) Et. Bérard — n° 19, 15 Juin 1367 — n° 67, 5 Septembre 1442 — n° 69, 16 Janvier 1445 (n. st.).

(90) Et. Bérard — n° 32, 31 Décembre 1396 — Et. Peretti — n° 57, 18 Février 1440 (n. st.).

(91) Et. Bérard — n° 40, 7 Février 1364 « laborare sive cultivare et seminare bene et decenter » — n° 67, 5 Septembre 1442 « garachia et alias rigas necessarias pro dicto laboragio facere teneatur cum dictis bobus ».

(92) Parmi les dépenses, ajoutons le salaire de l'exploitant (Et. Peretti — n° 57, 21 Décembre 1439 : 17 florins, 15 gros « pro calciamentis » et 9 gros « pro companagio » — c'est-à-dire pour les nourritures qui accompagnent le pain, cf. J. Heers « L'Occident au XIV^e... » (op. cit. p. 358) et Le Roy Ladurie « Les paysans de Languedoc » (op. cit. p. 176). Clauses détaillées dans la « societas laboragii pro Fulcone Fabri hab. civitatis Grasse et Philippo Bertandi de Castronovo » en date du 5 Septembre 1442 (Et. Bérard — n° 67) ou encore Et. Bérard — n° 74 f° 95, 8 Décembre 1449.

CHAPITRE III

TROUPEAUX ET PATURAGES

L'attrait qu'exerçaient les contrats de cheptel sur les « capitalistes » et les éleveurs, n'est qu'une forme de l'intérêt que les gens de Grasse portaient, d'une façon générale, aux activités pastorales. Une place à part doit être faite à l'élevage du menu bétail, moutons et chèvres. Cette région de Provence s'y prête remarquablement ; elle réunit à la fois les montagnes propres à l'estivage, et, sur le littoral, des reliefs plus adoucis, susceptibles d'accueillir les troupeaux de l'arrière-pays durant les mois d'hiver. Grasse est non seulement un centre actif de transactions sur le bétail, mais encore une étape importante de la transhumance en Basse-Provence. Chez les notaires de la cité sont passés de nombreux contrats de louage des pâturages : ils intéressent le bétail que les Grassois entretiennent dans leur propre terroir, et celui qui, à l'automne, abandonne les hautes terres pour la côte — transhumance locale avec les villages des voisines préalpes —. Viennent également d'importants troupeaux de la Haute-Vallée de la Roya, aux confins du comté de Nice. Des relations régulières s'établissent, surtout au début du xv^e siècle, avec ces régions. A cette même époque, l'économie du pays grassois est, en grande partie, tournée vers l'élevage ; dès la fin du siècle, elle en ressentira les heureux effets.

Les pâturages sont donnés en location par les propriétaires (1), l'objet du contrat est le « pasquerium » ou « herbagium » (2). Le pre-

(1) Et. Bérard — n° 58, 8 Octobre 1433 « Arrendamentum... » — il peut s'agir d'une vente (Et. Bérard — n° 62, 15 Octobre 1437), le notaire indécis mêle parfois les deux actes (Et. Bérard — n° 13, 27 Septembre 1354 « vendidit seu locavit... »).

(2) Et. Bérard — n° 4, 10 Octobre 1320 — le terme « pasquerium » a également pour

neur, « firmarius », acquiert ainsi le droit d'y faire paître ses animaux durant toute l'année, à moins qu'une clause ne précise s'il s'agit seulement de pâturages d'été ou d'hiver (3). Lorsque les baux sont consentis par des seigneurs, laïcs ou ecclésiastiques, ou par des communautés, ils portent généralement sur de vastes étendues ; les bailleurs en afferment souvent la totalité des revenus et accordent en même temps que le droit de pâture, d'autres prérogatives : droits de bans, de passages, dîmes... (4).

La durée du contrat est variable ; il est fréquent, au XIV^e siècle surtout, qu'elle ne dépasse pas une seule année. Les baux concernant les pâturages d'hiver, les plus nombreux, sont conclus à l'automne et prennent fin au mois de mai suivant. Notons que ce sont là les dates habituelles de l'hivernage « vuernalha » (5) ; dans les contrats prévus pour plusieurs années une clause en stipule expressément les termes : de la Saint-Michel au 1^{er} mai (6). L'estivage, « stivalha », débute, en principe, au mois d'avril, pour se terminer au mois de septembre, parfois en octobre — ainsi, pour la fête de la Saint-Raphaël (24 octobre) — (7). Parmi les terroirs qui, l'hiver, reçoivent les troupeaux, certains sont proches de Grasse : en contrebas de la cité, par exemple, on loue les prés situés au quartier du Plan (8). Aux alentours, ce sont les pâturages d'Auribeau (9), Opio (10), Cabris et sa vallée (11), Sartoux (12), Vallauris (13). Les villages « inhabités » mettent également à la disposition des éleveurs, les campagnes abandonnées de leur territoire, c'est le cas de Roquefort et de son bois (14), au XV^e siècle, d'Auribeau (15) et de plusieurs autres lieux. L'été, les troupeaux se dirigent vers les localités de la

sens la redevance payée par les éleveurs au comte de Provence ou aux seigneurs ayant droit de justice sur leurs terres (cf. Th. Schafert. op. cit. p. 46). Des baux identiques intéressent le droit de glandage dans les bois, notamment pour les troupeaux de porcs (Et. Bérard — n° 57, 26 Septembre 1432 « totum glanagium sasonis presentis dicti territorii » (Biot).

(3) Et. Bérard — n° 58, 8 Octobre 1433 « omnia pasqueria tam stivalia quam yemalia ».

(4) Et. Bérard — n° 34, 13 Novembre 1391 — n° 59, 13 Novembre 1434 — n° 70 f° 59, 28 Août 1445 — n° 88 f° 255, 10 Janvier 1431 (n. st.).

(5) Location des pâturages d'Opio (Et. Bérard — n° 4, 10 Octobre 1320), de Cabris (Et. Bérard — n° 34, 13 Novembre 1391) ou Et. Bérard — n° 12, 11 Janvier 1354 (n. st.) « hinc ad festum calende mayas et octo dies ultra ». Arch. Dép. B.-du-R. — B. 1908 (1351).

(6) Et. Bérard — n° 62, 15 Octobre 1437 — n° 70 f° 59, 28 Août 1445.

(7) Et. Bérard — n° 75, 26 Mars, 6 Avril 1450.

(8) Et. Bérard — n° 15, 2 Juin 1362.

(9) Et. Bérard — n° 12, 11 Janvier 1354 (n. st.).

(10) Et. Bérard — n° 4 f° 29, 10 Octobre 1320.

(11) Et. Bérard — n° 34, 13 Novembre 1391 — n° 68, 24 Avril 1443.

(12) Et. Bérard — n° 61, 7 Juillet 1436.

(13) Et. Bérard — n° 58, 8 Octobre 1433.

(14) Et. Bérard — n° 88 f° 255, 10 Janvier 1431 (n. st.).

(15) Et. Bérard — n° 61, 7 Juillet 1436.

montagne et vont retrouver les pâturages d'Andon (16) ou d'Escra-nolles (17).

Même si l'on tient compte de l'absence de toute indication de superficie — même approximative —, de notre ignorance du nombre de bêtes qu'ils sont destinés à recevoir, les pâturages paraissent être loués à des prix relativement élevés. Les pâturages d'Auribeau, en 1434, trouvent preneur, pour deux ans, à 50 florins, le quart du territoire de Sartoux à 30 florins (18). Roquefort, loué en 1430 pour trois ans, moyennant la somme globale de 105 florins, atteint, en 1437, le prix de 43 florins pour une seule année (19). Enfin, ceux de Cabris s'élèvent successivement à 120 florins en 1443, et à 160 florins en 1449 (20). Ces loyers sont très souvent payables par moitié, à l'Épiphanie et le premier jour du mois de mai. Pour l'estivage, les échéances les plus courantes sont celles de la Sainte-Madeleine et de la Saint-Michel (21). A ces redevances en numéraire s'ajoutent, chaque année, des prestations en nature : remise d'un mouton à la Noël, d'un agneau ou d'un chevreau au Carême ou à Pâques, d'une certaine quantité de fromages (22).

Les principales dispositions contenues dans ces contrats de location — mises à part les clauses de style du louage — traduisent essentiellement deux sortes de préoccupations : pour le preneur, l'assurance d'utiliser dans les meilleures conditions le terroir loué, pour le propriétaire, le souci de se prémunir contre d'éventuelles déprédations. En faveur de l'éleveur, on peut citer d'abord la clause qui interdit l'accès des pâturages aux troupeaux étrangers. Cette interdiction est généralement absolue (23), à moins que le propriétaire ne se réserve le droit d'y laisser paître ses propres bêtes (24). Quand les pâturages sont donnés à bail par un seigneur,

(16) Et. Bérard — n° 75 f° 1, 26 Mars 1450.

(17) Et. Bérard — n° 75 f° 4, 6 Avril 1450.

(18) Et. Bérard — n° 59, 13 Novembre 1434 — n° 61, 7 Juillet 1436.

(19) Et. Bérard — n° 88 f° 255, 10 Janvier 1431 (n. st.) — n° 62, 15 Octobre 1437.

(20) Et. Bérard — n° 68, 24 Avril 1443 — n° 74, 15 Août 1449.

(21) Et. Bérard — n° 75 f° 1, 26 Mars 1450.

(22) Et. Bérard — n° 58, 8 Octobre 1433 — n° 61, 7 Juillet 1436 — n° 67, 5 Septembre 1442 — n° 67, 26 Août 1442 « unius mutonis et duorum edorum sufficientium ac unius rupi caseorum pro singulo anno ».

(23) Et. Peretti — n° 57, 28 Octobre 1439 « in primis fuit actum... quod dictus nobilis Florentius dicto nomine teneatur et debeat dicta pascua et alia jura arrendata defendens et mantenere bene et decenter ab omni ingressu et pastorgatione cujuslibet averis extraneus tam grossi quam minuti illud territorium volentes depascere ».

(24) Et. Bérard — n° 34, 13 Novembre 1391 « retento sibi pasquayragium sui averis ad usum suum ». Dans cet acte, le bailleur, Noble Jean de Grasse, seigneur de Cabris, édicte certaines sanctions « ... quod si aver de Sancto Sezario venire contingat infra devensum dicti territorii... quod costat bannum et ipse Andreas (preneur)... ipsos pignoraré faciat seu pignoret de uno mutone vel mennone sive alio animali absque nulla gratia eis facta cujus pene sive banni sit medietas ipsius nobilis alia dicti Andree ».

c'est avec la communauté des habitants du lieu que des différends sont susceptibles de naître. Les villageois détiennent la plupart du temps des droits d'usage sur les pâtures locales et il les défendent âprement. Prévoir dans l'acte les conditions du pacage communautaire n'est pas une précaution inutile. Noble Jacques de Castellane, affermant des terres d'Andon, précise les limites du « jus pascendi » que les habitants de Caille prétendent y avoir (25).

Dans certains contrats, il est permis à l'éleveur, « ad utilitatem pascuorum », d'incendier une partie des lieux ; d'autres fois, on lui reconnaît le droit à l'utilisation des bois, soit pour le chauffage, soit pour la construction des granges, parcs ou bergeries (26). Si, dans les pâtures, sont compris des prés, leur usage en est minutieusement réglementé. C'est le délicat problème des terres en « défens » (27) qui se pose alors, l'un de ceux qui irritent le plus les paysans contre les bergers. Ces prés sont, en général, destinés à l'entretien des bœufs de labour, dont ils assurent la nourriture par la production de foin. Le propriétaire, tantôt les exclut de façon expresse de la location (28), tantôt en laisse l'usage à l'éleveur sous certaines restrictions : les « défens » seront réservés souvent aux animaux de travail, dans tous les cas, leur pâture n'est possible que de la Saint-Michel à la Noël, ou, au plus, jusqu'au Carême (29).

(25) Et. Bérard — n° 75 f° 1, 26 Mars 1450 « Item fuit de pacto ...quod homines loci de Calha qui ut dixerunt usum habeant pastorgandi in herbagio supra arrendato eorum averium infra ipsum herbagium non audeant nec debeant ponere... nisi lapso quolibet anno quindecis diebus maii. Et si contrarium fecerent quod tale dampnum per averia ipsorum hominum de Calha in ipso herbagio inferendo ante dictos dies XV utriusque anni debeat exitimati per duos probos homines ».

(26) Et. Peretti — n° 57, 28 Octobre 1439 « Item fuit actum quod dictus Jacobus T. ad causam et utilitatem dictorum pascuorum possit quandocumque voluerit dictum territorium affugare necnon et infra illud lignas facere et apud Grassam facere provisione sue necnon et ligna ac fustas scindere pro construendo granicas curtes et jacinas necessarias pro dicto tempore dicto suo avere ». F. Mistral « Trésor... » Jassino, Jasso (bergerie) — Courtiéu, courtis (parc couvert en chaume).

(27) Sur l'opposition entre vaine pâture et « défens », cf. M. Bloch. op. cit. p. 202 où l'auteur fait référence aux statuts de Grasse de 1242, qui limitaient à une faible fraction de leurs biens, le droit pour les Grassois de mettre en défens une partie des guérets. (F. Benoît. Recueil des Actes... t. 2. p. 435).

(28) Et. Bérard — n° 15, 26 Mai 1362 « excepto defenso pratorum omnium ».

(29) Et. Bérard — n° 88 f° 255, 10 Janvier 1431 (n. st.) « ... devensum territorii more solito pro bobus arantibus a festo beati Michælis usque festum Nativitatis Christi » — n° 70 f° 59-60, 28 Août 1445 « in pratis defensibilibus ejustem territorii ipse Guillelmus firmarius ac alie habentes jus ab eodem averia ad depascendum ponere possent et possent anno quolibet dicti temporis a festo beati Michælis usque diem Carnis Privati ». Cf. Location d'un lieu en défens à Escragnolles de Mai en Novembre (Et. Bérard — n° 75 f° 4, 6 Avril 1450) « totum defensum a sol fach vocatum lo devens de clars dicti territorii ac etiam relargarium rivi clamosii eundo a la font de lenhayres ». Sur les relarguiers cf. Th. Schafert. op. cit. p. 139. Les gros éleveurs, sur les parcours, se réservent non loin des chemins, des pâtures leur permettant de faire halte, ce sont des relarguiers.

Bon nombre des éleveurs qui afferment les pâturages sont originaires de Grasse ou des villages voisins. On compte parmi eux : Monnet Alhaud, boucher grassois, Jean Dozol et Guillaume Courme, tous deux de Saint-Vallier, qui prennent respectivement en location des pâtures dans les terroirs de Canaux et d'Auribeau (30). Autre preneur, cet Hugues Isnard de Coursegoules qui loue de la Saint-Michel au mois de mai, le quart du territoire de Sartoux (31). Ces baux sont plus particulièrement le fait de nourriguiers, tel Jacques Tardivus de Grasse qui arrente pour quatre ans les herbages « yemalia et estates » du lieu de Tournon (32).

Parfois, c'est l'ensemble des habitants d'un village qui sollicite du seigneur la location de pâturages. En 1354, réunis devant l'église Saint-Trophime, les villageois d'Opio louent à l'évêque de Grasse les herbages de ce lieu moyennant 20 florins par an (33).

Dans ces contrats on relève les noms de marchands grassois. Eleveurs eux-mêmes, peut-être utilisent-ils les pâturages loués pour leurs propres troupeaux ? Sans doute envisagent-ils aussi les substantiels profits qu'ils peuvent retirer en les sous-louant. On sait que les acquéreurs des pâturages n'en étaient pas toujours les usagers (34).

Dès la fin du xiv^e siècle, l'exemple nous est fourni par le marchand André Achard, qui s'empresse de faire préciser dans le contrat cette faculté de sous-louer à qui lui plaît (35). Durant la première moitié du xv^e siècle, ces opérations sont fréquentes, plusieurs marchands grassois les pratiquent, notamment la famille des Simosse (36). Ces placements s'avèrent d'autant plus lucratifs que les pâturages de Grasse attirent une clientèle plus nombreuse, qui compte bergers et éleveurs des montagnes de l'arrière-pays de Nice.

(30) Et. Bérard — n° 12, 11 Janvier 1354 (n. st.) — n° 15, 2 Juin 1362 — 26 mai 1362.

(31) Et. Bérard — n° 61, 7 Juillet 1436 « quartam partem indivisam territorii dicti loci de Sartolis et totum pastorgagium ipsius quarte partis ».

(32) Et. Peretti — n° 57, 28 Octobre 1439 « arrendavit... provido viro Jacobo Tardivi noyreguerio de Grassa... pascua et herbagia yemalia et estates una cum bannis glanagliis et passaglis pertinenciis ad dictum castrum... ac etiam cum medietate jurisdictionis provenientis ex dictis pascuis bannis glanagliis... »

(33) Et. Bérard — n° 13, 27 Septembre 1354 « ... locavit... Guillelmo Albin, Petro Laure et Petro Siguoni hominibus de Opia... tam eorum nominibus propriis quam nominibus omnium et singularum personarum castri de Opia... erbam pasquerii territorii castri predicti et prout hactenus consuetum est ipsum erbagium sive pasquerium locare sive vendere necnon et banna... cum decima nadonorum ad ipsum dominum episcopum in castro ipso pertinencia cum medietate redditus furni... »

(34) Th. Schafert. op. cit. p. 138. « Le plus souvent, ils sous-arrentaient ces pâturages à d'autres marchands qui les sous-arrentaient à leur tour à des éleveurs de la Basse-Provence ».

(35) Et Bérard — n° 34, 13 Novembre 1391 « dictus Andreas possit ponere aver ad suum placitum et ipsum pasquerium et banna locare cui seu quibus sibi placebit ».

(36) Et. Bérard — n° 88 f° 255, 10 Janvier 1431 (n. st.) — n° 68, 24 Avril 1443 — n° 117, 21 Décembre 1446 (Guillaume et Pierre Simosse louent à deux bergers de Châteauf, les pâturages d'Opio, qu'ils tiennent de l'évêque de Grasse).

La haute vallée de la Roya, à l'Est du Comté, avec les villages de Tende et la Brigue surtout, forme depuis longtemps une riche région d'élevage. A l'automne, les bergers, abandonnant pour plusieurs mois la montagne, dirigent les troupeaux vers la Basse-Provence (37). Dès le Moyen Age, on les voit fréquenter les pâturages de Grasse. En 1391, deux bourgeois de la cité, « firmarii » de la Prévôté, en sous-louent une partie « ultra Canham » à Guillaume Ruysani, un éleveur de la Brigue, et à Raymond Ricolfi, son associé originaire de Mendatica (38). Les terres à usage de pâture de Mandelieu et La Napoule, sont affermées, en 1436, par le Chapitre de Grasse à Antoine Cotta de Tende (39). Un nourriguier de ce village prend en location le lieu inhabité d'Auribeau (40), d'autres, le terroir de Cabris (41). En 1449, au nom des autres bergers de Tende, Louis Arnulphi (Arnulf) et Lazare Cotta acquièrent, pour 3 florins, les droits de passage pour leurs troupeaux dans le territoire de Grasse (42). Certains éleveurs se fixent d'ailleurs en Provence, tel ce François Ayraud, nourriguier de Tende qui s'installe à Saint-Vallier (43).

L'assurance d'une clientèle aussi régulière incite les bailleurs de fonds de la cité, à devenir des intermédiaires entre propriétaires des pâturages et bergers. Une opération du marchand Guillaume Simosse l'illustre d'une façon particulièrement remarquable. Celui-ci, par un contrat du 24 avril 1443, rédigé par le notaire Delaude dans la demeure du Noble Balthazar de Grasse, bailleur, prend en location au seigneur de Cabris « omnia pasqueria yemalia et glanagia » de ce lieu, pour une durée de six ans, il en acquitte le prix, soit 500 florins, sur le champ. Ce même jour, dans un acte immédiatement postérieur, passé dans la boutique du drapier Jean Achard, il les sous-loue à deux bergers de Tende, pour une période identique, mais cette fois, moyennant une somme de 700 florins, payable à

(37) Ce mouvement pastoral de Tende et de Brigue avec la Provence ou le littoral du Comté de Nice, s'est poursuivi jusqu'à nos jours. Au début du siècle, plusieurs villages des Alpes-Maritimes (La Turbie, Peille, l'Escarène...) avaient toujours coutume d'accueillir bergers et troupeaux dès le mois d'octobre. Ces aspects de la transhumance étaient intimement liés à la fameuse question des bandites cf. L. Guiot « Les droits de bandite dans le Comté de Nice » (1884). L. Trotabas « Etude sur les bandites, le culte et diverses situations particulières au Comté de Nice annexé » (Paris 1921).

(38) Et. Bérard — n° 32, 4 Décembre 1391.

(39) Et. Peretti — n° 49, 11 Octobre 1436.

(40) Et. Bérard — n° 59, 13 Novembre 1434 « venerabilis vir dominus Barth. Tin-honi ut procurator... venerabilis viri domini loci inhabitati de Auribello... arrendavit discreto viro Johanni Ravi de Tenda noyreguerio videlicet totam herbagium glanagium decimam nadonorum et passagia territorii dicti loci de Auribello ».

(41) Et. Bérard — n° 67, 26 Août 1442.

(42) Et. Bérard — n° 74 f° 84, 16 Novembre 1449 « nomine aliorum pastorum eorum sociorum et pro transitu averum... tam eundo quam redeundo in hoc anno videlicet passagium ipsorum averum per territorium dicte civitatis Grasse... »

(43) Et. Bérard — n° 67, 23 Octobre 1442.

raison de 120 florins par an, à l'Épiphanie et au mois de mai (44). En outre, il a pris soin dans le contrat initial de mettre à la charge du seigneur le préjudice qui lui serait causé si, la guerre survenant — « quod absit » —, les bergers de Tende se trouvaient dans l'impossibilité de venir (45).

Intéressantes spéculations que ces placements réalisés par les bourgeois de la cité ; ne négligeant aucune opération lucrative, ces gens d'affaires font grand usage du numéraire qu'ils détiennent. De même que les mègeries, les locations de pâturages leur en fournissent le moyen, ils savent en tirer parti. Quelques Juifs les imitent ici comme là, tel Mossonus Jassiel qui arrente les herbages d'Escragnoles (46). Autre source de profits pour les Juifs, les prêts qu'ils consentent à ces bergers de Tende. Les derniers jours d'avril, avant de regagner leur village, nombreux sont ceux qui sollicitent des avances. Entre le 23 et le 27 avril 1452, une dizaine de bergers viennent emprunter, auprès de Mossonus et Jassonus Jassiel, des sommes allant de 4 et 5 florins à une trentaine de florins. Le terme de tous ces prêts est prévu pour la fête de la Saint-Martin, à leur retour des montagnes — en fait, plusieurs ne sont annulés qu'aux mois de février ou d'avril de l'année suivante (47).

A propos des bailleurs de pâturages, Marc Bloch a évoqué les seigneurs « en mal d'argent » et les communautés obérées (48). Sans

(44) Et. Bérard — n° 68, 24 Avril 1443. Convenons qu'il s'agit là d'une transaction assez curieuse qui ne révèle sûrement pas toutes les manœuvres, prêt dissimulé ou autre, qui l'ont accompagnée. On peut noter en tout cas qu'un contrat de location de ces pâturages, consenti l'année précédente au profit de ces mêmes bergers, est annulé, à la date du 23 Avril 1443 (Et. Bérard — n° 67, 26 Août 1442), en présence de G. Simosse et avec l'accord des parties.

(45) Et. Bérard — n° 68, 24 Avril 1443 « item fuit de pacto quod si in presenti patria guerra esset quod absit et pastores de Tenda venire non possent ad hanc patriam quod ipsa domina de tali dampno teneatur ». Cette clause de guerre se retrouve dans presque tous les contrats passés avec les bergers du Comté de Nice, elle les libère de leurs engagements. Et. Peretti — n° 49, 11 Octobre 1436 « si non venire cum suo avere propter guerram quod non teneat dictum arrendamentum » — Et. Bérard — n° 68, 24 Avril 1443 « si in presenti patria provincie durante dicto tempore esset guerra quod absit et propterea ipsi seu eorum averium ad hanc patriam venire non possent quod ad solutionem pasquerii illius anni ipsi firmarii non teneantur ita quod ipsi hoc notificare teneantur » — Et. Bérard — n° 74 f° 54, 15 Août 1449.

(46) Et. Bérard — n° 75 f° 4, 6 Avril 1450.

(47) Et. Bérard — n° 120 f° 9, 23 Avril 1452 à f° 15, 27 Avril 1452. Les emprunteurs se constituent mutuellement fidéjusseurs ; enfin, les Juifs n'omettent jamais de faire figurer dans les actes, une clause de soumission détaillée : Et. Bérard — n° 120 f° 9 v°, 23 Avril 1452 « submisit... viribus coercionibus carceribus et hostagiis curiarum Domini Ducis Sabaudie, Parvi Sigilli Montispezzulani, curieque Camere Rationum civitatis Aquensis et dicte civitatis Grasse et demum omnium aliarum curiarum... » (sur le rôle des Juifs dans la cité, cf. infra). Parmi les noms des bergers tendasques, on relève ceux de « Carlonus Gastauda, Dominicus Salvanhi, Barth. Cayso, Franciscus Clerici, Ant. Arnulphi, Petrus Quachardo, Guill. Boeti, Jaco Daver (ce patronyme, d'ailleurs, se retrouve aujourd'hui dans la région de Grasse), Audetus Cayso, Ant. Lausse ».

(48) M. Bloch. op. cit. p. 208.

doute, est-ce bien ce besoin de numéraire qui primait les autres raisons, lorsque les seigneurs provençaux arrentaient les terres à usage de pâture. Il faut aussi supposer que les vastes domaines qu'ils détiennent sont bien trop importants pour l'entretien de leurs seuls troupeaux. Dans les actes grassois sont mentionnés plusieurs seigneurs : Bertrand de Grasse, seigneur du Bar (49), la famille de Grasse-Cabris (50), Bertrand de Villeneuve, seigneur de Tourettes et d'une partie de la Napoule (51), Jacques de Castellane, seigneur d'Andon (52). Certains contrats sont passés par les seigneurs ecclésiastiques : Evêque de Grasse, Chapitre, Prévôt (53).

Parmi les communautés, on peut citer l'« universitas » de Saint-Paul qui, en 1430, tire profit du lieu inhabité de Roquefort, en l'affermant à un marchand de Grasse (54).

Dans l'ensemble, les seigneurs, inspirés peut-être de motifs divers, ont largement ouvert leurs terres aux troupeaux. Parfois, ils allaient même jusqu'à participer de façon étroite avec les bergers à l'exploitation des bêtes (55). De telles circonstances étaient nécessaires pour provoquer « le très brusque essor » (56) de l'élevage au xv^e siècle. Les nobles ruraux, en facilitant l'activité pastorale, ont, dans une certaine mesure, favorisé la reprise économique. Pour Grasse, une conséquence manifeste sera, dans le recensement de 1471, la richesse du cheptel dénombré dans sa viguerie (57).

(49) Et. Bérard — n° 15, 26 Mai 1362.

(50) Et. Bérard — n° 34, 13 Novembre 1391 — n° 67, 26 Août 1442 — n° 70, 28 Août 1445.

(51) Et. Bérard — n° 71, 18 Avril 1446.

(52) Et. Bérard — n° 75 f° 1, 26 Mars 1450.

(53) Et. Bérard — n° 4, 10 Octobre 1320 — n° 13, 27 Septembre 1354 — n° 59, 13 Novembre 1434 — Et. Peretti — n° 49, 11 Octobre 1436.

(54) Et. Bérard — n° 88 f° 255, 10 Janvier 1431 (n. st.).

(55) Et. Bérard — n° 75 f° 1, 26 Mars 1450. L. et G. Ponhayre afferment les pâturages du seigneur d'Andon, Noble Jacques de Castellane « item... quod casei fiendi ex lactibus averium predictorum ponendorum in dicto pasquerio per dictos fratres salari debeant in cella domini dicti loci et ipsi fratres dare debeant eidem domino jus dari solium ita quod ipse dominus ponere et tenere debeat bonum et sufficientum salandarium ».

(56) G. Duby « L'économie rurale... » op. cit. t. 2. p. 615.

(57) Th. Schafert. op. cit. p. 140 et suivantes. La viguerie de Grasse compte 26.195 bêtes, sept localités y élèvent plus de 2.000 têtes de menu bétail (Grasse, Séranon, Le Bar, Saint-Auban, Saint-Vallier, Chateauneuf, Mougins).

DEUXIÈME PARTIE

LE NÉGOCE

Ville et commerce, deux termes étroitement solidaires. Il est malaisé d'évoquer l'un sans l'autre. Si la ville a permis l'éclosion à la fin du Moyen Age d'une mentalité nouvelle, « capitaliste », elle le doit pour une très large part à son rôle de marché, à sa fonction de mouvement. C'est à cela que se reconnaît la vraie ville — « un monde à part » — (1). Ces caractères sont d'autant plus nets en Provence que le nombre d'« agglomérations de type urbain » y est élevé. A l'image de tant d'autres cités provençales, Grasse se présente comme « le centre d'une petite région économique où elle remplit les fonctions distributrices de marchandises et de crédit » (2). Elle est le point de rencontre de nombreux villageois : ils viennent y écouler leurs récoltes, réaliser leurs achats et, éventuellement, solliciter de quelque prêteur des avances de numéraire.

C'est à travers la description des activités commerciales et des opérations de crédit que nous essaierons de saisir la place de Grasse dans cette partie de la Provence orientale. Les documents notariés n'évoquent, le plus souvent il est vrai, les unes et les autres que par le biais du crédit : ce sont les délais de paiement sollicités par des acquéreurs qui justifient la rédaction d'un acte notarié et, par exemple, nous renseignent sur les divers objets du commerce.

La fonction commerciale de Grasse s'affirme surtout dans le mouvement d'échanges que la ville entretient avec le milieu rural à l'entour. Ses relations révèlent d'abord son rayonnement sur

(1) F. Braudel. « Civilisation matérielle et capitalisme (xv^e-xviii^e siècles) » — Paris 1967, tome I.

(2) G. Duby. « Recherches récentes sur la vie rurale en Provence au xiv^e siècle » (Provence-Historique. 1965).

l'arrière-pays, car si l'on fait exception des liens économiques et humains avec la Ligurie, Grasse reste une ville tournée vers l'intérieur. Viennent ensuite les relations lointaines, celles qu'assurent les principaux marchands de la cité, les seuls à emprunter les routes du commerce, au moins pour se rendre aux grandes foires. Les marchands grassois sont assurément de modestes personnages en comparaison de leurs confrères des riches cités commerçantes. Les techniques auxquelles ils recourent pour l'exploitation de leurs affaires sont sans conteste bien rudimentaires.

Autant que par les activités commerciales et artisanales qu'elle réunit — peut-être davantage —, c'est par sa fonction en matière de crédit que Grasse exerce un réel attrait. La ville est une réserve de crédit où de très nombreux ruraux viennent puiser de façon régulière. Les Grassois eux-mêmes ont largement utilisé les facilités de numéraire et les délais de paiement. Une grande partie de la population est « enserrée dans un réseau de dettes et de créances » (3). Outre les multiples ventes consenties à tempérament, le prêt de consommation, le « mutuum », constitue la forme la plus fréquente. Celui-ci s'entend toujours comme une avance à titre gratuit. La prohibition de l'intérêt maintient, au moins formellement, toute sa rigueur ; la volonté de dissimulation des prêteurs ne se dévoile que par accident. Faute de prévoir l'intérêt, les dispositions des actes notariés s'attachent à garantir le remboursement des deniers confiés. Les pratiques du crédit ont été, aussi, développées par l'emploi d'un autre contrat : la société « ad medium lucrum » à laquelle ont recouru concurremment citadins et gens des campagnes. Il y a là une curieuse association qui tient à la fois du simple prêt et de la commande : on ne sait s'il faut en chercher l'origine dans ce contrat des pays maritimes ou dans une transposition d'habitudes rurales par les « commerçants ».

Si les juifs restent à l'écart de telles associations, ils sont cependant intéressés au premier chef par toutes les autres opérations de crédit. Ils forment une communauté restreinte qui entretient dans la vie de tous les jours des relations constantes avec les Grassois, mais n'en demeure pas moins en marge des chrétiens. Les activités des Juifs concernent tout ce qui touche au crédit, qu'il s'agisse d'avances de numéraire ou de récoltes. Combien significative est, à ce titre, la diversité sociale et géographique de leur clientèle (4).

(3) J.A. Durbec. « Grasse en 1433... » op. cit. Il arrive même qu'une seule personne soit à la fois débitrice et créancière de plusieurs autres. Près de la moitié des chefs de foyer portés dans le cadastre (175 sur 392) sont endettés.

(4) En même temps que les archives notariales, d'autres documents parfois en témoignent : il suffit, par exemple, de constater le nombre de débiteurs, originaires de Grasse et des villages de la région, condamnés à la requête de créanciers juifs et mentionnés dans les registres de comptes des clavaires, pour les premières années du xiv^e siècle (Arch. Départ. des Bouches-du-Rhône. — B. 1905, notamment f^o 7 et suivants).

TITRE I

LES ACTIVITÉS COMMERCIALES

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPAUX OBJETS DU COMMERCE

La production locale est, généralement, le premier élément du commerce. Aussi, rien de plus naturel que les draps et les cuirs figurent en bonne place sur le marché de Grasse. C'est, avant tout, grâce au riche bétail qu'elle entretenait que la région provençale a pu, à défaut de ressources minières, compter quelques industries (1). L'ensemble du commerce, en Provence, surtout dans les villes de l'intérieur, porte sur les produits mêmes de cet élevage, la laine et les peaux, que ces matières soient livrées à l'état brut ou qu'elles aient été travaillées par l'artisanat urbain (2).

Dans les registres notariaux, d'assez nombreuses transactions intéressent des achats de draps. Faisons tout de suite une réserve : une partie seulement de ces textiles est due à la production régionale, les autres ont été importés. L'importance du commerce de la draperie se reflète, d'ailleurs, dans la personnalité de ceux qui s'y livrent. Les marchands-drapiers, par leur activité et leur fortune, ont un rôle prééminent dans la vie commerciale de la cité ; ils s'identifient volontiers avec la classe de la riche bourgeoisie marchande, et, souvent, ils offrent les plus beaux exemples d'ascension sociale.

Dès les premières années du xiv^e siècle, leurs boutiques proposent aux acheteurs grassois, une large variété d'étoffes. Outre les draps locaux, on y trouve toute une gamme de tissus d'origines diverses : de Flandre, en particulier d'Ypres, de Champagne, de

(1) Th. Sclafert « Cultures... » op. cit. p. 61.

(2) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 230. « Des industries existaient à Grasse, dont les principales étaient l'industrie textile et la tannerie. »

Paris, de Narbonne et d'Italie, avec les produits de Florence ou de Gênes (3).

Si l'on compare les très nombreux achats de draps contenus dans ces deux registres du notaire Pons de Nice, pour les années 1308 et 1309, avec ceux que nous montrent les registres postérieurs (4), une constatation liminaire s'impose : à un aucun moment, on ne retrouve une telle activité dans le commerce grassois. Elle peut s'expliquer de différentes façons. Evidemment, nous ne possédons plus, pour le milieu du XIV^e siècle, de registres du notaire Pons de Nice ; aussi doit-on envisager l'éventualité d'une certaine spécialisation des notaires. Il est normal — et ceci de tout temps — que chacun ait eu une clientèle plus spécialement attirée (5). A cette objection, s'ajoutent les autres incertitudes d'une documentation fragmentaire. Des marchands de Grasse ont, peut-être, eu recours à des registres particuliers pour faire consigner tous leurs actes, d'autres ont pu se contenter de livres de comptes (6). De tout cela, rien ne paraît avoir été conservé. Remarquons cependant que, dans la première moitié du XV^e siècle, même les registres du notaire Jacques Delaude — dont les marchands drapiers Achard, ou mieux Simosse, fréquentent pourtant l'étude — n'offrent qu'un très petit nombre de ventes de draps. Il ne semble pas qu'il faille en rechercher la raison dans une propension des clients à réaliser des paiements comptants : le numéraire est toujours aussi rare, et de nombreux contrats de prêts le prouvent.

Plus vraisemblable serait l'habitude des négociants de Grasse, à l'image d'autres confrères provençaux — ainsi le marchand de Riez, Jean Barral, notaire de surcroît — de ne recourir qu'assez rarement aux actes publics, sauf lorsque l'acheteur est étranger, ou la transaction considérable (7).

Enfin, ne convient-il pas de voir dans cette régression le signe d'une économie grassoise en déclin ? Ce ne serait là qu'une conséquence normale des crises qui, vers les années 1315-1320 d'abord, ensuite avec la Grande Peste, ont affecté l'Europe occidentale, sans épargner la Provence (8). Les seules archives notariales ne permet-

(3) E. Bérard — n° 1 et 2, 1308-1309 — R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 203-207, où l'auteur donne de très utiles indications sur la qualité et les prix de ces tissus, en même temps que sur la diversité de la clientèle qui s'en rend acquéreur.

(4) Les autres registres de ce notaire Pons de Nice, et réunis dans ce fonds Bérard n° 5 (1320-1321), n° 6 (1321), n° 7 (1324), n° 8 (133), n° 9 (1321, 1334, 1335), n° 10 (1346), intéressent en grande partie la cité d'Antibes et sont tous à l'état de fragments. Il faut attendre le milieu du XIV^e siècle pour avoir une documentation plus complète.

(5) Cf. P. A. Sigalas. op. cit. p. 14.

(6) Tel celui du notaire et marchand Jean Barral de Riez (E. Baratier « Le notaire Jean Barral, marchand de Riez au début du XV^e siècle » dans *Provence-Historique*. 1957. p. 254).

(7) E. Baratier « Le notaire Jean Barral... » op. cit. p. 256.

(8) R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 211 note 43.

tent pas de répondre avec fermeté à cette question. Il est tentant, en tout cas, si l'on songe à l'activité du notaire Pons de Nice en ce début du ^{xiv}^e siècle, de penser que Grasse et sa région ont connu, par la suite, une vie économique plus précaire, « contractée » (9), dont le dénouement n'apparaît pas avant la seconde moitié du ^{xv}^e siècle.

Les ventes de draps, même si elles sont devenues moins fréquentes, offrent toujours de précieux renseignements sur la qualité des étoffes et leur provenance. Les tissus de Flandre sont loin d'être nouveaux sur le marché provençal (10) ; au milieu du ^{xiv}^e siècle, ils continuent à avoir la faveur des acheteurs grasseois fortunés, mais ils la partagent avec la draperie brabançonne. Les villes du Brabant ont amorcé au cours du ^{xiii}^e siècle — un siècle après la Flandre — un mouvement d'expansion économique, à l'opposé le commerce extérieur flamand va se ressentir de la crise qui, trouvant en partie son origine dans les conflits sociaux, a pour première conséquence une baisse de production (11).

Les tissus d'Ypres, et notamment le beau drap rouge « rubeum Ypre », semblent avoir disparu des boutiques des drapiers grasseois (12) ; au milieu du ^{xiv}^e siècle, les actes de ventes n'indiquent plus cette ville, qui fut le premier centre textile flamand, parmi les lieux de production de la Flandre flamingante. Seules quelques mentions, dans les contrats de mariage ou dans les testaments, font allusion à des vêtements confectionnés en tissus d'Ypres (13) ; on ne les rencontrera plus dès la fin du ^{xiv}^e siècle. La draperie flamande est représentée désormais, par deux villes, jusque là secondaires, Courtrai et Werwicq, mais dont les produits vont être, alors, largement exportés vers les pays méditerranéens (14).

(9) E. Perroy « Les crises du ^{xiv}^e siècle » (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, 1949).

(10) Cf. H. Laurent « Un grand commerce d'exportation au Moyen Age : la draperie des Pays-Bas en France et dans les pays méditerranéens » (Paris 1935).

(11) H. Laurent, *ibidem* p. 126 et suivantes.

(12) Sur les ventes d'étoffes d'Ypres à Grasse, en 1308 et 1309, cf. R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 204. D'une façon générale, la draperie flamande cède le pas en Provence devant la production brabançonne, cf. à Brignoles : O. Masson-Bessière « Le commerce et la société à Brignoles au milieu du ^{xiv}^e siècle (1336-1348) » *Provence Historique* — 1964, p. 155.

(13) Notaires de Vence — n° 1, 21 Avril 1353 : Testament « unum mantellum rubeum de Ypre ». E. Bérard — n° 38, 28 Avril 1356 contrat de mariage « unam claudem de Ypre ».

(14) Le riche marchand italien Francesco Datini, dont le « Palazzo de Prato » est l'un des principaux lieux de « distribution des draps du Nord dans tous les pays méditerranéens », délaisse, dans la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, les étoffes flamandes à l'exception de celles de Courtrai et Werwicq, cf. H. Laurent, op. cit. p. 189-190. Voir également : Ch. Verlinden « Les draps des Pays-Bas et du Nord de la France en Espagne au ^{xiv}^e siècle » (Le Moyen Age — 1937. p. 31-36). M. Coornaert « Draperies rurales, draperies urbaines » (Revue Belge de Philologie et d'Histoire — 1950. p. 72). Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 131.

Les notaires désignent habituellement les étoffes vendues par leur couleur et leur provenance. De Werwicq vient un assez beau drap rouge — un habitant de Fayence en achètera, le 27 septembre 1452, trois cannes auprès d'un Juif pour une somme de 12 florins et 6 gros (15) — mais encore un drap bleu (16), et une étoffe de couleur plus sombre, le « moretum », dont nous voyons le drapier Guillaume Augier, au mois de décembre 1439, vendre deux cannes et demie, au prix de 4 florins et demi l'une (17). Les produits de Courtrai trouvent acquéreurs à des prix comparables à ceux pratiqués pour les draps de Werwicq. Il peut s'agir là aussi d'un drap rouge (18), ou encore d'une brunette, telles les trois cannes et demie que le Juif Mossonus Jassiel a vendues à un chanoine de Grasse, moyennant 15 florins et 2 gros (19).

Ne portant que sur de faibles quantités, ces achats d'étoffes, évidemment destinées à la confection d'un vêtement, sont tous réalisés à crédit, ce qui explique la rédaction d'un acte public. Parmi les acheteurs, bon nombre sont des villageois des environs. Sans doute, les Grassois ne se désintéressent-ils pas de telles emplettes, mais des relations régulières avec le marchand drapier ont plus facilement raison de la méfiance du vendeur, et ils évitent de recourir au notaire. Les tissus de couleurs vives, en particulier le rouge qui connaît au Moyen Age une réelle faveur, sont unanimement appréciés et recherchés, surtout pour les robes des épousées (20). Il n'est pas jusqu'au modeste paysan de l'arrière-pays qui ne souhaite, au jour des noces, offrir à sa fille un pareil cadeau, même si cette dépense doit lourdement grever ses revenus. Des reconnaissances de dettes sont parfois évocatrices ; quels sacrifices ne cache pas celle d'un villageois de Gréolières, lorsqu'il confesse devoir au drapier Pierre Simosse une somme de 10 florins pour deux cannes et demie de

(15) Et. Bérard — n° 77 f° 35, 27 Septembre 1452. La canne (= 8 pans) vaut environ deux mètres.

(16) Et. Bérard — n° 64, 17 Mai 1439 « quamdam vestem muliebrem panni blavi de Vervino ».

(17) Et. Peretti — n° 57, 10 Décembre 1439 « panni coloris de moreto Vervini ». Sur cette couleur, cf. R. Aubenas « Commerce... » op. cit. p. 204 n° 13. Ducange V° Moretum.

(18) Et. Bérard — n° 70 f° 90, 28 Octobre 1445 « panni rubei de Cotrays » (deux cannes et demie sont vendues 11 florins et 3 gros) et n° 80, 3 Novembre 1445 (la même quantité est vendue à un prix identique).

(19) Et. Bérard — n° 78, 5 Décembre 1453 « pro precio cannarum trium cum dimidia panni brunete de Cotrays ».

(20) Et. Bérard — n° 33, 20 Août 1391. Mariage entre Hugues Dozol de St-Paul et Catherine, fille de Bérenger Bernard de Grasse « pro indumento duas cannas panni de Vervino ». cf. Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 237 sur la qualité et la couleur des vêtements nuptiaux en Toulousain. Et. Bérard — n° 53, 14 Septembre 1427. Constitution de dot = 25 florins et « pro veste nubciali duas cannas Vervini usque valorum florenorum III et dimidio pro canna ».

drap de Courtrai, dont on a fait la « *raupa nupcialis* » (21). Il arrive même que ce précieux vêtement fasse un jour office de gage pour obtenir une avance d'un prêteur exigeant (22).

Pour les cérémonies nuptiales, les familles bourgeoises de Grasse préfèrent porter leur choix sur la draperie brabançonne. D'une meilleure qualité que la flamande, les prix en sont plus élevés (23). En 1391, pour le mariage de sa fille avec Hugues Augier, la mère de Monnette Achard promet, outre une dot en numéraire de 500 florins, des vêtements en beau drap de Malines, jusqu'à concurrence de 5 florins la canne (24). Le notaire Pierre Manue reçoit de son épouse la somme considérable de 700 florins et divers objets, dont une riche tunique de drap rouge de Bruxelles, doublée de « *bocacino nigro* » (25). Au près du drapier Guillaume Augier, un autre notaire grassois achète, en novembre 1434, une dizaine de cannes de drap garance de Malines au prix de 7 florins l'une (26), ce qui laisse, aisément, supposer le caractère luxueux de l'étoffe.

Les tissus champenois, de même que ceux de Provins, font l'objet de quelques transactions jusque vers les années 1350-1360. Les registres notariaux postérieurs n'en fournissent nul exemple. Les deux principaux centres étaient Châlons et Provins (27). Celui-ci produisait notamment du vair, « *varium* » ; le premier fabriquait des draps de différentes couleurs : livide, bleu et surtout vert (28). Une journée de septembre 1320, le marchand André Carante vend trois pans et demi « *panni lividi de Chalono* » moyennant 15 sous, tandis que son confrère Mathieu Pascayse propose à deux habitants

(21) Et. Bérard — n° 117, 30 Août 1446 « *pro precio duarum canarum cum dimidia panni cortrayssii empti et recepti et in raupa nupciali Bertrande ejus filie positi et conversi* ».

(22) Par exemple, Et. Peretti — n° 57, 8 Février 1440 (n. st.). cf. infra « Les Prêts ».

(23) Cf. toujours pour la Provence, E. Baratier « Le notaire Jean Barral... » op. cit. p. 269. Entre les années 1420-1423, la canne de Courtrai et celle de Werwicq vaut de 3 florins 8 sous à 4 florins, celle de Malines de 4 florins 8 sous à 5 florins, l'étoffe de Bruxelles, la plus chère, atteint 5 florins 6 sous la canne. Ou pour le Toulousain, Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 239.

(24) Et. Bérard — n° 34, 26 Octobre 1391 « *videlicet unam chopam et unam mantam panni boni et fini de Malinis usque ad quantitatem cujuslibet canne florenorum quinque* ».

(25) Et. Peretti — n° 57, 18 Décembre 1439 « *item quamdam tunicam rubey de coloris de Brucellis* », cf. encore Et. Bérard — n° 64, 11 Avril 1439 « *tres cannas panni de Bruysellas pro vestimento nubciali* ».

(26) Et. Bérard — n° 59, 8 Novembre 1434. A Toulouse, les capitouls utilisent ces riches étoffes, écarlate rouge de Bruxelles et garance de Malines, pour leurs robes de cérémonies, cf. Ph. Wolff. *ibidem*. p. 239.

(27) R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 204-205.

(28) Et. Bérard — n° 4 f° 19, 16 Septembre 1320 — n° 12, 25 Avril 1353 — n° 38, 10 Novembre 1357. « Le livide est une couleur bleuâtre, très claire, obtenue par teinture au pastel », cf. Ph. Wolff. *ibidem*. p. 243, note 62.

de Séranon, trois cannes de vair de Provins à 25 sous l'une (29). Citons, enfin, un achat de huit cannes de drap bleu de Châlons qui son payées, le 10 novembre 1357, 36 livres au total (30). A cette époque, quelques actes signalent encore des vêtements faits avec des draps champenois (21) ; ce sont les dernières mentions rappelant l'intense activité commerciale que cette région avait connue au siècle précédent.

La production normande est peu représentée. Tout au plus est-il question du drap de Rouen, notamment une étoffe verte qu'un habitant d'Opio vient acheter, en 1353, auprès du marchand Pierre Miracle (32). Un autre drapier grassois, au xv^e siècle, offre à ses clients un drap rouge de provenance identique, dont le prix — dix-huit pans sont vendus 20 florins et 8 gros (33) — prouve suffisamment qu'il s'agit d'une très belle qualité, comparable à la riche écarlate qui, sur le marché toulousain, atteint les cours les plus élevés (34).

Les tissus languedociens, dès la fin du xiv^e siècle et le début du xv^e siècle, sont largement répandus dans les pays méditerranéens (35), et surtout en Provence (36). Pour la plupart d'une qualité assez courante, tels le blanchet et, surtout, le burel, ils comptent aussi des étoffes moins communes, entre autres les palmelles.

Aux foires de Montagnac et de Pezenas, dont le développement est précisément lié à celui de l'industrie drapière (37), les marchands provençaux vont s'approvisionner ; ils y effectuent des achats fort divers, car les centres drapiers languedociens sont nombreux (38). Drap rouge de Narbonne, la canne, durant le premier tiers du

(29) Et. Bérard — n° 4 f° 19, 16 Septembre 1320. Ce sont les prix pratiqués au début du siècle. cf. R. Aubenas. *ibidem*.

(30) Et. Bérard — n° 38, 10 Novembre 1357 « *causa emptionis VIII cannas panni blavi de Chalono* ».

(31) Et. Bérard — 12, 25 Avril 1353. Constitution de dot « *unum mantellum et unam tunicam panni viridi de Chalono* ». Notaires de Vence — n° 1, 21 Avril 1353 « *unam tunicam rubeam et unum epitogium lividum de Chalono* ».

(32) Et. Bérard — n° 12, 27 Mai 1353 « *panni viridi de Roanis* ».

(33) Et. Bérard — n° 69, 17 Novembre 1444.

(34) Ph. Wolff « *Commerces...* » op. cit. p. 240. De Montivilliers ou de Rouen, cette étoffe vaut plus de 9 écus la canne.

(35) H. Caldéran-Giacchetti « *L'exportation de la draperie languedocienne dans les pays méditerranéens d'après les archives Datini. 1380-1410* » (Annales du Midi — 1962) p. 142 et suivantes.

(36) Et. Baratier « *Le notaire Jean Barral...* » op. cit. p. 257.

(37) J. Combes « *Les Foires en Languedoc au Moyen-Age* » (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations — 1958) p. 235. Le développement de la draperie étant, peut-être, lui-même lié « à la survivance discrète de l'hérésie ».

(38) E. Baratier « *Le notaire Jean Barral...* » op. cit. p. 257 en compte 33 dans le livre journal de ce marchand de Riez. Sur les lieux d'origine et les prix des draperies méridionales au Moyen-Age : M. Gouron « *Achats en foires d'un marchand drapier d'Anduze (1408-1418)* », op. cit. p. 63 et suiv.

xiv^e siècle, ne dépasse pas le prix de 25 sous (39). La production de Limoux, outre les palmelles, comprend un assez beau tissu, de couleur verte, qu'un « sartor » de Grasse vend 50 sous la canne en 1353 (40) ; un autre, de couleur grise, trouve acquéreur en la personne du « rector scholarum » de Vence au prix de 7 florins et demi pour deux cannes et demie (41). Tel villageois de Caussols choisit une palmelle livide de Villepinte dont il paiera 4 livres 2 sous et 6 deniers une canne et demie (42), un autre de Briançonnet achète une paire de chausses en drap rouge de Perpignan au prix de 14 gros (43).

Des actes insistent sur la nature de certains tissus, et, en particulier, sur leur aspect laineux « vilagium » (44). Parmi les produits de ce genre, relevons une étoffe gris foncé de Béziers, à 3 florins la canne (45) et une bleue de Carcassonne — que le drapier Simosse vend à deux Juifs de Draguignan, en même temps que six cannes de drap bleu de Caunes — (46).

Les draps de fabrication locale sont assez peu connus. Il y a là, écrit M. Ph. Wolff, une imprécision révélatrice (47). D'une qualité plus ordinaire et de peu de valeur, on n'a pas jugé utile d'en indiquer la provenance. Ces étoffes sont-elles l'œuvre de tisserands grassois, dont certains continuent à s'intituler « textores pannorum grossorum » (48) ? Ou ont-elles plutôt une origine montagnarde (49). Nulle mention expresse ne permet, en principe, de trancher. Rappelons, cependant, que la cité de Grasse, dès le milieu du xiii^e siècle, réglementait le métier de tisserand et se préoccupait particulière-

(39) Et. Bérard — n° 4, f° 18, 11 Septembre 1320.

(40) Et. Bérard — n° 12, 26 Novembre 1353.

(41) Et. Bérard — n° 71 f° 73, 30 Juin 1446.

(42) Et. Bérard — n° 40, 22 Juillet 1364. Terme du paiement : la Saint-Michel. Cancellation le 4 Avril 1365.

(43) Et. Bérard — n° 52, 23 Octobre 1425 (terme : la Noël. Cancellation le 12 Novembre 1428). A la suite de M. Baratier, *ibidem*, nous incluons volontairement Perpignan parmi les centres languedociens, à défaut d'autres exemples de draperie catalane.

(44) Du Cange. V° Vilagium « pannus laneus ut videtur villosus ».

(45) Et. Bérard — n° 73 f° 91, 28 Octobre 1448 « panni grisi scuri vilagii de Beses ».

(46) Et. Bérard — n° 77 f° 2, 13 Avril 1452 « causa emptionis et pro precio novem cannarum panni blavi vilagii de Carcassona et cannarum sex panni blavi vocati de Caunas ». Ces Juifs, le 19 Octobre 1452 (Et. Bérard — n° 116 f° 61), reconnaissent encore devoir à G. Simosse, 18 florins « pro precio unius pessie panni lividi coloris de Carcassona ».

(47) Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 242.

(48) Et. Bérard — n° 63, 13 Septembre 1438, 6 Octobre 1438.

(49) R. Aubenas « Commerces » op. cit. p. 206, et E. Baratier « Le notaire Jean Barral... » op. cit. p. 259. Pour les étoffes dites blanches, brun et anhin, le marchand de Riez s'approvisionne dans la région de Seyne les Alpes.

ment de la fabrication des draps de laine (50) ; sans doute, assure-t-elle toujours une partie de la production.

L'une de ces étoffes courantes est l'« anhin » ; ce terme laisse supposer qu'elle est façonnée à partir de la laine d'agneaux (51). Tissue grossier, les maîtres en font usage pour vêtir domestiques et apprentis : les tuniques ou les chausses qu'ils promettent de leur donner, seront souvent confectionnés avec ce drap de prix modique (52). On trouve encore cette variété d'étoffe dans les legs charitables que des testateurs destinent aux pauvres de la cité (53).

Toujours parmi les tissus communs, relevons celui qualifié d'« albay », dont on ignore également la provenance. Son prix est peu élevé : un acheteur, le 9 juin 1395, s'en procure vingt-neuf cannes chez le marchand Rolland Phelipin, moyennant 14 florins (54). Au hasard de quelques actes, sont aussi signalés un drap de Briançon (55), de la futaine (56), de la serge (57) ou du burel (58).

Le textile de base de toutes ces étoffes est la laine. Les tisserands de Grasse ont l'avantage de pouvoir en obtenir sur place. Les nombreux troupeaux de moutons entretenus tant autour de la ville, dans de proches pâturages, que sur les terroirs de plusieurs villages, assurent chaque année, une quantité convenable (59). En général la tonte intervient au mois de mai ; pour cette raison, la laine ainsi fournie porte le nom de « lana mayenqua » ou « longue » et on la

(50) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 230-231 et pièces justificatives n° X et n° XXVII « Statuta de telis fiendis » (dans les Statuts généraux des métiers de 1335). Pour le fil de laine, on prévoit qu'il devra être teint avant d'être tissé et il est interdit d'y mêler du poil de bouc, de chèvre, de bœuf ou du mauvais fil.

(51) Et. Bérard — n° 19, 7 Avril 1367 « unam peciam panni albi de agnino », cf. R. Aubenas, *ibidem*. p. 206, note 22.

(52) Et. Bérard — n° 38, 26 Octobre 1357 « unam tunicam de agninis albay » — 4 Novembre 1357 « unam tunicam de agninis albay » — 4 Novembre 1357 « unam tunicam agninis albays et caligas agninis albi ». Au milieu du XIV^e siècle, un acte indique pour un drap semblable le prix de 11 sous et 4 deniers la canne (Et. Bérard — n° 40, 1364). cf. aussi Et. Bérard — n° 4 f° 25, 26 Septembre 1320 (5 cannes = 27 sous 6 deniers).

(53) Et. Bérard — n° 19, 7 Avril 1367. Un testateur ayant légué « certas pecias panni grossi pro pauperibus induendis », un co-héritier distribue une pièce d'« anhin ».

(54) Et. Bérard — n° 32, 9 Juin 1395. R. Aubenas « Commerces... » op. cit p. 206, le mentionne en 1308 au prix de 4 à 5 sous la canne.

(55) Et. Bérard — n° 56, 23 Mai 1431. Achat par un tailleur auprès du marchand G. Sauvan d'une « certe quantitatis pannorum de Briansono » pour 20 florins.

(56) Et. Bérard — n° 70 f° 101, 8 Mars 1447 (n. st.). 1 pièce = 3 florins et demi.

(57) Et. Bérard — n° 71 f° 44, 10 Mai 1446. Achat par un barbier de Saint-Paul à Mossonus Jassiel.

(58) Et. Bérard — n° 74, 20 Mars 1450 (n. st.) « unius canne cum dimidia panni de burello » au prix de 3 florins. S'agit-il d'un drap local ou languedocien ?

(59) Peut-être, les marchands grassois la complètent-ils par des achats à l'extérieur, l'un d'eux vend à des tisserands de la cité, 6 quintaux de laine, à la mesure de Marseille et reçus à Cannes (Et. Bérard — n° 58, 5 Janvier 1434 (n. st.).

distingue de celle recueillie à l'automne, la laine « courte » ou encore « ratose » (60). Les dates de livraison habituelles, dans les contrats de vente, sont pour l'une, le mois de mai, pour l'autre, la Saint-Michel ; c'est, effectivement, à l'approche de cette fête que l'on débarrassait les bêtes d'une deuxième toison (61). Mesurée au quintal ou au « rup », selon l'importance de la quantité vendue, la laine fait l'objet d'assez actives transactions. En l'année 1308, les marchands Raymond de Menia et Bertrand Guy, associés, se rendent acquéreurs auprès de deux de leurs confrères, de cent quatre-vingts quintaux de laine « grosse », au prix de 29 sous le quintal (62). Si les toisons, souvent, étaient vendues par les éleveurs avec leur suint, le contrat pouvait, aussi, imposer aux vendeurs de livrer une laine lavée et séchée (63).

Durant la première moitié du ^{xv}^e siècle, le prix d'un rup de laine atteint, certaines années, 3 et 4 gros pour celle tondue au mois de mai ; il est sensiblement inférieur à celui de la laine d'automne, qui peut s'élever jusqu'à 6 gros le rup (64). Outre les propriétaires des troupeaux, ce sont les tanneurs que l'on rencontre fréquemment parmi les vendeurs de laine. Ayant acheté aux bouchers, pour les besoins de leur métier, les peaux des bêtes abattues, ils procèdent au délainage et tirent parti des toisons récupérées. Par contrat, ils promettent parfois à un seul acheteur de lui fournir toute la laine ainsi obtenue, pendant un temps déterminé. Deux corroyeurs grasoïls conviennent de la sorte avec un lissierand « de gros draps » pour la laine recueillie depuis le mois d'août — date de l'accord — jusqu'au carême de l'année suivante, le prix du quintal étant fixé à 4 florins (65). Nombre d'éleveurs qui viennent vendre leur production de laine à Grasse, sont originaires des villages voisins : Mougins, Châteauneuf, Saint-Vallier, Tourettes-de-Vence, d'autres descendent des montagnes de Cipières et même d'au-delà : tel ce Guillaume Ripert de Gars — pauvre localité sur l'Estéron, à quinze

(60) Et. Bérard — n° 54, 9 Décembre 1429 « decem rupos lane mayenque... et decem rupos lane curte... tradendam in civitate Grasse videlicet mayenquam per totum mensem maii proxime venturum et allam per totum mensem octobris — 16 Février 1450 (n. st.) « lane ratose sive curte — 77 f° 61, 13 Mars 1453 (n. st.) « totam lanam ratosam vocatam de sant » — Et. Peretti — n° 84 f° 83, 24 Août 1469.

(61) Et. Bérard — n° 74 f° 130, 16 Février 1450 « lane ratose que tondi solet circa festum beati Michaelis ».

(62) Et. Bérard — n° 1, 19 Août 1308. cf. Du Cange « lana grossa vel prima » (= laine prime ou laine mère).

(63) Et. Bérard — n° 12, 26 Avril 1353 « X quintalia lane mayenque lavate et bene eysusa et bene receptabilis ».

(64) Et. Bérard — n° 52, 8 Février 1425 (n. st.) — n° 54, 9 Décembre 1429, 17 Février 1430 (n. st.).

(65) Et. Bérard — n° 73 f° 61, 4 Août 1448 « omnem et quamcumque lanam per eos habendam et acquirendam ex pellatis sive et pellibus per eos aptandis hinc ad

lieues de Grasse — qui, au mois de mai 1452, propose à un Juif de la cité trois quintaux de laine et reçoit la somme de 7 florins et demi en paiement (66).

Il arrive que la vente de laine intervienne avant même la tonte ; ce procédé, qui n'est pas particulier à Grasse (67), ressemble fort aux ventes de récolte sur pied. Comme celles-ci, il poursuit d'abord un but spéculatif ; souvent il ne sert qu'à recouvrir un prêt. Suivons, par exemple, les transactions conclues par un simple artisan, François de Marème, chaudronnier, « payrolierius » : dès les premiers jours de décembre 1429, il achète à Guillaume Tossans dix rups de laine livrables au mois de mai prochain et dix autres à l'automne, le tout contre un acompte de 4 florins ; le 16 février 1430, nouvelle opération avec un éleveur de Cipières, celui-ci reçoit 2 florins et s'engage à lui apporter à la Saint-Michel, huit rups de laine « courte » ; le lendemain, c'est, enfin, un villageois de Châteauneuf qui lui vend dix rups de laine d'automne et neuf de celle de mai, à livrer dans les quinze jours qui suivent la tonte (68). Placements lucratifs que tout cela ; rien de plus normal que les Juifs, à leur tour, se mettent à les pratiquer. Moyennant le paiement d'acomptes, eux aussi se rendent acquéreurs des quantités de laine que les éleveurs des villages viennent leur proposer dès les mois de février ou mars (69). Parfois, l'achat porte sur la totalité de la production à venir. Le juif Jassonus Jassiel, le 13 mars 1453, achète, au prix de 3 gros le rup la laine de mai, et 4 et demi celle d'automne, à tel habitant de Mougins toute la laine fournie par son troupeau et celui qu'il tient en mègerie (70).

Pendant longtemps, les métiers du cuir ont contribué, pour une large part, au développement économique de Grasse et de sa région (71). Comme l'industrie textile, peut-être d'une manière plus étroite, l'exploitation des tanneries reposait sur les ressources de l'élevage ; elle bénéficiait aussi d'éléments favorables dans la cité, avec les abondants ruisseaux qui la parcouraient et assuraient l'eau nécessaire à une telle activité.

diem Carnis Privii ».

(66) Et. Bérard — n° 77 f° 13, 18 Mai 1452.

(67) E. Baratier et F. Reynaud « Histoire du Commerce... » op. cit. T. 2. p. 80. Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 245.

(68) Et. Bérard — n° 54, 9 Décembre 1429, 16 Février, 17 Février 1430 (n. st.).

(69) Et. Bérard — n° 52, 8 Février 1425 (n. st.) — n° 73 f° 35, 16 Mai 1448 — n° 74 f° 130, 16 Février 1450 (n. s.).

(70) Et. Bérard — n° 77 f° 61, 13 Mars 1453 (n. st.).

(71) Cf. P. A. Sigalas op. cit. p. 61 et suivantes. Une période de décadence commence avant même la fin du xvi^e siècle, conséquence sans doute de la peste des années 1580-1588 (Voir également E. Baratier « La démographie provençale... » op. cit. p. 53, 54, etc.).

Autour de la place aux Aires, non seulement se tiennent des boutiques ou ateliers de lanneurs (72), mais aussi bien des maisons d'habitation possèdent dans leurs parties basses des fosses destinées au traitement des cuirs, « torcularia ad opus aptandi corea » (73). Leurs propriétaires les donnent en location pour une ou plusieurs années à tous ceux qui travaillent le cuir ; les tanneurs bien sûr, et encore les cordonniers et savetiers, « sabbaterii » ou « semellatores » (74) — les actes ne distinguent pas toujours entre ces divers métiers, car il se peut que les uns et les autres aient pour tâche la préparation des peaux et cuirs (75).

Un règlement édicté, dès 1260, par le viguier de Grasse prévoyait les conditions pour traiter les cuirs selon leur qualité et la période de tannage (76). Ce texte, en disposant expressément pour les cuirs de Sicile et de Sardaigne, outre les cuirs « marins et d'Espagne », souligne la place des importations parmi les matières traitées dans les cuves des artisans grassois. Les statuts de 1322 ne feront que confirmer ce fait : aux cuirs mentionnés ci-dessus, ils ajoutent ceux de Roumanie, de Barbarie et de Tunisie (77).

Pour être apprêtées « adouba », les peaux devaient subir les effets de plusieurs produits tannants. Chaux, cendres, tan de chêne, « rusca » en provençal, étaient indispensables (78). Les corroyeurs de Grasse utilisaient encore les myrtes et les feuilles de sumac, « ros » (79). Certaines ventes de cuir rappellent quelles sont les matières qui ont servi au tannage (80). Les peaux provenant du gros bétail, surtout des bœufs, mais aussi des veaux et des vaches, étaient souvent importées ; on ne sait pas toujours si elles l'avaient été à l'état de peaux brutes ou déjà partiellement travaillées, quelques

(72) Et. Bérard — n° 88 f° 190, 29 Novembre 1431 « quamdam suam apothecam in qua ipse Bertrandus solitus est coreare... in Areys ».

(73) Et. Bérard — n° 18, 14 Mai 1364 ou encore 11 Juin 1432 (Et. Bérard — n° 57) « quoddam suum hospicium cum quinque torcularibus infra ipsum hospicium constructis... loco al destres confrontatum... cum casali biancarie magistri Guillelmi Baucil sabbateril.

(74) Et. Bérard — n° 17, 20 Avril 1362 — n° 32, 28 Février 1395 (n. st.).

(75) E. Baratier et F. Reynaud « Histoire du commerce... » op. cit. T. 2. p. 797, surtout à Grasse, le même terme de « curateril » désigne, dans les statuts, tanneurs et cordonniers (G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 231).

(76) Copie dans Cartulaire de Grasse. Arch. Départ. Bouches du Rhône. B. 1411 f° 39 v° — reproduit dans G. Gauthier-Ziegler. ibidem. pièce justificative n° XI. p. 255.

(77) Th. Sclafert. op. cit. p. 65. cf. aussi G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 231 et pièces justificatives n° XVII et XXVII.

(78) G. Gauthier-Ziegler. ibidem. p. 231. F. Mistral « Trésor... » V° « Rusco ».

(79) Cette dernière plante était surtout utilisée pour les peaux de moutons et de chèvres (E. Baratier et F. Reynaud. op. cit. p. 797).

(80) Et. Bérard — n° 35, 15 février 1392 (n. st.) « corea bovina... in erba murte aptata » — n° 52, 22 Août 1425 « aptata de quatuor erbis » (Quelles sont-elles ?) — n° 65, 23 Août 1440 « pro precio corlorum bovinorum adobatorum in rusca ».

actes précisent, toutefois, qu'elles se trouvent dans les fosses des ateliers grassois (81). Parmi les pays producteurs, continuent à être représentés, durant la première moitié du xv^e siècle à Grasse, l'Espagne et la Sardaigne (82) ; il est également fait mention des cuirs de Barbarie (82) et même de Portugal (84). C'était l'élevage local qui fournissait, évidemment, les peaux de moutons et de chèvres. Celles-ci, en particulier, donnaient lieu à la fabrication de « cordouans » (85).

Les achats de matière première à l'étranger étaient moins le fait des tanneurs que des marchands. Disposant du numéraire nécessaire pour les réaliser, ceux-ci participent d'autant plus aisément au commerce des cuirs qu'ils possèdent souvent les fosses pour les entreposer (86) ; c'est auprès d'eux que les artisans devront venir s'approvisionner. Relevons au nombre des marchands grassois qui revendent, à l'occasion, des cuirs : Antoine Achard qui, en 1392, cède à deux « semellatores » vingt-sept cuirs de bœufs au prix de 8 livres 10 sous l'un et trois autres du terroir, « terrasans », encore dans une fosse, moyennant seulement 3 florins la pièce (87) ; ou l'apothicaire Bertrand Sauvan, auquel le cordonnier Monnet Verderie reconnaît devoir 125 florins et 1 gros sur les 285 qu'atteignait une précédente vente de cuirs « tam de Barbaria quam Hispania » (88). Parfois, deux artisans s'entendent pour acheter de moitié une quantité importante : ainsi, Antoine Jordan et Antoine Tombarel, le 17 juin 1432, passent contrat avec le drapier Antoine Simosse, associé à un autre marchand grassois, pour trente-neuf cuirs d'Espagne valant au total 204 florins (89).

Centre de tannerie actif, Grasse est également fréquentée par des cordonniers de Nice, Brignoles ou même de la Rivière de Gênes (90). Sans doute, cela incite-t-il des bourgeois à placer eux aussi quelque argent dans des opérations identiques. Tel le notaire

(81) Et. Peretti — n° 47, 20 Novembre 1442 « in torcularibus ».

(82) Et. Bérard — n° 52, 22 Août 1425 « coria Spanie » — n° 57, 17 Juin 1432 « pro precio coriorum de Yspania » — n° 58, 4 Mars 1434 (n. st.) « coriorum sardescorum ». Sur les exportations de cuirs espagnols, cf. J. Heers « Gênes au xv^e... » op. cit. p. 488.

(83) Et. Peretti — n° 47, 20 Novembre 1442 « coria bovina... tam sardes quam barbares ».

(84) Et. Bérard — n° 67, 14 Juin 1442 « causa emptionis et pro precio quinquaginta coriorum pilosorum de Lis Bona regni, ut dicitur, Portus Galli ».

(85) Et. Bérard — n° 12, 11 Mai 1353 « de cordoamo abtato » — n° 11, 3 Janvier 1350 (n. st.) « causa emptionis coreorum tam vacarum quam etiam cordoanorum ».

(86) Et. Bérard — n° 57, 11 Juin 1432.

(87) Et. Bérard — n° 35, 15 Février 1392 (n. s.) « ... item et tres nominatos terrasans... sistentes in quodam torculari ».

(88) Et. Peretti — n° 44, 26 Janvier 1408 (n. st.).

(89) Et. Bérard — n° 57, 17 Juin 1432.

(90) Et. Bérard — n° 58, 4 Mars 1434 (n. st.) — Et. Peretti — n° 47, 20 Novembre 1442.

Albert Vétéris qui traite avec un « sabbaterius » pour quarante-deux cuirs d'Espagne au prix global de 199 florins (91), tout comme Pierre Aynesi, autre notaire, associé à l'apothicaire Raymond Négrel, vend, à son tour, plusieurs cuirs d'Espagne à Guillaume Bauci (92). Ce tanneur, qui promet de s'acquitter en deux termes, la Noël et la Saint-Jean-Baptiste, de cet achat s'élevant à 189 florins, donne l'impression d'une certaine aisance ; peut-être faut-il convenir que les métiers du cuir sont vraiment susceptibles de l'apporter. Ajoutons que des actes nous le montrent en rapport avec un marchand de Castellane pour un achat de cuirs d'Espagne (93) et ayant, lui-même, des clients dans le Comté de Nice (94). Autre exemple du niveau de fortune de ces artisans : celui de Jean Pascaÿe, cet autre « sabbaterius » qui avoue aux estimateurs du cadastre détenir pour 450 florins de cuirs (95).

En marge des bourgeois ou des marchands, parfois des nobles (96), les Juifs s'intéressent aussi aux transactions sur les cuirs. Comme eux, ils investissent volontiers leur argent dans des achats de matière première, qu'ils revendent ensuite à crédit à ceux qui la travaillent (97).

Pour se procurer les peaux du menu bétail, « omnia pellamenia menuta » — moutons, agneaux, chèvres ou chevreaux — (98), les tanneurs passaient contrat avec les bouchers de Grasse et de certains villages.

Trafic purement local, les transactions sur ces dernières qualités de peaux n'en sont pas moins fort actives, surtout à partir des années 1430-1440. Mieux que celles sur les cuirs de bovins, elles

(91) Et. Bérard — n° 61, 11 Mai 1436.

(92) Et. Bérard — n° 52, 22 Août 1425 « coria Spanie quatráginta duo aptata de quatuor herbis sistencia pro presenti in primo ex torcularibus domus dotalis magistri Rostagni Turris notarii dicte civitatis a partie sinistra introytus » (au prix de 4 florins et demi l'un).

(93) Et. Bérard — n° 65, 7 Juillet 1440.

(94) Et. Bérard — n° 55, 14 Juin 1430.

(95) Archives Comm. Grasse. CC. 44. f° 122 v° « In coreis adobatis... CCCC flor. » — « In curamine adobato sotularibus et empinhas... L flor ».

(96) Et. Bérard — n° 67, 14 Juin 1442. Noble Jacques de Castellane, seigneur d'Andon, vend 50 cuirs du Portugal, à raison de 3 florins et 10 gros l'un.

(97) Et. Peretti — n° 47, 20 Novembre 1442 — Et. Bérard — n° 65, 23 Août 1440 — n° 72 f° 30, 3 Mai 1447 (Vente de Doninus Jassiel à Antoine Tombarel de divers cuirs pour une somme totale de 242 florins).

(98) Et. Bérard — n° 57, 4 Juillet 1433 « in ducentis pellium aninhorum tendrie-ras appelatis quarum centum sint adobate et alie centum moutisate... Item in uno centenali pellium mutoninarum moutisatarum » — n° 72 f° 42, 27 Mai 1447 « XVI duodenas pellium pilosorum tam coadoami quam mutoninarum ». Remarquons avec Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 271 n° 3, que si les mots « corium » et « pel-lis » désignent, en principe, l'un les peaux traitées, l'autre les peaux crues, le premier s'applique surtout aux peaux du gros bétail, le second à celles des moutons, agneaux, chevreaux.

situent l'importance de Grasse comme marché régional, notamment par les relations qu'elle entretient avec le Comté de Nice. Les macelliers de la cité ont pour clients plusieurs corroyeurs niçois auxquels ils fournissent les dépouilles des animaux abattus (99). C'est, évidemment, auprès de ces mêmes bouchers que s'approvisionnent les tanneurs de Grasse (100). Ceux-ci, pour compléter leurs achats, s'entendent parfois avec le macellier d'un village : le « sabaterius » Antoine Jordan ira successivement acheter des peaux à Mougins et à Guillaumes, village de la montagne, aux confins du Comté de Nice (101), d'autres traitent avec les macelliers de Barge-mon (102).

S'il peut arriver que l'achat ne porte que sur une quantité déterminée de peaux, quelques douzaines par exemple (103), en principe, par l'accord qu'il conclut avec le tanneur, le boucher s'engage à lui livrer pendant un certain laps de temps la totalité des peaux (104). Le prix, généralement fixé par douzaine, était convenu à la passation du contrat ; une somme était souvent payée par l'acheteur, à titre de versement d'arrhes, « pro arra et capparia » (105). C'est à ces conditions que le macellier Honoré Cauvin s'entend avec deux tanneurs grassois pour leur fournir, à compter de Pâques, toutes les peaux de bêtes tuées dans la boucherie, il recevra 6 florins d'arrhes le dimanche des Rameaux (106) ; ou qu'un de ses confrères les vend à Raphaël Martin, corroyeur niçois, de Pâques au Carême de l'année suivante, au prix de 2 florins la douzaine, tandis que 50 florins sont remis à la conclusion de l'acte (107). La durée de ces contrats était voisine d'une année, si Pâques constituait souvent le

(99) Et. Bérard — n° 55, 12 Juin 1430, 10 Mars 1431 (n. st.) — n° 56, 8 Mars 1432 (n. st.).

(100) Et. Bérard — n° 72 f° 206, 18 Mars 1448 (n. st.) — n° 74 f° 101, 21 Décembre 1449. Les juifs figurent également parmi les acheteurs (Et. Bérard — n° 60, 1^{er} et 5 Mars 1436 (n. st.).

(101) Et. Bérard — n° 61, 28 Juin 1436 — n° 72 f° 42, 27 Mai 1447.

(102) Et. Bérard — n° 75 f° 17, 8 Mai 1450.

(103) Et. Bérard — n° 60, 1^{er} Mars 1436 (n. st.).

(104) Cf. E. Baratier et F. Reynaud. op. cit. p. 793. En Toulousain, c'est la pratique de l'« arrentement » des peaux (Ph. Wolff. op. cit. p. 274).

(105) Et. Bérard — n° 74 f° 101, 21 Décembre 1449 — Et. Peretti — n° 57, 12 Novembre 1439 « pro arra et paga ». Du Cange V° Caparra (vox italica). F. Mistral « Trésor... » V° Caparro (arrhes).

(106) Et. Bérard — n° 74 f° 101, 21 Décembre 1449 « Et primo fuit de pacto quod ipsi magistri Barth. et Guill. in die ramis palmarum proxime venturo pro arra... dare et tradere debeant ipsi Honorato videlicet VI florenorum. Item... quod ipse Honoratus omne die quo animalia excoiabit pelles ipsorum animalium... dare et expedire teneatur quo usque dicti sex floreni fuerunt excusati. Item... quod postquam ipsi floreni fuerint excusati ipsi emptores eidem venditori omne die jovi solvere debeant totum precium quod assendent pelles tradite et recepte in precedentibus diebus ».

(107) Et. Bérard — n° 55, 10 Mars 1431 (n. st.) « vendidit... totam cahucham pellium sive pellaminium tam cordoami quam mutoninarum proveniendarum ex animalibus macellandis per ipsum Ciprianum ».

« dies a quo », le terme en était toujours le Carême, — c'était là une incidence des prescriptions alimentaires imposées par la religion (108).

Quand la vente est consentie à un tanneur étranger à la cité, on stipule que le paiement des peaux livrées aura lieu au comptant, à la réception, « prennent payant » (109). Une clause dispose également pour le transport de la marchandise : c'est à l'acheteur de venir chercher les peaux à Grasse, sinon il devra en acquitter les frais au vendeur (110).

Généralement, ce sont toutes les peaux, tant des ovins que des caprins, qui font l'objet du contrat (111) ; mais il se peut aussi que les dépouilles de certaines bêtes soient expressément écartées, ainsi en est-il parfois pour les jeunes animaux (112), ou encore pour les bœufs (113). De même, l'acheteur faisait préciser que les peaux devraient avoir « la tête et la queue » et qu'il refuserait celles déchirées (114).

En moyenne, le prix d'une douzaine de peaux s'élève, durant le second tiers du xv^e siècle, à la somme de 2 florins ; celles de mouton ont, semble-t-il, une valeur légèrement inférieure au cordouan (115). Il est d'usage qu'à la fin du contrat le vendeur offre « de gratia speciali et absque cultu » une ou deux douzaines de peaux à son client (116). L'opération qui permettait ainsi à un tanneur de s'assu-

(108) Et. Bérard — n° 72 f° 206, 18 Mars 1448 (n. st.) « a festo Pascatis... usque diem carnis privli ». Certains contrats ne sont conclus qu'aux mois de mai ou juin (Et. Bérard — n° 55, 12 Juin 1430 — n° 75 f° 17, 8 Mai 1450).

(109) Et. Bérard — n° 63, 26 Mars 1438 « solvere debeat eidem venditori vice qualibet dicendo vulgariter prennent payant ».

(110) Et. Bérard — n° 56, 8 Mars 1432 (n. st.). Les parties conviennent parfois d'un lieu déterminé pour en prendre livraison : achetant des peaux à Cipières, un juif de Grasse les recevra dans le village de Gréolières (Et. Peretti — n° 57, 12 Novembre 1439).

(111) Et. Bérard — n° 55, 12 Juin 1430 « omnia pellemenia tam cordoami quam mutoninarum ».

(112) Et. Bérard — n° 74 f° 101, 21 Décembre 1440 « exclusis et remotis pellibus bimenorum et annogiorum ».

(113) Et. Bérard — n° 75 f° 17, 8 Mai 1450 « exceptis pellibus yrcorum ».

(114) Et. Bérard — n° 63, 26 Mars 1438 « omnes pelles habentes caput et caudam exceptis... pellibus laceratis » — n° 55, 10 Mars 1431 (n. st.).

(115) Et. Peretti — n° 62, 5 Février 1435 (n. st.), (2 flor. 2 gros le cordouan, 2 flor. les autres) — Et. Bérard — n° 63 26 Mars 1438 (2 flor. 4 gros le cordouan, 2 flor. les peaux de moutons). La différence peut être plus sensible (Et. Bérard — n° 75 f° 17, 8 Mai 1450 (cordouans = 30 gros, moutons = 18 gros). Mais il y a des exceptions (Et. Peretti — n° 48, 6 Février 1442 (n. st.) — Et. Bérard — n° 72 f° 206 18 Mars 1446 (n. st.). A titre de comparaison avec les prix pratiqués à Marseille, cf. E. Baratier et F. Reynaud op. cit. p. 793.

(116) Et. Peretti — n° 62, 5 Février 1435 (n. st.) — Et. Bérard — n° 55, 10 Mars 1431 (n. st.) « in fine traditionis presentis cahuche... dare sive tornare debeat... de gratia speciali et sine custu videlicet unam duodenam pellium ». Cf. Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 274 « La coutume était de livrer 13 peaux à la douzaine ».

rer pendant un certain temps la totalité d'une production, n'était pas réservée au seul menu bétail, les dépouilles d'animaux sauvages pouvaient être également recherchées. Citons le contrat par lequel Jacques Trastour « *besserius* » de Gréolières-inférieures promet à un artisan grassois de lui fournir toutes les peaux de cerfs abattus durant une année, au prix de 6 gros l'une, et de 3 gros seulement pour les biches et les broquarts (117).

En même temps que les tanneurs et les cordonniers, un autre corps de métiers se consacrait au travail des peaux, celui des pelletiers. Grasse en comptait quelques-uns — deux ou trois apparaissent régulièrement dans les actes vers 1430 — qui avaient leurs ouvriers « *in carreria macelli* » (118). Cette activité était surtout exercée par des étrangers, et principalement par des individus originaires des pays nordiques. Mentionnons les deux plus connus, Annequin de Francfort et Ausa de Cologne (119). Outre la préparation des fourrures, ils avaient pour tâche de les monter sur des vêtements, soit comme parements, soit en doublure. Ils utilisaient pour cela les peaux de lapins — les plus courantes —, de renards ou d'agneaux morts-nés. On peut voir leurs boutiques fréquentées par les fourreurs d'autres villes et par des Juifs. Il suffit de rappeler la vente par Ausa de Cologne à Benoit Levi, juif niçois, « *judeus civitatis Nicie* » de treize pelisses de femmes confectionnées « *ad modum de Nissia* » (120), et celle de son confrère Annequin de Francfort à un pellipaire de Brignoles qui porte sur un ensemble de fourrures au prix global de 27 florins et 8 gros (121).

L'abattage fournissait, enfin, un dernier produit, nettement moins noble que les cuirs et les fourrures, le suif « *cenpum* ». On l'utilisait pourtant dans diverses activités. La fabrication des chan-

(117) Et. Bérard — n° 75 f° 66, 27 Janvier 1451 (n. st.) « *de toto pellamine animalium cervinorum tam masculorum quam femellarum vulgariter dicendo tota la cahucha* ». Sur le sens de « *besserius* » : il s'agit, semble-t-il, d'un chasseur à l'arc (« *belserius* », cf. Inventaire Arch. Départ. Var, Série E par Ricaud et Mireur), à moins qu'il ne faille voir dans ce terme une altération de « *beccarius* » (boucher).

(118) Arch. Comm. Grasse. CC. 44. (cadastre) f° 161.

(119) Et. Bérard — n° 58, 4 Juillet 1433 — n° 64, 5 Août 1439. Signalons encore le pelletier Jean « *de Champis* » (Archives Comm. ibidem) dont le nom, à coup sûr, n'est pas méridional. cf. Et. Bérard — n° 63, 23 Janvier 1439 (n. st.) « *Hector del Champ... fusterius de Patria de Flandres nunc habitans in civitate Grasse* ».

(120) Et. Bérard — n° 64, 5 Août 1439 « *videlicet XIII pelissias mulierum fac-tas seu fiendas ad modum de Nissia* » (au prix de 32 florins) (cité par G. Brès, op. cit. 1^{re} partie p. 72). A l'inverse, on voit un pelletier de Grasse devoir 40 florins à un juif « *ex causa precii certe quantitatis pelleminis tam albi quam nigri vocati vulgari-ter abhortos* ».

(121) Et. Bérard — n° 58, 4 Juillet 1433 « *duos mantellos sive forraturas ventrum raynardorum precio duodecim florenorum... item unum mantellum cambarum nigrarum aortonorum precio octo florenorum... item duos alios mantellos dorsorum conilhorum precio sex florenorum... Item unum alium mantellum ventrum conilhorum precio I floreni et VIII grossorum...* »

delles en réclamait la plus grande quantité, et les « candeliers » venaient, les premiers, s'approvisionner auprès des bouchers (122). Ils sont imités par les apothicaires qui, eux aussi, en constituent régulièrement un stock. Quant aux tanneurs, ils tirent également parti du suif pour la préparation des cuirs.

Comme dans les achats de peaux, les « arrentements », l'acheteur passe contrat avec le boucher, et celui-ci s'oblige à lui vendre tout ou partie de sa production de suif durant un certain temps. Lié à la période d'abattage, le terme du contrat est, là encore, fixé au carême (123). Mesuré par rups, le prix ne dépasse pas, autour des années 1430-1440, la somme de 9 gros, seul un acompte est remis à la conclusion de l'acte. C'est à ce prix que l'apothicaire Raphaël Augier acquiert, en 1431, le suif que recueillera, de la fin juillet au carême, le boucher Honoré Cauvin, tout comme il se procurera, en 1443, aux mêmes conditions, celui récupéré par un macellier de Seillans (124).

La proximité de la côte méditerranéenne explique la présence sur le marché de Grasse, d'une matière qui peut, apparemment, surprendre, le corail. C'est surtout en Sardaigne que cette pêche se pratiquait, mais les rivages provençaux possédaient aussi des fonds coralligènes importants qui, de bonne heure, furent exploités (125). Il en était ainsi aux alentours des îles d'Hyères ; non loin de Cannes, des pêcheurs s'y livraient pareillement. On sait qu'en Provence, à la différence de ce qui se passait en Sardaigne, les pêcheurs de corail étaient non pas salariés, mais associés en quelque sorte à l'armateur. Celui-ci assurait la barque et l'équipement, les autres apportaient leur travail ; les profits étaient répartis entre eux d'une manière à peu près égalitaire. Le seul contrat prévoyant cette exploitation que nous ayons rencontré, se distingue pourtant d'une société (126). Conclu le 15 mars 1470, il fait intervenir plusieurs pêcheurs cannois et un marchand de Barcelone : Pierre Crispin de Cannes, en son nom personnel et pour quatre associés, promet, en même temps que deux autres pêcheurs, au Barcelonais Jacques Miro, de pêcher le corail sur les côtes de Provence et de le lui vendre ; ils utiliseront

(122) Cf. E. Baratier et F. Reynaud, op. cit. p. 773. Les fabricants de chandelles achètent également de la cire aux apiculteurs. Et. Bérard — n° 71, 11 Février 1446 « totam bodoscum proveniendam sasone proxima... ex quodam aperio posito in adrecho dicti loci de Massio ». F. Mistral « Trésor... » V° Boudousco.

(123) Et. Peretti — n° 55, 17 Décembre 1427 « medietatem... omnium cenporum habendorum et faciendorum... a die presenti hinc ad festum carnis privii in macello hujus civitatis videlicet averis minuti frucandi et macellandi ».

(124) Et. Bérard — n° 56, 23 Juillet 1443.

(125) Sur tous ces points, cf. E. Baratier et F. Reynaud. T. 2, op. cit. p. 651 et suivantes.

(126) C'est pourquoi nous avons jugé utile de le citer, même s'il déborde par sa date de la période étudiée.

leurs propres barques, au nombre de sept, et s'emploieront à cette tâche durant tout l'été jusqu'à la Saint-Michel, excepté le temps de la pêche « ad lumen » où ils pourront l'interrompre. Le marchand en prendra livraison à Saint-Raphaël, le corail y sera pesé, avant que l'on ne procède au paiement, « prennent pagant », à raison de onze gros la livre grosse de 15 onces, déjà l'acheteur remet pour chaque barque, 4 ducats d'arrhes (127).

Avant que la pêche et le commerce du corail ne passent, dès la seconde moitié du xv^e siècle, entre les mains des négociants étrangers, italiens et espagnols (128), Grasse connaissait encore quelques transactions sur ce produit. Les gens d'affaires de la cité achetaient aux pêcheurs cannois le corail qu'ils avaient ramassé. Il s'agissait souvent de modestes opérations : tel « barrilarius » de Cannes vend à un notaire grassois quarante livres de corail au prix de 1 florin la livre (129). Les marchands de Grasse traitaient ensuite avec leurs confrères d'Avignon et le corail était acheminé vers cette ville. Même si la cité pontificale a perdu au début du xv^e siècle son rôle de « marché international » qu'elle avait au début du siècle précédent, ce sont les Avignonnais qui continuent à venir acheter à Grasse. En 1446, le Grassois Guillaume Simosse vend trois cent deux livres « subtiles » de corail, moyennant la somme globale de 302 florins, à Perrinet Guyot — l'acte nous apprend qu'originaire de Reims, celui-ci est désormais installé à Avignon — (130). Les Juifs du Comtat, qui participent activement au commerce du corail, fréquentent eux aussi Grasse pour s'y approvisionner. Ainsi, voyons-nous

(127) Et. Bérard — n° 132 f° 27, 15 Mars 1470 « promiserunt discreto viro Jacobo Miro mercatori de Barcelona... et coralhare seu coralhari facere in maribus Provincie estate presenti et usque ad festum beati Michaelis... ». Selon qu'il s'agissait de corail fin ou au contraire de corail brut, on le mesurait soit en livres subtiles (= environ 316 grammes), soit en livres grosses et en quintaux. Sur la pêche « ad lumen », voir Et. Bérard — n° 132 f° 34, 1^{er} Juin 1470 « licentia data hominibus infra... piscandi canoys ad lumen ».

(128) Cf. E. Baratier et F. Reynaud. op. cit. T. 2. p. 652. Le monopole de la pêche au corail entre l'embouchure du Var et celle du Rhône est laissé, en mars 1468, pour 10 ans, à une compagnie réunissant les florentins Renato de Pazzi et Giovanni de Martini et les vénitiens Mateo et Ambrosio Contarini. On peut, d'ailleurs, se demander dans quelle mesure l'exploitation signalée plus haut n'y contrevient pas.

(129) Et. Bérard — n° 63, 28 Février 1439 (n. st.).

(130) Et. Bérard — n° 117, 20 Juin 1446 « reste precli tricentarum duarum librarum subtilium coralhil netas vulgariter loquendo » (ont-elles été nettoyées dans les ouvriers de Grasse ?). Sans doute, l'acheteur est-il ce Perrinet Guyot de Chateau-Thierry établi en Marseille en 1443 où on le voit embaucher un bavaïrois et promettre de lui apprendre en six mois l'art de travailler le corail (cf. E. Baratier et F. Reynaud. *ibidem*. p. 790). Parmi les unités de poids, on distingue effectivement la livre « subtile » (316 gr. environ à Marseille, employée pour les métaux précieux, les onguents, le corail fin, cf. Baratier et Reynaud. *ibidem* p. 902) de la livre grosse (d'un quart supérieure, et qui, avec le quintal, sert à peser, notamment, le corail brut).

un voiturier grassois promettre, avec ses fils, au Juif Mossé de la Roche de conduire quatre mulets chargés de corail à Avignon, où ils recevront paiement des 30 florins, coût du transport (131).

Il n'est pas question de vouloir limiter les objets du commerce aux seules transactions mentionnées ci-dessus. La moindre boutique de marchand ou le plus simple atelier d'artisan, ont, assurément, connu une activité plus grande que celle dont les documents notariés nous livrent l'imprécise physionomie. Bien des produits — songeons par exemple à ceux de l'alimentation — ont rarement eu le privilège de nécessiter l'intervention d'un notaire et ne nous permettent pas de les évoquer d'une manière consciencieuse.

Contentons-nous de signaler encore les métaux de construction. D'abord, le bois « fuste ». Charpentiers et menuisiers vont le chercher dans les forêts de l'arrière-pays ; ils l'achètent aux grands propriétaires fonciers, parfois au seigneur lui-même. Le fustier grassois André Philipin passe contrat avec noble Antoine Laugier, co-seigneur du Mas, pour un achat de soixante douzaines de planches de sapin valant au total 40 florins et 5 gros ; il devra aller en prendre livraison « ad serram ubi operantur » au terme de la Saint-Jean-Baptiste (132). Ce sont les fustiers qui vendent, à leur tour, poutres et chevrons aux gens de la cité (133).

Les tuiles qui recouvraient les demeures de Grasse étaient fabriquées sur place, ou dans un proche village, ainsi à Auribeau et à Pégomas, « in teuleria de Pegomacio ». Elles étaient l'œuvre d'un artisan fort spécialisé, le « tegularius ». Celui-ci en vendait des quantités atteignant parfois un ou deux milliers. Le prix s'élève, vers les années 1430-1440, à 6 gros la centaine (134).

Très peu nombreux sont les actes intéressants la verrerie (135). Il semble cependant qu'elle n'était pas ignorée à Grasse où, en 1435, Pierre Blancard « poterius » arrente pour quatre ans à la communauté de Saint-Paul le droit exclusif de recueillir la « petram vitri »

(131) Et Bérard — n° 55, 2 Janvier 1431 (n. st.) « pretextu cujusdam viagii de proximo fiendi per dictum Johannem Lhautaudi et filium suum Bartholomeum vel ipsum Bartholomeum et Petrum etiam ejus filium apud civitatem Avinionis cum quatuor mulis oneratis coralhio ».

(132) Et. Bérard — n° 61, 4 Avril 1436.

(133) Et. Bérard — n° 57, 20 Octobre 1432 « sex duodenas cabrinorum quercus longitudinis quolibet cabrionis undecim palmorum... ac etiam duas gesenas quercus longitudinis vigintiquinque palmorum ».

(134) Et. Bérard — n° 53, 19 Février 1428 (n. st.) — Et. Peretti — n° 49, 4 Novembre 1436 — Et. Bérard — n° 63, 23 Avril 1438. Voir : contrat de location d'une tuilerie. Et. Bérard — n° 126 f° 48, 10 Janvier 1463 « ... renda sive precio tegulorum ducentorum pro qualibet fornaya fienda in dicta teuleria ».

(135) Et. Bérard — n° 17, 10 Mai 1362. Vente par François Robaudi de Nice à des Grassois de « mille vitra trium manierum » au prix de 14 sous le cent.

dans le bois de Roquefort, le loyer sera de 8 florins par an. Le syndic de la communauté promet de lui montrer le lieu où l'on extrait cette pierre, en même temps qu'il reconnaît au preneur l'usage du bois mort, destiné, sans doute, à l'entretien du four (145).

(136) Et. Bérard — n° 60, 29 Décembre 1435 « usum colligendi petram vitri et totam ipsam petram vitri quam ipse magister Petrus colligere seu colligi facere voluerit in nemore Rochafortis... Et primo fuit de pacto quod dictus Julianus Ruffi ut syndicus... ipsi magistro Petro hinc ad dictum die carnis privii ostenderit seu ostendi fecerit locum ubi reperitur et extrahitur dicta petra vitri quod si non fecerit et dictus Julianus seu dicta universitas fuerit in culpa presens venditio pro non facta habeatur ».

CHAPITRE II

LES RELATIONS : ROUTES ET FOIRES

Nous n'avons pu cerner tous les objets du commerce à l'aide des seuls actes notariés. N'en espérons pas davantage pour l'étude des relations commerciales que Grasse entretient aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles avec les autres villes de Provence ou avec celles des pays étrangers. Là encore, c'est par le biais du crédit qu'un contrat laisse parfois apercevoir l'existence d'un courant d'échanges. Ce fait impose d'envisager les relations sous l'angle des activités marchandes, au détriment des aspects simplement humains qu'elles ont pu, aussi, revêtir. Convenons, cependant, que les voies de communication étaient d'abord les routes du commerce et les gens d'affaires les premiers à les utiliser.

Comme toute cité d'une certaine importance, Grasse dispose des éléments nécessaires pour être la capitale régionale : sa richesse économique domine largement celle des autres bourgades dans cette partie de la Provence Orientale. Une forme de son « rayonnement » apparaît précisément dans les nombreux chemins qui la relie aux villages des alentours. Autour de la ville, il n'est de quartier qui ne soit parcouru par l'un d'eux : chemin de Château-neuf au lieu-dit « Malbosc » inférieur (1), du Bar « in Malobosco

(1) Et. Bérard — n° 53, 25 Août 1427 — n° 69, 11 Janvier 1445 (n. st.) « in Malobosco inferiori confrontatum cum itinere quod itur ad Castrum novum » ou 21 Décembre 1444 — Et. Bérard — n° 69, 21 Décembre 1444 « loco dicto abulhada confrontatum cum camino quo itur ad castrum novum ». Sur ces différents noms de lieux ou de quartiers, cf. P. Senequier, op. cit. chapitres XV et XVI, et Durbec « Grasse en 1433... » op. cit. (annexes).

ultra rivum Blanquetum » (2), d'Opio au quartier de « puey chasaudi » (3) ; vers l'avant-pays, se dirigent ceux d'Antibes (4), Cannes, Mouans (5), la Napoule (6). Nous trouvons encore des itinéraires plus importants : à l'est le chemin de Nice (7) et surtout à l'ouest, la route de premier plan, l'« iter regius » qui rejoint Draguignan (8) et au-delà continue vers Brignoles, puis Aix.

Bien que située à l'extrémité de la Provence, Grasse jouit d'une situation privilégiée ; elle est au carrefour des deux voies qui, dans cette région, connaissent au Moyen Age un trafic soutenu. La principale est l'axe routier est-ouest, de Nice à Avignon, l'autre, plus secondaire, a pour direction la Haute-Provence avec pour étapes Castellane, Sisteron, Embrun (9). La vie commerciale de la cité et d'une façon générale le développement urbain lui-même ont été, assurément, favorisés par la présence de ces routes et les activités des marchands grasseois stimulées par les possibilités de tels itiné-

(2) Et. Peretti — n° 46, 12 Mars 1425 (n. st.) « cum itinere publico quo itur versus Albarnum » — Et. Bérard — n° 66, 5 Septembre 1441 « in et super quadam vinea sita in territorio dicte civitatis loco dicto in malobosco ultra rivum blanquetum confrontata cum itinere quo itur ad locum de Albarno a parte inferiori et cum vinea... et a parte superiori cum itinere quo itur ad nemus ».

(3) Et. Bérard — n° 40, 10 Octobre 1364 « loco dicto puey chasaudi juxta iter quo itur Opiam ».

(4) Et. Bérard — n° 34, 26 Octobre 1391 « ab alia parte juxta iter publicum quo itur versus Antipolis et juxta aquam maligarde ».

(5) Et. Bérard — n° 73 f° 119, 12 Janvier 1449 (n. st.) « en los aspes... cum itinere de Mosanis ».

(6) Et. Peretti — n° 46, 15 Décembre 1424 « loco dicto lo collet... juxta iter regium quo itur versus Napolam ».

(7) Et. Bérard — n° 88 f° 176, 10 Mai 1432 « loco dicto a la pesada confront. cum itinere quo itur apud civitatem Nicie » f° 180, 30 Septembre 1431 « in brassauria... camino quo itur Niclam in medio ».

(8) Et. Bérard — n° 88 f° 148, 30 Juillet 1431 « loco dicto vulgariter ad reclus confront. cum itinere regio a duabus partibus », f° 157, 12 Mai 1431 « loco dicto a la poaraca » — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) « in territorio de Autiniaco supra iter quo itur Draguinianum ».

(9) Cf. G. Gauthier-Ziegler. op. cit. 4^e partie, chapitre 3, p. 233 et suiv. — O. Taviani « Le commerce dans la région aixoise au milieu du xiv^e siècle (1348-1349) à travers un fragment de compte du péage d'Aix en Provence » (Annales du Midi — 1962) ; cet auteur paraît commettre une confusion lorsqu'il écrit : « Les marchands partis de Nice et qui désirent se rendre en France, peuvent au lieu de suivre le chemin par Grasse vers Aix, obliquer à Draguignan vers Bouyons, Castellane... » Cette voie — déjà signalée, entre autres, par Th. Schafert. op. cit. p. 82 — permettait précisément aux gens arrivant de Nice de gagner la France « per caminum superioris » après avoir franchi le Var, en remontant vers le village de Bouyon (aujourd'hui dans le département des Alpes-Maritimes, canton de Coursegoules), en négligeant la route de Grasse et Draguignan. Sur les voies de communication en Provence, cf. notamment P. A. Février « Le développement urbain... » op. cit. p. 189 et suivantes, et les travaux en cours de Mme Grassi sur « les voies de communication dans la Provence orientale des origines au xviii^e siècle » en vue d'une thèse de doctorat de III^e cycle qui doit être prochainement soutenue devant la Faculté des Lettres d'Aix-en-Provence.

raires. Etroite symbiose de la ville et du commerce, on peut aussi penser que celui-ci a été influencé par celle-là (10).

Le point de départ de la grande voie transversale de la Provence, Nice, est une ville politiquement étrangère à partir de la fin du ^{xiv}^e siècle (11). Si la frontière ne paraît pas constituer une sévère barrière entre le Comté de Nice et la Provence — du moins en temps de paix —, le passage du Var est un réel obstacle pour les voyageurs ; dans les relations entre les deux pays, le fonctionnement de la barque qui permet de traverser le cours d'eau sera pendant longtemps un sujet de préoccupation (12).

Ville maritime, Nice présente pour les commerçants de Grasse l'avantage d'un proche débouché sur la Méditerranée, dont l'importance dépasse évidemment les possibilités offertes par Cannes ou Antibes. En fait, les échanges avec la cité niçoise tiennent peu de place dans les contrats. Tout au plus, voyons-nous les tanneurs de Nice venir se ravitailler en Provence (13). Les cuirs sont, il est vrai, avec l'huile, les seuls objets d'exportation du commerce niçois, commerce dont les opérations de transit et les importations sont les formes essentielles (14). Sans doute, les marchands et artisans grasseois ont-ils coutume de s'y rendre de façon régulière et tel d'entre eux stipule dans un contrat d'embauche que son ouvrier est tenu d'aller à Nice « si fuerit necesse » (15). Le trajet de Grasse à Nice n'était pas sans difficulté lorsqu'il s'agissait de transporter de lourdes marchandises à dos de mulet jusqu'au Var. Des marchands lui préférèrent un voyage par la voie maritime, Cannes est alors lieu de transit. Guillaume Augier, apothicaire de Grasse, promet de livrer « in loco de Canoy » les 30 barils de miel que le Niçois

(10) P. A. Février, *ibidem*. p. 199 (« Routes et villes ») pose le problème de l'action du développement urbain sur les voies de communication, et inversement celui de l'influence des routes sur la ville. Il évoque (p. 201) l'exemple de la route Grasse-Castellane qui, dès le ^{xiii}^e siècle au moins, supplante celle passant par Vence, citée sur le déclin, tandis que Grasse attire à elle commerce et voyageurs.

(11) E. Cais de Pierlas « La ville de Nice... » *op. cit.* p. 27. Chapitre V « Le Comte de Savoie s'empare de la vallée de Barcelonnette et du Comté de Nice » (1388).

(12) Sur la barque du Var, voir E. Bérard — n° 72, 27 Février 1448 (n. st.).

(13) Et. Bérard — n° 56, 8 Mars 1432 (n. st.) — n° 63, 26 Mars 1438 — n° 66, 18 Août 1441, Et. Peretti — n° 62 f° 21, 5 Février 1435 (n. st.) — n° 48, 6 Février 1441 (n. st.). G. Leyssieux « Nice aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Etude sur quelques aspects de l'administration, de la société, de l'économie » (D.E.S. Faculté des Lettres. Aix. 1957), note que les relations entre Nice et Grasse ne sont pas toujours excellentes. A deux reprises, des marchands niçois qui vont aux foires, ou en reviennent, volent leurs marchandises saisies dans cette ville.

(14) E. Cais de Pierlas, *ibidem*. p. 269 — H. Laurent « Uu grand commerce d'exportation... » *op. cit.* p. 69. Nice est une étape du commerce de cabotage pratiqué entre Marseille et Gênes.

(15) Et. Bérard — n° 54, 24 Octobre 1429.

Jacques Bayni lui a achetés, c'est là qu'il recevra, en diminution du prix, un quintal de coton (16).

La plupart des localités traversées par la route d'Avignon sont de peu d'importance, à l'exception de Draguignan et Brignoles. Avec la première de ces cités, assez proche de Grasse, les relations ne sont pas uniquement le fait de commerçants ; les habitants de Draguignan et de certains villages à l'entour, dont Fayence, viennent y réaliser des achats (17). Au contraire, seuls les artisans brignolais qui travaillent les peaux et les cuirs se rencontrent à l'occasion dans les boutiques de leurs confrères grassois où ils s'approvisionnent (18).

Que les marchands de Grasse aient emprunté cette voie de trafic, les comptes de péage d'Aix-en-Provence en témoignent pour le milieu du XIV^e siècle. Durant les années 1348-1349, ils passent de façon régulière avec leurs mulets chargés de cuirs ou de draps (19). Ville riche et active, Avignon est souvent le terme du voyage et le lieu des transactions. Au XV^e siècle, les drapiers grassois continuent à fréquenter cette cité (20). Profitant des rapports qu'ils entretiennent avec les milieux marchands d'Avignon, les syndics grassois, en 1450, iront même y solliciter des prêts au nom de la communauté ; celle-ci sera d'ailleurs contrainte, l'année suivante, de céder aux créanciers, pour une durée de dix ans, les revenus des rêves (21).

Une alliance politique avait été conclue au XIII^e siècle entre Grasse et Marseille, symbole des liens qui les unissaient (22). Apparaissant dans une certaine mesure comme le « port d'Avignon » (23), la cité phocéenne est aussi le plus grand centre marchand de Provence. Grasse y expédie des peaux (24) et de la laine tantôt à l'état

(16) Et. Bérard — n° 58, 23 Décembre 1433.

(17) Et. Bérard — n° 77 f° 2, 13 Avril 1452, f° 35, 27 Septembre 1452. Un contrat d'association conclu en 1382 entre un marchand drapier de Draguignan et un confrère grassois (Arch. Départ. des Bouches-du-Rhône, dépôt d'Aix — Fonds Lombard. 309, f° 10-11) nous a été aimablement signalé par M.H.B. Clarke — qui a étudié la ville de Draguignan durant la seconde moitié du XIV^e siècle, dans le cadre du Centre d'Etudes des Sociétés Méditerranéennes dirigé, à Aix, par M. le Professeur G. Duby.

(18) Et. Bérard — n° 58, 4 Juillet 1433, 4 Mars 1434 (n. st.).

(19) O. Taviani. *op. cit.* p. 261-262. En importance, les marchands de Grasse viennent aussitôt après ceux de Marseille, Toulon, Hyères.

(20) Et. Bérard — n° 64, 4 Janvier 1440 (n. st.).

(21) G. Gauthier-Ziegler. *op. cit.* p. 178, note 5 (20 Janvier, 30 Mars 1450). Le Conseil écrit à ses syndics Pierre Manoue et Huguet Augier, en Avignon, d'emprunter 100, 200 florins ou plus, s'ils le croient nécessaire, aux marchands de la ville. Le 2 Décembre 1451, Grasse cède les rêves, elle s'efforcera en vain de les racheter. En 1455, l'échéance annuelle est de 1.200 florins. Le montant des dettes s'élève en 1471 à la somme de 15.520 florins.

(22) F. Portal « La république marseillaise du XIII^e siècle (1200-1263) » (Marseille 1907). Traité du 23 Mai 1227 (pièce justificative n° XVI p. 365-370).

(23) J. Heers « L'occident... » *op. cit.* p. 168.

(24) E. Baratier et F. Reynaud. *op. cit.* p. 798.

brut, tantôt travaillée et tissée en de gros draps (25). Il n'est pas jusqu'à certains Grassois qui partent à Marseille s'employer sur un navire (26). Nombreuses et variées, les opérations conclues par les commerçants marseillais portent souvent sur des sommes considérables, elles laissent supposer un volume d'affaires auquel les marchands des petites cités de l'intérieur peuvent difficilement prétendre, du moins s'efforcent-ils parfois d'y participer. C'est ainsi qu'un acte évoque la dette de 2400 livres que Jacques Hugolin, originaire de Saint-Paul-de-Vence, a contractée à Alghero, en Sardaigne, auprès des marchands nobles Jacques Garde d'Aix et Mariot de Nerlio, florentin fixé à Marseille, tandis que divers habitants de Saint-Paul se sont, par la suite, constitués fidéjusseurs dans un contrat passé avec le « procureur et facteur » des créanciers, Etienne de Paradis, également marchand à Marseille. Tout cela ne suffit pas pour obtenir remboursement à l'échéance, et le 18 janvier 1446 nous trouvons réunis, devant la boutique d'un tisserand grassois, le marchand Jacques Garde en personne et noble Pierre de Roquefort, citoyen marseillais représentant l'autre créancier ; tous deux « compatissant à la pauvreté » du débiteur consentent à accorder de longs délais de paiement (27).

Les relations avec la Haute-Provence n'offrent jamais une telle importance. Elles sont néanmoins fort suivies par les Grassois qui, par le col de Séranon, gagnent aisément Castellane et les régions bas-alpines. Dès les premières années du xiv^e siècle, nous les voyons même emprunter le péage de Valensole avec des chargements de sel, de poissons ou de draps (28). Pays d'élevage, Castellane fournit parfois aux tanneurs de Grasse un complément de matière première (29). C'est par cette route que descendent commercer en Basse-Provence et, en particulier, à Grasse, les gens de Barcelonnette (30), d'Embrun (31) et de Gap (32).

Il est, enfin, des échanges qui, négligeant tous les itinéraires mentionnés ci-dessus, n'en tiennent pas moins une très large place dans la vie commerciale de Grasse : ceux établis avec Gênes. Ils peuvent s'expliquer par l'influence exceptionnelle que la cité génoise, « tête de ligne du trafic international », a exercée dans le

(25) Et. Bérard — n° 63, 13 Septembre 1438.

(26) Et. Bérard — n° 39, 9 Octobre 1359 « ad navigandum remis in galea ».

(27) Et. Bérard — n° 70 f° 145, 18 Janvier 1446 (n. st.) « pro quodam debito II et IIII librarum monete currentis in villa Alguerii partie Sardinie... »

(28) Th. Schafert. op. cit. p. 72-76 et suivantes. A propos des péages, notons que les marchands grassois jouissent d'une large immunité, ainsi à Castellane et à Séranon, cf. G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 234.

(29) E. Bérard — n° 65, 7 Juillet 1440.

(30) Et. Bérard — n° 59, 25 Février 1435 (n. st.).

(31) Et. Bérard — n° 61, 10 Septembre 1436 — Et. Peretti — n° 49, 11 Octobre 1436.

(32) Et. Bérard — n° 54, 16 Décembre 1429.

monde méditerranéen (33). En dépit de son caractère essentiellement rural, Grasse n'a jamais dédaigné les avantages que lui assurait une proche façade maritime. Des raisons politiques avaient aussi, depuis longtemps, encouragé ce choix. Le sentiment d'indépendance que manifestait le Consulat de Grasse durant la seconde moitié du XII^e siècle l'avait incité à conclure en 1171 un traité avec la ville de Gênes « première alliée » (34).

Déjà ce texte prévoyait que les produits exportés vers la Rivière Ligure ne seraient jamais imposés de nouveaux droits sur le marché génois ; plus tard, certains seront même totalement exonérés. Une fois passée sous l'autorité directe du Comte de Provence, la ville de Grasse continue cependant d'entretenir d'étroits rapports avec Gênes et, à différentes reprises, jusqu'au XV^e siècle, les accords sont renouvelés (35). Ils n'entraînent pas toujours l'adhésion du Pouvoir qui voit avec quelque méfiance, une cité, anciennement éprise d'autonomie, conclure des traités d'alliance. En 1418, des Grassois accusés de l'avoir fait sans le consentement du roi, devront obtenir des lettres de rémission du sénéchal Pierre d'Acigné (36).

Il est vraisemblable que la volonté de ces deux cités de maintenir leurs relations répondait davantage à des nécessités économiques qu'aux préoccupations politiques. On comprend le désir de Grasse, surtout, de suivre — modestement — le sillage du commerce génois. Inversement, la grande cité de Ligurie n'a jamais négligé les possibilités offertes par les marchés provençaux.

À lire une lettre adressée en 1209 par les consuls de Gênes aux Grassois, il apparaît que ceux-ci recevaient des peaux crues afin de les tanner et exportaient du bétail, des cuirs et des laines (37).

Mme Gauthier-Ziegler rappelle que Grasse, pour faciliter les activités commerciales de ses marchands, louait un « fondie », c'est-à-dire à la fois un entrepôt et une auberge, et s'entendait avec un Génois qui les logeait, leur assurait le vivre et le couvert, voire leur prodiguait des conseils (38).

(33) J. Heers « Gênes au XV^e siècle » op. cit. p. 1. Remarquons que les relations entre ces deux villes n'apparaissent pas dans les documents dépouillés par l'auteur, à la différence de Monaco, Nice ou Hyères. Il est fait mention toutefois (p. 31-32) du mouvement de population de Ligurie vers la Provence et notamment « dans la région comprise entre la Siagne et le Var ».

(34) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 236 et suivantes.

(35) G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*. p. 239, notamment en 1360 et 1388, puis en 1418. Dix ans plus tard, deux marchands grassois établis à Gênes demandent que l'on recherche dans le cartulaire du Conseil la dernière confirmation du traité.

(36) Arch. Comm. Grasse. HH. 4 — n° 19 cité par G. Gauthier-Ziegler. *ibidem* (pièce justificative n° XLVI p. 317).

(37) Arch. Comm. Grasse. HH. 4 — n° 2 cité par G. Gauthier-Ziegler. *ibidem* (pièce justificative n° V p. 248).

(38) G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*. p. 237-238. A la fin du XIII^e siècle, les marchands de Grasse qui résident à Gênes doivent désigner l'un d'eux comme consul.

L'itinéraire normal pour se rendre à Gênes était la voie maritime. Plus rapide et moins pénible que les sentiers de l'arrière-pays, elle comptait sur son parcours plusieurs petits ports où l'on pouvait se protéger du mauvais temps et des pirates, et parfois compléter une cargaison insuffisante (39). Pour ce trafic de cabotage, Cannes fait office de port ; de là sont expédiés les produits grasseois. En 1391, un habitant de Porto-Maurizio vient prendre livraison d'une vingtaine de barriques de vin (40).

Parmi les transactions conclues avec les marchands génois, on peut relever une vente de 70 setiers de blé consentie par Noble Thomas de Turrilia « de Janua » le 31 décembre 1418 moyennant une somme de 77 livres de Gênes, que l'acheteur promet de payer, dans cette ville, au mois d'avril (41). Cet acte est assez surprenant dans la mesure où l'on voit des Provençaux aller à Gênes se ravitailler en céréales. Pour faire face aux besoins considérables de leur importante population, ce sont généralement les Génois qui, s'approvisionnant dans toutes les régions exportatrices de blé, fréquentent les cités provençales pour en acheter (42). L'obligation pour les Grasseois de faire appel aux stocks des marchands génois laisse supposer qu'une région productrice résiste plus difficilement aux crises et à la pénurie qu'un marché organisé, tel celui de Gênes. Plusieurs membres de cette famille de « Turrilia » (43) se rencontrent à différentes reprises dans les actes notariés grasseois. En février 1419, ce même Thomas de Turrilia prête à des marchands et des bourgeois de la cité une somme de 345 florins, prêt à très court terme puisque 300 florins seront remboursés dans les quinze jours et le reste au mois de mai (44). C'est également à Thomas de Turrilia, associé à son frère Christophe, que les syndics de Saint-Paul-de-Vence, au nom de la communauté, reconnaissent devoir

(39) E. Baratier et F. Reynaud. op. cit. t. 2. p. 478.

(40) Et. Bérard — n° 33, 5 Juin 1391. Achat par « Guillelmo Danielli de Portu Maurisi de riperia Janue viginti botas plenas nunc sistentes in quadam barcha ipsius domini Daniellis que nunc est in litore maris de Canoys ».

(41) Et. Bérard — n° 109, 31 Décembre 1418.

(42) J. Heers « Gênes... » op. cit. p. 323-330.

(43) Ecrit également « Torrillia ». Mentionnons aussi Nicolas de Turrillia qui, en 1431, est en litige avec la ville de Grasse à propos d'une exemption des rêves dont il entend bénéficier et Raphaël de Torrillia qui loue, en 1434, la gabelle du sel pour trois ans (G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 109 et 163). Sur ce nom de famille, cf. aussi E. Baratier et F. Reynaud. op. cit. t. 2. p. 189, note 3 et p. 500. J. Heers « Gênes... » op. cit. p. 183, 298, 299, etc.

(44) Et. Bérard — n° 109, 3 Février 1419 (n. st.) « Providi et sapientes viri Honoratus Durant, Antonius Simosse, magister Stephanus Jusberti, Johannes Pascaye et Johannes Vitalis civitatis Grasse omnes simul fuerunt confessi... debere et ab eodem habuisse causa veri puri mutui et amoris videlicet in blanchis de Francia florenos auri tricentos et in pecunia tam regali quam papli florenos auri quadraginta quinque ».

137 florins pour un achat d'armes (45). Le travail des « armuriers et cuirassiers » génois est fort réputé, ce qui leur vaut une large clientèle (46). Le 11 mars 1434, le Conseil de Grasse confie 200 florins à Antoine Simosse et Christophe Raboys afin qu'ils aillent à Gênes en acheter (47).

Durant la première moitié du xv^e siècle, les marchands grasseois continuent de se rendre en Ligurie et d'y traiter avec leurs confrères génois. Nous voyons même l'apothicaire Raymond Négrel, redoutant tout à coup une issue fatale, rembourser à un « associé » les frais d'un voyage par un legs (48).

Au nombre des exportations, on compte toujours les cuirs (49), mais aussi un produit alimentaire, le miel. Le marchand grasseois Jean Achard, au mois de février 1448, en vend 49 barils à Nicolas de Torrillia « mercator civitatis Janue » (50). Par contre, la Rivière de Gênes étant par excellence le pays de la vigne, il arrive que des commerçants grasseois importent du vin. Guillaume et Pierre Simosse achètent ainsi à Dominique Robaudo de Porto-Maurizio 80 « saumées » de vin rouge (51).

C'est l'aspect humain qui est le plus remarquable dans les courants d'échanges que Grasse a développés avec Gênes ; en même temps que les marchandises et les divers produits, des hommes ont, à leur tour, emprunté cette route. Il s'agissait pour eux d'abandonner la Rivière de Gênes et de venir s'établir en Provence. Ici, les relations n'intéressent plus seulement la cité, mais tout le pays ligure, pays pauvre avec lequel — note M. J. Heers d'une façon réaliste — Gênes est obligée de « dialoguer » (52). Vers le milieu du xv^e siècle, nous verrons là le point de départ du mouvement de colonisation qui aura pour but de repeupler les villages provençaux abandonnés (53).

(45) Et. Brard — n° 109, 22 Septembre 1418 « causa emptionis et pro precio decem curaciarum trium ballistarum girelle cum duabus girellis et sex pavesiorum poste sive faudarum galee... aportandarum per ipsos fratres... de civitate Janua ». Sur ces diverses armes, cf. Cais de Pierlas. op. cit. p. 410, note 8.

(46) Au milieu du xv^e siècle, l'un de ces clients sera Jacques Cœur (J. Heers. op. cit. p. 224).

(47) Archives Communales Grasse. BB. 1. — 1^{er} cahier. Réunion du Conseil du 11 Mars 1434, cité par G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 28.

(48) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1454. Legs de 25 florins à François Aynesl « ita et cum condicione sequenti videlicet quod dictus Franciscus ratione cujusdam viagli per eum facti apud civitatem Janue nomine ipsius testatoris... super bonis ipsius testatoris nichil aliud petere possit ».

(49) Et. Peretti — n° 47, 20 Novembre 1442.

(50) Et. Bérard — n° 117 f° 147, 1^{er} Février 1448 (n. st.). L'acheteur donne en paiement des 81 florins et 6 gros auxquels s'élève le prix, une créance de 50 florins et 3 gros sur son gendre, Pons Ayhe, pelissier à Grasse.

(51) Et. Bérard — n° 76 f° 69, 10 Octobre 1451.

(52) J. Heers « Gênes... » op. cit. p. 11.

(53) Cf. R. Jeancard « Les seigneuries d'Outre-Siagne » (Cannes 1954). Voir supra. Titre préliminaire, chap. II.

Déjà, à partir des années 1430-1440, plusieurs individus de Ligurie viennent se fixer à Grasse (54). Leur installation commence, généralement, par un contrat d'embauche. Un habitant de Finale s'engage, en 1430, pour un an chez un pelissier (55), un père de Vintimille y place son fils en apprentissage auprès d'un tailleur (56), un certain Baptiste Abo de Caravonica passe contrat avec le pâtissier Barthélemy de Vienne pour son frère âgé de 14 ans (57). D'autres sont originaires de Taggia (58).

Quand l'immigrant est plus fortuné, il loue maison et atelier pour y créer une exploitation. Décidé à s'y installer définitivement, il n'hésite pas à vendre tous les biens qu'il possède dans son pays d'origine. Le corroyeur Jean de Colla du village de Giustenice cède à son frère, moyennant une somme de 150 livres, en monnaie de Savone, la totalité de son patrimoine (59). Quelques années plus tard, nous le retrouvons, effectivement, exerçant à Grasse le métier de tanneur. « Foyer d'immigration », il accueille amis ou parents, les prend à son service ou les fait embaucher chez un confrère (60). Dernière forme de l'implantation des nouveaux venus dans la cité : la création de liens familiaux. Prenons par exemple ce jeune homme de Dolceacqua qui est reçu « in filium arrogatum » par sa belle-mère et s'établit dans la maison dotale non loin de la Porte Aynière (61).

Il était des lieux et des occasions où les marchands avaient particulièrement coutume de se réunir et de rencontrer leurs clients, c'étaient les foires et les marchés. La distinction entre ces deux formes de réunions est connue (62). L'une, « nundina », se tient en principe une fois par an, dure plusieurs jours, jouit d'un large rayonnement. L'autre, « mercatum », dont l'influence ne dépasse pas le cadre de la région, se caractérise surtout par une périodicité hebdomadaire. A Grasse, deux foires ont été concédées par les souverains. La première, en 1352, est fixée à la date du 15 août, pour une durée de 3 jours, la seconde, la plus importante, créée en 1359,

(54) Moins nombreux sont les Piémontais (Et. Bérard — n° 67, 12 Mai 1442 — Et. Peretti — n° 47, 8 Décembre 1442).

(55) Et. Bérard — n° 55, 23 Août 1430.

(56) Et. Bérard — n° 56, 18 Janvier 1432 (n. st.).

(57) Et. Bérard — n° 64, 15 Mai 1439.

(58) Et. Bérard — n° 61, 28 Avril 1436 — n° 104, 21 Novembre 1427.

(59) Et. Bérard — n° 58, 30 Mars 1433 « vendidit... omnia et quecumque bona res et jura que et quas ipse Johannes venditor habet... tam in dicto castro de Justenese et ejus territorio quam aliis locis et terris quibuscumque riparie Janue ».

(60) Et. Bérard — n° 62, 8 Juin 1437 — n° 64, 27 Janvier 1440 (n. st.).

(61) Et. Bérard — n° 62, 9 Juin 1437. « assignatio dotis Veranete filie Antonii Torroni condam civitatis Grasse uxorisque Pauleti Sardine loci de Dousa Ayga diocesis Vintimillii ».

(62) J. Combes « Les foires en Languedoc... » op. cit. p. 231.

a lieu pour la Saint-Michel et se prolonge durant quinze jours (63). Lors de l'institution de la foire du 15 août, les souverains provençaux ont prévu également la tenue d'un marché, chaque semaine sur la Place aux Herbes (64).

De fait, ne nous y trompons pas, ces foires et marchés ne s'opposent pas toujours très nettement au point de vue de leur importance économique. Dans une région essentiellement rurale et dont la capitale, Grasse, ne forme, somme toute, qu'un centre commercial très secondaire, les foires n'attirent qu'une clientèle locale, venue des villages des alentours (65).

Les foires de Grasse ne sont jamais mentionnées dans les actes notariés. Ceci surprend d'autant plus que l'on trouve parfois citées les foires de localités moins importantes. Les registres du notaire Jacques Honorat qui, résidant le plus souvent à Fayence, instrumente à Grasse et dans divers villages de Provence, font référence aux foires de Fayence et du Muy (66). Leur date correspond souvent au terme d'une obligation, au paiement d'une créance. Un habitant de Bargème promet à un apothicaire grassois de lui rembourser les 22 gros qu'il a reçus à titre de prêt aux prochaines foires de Fayence de la Saint-Martin (67) ; Audibert Lhautard de Grimaud s'acquittera pour partie d'un achat de moutons à celles du Muy de l'Épiphanie (68).

Faut-il penser que les foires de Grasse ont tenu peu de place dans la vie commerciale de la cité ? Peut-être les marchands ne se sont-ils guère intéressés à ces réunions où ils voyaient surtout affluer les paysans des environs pour des transactions médiocres et

(63) Archives Communales de Grasse. HH. 3 — G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 233 et pièce justificative n° XXX, 22 Octobre 1352. Lettre du roi Louis et de la reine Jeanne. Supprimée pendant la lutte contre les Duras, la foire du 15 Août sera rétablie et confirmée par la reine Yolande en 1419.

(64) Il se tient d'abord le mercredi, puis le lundi, enfin sous la reine Yolande, en 1421, le samedi (G. Gauthier-Ziegler *ibidem*).

(65) Cf. J. Heers « L'Occident... » op. cit. p. 126 « A la limite, la distinction entre les foires rurales et les simples marchés n'est pas toujours très aisée et, somme toute, bien souvent artificielle ». Il suffit de songer aux diverses réunions annuelles que connaissaient les moindres villages sous ce terme générique de foire (qui s'est, d'ailleurs, conservé jusqu'à nos jours), où les transactions avaient d'abord pour objet le bétail. Convenons, avec J. Heers (*ibidem* p. 125) qu'elles jouaient un rôle important dans l'économie d'une région. Dans l'arrière-pays provençal, leur déclin a été lié à celui-là même de la vie agricole.

(66) Voir Et. Peretti — n° 71, 1437-1439. E. Garcin (« Dictionnaire Historique et Topographique de la Provence » — Draguignan. 1835) indique pour Fayence, les foires du 1^{er} Mai, 9 Septembre et 18 Novembre et pour le Muy, le 7 Janvier et le troisième lundi après Pâques.

(67) Et. Peretti — n° 71, 1^{er} Mai 1438 « hinc ad nundinas Fayencie proxime celebrandas Sancti Martini ».

(68) Et. Peretti — n° 71, 16 Novembre 1439 « hinc ad nundinas Modii epifanie proxime futuras » — même date « in loco de Modio hinc ad nundinas dicti loci... quindecim post festum Pascatis proxime futurum ».

de caractère agricole ? A moins que cela ne s'explique aussi par le fait d'opérations conclues uniquement au comptant.

En revanche, les milieux commerçants grasseois, du moins les plus fortunés, ont été davantage tentés par les grandes foires qui drainent, régulièrement, les échanges du commerce européen.

Depuis le déclin des foires de Champagne, de nouveaux itinéraires sont apparus. Le Rhin est devenu l'axe du commerce Méditerranée — Flandre, d'Anvers à Venise. Une ville occupe la première place sur le parcours, Genève. Au Midi, le Languedoc, dont l'activité économique repose avant tout sur l'industrie drapière, ne reste pas à l'écart de l'important trafic rhénan, une voie « dérivée » l'y relie (69). Dès le ^{xii}^e siècle, plusieurs foires languedociennes sont célèbres : Moissac, Nîmes, Carcassonne, Saint-Gilles... Un siècle plus tard, deux nouvelles localités, que leur situation sur l'Hérault favorise, priment nettement les précédentes, Pézenas et Montagnac (70). Voies traditionnelles vers le nord et vers l'ouest, telles sont les deux directions qu'empruntent les marchands de Grasse.

Il s'agit essentiellement des drapiers qui se rendent à ces foires pour y acheter des produits textiles. Dans une société constituée pour exploiter un commerce de draperie, une clause expresse fait allusion aux dépenses nécessitées par les voyages à Genève et à Pézenas (71). Le parcours n'est pas toujours sans incident. Evoquons l'aventure qui advint au fils du marchand drapier noble Jean Achard. Revenant de Pézenas avec quatre mulets chargés de draps, il fut arrêté dans la ville d'Arles et sa cargaison saisie, à la demande d'un marchand drapier avignonnais dont Jean Achard et son associé Jean Poloyz étaient les débiteurs (72).

C'est au ^{xv}^e siècle que Genève fait véritablement figure de « marché continental de l'Europe » (73). Toutes les grandes voies

(69) M. Boulet « Le commerce médiéval européen » (dans J. Lacour-Gayet, Histoire du commerce. Tome 2. p. 339) cf. aussi J. Heers « L'Occident... » op. cit. p. 166-167. Bien entendu, le Languedoc reste toujours un important centre d'exportation vers la Méditerranée.

(70) J. Combes « Les foires en Languedoc... » op. cit. p. 231 et suivantes.

(71) Et. Bérard — n° 58, 12 Février 1434 (n. st.) « eundo ad nundinas civitatis Gebenensis et Pesenassil standoque et redeundo de eisdem ». Un contrat d'embauche peut également faire obligation à l'ouvrier d'aller aux foires (Et. Bérard — n° 54, 24 Octobre 1429).

(72) On constitue procureurs « ad tabulam draparie » d'Antoine Simosse pour régler l'affaire. Et. Bérard — n° 64, 4 Janvier 1440 (n. st.) « Protestatio pro nobili viro Johanni Achardi... pretextu quorundam pannorum temporibus retroactis per ipsum Honoratum Achardi dictis nominibus receptorum in dicta civitate Avinionis et in appotheca dicti domini Laurencini... diebus nuper effluxis ipse Honoratus Achardi veniendo de nundinis Pesenacil in civitate Arelatis fuerit personaliter arrestatus quatuor muli cum quatuor carguis pannorum quas de ipsis nundinis portari faciebat... fuerint arrestati... »

(73) M. Boulet, op. cit. p. 339. cf. J.-F. Bergier « Genève et l'économie européenne de la Renaissance » (Paris. SEVPEN, 1963).

commerciales qui sillonnent les pays occidentaux y conduisent, pendant les foires, une foule d'étrangers. Il n'est de marchand génois qui ne participe à ce trafic (74). Les Toulousains y vont également volontiers (75). Chaque grande ville est représentée dans ces réunions internationales. Les Grassois y sont attirés par les achats de draps et de mercerie. Quand un commerçant ne peut se rendre à Genève personnellement, il envoie un facteur (76), ou s'entend avec un confrère, parfois d'une cité voisine, qui achètera à sa place. Dans cette intention, le mercier Huguet Augier de Grasse confie la somme de 100 florins à un mercier niçois (77).

Concurrencées par celles de Lyon, les foires de Genève commencent, durant la seconde moitié du xv^e siècle, à perdre de leur trafic et de leur influence. Disons pour attester les liens qui unissaient cette ville à la Provence, que les Grassois s'y rendent toujours. Certains n'hésiteront pas à aller s'installer à Genève pour échapper aux troubles religieux qui, au siècle suivant, accableront les contrées provençales (78).

(74) J. Heers « Gênes... » op. cit. p. 439.

(75) Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 137-138.

(76) Ph. Wolff, *ibidem*. p. 137. C'est ce que font les grands marchands toulousains qui ne tiennent pas à entreprendre des voyages « en ces pays nordiques ».

(77) Et. Bérard — n° 73 f° 22, 4 Mai 1448 « cum discretus vir Huguetus Augerii mercerius... tradidisset Antonio Boyssaroti filio magistri Andree Boyssaroti mercerii civitatis Nicie videlicet florenos centum... ut de illis ipse Antonius pro dicto Hugueto merces emeret in nundinis civitatis Gebenensis ».

(78) M. Zarb « Aperçu des relations ayant existé entre la Provence et Genève au cours des xv^e et xvi^e siècles » (Mélanges Busquet. Provence Historique. 1956. p. 150 et suivantes), cf. p. 163. Quelques-uns y exercent les métiers de sergler et lainier (Antoine Cresp et François Robert), de cardeur (Pierre Synade), de drapier (Nicolas Cresp).

CHAPITRE III

L'EXPLOITATION COMMERCIALE

Active et commerçante, telle devait se présenter Grasse aux yeux des villageois qui venaient, à l'occasion, y conclure marchés et transactions. Lieux d'échanges indispensables aux relations humaines, les villes, au Moyen Âge, renferment dans les limites — souvent étroites — de leurs remparts des structures économiques et sociales, assurément diverses selon les régions, mais fort particulières. Quelle que soit l'influence exercée par le milieu rural qui les environne, elles s'opposent à la campagne et ceci même dans les rapports qui, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, vont se développer « entre ces deux mondes » (1). Cette opposition dans les modes de vie, dans les mentalités, tient essentiellement à la concentration dans les villes du commerce et des marchands.

Pour évoquer les activités des milieux commerçants de la cité de Grasse, il faut nous attacher aux conditions dans lesquelles ils exploitent leur affaires (2). Quelques contrats d'association conclus entre marchands, ou souvent entre gens de métier, en présentent certains aspects. Tout aussi précieux sont les contrats d'embauche qui nous renseignent sur la main-d'œuvre.

A Grasse, comme dans la plupart des villes médiévales, les artisans exerçant le même métier ont tendance à se grouper dans un

(1) Cf. J. Heers « L'Occident... » op. cit. livre III, chap. IV « Les rapports ville-campagne » p. 347. Une conséquence en sera souvent une « emprise » de la ville sur la campagne.

(2) Nous entendons, ici, le terme au sens large, qu'il s'agisse de l'atelier de l'artisan ou de la boutique du marchand.

seul quartier, souvent dans une rue (3), dont le nom s'est fréquemment transmis jusqu'à nos jours et a conservé le souvenir de cette activité. Il est tout naturel que plusieurs peaussiers se soient installés « in carreria macelli » (4), en même temps que dans la rue « pellisseria ». Ce choix pouvait répondre parfois à des raisons de commodité : les tanneurs avaient eux-aussi intérêt à se fixer non loin de la boucherie et dans le quartier où ils profitaient de l'abondance des eaux. A cela, pouvaient s'ajouter la possibilité d'une « surveillance mutuelle » des statuts par les artisans d'une même profession et, peut-être, certaines habitudes des clients (5). Moins liés par les impératifs d'une spécialité, les marchands préféraient opter pour des rues très passantes. Ils ont volontiers leurs boutiques non loin de la Place aux Herbes où se tient le marché et surtout dans la « carreria recta », la rue principale qui traverse la cité de part en part et qu'ont choisie les drapiers fortunés (6).

La location des boutiques et ouvroirs donne lieu à la rédaction de contrats notariés. Ceux-ci sont comparables, dans l'ensemble, aux baux portant sur les immeubles d'habitation. Le loyer est presque toujours stipulé en argent (7), son paiement prévu en deux termes : la Saint-Jean-Baptiste et la Noël sont le plus couramment cités. C'est là l'usage suivi à Grasse pour la location des maisons (8). Des clauses de style font obligation au propriétaire de ne pas chasser son locataire durant le temps fixé dans le bail, au preneur de respecter les conditions du contrat et de se conduire « ad modum boni conductoris ». La durée du bail peut varier de un à six ans, parfois davantage. Les actes ne nous indiquent pas toujours la destination du commerce, surtout quand la boutique est louée à un marchand ; les plus précis sont ceux intéressant les ateliers d'artisans, les fours, les moulins. Sans doute, ces boutiques avec leurs tables « exteriores et interiores » ne sont-elles pas très différentes de celle décrite dans un contrat toulousain : devant, nous y trouvons donnant sur la rue, avec des tables, l'ouvroir qui sert de lieu de vente et de travail pour les artisans, tandis qu'à l'arrière se tient

(3) Archives Communales de Grasse. CC 44. « Carreria pellisseria, c. piscarie, c. fabrarie, c. macelli, c. sabbatarie ».

(4) Archives Comm. Grasse. CC. 44. f° 161. Il y a des exceptions, les rues portant un nom de métier ne sont pas « uniquement ou essentiellement » habitées par les gens qui l'exercent (cf. P. A. Février, op. cit. p. 165-166) ; on ne peut nier, en tous cas, qu'il y ait très souvent, un rapport entre la dénomination de la rue et l'activité évoquée.

(5) Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 514.

(6) Arch. Comm. Grasse. CC. 44, f° 160 v°, notamment Antoine Simosse et Bertrand Sauvan.

(7) Cependant, Et. Bérard — n° 73 f° 17, 25 Avril 1448. Loyer = 10 setiers d'annone.

(8) Et. Bérard — n° 12, 30 Avril 1353 « sicut est consuetum solvere loguerium ospicii » — n° 13, 8 Mai 1354. « solvendos ut est consuetum solvere precium seu loguerium domorum in civitate Grasse ».

la « botigua », magasin où sont entreposées les marchandises en stock (9). Certaines boutiques ont un étage de bois qui est, semble-t-il, destiné à ce dernier usage. Ainsi, en 1393, Antoine Ferraud, corbonnier, loue pour six ans une boutique de ce genre dans la rue Droite, vers la Porte Ayguière, au loyer de 100 sous par an payable par moitié à la Saint-Jean-Baptiste et à la Noël (10).

Plutôt que d'une première location, il s'agit parfois d'un renouvellement du bail. Ayant reçu quittance du paiement des loyers antérieurs, le tailleur Jean Reboul prend, de nouveau, en location une boutique sise à Grasse « in Platea » pour 2 ans (11).

Lorsqu'un artisan loue son atelier, il lui arrive d'inclure dans le bail des meubles ou des instruments de travail qui se trouvent dans le local. C'est ce que fait le tisserand Pierre Guillon, pour un ouvrage situé dans la rue Neuve et loué pour un an au prix de 2 florins et demi (12). De même, nous voyons deux pâtisseries grasseois donner en location à deux de leurs confrères une maison avec un four et les divers ustensiles nécessaires : caisses, balance, tables pour poser les pains, pelles pour enfourner, etc. (13).

La location du matériel se justifie notamment pour les métiers nécessitant une installation fort spécialisée et onéreuse. Elle s'impose parfois quand un événement est venu interrompre l'exploitation artisanale et que l'on entend néanmoins assurer une rapide reprise de l'affaire. Telle est la situation lorsque l'artisan décède, laissant de jeunes enfants. Un exemple nous est fourni par le contrat de louage consenti en 1448 par la veuve du forgeron Jean Tombarel au nom des deux enfants dont elle est tutrice. Les facilités qu'elle offre à ce forgeron originaire de Puget-Théniers qui prend la forge en location pour six ans, montrent bien qu'il y a là une mesure de circonstance : non seulement matériel et outils — marteaux, soufflets, bigorne, tenailles... — sont laissés à la disposition du locataire, mais encore le bailleur lui avance « à titre de prêt gratuit et ami-

(9) Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 514.

(10) Et. Bérard — n° 32, 25 Novembre 1393 « quamdam suam apoticam cum quodam solerio fusteo ».

(11) Et. Bérard — n° 22, 25 Juin 1376 « quamdam botiguam cum cellario sitam in civitate Grasse in Platea ». Le même jour, le propriétaire « fecit finem et remissionem et veram aquitationem... de toto loguerio temporis prestiti quo usque nunc tenuit predicatus Johannes... quamdam botiguam seu domun inferiorem sitam in Platea ».

(12) Et. Bérard — n° 64, 17 Novembre 1439 « quamdam apothecam domus... ac unam capsiam ac duo teleria minuta exceptis pectinibus et lisses ».

(13) Et. Bérard — n° 69, 13 Avril 1444. « quamdam domum et furnum cum omnibus rebus et aysinibus infra eam sistentibus... unam sagoniam... V capsias fusteas, unum pestinuum, unum cacobum, sex cubertas tabularum grossas, duas barrilas, unum scalfatorium eris, unum scandalhum... duos taulonos, tabulas panis sive ad tenendum panes septem, item unam magnam palam ad infornandum panes, item quatuor parvas palas, unam rasclam, unam palam ferri, unam licheriam ».

cal » une centaine de sacs de charbon, à restituer au terme des six années, et lui assure le logement (14).

Bien d'autres exploitations pouvaient être données à bail. Ainsi, les hôtelleries, reflet de l'activité commerciale de la cité. Grasse, au début du xv^e siècle, en comptait au moins deux : en 1408, les actes indiquent l'auberge de l'Epée « Spae » et, confrontant avec celle-ci, l'hôtellerie de l'Etoile « Stele » (15). Toutes deux sont situées à l'entrée de la ville, à la porte Ayguière et, par conséquent, remarquablement placées pour accueillir marchands et voyageurs. Ce sont assurément des affaires d'un bon rapport si l'on en juge par le loyer de 50 florins qu'exige Noble Louis Requiston, Seigneur d'Escragnoles, louant pour un an l'auberge de l'Epée « de fundo usque ad celum » avec matériel et mobilier dont il est fait inventaire (16). Nous relevons cependant, au milieu du xv^e siècle, un autre contrat de location d'une auberge à l'enseigne de « A l'escut de Fransa » où le loyer atteint seulement 7 florins par an (17).

Mentionnons enfin les locations de moulins. Ils sont nombreux à Grasse et un quartier est même dénommé « als molines » (18). La plupart utilisent l'eau abondante de la Foux ; on en trouve un hors les remparts, près du Palais Royal, un autre « au-dessus de la Tour Royale » (19). C'est le paiement du loyer qui distingue surtout la location des moulins des autres baux d'immeubles : à la place d'un loyer à l'année, avec les termes habituels, de la Saint-Jean-Baptiste et de la Noël, il s'agit là d'un paiement à la semaine (20)

(14) Et. Bérard — n° 73 f° 17, 25 Avril 1448 « quamdam apothecam... in qua sit fabrica sitam in carreria Fabrarie subtus domum... unacum munimentis dicte fabrice sequentibus. Et primo quasdam bousas magnas, item unum incudem parvum decapeliar, septem martellos tam parvos quam magnos... septem claverias tam parvas quam magnas, duos mandris, unam brocam ad perforandum ferros, tenalhas duodecim... duas tenalhas ad ferrandum, duas bucas ad ferrandum, unum martellum ad ferrandum, duas suffras, unam limam, unam raspam, unam scandalh ».

(15) Et Peretti — n° 256, 1408. Au milieu du xv^e siècle., sont toujours signalées les auberges de l'Epée et de l'Etoile (tenues respectivement par François Achard et Bertrand Clerc) mais aussi l'auberge de la Couronne. cf. G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 227, n° 5. On peut y ajouter l'auberge de l'Ecu de France (Et. Bérard — n° 74 f° 53, 5 Août 1449).

(16) Et. Peretti — n° 256, 1408 (date ?) « quamdam domum sive albergariam Spae scitam in civitate Grasse loco dicto a Porta Ayguiera... juxta domum ostalarie Stele Guillelmi Jacobi ex parte una et juxta domum Bertrandi Clerici barbitanssoris ex parte altera ».

(17) Et. Bérard — n° 74 f° 53, 5 Août 1449. Bail de six ans de l'auberge « ac stabulum tralhe et jardinum ».

(18) Et. Bérard — n° 22, 23 Août 1376. cf. également Et. Bérard — n° 12, 19 Mai 1353 « unum molandinum positum in riberia » — n° 12, 6 Décembre 1353 « loco dicto primum molandinum » — n° 16, 1^{er} Juin 1362 « loco dicto malcousel ».

(19) Et. Bérard — n° 42, 4 Décembre 1386 — n° 57, 4 Août 1432.

(20) Et. Bérard — n° 12, 19 Mai 1353 « a festo Sancti Johannis Batiste in unum annum precio cujuslibet edomade X (sous) solvere promisit » — n° 16, 1^{er} Juin 1362 « pro logerio dicti molandini qualibet satimana videlicet qualibet die domenica VIII solidos » — n° 22, 23 Août 1376 — n° 42, 4 Décembre 1386.

ou au mois (21). Le propriétaire se réserve parfois le droit de faire moudre gratuitement, dans son moulin, les grains destinés à sa maisonnée (22).

L'exploitation d'un commerce, tout comme l'exercice d'un métier, peut être le fait d'une association. La forme la plus simple est souvent celle à caractère familial, qui n'implique pas forcément la rédaction d'un acte notarié lors de sa constitution. Nous voyons en tout cas, durant les premières années du ^{xiv}^e siècle, plusieurs marchands grasseois agir en qualité d'associés (23). Si les associations supposent nécessairement la volonté d'unir des efforts pour une meilleure gestion de l'entreprise, il arrive qu'elles traduisent aussi un besoin de capitaux ou de main-d'œuvre, que l'on essaie de satisfaire par ce moyen. Chacune d'elles répond à une situation très particulière, dépendante des activités exercées et des buts poursuivis. La documentation offerte par les actes notariés grasseois — trop peu abondante — ne permet pas d'établir des catégories, contentons-nous de présenter quelques contrats.

L'exploitation commune d'un four pendant six ans, telle est la raison qui incite le « fustier » André Philipin, propriétaire d'un four, à s'associer avec un autre Grasseois, Antoine Fabre. Celui-ci apporte son travail et sera le fournier ; on peut penser que le fustier s'emploiera plus particulièrement à fournir le bois. Ils utiliseront le matériel existant ; si de nouveaux achats sont nécessaires, ils seront réalisés à frais communs. Chaque associé devra entretenir un animal pour le service du four, sans doute s'agit-il d'un âne qui servira à transporter les branchages. Ils engageront un domestique pour conduire les bêtes et une femme « una forneria » pour surveiller les cuissous. Ces dépenses seront partagées par moitié, de même que tous les autres frais. Les profits, en argent ou en nature, c'est-à-dire en pains, seront aussi répartis d'une façon égale. Le numéraire sera déposé dans un coffre muni de deux serrures et de

(21) Et. Bérard — n° 16, 11 Juillet 1362 « pro rato mense pro mense » — n° 57, 4 Août 1432 — n° 58, 7 Mai 1434 — n° 76 f° 3. 15 Avril 1451.

(22) Et. Bérard — n° 57, 4 Août 1432 « item fuit de pacto quod dictus Stephanus in eodem molandino molere debeat eidem J° Gaufridi totum bladum necessarium pro domo ipsius Johannis absque solutione seu detractone alicujus mouture sive alterius pensionis ».

(23) R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 207. Il en est ainsi pour Raymond de Menia et Bertrand Gay, Guill. Mathieu et Guill. Mouthon, Jaucerand de Milan et Mathieu Pascaise, Guill. Mayenfredi et Guill. Crote. Quant au marchand Etienne Cartier, il commerce avec le concours de ses deux fils. Signalons, à ce propos, une confusion de G. Gauthier-Ziegler (op. cit. p. 232) qui écrit : « Il n'existait à Grasse jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle aucune corporation marchande... nous voyons au contraire le Conseil défendre sévèrement aux revendeurs et artisans toute « rasse » ou conjuration et association illicite, on leur interdit même de se grouper à deux ou trois pour l'exploitation de leur commerce (?) » et la mise au point de G. Espinas (« Problèmes d'apprentissage... » op. cit. p. 47) qui précise « droit social et droit commercial sont deux questions fort différentes, association et police ne sont pas une même chose ».

deux clefs, chacun des associés, pour éviter toute suspicion, en détiendra une. Une clause pénale prévoit, enfin, le paiement de 25 florins par celui qui ne respecterait pas ces accords (24). Il semble que la société, ici, réalise surtout une entente capital — travail, reposant toutefois sur des activités complémentaires. On peut également assister à la fusion de deux exploitations similaires : les associés se cèdent réciproquement la moitié de leur propre affaire. C'est ce que font un « pasticarius » originaire de Verdun et un Grassois pour les deux fours qu'ils tiennent en location. Ils promettent de se conduire pendant un an en « bons associés » (25). Remarquons que le jour même où ils s'associent, tous deux prennent en location un moulin à farine à Grasse « subtus Rocam » pour un an et en font apport à la société (26). Les associés s'efforcent de réunir des moyens de production complémentaires, dont ils se partageront les tâches.

D'autres sociétés sont constituées pour faire commerce du vin (27), certaines pour exploiter des moulins (28), ou une scie (29). Citons encore un parfait exemple d'association entre capitaliste et exploitant : celle conclue entre un prêtre de Grasse et Barthélemy Grenon qui a pour objet la pêche et le commerce des poissons. Barthélemy Grenon reconnaît devoir à son associé une somme de 40 florins tant pour le capital initial que pour les profits réalisés (30).

(24) Et. Bérard — n° 74 f° 97, 10 Décembre 1449 « Magister Andreas Philipini et Antonius Fabri... bona fide et pacta et conventiones subscriptas fecerunt... item... quod uterque ipsorum unum animal habeat et teneat... pro forniliis apportanda ad servicium dicti furni itaque uterque ipsorum suum animal nutreat suis sumptibus... quod fornagie tam peccuniarum quam panis et alias... provenientia comoda ex ipso furno sint communes et communiter dividi debeant... quod capsia in qua ponere intendunt fornagiam dicti furni habeat duas seras et duas claves... » ; cf. sur l'exploitation des fours, G. Gauthier-Ziegler. op. cit., p. 226, 227 et 276. Il était défendu aux fourniers de livrer du pain mal cuit ou abîmé et aux femmes qui surveillaient la cuisson, de filer en même temps leur quenouille (Règlements édictés par la Cour Royale et les Conseillers de Grasse, 10 Avril 1335, 30 Mars 1336).

(25) Et. Bérard — n° 76 f° 4, 15 Avril 1451 « societatem fecerunt... quod dictus Desderius medietatem omnium jurum et provenientium et tam in lucro quam perdimeto proveniendo ex furno... et similiter dictus R. medietatem omnium jurum... videlicet uterque ipsorum bene fideliter et legaliter operari in eorum societate ac negociis teneatur et debeat prout boni socii ».

(26) Et. Bérard — n° 76 f° 3, 15 Avril 1451.

(27) Et. Bérard — n° 61, 25 Avril 1436 « pro resta cujusdam societatis inter eos de quadam taberna vini ».

(28) Et Bérard — n° 52, 24 Décembre 1425 — n° 57, 4 Août 1432 — n° 59, 7 Mai 1434.

(29) Et. Bérard — n° 52, 24 Décembre 1425 « Marquetus Messii civitatis Grasse renderius et gubernator molandini et serre de Valle reverendi in Christo Patris Domini Abbatis insule Lirinensis... recollexit in partem dictum Franciscum... primo ipse Franciscus habeat... terciam partem in lucro proventuro tam ex ipso molandino quam serra... »

(30) Et. Bérard — n° 53, 18 Novembre 1427 « quamdam societatem inhiiscent mercando videlicet in piscibus et cum quodam trayno in qua societate dictus dominus P. certam quantitatem pecunie posuisset... » (cancélé le 16 Janvier 1430 [n. st.]). C'est

La société est parfois liée à une seule opération. Elle consiste, par exemple, à travailler et à vendre une quantité déterminée de matière première. Le marchand Guillaume Guisol et deux tisserands achètent 6 quintaux de laine, les artisans auront pour travail de fabriquer des draps. Une fois cette laine totalement utilisée, la « compagnie » prendra fin (31).

Sous ce terme de « *companhia* » ou société, des contrats nous montrent des artisans ou des marchands exploiter en commun une boutique pour une durée de 3 ou 4 ans. Deux « tailleurs et foulonniers » s'associent pour 3 ans en partageant profits et pertes durant ce temps (32). Ce sont également deux tailleurs qui louent de moitié un atelier et constituent une société identique ; une clause précise que si l'un des associés tombe malade, les gains continueront à être répartis par moitié (33). Par cette volonté de garantir les risques de la maladie, nous voyons que l'association peut constituer une forme d'entraide (34).

Parfois, le contrat de société va au-delà des simples préoccupations commerciales et organise une véritable vie commune entre les participants. C'est notamment le cas lorsque l'un d'eux est un individu isolé, souvent nouveau venu dans la cité, qui s'installera volontiers dans la famille de son associé. Le pelissier AUSA de Cologne, peut-être par besoin de main d'œuvre, accueille ainsi un confrère fixé depuis peu à Grasse. Pendant 4 ans, à compter de la Saint-Michel de l'année 1428, ils exploiteront ensemble l'atelier de peausserie en répartissant équitablement les dépenses et les gains. AUSA de Cologne fait l'avance du capital — 142 florins qu'il récupérera au terme de la société — et, dans sa maison où vivent déjà sa femme, sa belle-mère et un apprenti, le nouvel associé viendra habiter. Les frais de nourriture et d'habillement seront communs (35).

là une forme de commande. Sur ce contrat, voir aussi, plus loin, « La société ad medium lucrum ».

(31) Et. Bérard — n° 58, 5 Janvier 1434 (n. st.) « presens contractus et companhia duret et durare debeat quousque dicta sex quintalia lane fuerint operata ».

(32) Et. Bérard — n° 56, 16 Mars 1432 (n.st.) « de eorum artibus predictis sartorie et baxiarie companhian et societatem... spacio trium annorum... fecerunt ». Du Cange V° Bayssatera.

(33) Et. Peretti — n° 256, 19 Septembre 1408 « promiserunt facere et tenere bonam et veram ac legalem societatem de arte sartorie... est de pacto expresso inter eos quod omne lucrum dividatur pro medio et si unus ipsorum infirmabatur quod etiam teneatur habere et recipere medietatem lucri quod sanus faceret et sic de uno ad alium ».

(34) Ph. Wolff. « Commerces... » op. cit. p. 487, qui a relevé des exemples de dispositions semblables, ainsi dans une entente conclue entre trois ménestrels.

(35) Et. Bérard — n° 88 f° 11, 23 Septembre 1428 « Magister AUSA de Columpnia et Johannes Cernoyse pellicerii... de arte pellicerie exercenda societatem et companhiam inter se fecerunt et concorditer inhierunt... expense tam ratione victuum quam calciamentorum et vestimentorum decentium ipsorum magistrorum AUSE et JOHANNIS ac etiam socrus et uxoris ipsius magistri AUSE et victus famulorum eorumdem de comuni solvantur et expendantur... (tous) operentur et juvent tam in arte predicta dicte pellicerie ad serviendum quam ad parandum necessaria et honesta ».

Dans toutes les associations à caractère artisanal, le facteur travail avait une grande importance. Aussi, le besoin de main-d'œuvre faisait-il au travailleur une place privilégiée. Le seul fait de détenir les secrets d'un métier suffisait parfois à intéresser ceux qui voulaient les acquérir, l'association se doublait alors, en quelque sorte, d'un contrat d'apprentissage. Deux frères originaires du Piémont acceptent de s'associer avec le boursier Jean de Rocasuda de Montpellier pour apprendre de ce dernier l'« artem bosserie et tenthurarie ». Ils avanceront l'argent nécessaire, notamment pour acheter des peaux ; quant aux profits, ils les partageront de moitié avec l'artisan (36).

Entre marchands, le problème de main-d'œuvre passe au second plan ; ce qui importe en s'associant, c'est la mise en commun d'un capital. Il faut réunir argent ou marchandises pour multiplier les transactions, pour disposer de larges stocks. En 1362, les marchands Antoine Ferraud et Etienne Philipin apportent chacun un capital de 500 florins, tant en numéraire qu'en divers produits. Prévue pour une année, les associés pourront prolonger la société. Par serment, ils s'engagent à commercer sur terre et sur mer « à risques et profits communs » (37).

Pendant la durée de la société, il arrive qu'une augmentation de capital intervienne — parfois l'acte constitutif de l'association la prévoit — (38). Généralement, elle donne lieu à la rédaction d'un nouveau contrat. Quand la société compte plusieurs associés, l'administrateur « gubernator et rector » donne quittance ; ce que fait Antoine Sauvan en recevant d'un associé la somme de 100 florins à placer dans la société constituée l'année précédente — avec pour objet le commerce des draps —, en même temps qu'il s'engage à faire fructifier cet argent en négociant (39). Si l'exploitation a un caractère familial, ce sont de proches parents qui, sans recourir à la qualification juridique de société, investissent quelque argent

(36) Et. Bérard — n° 55, 9 Août 1430 « Johannes Rocasuda borserius de Montepessulano Martinus et Dominicus Vinaudi de Susa societatem et companhiam fecerunt... duraturam hinc ad festum Nativitatis Christi proxime venturum ». On stipule que « dictus Johannis ire teneatur si dictis fratribus videatur pro arte predicta extrahenda ad patriam dictorum fratrum ».

(37) Et. Bérard — n° 15, 9 Juin 1362 « quod Anthonius Ferraudi de Grassa ab una parte et Stephanus Philipini mercatores ex parte altera de societate facienda se adinvicem promiserunt... quod quilibet ipsorum posuit tam in pecunia quam in aliis mercaturis videlicet coreis erbis et aliis mercaturis quingentos florenos auri de Florencia... lucrum quod Deus dederit equis partibus dividatur ».

(38) Et. Peretti — n° 43, 21 Août 1405. Cet acte fait référence au contrat constitutif, en date du 21 Août 1404, qui stipulait « quod quisque posset suum augmentare capitale ».

(39) Et. Peretti — n° 43, 21 Août 1405 « dicta domina Hermilina volens suum et dicti Pauleti Firmacii ejus generi augmentare capitale posuit in eadem societate sub conditionibus modis pactis et formis in eadem societate expressis... »

pour développer l'affaire. Les discussions d'intérêt n'en sont pas exclues pour autant (40).

Il ne paraît pas que la liquidation de la société ait souvent nécessité l'intervention d'un notaire. Restituer le capital, partager les bénéfices, voilà qui imposait moins de formalisme que pour créer l'association. Peu d'exemples, en tout cas, nous sont fournis par les actes notariés. D'autant plus intéressant est le document relatant la dissolution d'une société conclue entre le notaire Antoine Remusat et l'apothicaire Guillaume Augier, dont nous possédons également l'acte de constitution à la date du 12 février 1434 (41).

Par ce premier contrat, les deux Grassois régularisaient une association de fait, dont l'activité principale était le commerce des draps. Depuis quelque temps, « hiis diebus proxime preteritis », notaire et apothicaire tiennent une boutique dans la cité et ont constitué un stock d'étoffes. L'acte rappelle que Guillaume Augier et Antoine Remusat ont respectivement placé dans la société les sommes de 1000 et 500 florins, représentant notamment des achats de draps, des voyages aux foires pour s'approvisionner, des réparations du magasin. Les profits et pertes — « quod absit » — sont répartis selon l'importance des apports, 2/3 et 1/3. Bien que l'association soit prévue pour dix ans, les deux associés « ex certis causis eorum animos moventibus » décident dès le mois de mai 1437 d'y mettre fin et de se séparer. L'actif est partagé : ce sont d'abord les draps qui se trouvent alors dans la boutique et les 45 florins et 9 gros qui se trouvent présentement en caisse. Les créances atteignent la somme de 1.806 florins — ce qui laisse supposer le nombre d'opérations réalisées à crédit — ; le même jour dans le magasin de draperie de Guillaume Augier, le notaire Antoine Remusat reconnaît avoir reçu de son associé un premier paiement de 129 florins (42). Excepté pour les créances à récupérer, les deux associés se donnent mutuellement quittance, le rédacteur de l'acte prend soin d'y ajouter la stipulation aquilienne.

Assez nombreux sont les contrats de louage de service dans les actes notariés. C'est à l'aide de ces seuls documents que nous pouvons évoquer la main-d'œuvre engagée par les marchands et arti-

(40) Et. Bérard — n° 70 f° 29, 26 Mai 1445 « Discretus vir magister Johannes Bartholomei notarius filius probi viri Bartholomei... hiis diebus preteritis tradidisset Petro Bartholomei caussatorio fratri suo... in presentia ejusdem Bartholomei eorum patris et ad ipsius Bartholomei requisitionem pro augmentando apothecam caussatorie... »

(41) Et. Bérard — n° 58, 12 Février 1434 (n. st.) — n° 62, 14 Mai 1437. Voir pièces justificatives.

(42) Et. Bérard — n° 62, 14 Mai 1437 « magister Antonius Remusat... confessus fuit honorabili viro magistro Guillelmo Augeri seniori draperio... habuisse et recepisse in diminutione terciæ partis mille octingentorum et sex florenorum qui debentur et fuerunt reperti in debitis apothecæ draparie... »

sans de Grasse (43). Convenons, dès à présent que si nous sommes renseigné sur l'embauche des apprentis et salariés dans les ouvroirs des gens de métier, nous ignorons presque tout des conditions de travail, de la place qu'occupait le personnel dans la marche d'une exploitation, ou de son importance numérique. Une distinction initiale s'impose entre le contrat d'apprentissage et le simple contrat de louage de services qui pouvait lui-même être le fait d'un ouvrier ou seulement d'un domestique. Il n'est pas toujours aisé de discerner la catégorie dont il s'agit (44). En principe, c'est la clause faisant obligation au maître de dispenser au travailleur l'enseignement du métier qui permet de distinguer entre ces deux types de contrats, mais elle ne figure pas de façon absolue dans tous les actes. Parmi les autres points de repère, nous pouvons encore noter l'absence de salaire dans les contrats d'apprentissage et la durée de l'engagement, souvent plus longue pour les apprentis. De même, l'ouvrier se différencie parfois difficilement du domestique. Tel tisserand embauche pour trois ans un individu qui l'aidera non seulement « in arte textorie », mais aussi dans les travaux des champs pour les façons à donner aux vignes (45).

Juridiquement, tous ces contrats relèvent d'un processus identique et leurs clauses sont comparables. Ils ont généralement pour

(43) Signalons, toutefois, en marge de cette documentation sur les contrats de travail, quelques exemples de « *locatio operis faciendi* ». Ils sont rares et, somme toute, il est inhabituel de voir le client conclure un acte notarié avec l'artisan qu'il sollicite. On peut cependant citer des contrats ayant pour objet la construction ou la réfection d'un édifice, et passés entre le propriétaire et le maçon « *giperius* », le tailleur de pierre « *lapicida* » ou le charpentier « *fusterius* » (Et. Bérard — n° 57, 2 Janvier 1433 (n. st.) — n° 59, 7 Avril 1434 — n° 63, 21 Mars 1439 (n. st.) — n° 67, 17 Mai 1442 et n° 70 fo 122, 13 Décembre 1445. Construction d'un four à chaux). Il faut également mentionner — c'est là chose connue — les contrats prévoyant la réalisation d'une œuvre d'art, ainsi un rétable (Et. Bérard — n° 76, 9 Août 1451. Pièce justificative). De ces actes, on peut rapprocher les contrats par lesquels un artisan promet de fabriquer ou d'entretenir, pendant un temps déterminé, certains objets. Nous avons déjà rencontré les accords conclus entre paysans et forgerons pour les outils et le matériel aratoire. Dans le même ordre d'idées, nous voyons parfois un cordonnier promettre à son client de le chausser, ainsi que sa famille et ses domestiques, pendant un an (Et. Bérard — n° 32, 23 Janvier 1394 (n. st.). « *magister Anthonius Creysandi semellator... promisit et convenit discreto viro Rollando P... calciare... calsamenta de sotularibus duos homines pastores vel familiares dicti Rollandi congrue et decenter videlicet de prima die mensis febrearii. in unum annum* » (moyennant la somme de 6 livres) 28 Avril 1396. Ajoutons, enfin, pour mémoire, le « *pactum de sanando* » entre malade et médecin (Et. Peretti — n° 67, 31 Mai 1442 — Et. Bérard — n° 53, 28 Août 1427).

(44) R. Aubenas « Cours d'histoire du Droit... » op. cit. Tome V « Contrats et Obligations » p. 85-86. Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 433. Sur les contrats de main-d'œuvre en Provence au Moyen Age, cf. J. Billioud « Les classes industrielles en Provence aux XIV^e, XV^e, XVI^e siècles » (Mémoires de l'Institut Historique de Provence. T. VII. 1930).

(45) Et. Bérard — n° 68, 25 Octobre 1443 « *ad standum... et serviendum tam in arte textorie quam alias in omnibus suis operibus rusticis et urbanis specialiter in operibus vinearum* ».

titre dans les registre notariaux celui de « conduction personalis » (46). Promesse du travailleur de servir son maître pendant le temps prévu au contrat, promesse réciproque du maître de garder son ouvrier, et, parfois, de lui apprendre un métier : telles sont les dispositions essentielles de ces actes. Reprenons plus en détail les obligations qui naissent ainsi à la charge des contractants.

Faire tout ce que doit accomplir un bon serviteur « bonus famulus » : cette formule imprécise résume les obligations de la personne embauchée (47). « Obéissant et fidèle », le serviteur est tenu de demeurer auprès du maître, de prendre fait et cause pour lui (48). Sur la portée de ces devoirs, les actes sont peu explicites (49). L'une des premières conséquences de l'engagement consiste dans la promesse de ne pas quitter le maître avant le terme du contrat, et ce sous la foi du serment (50). Cette disposition peut aussi s'accompagner de la renonciation au bénéfice de minorité (51) et de clauses pénales stipulant le paiement d'une somme s'il y a rupture de contrat (52). Le risque d'une amende « pena » vient même sanctionner le fait de s'absenter sans autorisation (53). On reconnaît au maître le droit de faire rechercher et ramener, parfois avec le concours de ses parents, le serviteur ou l'apprenti qui s'enfuit (54).

D'autres fois, une clause prévoit expressément la faculté de mettre fin au contrat de travail par décision unilatérale du maître

(46) Et. Bérard — n° 52, 9 Avril 1426 — n° 75 f° 43 r°, 28 Juin 1450. Ou encore Et. Bérard — n° 11, 21 Juin 1349 « locavit et per pactum convenit J. presentem et conducentem pro nuncio et famulo » — n° 16, 12 Juillet 1362 « pactum de morando ».

(47) Et. Bérard — n° 19, 25 Juillet 1367 « stare secum pro familiari facereque ejus negocia et præcepta bene et fideliter licita et honesta ut quisque fidelis familiaris facere tenetur ».

(48) Et. Bérard — n° 74 f° 133, 22 Février 1450 (n. st.) « promisit... et convenit sibi fore obediens et fidelis honorem utilitatem et comodum et ejusdem procurando et contrarium totis viribus evitando ».

(49) Cependant, Et. Bérard — n° 55, 23 Août 1430 « In arte sua pellisserie et allis quibuscumque licitis et honestis sicut est ire quesitum unum broca aquarum et similibus ».

(50) Et. Bérard — n° 75 f° 43 r°, 28 Juin 1450 « promisit... ipsumque magistrum suum non deserere seu desamparare majori salario vel minori nec pro alia quacumque persona ». Pour les jeunes apprentis, ce sont les parents — père, mère, mais encore frère ou tuteur — qui s'engagent en son nom.

(51) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427 « renuncians beneficio minorum etatis et in integrum restitutionis sub virtute dicti prestiti per eum jurati ».

(52) Et. Peretti — n° 55, 14 Novembre 1427 « pene florenorum XXV... tercia pars curie regie hujus civitatis et duas partes ad dictum magistrum ». Et. Bérard — n° 56, 1^{er} janvier 1432.

(53) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427 — Et. Peretti — n° 62 f° 35, 4 septembre 1433.

(54) Et. Bérard — n° 11, 21 Juin 1349 « si dictus Johannis a civitate Grasse se separaret et in aliis terris morari vellet quod dictus Monnetus (maître) ipsum capi faciat sumptibus et expensis ipsius Johannis ».

ou de l'ouvrier pendant un certain laps de temps (55). Enfin, il est des circonstances où l'apprenti peut abandonner son travail : devant les risques de la maladie, en cas d'épidémie (56).

Placé chez un maître pour en apprendre le métier, l'apprenti devait parfois rémunérer celui-ci pour son enseignement (57). En revanche, l'artisan qui l'engageait, était tenu de se conduire comme un bon maître « tam de consuetudine quam de jure » (58) et d'abord de ne pas le chasser pendant le nombre d'années prévues dans le contrat (59). Cette attitude généreuse et bienveillante n'exclut pas pour autant un droit de correction. Nous voyons un père y consentir par une disposition formelle de l'acte (60).

Comme son propre fils « ac si esset filius », le maître doit instruire son apprenti de toutes les façons nécessaires pour exercer le métier, « sans rien lui celer » diront plus tard les notaires, lui en communiquer secrets et tours de main sans « commettre ni dol ni fraude » (61). Un devoir général d'éducation vient quelquefois compléter cette obligation (62).

Au Moyen Age, le contrat de travail implique presque toujours un caractère familial (63). Apprentis, ouvriers ou domestiques sont généralement logés, habillés et nourris par leurs maîtres (64).

(55) Et. Bérard — n° 59, 28 Mai 1434 « cum pacto... quod si hinc ad festum beati Michaelis arcangeli proxime venturum servitium dicti Jacobi eidem magistro Ause non placeret ipse magister AUSA ipsum Jacobum dimittere et deserere possit et si dicto magistro Johanni (père de l'apprenti) vel dicto Jacobo non placeret stagia ipsius magistri Ause ipse Jacobus etiam dictum magistrum deserere... possit sine prejudicia aliqui ».

(56) Et. Bérard — n° 59, 28 Mai 1434 — n° 64, 27 Janvier 1440 (n. st.) « si durante tempore dictorum VI annorum pestis quod absit vigerit in predicta civitate quod ipse F. recedere possit et alio se transferre ac habitare quantum ipsa pestis durabit ». Ce sont surtout les étrangers à Grasse qui songent à cette précaution dans les contrats conclus pour eux-mêmes ou pour leurs enfants.

(57) Et. Bérard — n° 12, 21 Novembre 1353 « pro suo magisterio » (2 florins) — n° 38, Avril 1357 (20 setiers de blé) — n° 52, 11 Avril 1425 « solvere teneatur dicto magistro ratione sue doctrine... florenos tres cum dimidio et unum par caligarum ». Il ne semble pas que cette rémunération suppose forcément un métier très recherché (cf. Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 435-436).

(58) Et. Bérard — n° 72 f° 187 v°, 1^{er} Février 1448 (n. st.). Pièce justificative.

(59) Et. Bérard — n° 57, 29 Décembre 1432 « promisit... non acumiadare a se seu ejus stagia durante tempore predicto ».

(60) Et. Bérard — n° 59, 9 Octobre 1434 « voluit ipse Johannis et concessit licenciam eidem magistro tribuit quod ipsum Honoratum filium suum dum necesse fuerit castigerit et redarguarit honeste prout bonus magister tales pueros castigare et redarguere est solitus ».

(61) Et. Peretti — n° 62 f° 35, 4 Septembre 1433 « instruere et mostrare artem suam secundum a domino nostro Jhesu sibi datam scientiam in eadem et nullum dolum nullaque fraudem comittere in docendo aut mostrando ipsum P. artem predictam ».

(62) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427 « docere et instruere dicta arte et aliis bonis moribus et doctrinis ».

(63) R. Aubenas « Cours d'Histoire... » Tome V. « Contrats... » op. cit. p. 86.

(64) Et. Peretti — n° 62 f° 35, 4 Septembre 1433 « providere... in cibo potu vestimentis ac calciamentis necessariis et alias personam dicti P. bene et diligenter regere et gubernare... quilibet bonus magister facere tenetur et debet erga discipulum aut famulum ».

Pour évoquer l'intimité, voire la solidarité, dont étaient empreintes les relations entre les contractants, il suffit de présenter cet habitant de Villeneuve qui, venant s'employer pour une période de trois mois auprès d'un tisserand grassois, trouve le gîte et le couvert dans la demeure de son maître et reçoit même une avance de numéraire pour parer à son dénuement (65). D'autres accords nous montrent l'employeur participer aux activités personnelles de son salarié : l'un promet de lui « louer » ses domestiques pour la culture de sa vigne ou, à défaut, de lui prêter deux florins, un autre lui assure un certain nombre de journées (66).

Les prestations en nature sont, en principe, la seule rémunération d'un apprenti ; elles lui sont remises à titre de « pensio sive salarium ». Il en bénéficie, qu'il soit « en bonne santé ou au contraire malade » (67), quitte parfois à rattraper le temps perdu (68). En ce qui concerne les vêtements et les chaussures, le maître doit pourvoir aux besoins de son apprenti de façon décente « selon son état », tantôt en totalité, tantôt pour partie avec les parents (69). Au terme de l'apprentissage, il lui arrive de donner les outils ou instruments indispensables à l'exercice du métier (70). Fort rares sont les clauses prévoyant une rétribution en argent (71).

Il en est différemment pour les contrats d'embauche d'ouvriers. Si le maître assure toujours le logement et la nourriture, fournit souvent une partie des vêtements — tuniques, chemises ou chaussures —, il verse, en plus, un salaire payable chaque mois, parfois en deux termes : à la conclusion et à la fin du contrat. Au milieu du xiv^e siècle, nous relevons la somme de 9 livres que reçoit, pour l'année, un ouvrier travaillant dans l'atelier d'un chaudronnier, ou celle de 12 livres qu'offre, pour le même temps, un forgeron au travailleur qu'il embauche (72). La documentation ne permet pas

(65) Et. Bérard — n° 17, 9 Mai 1362.

(66) Et. Bérard — n° 38, Décembre 1357, 10 Février 1358 (n. st.).

(67) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427 « nutrire et alimentare ipsum vestiendo et calciandi ipsius magistri propriis sumptibus... videlicet sanum et etiam infirmum ».

(68) Et. Bérard — n° 77 f° 27 v°, 10 Août 1452 « postea restitutus sanitati servire et operari ipse A. debeat tanto tempore quo fuerit cessatum ».

(69) Et. Peretti — n° 55, 14 Novembre 1427 « decenter juxta qualitatem ejus persone » — n° 57, 30 Septembre 1439 « exceptis camisiis et femoralibus » — Et. Bérard n° 52, 9 Avril 1426.

(70) Et. Bérard — n° 72 f° 187 v°, 1^{er} février 1448 (n. st.). Il faut reconnaître que cette disposition est peu fréquente (cf. J. Billioud. op. cit.).

(71) Et. Bérard — n° 38, 3 Avril 1356 (50 sous par an chez un tailleur) — n° 17, 9 Mai 1362. Un tisserand promet « dare et solvere pro canna qualibet ut est fieri consuetum in civitate Grasse dare cuilibet textori scolari » — n° 52, 11 Avril 1425 « omnia emolumenta que proveniunt ratione laboris dicti Petri (apprenti)... sint communia inter eos et communiter dividantur ».

(72) Et. Bérard — n° 11, 21 Juin 1349 — n° 12, 22 Mai 1353. Plusieurs contrats d'embauche, dont on ignore s'il s'agit d'ouvriers ou de domestiques, mentionnent pour cette période un salaire moyen oscillant entre 10 et 12 livres pour l'année (Voir Et. Bé-

d'établir le niveau moyen des salaires à une époque déterminée, encore moins de distinguer selon les activités. En 1427, nous voyons un ouvrier tisserand s'engager chez un artisan grassois et avoir droit à la moitié des gains réalisés par son travail (73) ; un autre tisserand, en 1429, se met au service d'un confrère pendant une année et percevra un salaire de 30 florins (74). Mais cette somme élevée s'explique assurément par les aptitudes et les capacités de la personne embauchée, que le contrat qualifie d'ailleurs de « magister ». Travaillant pour un an « in arte pellicerio », en 1430, tel autre salarié ne se voit offrir que 8 florins et une veste de peau (75).

Dans les contrats d'apprentissage, la durée dépendait évidemment des difficultés plus ou moins grandes du métier. Sans doute, était-elle aussi fonction de l'âge de l'apprenti. S'il variait en moyenne entre quatorze et dix-huit ans (76), on trouvait également parmi eux de tout jeunes enfants de dix et onze ans, parfois même ne dépassant pas sept ou huit ans et qui étaient placés pour une période pouvant atteindre douze ou treize années (77). Au cours de la première moitié du xv^e siècle, la durée de l'apprentissage est fort longue. Auprès des tisserands, des cordonniers, des tailleurs, des menuisiers, les apprentis doivent demeurer au moins trois ou quatre ans et plus souvent cinq, six et huit ans (78).

rard — n° 12, 4 Mai 1353, 15 Décembre 1353, 20 Janvier 1354 (n. st.) — n° 15, 3 Juillet 1362 — n° 38, 22 Mai, 4 Décembre 1356, 10 Février, 26 Octobre, 2 Novembre, 4 Novembre 1357 (n. st.).

(73) Et. Bérard — n° 53, 1^{er} Décembre 1427. Il est prévu, en outre « duas pecias tele facere possit de quarum precio dictus magister J. nichil habere debeat ».

(74) Et. Bérard — n° 54, 24 Octobre 1429. En plus de ce salaire, il recevra douze setiers de blé et deux paires de souliers.

(75) Et. Bérard — n° 55, 23 Août 1430. Entre les années 1430 et 1440, nous constatons qu'une servante est payée 6 florins « et unius vestis panni grossi et calciamentorum necessariorum et vitus » (Et. Bérard — n° 60, 9 Décembre 1435), tandis qu'un bourgeois offre au domestique qu'il engage pour six mois à le servir, il est vrai, « tam infra presentem civitatem quam extra ubilibet et tam de die quam de nocte » une somme de 15 florins (Et. Bérard — n° 57, 21 Novembre 1432) ; deux ans plus tard, pour le même temps, il donne à un autre domestique seulement 7 florins (Et. Bérard — n° 59, 13 Novembre 1434).

(76) J. Billioud. op. cit.

(77) Et. Bérard — n° 56, 18 Janvier 1432 (n. st.) — n° 59, 9 Octobre 1434 — n° 72 f° 187, 1^{er} Février 1448 (n. st.) — n° 77 f° 27, 10 Août 1452.

(78) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427 — n° 57, 29 Décembre 1432 — Et. Peretti — n° 55, 30 Septembre 1429 — n° 57, 29 Décembre 1439 — Et. Bérard — n° 68, 27 Janvier 1444 (n. st.) — n° 70 f. 51-52, 3 Août 1445. Peut-être faut-il remarquer un allongement du temps d'apprentissage par rapport à celui en usage pendant la seconde moitié du xiv^e siècle, où l'on rencontre plus fréquemment des contrats de un et deux ans (Et. Bérard — n° 38, 3 Avril 1356, 31 Mai, 3 Décembre 1358). Cet allongement peut s'expliquer par l'extrême jeunesse des apprentis. Reconnaissons cependant que bien des contrats sont annulés avant leur terme (Et. Bérard — n° 59, 28 Mai 1434, canc. le 29 Mars 1435 — n° 64, 27 Janvier 1440 (n. st.), canc. le 3 Juillet 1440 — n° 68, 26 Octobre 1443, canc. le 10 Novembre 1444).

Au contraire, ouvriers et valets ne s'engageaient, en général, que pour un ou deux ans, et ceci tant au ^{xiv}^e siècle qu'au ^{xv}^e siècle. Certains se « louaient » seulement pour six mois et travaillaient, soit pendant six mois d'affilée, soit à mi-temps, une semaine ou une quinzaine sur deux (79). A l'opposé de ces contrats à court terme, il nous faut citer un exemple de louage de services perpétuel. On sait que cette forme d'engagement peut s'interpréter, à travers la tendance au groupement qu'elle implique, comme une recherche de stabilité dans un milieu économique rudimentaire, surtout de caractère agricole (80). C'est effectivement dans un climat rural qu'intervient la « communauté de vie » réalisée entre un tisserand originaire du Comté de Nice et deux paysans de Turrettes de Fayence chez qui il vient s'installer « ad vitam suam » (81).

Examiner les divers métiers intéressés par les contrats d'embauche ou plus spécialement d'apprentissage, c'est énumérer la plupart des activités artisanales exercées à Grasse (82). Au préalable, il faut noter que les marchands, au sens étroit du terme, ne figurent presque jamais dans ces actes. Tout au plus, voyons-nous un Grassois, le 5 mars 1443, placer son fils en apprentissage dans la boutique d'un mercier pour six ans (83). Peut-être, seule la documentation fragmentaire dont nous disposons explique-t-elle cette absence d'apprentissage dans les « grands métiers marchands » : drapier, épicier, apothicaire... (84) ? Heureusement, l'exploitation artisanale est davantage représentée.

Plusieurs contrats sont conclus avec des tisserands. Ceux-ci accueillent non seulement des enfants que les parents leur confient

(79) Et. Bérard — n° 59, 13 Novembre 1434 — n° 121, 5 Décembre 1453 « per quindenias sive vulgariter loquendo amiech ».

(80) Sur la comparaison avec la « dedicatio personalis », cf. R. Aubenas « Tendances archaïsantes et famille artificielle en pays de droit écrit au Moyen Age (Annales du Midi 1941) p. 119 et suivantes.

(81) Et. Peretti — n° 71, 26 Décembre 1439 « Notum sit quod Guillelmus Sicardi de Pugeto Tenearum habitator Turretis bona fide... se et ejus opera rustica et honesta dedit Petro et Monneto Giraudi... castri de Turretis... ad vitam suam et tantum vivet in hoc seculo cum pactis et conventionibus infrascriptis... prima quod dictus Guillelmus se debeat ut decenter juxta suum posse associare in possessionibus dictorum Petri et Monneti eisdem dare omnem lucrum quod lucrabitur de sua arte textorie. Item fuit de pacto... quod dicti Petrus et Monetus eundem magistrum Guillelmum tanto tempore quanto vivet bene et decenter nutrire induere calciare et in necessitatibus providere tam in sanitate quam infirmitate ».

(82) Evidemment, les contrats d'apprentissage ne sont pas toujours le fait de jeunes gens voulant acquérir un métier, certains sont mis au service de prêtres pour en recevoir éducation et instruction (Et. Bérard — n° 60, 29 Mars 1435 — n° 72 f° 65, 29 Juin 1447), tout comme un jeune Grassois est placé à Cipières auprès d'un curé « pro clerico fideliter et legaliter serviendum in dicto loco de Ciperlis in missis dicendis ac alias infra et extra domum ».

(83) Et. Bérard — n° 67, 5 Mars 1443 (n. st.) « serviendum in arte merssarie ».

(84) Ph. Wolff « Commerces... » op. cit, p. 435.

pendant six et huit ans pour apprendre le métier (85), mais aussi des ouvriers qui, pour un temps plus court, viennent travailler dans leurs ateliers (86).

Honoré Crespin, « textor », le même jour, embauche un apprenti de treize ans pour une durée de cinq années et s'assure la main-d'œuvre d'un tisserand grassois pendant un an (87). Un ouvrier se met au service d'Honoré Grenon pour quatre ans ; les deux dernières années, il partagera avec le maître les profits obtenus par son travail (88). Quelques contrats précisent la nature des activités et rappellent qu'il s'agit surtout de la fabrication des draps de laine (89).

Chez les tailleurs, on place indifféremment garçons et filles. Nous trouvons, au milieu du xiv^e siècle, des apprentissages conclus pour deux ou trois ans (90). Mais on peut relever aussi, en 1432, qu'un enfant de sept ans devra travailler pendant douze années « in arte sartorie » (91).

Ce sont les métiers du cuir qui, avec ceux du textile, donnent lieu au plus grand nombre d'actes. Ils sont d'abord le fait des tanneurs et cordonniers (92). Pour travailler dans son atelier de savetier et de mégissier, le « sabbaterius » Antoine Jordan engage un enfant de dix ou onze ans pour une durée de huit années (93) ;

(85) Et. Peretti — n° 55, 30 Septembre 1439 — Et. Bérard — n° 57, 29 Décembre 1432.

(86) Et. Bérard — n° 52, 11 Avril 1425 « conductio personalis pro magistro Petro Lamberti de Grassa et Petro Laydoni de Antipoli ».

(87) Et. Bérard — n° 54, 24 Octobre 1429. Parmi les diverses clauses, on stipule que le salarié « operetur in domo sive apotheca sua propria aut in apotheca ipsius magistri H. itaque in adoptione ipsius magistri existat... quod... habeat de suo proprio ad operandum unum pienche maparum et unum manuterglorum... quod habuit suas capcias et suos telenos ac navetas ac colligere unum operarium in sua apotheca si fuit necesse... » (Cancellation en date du 19 Janvier 1430 (n. st.).

(88) Et. Bérard — 30 Juin 1434, n° 59.

(89) Et. Bérard — n° 1, 24 Octobre 1308 « artem verberandi lanam » — n° 38, 24 Août 1358 « ad batendum lanam ». Des ouvriers sont qualifiés de « batedor de lana » (Et. Bérard — n° 63, 6 Octobre 1438).

(90) Et. Bérard — n° 12, 4 Décembre 1353 « stare secum per cordureria et operari in suo officio sartorie » — n° 38, Avril 1357 « docere de baysar » — 3 Avril 1356, 31 Mai 1358.

(91) Et. Bérard — n° 56, 18 Janvier 1432 (n. st.).

(92) Et. Bérard — n° 12, 4 Décembre 1353 « operari in blancarria abtando sua corea sicut docebit hinc ad tres annos » — n° 15, 29 Juin 1362 « laborare ac exercere artem sabbatarie bene et fideliter de cultello et puncta... precio pro qualibet duodena quam operabit seu curdet et sicut precio XVI denariorum » — Et. Peretti — n° 39, 30 Novembre 1382.

(93) Et. Bérard — n° 59, 9 Octobre 1434. Cet artisan embauche, aux mois de Mai et Juillet 1442, deux personnes pour travailler « in arte sabbatarie et operando in tina ac omnibus aliis ad artem sabbatarie spectantibus » (Et. Bérard — n° 67, 12 Mai et 30 Juillet 1442).

c'est un garçon du même âge que son confrère Isnard Michel prend à son service pendant cinq ans (94).

D'autres artisans ont également pour tâche de façonner les cuirs ou les peaux. Bourrelliers (95), aiguilletiers (96), pellissiers (97) embauchent eux aussi des jeunes gens comme ouvriers et apprentis.

Les métiers du cuir ou du textile ne sont pas les seuls à recourir à cette main-d'œuvre. Des contrats sont passés au profit des menuisiers ou charpentiers (98), d'un tonnelier (99), d'un orfèvre (100), d'un forgeron (101). Contentons-nous de citer, enfin, le personnel employé par les meuniers (102), fournisseurs et boulangers (103).

Précisons qu'il s'agissait surtout d'une main-d'œuvre locale. Outre les gens de Grasse, ce sont les villageois des localités à l'entour qui viennent s'engager dans la cité. On compte parmi eux des habitants de Châteauneuf, Magagnosc, Opio, Villeneuve, Saint-Paul, Vence, Antibes (104). Quelques individus sont originaires du Comté

(94) Et. Bérard — n° 74 f° 51, 25 Juillet 1449.

(95) Et. Bérard — n° 40, 7 Septembre 1364. Un Niçois vient servir « pro basterio » chez Philippe Guiramandi pour quatre ans et y apprendra le métier.

(96) Et. Bérard — n° 62, 24 Mars 1438 (n. st.) « serviendum in arte... agulhatarie ».

(97) Et. Bérard — n° 52, 9 Avril 1426 — n° 55, 23 Août 1430 — n° 59, 28 Mai 1434 — n° 72 f° 3, 29 Mars 1447 — n° 77 f° 27, 10 Août 1452.

(98) Et. Peretti — n° 62 f° 35, 4 Septembre 1433 « serviendum addicendumque et operandum in arte... lignifabrarie » (durée six ans).

Et. Bérard — n° 61, 28 Avril 1436. (Contrat d'embauche conclu pour un an moyennant salaire de 11 florins et les habituelles prestations en nature.)

— n° 68, 27 Janvier 1445 (n. st.) (six ans d'apprentissage).

(99) Et. Peretti — n° 55, 14 Novembre 1427 « in arte barrilarie » (trois ans).

(100) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427. Un habitant de Taggia (diocèse d'Albenga) place son frère durant cinq ans chez un « aurifaber » grassois. On remarque dans ce contrat la clause de vol « casu quo dictus Thielamus (apprenti) committeret aliquod furtum seu aliquam rapinam contra dictum magistrum seu ejus bona vel aliarum quarumcumque personarum que forsan haberent aurum vel argentum seu alia res vel jocalia et bona in domo ejudem magistri... quod dictus Benedictus (frère de l'apprenti) teneatur eidem magistro reddere integraliter ».

(101) Et. Bérard — n° 68, 26 Octobre 1443.

(102) Et. Bérard — n° 40, 28 Juillet 1364 « morari in molandino... pro molanderio et eum custodire et facere bene et fideliter negocia dicti molandini nocte et die (pendant un an avec un salaire de 10 livres et la fourniture d'une paire de chausses et des souliers) ».

(103) Et. Bérard — n° 12, 27 Mai 1353 — n° 23, 20 Avril 1377 — Et. Peretti — n° 38, 10 Décembre 1381 « servire furno... sito in civitate predicta... vocato vulgariter lo forn damoyon ut clumbanator » — n° 47, 8 Décembre 1442.

Et. Bérard — n° 64, 15 Mai 1439 « in arte pasticerii et fornerii (durant un an)... pensione sive salario florenorum VI ac unius tunice panni grossi ac duarum camisiarum cum femoralibus unius paris caligarum et sotularium sibi necessartorum... atque nutrimento ».

— n° 117, 9 Mai 1446 « in arte pistorarie » pendant deux ans, nourri et vêtu, avec au terme du contrat le paiement de 8 florins.

(104) Pour le milieu du xiv^e siècle, voir notamment : Et. Bérard — n° 12, 21 Novembre 1353 — n° 15, 25 Juin 1362 — n° 16, 1^{er} et 12 Juillet 1362 — n° 17, 9 Mai 1362 — n° 38, 10 Décembre 1357. Autre exemple, ce villageois de Mougins qui, en 1445, met

de Nice (105). Dans la première moitié du xv^e siècle, se manifeste, là aussi, l'apport ligurien. Nombreux sont les jeunes gens de cette région que les parents placent auprès des artisans grasseois (106).

ses deux enfants au service d'un tailleur et d'un cordonnier de Grasse pendant six ans (Et. Bérard. — n° 70 f° 51-52, 3 Août 1445). Mentionnons, toutefois, les contrats d'embauche chez un tisserand de « Mitrius Benedicti loci de Verderia diocesis Aquensis » (Et. Bérard — n° 68, 25 Octobre 1443) et d'Antoine Carbonel « loci de Sancto Mitrio archiepiscopatus Arelatensis auprès d'un « fustier » (Et. Bérard — n° 68, 27 Janvier 1445 (n. st.).

(105) Et. Bérard — n° 23, 9 Janvier 1378 (n. st.) — n° 32, 6 Janvier 1397 (n. st.) (Peille) — n° 39, 21 Octobre 1359 — n° 40, 19 Octobre 1364 — n° 59, 28 Mai 1434 (Nice). Et. Peretti — n° 57, 29 Décembre 1439 (Sospel).

(106) Et. Bérard — n° 104, 21 Novembre 1427 — n° 55, 23 Août 1430 — n° 56, 18 Janvier 1432 — n° 61, 28 Avril 1436 — n° 64, 15 Mai 1439 — n° 64, 27 Janvier 1440 (n. st.) — n° 65, 4 Août 1440 — n° 67, 30 Juillet 1442 — n° 77, f° 27, 10 Août 1452.

TITRE II

LE CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

LES PRETS

A maintes reprises, nous avons insisté sur la part faite au crédit dans les actes notariés. Outre les nombreuses ventes consenties avec des délais de paiement — et dont on connaît l'intérêt pour l'étude des objets du commerce —, chaque registre renferme une multitude de prêts. Créanciers et débiteurs, même pour des sommes modestes, prennent soin de se rendre chez un notaire et font dresser une reconnaissance de dette. Il arrive cependant qu'il en soit autrement : le prêt est alors conclu de façon verbale, parfois en l'absence de témoins, sous la seule garantie d'une bonne foi réciproque. Convenons que ces actes, supposant une bien grande confiance entre les contractants, devaient être, somme toute, exceptionnels (1).

La pratique provençale a repris à son compte la distinction du droit romain entre le prêt de consommation et le prêt à usage. Selon la nature, consomptible ou non, du bien prêté, elle qualifie le contrat de « *mutuum* » ou de « *commodat* ». Peut-être les notaires grasseois ne perçoivent-ils pas toujours avec précision ce qui différencie ces deux types de prêts et ne faut-il pas nous étonner si l'un d'eux, le notaire Jean Grenon, préfère en rappeler les critères par quelques exemples en marge d'un feuillet (2). Mentionnons, à côté

(1) Ainsi, dans un acte du 13 Mars 1447 (Et. Bérard — n° 117), il est fait allusion à un prêt de ce genre « *quod cum Urbanus Andree barberius civitatis Grasse hils diebus preteritis mutuo habuerit... a dicreto viro Guillelmo Augeril juniore... sub proba et bona fide et absque scriptura et testium presentia aliquali...* »

(2) Et. Peretti —^o 99, 1440-1462. 1^{er} feuillet « *Diferencia est inter mutuo et comodo quia mutuo (sic) stat in rebus que consumuntur utendo et fruendo illis ut in blado, vino, oleo, auro et argento pecuniato sed comodo (sic) stat in rebus que restitui debent et non alie ut in equo, asino, bove, libro et in similibus* ».

du prêt à usage, le contrat de dépôt. Le dépositaire s'engage à garder gratuitement l'objet confié par le déposant et à le lui restituer, en principe, à sa première demande, mais il se peut qu'une échéance soit fixée. Ces actes portent généralement les noms de « dépôt et commande », « *causa depositi et comande* », y mêlant ainsi le terme de « *commendatio* » que les textes romains réservaient au dépôt irrégulier (3). Les biens remis en dépôt sont variés : un livre (4), un meuble, un lit par exemple (5), mais aussi une somme d'argent ou une quantité de froment. L'apothicaire Guillaume Augier reconnaît avoir reçu d'un chanoine, 25 florins qu'il restituera à la demande du déposant, en fait, trois ans plus tard (6). Un habitant de Thorenc promet de rendre au mois d'août suivant les deux setiers d'« *annone* » détenus à titre de dépôt (7).

La forme de prêt la plus répandue, et de loin, dans les registres notariaux, est assurément celle du « *mutuum* », le prêt de consommation. Théoriquement gratuit, il est censé être consenti « *in amore* ». Son objet est presque toujours de l'argent, parfois du froment. Le prêteur confie une somme à un tiers, celui-ci s'engage à lui en rembourser le montant à une certaine date, presque toujours en argent comptant (8) ; mais il se peut aussi que la restitution soit prévue en nature (9). On retrouve dans toutes les reconnaissances de dettes les mêmes clauses de style. Après avoir confessé la somme reçue, — « *absque spe numerationis future* » précisent quelques contrats —, l'emprunteur renonce au moyen de défense que présentait pour lui l'« *exceptio non numerate pecunie* », exception qui lui permettait de contester le montant de la dette (10). Il promet

(3) Et. Bérard — n° 22, 3 Juin 1376 — n° 110 f° 32, 30 Mars 1445 « *in comandam ac titulo comande* », cf. J. Macqueron « Précis des obligations en droit romain » (Aix 1958) p. 84.

(4) Et. Bérard — n° 1, 9 Octobre 1308, n° 19, 16 Juillet 1367 — n° 22, 2 Juin 1376.

(5) Et. Bérard — n° 69, 1^{er} Avril 1444.

(6) Et. Bérard — n° 55, 19 Juin 1430. Cancellé le 25 Février 1433 (n. st.).

(7) Et. Bérard — n° 22, 4 Juin 1376 « *duo sestaria annone receptabile ad mensuram Grasse danda et solvenda ac restituenda suo juramento prestito... hinc per totum futurum mensum augusti* ».

(8) Et. Bérard — n° 1, 26 Mai 1307 « *in pecunia numerata et non in rebus extimatis in proximo venturo festo Sancti Johannis Batiste* ».

(9) Et. Bérard — n° 15, 8 Juillet 1362. Prêt de 20 sous remboursables « *in caseis* ».

(10) Et. Bérard — n° 1, 26 Mai 1307 « *renuncians exceptioni dicte pecunie non habite et non recepte et ei non numerate...* » Suivent les renonciations aux exceptions et délais de procédure (Et. Bérard — n° 19 — 5 Juillet 1367 « *renuncians... dilationi XX dierum et IIII mensium forique privilegio petitioni libelli et translatui hujus instrumenti sive note omnibusque feriis et omni alio juri...* »). Clauses de soumissions à différentes juridictions, d'otages, de constitutions de procureurs (ceux-ci ont pour mission de reconnaître la dette au nom du débiteur, « cet aveu ayant comme conséquence de permettre l'exécution sans jugement préalable, en vertu de la règle « *confessus in jure pro judicato habetur* », R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... »

en outre d'acquitter les frais supportés par le créancier pour recouvrer sa créance et les dommages-intérêts moratoires : ce sont, apparemment, les seuls intérêts auxquels les contrats de prêts font allusion (11).

Effectivement, le « mutuum », à en croire les actes de la pratique provençale des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, est toujours un contrat de bienfaisance réalisé entre amis ; il a conservé le caractère de gratuité qu'il avait dans le très ancien droit romain, avant l'adjonction des stipulations d'intérêt. Solution surprenante si l'on songe que les documents provençaux aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles n'ignoraient pas les conventions d'intérêt ; dès le ^{xi}^e siècle même, il était fait mention dans un acte du cartulaire de Lérins de l'« usura » (12). Les nécessités du commerce et le besoin d'argent liquide qu'elles supposent, avaient, semble-t-il, eu raison de la conception romaine du « mutuum », prêt amical, et surtout, de la prohibition de l'usure par l'Eglise. Ni les interventions de plusieurs papes à la fin du ^{xii}^e siècle et au début du ^{xiii}^e siècle, ni les sanctions rigoureuses qu'ils édictent contre ceux qui tournent ou enfreignent l'interdiction, ne mettent un terme aux opérations usuraires des prêteurs : jusqu'à la fin du ^{xiii}^e siècle, les actes de la pratique ne dissimulent jamais l'intérêt dans les contrats de prêts et les textes législatifs ; bien mieux, ils le réglementent : ainsi, les Statuts de Marseille (13). La situation sera toute différente au début du ^{xiv}^e siècle ; désormais, le terme d'« usura » est catégoriquement pros crit de la langue juridique, le « mutuum » est redevenu gratuit. Sans doute, faut-il en rechercher, pour une très large part, les causes dans le durcisse-

op. cit. Tome VII « Créanciers et Débiteurs... » p. 108) sont également très fréquentes. Voir, par exemple, Et. Bérard — n° 34, 18 Décembre 1391 « *submiterunt propterea dicti J^o et G. et uterque ipsorum in solidum realiter et personaliter viribus et cohercionibus Curie Camere Nostri Pape ejus auditoris et vice auditoris, Curie Camere Rationis Aquensis et carceri ejusdem et sub viribus Statuti novi Marsilie loquentis de pravis debitoribus infra reginalem carcerem introducendis incarcerationis et generaliter omnium et singularum curiarum... et de pacto quod de una curia ad alteram trahi incarcerationi mutari ac molestari possint... dicti J^o et G.... fecerunt constituerunt et solempniter ordinauerunt eorum procuratores veros et legitimos actores factores et speciales magistrum Stephanum de Nicla notarium de Grassa, magistrum Jordanum Jordani... »*

(11) Et. Bérard — n° 14, 26 Mai 1349 « *cum omnibus expensis dampnis et interesse quas et que dictus creditor seu alius ejus nomine asseret se fecisse aut sustinuisse petendo dictum debitum in totum vel in parte termino predicto jam elapso tam in judicium quam extra judicium et eidem dictus Monnetus credere promisit solo ejus simpliciter verbo et sine sacramento aliquo ac probatione aliqua... »*

(12) M. L. Carlin. op. cit. p. 226, note 3.

(13) M. L. Carlin. op. cit. p. 226 et suivantes. L'auteur oppose l'attitude bienveillante de la Provence à l'égard de l'usure, avec la sévère répression à laquelle se livre l'Eglise dans la région toulousaine, lors de la croisade des Albigeois. Dès le début du ^{xiii}^e siècle (1213), le prêt à intérêt y a disparu (cf. M. Castaing-Sicard « Les contrats dans le très ancien droit toulousain » (Toulouse. 1959) p. 263).

ment de l'action menée par l'Eglise (14). Pourtant, les circonstances qui ont accompagné cette rigueur nouvelle des autorités ecclésiastiques, en Provence notamment, conservent bien des points d'ombre et l'on perçoit mal comment s'est produit un si brutal changement (15). Le silence des contrats n'implique évidemment pas un bouleversement soudain des mentalités médiévales, tout à coup incitées à un sentiment d'altruisme généralisé. Si des prêteurs ont pu effectivement continuer à conclure des contrats généreux, « in amore », on ne saurait croire à un véritable sentiment collectif (16) : le désir de tirer profit de leurs placements, n'a jamais laissé les bailleurs de fonds insensibles. Or, à la lecture des actes, il apparaît que les Juifs eux-mêmes, auxquels on tolérât un certain intérêt, ont alors renoncé à l'exiger : à leur tour, ils concluent uniquement des prêts « amicaux ».

On doit, toutefois, faire exception pour un registre de l'année 1377, où, à plusieurs reprises, des actes font allusion à l'intérêt. Dans ces contrats qui interviennent immédiatement à la suite de prêts consentis « *causa mutui et amoris* » par des Juifs, les emprunteurs reconnaissent avoir reçu, de leurs créanciers israélites, une « *integra satisfactio de omnibus usuris* », ceci pour les intérêts dont ils se sont acquittés dans le passé (17). Il n'y a là qu'une précaution supplémentaire des prêteurs afin d'échapper à l'accusation d'usure et d'éviter les éventuelles poursuites devant l'officiel : car il arrive qu'un débiteur, en difficulté et de mauvaise foi, allègue le caractère

(14) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... », Tome VI « Autour de deux passions... » p. 131 et suivantes.

(15) A titre de comparaison, sur un exemple de rigidité soudaine de l'autorité religieuse envers le prêt à intérêt, cf. J. Heers « Gênes au xv^e siècle... » op. cit. p. 256-257, qui relève pour le milieu du xv^e siècle (1467), une réelle « crise de vertu » dans cette cité.

(16) Constatation et réserves identiques dans Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 362.

(17) Et. Bérard — n° 23, 30 Mars 1377. Prêt de 16 sous conclu entre le juif Jassonus et Guillaume Ferragut de Villeneuve, avec pour terme, la Pentecôte. Ce même jour, en présence des témoins de l'acte précédent : « in loco predicto confessus fuit Guillelmus Ferraguti filius Gaufridi F. condam de Villanova Jassono judeo filio Rabini judei Grasse... se habuisse et recepisse ab ipso judeo juxta ordinationem Domini Nostri condam Summi Pontificis integram satisfactionem de omnibus usuris habitis per dictum judem a dicto Guillelmo a tempore trasacto usque ad hanc presentem diem. Et de ipsis omnibus necnon et de omnibus solutionibus eidem judeo per dictum Guillelmum factis usque ad hanc presentem diem, dictus Guillelmus eundem judeum... et ejus bona presentia et futura acquitiavit liberavit penitus et absolvit... renunciens juri pariter et cautele dicens et asserens dictus Guillelmus quod omnia instrumenta et mandamenta in quibus dictus G. eidem judeo est obligatus usque ad hanc presentem diem sunt bona et vera et contenta in eisdem eidem judeo debetur ut ipse G. asserit de vero sorte et capitale » : ou encore, dans ce registre, les actes en date des 3, 5 et 8 Avril 1377.

usuraires de la dette pour se soustraire au remboursement (18). Ajoutons que dans le corps du texte, pour justifier cette restitution des intérêts, les actes rappellent la décision d'un précédent pontife. S'agit-il du pape Urbain V qui, en 1363, dès le début de son pontificat — celui-ci prendra fin en 1370 — confie à l'official d'Avignon « la mission d'informer contre les usuriers », en même temps que se multiplient les procédures des officiaux de Marseille et d'Aix (19) ? Ou, faut-il voir un souvenir de l'action énergique menée par le pape Clément V au commencement du xiv^e siècle pour réprimer l'usure ? On sait que ce pontife, lors du Concile de Vienne, demanda aux souverains chrétiens d'interdire le prêt à intérêt dans leurs pays ; pour la Provence, une conséquence de cette politique sera, en 1317, la modification des Statuts de Marseille qui condamnent alors, formellement, tout intérêt (20).

Aussi sévères que furent les textes et les sanctions, ils n'empêchèrent pas l'usure d'exister, et, sans doute, devint-elle encore plus dangereuse du seul fait de sa clandestinité (21). Pour éviter d'enfreindre trop ouvertement la prohibition, les prêteurs grasseois, sûrement aidés en cela par les notaires, disposaient de divers moyens de dissimulation (22). Le plus simple consiste à porter dans la reconnaissance de dette une somme supérieure à celle réellement prêtée. Ce procédé commode a, en outre, l'avantage de déjouer aisément les risques de preuve de la part des débiteurs ; aussi, a-t-il connu, de tout temps, la faveur des usuriers, et ceci, pas seulement en Provence (23). L'inclusion des intérêts au capital explique, peut-être, la rareté des comptes « ronds » dans les contrats de prêts rencontrés (24) ; plus tard, les Parlements viendront sanctionner ces pra-

(18) Exemple dans R. Aubenas « Recueil de lettres des Officialités de Marseille et d'Aix » (Paris. 1937-38) op. cit. T. I. n° 4.

(19) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » op. cit. T. V. « Contrats et Obligations... » p. 109.

(20) Cité dans R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » T. VI « Autour de deux passions... » p. 132. Statuts de Marseille, Chapitre 60 « cum, in detestationem usurie pravitas, summus Pontifex Clemens in Concilio Viennensi statuerit... ».

(21) R. Aubenas. *ibidem*. p. 135.

(22) Nous négligeons volontairement de traiter ici du moyen quasiment officiel pour tourner l'interdiction du prêt à intérêt, la constitution d'une rente, qui à lui seul mériterait une étude particulière (nous avons, toutefois, signalé ce contrat à propos des baux à acapt. cf. supra). De plus, pour les possibilités de dissimulation qu'offrent les sociétés « ad medium lucrum », nous renvoyons à ce chapitre. cf. infra.

(23) Cf. Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 363. J. Heers « Gênes... » op. cit. p. 259. Pour Grasse au xvii^e siècle, P. A. Sigalas. op. cit. p. 102, relève cette pratique dans un registre de comptes de la ville.

(24) Voir Et. Bérard — n° 23. 1377. Quand le contrat est conclu au profit d'un paysan, il est fréquent que le prêt comprenne, apparemment, une somme d'argent et une quantité de denrées, froment ou vin. Un habitant de Caussols (Et. Bérard — n° 23, 30 Mars 1377) reconnaît avoir reçu 48 sous et une émine de blé. Un berger de Tende,

tiques avec la Jurisprudence des « chiffres ronds » (25). Non moins suspects sont les opérations où l'on voit créancier et débiteur conclure un nouveau contrat qui vient s'ajouter à des prêts plus anciens et où il est stipulé qu'une fois ce dernier prêt remboursé, l'on canceliera une reconnaissance de dette antérieure et d'un montant naturellement moins élevé (26).

Dans quelques contrats figurait, enfin, une formule qui n'est pas sans provoquer quelque suspicion sur la réalité qu'elle recouvre : le débiteur, dans la reconnaissance de dette, promet de restituer la somme prêtée, mais aussi, de payer le prix de l'acte « cum precio hujus instrumenti » (27). L'indication est fort imprécise et l'on peut s'étonner que le notaire, outre qu'il réserve cette clause aux seuls contrats de prêts, ne mentionne nulle part le coût de sa rédaction. Assurément, toute une série de possibilités se présentait aux prêteurs de Grasse pour camoufler les intérêts qu'ils voulaient exiger de leurs débiteurs, et celles qu'il nous est permis de soupçonner ne sauraient être les seules. Ces dissimulations, en tout cas, reconnaissons-le, ont atteint le but souhaité, car la lecture des actes ne livre pas, aujourd'hui encore, le prix réel du « loyer de l'argent » (28).

A défaut de remboursement à l'échéance — situation fréquente à en juger les actes de cancellation — les créanciers percevaient évidemment les dommages-intérêts moratoires, au paiement desquels le

débiteur d'un Juif, avoue lui devoir 16 florins, tandis que le notaire ajoute dans la marge « unum rupum caseorum et unum mutonem novellar » (Et. Bérard — n° 75 f° 5, 6 Avril 1450).

(25) P. A. Sigalas. *ibidem*. p. 102-103. Les parties s'efforceront alors d'échapper à leur contrôle en inscrivant l'obligation pour une somme « ronde » (un prêt de 941 livres sera compté pour 1000 dans un registre).

(26) Ainsi, un emprunteur reconnaît devoir 100 sous à son créancier, mais dès lors que cette somme aura été remboursée, les parties conviennent de canceler une précédente dette de 60 sous (Et. Bérard — n° 23, 8 Avril 1377) ; autre exemple, à la date du 5 Avril 1377 (Et. Bérard — n° 23) « Item fuit de pacto expresso et habito... quod solutis dictis XIII florenis auri et dicta V sestaria dicte annone quod omnia instrumenta et mandamenta in quibus prenominati simul vel separatim eidem judeo vel ejus uxori vel alteri ejus nomine reperirentur... sunt cassa et vana ».

(27) Et. Bérard — n° 16, 3 Juin 1362. Prêt de 4 livres et 4 sous à un habitant de Séranon, que celui-ci « juravit dare et solvere cum precio hujus instrumenti Grasse in proximo venturo festo... ». O. Masson-Bessière. *op. cit.* p. 150, relève également dans les actes de Brignoles, une clause stipulant que le remboursement sera effectué avec le prix de l'acte et le salaire du procureur. Cf. aussi Ph. Wolff « Commerces... » *op. cit.* p. 362, pour le Toulousain, le débiteur y est tenu, là encore, de restituer la somme « avec le salaire de cet acte public, les revenus des sceaux, les gages et salaires des notaires, sergents, commissaires et exécuteurs ».

(28) Signalons une mention d'intérêts dans un acte du 28 Novembre 1439 (Et. Peretti — n° 57) où le notaire Elzéar Corme reconnaît devoir à l'Hôpital des Pauvres de Sainte-Marguerite, une somme de 35 florins « tam pro capitali debiti cujusdam florenorum XXV quam interesse » (mais nous ignorons la durée du prêt et s'il ne s'agit pas d'intérêts moratoires).

débiteur s'était engagé, nous l'avons dit, par une clause usuelle du « mutuum ». Les retards à s'acquitter que semblent volontiers tolérer certains prêteurs, les Juifs en particulier, traduisent davantage le souci du lucre que la bienveillance.

Pour limiter le risque d'une éventuelle perte, le créancier, craignant que son emprunteur ne satisfasse pas à ses engagements, exige souvent des garanties, réelles ou personnelles ; c'est notamment le cas lorsque la dette est importante, ou la solvabilité du débiteur peu sûre. Il est fréquent que diverses clauses de l'acte de prêt énumèrent ces sûretés, en même temps qu'elles envisagent les conditions du remboursement. En premier, le caractère notarié du contrat emportait automatiquement une hypothèque générale sur tous les biens du débiteur, c'était l'« obligatio bonorum », dont on sait qu'elle n'offrait ni droit de suite, ni droit de préférence (29). Aussi, les créanciers, pour y suppléer, exigent-ils souvent une hypothèque spéciale sur un immeuble déterminé. Elle porte généralement sur une pièce de terre (30), parfois avec sa récolte (31), ou encore sur une maison (32) ; on voit également Noble Bertrand d'Ampus, pour une somme de 105 florins, « obliger et hypothéquer » la moitié des revenus qu'il perçoit dans la cité de Nice (33). Dans certains contrats du xiv^e siècle, cette sûreté réelle continue à être désignée par le terme de « teneso » (34). Sous la dénomination de « teneso » se rencontrent aussi des constitutions de gages portant sur des objets mobiliers. Gage sans dépossession, lorsqu'un pêcheur de Cannes, pour un prêt de 12 livres que lui ont consenti deux Grassois, donne « in tenesone » la moitié d'une barque, dont il partage la propriété avec un autre pêcheur cannois (35). En fait, le plus souvent, il y a remise du gage au créancier : un habitant de Saint-Paul confiera à un Juif

(29) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » Tome VII « Créanciers et débiteurs », p. 66.

(30) Et. Bérard — n° 40, 7 Janvier 1365 (n. st.) « specialiter et expresse ypothecavit et obligavit quamdam vineam » — n° 61, 11 Avril 1436.

(31) Et. Bérard — n° 63, 16 Février 1439 (n. st.).

(32) Et. Bérard — n° 1, 26 Mai 1307 « et specialiter obligavit... quoddam suum opscium situm in castro de Auribello... quod non posset vendiri nec alienari donec de dictis XX soludis sit eidem domine plenarie satisfactum » — n° 65, 17 Juin 1440.

(33) Et. Bérard — n° 20, 6 Juin 1369 « obligavit... omnia bona suo propria presentia et futura et specialiter et expresse obligavit et ypothecavit... medietatem omnium et singulorum fructuum et reddituum quos et que ipse nobilis Bertrandus recipit et recipere consuevit in civitate Nicie quos et que dare vendere impignorare vel aliter in aliquem transferre non possit nisi dicti centum et quinque floreni... fuissent... integre persoluti... ».

(34) Et. Bérard — n° 12, 12 Décembre 1353 « dat in tenesone... medietatem sue vinee ».

(35) Et. Bérard — n° 12, 21 Novembre 1353 « specialiter obligat et dat in tenesone medietatem cujusdam barque quam dictus Stephanus Romani asseret se habere pro indiviso cum Bertono Brunengi... et est de pacto... quod lapso termino (les créanciers)... possint vendere dictam medietatem dicte barque et facere sicut verus dominus rei sue non alibi dictam medietatem barque venditam seu in pignoratam... »

de Grasse, en garantie d'un prêt, une créance personnelle sur un tiers (36). Dans la première moitié du xv^e siècle, la dation d'un gage mobilier a été une forme de garantie habituellement pratiquée par les emprunteurs grassois. Les notaires précisent que l'objet, qualifié par eux de « pignus », est donné à titre de « gage conventionnel » (37). A la conclusion du contrat de « mutuum », il est remis au prêteur ; ce dernier le gardera, en principe, jusqu'au complet remboursement de la somme prêtée (38) ; mais il peut être stipulé que la restitution aura lieu avant, une fois la dette payée en partie, par exemple à moitié (39). Toutes sortes d'objets sont donnés en gage, mais les vêtements, les pièces d'argenterie, les bijoux sont parmi les plus utilisés. Pour une dette ne dépassant pas une dizaine de florins, certains emprunteurs sont contraints de fournir un ou plusieurs vêtements en beau drap des Flandres : l'un apporte une tunique de femme, en drap rouge de Courtrai, pour obtenir du Juif Mosset Jassiel un prêt de 6 florins et demi (40) ; un autre, pour une avance de 2 florins et demi, remet également une veste de femme, cette fois en tissu rouge de Werwicq (41) ; quant à Mossonus Jassiel, en contre-partie de 6 florins et 3 gros qu'il confie à Féraud Pons, il reçoit une tunique de drap vert doublée de blanc et une ceinture d'argent (42).

Les Juifs, nous le constatons à travers ces quelques exemples, apprécient particulièrement ce genre de sûreté, surtout quand ils contractent avec des personnes étrangères à la cité. D'une valeur, en général, bien supérieure à la dette qu'ils garantissent, ces gages tiendront facilement lieu de paiement si, à l'échéance, le débiteur ne peut s'acquitter. Pour les prêts d'une certaine importance, en moyenne de 10 à 20 florins, les créanciers acceptent volontiers des objets d'argenterie ; il s'agit souvent d'une tasse d'argent : cet objet, dans les maisons modestes, représente l'un des ustensiles les plus précieux — peut-être le seul —, et fait aisément figure de « moyen de crédit », en Provence et dans d'autres régions (43). Son poids est parfois indiqué, en onces (44). Des emprunteurs remettent

(36) Et. Bérard — n° 16, 3 Juin 1362 « pro tenesone quoddam instrumentum ».

(37) Et. Bérard — n° 73 f° 39, 26 Mai 1448 « pro pignore conventionali ».

(38) Et. Bérard — n° 42, 21 Novembre 1386.

(39) Et. Bérard — n° 56, 8 Juin 1431 — n° 73 f° 138, 8 Mars 1449 (n. st.).

(40) Et. Peretti — n° 57, 8 Février 1440 (n. st.) « quamdam tunicam mulieris panni coloris rubeys de Cotrays quam eidem restituere promisit ad primam suam requisitionem ipso Mosseto prius de dicto debito exsoluto ».

(41) Et. Bérard — n° 74 f° 18, 28 Avril 1449 « unam jaquetam panni rubei de Ver-vino dorsi mulieris exhibitam michi notario et testibus ».

(42) Et. Bérard — n° 73 f° 39, 26 Mai 1448 « unam zonam argenti cum testuco cirici rubei et unam tunicam panni viridis foderatam de albo ».

(43) Cf. pour le Béarn. P. Luc. op. cit. p. 112.

(44) Et. Bérard — n° 73 f° 66, 25 Août 1448 « unam taccam argenti ponderia XI unciarum ».

aussi des armes ou les éléments d'une armure, cuirasse et casque (45).

Dans quelques contrats, le nombre d'objets donnés en gage laisse supposer l'exigence avide de certains prêteurs face à ceux qui viennent solliciter des facilités de numéraire ; on peut imaginer les rudes discussions qui ont dû accompagner ces transactions, tandis que chaque partie s'efforçait de débattre avec acharnement le coût du crédit. Juifs et chrétiens savent, à l'occasion, se montrer des créanciers également rigoureux. Si, pour une somme de 13 florins et 4 gros que lui a avancée, du mois de mai à la Saint-Michel, Mossonus Jassiel, une dame de Grasse est obligée de confier à ce dernier plusieurs pièces de sa garde-robe (46), un pellissier de la cité doit laisser, entre autres, tout un ensemble de vaisselle d'étain, chez la personne d'Antibes qui lui a prêté 10 florins (46).

Les actes de la pratique provençale reconnaissent, depuis longtemps, la possibilité pour les débiteurs de faire intervenir des cautions afin de garantir l'exécution d'un contrat ; connus d'abord sous le nom de « firmatores », ces garants ont pris, à la fin du XII^e siècle, selon la terminologie romaine, le titre de « fidejussores » qu'ils conserveront aux XIV^e et XV^e siècles (48). A cette époque, les sûretés personnelles continuent à être largement utilisées et les créanciers provençaux reçoivent fréquemment l'engagement d'une caution à côté de celui du débiteur principal ; il peut même venir s'ajouter à une sûreté réelle (49). Dans les documents notariés grassois, l'intervention du « fidejussor » se rencontre dans différents contrats, qu'il s'agisse d'une constitution de dot ou d'un contrat d'apprentissage, mais, en fait, elle est par excellence le complément d'un prêt.

La caution s'engage généralement, dans la reconnaissance de dette, en même temps que le débiteur principal, à moins que celui-ci, à défaut de présenter le garant à la conclusion du prêt, ne promette

(45) Et. Peretti — n° 57, 20 Février 1440 (n. st.) « unam curasiam nigram cohoper-tam de tela alba que clauditur a parte retro. Item unum bassinetum cum camalho et careta » — Et. Bérard — n° 56, 8 Juin 1431 — n° 73 f° 138., 8 Mars 1449 (n. st.) « quamdam balistam ac unum senchum et unam cassetam ab eisdem pro pignore captas ».

(46) Et. Bérard — n° 75 f° 29, 29 Mai 1450 « unam chopam panni rubei cujus manite sunt foderate de cirico viridi. item unam jaquetam panni albi cum tribus botonis argenti. item unum riondonum panni rubei. item unam zonam argenti cum testuco cirici viridi que omnia sunt dedicata persona dicte Augerie ».

(47) Et. Bérard — n° 80, 3 Mai 1455 « quamdam grisellam perlarum septem tirarum sive linerarum, unum potum stagni et alium, unam aygaderiam stagni, unum platum stagni, duas stagnatas rotundas sive platas, duas alias stagnatas cum aurelhetis et tria grasaleta stagni ».

(48) M. L. Carlin. op. cit. p. 260 et suivantes. R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » op. cit. Tome VII « Créanciers et débiteurs... » p. 22-29 et 58-62.

(49) Et. Bérard — n° 40, 7 Janvier 1365 (n. st.).

de fournir un « fidejussor ydoneus » dans un court délai (50). Il arrive que plusieurs cautions, deux ou trois, s'obligent à garantir une seule dette (51). L'engagement du fidéjusseur est aussi étendu que celui du débiteur principal, il se constitue d'ailleurs, lui aussi, « principalis debitor et pagator », et au même titre, sur son patrimoine, il répondra solidairement de la dette ; à cet effet, il engage tous ses biens (52).

La caution se soumet aux diverses juridictions, à leurs prisons ; elle accepte de jouer le rôle d'otage (53). Les conditions dans lesquelles elle s'oblige, sont en principe identiques à celles du débiteur principal. Des clauses de style s'empressent de la faire renoncer aux « bénéfices » que la législation justinienne avait reconnus à son profit et que la renaissance du droit romain avait remis à l'honneur (54) : bénéfice de division et bénéfice de discussion sont systématiquement écartés par les renonciations à l'« Epistola Divi Adriani » et à la « Nova Constitutio » (55). Pour atténuer la situation rigoureuse qui découle de ces dispositions, certains fidéjusseurs, en guise de tempérament à l'application des clauses précitées, font préciser dans le contrat de prêt, que le créancier devra d'abord agir avec diligence contre le débiteur principal (56). Enfin, l'emprunteur, soit dans la reconnaissance de dette, soit dans un acte séparé, promet à la caution de la tenir indemne du préjudice qui risque de lui être causé

(50) Et. Bérard — n° 23, 17 Avril 1377 « Item promisit dare... ydoneum fidejussorem hinc ad XV dies proxime venturos ».

(51) Et. Bérard — n° 16, 8 Juin 1362.

(52) Et. Bérard — n° 11, 19 Juin 1349 « cum Bertranda uxor Hugonis Pagani cum voluntate jussu et consensu ac etiam auctoritate dicti mariti sui... sit obligata Samuello judeo... in IX florentis auri... ex causa puri mutui et amore... Ecce quod dictus Hugo Pagani precibus et mandatis dicte Bertrande uxoris sue penes dictum judeum presentem et recipientem ac postulatam se constituit fidejussorem ac principalem debitorem et pagatorem... sub ypotheca et obligatione omnium bonorum ».

(53) Et. Bérard — n° 16, 27 Mai 1362 « in super precibus et mandatis dicti Johannis magister Petrus Fabre notarius... se inde constituit fidejussorem et principalem pagatorem in omnem causam penes dictum judeum presentem et in stipulantem. Ita ex pacto priusquam principalis possit in solidum conveniri et ad solvendum cogi et inde obligavit omnia bona sua presentia et futura... obligans se propterea viribus et coercionibus Camere Rationum Aquensis realiter et personaliter et omnibus curiis Provincie et carceribus earumdem et hostagiam tenere ubi malluerit... »

(54) M. L. Carlin. op. cit. p. 267.

(55) Et. Bérard — n° 23, 30 Mars 1377 « renuncians juri de fidejussoribus et legi de principali et nove constitutioni de duobus reys debendi et epistole divi Adriani et omni juri... ». On retrouve toujours cette renonciation au bénéfice de division, même si un seul fidéjusseur s'est engagé.

(56) Et. Bérard — n° 79, 23 Avril 1454 « fuit de pacto quod dictus Petrus Jordani fidejussor ad solvendum jamdictum debitum nullo modo possit seu valeat cogi compelli seu actari nisi prius facta debita diligentia in exactione ipsius debiti contra dictum Anthonium R. principalem debitorem et ejus bona ».

par son engagement (57), « seul élément, souligne M. Ph. Wolff, qui nous permette de constater que la dette n'est pas vraiment la leur » (58).

Le recours aux sûretés personnelles est très répandu dans les contrats de « mutuum » des registres grassois, plus, peut-être, que ne le sont les sûretés réelles, surtout dans la seconde moitié du xiv^e siècle. Faut-il en rechercher la raison dans la possibilité, pour un modeste débiteur, de trouver plus facilement une caution que de fournir un gage ou constituer une hypothèque ? Ce n'est pas exclu. En tout cas, l'importance des cautions dans les opérations juridiques est assurément démonstrative des liens qui unissent les gens d'une cité, ou d'un village, surtout au sein d'une même classe sociale. Car, si le fidéjusseur est parfois un parent du débiteur principal — le mari peut garantir les dettes de sa femme ou inversement — (59), il s'agit souvent d'un tiers, ami ou relation ; les contrats, hélas, ne renseignent pas sur la nature des sentiments qu'ils se témoignent. Citons, aux seules fins d'exemple, l'engagement du marchand Pierre Jordan, comme caution de la dette contractée par le bourgeois Antoine Raynard, auquel le notaire attribue le qualificatif de « discretus vir » (60). Lorsque l'emprunteur est originaire d'un village voisin, il proposera en qualité de fidéjusseur, un autre habitant du lieu, c'est là un service amical que l'on se rend volontiers, de façon réciproque, parfois dans la même journée. Venant emprunter une somme de 4 florins auprès d'un juif de Grasse, Jean Fabre de Séranon lui offre, à titre de garantie, une caution, celle du notaire Pierre Fabre, qui instrumente dans ce village ; peu après, le notaire recevant, à son tour, un prêt de 8 florins, les rôles seront alors inversés (61).

C'est à l'échéance de la dette, au moment d'en exiger le remboursement, que cet ensemble de garanties, réelles ou personnelles, offre au créancier les moyens de contraindre son débiteur et d'en obtenir paiement. Il n'était pas impossible, d'ailleurs, que le créancier ait, entre temps, renoncé à certaines sûretés. De la même façon qu'un gage est parfois restitué avant le complet remboursement de la somme prêtée, une hypothèque peut être levée ; un créancier

(57) Et. Bérard — n° 16, 30 Mai 1362 — 1^{er} Juin 1362 « Dictus Laugerius promisit eidem Bartholomeo presenti et recipienti de omne evictione de dicte fidejussione ut supra facta eundem indempnem salvare et inde obligavit omnia bona ». Et. Bérard — n° 79, 23 Avril 1454 « Promissio indempnitatis pro dicto Petro Jordani ». « Anno et die predictis dictus Antonius R. bona fide... promisit dicto Petro Jordani ejus fidejussori... eundem servare et custodire indempnem a fidejussione predicta... »

(58) Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 373. Dans la pratique notariale toulousaine, cet acte a le nom de « relevacio » ou « relevamen ».

(59) Et. Bérard — n° 11, 19 Juin 1349 — n° 12, 4 Mai 1353. Engagement de la mère du débiteur — Et. Bérard — n° 38, 15 Mai 1356.

(60) Et. Bérard — n° 79, 23 Avril 1454.

(61) Et. Bérard — n° 16, 27 Mai 1362.

renonce à cette garantie immobilière dans l'acte de vente du bien hypothéqué, mais il récupère, il est vrai, à cette date, la moitié de sa créance (62).

Le débiteur insolvable, ou momentanément en difficulté, pouvait bénéficier de certaines dispositions bienveillantes, dont le but était de reculer l'exigibilité de la dette : l'une, la prorogation de dette, émanait du créancier en personne, les autres, lettres de répit et moratoires, devaient être sollicitées auprès de la Chancellerie Royale. Dernière solution pour un débiteur insolvable : faire cession de ses biens aux créanciers, afin d'échapper à l'exécution sur la personne. Mais, souvent, le créancier, dans l'acte d'obligation, prenait soin de faire renoncer son débiteur aux moratoires et à la « *cessio bonorum* », en même temps qu'aux autres « mesures favorables » (63).

A ces voies d'exécution sur la personne même du débiteur défaillant ou sur son patrimoine (64), les créanciers n'hésitaient pas à recourir pour récupérer leur argent (65). Pour les biens, on procède d'abord à la saisie mobilière, ce n'est qu'à défaut de meubles suffisants que les immeubles, à leur tour, pourront être saisis, puis, éventuellement vendus (66). Les documents notariés ne présentent pas les différentes phases de la procédure ; seuls quelques actes nous renseignent, parfois, de façon indirecte. Certains évoquent la mise en possession, « *immissio possessionis* », du créancier, après déci-

(62) Et. Bérard — n° 117, 16 Janvier 1447.

(63) Exemple de renonciation dans un acte de prorogation de dette — Et. Bérard — n° 88 f° 29, 30 Avril 1428 « *super quibus renunciavit ipse debitor per se et suos scienter et sponte omni juri juvanti deceptos omnique juris et facti ignorancie et omni errori calculi ac fori sui privilegio et juri dicenti liberam personam pro debito incarcerari non debere etiam si cesserat bonis et beneficio cessionis bonorum et in solum dationis eorum. Necnon omni petitioni et oblationi libelli et simplici petitionis copie hujus publici instrumenti et ejus note beneficio appellationis et contradictionis cujuslibet induciis viginti dierum et quatuor mensium feriis messium et vendemiarum quindecim decem et quinque dierum dilationibus et omnibus aliis feriis et dilationibus quibuscumque juri dicenti confessionem factam extra judicium non valere et omnibus litteris et indulciis regis et reginalibus papalibus et villarum ac civitatum statutis et ordinationibus impetratis et impetrandis quibuscumque et specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis et omni alii juri divino humano canonici et civili ac litteris moratoriis quibuscumque et aliis iuribus et favoribus in instrumento principalis debiti superius designato latius declaratis* ».

(64) Sur tous ces points, cf. R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » op. cit. Tome VII « Créanciers et débiteurs... » p. 68-100.

(65) Et. Bérard — n° 34, 18 Décembre 1391 « *eosdem Johannem et Guillelmum et quemlibet eorum in solidum arrestare, detinere, incarcerare, eorumque bona et res et merces quascumque capere et mox illa distrahere vendere et ad inquantum liberare per satisfactionem dictorum quatuor viginti florenorum* ».

(66) Et. Bérard — n° 73 f° 10, 16 Avril 1448 « *cumque pro parte dicti Hospitalis procurantes dictum debitum exligere a dicto Grassono L. servatis servantis in defectu bonorum mobilium dicte vinea et terra ipsius Grassoni fuerunt mandato judicario pro pignorate capte pretextu debiti memorati* ».

sion de justice et vente aux enchères d'un immeuble du débiteur (67). On voit, par exemple, Noble Honoré Boniface détenir, à ce titre, une boutique dans la maison que possède sa débitrice, rue de la Porte Ayguière ; ayant perçu 5 florins, la moitié de sa créance, il lui restitue ce bien, à la demande du juge et sous réserve d'un paiement prochain (68). Evidemment, si le débiteur ne peut s'acquitter de la dette, son créancier conserve, en propriété, le bien qui lui a été attribué et dont il a été mis en possession (69).

Parmi les sanctions qui venaient frapper la personne du débiteur, on trouvait, d'abord, la prison pour dettes. Les clauses attributives de juridictions, surtout lorsqu'elles faisaient référence à quelque cour rigoureuse, envisageaient toujours la possibilité d'emprisonnement pour le débiteur insolvable. L'obligation, pour ce dernier, de demeurer dans ces divers lieux comme « otage » jusqu'au désintéressement du créancier, était une précaution supplémentaire que les créanciers se gardaient bien d'omettre (70). Enfin, restait l'excommunication pour dettes. C'était là un dernier moyen de pression que l'on sollicitait de l'official à l'encontre des débiteurs récalcitrants (71). Comme le remarque, à juste titre, M. R. Aubenas, l'excommunication n'était point, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, et même au siècle suivant, « une arme aussi émoussée qu'on l'a dit... » (72). Sur-tout si le débiteur qui s'en voyait frappé était un prêtre. Tel ce « capellanus » de Cipières, excommunié pour une dette de 13 florins

(67) Exemple concernant non pas un prêt, mais une vente à crédit. Et. Peretti — n° 48, 23 Février 1441 (n. st.) « cum quedam domus Bertrandi Taffe... liberata extiterit Guillelmo Augerii draperio civitatis Grasse pro quodam debito florenorum V in quibus tenebatur causa emptionis pannorum in sua apotheca receptorum et hoc vigore quarumdam litterarum a curia regi dicte civitatis emanatarum et inde in possessionem illius immisus et sibi laudata... »

(68) Et. Bérard — n° 34, 21 Octobre 1391 « hinc est quod ad requisitionem nobilis et egregii viri domini Poncii Cayssii in legibus licenciati... judicis Curie Regie civitatis Grasse dictus nobilis H. dictam apotecam ipsis mulieribus remisit cum hac conditione quod ipsa domina Hugueta promisit et se obligavit dare et solvere... dictos florenos quinque hinc ad proximum festum Pascatis... casu vero quo ipsa Hugueta deficeret in solutione predicta dicta remissio sit cassa vana irrita nulla... dictus dominus... judex casu quo ipse mulieres defecerunt in solutione predicta lapso dicto termino licenciam dedit et concessit possessionem dicte apothecae recipiendi et de ea utendi ».

(69) E. Bérard — n° 117, 28 Mars 1447 « cum quedam domus Ludovici Fulconis de Caudalonga... ad requisitionem nobilium virorum Guillelmi et Petri Simosse... vigore litterarum a curia regia... emanatarum... pro pignore capta fuerint indeque incantata et servatis servandis liberata ad certam pecunie quantitatem... et finaliter fratres ipsi... in realem et corporalem possessionem ejusdem immisse fuerint ut est moris... Hinc est quod ipse G. Simosse... volens ipsa domo tamquam sua uti et gaudere vandidit... Honorato Jauserandi dicti castri ».

(70) Et. Bérard — n° 73, 4 Mai 1448 « carceribus et hostaglis », cf. supra. Titre préliminaire. Chap. 1.

(71) R. Aubenas « Recueil de Lettres des Officialités... » op. cit. Tome I, n° 74.

(72) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » op. cit. Tome VII « Créanciers... » p. 77.

envers un tisserand de Grasse et dont le frère, voulant le voir retourner « ad gremium Sancte Matris Ecclesie », s'engage à payer la dette en son nom ; dans le même acte, le créancier consent alors à ce que la sanction soit levée (73).

Au point de vue économique, la nature d'un prêt dépend étroitement des desseins poursuivis par celui qui emprunte. On distingue, d'ordinaire, les prêts à la consommation des prêts productifs (74). Si les uns révèlent les difficultés des emprunteurs et le besoin d'argent liquide qu'ils éprouvent, les autres laissent supposer la volonté d'un investissement ; ils sont destinés à accroître ou à compléter les moyens de production existants ; dans les milieux marchands, c'est la pratique des « prêts d'affaires » (75). Les actes ne nous précisent pas, hélas, l'usage qui sera fait des deniers prêtés (76). Aussi, à défaut d'autres éléments, faut-il juger les contrats de prêt en fonction de leur durée, de la qualité des parties, ou de l'importance des sommes qui en font l'objet. Assurément, la plupart des emprunts sollicités par les habitants de Grasse ou des alentours, n'évoquent pas autre chose que l'impérieuse nécessité de se procurer du numéraire pour surmonter les moments de gêne.

Le montant des prêts est, généralement, bien minime ; deux ou trois florins, au maximum une dizaine, tels sont les chiffres les plus fréquents dans les contrats (77). Il s'agit essentiellement d'un crédit à court terme, qui ne porte, en principe, que sur quelques mois (78). La demande de crédit est plus accusée durant certaines saisons : au

(73) Et. Bérard — n° 75 f° 33, 2 Juin 1450 « Cum venerabilis vir dominus Antonius Flori cappellannus loci de Ciperiis teneatur et obligatus existat magistro Johanni Garde textori civitatis Grasse videlicet in florenis tresdecim... cumque pretexto ipsius debiti dictus dominus Antonius F. ad instanciam prefati Johannis G. excommunicationis vinculo fuerit innodatus et per multos dies permanserit sicut fertur in excommunicatione eadem quid inhonestum et periculosum existit maxime in sacerdote cujus interest divina celebrare... Ecce quod nunc Monnetus Flori frater ejusdem... cupiens eum a dicta excommunicatione relevare et ad gremium Sancte Matris Ecclesie facere reduci constituens se debitorem principalem pro dicto Domino Antonio... Dictus Johannis Garde concessit quod dictus Dominus Antonius quantum in eo est a dicta excommunicatione absolvatur suis sumptibus... »

(74) Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 364.

(75) J. Heers « L'Occident aux xiv^e et xv^e... » op. cit. p. 291.

(76) Comme le note Ph. Wolff, *ibidem*. p. 364, avec le prêt productif « peu à peu, on passe du prêt proprement dit à la commande ». Dans une certaine mesure, il convient, en effet, de voir dans la société « ad medium lucrum » (cf. *infra*), une forme de prêt productif.

(77) Dans les registres du milieu du xiv^e siècle, par exemple, les prêts d'un montant supérieur sont excessivement rares signalons-en quelques-uns s'élevant de 15 à 50 florins aux dates du 20 Mai 1353 (Et. Bérard — n° 12), 10 Août 1362 (Et. Bérard — n° 15), 4 Mai 1367 (Et. Bérard — n° 19).

(78) En principe, les contrats mentionnent toujours une échéance. Peu nombreux sont les prêts remboursables à la première requête du créancier « ad primam requisitionem » (Et. Bérard — n° 12, 20 Mai 1353 — n° 23, 17 Mai 1377).

printemps, surtout aux mois d'avril et mai, et à la fin de l'automne, en novembre et en décembre (79).

Ce fait peut s'expliquer, précisément, par l'origine rurale de la clientèle des emprunteurs. Ces saisons correspondent à des périodes rigoureuses pour les gens des campagnes, les subsistances y sont maigres et les réserves en numéraire trop souvent épuisées. D'une manière plus générale, ceci montre combien le crédit consenti dans la cité est influencé par les problèmes de l'économie agricole.

Les échéances sont toujours fixées lors des fêtes religieuses. On trouve régulièrement celles de la Saint-Jean-Baptiste et de la Saint-Michel, l'une figure dans les prêts réalisés à l'automne, l'autre dans ceux du printemps. A côté de ces avances prévues pour plusieurs mois, quelques contrats donnent l'image d'un crédit à la petite semaine : ils sont remboursables le mois suivant, parfois dans les quinze jours (80).

La modicité des sommes empruntées laisse présumer une réelle précarité dans le niveau de vie des débiteurs. Qu'ils demeurent dans la cité ou qu'ils y viennent pour contracter, tous sont, apparemment, de bien modestes clients. Nous reviendrons, en évoquant les activités des prêteurs israélites, sur la diversité géographique et sociale de cette clientèle. Disons déjà que les maisons et les boutiques des Grassois accueillent de nombreux villageois, qu'ils soient de Séranon, de Cipières, de Cabris ou du Bar, de Montauroux, de Fayence ou de Callian (81). On peut penser que toute personne détenant du numéraire se fait volontiers prêteur, à l'occasion, pour en tirer quelque gain. Il n'est pas toujours facile, si l'on écarte les Juifs tout naturellement voués aux opérations de crédit, de connaître les milieux sociaux où se recrutent les capitalistes.

Est-il un bourgeois, ce Jean Vidal qui, en quelques jours, conclut trois contrats de prêt (82) ? Ou, plus simplement un « laborator » comme ce Pierre Julien qui avance une somme de 10 florins à un habitant de Castellane (83). Des femmes participent activement à ce mode de placement ; songeons à Dame Bertrandete Mouton, chez qui l'on se rend, de façon presque quotidienne, pour obtenir des avances (84). Ne négligeons pas de compter au nombre de ces

(79) Voir notamment les registres n° 12 (1353) et n° 23 (1377) du fonds Bérard.

(80) Et. Bérard — n° 12, 27 Avril, 22 Novembre, 7 Décembre 1353 — n° 16, 11 Juillet 1362 — n° 23, 7 Avril 1377. Remarquons que, d'une façon générale, les échéances sont rarement respectées, des prêts sont remboursés avec plusieurs mois de retard, parfois plus d'une année (Et. Bérard — n° 12, 13 Janvier 1354 (n. st.) — n° 16, 8 Juin 1362).

(81) Et. Bérard — n° 12, 25 et 27 Mai 1353 — n° 16, 17 et 20 Juillet 1362 — n° 19, 13 Avril, 17 Mai 1367 — n° 34, 4 Décembre 1391.

(82) Et. Bérard — n° 12, 4 Janvier, 13 Janvier, 14 Janvier 1354 (n. st.).

(83) Et. Bérard — n° 14, 26 Mai 1349.

(84) Et. Bérard — n° 16, 28 Mai, 4, 9 et 10 Juin 1362.

créanciers, des artisans (85), des marchands — tel Pierre Jordan, dont les clients sont à la fois redevables pour des achats et des prêts (86), des notaires, parfois leurs épouses (87). Il n'est pas jusqu'aux religieux qui n'apparaissent, de temps à autre, dans les reconnaissances de dettes (88).

(85) Et. Bérard — n° 12, 27 Mai, 9 Décembre 1353 — n° 19, 25 Mai 1367.

(86) Et. Bérard — n° 64, 12 Novembre 1439 — n° 70 f° 29, 25 Mai 1445 f° 126, 18 Décembre 1445 « tam causa mutui et amoris quam ex causa finalis computi ».

(87) Et. Bérard — n° 57, 2 Novembre 1432 — n° 64, 14 Novembre 1439.

(88) Et. Bérard — n° 38, 10 Juin 1358. Deux prêts consentis par Jean Jaucerand, moine de Lérins.

CHAPITRE II

LES SOCIÉTÉS « AD MEDIUM LUCRUM »

Tout au début du xiv^e siècle, les registres notariés grassois fournissent de nombreux exemples d'une nouvelle forme d'association, la société à communs profits — « *societas ad medium lucrum* » — (1). Elle fait intervenir un bailleur de fonds et un exploitant ; celui-là remet un capital en numéraire, à charge pour le preneur de commercer avec cet argent durant un certain laps de temps, en principe un an. Au terme de la société, le capital initial est restitué à son propriétaire, tandis que les profits sont partagés par moitié entre les deux associés ; éventuellement, ils répartiront de la même façon les pertes. Une clause de style rappelle, enfin, que les opérations commerciales auront uniquement un caractère terrestre, « *per terram tantum et non per mare* » (2). A voir l'abondance de ces contrats dans les actes de la pratique notariale, on peut penser que la cité de Grasse est, à cette époque, toute entière animée par l'esprit du commerce. Chacun s'efforce de placer quelques capitaux, si modestes soient-ils, dans ce type de société et trouve bien aisément l'associé qui les fera fructifier. Pourtant, le large succès que

(1) Voir Et. Bérard — n^{os} 1 et 2 (1308-1309) et l'article précité de R. Aubenas « Commerces des draps et vie économique à Grasse en 1308-1309 ». *Provence Historique*. 1959, où l'auteur a souligné, pour la première fois, la place de ce contrat dans les documents notariés grassois et a montré son originalité. Les notaires utilisant indifféremment les expressions « *ad medium lucri* » ou « *ad medium lucrum* », nous avons cru préférable, par souci d'uniformité, d'adopter seulement l'une d'elles pour nos développements.

(2) Archives Départementales des Alpes-Maritimes. Série G. n^o 326, 25 Janvier 1295 (pièce justificative) — Et. Bérard — n^o 15, 5 Septembre 1362 « *causa societatis ad medium lucrum libras viginti tres cum dimidia de quibus et cum quibus promisit mercari, lucrari, operari, et fideliter negociari per terram tantum et non per aquas communi lucro et utilitate periculo et fortuna* ».

rencontre la société « *ad medium lucrum* » auprès des Grassois n'est pas sans surprendre. Il ne paraît pas que les activités marchandes de la ville et de sa région, aient pu le justifier. Ne faut-il pas alors rechercher dans les nécessités du crédit, plutôt que dans les possibilités du commerce, les raisons qui l'ont provoqué ? Reprenons les principales dispositions de l'association à commun profit, avant que de nous préoccupier de la nature de ce contrat.

La société réunit, nous l'avons dit, un « capitaliste » (3) et un commerçant. Ce dernier avoue avoir reçu de son associé un somme déterminée ; le préambule de l'acte est, d'ailleurs, comparable à celui d'une reconnaissance de dette. C'est toujours en argent liquide que le capital est constitué, il est remis par le bailleur de fonds à la conclusion du contrat. Son importance est extrêmement variable ; souvent, elle ne vas pas au-delà de quelques florins (4). Si ce numéraire appartient, généralement, en propre au « capitaliste » qui en fait l'avance, il arrive aussi que maris ou tuteurs agissent de la sorte avec la dot (5), ou avec le patrimoine du pupille (6). Un accord entre créancier et débiteur vient parfois transformer en association à commun profit une précédente obligation : le vendeur d'une pièce de terre, créancier d'une partie du prix, accepte que cette somme soit due par les acheteurs « *causa societatis* » (7).

Si ces sociétés sont presque toujours constituées pour la durée d'une année, certaines ne dépassent pas quelques mois ; l'une d'elles conclue le 10 mai, se termine à la fin du mois de juin (8), d'autres, au contraire, s'étendent sur 2 ou 3 ans (9). Dans la plupart des

(3) R. Aubenas « Le commerce des draps... » op. cit. p. 203 « le mot est bien ambivalent pour la Grasse de 1308 ». Ces termes ne se retrouvent évidemment pas dans les actes, on relève plutôt ceux de débiteur et créancier (Et. Bérard — n° 11, 13 Septembre 1349).

(4) Et. Bérard — n° 12, 5 Décembre, 21 Décembre, 23 Décembre 1353.

(5) Et. Bérard — n° 11, 13 Septembre 1349 « *tamquam procuratoribus et conjunctis personis Hugnete et Duiciete uxoribus eorundem nomine...* ». Le placement de la dot dans une société « *ad medium lucrum* » peut être décidé lorsque les mauvaises affaires du mari la mettent en péril (Et. Bérard — n° 3, 11 Mai 1316, cf. R. Aubenas. *ibidem*. p. 211). Voir *infra* III^e partie.

(6) Et. Bérard — n° 15, 30 Mai 1362 — n° 19, 30 Septembre 1367 — n° 38, 3 Mai 1356. Louage d'une vigne par un tuteur au nom de son pupille « *item fuit etiam de pacto quod illo casu quod dictus Petrus Villoni (tuteur) non esset in terra in termino dicte solutionis quod dictus Petrus Osseti (preneur) retinere debeat dictas IIII libras ad utilitatem dicti Anthonii (pupille) vel dare ad medium lucrum...* ». Les inventaires de tutelle mentionnent souvent des créances de ce genre (Et. Bérard — n° 4, 13 Novembre 1320).

(7) Et. Bérard — n° 12, 18 Novembre 1353 « *G. Gaufridi tenetur Dulcie uxore Petri Nadalis condan in IIII libris causa reste emptionis cujusdam vinee... Ecce quodam dictus G. Gaufridi de Grassa... et ejus uxor et quilibet ipsorum promiserunt Dulcie Nadasse... dictas IIII libras tenere causa societatis ad medium lucr...* »

(8) Et. Bérard — n° 12, 10 Mai 1353 « *hinc per totum mensem futurum* » — 20 avril 1353 (terme : le mois d'août) — 9 Mai 1353 (la Toussaint).

(9) Et. Peretti — n° 46, 9 Février 1426 (n. st.).

contrats, une clause permet aux associés de prolonger la société, si telle est leur volonté (10). Effectivement, les dates de cancellation attestent, parfois, que l'association s'est continuée pendant plusieurs années, au-delà du terme initial (11).

Sans préciser, toutefois, la nature des opérations commerciales auxquelles l'exploitant doit se livrer, il lui est fait obligation de commercer avec la somme d'argent reçue et d'en tirer profit. Pour faire fructifier cet argent, il s'engage, sous serment, à « mercari, lucrari, operari et negociari », mais sur terre et non pas sur mer (12). Cette clause qui limite les activités au seul commerce terrestre, n'est pas le trait le moins curieux de ces contrats ; on la rencontre inlassablement dans tous les actes notariés grasseois depuis la fin du XIII^e siècle jusqu'au XV^e siècle. Extrêmement rares sont les sociétés qui enfreignent la règle et permettent de commercer « tant sur terre que sur mer » (13).

Signalons aussi une société d'une forme un peu différente, où l'on voit le preneur promettre de commercer avec les 37 livres qui viennent de lui être confiées et particulièrement « en achetant, vendant et cultivant ses terres » (14). Nous avons là un premier exemple de l'aspect rural que revêt parfois la société « ad medium lucrum ». Dans une région où l'économie est essentiellement tournée vers la terre, les pratiques juridiques locales, sensibles à l'influence des structures agricoles, y adaptent, souvent avec habileté, le droit des relations contractuelles.

Au terme de la société, le commerçant est tenu de venir auprès du bailleur de fonds pour lui rendre compte « bene et fideliter » de sa gestion, en même temps qu'il lui restitue le capital et lui remet la moitié des gains réalisés, « quod Deus dederit » ; l'autre moitié, qu'il conserve, récompensera son activité (15). Quel que

(10) Et. Bérard — n° 11, 13 Septembre 1349 « ab hodie in unum annum continuum et completum et tantum etiam plus quantum de communi ipsarum partium processerit voluntate ».

(11) Et. Bérard — n° 1, 29 Août 1308 (faisant référence à une société conclue en 1298) — n° 16, 29 Juin 1362 (quittance pour une société du 19 Avril 1352).

(12) Et. Bérard — n° 13, 27 Septembre 1354 « de quibus et cum quibus promisit et corporaliter juravit mercari lucrari operari et fideliter negociari par terram et non per mare ».

(13) Et. Bérard — n° 32, 19 Avril 1396.

(14) Et. Bérard — n° 12, 19 Novembre 1353 « causa societatis ad medium lucrum de quibus promisit mercari lucrari emendo vendendo et suas possessiones cultivando ». En outre, le bailleur de fonds se réserve le droit d'acheter à l'exploitant sa production de vin, au prix communément pratiqué à Grasse, lors des vendanges.

(15) Et Bérard — n° 11, 13 Septembre 1349 « in fine vero dicti termini seu societate finita... venire in civitate Grasse ad verum et legale computum et ad veram rationem de dicta societate et administratione ejusdem et... dare et manifestare bene et fideliter medietatem tocius lucri quod Deus eis dederit in dicta societate et administratione ejusdem, alia... retenta pro suo labore et integrum reddere et restituere capitale predictum... in pecunia numerata... cum omnibus expensis dampnis et interesse quas quos et que dicti creditores... asserent se fecisse petendo dictum capitale seu sortem lapso termino... »

soit l'espoir des associés dans les avantages qu'ils pensent retirer de leurs placements, l'éventualité de mauvaises affaires — « quod absit » — de la part de l'exploitant n'est nullement exclue. C'est le propre de toute société d'intéresser, de façon étroite, les participants aux profits, mais aussi aux risques de pertes. En principe, ceux-ci font également l'objet d'un partage égalitaire, « communi periculo et lucro » (16). La règle n'est pourtant pas absolue, plusieurs contrats de société laissent à la charge du capitaliste les risques de pertes. M. R. Aubenas évoquait, dans l'article précité, le véritable « amour du risque » qui poussait, en 1309, une femme de Grasse à supporter seule les pertes dans les deux sociétés qu'elle venait de constituer pour un capital global de 200 sous (17). Parfois, une clause précise comment devront être prouvées ces pertes (18).

L'engagement du commerçant peut s'accompagner de garanties : constitution d'un gage ou d'une hypothèque (19), et, plus souvent, intervention d'un fidéjusseur à ses côtés (20). C'est contre ce dernier que le bailleur de fonds agira, ou même contre ses héritiers, si, à l'échéance, l'associé ne s'acquitte pas de ses obligations. Un acte nous montre la veuve d'une caution recevoir quittance de son paiement, tandis que lui sont cédés droits et actions contre l'associé défaillant (21).

**

Ce désir de placer de l'argent dans les spéculations marchandes et, pour cela, de réaliser une association avec un commerçant auquel on laissera une partie des gains, n'est pas sans évoquer l'un des plus célèbres contrats du commerce médiéval, la commande (22). Dès le x^e siècle, les pays méditerranéens l'ont pratiquée avec succès. Dans les cités du Moyen Âge, on retrouve un peu partout, le même besoin de spéculer, une volonté commune de participer aux

(16) Et. Peretti — n° 55, 10 Novembre 1427 « communi periculo et fortuna » — Et. Bérard — n° 157 f° 42, 12 Novembre 1450 « causa societatis ad medium lucrum et perdam ».

(17) Et. Bérard — n° 2, 25 et 27 Juin 1309 cités par R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 211. Voir également — n° 12, 10 Mai 1353, 13 Mai 1353, 21 Décembre 1353 — n° 18, 1^{er} Mai 1364.

(18) Et. Bérard — n° 15, 5 Septembre 1362.

(19) Et. Bérard — n° 12, 20 Avril 1353 « fuit de pacto quo quoddam seminatum... in territorio de Valletis juxta ecclesiam Sancti Martini... non posset vendere nec aliter alienare sine licentia ».

(20) Et. Bérard — n° 12, 13 Mai 1353.

(21) Et. Bérard — n° 15, 23 Juillet 1362.

(22) Cf. A. Saporì « Le marchand italien au Moyen Âge » (Paris 1952). Sur l'origine de ce contrat, voir aussi A. L. Udovitch « At the origine of the western commenda : Israël, Islam, Byzantium ? » (Speculum. 1962. p. 198-207).

activités lucratives du commerce. Chacun, qu'importe niveau de fortune ou classe sociale, y investit volontiers son argent. Grasse, si elle ne soutient évidemment pas la comparaison avec les grandes villes marchandes, connaît elle aussi, dans une certaine mesure, un courant commercial. En ce début du xiv^e siècle, elle compte parmi sa population bon nombre de « petits épargnants que brûle l'envie de spéculer un peu » (23). Les sociétés « ad medium lucrum » leur en donnent l'occasion. Qu'ils y jouent le rôle de bailleur de fonds pour des sommes souvent dérisoires, cela ne doit pas nous étonner : à la même époque, dans la cité génoise où règnent gens d'affaires et marchands, tout un monde se laisse tenter par les opérations de la commande maritime, les riches tout autant que le menu peuple (24). Est-il raisonnable, alors, de voir dans les modestes sociétés à commun profit, dont la pratique notariale révèle l'importance à Grasse, un succédané de la commande génoise ?

Les relations constantes que les deux cités ont entretenues dès le xiii^e siècle, peuvent avoir favorisé ce fait. Assurément, les marchands grassois se sont intéressés à ce contrat commercial dont ils voyaient leurs confrères génois faire un si large usage. Sans doute ont-ils supposé les avantages qu'offrait la commande pour la marche des affaires, grâce aux nombreux apports de numéraire qu'elle assurait au négoce. Une telle hypothèse expliquerait, peut-être, que le contrat de commande, sous la forme de la société « ad medium lucrum », ait connu un développement nettement plus tardif dans la cité provençale. Les actes génois, dès la fin du xii^e siècle et les premières années du xiii^e siècle, abondent de contrats d'« accomendatio » (25). A l'inverse, nous n'en trouvons nul exemple dans le plus ancien registre grassois, du milieu du xiii^e siècle — bien mince, il est vrai —. Quant au formulaire provençal qui renferme effectivement un « instrumentum de societate ad terciam partem luci », il ne date que de l'extrême fin du xiii^e siècle (26). C'est seulement dans les deux registres du notaire grassois Pons de

(23) R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 210. L'auteur, en quelques pages, donne un portrait suggestif de ces « apprentis spéculateurs », et, partant, évoque le rôle de la société « ad medium lucrum » dans la vie économique grassoise.

(24) R. S. Lopez « le marchand génois » (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations. 1958) p. 504 « Le contrat de « commenda » maritime, qui, comme la galère, domina le commerce de la Méditerranée médiévale et permit à quiconque le voulait, riche ou pauvre, vieux ou jeune, sain ou malade, de participer aux affaires par des accords souples, fermes et rapidement conclus ».

(25) A titre d'exemple, voir : « Notai Liguri del secolo XII — Giovanni di Guiberto (1200-1211) » (Turin. 1939). Ce notaire distingue bien la société où chaque associé apporte du numéraire, de l'« accomendatio », qui réunit, précisément, un capitaliste et un exploitant (cf. p. 19, n° 41 « se portare in acomendatione... causa negociandi ad quartam proficui »). A Grasse, seul le terme de société est utilisé, celui de commande est réservé, nous l'avons signalé, au contrat de dépôt.

(26) R. Aubenas « Documents notariés... » op. cit. p. 65.

Nice pour les années 1308 et 1309, qu'apparaissent — et on est frappé par leur nombre — les sociétés « *ad medium lucrum* ».

Avec la commande, dont les marchands génois continuent à faire grand usage aux XIV^e et XV^e siècles, ces sociétés ont des traits communs. Reconnaissons, d'abord, que les unes et les autres réalisent, en fait, « un simple investissement de capital » plutôt qu'une véritable association commerciale (27). Elles sont généralement conclues pour un temps assez court et leur capital est constitué, en principe, par du numéraire. Deux points distinguent cependant, et de façon très nette, la société « *ad medium lucrum* » de la commande : la répartition des bénéfices par moitié et le caractère exclusivement terrestre des opérations commerciales.

On a fait remarquer, à propos de cette interdiction absolue de se livrer au commerce maritime, qu'il y avait là une première manifestation de la méfiance des Grassois, — elle deviendra proverbiale (28) — à l'égard de la mer et de ses risques.

Malgré la proximité du littoral, Grasse reste une ville de l'intérieur ; le trafic de cabotage avec la côte provençale ou la Rivière Ligure, auquel elle participe, modestement, par l'intermédiaire du port d'Antibes et de celui, plus voisin, de Cannes, ne saurait lui conférer une vocation maritime. Sans doute les incursions plus ou moins répétées des pirates n'ont-elles pas incité les marchands grassois à diriger leurs opérations vers la mer. En tout cas, l'insistance des parties ou du notaire à exclure des associations à commun profit le commerce maritime, « *seu alia loca periculosa* » (29), allait au-delà, croyons-nous, d'une simple préoccupation juridique. Mais ce ne peut être la seule raison, car l'envie de spéculer aurait, très vite, eu raison des craintes éprouvées devant les aléas d'un « voyage ».

Limiter les activités au seul commerce terrestre, la clause n'est pas particulière à la pratique grassoise ; les notaires d'autres cités provençales l'ont employée (30). Enfin, la commande « sauve en terre », que les milieux commerçants de Marseille — ville maritime, par excellence — utilisaient dès le XIII^e siècle, n'était pas sans rapport avec la société « *ad medium lucrum* » (31). Il est même curieux de noter que le plus ancien contrat relevé dans les documents grassois rappelle que la société est consentie « *salvas in*

(27) Sur tous ces points, cf. J. Heers « Gênes au XV^e... » op. cit. p. 198 et suivantes.

(28) R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 209, qui ajoute, non sans humour, la naissance dans cette région, quelques siècles plus tard, de l'amiral de Grasse, ne sera-t-elle pas « l'exception qui confirme la règle ? »

(29) Et. Peretti — n° 55, 10 Novembre 1427.

(30) Cf. pour Brignoles, O. Masson-Bessière. op. cit. p. 149, note 14.

(31) L. Blancard « Documents inédits sur le commerce de Marseille au Moyen Age » (Marseille 1884). Voir également dans ce recueil, les commandites se limitant « *infra Massiliam* » ou encore « *non exponendo periculo seu risigo maris* » (p. LVIII) ; cf. aussi, E. Baratier « Histoire du Commerce... » op. cit. t. 2 p. 893.

terra » (32), expression que l'on ne retrouve plus par la suite.

Dans la commande « sauve en terre », le capitaliste place une somme d'argent chez un commerçant, dont on précise souvent la nature des activités, et lui abandonne tantôt la moitié, tantôt le tiers ou le quart des bénéfices (33). La répartition par moitié, pour fréquente qu'elle soit, n'a pas le caractère d'absoluité que l'on constate dans les actes grassois ; d'ailleurs, le titre auquel les notaires ont eu recours pour désigner cette forme de société s'inspire directement des modalités du partage. Tant au ^{xiv}^e qu'au ^{xv}^e siècle, cette règle égalitaire ne cesse pas d'être appliquée (34). Importante est la part de profits attribuée à l'exploitant ; à la même époque, dans certaines villes, il ne reçoit, en général, que le quart (35).

Le principe du partage par moitié des profits évoque, naturellement, celui rencontré dans les baux à cheptel où, selon des conditions identiques, propriétaires et éleveurs répartissent entre eux le croît des animaux et les divers produits de l'élevage. Dans les sociétés « ad medium lucrum », comme dans les mègeries, les parties tendent, avant tout, à mettre en commun les gains ou les pertes de l'association qu'elles réalisent. Le processus juridique est à ce point comparable pour les deux contrats, que les notaires utilisent parfois les mêmes termes (36).

Ne faut-il pas penser, alors, que les Grassois « ont transposé dans le commerce leurs habitudes rurales » (37). C'est là l'opinion de M. R. Aubenas qui, à travers cette mutation, oppose les « villes de l'intérieur » aux « villes maritimes ». Sous des variantes diverses, tous ces contrats, à but agricole ou commercial, s'inspirent d'un même principe économique, l'association « capital-travail » (38).

(32) Musée Fragonard — Grasse. Registre 2097 T. f° 47 r°, 16 Janvier 1270 (n. st.) « se habuisse et recepisse ab ipsis nomine et causa societatis ad medium lucrum salvas in terra... de quibus et cum quibus promisit bene et fideliter negociari mercari et operari... »

(33) L. Blancard « Documents inédits... » op. cit. n° 89 p. 137, 15 Mai 1240 « ex causa societatis... tenere et custodire salvas in terras et cum eis bene et fideliter lucrari et negociari ad mellius quod potero vel sciero in officio meo emendo et vendendo ad utilitatem... cum medietate totius lucri ». Autres exemples : p. 435, n° 45, 9 Mars 1288 — p. 447, n° 83, 20 Mars 1292, n° 86, 13 Juin 1292. E. Barattier « Histoire du Commerce... » op. cit. p. 893, fait remarquer, à juste titre que cette forme de commande « se rapproche suivant les cas de la société ou du simple prêt ».

(34) Et. Bérard — n° 2, 17 Juin 1309 — n° 12, 13 Mai 1362 — n° 157 f° 42, 12 Novembre 1450.

(35) Ainsi, à Gênes, cf. J. Heers « Gênes au ^{xv}^e... » op. cit. p. 199. La commande « ad quartam partem lucri » est la plus répandue.

(36) Et. Bérard — n° 2, 1^{er} Juin 1309. Des animaux sont confiés « ad medium lucri communi periculo et fortuna » cité par R. Aubenas « Commerce... » op. cit. p. 209, n° 36 — ou encore n° 17, 19 Avril 1362 « habuisse et recepisse... causa societatis ad medium lucrum IIII oves... »

(37) R. Aubenas « Commerce des draps... » op. cit. p. 210.

(38) P. A. Sigalas. op. cit. p. 75.

Mais encore cette considération n'est-elle fondée que dans la mesure où de telles sociétés ont réellement pour objet des opérations commerciales. En effet, la question peut se poser de savoir quelle est la nature des activités marchandes auxquelles est censé se livrer l'exploitant, mais tous les contrats sont silencieux sur ce point. Notons à l'inverse que les très rares sociétés où il en est fait mention, diffèrent sensiblement de l'association « *ad medium lucrum* » habituelle, tant par l'absence de l'interdiction de commercer sur mer que par la répartition des bénéfices (39).

Aussi sommes-nous tenté de voir seulement dans ces rares sociétés à finalité commerciale certaine et généralement conclues entre marchands, la véritable commande, et de rechercher souvent derrière les autres la dissimulation d'un simple prêt.

Que, sous le couvert d'un contrat de société, les créanciers aient masqué parfois un prêt, le fait n'est pas nouveau. Avec les associations portant sur des animaux, nous avons rencontré, déjà, cette possibilité offerte aux prêteurs de tourner la prohibition de l'intérêt par une apparente répartition, avec l'emprunteur, des profits et des pertes. Les sociétés « *ad medium lucrum* » étaient-elles destinées à favoriser placements et spéculations sous le prétexte d'opérations marchandes, au même titre que les contrats de mège-rie dans les activités rurales ? Ce ne serait là qu'un point de comparaison supplémentaire entre ces deux contrats, dont nous avons mentionné, à plusieurs reprises, les analogies. Peut-être, la société « à communs profits » a-t-elle été d'autant plus utilisée qu'elle permettait d'échapper aux sanctions de l'usure, à une époque où sa répression par l'Eglise se faisait plus sévère.

Les actes notariés révèlent, quelquefois, les hésitations des parties ou du rédacteur devant ces deux formes de placements, le prêt amical consenti « *ex causa puri mutui et amoris* » ou la société à mi-profits. Tel Grassois reconnaît avoir reçu une somme de 20

(39) Citons, par exemple, la société conclue « *ad medium lucrum et perdam* » entre un habitant de Saint-Paul et un Antibois, au capital de 25 florins, mais ici, chaque associé y concourt pour la moitié : Et. Bérard — n° 157 f° 42 r°, 12 Novembre 1450. « *Florentius Lionclii loci de Antipoli... confessus fuit... magistro Danisio Doutrige sartori... nunc habitatori ville Sancti Pauli... habuisse et recepisse causa societatis ad medium lucrum et perdam que absit videlicet florenos duodecim cum dimidio... conversos... in precio quarundam ficum albarum et pro medietate vigintiquinque florenorum in ipsa societate positorum per ipsas partes... quasquidem ficus dictus Florentius navigare gubernare et vendere promisit cum Dei adjutorio ad utilitatem et commodum partium predictarum...* » — et celle, comparable à la commande génoise, que réalise le marchand drapier grassois Antoine Simosse en confiant l'importante somme de 800 ducats d'or, au marchand Georges Ray de Nice : Et. Bérard — n° 57, 7 Août 1432 « *de et cum quibus ducatis... bene et debite mercari lucrari et negociari promisit ipse Georgius debitor per terram ac per mare et alias ubicumque sibi placuerit spacio unius anni... et in fine dicti anni ipsos ducatos VIII unacum tribus partibus lucrorum provenientium ex ipsis VIII ducatis eidem Antonio creditori dare solvere et realiter expedire in eadem civitate Grasse reliqua quarta lucri per eundem Georgium pro suo labore* ».

florins « à titre de société ou de prêt » (40). On voit aussi le cordonnier Jean Isnard, à qui la veuve de Jean Meunier a confié 80 florins, promettre de commercer un an, avec cette somme, puis d'en partager les profits ; mais l'acte est annulé le jour même à la demande de la créancière, et on lui substitue un contrat de « mutuum » (41). Remarquons encore qu'un prêt peut faire obligation au débiteur de commercer sur terre et non sur mer, et prévoir le partage des profits et des pertes (42).

Dès la seconde moitié du xv^e siècle, le notaire Barthélemy Delaude, pour désigner ces contrats, abandonne le terme de société ; il a recours, désormais, à celui de « debitum » (43).

L'examen des comptes du Chapitre de Grasse vient, semble-t-il, renforcer notre sentiment : des sociétés « ad medium lucrum » y apparaissent précisément comme des prêts. Le clergé, d'une façon générale, nous le verrons, participait volontiers à ces sociétés, les écritures tenues par le Chapitre de la Cathédrale en fournissent maints exemples. Parmi les recettes, l'« administrator » indique les profits qu'il en retire, tout en rappelant le montant du capital confié. On peut s'apercevoir que ce sont de véritables intérêts que les « associés » versent chaque année ; c'est ainsi que des sociétés constituées avec un capital égal rapportent des bénéfices identiques. Quelle est l'importance de ces profits ? Dans l'ensemble, le Chapitre percevait un intérêt de 10 % des placements effectués « ad medium lucrum ». Pour l'année 1414, relevons, entre autres, le paiement d'une somme de 6 gros pour un capital de 5 florins que réalise le Grassois Guisol, imité en cela par G. Tournaire et G. Vital, tandis que J. Maurel et H. Pugnaire s'acquittent respectivement de 1 et 5 florins pour des sociétés s'élevant à 10 et à 50 florins (44). Dans les actes notariés, le montant des bénéfices n'est jamais révélé ; lorsque le créancier donne quittance à son débiteur, celle-ci concerne uniquement le capital, les éventuels profits sont passés sous silence (45).

Quels qu'aient été le but et la nature de ces sociétés, commande ou prêt, prêt de consommation ou prêt d'affaires, on ne manque pas

(40) Et. Bérard — n° 12, 4 Décembre 1353 « causa societatis ad medium lucrum vel causa mutui ». Ou encore un acte du 11 Juin 1445 (Et. Bérard — n° 110 f° 53) « tam causa mutui gratie et amoris quam pro medio justo lucro ».

(41) Et. Bérard — n° 32, 19 Avril 1396.

(42) Et. Bérard — n° 109, 25 Novembre 1418 « ex causa mutui et amoris... XII libras cum quibus... promisit... mercari et negociari per terram et non per mare... »

(43) Et. Bérard — n° 119, 10 Janvier 1452 (n. st.) « debitum ad partem lucri pro... » — n° 134 f° 77, 4 Juin 1471 « habuisse ad medium justum lucrum et perdam ».

(44) Archives Départementales des A.-M. Série G. n° 332 « sequuntur media justa lucra tradita supradictis procuratoribus ».

(45) Et. Bérard — n° 12, 4 Décembre 1353 — n° 16, 7 Juin, 29 Juin 1362. Le fait n'est pas particulier aux sociétés « ad medium lucrum », voir également la cancellation de la commande réalisée entre A. Simosse et G. Ray (Et. Bérard n° 57, 7 Août 1432).

d'être surpris par l'attrait qu'elles présentaient pour une très large clientèle réunissant les différentes classes de la population. Leur principale fonction, reconnaissons-le, après M. G. Duby pour les contrats de cheptel, était d'établir des liaisons entre ceux qui détenaient l'argent et ceux qui en réclamaient (46).

Les bailleurs de fonds, qui fréquentent assidûment la boutique d'un notaire pour conclure ces associations, font souvent figure de piètres « capitalistes ». Tel ce barbier qui, en 1320, à Antibes — « in Platea » — devant la maison de l'évêque, confie 14 sous (47) ; ou ce Grassois que l'on voit, à quelques jours d'intervalle, avancer successivement, « ex causa societatis », 1 puis 2 florins (48). Plus élevées sont les sommes placées par Dame Monne Mauranesse qui, à plusieurs reprises, accueille le notaire dans sa demeure pour la rédaction des contrats : le 13 mai 1353, deux sociétés ont pour capital 5 et 20 florins ; peu de jours auparavant, elle a cédé à un prêtre de Grasse, une créance de 8 florins, somme dont le marchand Pierre Miracle lui est redevable pour une autre société (49). Pour le milieu du xv^e siècle, citons les opérations de cette autre bourgeoise, l'« honesta mulier » Jeanne Gautier, qui, en 1445, engage 25 florins dans une association et que nous retrouvons, quelques années plus tard, remettant à un certain Monnet Mathieu les 12 florins et demi qu'un autre associé « ad medium lucrum » vient de lui restituer (50). Parmi les sociétés portant sur des sommes plus considérables, on peut mentionner celle réalisée par Noble Jacques de Castellane, seigneur d'Andon, avec un Grassois pour un capital de 100 florins (51).

Les membres du Clergé ont particulièrement apprécié cette forme de prêt pour les capitaux qu'ils possédaient. On est frappé par la place qu'occupent les sociétés « ad medium lucrum » dans les comptes du Chapitre cathédral de Grasse. Dès la fin du xiii^e siècle, les chanoines y investissent les revenus qu'ils retirent des fondations d'anniversaires (52). Multiples sont les associations qu'ils continuent à réaliser aux siècles suivants et dont ils donnent, dans leurs registres de comptes, le détail des profits (53). En 1456, ceux-ci

(46) G. Duby « L'économie rurale... » op. cit. p. 253. Sur « l'emploi journalier et universel » de ces associations, cf. Ch. de Ribbe « La société provençale... » op. cit. p. 328.

(47) Et. Bérard — n° 4 f° 40, 6 Novembre 1320.

(48) Et. Bérard — n° 12, 23 Décembre, 3 Janvier 1354 (n. st.).

(49) Et. Bérard — n° 12, 3 et 13 Mai 1353. A son tour, elle reçoit de ce prêtre, une somme « ad medium lucrum ».

(50) Et. Bérard — n° 70 f° 133, 29 Décembre 1445 — n° 121 f° 18, 1^{er} Décembre 1455.

(51) Et. Bérard — n° 66, 21 Août 1441. Cancellation le 20 Mai 1448.

(52) Archives Départementales. Série G. n° 326, 25 Janvier 1295 (pièce justificative).

(53) Archives Départementales. Série G, n° 330 « sequuntur recepta medii iusti lucri capitalum anniversariorum ecclesie grassensis anno domini M nono CCCC die XIII mensis octobris » — Voir également n° 327 (1410-1526), n° 331 (1418), n° 332 (1417-1429), etc.

s'élèvent à la somme de 73 livres — disons à titre de comparaison, que cette même année, les rentes ont rapporté au Chapitre 88 livres (54). Parfois, la société est conclue entre le constituant de l'anniversaire et les prêtres qui en bénéficient : un Grassois, après avoir fondé « amore Dei » deux anniversaires pour l'âme de son père et celle de son épouse, au capital de 40 sous, promet, avec cette somme, de commercer pendant un an, « aux risques et profits des anniversaires » (55). De la même façon est utilisé l'argent légué pour la fondation et l'entretien des chapellenies (56). Certains desservants des alentours viennent à Grasse constituer procureur, celui-ci ayant mission de placer leurs revenus dans de telles sociétés (57).

Le clergé régulier figure, lui aussi, parmi les bailleurs de fonds. Il arrive qu'un couvent de Grasse ou le monastère de Lérins fassent fructifier quelques florins dans des sociétés « ad medium lucrum » (58). Si, dans l'ensemble, les gens d'Eglise, à Grasse et ailleurs (59), ont été les plus empressés à prêter leur argent par le biais de ces opérations, ils sont imités, surtout au xv^e siècle, par les hôpitaux et autres établissements de bienfaisance. Leurs administrateurs convertissent ainsi le numéraire que procurent les rentes, les legs charitables ou les ventes de biens immobiliers. La confrérie de Saint-Pierre et Saint-Hilaire (60), l'hôpital de la Porte-Ayguière (61), celui de la Porte-Neuve (62), ont, chacun, leurs clients. Dans les villages, ce sont souvent les confréries qui consentent de tels prêts (63).

Il est curieux de constater que les juifs, pourtant très sensibles à tout ce qui intéresse le crédit, se tiennent totalement à l'écart des associations à commun profit.

(54) Arch. Départ. A.-M. Série G. n° 337. 1456.

(55) Et. Bérard — n° 19, 25 Août 1367.

(56) Et. Bérard — n° 4 f° 12, 3 Septembre 1320 (Testament de Beatrix de Luduno) et n° 10, 24 Novembre 1346. Un prêtre de Grasse « deputatus in cappellania in grassensi ecclesie relicta per dominam Beatricem de Luduno condam » consile 10 florins à un habitant de Fayence — ou encore 23 Novembre 1381 (Et. Peretti — n° 38).

(57) Et. Bérard — n° 55, 1^{er} Mai 1430 « procuratorio nomine Venerabilis Viri Domini Martini Vague cappellani vicari loci de Grauleriis instituti in quadam cappellania fundata... in altari Beati Antonii ecclesie Beati Petri dicti loci... »

(58) Et. Bérard — n° 56, 11 Novembre 1431 (Couvent des Franciscains) — n° 71 f° 85, 2 Août 1446 (Lérins) — n° 133 f° 79, 4 Février 1470.

(59) Archives Départ. du Var. Série E (Notaires de Barjols) — E 809 (19 Décembre 1435), 813 (16 Juin 1444), 816 (4 Décembre 1449), 817 (1^{er} Octobre 1450), etc.

(60) Et. Bérard — n° 52, 26 Février 1425 (n. st.) « honesta mulier Johanna Almoyne relicta Jacobi Almoyni, Johannes Almoyni ejus filius et Johannes Hugonis ipsius Johanne gener... confessi fuerunt... Petro Mayfredi, Verano Grennoni et Bartholomeo Turlatoris de confratribus majoribus confratrie Beatorum Petri et Ylarii... » — n° 55, 25 Mai 1430, 7 Septembre 1430 — n° 56, 7 Février 1432 (n. st.)

(61) Et. Bérard — n° 55, 14 Janvier 1431 (n. st.) — n° 61, 1^{er} Mai 1436.

(62) Et. Bérard — n° 53, 15 Juin 1427.

(63) Et. Bérard — n° 13, 27 Septembre 1354 (pièce justificative).

Plus difficiles à connaître sont les emprunteurs, de Grasse ou des alentours, qui viennent s'engager auprès des « capitalistes » de la cité. On trouve indifféremment des hommes et des femmes, parfois plusieurs membres d'une même famille, des frères, une mère et son fils ou, cela est plus fréquent, un ménage (64). Lorsque seule la femme agit à titre principal, on peut voir le mari se constituer garant (65). Comme pour les contrats de « mutuum », c'est uniquement le caractère modique des sommes confiées qui permet, d'une manière bien imparfaite, d'apprécier l'insignifiance des opérations et, partant, des débiteurs. Toutefois, le montant des prêts paraît, ici, en moyenne plus élevé ; si les sociétés au capital de 100 florins sont exceptionnelles (66), celles atteignant de 10 à 25 florins se rencontrent assez souvent. Elles sont le fait de bourgeois (67) mais aussi de divers artisans : un tailleur s'associe « ad medium lucrum », à deux reprises, pour 20 florins (68) ; un pellissier reçoit 10 florins (69), un meunier s'oblige, avec son épouse, pour 25 (70).

Dès le début du xiv^e siècle, les villages de la région grassoise n'ont pas ignoré ces sociétés (71). Conclu à Grasse, le contrat réunit à l'occasion des personnes d'une même localité, qu'elles soient de Châteauneuf, de Cabris ou de Courmes (72). Mais, c'est souvent parmi les gens de la cité que se recrutent les bailleurs de fonds des villageois. Des registres, au milieu du xiv^e siècle, nous montrent ces derniers venant, outre des pays mentionnés ci-dessus, de Mougins, La Roquette, Thorenc, Briançonnet (72) ou de Saint-Auban, communauté dont les syndics reçoivent « causa societatis » du Grassois Isnard Mouton, une somme de 12 florins (74).

(64) Et. Bérard — n° 12, 21 Décembre 1353 — n° 52, 26 Février 1425 (n. st.) — n° 53, 15 Juin 1427 — n° 55, 14 Janvier, 8 Février 1431 (n. st.).

(65) Et. Bérard — n° 4, Août 1320, 29 Septembre 1320.

(66) Et. Bérard — n° 66, 21 Août 1441. Peut-être ces sociétés sont-elles plus particulièrement destinées aux activités des marchands ? (Et. Bérard — n° 134 f° 77, 4 Février 1471 (n. st.). Noble Antoine Bonefoy « mercator » reçoit également 100 florins du « spectabilis et generosus » Georges de Grasse, seigneur du Mas). Cf. aussi — n° 63, 3 Février 1439 (n. st.). Testament comportant un legs de 110 florins à confier aux exécuteurs « ita quod ipsi gadiatores dictos florenos CX ponant in manibus mercatorum ad lucrum utilitatem et comodum legatariorum ipsorum ».

(67) Et. Bérard — n° 55, 7 Septembre 1430 (veuve du notaire Dozol) — n° 61, 1^{er} Mai 1436 (François Aynesi).

(68) Et. Peretti — n° 55, 10 Novembre 1427 — Et. Bérard — n° 54, 14 Février 1430 (n. st.).

(69) Et. Bérard — n° 119, 10 Janvier 1451.

(70) Et. Bérard — n° 121 f° 18, 1^{er} décembre 1455.

(71) Cf. C. Samaran « Etude sur la vie rurale en Haute-Provence orientale au début du xiv^e siècle d'après le témoignage de deux registres notariaux » (D.E.S. Faculté des Lettres d'Aix. 1957 p. 92, pour les villages de Gréolières, Cipières, Caussols.

(72) Et. Bérard — n° 12, 28 Mai, 26 Novembre 1353 — n° 19, 30 Septembre 1367.

(73) Et. Bérard — n° 12, 13 Mai, 30 Mai, 23 Novembre, 5, 21 et 23 Décembre 1353.

(74) Et. Bérard — n° 12, 10 Mai 1353 « Julianus Jaucerandi et Guillelmus Jaucerandi de Sancto Albano sindici nomine ipsorum et nomine totius universitatis dicti castri Isnardo Moutoni... se habuisse et receplisse ab ipso causa societatis... »

Avouons que l'insertion constante, par les notaires, de la clause interdisant de commercer sur mer — et ce, même dans les contrats conclus entre villageois de l'arrière-pays — ne cesse de nous étonner. Faut-il en rechercher la raison dans une habitude du formalisme juridique ? Ou y voir, plutôt, un moyen pour distinguer ce type de prêt de la véritable commande ? Les seuls actes notariés ne permettent pas de prendre parti. Reconnaissons, en tout cas, que la société « ad medium lucrum », liée à la prohibition de l'intérêt, nous apparaît plus proche d'un prêt que d'une réelle association commerciale (75). Assurément, elle n'a pas été sans influence sur le développement économique de la cité : en multipliant les prêts, la société « ad medium lucrum » a facilité le crédit et, par tant, stimulé le commerce local.

(75) Les sociétés « ad medium lucrum » sont, apparemment, moins nombreuses dans les registres notariaux du milieu du xv^e siècle que dans certains du xiv^e siècle (cf. surtout Et. Bérard — n° 12, 1353). Ajoutons que P. A. Sigalas (op. cit.) n'en relèvera nul exemple dans les actes grasseois entre les années 1649 et 1652.

CHAPITRE III

LES JUIFS

Avant même qu'ils ne fussent expulsés de France au commencement du ^{xiv}^e siècle, les Juifs avaient été, et cela depuis fort longtemps, attirés par les régions méditerranéennes (1). La décision royale ne fait qu'accentuer ce mouvement. Nombre de juifs se réfugient dans le Midi et viennent grossir les communautés existantes. Ainsi, au ^{xiv}^e siècle, des familles israélites se trouvent installées dans la plupart des cités provençales, du littoral comme de l'intérieur : Avignon, Apt, Carpentras, Digne, Forcalquier, Manosque, Riez, Sisteron, Draguignan, Grasse... On a fait remarquer que leur implantation, souvent très ancienne, dans ces divers lieux, n'était pas le résultat du hasard, mais de la volonté de s'établir sur les principales voies commerciales qui sillonnent la Provence : vallée de la Durance, vallée de l'Arc et vallée de l'Argens, enfin, la côte. Entre le Comtat Venaissin, le Bas du Rhône et l'Italie, trois lignes se seraient « couvertes de synagogues » (2). Cette constatation est bien trop schématique pour expliquer « la carte historique » des communautés juives en Provence.

Il semble, effectivement, à première vue, que les juifs aient préféré se grouper dans les cités d'une certaine importance, plutôt que

(1) Ad. Crémieux « Les Juifs de Marseille au Moyen Age » (Extrait de la Revue des Etudes Juives. 1903) — A. Mossé « Histoire des Juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin » (Paris. 1934) — R. W. Emery « The Jews of Perpignan in the ^{xiii}th century » (New York. 1959).

(2) L. Honoré « Les Juifs à Draguignan du ^{xiii}^e au ^{xv}^e siècle » (d'après les notes d'archives recueillies par Frédéric Mireur) (Bulletin de la Société d'Etudes Scientifiques et Archéologiques de Draguignan, Tome XLIII — 1940-1941) p. 10.

de s'installer de façon isolée dans les villages. Les possibilités qu'ils y trouvaient pour commercer ont sûrement influencé ce choix ; leurs activités se développent davantage dans les localités jouant le rôle de marchés que dans les pauvres bourgades de la campagne où ne subsiste souvent qu'une économie de troc. Ce ne sont pas les seules raisons.

Il convient en effet de tenir compte de l'importance du culte communautaire chez les israélites. Outre l'organisation, souvent coûteuse, qu'il suppose pour son exercice, il prévoit des obligations religieuses que les individus isolés ne peuvent pas toujours satisfaire (3). Nécessaire pour réaliser les prescriptions cultuelles, la tendance des juifs à se grouper peut aussi répondre à un besoin de protection et de sécurité, en face des sentiments d'hostilité que leur témoignent parfois les populations locales.

A Grasse, les premiers registres, au début du XIV^e siècle, portent mention d'un achat de draps par les juifs Léonce, fils de Dayot, et Samuel, gendre de Jacob, auprès du marchand Rostang Michel (4). S'ils attestent leur installation dans la cité, ces documents ne nous offrent aucun renseignement sur les autres membres de la communauté, dont on ne peut supposer qu'elle se limite à ces familles (5). Pour le milieu du siècle, les actes signalent les noms de Samuel, fils de Leonet (6), de Mosset (7), de Dame Francesona, veuve de « Alioti » (8). On voit, par ailleurs, le juif Mosset faire une procuration à Salomon Dayet (9), ou encore Jacob, « sartor », et ses deux enfants, Aronetus et Joeta, intervenir dans une reconnaissance de dette (10). C'est à un juif du nom de Mosset, exerçant aussi le métier de tailleur, que Noble Mathieu du Rouret loue une boutique près de la « rue des forgerons » (11).

Vers ces mêmes années 1350-1360, quelques familles juives de Castellane viennent se fixer à Grasse. Deux d'entre elles apparais-

(3) B. Blumenkranz « Pour une géographie historique des Juifs en Provence Médiévale » (Congrès des Sociétés Savantes — Nice 1965). Nous tenons à renouveler nos vifs remerciements à l'auteur, qui nous a fort aimablement confié le texte de sa très intéressante communication, avant même sa publication dans les Actes du Congrès.

(4) Et. Bérard — n° 2, 23 Juin 1309.

(5) Dans le plus ancien registre de comptes des clavaires de Grasse (A.D.B. du R. B. 1905), on relève, pour les années 1305-1306, les noms des juifs suivants : Leonet Dayot, Jacob, Samuel, Amandet, Habraam, Leonet de Regio, Aliot, Salamon.

(6) Et. Bérard — n° 11, 19 Juin 1349 — cf. également Archives Communales de Sigale (Archives Départ. des A.-M. CC. 2) — où sont mentionnés comme juifs de Grasse, en 1323, Leonet Dayot et, en 1342, ses quatre fils : Jacob, Mosset, Salamonet et Samuellet.

(7) Et. Bérard — n° 16, 30 Juin 1362.

(8) Et. Bérard — n° 15, 27 Juillet 1362 — n° 40, Décembre 1364.

(9) Et. Bérard — n° 12, 20 Novembre 1353.

(10) Et. Bérard — n° 15, 4 Août 1362.

(11) Et. Bérard — n° 39, 14 Janvier 1360 (n. st.).

sont nettement dans les actes notariés. L'une est celle du juif Jaciel, dont nous connaissons également l'épouse Esther et la mère Gaya (12). L'autre, celle de Rabin Mayr qui a pour femme Myriam (13). Une vingtaine d'années plus tard, dans un seul registre daté de 1380 — où les prêts consentis par les juifs sont particulièrement nombreux — on retrouve ces deux familles à Grasse. A côté de Rabin Mayr, interviennent alors ses trois fils : Creyssandonus, Amietus et Jassonus (14) ; d'autres noms juifs sont cités : Salomon, Aroninus, Maître Jacob, Jassonus parcheminier « *pargaminerius* », Aquinetus fils de Mordaycays, Manasserius et la juive Chiara (15).

Durant la première moitié du *xv^e* siècle, les juifs auxquels il est fait le plus souvent allusion dans les documents notariés grasseois, sont assurément Donninus Jassiel et surtout l'un de ses fils, Mossonus (16), et Mathassia Levi (17). Notons encore Benvengut Jacob, David Levi et son père Benoît Levi « *phisicus* », Benlivenha de Monreal, Amant de Stela, Abraham Bonafe, Salamon Cohen (18). D'autres, étrangers à la cité, figurent de façon épisodique dans les actes (19).

Si, jusqu'à la fin du *xiv^e* siècle, juifs et chrétiens se mêlent étroitement dans les relations de la vie quotidienne, sans discrimination apparente, une première décision du Sénéchal Georges de Marle impose, en 1396, aux israélites un signe distinctif sur leurs vête-

(12) Et. Bérard — n° 15, 7 Juillet 1362 « *Jaciellis judeus de Castellana habitator Grasse* » — n° 16, 20 Juillet 1362 « *Stela judea uxor Jaciellis...* » ou encore prénommée « *Ster* » (Et. Bérard — n° 22, 21 Août 1376) — n° 19, 26 Mars 1367 « *Gaya judea...* ». A en croire le vieil ouvrage du Prieur Laurensi (« *Histoire de Castellane* » 1775, édité par A. Gautier. 1899), cette localité en comptait un grand nombre. Parmi les diverses calamités des *xiv^e* et *xv^e* siècles, l'auteur cite la peste, le Verdon et les Juifs (p. 232). Ajoutons que la véracité et l'impartialité de cette histoire sont, sur bien des points, extrêmement suspectes.

(13) Et. Bérard — n° 16, 27 Mai 1362 — 16 Juin 1362.

(14) Et. Bérard — n° 41, 30 Mars, 1^{er}, 2, 24 Avril 1380.

(15) Et. Bérard — n° 41, 1^{er}, 16 Avril, 30 Mai, 1^{er} Juin, 29 Octobre 1380.

(16) Et. Bérard — n° 66, 18 Août 1441 — Et. Peretti — n° 49, 5 Octobre 1436 « *Donninus Jassiel et Jaciel et Jassonus sui filii* ». S'agit-il des descendants de la famille venue au *xiv^e* siècle de Castellane ou ce Donninus Jassiel est-il originaire de Marseille, comme le laisse supposer un acte du 30 Avril 1428 (Et. Bérard — n° 88 f° 29) ? (Voir également Et. Peretti — n° 47, 3 septembre 1442 — Et. Bérard — n° 74, 1449).

(17) Et. Peretti — n° 49, 22 Octobre 1446 « *Matacianus Levi filius Amieti Levi* » — Et. Bérard — n° 63, 24 Décembre 1438 — n° 66, 21 Avril 1441 — n° 71, 29 Avril 1446 « *Mathassia Levi* ».

(18) Et. Peretti — n° 49, 7 Octobre, 22 Octobre 1436, 16 Octobre 1436 — Et. Bérard — n° 66, 15 Octobre 1441 — n° 74 f° 18, 28 Avril, f° 42, 24 Juin 1449, f° 135, 1^{er} Mars 1450 (n. st.). Autre Juif fixé à Grasse, vers 1450, Moïse Ezechiel (cité par Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 131).

(19) Et. Bérard — n° 70 f° 90, 28 Octobre 1445 « *Jassielis Levi judeus de Nicia nunc habitator Grasse* » — n° 73 f° 54, 1^{er} Juillet 1448 « *pro Sansoni de Trevout* » — n° 121 f° 22, 19 Octobre 1455 « *Leser Agun Destrebore* » — f° 23, 24 Décembre 1455 « *Raphael de Trevouta* ».

ments. Trois ans plus tard, le souverain Louis II les oblige à porter une roue d'étoffe rouge de trois doigts et leur affecte une rue spéciale, « in carreria juatarie », non loin du ruisseau dénommé « rivum Peytrelli », dans le quartier de la Place aux Herbes (20). C'est évidemment là que nous trouvons, au début du xv^e siècle, la synagogue, « prope Placetam ». Les Juifs s'efforcent de louer une demeure avoisinant le lieu du culte. Ainsi, Donninus Jassiel conclut-il un bail avec André Philipin, menuisier, pour une maison et un jardin qui confrontent la synagogue. Des clauses accordent au locataire le droit de faire certains travaux : construire un escalier et surtout ouvrir une porte pour communiquer directement avec la synagogue (21). Un autre contrat précise que les juifs se réunissent pour leur culte, dans la partie supérieure d'une maison appartenant au Grassois Jérôme Durand (22). L'existence d'un cimetière propre aux israélites est également signalée, dès 1377, dans un acte (23).

Quelques mentions traduisent parfois le respect des juifs pour les règles religieuses auxquelles les soumettent les Ecritures. L'un d'eux, engageant un domestique, lui accorde par une clause expresse du contrat de louages de services, une journée de repos par semaine, le samedi (24). Tout aussi strictes sont les prescriptions pour la nourriture. D'abord, la viande : les juifs ont une table de boucherie spéciale (25). Autres dispositions pour les fromages et le vin : Mossonus Jassiel, qui a prêté 5 florins à un berger de Saint-Vallier, se réserve la faculté d'acheter au mois de mai suivant, pendant

(20) Et. Bérard — n° 66, 30 Décembre 1441. Une mauvaise lecture paraît avoir provoqué une confusion de l'historien P. Sénéquier (op. cit. p. 313) lorsqu'il fait allusion à la « carriero d'Inatario » au lieu de « juatario » (à titre de comparaison, pour Arles (CC. 6. f° 190) « carreria de juataria » — cité par P.A. Février, op. cit. p. 169, n° 67). Cf. G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 130. Dans le cadastre de 1433 cette rue est aussi appelée « rue de la Place aux Herbes ».

(21) Et. Bérard — n° 64, 19 Août 1439 « quadam suam domum et jardinum... infra dictam civitatem prope Placetam confrontatam a parte ante cum ipsa Placeta rivo in medio et cum domo heredum Ant. Vitalis et cum domo Petri Ferraudi et cum domo sive sinagoga judeorum... per tempus decem annorum ». Clauses... « Item dictus Donninus etiam unam portam facere possit suis sumptibus in pariete domus dicte sinagoge pro intrando de ipso giardino infra dictam sinagogam et de ipsa sinagoga infra ipsum jardinum ». Il arrive que les juifs passent contrat dans la rue, devant la synagogue : Et. Bérard — n° 70 f° 19 « in carreria ante domum sinagoge ebreorum ».

(22) Et. Bérard — n° 65, 21 Juin 1440 « cum domo Geronimi Durandi in qua videlicet in parte superiori judei dicte civitatis tenent et faciunt sinagogam ».

(23) Et. Bérard — n° 23, 4 Décembre 1377 « pro logerio sementerii judeorum ».

(24) Et. Bérard — n° 119, 22 Mars 1452 (n. st.) « item fuit de pacto quod omnes dies sabbati dicti anni sint ejudem Anthonii et ad eum spectent ». (Cf. Livre du Sabbat. Exode 23-12 « Au septième jour, tu te reposeras afin que... le fils de ta servante et l'étranger reprennent des forces »).

(25) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 131. Il est précisé dans les statuts de 1335 que les viandes ne doivent être ni découpées, ni préparées, ni débitées, ni achetées par les juifs aux tables ordinaires.

une période de huit jours, tout le lait fourni par les brebis du débiteur, il en fabriquera des fromages « de lege » (26) ; un contrat de mègerie précise qu'il s'agit de fromages « cum flore », c'est-à-dire selon les préceptes rituels, sans présure (27). De même, le vin destiné aux juifs devra être obtenu conformément aux principes de la loi hébraïque (28).

L'importance numérique de la colonie juive de Grasse est difficile à déterminer avec exactitude. Le cadastre de 1433 dénombre 25 personnes dans la rue de la Juiverie (29), mais il n'est pas certain que toutes soient des israélites. Dans quelques registres notariés, tant de la seconde moitié du *xiv^e* siècle que de la première du *xv^e* siècle, une dizaine de noms, au maximum, sont relevés ; le nombre de familles n'est peut-être pas supérieur à ce chiffre (30). Dans quelle mesure cette communauté juive était-elle intégrée aux habitants chrétiens de la cité ? Il est malaisé de le savoir : à en juger par les multiples contrats conclus avec les Grassois, des rapports étroits les unissaient ; étaient-ils imposés par le rôle que les juifs y tenaient pour la fourniture du crédit, ou traduisaient-ils au contraire une réelle entente ? Des textes officiels de la fin du *xiv^e* siècle, nous l'avons dit, manifestent à leur égard un sentiment de rigueur et même de malveillance. Ces dispositions viennent, apparemment, sanctionner les multiples accusations que les chrétiens formulent contre les juifs ; en fait, celles-ci recouvrent la plupart du temps quelques prétextes pour limiter leurs activités. C'est sans doute pour se soustraire à des paiements d'intérêts ou à des remboursements de prêts, que les Grassois, à l'exemple d'autres Provençaux, brandissent fréquemment la menace d'une expulsion de la cité. Le différend se termine, en général, par une sorte de transaction ; tel est, semble-t-il, le but recherché (31). Les interdictions qui, à certains moments, ont été édictées contre les communautés israélites, ne sont pas toujours strictement appliquées ; ainsi en est-il de

(26) Et. Bérard — n° 73, f° 8, 11 Avril 1448 « totum fructum proveniendum ex ovibus... per octo dies eligendos per dictum Mossonum mensis maii proxime futuri pro faciendis caseis de lege ».

(27) Et. Bérard — n° 72, f° 105, 19 Octobre 1447 « facere de lacte ovium ipsius mearia caseos de lege judeorum videlicet cum flore » — cf. B. Blumenkranz. Communication précitée. Sur cette expression, cf. Ph. Wolff « Commerces... » op. cit. p. 195, note 170 « De flore vocato pressura ».

(28) Et. Bérard — n° 23, Mars 1378 (n. st.) « facere vinum de lege judeyce ».

(29) G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*. p. 130.

(30) B. Blumenkranz (Communication précitée) fait remarquer que la prière synagogale en commun nécessite une assemblée de 10 hommes (il suffit pour en faire partie d'avoir atteint la majorité religieuse, soit 13 ans), ce qui correspond à une communauté d'une moyenne de plus de 40 personnes).

(31) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 132 « Grasse se plaint des Juifs, mais ne veut pas qu'ils soient troublés par les pays voisins ».

celle leur refusant les services de domestiques chrétiens (32), ou de celle qui les empêche d'acquérir des biens fonds (33).

Si l'on fait exception d'agitations populaires dont certaines cités ont été le théâtre, en particulier aux époques de crise et de troubles, les juifs ne semblent pas s'être heurtés, en Provence, à l'hostilité systématique des chrétiens (34). Il faut cependant reconnaître que les pratiques usuraires auxquelles se livrent, de façon quotidienne, quelques uns d'entre eux, ne sont pas sans provoquer de la part des infortunés débiteurs une volonté de révolte (35) ; la qualité d'israélite du créancier leur en fournit l'occasion.

Dans le cadre de la Provence, les juifs, s'ils ne sont pas soumis aux tailles et questes royales, payent annuellement au Souverain des redevances dont le montant a été réparti, par les syndics, entre tous les membres de la communauté. Des dons gratuits ou subsides extraordinaires leur sont aussi réclamés ; on exige d'eux enfin des sommes au profit de la Conservation des Privilèges juifs, office institué en 1403, dont le but est de « défendre les privilèges des juifs et des communautés juives et d'en assurer l'application » (36). Les registres notariaux de Grasse contiennent quelques quittances de ces paiements. On voit, en 1443, le juif Donninus Jassiel et l'un de ses fils, remettre 40 florins à Pierre de Hercio, chargé par le Sénéchal Tanguy du Châtel de percevoir ces impositions (37) ; Mossonus Jassiel, en son nom et celui de son père, paie, en 1450, pour un

(32) L. Honoré. *op. cit.* p. 18 — Et. Bérard — n° 117 f° 168, 2 Mai 1447 — n° 119, 22 Mars 1452 (n. st.).

(33) L. Honoré. *ibidem.* p. 51 — Et. Bérard — n° 63, 24 Décembre 1438. En fait, les juifs de Grasse paraissent fort peu tentés par les investissements immobiliers, ils préfèrent spéculer avec un capital en numéraire. E. Baratier. *op. cit.* p. 70, note 9, signale, par contre, qu'à Manosque et Sisteron, ils possèdent une large part du terroir.

(34) R. Aubenas et L. Guenoun « Notes sur la condition des Juifs d'Hyères au XIV^e siècle » (Recueil des Mémoires et Travaux... Université de Montpellier 1948) p. 3 « Les documents de la pratique révèlent qu'en Provence particulièrement, les juifs, sans jouir d'une totale égalité avec les chrétiens, furent cependant traités... avec quelques ménagements ».

(35) A. D. B. du R.-B. 1905 (Comptes Clavales de Grasse). En 1305, un Grassois qui « injuriose accepit ad vestes Habraam judeum » (f° 11 v°) est condamné à une amende de 5 sous ; un autre « quia percussit Samuelem judeum de pugno et contra eumdem unum lapidem levavit » puis « quia percussit Amandetum judeum et ipsum per capillos accepit » (f° 16 v°) à une double amende de 10 sous.

(36) R. Busquet, *Etudes sur l'ancienne Provence* (Paris. 1930) p. 119 et suivantes.

(37) Et. Bérard — n° 68, 26 Mai 1443 « Quitancia pro Donnino Jassielis » — « Notum sit quod Petrus de Hercio commissarius deputatus per... Militem Domini Tanguidem de Castro Parisiensis Prepositum regium in Provincia Senescallum ad exigendum pecunias debitas regie curie per judeos Provincie prout de sua commissione constat quibusdam litteris emanatis a dicto Domino Senescallo die XVII hujus mensis... confessus fuit Donnino Jassielis judeo... et Jassielis Donnini ejus filio... habuisse et recepissee florenos XXXV videlicet a dicto Donnino XXX et a dicto Jassiele X debitos pro solutione tam doni graciosi facti ut ponitur Domino Nostro Regi per communitates judeorum quam pensiones per eos debite et pro causa eorum conservationis ».

« subside extraordinaire » la somme de 50 florins, plus 5 florins « pro eorum capagis » (38). En contre-partie de la protection qu'ils accordent aux juifs, les Comtes de Provence s'efforcent d'en retirer quelques avantages financiers.

Parmi les activités exercées par les juifs au Moyen Age, les professions médicales doivent faire l'objet d'une mention spéciale. Depuis longtemps, on a souligné la notoriété qu'ont eue, à cette époque, certains médecins juifs ; les souverains provençaux eux-mêmes recouraient parfois à eux (39). Nombreux étaient les juifs qui pratiquaient l'art médical ; la plupart des localités de quelque importance en comptaient. Dans la seconde moitié du *xiv^e* siècle, on trouve à Grasse un certain Jacob de Chambéry, dont les actes précisent qu'il s'agit d'un « phisicus » (40). Lorsqu'une épidémie risque de sévir, le Conseil de la Cité n'hésite pas à s'assurer les services de ces praticiens. En 1428, parmi les trois médecins que Grasse a engagés, figure un juif du nom de Benoît (41). Sans doute, est-ce le Benoît Levi que nous retrouvons quelques années plus tard, donnant des soins à un pellissier de la ville et recevant, à titre d'honoraires, la somme de 4 florins (42). Son fils, David Levi, également « phisicus », exerce lui aussi à Grasse ; un acte de 1446 le montre débiteur de l'apothicaire Guillaume Augier pour un achat de drogues médicinales (43). Un nouveau médecin juif, en 1450, se met au service de la cité : Moysé de la Roche, de passage à Grasse, accepte d'y demeurer pendant un an, moyennant un salaire de 40 florins (44).

Quelle qu'ait pu être la réputation médicale de certains, c'est dans le domaine de la vie économique que les juifs de Grasse jouent

(38) Et. Bérard — n° 75 f° 31, 1^{er} Juin 1450 — Voir également Et. Peretti — n° 49, 22 Octobre 1436 — Et. Bérard — n° 70 f° 82, 10 Octobre 1445.

(39) G. Bayle « Les médecins d'Avignon au Moyen Age » (Avignon, 1882) — Dr Barthelemy « Les médecins à Marseille avant et pendant le Moyen Age » (Marseille, 1883). L. Honoré, op. cit. p. 14 — cf. pour le Comté de Nice et le Piémont, Caïs de Pierlas (op. cit. p. 264) y voit une cause des bonnes relations entre les Princes de Savoie et les juifs. Le prieur Laurensi, op. cit. p. 232, attribue, lui aussi, à l'exercice de la médecine l'importance des juifs à Castellane ; il conclut de façon curieuse que « les plus riches et les plus distingués de Castellane et des environs réclamaient leur secours dans les maladies, ce qui leur procura la confiance et souvent le secret des maisons les plus notables ».

(40) Et. Bérard — n° 22, 11 Juin 1376 « magister Jacob de Chambayrien ».

(41) Archives Communales de Grasse. BB. 1-II^e cahier. Cité par G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 132, note 4.

(42) Et. Bérard — n° 57, 20 Juin 1432 « causa mercedis ipsius magistri Benedicti sive visitationum factorum per eum in personam dicti Petri ratione cujusdam infirmitatis parasse per eundem ».

(43) Et. Bérard — n° 71 f° 118, 9 Octobre 1446 « de diversis rebus et causis medicinalibus ab apotheca speciarie ».

(44) Arch. Comm. Grasse. BB. 2. III^e cahier. Cité par Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 183, note 7.

un rôle essentiel. Evoquer cette communauté juive au Moyen Age équivaut à envisager, sous les multiples opérations « financières » qu'elle conclut, le problème du crédit, dans la cité d'abord, et, par contre-coup, dans les villages des alentours.

A Grasse, comme dans toutes les villes médiévales, la principale forme d'activité des juifs est le prêt à intérêt. Sans détenir toujours de grandes quantités de numéraire, ils en ont suffisamment pour consentir, à un quelconque moment de l'année, des avances, à tous ceux qui sollicitent du crédit. Les juifs figurent rarement parmi les débiteurs, qu'il s'agisse de prêts ou de ventes à crédit ; ceci peut s'expliquer par l'existence de disponibilités, ou par des facilités entre coréligionnaires qui excluent le concours du notaire. Dans les contrats où nous les voyons emprunter, c'est, en principe, pour des sommes assez importantes. Leurs créanciers appartiennent alors, aux classes sociales les plus aisées : haut clergé, noblesse ou riches marchands.

En 1376, les juifs Rabin Mayr, Jaciel et Jacob, tous trois fixés à Grasse, reconnaissent, le 11 juin, devoir à un prêtre, agissant comme procureur de l'évêque Aymar de la Voute, une somme de 58 florins, à titre de prêt « *causa mutui et amoris* » ; ils s'engagent, sous serment, à la rembourser par moitié au mois d'août suivant et à la Saint-André (45). Les débiteurs s'obligent « *realiter et personaliter* » à toutes les cours laïques et ecclésiastiques du Comté de Provence, y compris à la Chambre des Comptes d'Aix, à leurs prisons, acceptent d'y être tenus pour otages « *ubicumque malluerit* ». Dans le même acte, les juifs donnent procuration générale et spéciale aux curés de Grasse, Antibes, Saint-Sauveur d'Aix, Saint-Martin et Saint-Agricol d'Avignon, pour les représenter en justice, si besoin est, avec de très larges pouvoirs. Ici, les rapports entre clergé et juifs peuvent s'interpréter comme une volonté commune de spéculer ; si l'on songe que ces juifs, à la même époque, apparaissent fréquemment dans les actes, en qualité de prêteurs, il n'est pas exclu que les florins confiés par le prélat soient destinés à réaliser d'autres placements. Pour tous ceux qui, tentés par le profit, ne veulent cependant pas se livrer trop ostensiblement au trafic de l'argent auprès du menu peuple, les usuriers juifs sont des inter-

(45) Et. Bérard — n° 22, 11 Juin 1376 « *quod Rabin Mayr, Jaciel de Castellana habitatores Grasse et magister Jacob de Chambayrien phisicus, judei de Grasse omnes simul et quisque ipsorum in solidum... confessi fuerunt... Venerabili Viro Domino R. Artuqui cappellano curato grassensis ecclesie procuratori ut asserit et nomine procuratorio Reverendi in Christo Patris et domini, Domini Aymarli de Vouta dei gratia grassensi episcopi...* » (cet évêque sera quelques années plus tard, à la tête du diocèse de Marseille (R. Aubenas « *Recueil des Lettres officialités...* » op. cit. Tome I, p. XXXIV). Cancellation en date du 10 Décembre « *de precepto dicti domini episcopi* ». Sur le serment des juifs cf. supra. Titre préliminaire « *Notariat et pratique juridique* ».

médiaires tout désignés. Peut-être de semblables considérations ne sont-elles pas étrangères au prêt de 125 florins consenti par deux nobles marchands génois au Juif Donninus Jassiel (46) ou mieux, à celui réalisé par Noble Jacques de Castellane, seigneur d'Andon, au profit de Mathassia Levi, pour le montant, également élevé, de 120 florins (47). Si ces actes demeurent, somme toute, assez exceptionnels, au contraire, les prêts accordés par les juifs sont, eux, extrêmement nombreux. Certains registres notariaux en renferment souvent plusieurs centaines pour une seule année ; leur nombre dépasse, de loin, celui des autres contrats (48). Importance d'autant plus surprenante que seuls deux ou trois juifs font régulièrement figure de prêteurs. Rabin Mayr ou Jaciel au milieu du xiv^e siècle, Mossonus Jassiel et Mathassia Levi, dans le second tiers du xv^e siècle : tels sont les noms qui reviennent, avec une singulière fréquence, dans les actes grassois (49).

En premier, il s'agit de prêts d'argent. A l'exemple de ceux pratiqués par les chrétiens, tous revêtent un caractère « amical », « *causa mutui et amoris* ». Or, nous savons que les uns et les autres ne négligent nullement l'intérêt. Les précautions prises par les créanciers juifs pour dissimuler l'aspect usuraire de la dette sont multiples ; nous avons vu que l'une d'elles consistait à solliciter du débiteur une sorte de quittance à propos de l'« *usura* » (50). L'absence de tout intérêt dans les contrats de prêts consentis par des juifs, peut surprendre. Les souverains provençaux ne le prohibaient nullement, ils s'étaient efforcés de le limiter. Ainsi, en 1386, la Reine Marie avait autorisé un intérêt de 5 sous pour une livre (51). En fait, bien peu de prêteurs devaient s'en contenter et préféraient alors le passer sous silence. A plusieurs reprises, le Conseil de la cité se fait l'écho des plaintes des Grassois contre les abus des usuriers ; dans une réunion du 25 novembre 1449, par exemple, on proteste contre les taux exigés (52). Les débiteurs n'ont d'autre pos-

(46) Et. Bérard — n° 88 f° 29, 30 Avril 1428 « *Prorogatio debiti pro nobilibus viris Nicoloso Spinelle et Bartholomeo de Marinis mercatoribus de Janua absentes et Donnino Jassielis judeo de Grassa* ».

(47) Et. Bérard — n° 72 f° 16, 13 Avril 1447 « *Mathassia Levi judeus... teneatur et esset obligatus nobili et egregio viro Johanni de Castellana ut procuratori... nobilis et egregii viri Jacobi de Castellana ejus fratris domini loci de Andahono regii scutiffierii videlicet in florenis centum et viginti* ».

(48) Voir, par exemple, Et. Bérard — n° 23, 1377.

(49) Profitons de l'occasion pour rappeler la réserve formulée par Ed. Baratier « *Histoire du Commerce de Marseille* » op. cit. t. 2. p. 91 « *Il faut se garder de généraliser et de voir dans tout juif un usurier* ». A Grasse, comme ailleurs, seuls certains membres de la communauté se livrent régulièrement à ce genre d'opérations.

(50) Et. Bérard — n° 23, 30 Mars, 3 Avril 1377, etc. cf. supra « *Les Prêts* ».

(51) G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 130 et pièce justificative n° XLIII.

(52) Idem. p. 130, note 5 (Archives Comm. Grasse. BB. 2 — III^e cahier).

sibilité que d'obtenir des Souverains ou de leurs représentants, des délais de paiement, parfois une remise partielle des intérêts (53).

La plupart du temps les sommes prêtées sont faibles, elles soulignent les difficultés des emprunteurs pour équilibrer un modeste budget familial. Un habitant de Saint-Auban vient à Grasse, le 23 mai, pour contracter un prêt de 12 sous auprès de Salomon Dayet, le terme est fixé à la Saint-Jean-Baptiste ; un autre villageois, originaire de Roquestéron, reçoit, le 22 novembre, du même juif, une somme de 38 sous, il promet de la rembourser dans les quinze jours qui suivront la fête de la Saint-André (54). Nous aurons l'occasion de revenir sur la diversité de la clientèle des usuriers juifs et sur les époques de l'année où ces opérations sont les plus fréquentes.

Les prêteurs ont une véritable clientèle qui, périodiquement, vient chez eux solliciter du crédit. Clientèle régulière, car il est rare qu'elle puisse rembourser et se libérer dans les délais prévus des dettes passées. Souvent de nouvelles dettes s'y ajoutent ; ainsi, les prêts se succèdent et se perpétuent sur plusieurs années, au grand détriment des débiteurs pour lesquels on ne tient pas toujours compte des paiements partiels et qui sont livrés, de ce fait, aux taux les plus usuraires (55). De temps à autre, les opérations sont soldées, un contrat est conclu « *ex causa finalis computi* ». Les exemples conservés dans les registres attestent la continuité des relations entre créanciers et débiteurs. Tel ce ménage, Pierre Chabaud et sa femme Béatrice, qui, au mois de décembre 1391, énumère tout ce qu'il doit au juif Jaciel : 72 sous et 3 quartiers de froment depuis le 1^{er} mai 1385 (acte du notaire G. Riquier), 24 sous et 1 setier de froment, en vertu d'un contrat du notaire J. Jusberti du 11 mai 1389 ; un autre prêt, en date du 13 mars 1390, auprès du même notaire, porte, cette fois, sur 24 sous et 3 quartiers de froment ; enfin l'acte fait allusion à diverses « *quantitates peccuniarum* », sans toutefois préciser leur montant (56). Le créancier se contente alors de déclarer qu'il a reçu complet paiement ; il est aisé de supposer la part des intérêts dans des règlements de ce genre.

Cette imprécision, volontaire, se retrouve dans de nombreux actes passés au profit des juifs, qu'ils soient relatifs à des prêts ou

(53) Et. Bérard — n° 71 f° 183, 27 Janvier 1447 (n. st.). Deux habitants de Grasse, Pierre Ruffi et son fils, se sont plaints au Sénéchal Tanguy du Chatel, de passage dans la cité, au sujet d'une dette contractée envers le juif Mossonus Jassiel, principal et intérêts atteignent la somme très élevée de 140 florins. L'affaire est tranchée par le « *Magnificus et potens vir Dominus Bertrandus de Grasse, miles, dominus de Albarno* », qui décide « *quod dictus Petrus absque multiplicatione usurarum pro tota summa predicta jamdicti debiti florenorum CXXXX eidem Mossono dare et solvere teneatur florenos octuaginta* » à raison de 20 florins par an, à compter du mois de février suivant.

(54) Et. Bérard — n° 12, 23 Mai 1353 — 22 Novembre 1353.

(55) A. Crémieux. op. cit. p. 64.

(56) Et. Bérard — n° 34, 19 Décembre 1391.

à des ventes à crédit. On néglige d'indiquer l'exacte quantité des produits vendus ou le détail des sommes confiées, seul le montant global de la dette est mentionné (57) ; procédé qui facilite grandement les dissimulations de l'intérêt.

Pour garantir le remboursement de leurs créances, les israélites recourent, comme les chrétiens, aux diverses sûretés réelles et personnelles, ce que nous avons déjà examiné en traitant les prêts en général. L'engagement de fidéjusseurs à côté du débiteur principal est une forme de garantie habituelle, surtout si l'emprunteur demeure, non pas à Grasse, mais dans une autre localité de la région : un parent, un ami, souvent originaires du même lieu, viennent satisfaire la défiance du créancier (58) ; d'autres fois, c'est une personne notable de Grasse (59). Quand le fidéjusseur n'intervient pas dans la reconnaissance de dette, une clause impose parfois au débiteur d'en fournir un, dans un délai déterminé de 15 jours ou un mois (60). La traditionnelle « obligatio bonorum » est complétée de sûretés réelles. On hypothèque des biens fonds, maisons ou terres, et même de prochaines récoltes (61). Enfin, les juifs, nous l'avons vu, reçoivent volontiers des objets en gage : argenterie et bijoux leur sont fréquemment remis par les emprunteurs (62). Si le montant de la dette est élevé ou les risques d'insolvabilité du débiteur manifestes, les garanties exigées par le prêteur apparaissent parfois très rigoureuses. L'ensemble du patrimoine est hypothéqué : situation d'autant plus misérable pour les paysans que les garanties portent, non seulement sur les terres, mais aussi sur les animaux et les

(57) Et. Bérard — n° 73 f° 5, 2 Avril 1448 « confessus fuit... Mossono Jassielis judeo teneri solvere ex causa finalis computi facti inter eos... de omnibus que ipse Urbanus ac Beatrix ejus uxor simul vel divisim et tam cum scripturis quam sine scripturis cum dicto Mossono agere et negociare quomodolibet habuerunt usque diem presentem quibuscumque occasionibus rationibus sive causis et specialiter tam causa mutui quam emptionis annone vel alias... videlicet florenos triginta sex ».

(58) Et. Bérard — n° 23, 13 Avril, 14 Avril 1377.

(59) Et. Bérard — n° 74 f° 48, 13 Juillet 1448. Prêt consenti par Benoît Levi à un habitant de Coursegoules, Dame Delphine de Comps, veuve de Bertrand de Grasse, est caution.

(60) Et. Bérard — n° 72 f° 25, 18 Avril 1447 « in fidejussorem dare eidem hinc et dies XV proximos videlicet unum de fratribus suis qui se in forma debeat obligare ».

(61) Et. Bérard — n° 23, Mars 1377 « specialiter ypothecavit fructus seu vinum quod Deus dabit in dicta vinea » — Et. Peretti — n° 260, 29 Mai 1446 « ypothecavit... quoddam seminatum annone quod habet in quadam sua vinea ». Ce genre de garantie, dont les juifs font volontiers usage, s'accompagne souvent de clauses leur accordant une sorte d'option sur les récoltes (Et. Bérard — n° 70 f° 116, 8 Décembre 1445).

(62) Et. Bérard — n° 42, 21 Novembre 1386, « pro pignore... unam garlandam perlarum » — n° 68, 26 Mai 1443 « unam taceam argenti bolhonatam de subtus et in uno bolhono est una litera g » — n° 73 f° 66, 25 Août 1448. Il arrive que ce soit une créance que le débiteur donne en gage : Et. Bérard — n° 16, 3 Juin 1362. Pour un prêt de 3 florins, un habitant de Saint-Paul remet à Rabin Mayr « pro tenesone quoddam instrumentum XLVI florenorum ».

récoltes. C'est, par exemple, le cas de Pierre Arnaud, du village de Châteauneuf, qui, obligé envers plusieurs Juifs grassois pour une somme totale de 60 florins, promet de rembourser à raison de 20 florins par an, à la fête de la sainte Vierge le 15 août, et, en garantie de ce paiement, engage sa maison, ses trois bœufs, son âne et toutes les céréales récoltées jusqu'à l'extinction de la dette (63). Tout au plus, peut-on penser que seul le blé nécessaire aux ensemencements et à la nourriture de la famille échappera, pour des raisons d'humanité, à une éventuelle saisie, selon les usages en vigueur en Provence (64).

Les voies d'exécution offertes aux juifs sont celles de tous les créanciers. Pour recouvrer l'argent qui leur est dû, les juifs utilisent volontiers l'arme de l'excommunication. Ils n'hésitent pas à traîner leurs débiteurs devant les juridictions ecclésiastiques pour faire prononcer contre eux cette sanction avant toute autre. Sans doute leur arrive-t-il également de permettre à ces mêmes débiteurs de solliciter l'absolution, s'ils s'engagent à s'acquitter de la dette dans un court délai (65).

D'ailleurs, l'opiniâtreté des Juifs à poursuivre les débiteurs et en obtenir paiement, incite les Grassois à leur céder les créances difficiles à recouvrer. La cession de créance a été couramment employée au Moyen Âge et les exemples en sont nombreux dans les registres notariaux (66). Elle réalise tantôt un mode de paiement — un débiteur s'acquitte en donnant une créance personnelle (67) —, tantôt une opération de crédit, — un créancier, souvent par besoin immédiat de numéraire, transfère, à prix d'argent, son titre à un tiers (68). La cession peut être garantie par l'engagement d'une

(63) Et. Bérard — n° 118, 17 Décembre 1447.

(64) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit... » op. cit. T. 7 « Créanciers et débiteurs... » p. 85. Des mesures comparables sont appliquées dans la région alpine et en Languedoc.

(65) Et. Bérard — n° 71 f° 64, 19 Juin 1446 « ad instanciam dicti Mossoni ipse Baudus vigore cujusdam... processus litteratoril emanati a curia episcopali dicte civitatis et pro debito in eadem curia postulato fuerit vinculo excommunicationis innodatus agravatus reagravatus... Fuit de pacto quod dictus Mossonus consenciat... concedit et assentit quod dictus Baudus a sententia predicta excommunicationis qua fuit innodatus... absolvatur... et totas sequas processus suspendatur sic et taliter quod si dictus Baudus solutiones predictas non faciat... iterato eundem possit facere excommunicari et processum continuari... ».

(66) Cf. Ph. Wolff « Commerces et marchands... » op. cit. p. 377 et suivantes.

(67) Et. Bérard — n° 60, 27 Février 1436 (n. st.) « Cessio debiti ». « Nobilis Catanus de Flisco pro florenis XXXVIII in quibus dixit teneri magistro Jacobo Fulconis... fecit sibi cessionem de aliis florenis XXXVIII debitis per magistrum Honoratum Andree mercerium... »

(68) Et. Bérard — n° 23, 14 Avril, 14 Juin 1377 « titulo venditionis cesserunt et concesserunt Jaciello judeo... omnia jura et actiones quas et que habet contra eundem Johannem usque ad quantitatem de predicto debito X librarum... precio videlicet alias X libras confessi fuerunt dicti jugales habuisse et recepisse... in solutum et in pa-

caution ; en outre, le cessionnaire se réserve, de façon expresse, la faculté de réclamer le montant de la créance au cédant, s'il n'en obtient pas le paiement dans un certain délai (69). En principe, les conditions et le coût d'une telle opération sont fonctions de la solvabilité de la personne du débiteur ; dans les actes, les créances sont, apparemment, cédées à concurrence de leur montant. Lorsque les juifs acceptent de recevoir une créance, ce n'est qu'un moyen pour le cédant d'obtenir de leur part du crédit, il y a alors tout lieu de penser que l'acte dissimule une marge de profit pour le cessionnaire. A leur tour, tirant parti des nombreuses créances qu'ils détiennent, les juifs règlent parfois le montant de divers achats en remettant l'une d'elles en paiement « in solutum dationis » (70).

Les juifs ne limitent pas leurs activités aux seuls prêts d'argent ; à côté de ces avances de numéraire, se tiennent bien d'autres transactions sur divers objets du commerce (71). Ils y participent dans la mesure où elles aussi relèvent directement du crédit. L'opération lucrative normale, à laquelle se livrent évidemment, non seulement les juifs mais tous les marchands, consiste à acheter des produits aux conditions les plus avantageuses, en sachant par avance que l'on tirera profit de leur vente, ceci d'autant plus que cette dernière aura lieu souvent à crédit. En outre, les achats que réalisent les juifs apparaissent, la plupart du temps, comme la contre-partie ou le complément d'un prêt d'argent : ils acceptent des remboursements en nature ou se réservent une faculté de préemption sur les biens que les activités du débiteur sont susceptibles de procurer ; plus fréquemment, enfin, ils camouflent des prêts sous des achats conclus de façon anticipée. Selon la qualité des emprunteurs, l'objet est fort varié. Ainsi, les prêteurs juifs, lorsqu'ils traitent avec des éleveurs de troupeaux, s'efforcent-ils de leur acheter la laine (72) ou les peaux (73). Les contrats sont particulièrement nombreux avec les paysans ; la raison tient, à la fois, à l'importance des ruraux parmi ceux qui recourent au crédit et au caractère spéculatif de certaines denrées agricoles. Les juifs, nous l'avons dit en évoquant la vie rurale, ne restent indifférents ni aux acquisitions de blé, dont

gam » — n° 67, 1^{er} Juillet 1442 « Cessio pro Mossono Jassielis » « Petrus et Jacobus Prepositi pater et filius... dederunt cesserunt Mossono Jassielis... illos florenos VI et grossos IIII in quibus nobilis Bertrandus de Grassa... sive ejus heredes eisdem tenetur causa salarii dicti Petri... ».

(69) Et. Bérard — n° 23, 30 Mars 1377.

(70) Et. Bérard — n° 117 f° 166, 24 Avril 1447. David Levi « nec habeat peccunias promptas... dedit... in solutum dationis ipsorum sex florenorum videlicet florenos sex in quibus eisdem tenetur... Honoratus Burlonis... castri de Canoyis ».

(71) Cf. supra « Les principaux objets du commerce ».

(72) Et. Bérard — n° 73 f° 35, 16 Mai 1448 — n° 74 f° 6, 4 Avril 1449.

(73) Et. Peretti — n° 57, 12 Novembre 1439 — Et. Bérard — n° 60, 1^{er} et 5 Mars 1436 (n. st.), ce qui peut expliquer différentes ventes de cuirs consenties par des juifs : Et. Bérard — n° 66, 18 Août 1441, 24 Octobre 1441 — n° 72 f° 30, 3 Mai 1447.

les fluctuations périodiques du cours, selon les saisons, garantissent le bénéfice, ni même aux achats de raisins ou de vin (74). Les relations qui se nouent, à cette occasion, entre les paysans et les acheteurs juifs, sont tout aussi régulières que celles s'établissant pour les prêts d'argent : la récolte de blé ou de vin est vendue avant sa date moyennant quelques avances de l'acheteur ; à peine sera-t-elle livrée, qu'un nouveau prêt assure parfois la prochaine (75).

Acquérant ainsi, à bon prix, les denrées essentielles, les juifs constituent un approvisionnement tel que citadins et villageois, aux saisons difficiles, doivent acheter ou emprunter dans leurs boutiques les produits qui font défaut. Ces pratiques sont très nettes pour le commerce du blé. Il suffit de considérer les nombreuses ventes à crédit de froment, ou les prêts que certains juifs de la cité consentent aux mois d'avril et mai. Un habitant de Briançonnet se rend à Grasse pour solliciter une avance de 4 setiers, qu'il promet de restituer à la Saint-Michel, même échéance pour 3 autres setiers que reçoit un paysan du Rouret ; des clients viennent également de Vence, de Saint-Paul, du Bar... (76). Ces actes ne représentent qu'un aspect du rôle des juifs dans le crédit agricole ; nous verrons que l'origine géographique des emprunteurs souligne ce caractère. Les facilités accordées par les juifs sont, pour une large part, liées aux nécessités de la vie rurale ; il est normal qu'elles soient, avant tout, dirigées vers les campagnes. En marge de ces activités agricoles, rappelons, pour mémoire, l'intérêt que les juifs porteront, à leur tour, à l'élevage durant la première moitié du xv^e siècle (77).

Ce qui frappe, à la lecture des documents notariés, en même temps que la diversité des créances figurant à leur profit, c'est la fréquence des opérations que les juifs sont amenés à conclure. Dans une seule année, il arrive que le nombre de prêts soit supérieur de plus du double à celui atteint par les chrétiens (78). Or, répétons-le, les prêteurs juifs sont peu nombreux ; dans un registre, ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent au hasard des actes. Pour imaginer l'intense animation qui règne dans leurs officines, il faut songer à la foule d'emprunteurs qui a recours aux juifs pour solli-

(74) Voir *supra*, 1^{re} partie, Titre I, Chapitre IV.

(75) Et. Bérard — n° 23, 7 Décembre 1377 « Noverint universi quod cum Johannes Gaufridi alias Patac per longum tempus vendiderit Jaciello judeo vinum ejus vinee... », il en reçoit paiement ; ce même jour, le juif Jaciel lui accorde un prêt de 4 livres. Contrat identique avec Rabin Mayr à cette date. Sur le commerce du vin au détail par les juifs de Grasse et la défense qui leur est faite par la Reine Marie, en 1386, de s'y livrer, cf. G. Gauthier-Ziegler. *op. cit.* p. 131 et pièce justificative n° XLIII.

(76) Et. Bérard — n° 12, 2 Mai, 22 Mai 1353 — n° 74, f° 12, 19 Avril 1449, f° 13, 23 Avril 1449 — n° 75, f° 20, 11 Mai 1450. Exemples aussi dans le n° 23, 1377.

(77) Et. Bérard — n° 71, f° 69, 26 Juin 1446 — n° 74, f° 63, 17 Septembre 1449 — n° 73, f° 7, 8 Avril 1448, f° 28, 13 Mai 1448 — n° 75, 6 Avril 1450 — cf. *supra*. 1^{re} partie, Titre II.

(78) Voir Et. Bérard — n° 71, 1446.

citer du crédit. Mathassia Levi, en une seule journée, en plus des avances faites sans écrit « sine scriptura », passe chez le notaire Jacques Delaude, huit contrats, quatre ventes de froment à crédit et quatre prêts, le tout représente une créance de près de 65 florins (79). Auprès de Mossonus Jassiel, autre prêteur important, les gens de la région peuvent obtenir, bien sûr, une avance d'argent, mais aussi se procurer, à crédit, du blé, du vin, du drap, des chaussures... (80). Parmi les villageois qui viennent emprunter à Grasse, se rencontrent régulièrement, dès le xiv^e siècle, ceux de Châteauneuf, Mougins, Opio, Cannes, Cabris, Saint-Vallier, Caussol, Le Rouret, Pégomas, Gourdon, Saint-Cézaire, Tourrettes de Vence, Saint-Paul ; d'autres sont originaires des localités de la montagne : Andon, Amirat, Séranon, Saint-Auban, Thorenc, Briançonnet, Gréolières, Cipières ou Coursegoules (81). On peut encore citer quelques habitants de Sigale et de Roquestéron (82), du Broc (83). Ce sont pour la plupart, des paysans qui s'endettent, souvent pendant l'hiver, mais aussi aux mois rigoureux d'avril et mai ; l'objet du prêt est tantôt de l'argent, tantôt du blé. La date de l'échéance concorde, parfois, avec celle des récoltes, moissons ou vendanges (84), sinon, l'un des termes les plus fréquents est assurément celui de la Saint-Michel, à la fin de l'été.

Il arrive que ce soit les communautés villageoises elles-mêmes qui, par l'intermédiaire de leurs syndics, empruntent aux juifs. En 1362, Rabin Mayr, qui a abandonné Castellane pour se fixer à Grasse, continue à accueillir les gens du baillage. Il confie, le 1^{er} juin, en présence de Noble Antoine Flotte et du prêtre Raymond Dozol, une somme de 62 livres, à titre de prêt, à divers habitants du lieu de Véraillon « nomine universitatis dicti castri » (85). C'est aussi la communauté de Sigale qui, au cours du xiv^e siècle, reçoit une première fois 51 livres du juif Leonet Dayot, puis, vingt ans plus tard, emprunte à ses quatre fils 379 livres, dette considérable dont elle ne pourra s'acquitter qu'après plusieurs années (86). D'autres emprunts sont plus modestes ; en 1449, Mossonus Jassiel avance suc-

(79) Et. Bérard — n° 70, f° 83 et suivantes, 18 Octobre 1445.

(80) Et. Peretti — n° 49, 13 Octobre 1436 — Et. Bérard — n° 70, f° 116, 8 Décembre 1445 — n° 72, f° 79, 14 Septembre 1447.

(81) Et. Bérard — n° 12, 1353 — n° 16, 1362 — n° 23, 1377 — n° 41, 1380.

(82) Et. Bérard — n° 12, 22 Novembre 1353 — n° 23, Juin 1377 — n° 74, f° 48, 13 Juillet 1449.

(83) Et. Bérard — n° 23, 18 Juin 1377 — n° 70, f° 90, 28 Octobre 1445. Voir aussi les divers lieux d'origine des emprunteurs dans les condamnations et amendes portées sur les registres des clavaires, et notamment pour le début du xiv^e siècle : A.D.B. du R. B. 1905 f° 7 et suivants.

(84) Et. Bérard — n° 23, 5 Avril 1377 « in proximis messibus » — Mars 1378 (n. st.) « in vendimiis ».

(85) Et. Bérard — n° 16, 1^{er} Juin 1362.

(86) L. Imbert « Notes sur Sigale au Moyen Age » (Nice-Historique. 1949) p. 83.

cessivement, au mois de septembre, 12 florins, au syndic Etienne Giraud de Saint-Paul et, en décembre, 41 florins et demi à ceux de Tourrettes-de-Vence (87). L'année suivante, la communauté de Châteauneuf s'adresse à Jassonus Jassiel pour un prêt de 40 florins qu'elle promet de rembourser à la Saint-Michel (88).

Les gens de la campagne ne sont pas les seuls à solliciter du crédit, toutes les classes sociales les imitent. Dans le cadre de la cité, quelques contrats de prêts illustrent la personnalité des emprunteurs. Des reconnaissances de dettes sont le fait de commerçants ou d'artisans : le pellissier AUSA de Cologne est plusieurs fois mentionné (89), un pâtissier doit 25 florins à Mathassia Levi (90), un mercier promet de rendre dans 3 mois les 33 florins et 9 gros avancés par Mossonus Jassiel (91), le maçon Etienne Fouque, des 26 florins reçus au mois de mai, avec pour terme la Toussaint, ne s'acquittera que l'année suivante (92). Si, dans l'ensemble, les bourgeois sont suffisamment fortunés pour ne pas recourir au crédit, quelques-uns font cependant partie, eux aussi, de la clientèle des israélites. Citons, par exemple, les prêts consentis par un juif à l'« honorabilis vir » Pierre Berenguier, à un notaire ou à Jean Gaufridi, personne notable de la cité (93). Enfin, clergé et noblesse ne sont pas absents. Des prêtres de Grasse figurent parmi les emprunteurs, au même titre que certains religieux des couvents (94). Noble Pierre de Courmettes demande à son créancier de proroger jusqu'à la Saint-Michel la dette de 21 florins et 3 gros, dont l'échéance était le dimanche après Pâques (95). A la fin du XIV^e siècle, Jean de Grasse, seigneur de Cabris, laisse des objets en gage chez le juif Bonnechose d'Aix (96) ; la veuve de Bertrand de Grasse, pour un achat de drap réalisé chez Mossonus Jassiel, reconnaît devoir une somme de 8 florins (97). Il n'est pas jusqu'à certains nobles du Comté de Nice qui ne viennent emprunter à Grasse, tel ce noble

(87) Et. Bérard — n° 74, f° 63, 15 Septembre 1449 — f° 93, 3 Décembre 1449.

(88) Et. Bérard — n° 75, f° 14, 27 Avril 1450.

(89) Et. Peretti — n° 47, 3 Septembre 1442, 26 Septembre 1442 — Et. Bérard — n° 71, f° 14, 14 Avril 1446.

(90) Et. Bérard — n° 74, f° 137, 2 Mars 1450 (n. st.).

(91) Et. Bérard — n° 71, f° 20, 22 Avril 1446.

(92) Et. Bérard — n° 70, f° 19, 6 Mai 1445, annulé en mai 1446.

(93) Et. Bérard — n° 70, f° 17, 27 Avril 1445 — n° 71, f° 48, 18 Mai 1446 — n° 73, f° 19, 1^{er} Mai 1448.

(94) Et. Bérard — n° 64, 20 Janvier 1441 (n. st.) — n° 71, f° 212, 23 Mars 1447 (n. st.) — n° 117, 23 Septembre 1447 — n° 74, f° 68, 29 Septembre 1449.

(95) Et. Bérard — n° 70, f° 5, 2 Avril 1445.

(96) Archives Bouches-du-Rhône. Aix. Fonds Murair. François Borelli. Brèves 1395, f° 68, pièce volante. Texte cité dans L. Honoré, op. cit. p. 48. L'auteur signale encore, parmi les nobles endettés, Guillaume de Puget-Théniers, co-seigneur de ce lieu et de Figanières (en 1357) et Isnard de Requistons, co-seigneur d'Ampus, qui reconnaît dans son testament être débiteur de deux juifs de Draguignan.

(97) Et. Bérard — n° 71, f° 188, 3 Février 1447.

Barthélemy Barralis, co-seigneur de Châteauneuf d'Outre-Var « *ultra Varum* » qui, recevant en octobre 1436 un prêt de 32 florins à rendre à la Noël, promet l'engagement comme fidéjusseur de son beau-père, Baudet d'Eze ou, à défaut, de son épouse (98).

Cette clientèle nombreuse et socialement si diverse, permet de comparer la communauté juive de Grasse à celle d'autres cités provençales. Elle n'est pas moins active. Parmi ses membres, elle réunit des hommes ouverts au commerce, qui ne se limitent pas à l'unique rôle de prêteurs sur gages, ou à celui de simples usuriers. Dans les affaires qu'ils réalisent, ces juifs ne sont pas sans ressembler aux marchands grasseois ; comme eux, ils font preuve d'une grande ingéniosité. Non seulement ils ne négligent aucun placement lucratif, mais encore ils savent s'adapter aux structures économiques de la région et en tirer profit. Détenant du numéraire, ils sont, ainsi, à même de le faire habilement fructifier.

Quelques actes nous éclairent parfois sur leur niveau de fortune et sur le caractère essentiellement mobilier de celle-ci. Les principaux juifs de Grasse achètent bijoux et argenterie. Mathassia Levi acquiert chez le marchand Simosse 6 tasses d'argent, pesant au total 72 onces, pour une somme de 102 florins (99). Un autre se procure auprès d'un coréligionnaire des bijoux, perles, anneaux, pierres précieuses, au prix de 72 florins (100). Egalement significatifs sont le montant et la nature d'une dot. Lors du mariage, en 1382, de Creyssandonus, fils de Rabin Mayr, avec la fille du médecin Jacob, on voit le mari donner quittance pour 140 francs reçus en argent comptant, outre 127 florins donnés tant en numéraire qu'en créances, livres et joyaux (101).

Reconnaissons aussi que les juifs puisaient « un élément de leur force » dans les relations qu'ils entretenaient avec leurs coréligionnaires d'autres cités (102). La solidarité qui les unit, peut reposer sur des liens de parenté — des familles israélites de Grasse sont apparentées à celles de Nice (103). Mais leurs rapports sont, le plus

(98) Et. Peretti — n° 49, 24 Octobre 1436. Noble Barralis s'engage à faire parvenir dans un délai de 15 jours à compter de la Toussaint, l'acte de fidéjussion « *in forma publica* », s'il ne satisfait pas à cette obligation « *lapsis ipsis XV diebus ipse Judeus possit ipsum debitorem compelli facere ad solutionem debiti prenarrati non obstante assignatione termini in festo nativitatis Domini assignati* ».

(99) Et. Bérard — n° 68, 5 Juin 1443 « *pro precio sex tacearum argenti fini ponderrant in universo uncias LXXII et unum quartum* ».

(100) Et. Bérard — n° 121, f° 8, 20 Mai 1455 « *causa emptionis et precii certe quantitatis jocalium in quibus esse dixerunt certam quantitatem perlarum et anulorum et lapidem videlicet dianas et saffilis* ».

(101) Et. Peretti — n° 38, 28 Janvier 1382 (n. st.).

(102) Ph. Wolff « *Commerces et marchands...* » op. cit. p. 399.

(103) Et. Bérard — n° 74, f° 48, 13 Juillet 1449 « *Mathassia Levi judeus civitatis Grasse... procuratorio nomine Benedicti Levi judei civitatis Nicie ejus socii* ».

souvent, d'affaires. Le juif Jaciel prête 30 florins-or à Bonafé de Nice (104). A l'inverse, un juif niçois donne procuration à son gendre Besenet, de Toulouse, et à plusieurs membres de la communauté israélite de Grasse (105). Il arrive, enfin, que des juifs étrangers à la ville viennent y commercer, certains sont originaires de Draguignan (106), un autre d'Avignon (107).

(104) Et. Bérard — n° 15, 7 Juillet 1362.

(105) Et. Bérard — n° 41, 19 Août 1380.

(106) Et. Bérard — n° 77, f° 12, 13 Avril 1452. Mosse Ysac et Crescas Leonis.

(107) Et. Bérard — n° 55, 2 Janvier 1431 (n. st.). Mosse de la Roche.

III^e PARTIE

LA SOCIÉTÉ

Au-delà des enseignements que nous livraient le dépouillement et l'étude des contrats et des relations juridiques qu'ils supposaient, est-il besoin d'affirmer que nous espérions entrevoir les hommes ? Paysans ou gens d'affaires, nous nous sommes efforcé de les atteindre à travers leurs activités et leurs préoccupations, tels que les documents de la pratique nous permettaient de les saisir. C'est la société grassoise des xiv^e et xv^e siècles que nous voudrions, à présent, mettre à l'honneur. Sans doute, ce tableau aurait-il mérité une place liminaire dans notre travail. Mais les actes notariés, lorsqu'ils constituent l'essentiel d'une documentation, imposent des frames conductrices et des choix rigoureux quant à leur utilisation. Bien des contrats, du fait de leur nombre insuffisant, ne peuvent être retenus ; d'autres, en quelques lignes, suggèrent de nouvelles perspectives et éclairent, même si ce n'est que de façon imparfaite, d'attachants « problèmes humains ». Ce sont ces éléments épars que nous avons cru utile de réunir pour évoquer les principaux groupes sociaux que renfermait la cité de Grasse au Moyen Age. Assurément, le but est présomptueux. Il est difficile de cerner les contours d'une classe sociale à l'aide de quelques contrats disparates ; tout aussi malaisé est l'effort de systématisation qui nous inciterait à y placer tel ou tel individu, parfois en vertu du seul qualificatif attaché à son nom. De fait, nous sommes-nous contenté plutôt de brosser, pour chacun de ces milieux humains, quelques « destins individuels » (1).

Pour la connaissance de la famille, contrats de mariage et testaments qui figurent en grand nombre dans les archives notariales, permettent de plus sûrs développements. Ces actes, s'ils font la meilleure part aux aspects juridiques des institutions familiales, n'en demeurent pas moins les très précieux auxiliaires de l'histoire économique et sociale.

(1) En utilisant la terminologie de Ph. Wolff dans son maître-ouvrage sur Toulouse, maintes fois cité, nous nous devons de reconnaître combien ces pages sur la société toulousaine nous ont servi de guide pour notre étude, tout comme celles de J. Heers dans « L'Occident aux xiv^e et xv^e siècles, aspects économiques et sociaux ».

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ASPECTS DE LA VIE QUOTIDIENNE

Grâce à la solidité de leurs pierres et l'épaisseur de leurs murs, les demeures grassoises ont conservé quelques traces de leur physiologie médiévale. Dans certaines rues, au centre de la vieille cité, fenêtres géminées et chapiteaux portent abondamment témoignage (1). Il semble même que durant plusieurs siècles les constructions médiévales n'aient guère été modifiées. Tandis que l'on trouvait, généralement, au rez-de-chaussée, une boutique, les pièces d'habitation, en principe peu nombreuses, étaient réparties au moins sur un ou deux étages, « solerium », que desservaient un raide escalier et d'étroits couloirs (2). Sans doute, l'importance des maisons dépendait-elle essentiellement du niveau de fortune de ceux qui y demeuraient. Contiguës les unes aux autres, souvent reliées à des maisons en vis à vis par des passages voûtés (3), il était fréquent, nous

(1) Sur ces points, cf. P. A. Février. op. cit. p. 171 et suivantes.

(2) P. A. Sigalas. op. cit. p. 26-27. Voir : Et. Bérard — n° 27, 1385 Inventaire « in camera superiori... in aula superiori... in quoquina... in aula supterana » — n° 43, 1400 — 1425 (inventaire) « in camera superiori... in aula domus... in camera de medio... in crota... in apotheca ».

(3) Et. Bérard — n° 67, 17 Mai 1442. Contrat de louage d'ouvrage entre Jacques Camate et Georges Vital « lapicida ». « convenerunt... quod dictus Georgius faciat et construat de lapidibus unum arcum inugendum cum pariete domus habitationis dicti Jacobi et cum pariete alterius domus quam ipse Jacobus habuit a Bartholomeo Forto... quod transitu fiendo per eum de una domo ad aliam ».

(4) Et. Bérard — n° 20, 2 Juillet 1369. Litige entre la veuve du notaire Jean Bauci et G. Roque « clericus solutus », défendeur, « pro eo quia tectum sive tabulicium et solerium dicte domus superioris esse dicebantur in ruina maxima... et quod aqua pluvalia et alia quacumque que labebatur tam de cello quam de domo dicti Grassi super dictam tabulicium et super sollerium dicti Grassi distillabat in domo inferiori ».

(Voir appel page 268.)

l'avons vu, que certaines demeures jouxtent un jardinet. Toutes ces maisons étaient loin d'être en parfait état (4). Les contrats conclus avec les maçons en vue de les réparer ou, parfois, d'entreprendre de nouveaux aménagements, nous fournissent quelques précisions sur leur construction.

Les matériaux employés étaient les pierres, la chaux et le sable — « de lapidibus, calce et arena » —, auxquels venait s'ajouter le plâtre « gipus » pour les murs intérieurs. Ainsi, dans le contrat détaillé passé entre le juif Mossonus Jassiel et un maître-maçon, « giperius », au mois d'avril 1453, voyons-nous ce dernier s'engager à construire, avant la Saint-Michel, un bâtiment dans le jardin situé derrière sa maison (5). Pour son travail, l'artisan était payé à la « canne carrée », argent qu'il recevait d'abord par un acompte, puis « per intervalla ». Le propriétaire était tenu à certaines prestations : il fournissait matériaux et manœuvres pour le gros œuvre.

Dans certains cas, il s'agissait d'un prix-fait. Moyennant une somme de 8 florins que le propriétaire promettait de payer en trois termes, un tailleur de pierres devra procéder à la surélévation d'un « casal » jusqu'à la hauteur de l'immeuble voisin (6). Des contrats prévoient également la construction de cloisons (7), d'escaliers (8) ; d'autres, conclus avec les charpentiers, ont pour objet la réfection des toitures et la pose de poutres et de chevrons (9).

Les demeures grassoises, si elles sont généralement habitées par leurs propriétaires, peuvent aussi avoir été données en location, au moins pour partie ; le loyer est payable en deux termes : Noël et la Saint-Jean-Baptiste (10). La valeur des maisons est fort varia-

(5) Et. Bérard — n° 78, 8 Avril 1453 « convenerunt... sufficienter faciat et construat... parietes necessarios juxta modum inter eos ut dixerunt amsatos (?) pro sustentatione camerarum de supra flendarum videlicet de lapidibus calce et arena et de fundamento usque ad primum solerium domus habitationis dicti Mossoni qui paries in fundamento sive pesasone sit et esse debeat latitudinis sive spissitudinis trium palmarum et facto fundamento infra terram usque dictum primum solerium ipse paries sit... latitudinis palmarum duorum cum dimidio vel circa... Item... alios parietes necessarios pro cameris construendis faciat et construat de gipo cum lapidibus usque in altum latitudinis unius palmi... ita quod ipsi tales parietes ab infra sint dealbati cum gipo et ab extra pro conservatione parietum sint dealbati de calce et arena... Item... in cameris... faciat et dimitat sex fenestras debitas et honestas... et in locis placibilibus ipsi Mossoni bene operatas... ». La canne carrée est payée 4 gros pour la construction des murs maîtres et 10 pour les travaux avec plâtre.

(6) Et. Bérard — n° 67, 17 Mai 1442.

(7) Et. Bérard — n° 58, 16 Mars 1434 (n. st.) « una crosta gippi pro claudendo ».

(8) Et. Bérard — n° 64, 19 Août 1439 — n° 80, 25 Septembre 1455. Il pouvait s'agir d'un escalier soit intérieur, soit extérieur « unum gradarium... a parte exteriori ».

(9) Et. Bérard — n° 59, 7 Avril 1434 — n° 63, 21 Mars 1439 (n. st.) « promisit... hinc et per totum mensum aprilis proxime venturum ponendo jasonos traves roscas clavasonos ac coperire et discoperire ».

(10) « sicut est consuetum solvere loguerium ospicii » (Et. Bérard — n° 32, 28 Février 1395 (n. st.) — n° 53, 7 Juin 1427).

ble, selon l'importance et l'état de l'édifice vendu. En 1433, deux immeubles situés « in carreria recta » atteignent respectivement le prix de 200 et 300 florins (11).

Le mobilier que renferment ces demeures, est, somme toute, rudimentaire. La lecture de quelques inventaires nous permet de relever la mention des meubles essentiels, en sapin ou en noyer. Le lit, la table, le coffre se retrouvent partout même dans d'humbles foyers. A propos de la couche, on indique souvent s'il s'agit d'un « lectum completum » et l'on énumère les différentes pièces qui la composent : pailleasse, couverture, draps, coussins (12). Autour de la table, fréquemment montée sur tréteaux, des bancs sont installés pour s'asseoir ; l'archibanc et la chaire « cathedra » sont parfois signalés (13). Dans toutes les familles, il est naturel de trouver un ou plusieurs coffres « capsia ». C'est le seul meuble, outre le lit, que la femme apporte à son mari lors du mariage, à titre de dot. En principe muni d'une serrure, il sert à des usages divers : on y enferme linge et vêtements ou encore des créances ; certains se contentent d'y mettre de la farine ou des noix (14). La huche à pétrir le pain, la « mastra », figure, elle aussi, dans de nombreuses maisons (15). Plus rares sont les armoires ou les dressoirs (16).

Les ustensiles domestiques, qui sont mentionnés pêle-mêle dans les inventaires, dénotent une assez grande diversité, du moins dans les termes employés pour les désigner. La vaisselle était constituée de pièces d'étain et de terre, parfois de bois ou de verre. Dans une cuisine « in coquina », pouvait figurer tout un ensemble d'objets : garde-manger, chaudrons, jattes, pots et marmites, poêles « sartaga », différents types de brocs « vasa aque sive brocos », aiguïères, quelques tasses, tantôt d'étain ou de cuivre, tantôt d'argent — leur nombre et leur matière étant étroitement fonction de la fortune

(11) Et. Bérard — n° 53, 9 Octobre 1427 — n° 58, 28 Août, 2 Novembre 1433. 150 florins, une maison au quartier de la Savaterie.

(12) Et. Bérard — n° 22, 19 Août 1376 « unum lectum completum de basachia uno lodice duobus linteaminibus et pulvinari » — n° 54, 6 Novembre 1429 « unum lectum munitum duobus linteaminibus uno duarum telarum et alio duarum cum dimidia una flassata uno pulvirani una bassaca ad modum laboratorum ».

(13) Et. Bérard — n° 27, 1385 « unum archibancum fuste cum tribus vellis... unum bancum... unam cathedram... unam aliam cathedram perforatam... unum tabularium cum duobus taulonis » — n° 28, 2 Décembre 1387 « unum tabularium... pro mensa ponenda ».

(14) Et. Bérard — n° 27, 1385 « octo capsias inter magnas et parvas... unam aliam cacsiam cum certis instrumentis apodixis et aliis scripturis publicis » — n° 68, 7 Décembre 1443 « quamdam arcam ad tenendum farinam cum sera et clave » — n° 157, f° 11, 29 Janvier 1451 (n. st.) « unam capsiam ad modum coffre... in qua tenentur linteamina » — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) « ... in qua tenentur nuces ».

(15) Et. Bérard — n° 61, 11 Mai 1436 « mastra cum rasoyra ».

(16) Et. Bérard — n° 27, 1385 « unum armarium fusteam... unum dreysador ». Voir également l'intéressant inventaire du mobilier d'une auberge : Et. Peretti — n° 256, 1408 (date ?).

familiale —, des cuillers (17). Tous ces ustensiles, que recouvrait le terme général d' « aysina », voisinaient avec la broche « asta », des mortiers et leurs pilons, la crémaillère, les chenêts et plusieurs grils et trépieds (18). L'outillage domestique comprenait également bien d'autres pièces destinées à l'usage ménager, mêlées à toutes sortes d'instruments agricoles ; des tréteaux pour porter le pain (19), des cuves pour le vin, mais aussi pour conserver la viande salée (20), des éléments d'un métier à tisser (21), des claies, des balances, des bannes, des filets à fourrage, un matériel pour fabriquer les fromages, des mesures, etc. (22). Des chandeliers ou de petites lampes à l'huile, les « calen », servaient à l'éclairage (23).

Si les actes notariés n'ont pas précisément pour rôle de nous renseigner sur les produits et les mets dont se nourrissaient les Grassois, il arrive cependant que des mentions, certes exceptionnelles, y fassent allusion. Les céréales fournissaient la matière de base, le pain. En 1448, nous voyons un fournier promettre aux syndics de Grasse de fabriquer un pain de qualité courante, appelé « panem de bocha » (24). Parmi les légumes et les fruits qu'assuraient les cultures locales, il convient de faire une place particulière à la figue qui constitua, et ce, pendant longtemps, un aliment

(17) Et. Bérard — n° 27, 1385 et n° 43, 1400-1425 (Inventaires sans date) « unum patalfum stagni... tres paraxides stagni ... tres pitalfos veyre... duas salerias de veyre... unum cucupendum... sex scutellas terre... » — n° 55, 5 Décembre 1430 « unum gardamanjar de stagno cum cupercello, III stanhatas stagni cum aurelheta, unam ayguaderiam stagni... » — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) « duas taceas argenti... tria cloquearia argenti... tres scutellas stagni ac quatuor grasaletos stagni de majoribus et quatuor alios grasaletos ... unum cacobum trium brocatarum ». Mentionnons encore le linge de table : nappes et serviettes (Et. Bérard — n° 27, 1385) « quinque mapas, IIII longerias, duo manutergia ».

(18) Et. Bérard — n° 27, 1385 « unum morterium de lapide cum uno pisono... cumascle... endes ».

(19) « unam tabulam ad portandum panem » — Et. Peretti — n° 256, 17 Avril 1408 « duas tabulas panis et unam magnam fogaceriam ».

(20) Et. Bérard — n° 67, 20 Octobre 1442 « unam saleriam fusteam cum cubercello ad salandum carnes ».

(21) Et. Bérard — n° 27, 1385 « I tort ad debanadum, XII fuzes » — Et. Peretti — n° 256, 17 Avril 1408 « unas pyenches ad pinchinandum canapum ».

(22) Et. Bérard — n° 27, 1385 « lisinerum et ollam de terra ad tenendum oleum... berria... banastonos... grasas ad sequandum ficas... duas heminas... XIII vasa vinaria... I tina, etc. » — n° 88 f° 24, 26 Octobre 1428 « quasdam balansas viminum cum brachio et cum rupo ac medio rupo... quasdam balansas ad ponderandum res minuta cum una libra... scandalhos ad ponderandum duos... cacobos alios bonos quatuor brosserios sive ad faciendum brossas aptos... duos faysselos ad faciendum caseos, duos cultellos rotundos ad talhandum caseos ».

(23) Et. Bérard — n° 27, 1385 « duo candelabra ferrei » — n° 59, 11 Juin 1434 « unum crucibolum sive calenh ».

(24) Et. Bérard — n° 70, f° 62, 4 Août « ut pasticerius in eadem civitate faciet et tenebit more solito panem vocatum de bocha bonum et sufficientem ac stabit sub visitationem regardatorum » (Ducange. V° De bocha).

essentiel pour les Provençaux. Telle épouse recevra, au décès de son mari, une pension annuelle consistant en un setier de céréales, un de figues et quelques rups « *carnum porci* » (25). La viande devait paraître assez régulièrement sur la table des Grassois. Des actes ont pour objet des achats de viande salée, surtout du porc (26). Au Carême et durant les jours maigres, les prescriptions religieuses sur l'abstinence favorisaient une plus grande consommation de poissons. Les gens de Grasse s'entendaient alors avec les pêcheurs d'Antibes, Cannes ou la Napoule pour leur approvisionnement (27). C'est auprès d'eux qu'ils achetaient toute l'année des barils de sardines et d'anchois en saumure « *de malo stanho* » (28). Parfois, le registre d'un notaire renferme, au milieu d'autres comptes, le détail des dépenses touchant la nourriture (29).

Pour compléter le tableau, aussi sommaire soit-il, de la société grasse, il n'est pas inutile d'envisager, à présent, le costume médiéval. Là encore, ce sont les inventaires notariés qui nous permettent d'en citer les principaux éléments ; d'autres contrats sont également susceptibles de fournir de précieuses indications : contentons-nous de signaler celles contenues dans les constitutions de dot ou dans les libéralités testamentaires. Parmi les divers vêtements signalés, nombreux servaient aux deux sexes : c'était le cas pour la chemise, souvent en toile, que l'on revêtait directement sur le corps (30), de la tunique ou de la gonelle que l'on passait dessus, du manteau ou de la houppelande (31). Les hommes portaient des braies « *femoralia* » et des chausses (32). Au nombre des vêtements

(25) Et. Bérard — n° 30, 29 Janvier 1397 (n. st.).

(26) Et. Bérard — n° 53, 7 Avril 1427 — n° 65, 5 Avril 1440 — n° 76, f° 52, 26 Septembre 1451.

(27) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 223.

(28) Et. Peretti — n° 256, 8 Décembre 1408 — Et. Bérard — n° 66, 30 Septembre 1441 — n° 89, f° 230, 6 Novembre 1431 « *V barrilas sardinarum mayencarum* ». Voir encore la concession par le Chapitre de Grasse du droit de pêche dans un étang de la Napoule : Et. Bérard — n° 88, f° 9, 8 Avril 1429.

(29) Et. Bérard — n° 43, 1400 (sans date). Registre du notaire Christophe Raboys « ... Item in sero in vino den. VIII — item in vino de mane den. VIII.. Item die veneris in picibus sol. I den. IIII — item in oleo — item in piris et pomis — item dedi die crastina... tam pro pane quam vino de precepto domini mei sol. V den. IIII — item die crastina que fuit dies jovis XVIII septembris in carnibus sol. I den. IIII ».

(30) Et. Bérard — n° 88, f° 24, 26 Octobre 1428. Sur tous ces points, cf. J. Bourrilly « Le costume provençal » (Marseille. 1928) et les descriptions que l'auteur donne pour chacun des vêtements.

(31) Et. Bérard — n° 65, 24 Octobre 1440 « *duarum tunicarum panni coloris dorsi hominis et alterius mulieris* » — n° 68, 6 Octobre 1443 « *unius gonelle* ». Pour les manteaux et houppelandes, voir : Et. Bérard — n° 27, 1385 « *unam chopam de burelli... unum mantellum de blavo cum penna squirol, alium mantellum de moreto mulieris* » — n° 57, 26 Juillet 1432 — n° 88, f° 24, 26 Octobre 1428.

(32) Et. Bérard — n° 27, 1385. On peut encore relever le pourpoint « *unum giponium* ».

féminins, on remarquait d'abord celui que désignait le mot vague et général de « *raupa* », la robe, mais aussi des corsages, des voiles, des jaquettes, des pelisses — certaines sont dites « à la mode de Nice » (33). Les femmes aimaient, lorsqu'elles en avaient les moyens, voir tailler leurs tuniques et manteaux dans de riches tissus de Flandre et elles les doubaient ou les ornaient volontiers de fourrures (34). Parements de soie, crochets et boutons d'argent pouvaient encore les agrémenter (35). Dans les familles fortunées, leur trousseau comprenait aussi la ceinture d'argent ornée de tissu (36), le fronton garni de perles (37), parfois des bijoux « *jocalia* » : anneaux ou bagues, croix d'argent (38). En guise de coiffure, comme les hommes, elles faisaient usage de capuchons, avec cornettes, que l'on agrafait par des fermaux ou des boutons d'argent et de perles (39).

Parmi les objets familiers des Grassois, on ne peut manquer de citer les armes. Les actes y font maintes fois allusion. Il est fréquent de trouver énumérés dans un inventaire : arcs, carquois, flèches et viretons (40). Des maisons possèdent de véritables armements d'hommes de guerre, avec arbalètes, cuirasses, boucliers, bassinets, cervelières, cotte d'armes, gorgerins de maille, auxquels s'ajoutent habituellement plusieurs épées, dagues, poignards et couteaux (41).

(33) Et. Bérard — n° 57, 26 Juillet 1432 « *unum corsetum panni moreti* » — n° 64, 5 Août 1439 — n° 73, f° 29, 26 Mai 1448 « *fustanium, unum velum de cotone* ».

(34) Et. Bérard — n° 73, f° 25, 26 Mai 1448 « *veste panni scarlate foderata pellibus conilhorum* », f° 54, 1^{er} Juillet 1448 « *quamdam vestem mulierem panni rubei cum mostris in pectore et collo de menu vars. Item quam aliam vestem... de cotrayclo retracham cum persilio in pede de aguinis* » — n° 79, 16 Mars 1455 (n. st.) « *cum mostris in collari et manicis pellium* ».

(35) Et. Bérard — n° 75, f° 29, 28 Mai 1450 — n° 161, f° 166, 28 Septembre 1453.

(36) Et. Bérard — n° 55, 5 Décembre 1430 — n° 64, 11 Avril 1439 « *zonam argenti clavellatam per totum cum cirico diversorum colorum* » — n° 67, 20 Octobre 1442 — n° 73, f° 29, 26 Mai 1448. Les hommes portent également des ceintures d'argent (Et. Bérard — n° 76, f° 16, 27 Mai 1451).

(37) Et. Bérard — n° 64, 12 Juin 1439 « *quamdam grisellam perlarum* » — n° 80, 3 Mai 1455.

(38) Et. Bérard — n° 57, 26 Juillet 1432 « *septem anulos auri munitos tam perlis quam lapidibus* » — n° 62, 30 Juin 1438 — n° 76, f° 16, 27 Mai 1451 « *quinque virgas argenteas mulieris... unam crosetam argenti* ».

(39) Et. Bérard — n° 64, 12 Juin 1439 « *unum capucium lividi coloris habens cornetam frejatam* » (Ducange V° Fres) — n° 73, f° 29, 16 Mai 1448 « *unum capucium panni violeti cum becha scura* ».

(40) Et. Bérard — n° 67, 20 Octobre 1442 « *duos arcs fleche, unum carcayssium plenum flechis et viratonis* ».

(41) Et. Bérard — n° 27, 1385 (Inventaire) « *unum ensem, duas dagas, unum cultellum longum, tres cervellerias, XII matraces cum viratonis, unum cellerium albariste, unam albaretam talem qualem, aliquos brassetos, unum bloquerium, unum gandelum manu sinistra, aliquas curassas, unam gorgeriam de camal* » — n° 43, 1400-1425 (Inventaire) « *unum bloquerium, quosdam brancelletos, unum carcayssium, unam ballistam cum duobus senchis, unum ensem, unum longum cultellum fractum* » — n° 38, 4 Février 1358 (n. st.) — n° 65, 5 Avril 1440 (achats d'arbalètes) — n° 76, f° 16,

Si certaines de ces pièces sont, peut-être, destinées à la chasse, la plupart révèlent que les gens de Grasse, à l'image de tous les hommes du Moyen Age, sont souvent des « gens d'épée » (42). Aussi n'est-il point surprenant de les voir en faire usage dans la cité à la suite de paroles injurieuses et d'altercations. A défaut d'archives judiciaires (43), les actes notariés conservent, parfois, le souvenir de cette violence. Sans doute ne faut-il pas rechercher dans les affaires qu'ils évoquent une preuve de la brutalité des mœurs de l'époque, mais seulement des « maquettes » illustrant les mentalités médiévales. Empressons-nous de noter que le désir de pardon, inspiré par l'idéal religieux, et la volonté de transiger constituent les plus sûrs tempéraments à ces excès.

Exemples d'actes de violence ? Il suffit d'évoquer la condamnation que le viguier de Grasse a infligée à un habitant pour avoir brisé le bras de son associé (44), le compromis qui interviendra entre deux frères après une blessure (45), ou les soins qu'un barbier est contraint de donner à un villageois de Saint-Cézaire blessé à la tête et au bras par un Grassois (46). On sait, d'ailleurs, que médecins, barbiers et chirurgiens étaient tenus de venir dénoncer à la justice les personnes blessées qu'ils avaient pansées (47). Parfois, c'est la « *depositio medicorum* » qui prend place parmi les docu-

27 Mai 1451 « *ac unum corriglum cum uno caniveto et vagina virata tribus viris argenti* » — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) Testament d'Honoré Durand qui lègue à son fils « *unam cotam de asserio... unum ensem... unum bassinum sine viseria cum calmalho et unum bassinetum... et unam lanceam longam* ».

(42) Ph. Wolff « *Commerces et marchands...* » op. cit. p. 606. Pour Grasse, cf. G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 85.

(43) Signalons pour la région de Vence, un parchemin, conservé au Musée Fragonard à Grasse, où sont reproduites des condamnations infligées par le juge du seigneur François de Villeneuve, baron de Vence, pour le milieu du xiv^e siècle. Ce document que M. le Conservateur du Musée a aimablement mis à notre disposition, renferme effectivement plusieurs affaires d'insultes et de rixes. Les comptes des clavaires de Grasse (A.D. des B.-du-R. Série B. 1905 à 1916) offrent de sérieuses indications sur la vie judiciaire avec l'énumération des condamnations et des amendes (voir, par exemple, pour les premières années du xiv^e siècle : B. 1905 f° 3 v° et suivants — amendes pour injures, vols, rixes, adultères, jeux « *ad taxillos* », ou encore condamnations de Pierre Causolis « *quia de nocte ivit per civitatem Grasse cantando et rumorem faciendo cum Aynesetam de Marclia meretrice* » (f° 13 r°), etc.

(44) Et. Bérard — n° 59, 27 Décembre 1434 « *pro eo quia cum uno baculo frangere debuit brachium* » (condamnation à payer la somme de 40 sous).

(45) Et. Bérard — n° 66, 31 Janvier 1442 (n. st.) « *cum debatam questio et altercatio orta foret et major oriri speraretur inter Guillelmum et Veranum Clementis fratres... pretextu scilicet occasione cujusdam vulneris dudum illati per dictum Guillelmum in personam dicti Verani et salarii medicorum chirurgicorum medicamentis et aliis sumptibus* ».

(46) Et. Peretti — n° 57, 1^{er} Novembre 1439.

(47) Cf. G. Bayle « *Les médecins d'Avignon au Moyen Age* » (Avignon. 1883) p. 35 — C. Arnaud « *Histoire de la viguerie de Forcalquier* » Tome 2, n° 648.

ments notariés et nous renseigne alors sur la nature des maux (48).

Au souci de parvenir au règlement de la querelle par un compromis et d'éviter ainsi les frais de justice (49), la transaction répond aussi à des considérations morales de la part de la victime. Celle-ci, puisant sa bonté dans les principes de la charité chrétienne, manifeste généreusement l'intention de pardonner et de faire la paix avec ses ennemis. Telle cette femme de Grasse qui, « in honore et in reverencia Passionis Christi » et en vue du pardon de ses propres péchés, absout le meurtrier de son frère et promet de le considérer « en frère et ami » (50). Songeons encore au Grassois Jean Guisol qui, dictant ses dernières volontés, prend soin d'in-

(48) Et. Bérard — n° 4, f° 38 v°, 1^{er} Novembre 1320 et f° 41, 5 Novembre 1320. Différend opposant divers habitants d'Antibes à l'un de leurs concitoyens qui « in duobus locis sue persone graviter vulneraverunt ita quod sanguinis magna effusio emanavit ». Le juge enregistre la déposition du médecin qui a soigné le blessé, puis le témoignage d'un second médecin auquel le juge, à la requête des coupables, a demandé d'examiner les blessures : « Requirunt humiliter predictos dominos officiales et eis placere dignetur recipere depositionem necnon adjudicationem vulnerum predictarum magistri Bertrandi Roche chirurgici qui quamplures vidit palpavit et examinavit vulnera jamdicta et in curam habet dictum Petrum an ipsa vulnera sint letalia vel non ... magister Bertrandus Roque deposuit atque indicavit suo sacramento prius prestitum... interrogatus per ipsum dominum judicem... an viderit percussiones et vulnerationes qui juramento suo dixit quod ipse plures dictum vulneratum vidit et vulnera illata in personam ipsius Petri plures inspexit et manu palpavit et cum instrumento chirurgico ad vulnera probanda deputato probavit quorum vulnerum unum illatum est in capite ipsius Petri et aliud inter collum et umerum. Interrogatus an vulnera seu percussiones illata et facta in personam dicti Petri sint letalia seu mortiferalia secundum artem scirurgie... dixit quod per aliqua singna (sic) nec alia que ipso patiente ad huc viderit ... non judicat secundum artem chirurgie ipsa vulnera esse mortalia sed curabilia potissime cum ipsa vulnera sint laxa et non cruda et ipsa patiens bene apetat digerat dormiat urinet et asselet et sit sine rigors febrili dum tamen ipse patiens caveat sibi in omnibus a contrariis et nocivis et sceteris sub bono regimine et si contingeret quod pro tempore futuro aliquid singnum sinistrum vel aliquod malum... dicit quod illud malum vel illud accidens sibi eveniret potius propter negligentiam (sic) et propter malam inobedientiam ipsius vulnerati vel forte propter malum regimine ejusdem Petri quam alia ».

(49) Les compromis interviennent aussi couramment dans les affaires d'insultes. On sait que les accusations d'injures sont très fréquentes au Moyen Âge. Les Provençaux, à la suite d'un différend, se distribuaient volontiers quelques expressions triviales et crues, en dialecte, qui les conduisaient devant le juge (Et. Bérard — n° 57, Octobre 1432 — n° 58, 7 Juillet 1433 — Et. Peretti — n° 57, 15 Octobre 1439).

(50) Et. Bérard — n° 38, 18 Août 1358 « hinc est quod domina Cibilia... cum bona voluntate in honore et in reverencia Passionis Christi et in redemptione suorum peccatorum et ut ... Jhesus Christus misereret anime mortem dicti Guillelmi condan ejus fratris... Petro Bonsoni necnon et dicto magistro Raybaudo ejus patri... in compensatione rerum predictarum elsdem mero et puro corde perdonavit et penitus remisit in tantum quantum pardonare et remittere potest. Et deinceps vult et intendit eos ut fraires e amicos habere ». A titre de comparaison, voir Archives Départementales du Var. Notaires Barjols. E. 805, 9 Avril 1430 : Réconciliation scellée par le baiser de paix dans l'église collégiale de Barjols, devant le maître-autel.

nocenter son berger, soupçonné de l'avoir frappé (51). A cette époque, la volonté de pardon prend le pas sur le désir de vengeance (52).

Il n'est pas jusqu'aux coupables ou à leurs familles, qui s'efforcent de faire racheter fautes et péchés, surtout si ceux-ci ont entraîné une sanction ecclésiastique aussi redoutable que la privation de sépulture (53).

(51) Et. Peretti — n° 39, 24 Janvier 1382 « Quod cum... fuerit verberatus et percussus infra territorium vallis bone custodiens averem suum vellitque pro exonerando animam suam quod non culpabiles de predictis verberationibus et percussionibus malum dampna seu expensa patiantur. Igitur... confessus fuit... quod Petrus C. ejus pastor non fuit presens in dictis verberationibus... nec consensuens et per consequens a predictis omnibus excusat ».

(52) A ce propos, nous nous rangeons volontiers à l'opinion de R. Aubenas (« L'Eglise et la Renaissance (1449-1517) » dans coll. Histoire de l'Eglise fondée par Fliche et Martin, Tome XV, p. 322), qui, rejetant les excessives généralisations », fait allusion à Marc Bloch, lorsque celui-ci s'appuie sur un seul testament florentin, pour placer le Moyen Age « et particulièrement l'ère féodale... sous le signe de la vengeance privée » (M. Bloch « La Société féodale. La formation des liens de dépendance. p. 195).

(53) Et. Bérard — n° 22, 25 Août 1376 « Cum Guillelmus Belloni de Grassa condam tempore vivebat manus suas violentas se ingesserit in partem Anthonii Besaudini dicti loci cum efusione sanguinis sacrilegium commitendo. Hinc est quod Beatrix uxor condam Guillelmi nolens pati quod corpus dicti mariti sui sepeliatur extra terram sacratam promisit... dare et solvere ratione dicti sacrilegii duos florenos auri ».

Titre I

LES CLASSES SOCIALES

CHAPITRE PREMIER

GENS DE ROBE ET MARCHANDS

L'une et l'autre de ces catégories sociales offrent des caractères communs qui permettent de réunir gens de robe et marchands sous le terme générique de bourgeois. Liées toutes deux au développement urbain, elles ont rapidement acquis le premier rang dans la cité, au point que l'on voit volontiers dans ce groupe social une sorte d'aristocratie. De fait, l'avènement de la bourgeoisie, aux xiv^e et xv^e siècles, recouvre deux profils : celui du juriste et celui du marchand, deux types de mentalités qui ne sont pas sans ressemblance. Hommes de loi et commerçants sont côte à côte dans l'exercice des fonctions municipales. Que leur réussite sociale repose sur la culture juridique ou sur les aptitudes au commerce, ils y parviennent par un processus analogue qui consiste à gérer avec soin leur patrimoine et surtout à l'accroître, afin de réaliser une fortune telle qu'elle puisse assurer le prestige. Certes, tous ne pourront atteindre le faite de l'ascension sociale. Derrière ces exemples de réussite qui paraissent en clair dans les documents notariés, nous savons bien, hélas, que des situations plus modestes se cachent.

1° - *La bourgeoisie de robe*

A Grasse, mis à part ces juristes, peu nombreux, que l'on désigne par le terme de « jurisperiti », les seuls hommes de loi, qui apparaissent dans nos documents, sont les notaires. Si nous nous attachons aux divers qualificatifs qui parent leurs noms dans les actes, nous voyons qu'au titre de maître, « magister », sont volontiers ajoutées les « épithètes décoratives » de « discretus vir » ou

« honorabilis vir » (1). Les « jurisperiti », pour lesquels on indiquera fréquemment s'ils sont bacheliers ou licenciés en lois, ont droit à des formules plus élogieuses : à la dénomination de « dominus », ils joignaient généralement les expressions de « nobilis et circumspectus vir » ou d'« egregius vir » (2).

Notaires et « jurisperiti » siégeaient en nombre dans le conseil de la communauté. Ainsi, vers les années 1430 — 1440, les mêmes noms reviennent fréquemment dans les listes de conseillers, ceux de Raboys, Aynesi, Bompar, Turlaire, Jusbert, Delaude... tous appartenant à des familles de gens de robe. En 1432, le Conseil, sur 20 membres, compte au moins 6 notaires (3). C'est également un notaire qui, avec un de ses confrères ou avec un marchand, est désigné par le Conseil pour remplir les fonctions importantes de syndic de la communauté (4).

En dehors de leurs activités professionnelles et municipales, il semble que les notaires ne dédaignaient pas de s'intéresser à des « occupations marginales », plus ou moins liées au commerce (5). Leur boutique ne sert pas uniquement à conclure les actes juridiques des clients ; on y voit aussi les notaires se livrer à des opérations marchandes (6). Citons, encore, l'exemple du notaire Antoine Rémusat qui s'associe à l'apothicaire Guillaume Augier pour l'exploitation d'un commerce de draperie (7). C'est ce même notaire que nous retrouvons, en 1436, comme acquéreur, avec son associé, de la rève du vin pour la somme de 550 florins (8), puis comme prêteur quelques années plus tard (9). L'adjudication des rêves municipales est une opération fructueuse que les notaires aiment à réaliser ; de la même façon, ils se rendent acquéreurs des gabelles ou de revenus de certains terroirs (10). Une autre forme de placement leur était offerte par les constitutions de cens (11).

(1) Et. Bérard — n° 58, 2 Novembre 1433 — n° 67, 2 Juillet 1442 — n° 70, f° 29, 26 Mai 1445. Ils peuvent parvenir, parfois, à celui de « nobilis ».

(2) Et. Bérard — n° 27, 23 Octobre 1385 — n° 65, 24 Juillet 1440 — n° 71, f° 16, 18 Avril 1446 — n° 74, f° 131, Février 1450 (n. st.). A titre de comparaison, voir : R. Fédou « Les hommes de loi lyonnais », op. cit. p. 428.

(3) Et. Bérard — n° 57, 12 Novembre 1432. cf. G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 136-137.

(4) Et. Bérard — n° 54, 12 Novembre 1429 « sindicos seu deffensores juxta sortem fabarum ut alias extitit usitatum videlicet... magistros Christoforum Rayboyssi et Jacobum Aynesi notarios... specialiter et expresse ad manutenuendum et deffendendum privilegia libertates usus consuetudines et franquias eidem universitati concessas ».

(5) Cf. R. Fédou. op. cit. p. 193 et suivantes.

(6) Et. Bérard — n° 32, 7 Octobre 1395. Et. Peretti — n° 49, 23 Décembre 1436.

(7) Et. Bérard — n° 58, 12 Février 1435 (n. st.) — Et. Peretti — n° 49, 11 Octobre 1436.

(8) Et. Bérard — n° 61, 5 Avril 1436.

(9) Et. Bérard — n° 64, 14 Novembre 1439.

(10) Et. Bérard — n° 53, 1^{er} Février 1428 (n. st.) — n° 57, 7 Janvier 1433 (n. st.) — n° 55, 6 Avril 1430.

(11) Et. Bérard — n° 60, 23 Mars 1436 (n. st.) — n° 78, 20 Janvier 1454 (n. st.).

Dans l'ensemble, les hommes de loi paraissent disposer de numéraire et posséder de solides patrimoines fonciers. Leur fortune, si elle n'atteint pas, en principe, celle des marchands drapiers, les place parmi les citadins les plus aisés. A lire les divers biens que les estimateurs du cadastre, en 1433, ont relevés pour certains d'entre eux, on peut facilement en juger. Le notaire Christophe Raboys est propriétaire de deux maisons dans la cité, estimées à 450 à 300 florins, de plusieurs fonds de terre — vignes, champs, prés, jardins — représentant au total une valeur de 1 000 florins, enfin, il détient des cens (12). Son confrère Veteris avoue, à son tour, posséder maison et terres, soit un capital de plus de 700 florins, un cens, deux parcelles à Saint-Vallier, un trentenier de menu bétail en mègerie, et une somme de 350 florins « in capitali » que les estimateurs majorent et portent à 800 florins (13). Assurément, tous les notaires ne sont pas parvenus à une telle aisance. L'imposition du notaire Delaude est inférieure de la moitié à celle de son confrère Bompar et de trois-quart par rapport à celle du notaire Raboys ; quant à maître Pierre Corne, qui a refusé d'aller déclarer ses biens, son patrimoine est estimé, « pro bonis suis propriis et dotalibus », à seulement 200 florins (14).

Un autre élément d'appréciation des fortunes et du niveau de vie réside dans le montant des dots et la nature des alliances matrimoniales ; depuis longtemps, maints historiens l'ont attesté (15). Dans les familles des gens de robe grassois, la dot, durant le second tiers du xv^e siècle, oscille le plus souvent entre 300 et 400 florins, sommes considérables si on les compare aux dots payées dans les classes laborieuses, mais inférieures, et ce de façon sensible, à celle des marchands fortunés (16). Par les alliances, il n'est pas rare que les notaires s'apparentent aux milieux commerçants. Ainsi, voyons-nous la fille d'un notaire grassois épouser un chaussetier et lui apporter une dot de 300 florins (17), ou celle de Maître Johannis s'unir à un savetier-tanneur, tandis que son frère prend pour épouse la fille d'un mercier ; dans les deux cas la dot est de 300 florins (18). On peut se demander si de telles unions sont plus particulièrement recherchées par la bourgeoisie de robe à laquelle elles assurent des

(12) Archives Communales de Grasse. CC. 44. Cadastre 1433, f^o 150 v^o. P. Sénéquier, op. cit. p. 320, relève parmi les maisons notables de Grasse, au n^o 1 de la rue de l'Oratoire, celle de « Rabuls co-seigneur de Thorenc et de Roquefort anobli à raison de sa charge de secrétaire près la Cour des Comptes ».

(13) Archives Communales de Grasse. CC. 44. f^o 115 r^o.

(14) Archives Communales de Grasse. CC. 44. f^o 121 r^o, f^o 161 r^o.

(15) Pour la Provence, cf. Ch. de Ribbe « La société provençale » op. cit. p. 200

(16) Et. Bérard — n^o 59, 21 Août 1434 — n^o 64, 11 Avril 1439 — n^o 65, 17 Juin 1440. cf. Ch. de Ribbe. op. cit. p. 202.

(17) Et. Bérard — n^o 74, 28 Septembre 1449.

(18) Et. Bérard — n^o 65, 11 Août 1440 — n^o 78, 28 Décembre 1453.

revenus, ou par les familles marchandes qui en retirent quelque prestige.

Lorsque les actes notariés, réunis en nombre suffisant, portent sur un assez long laps de temps, ils permettent, à l'occasion, de pénétrer les destinées des familles. Il est tentant de le faire, par exemple, pour les Aynesi ou les Jusbert, hommes de loi que nous trouvons à Grasse dès le XIV^e siècle.

Nouveau venu dans la cité que cet Antoine Aynesi « jurisperitus » dont un acte de 1362 fait mention ? L'indication de sa localité d'origine — Utelle, dans le Comté de Nice — jointe par le rédacteur à la qualité d'habitant de Grasse, le laisse supposer (19). Peut-être, convient-il de rapprocher cet exemple d'« immigration notariale » du mouvement qui, dans d'autres régions, a attiré vers la grande ville les hommes de loi des villages voisins (20). A l'appui d'une éventuelle translation du notariat rural vers Grasse, on peut encore citer le cas, au début du XV^e siècle, du notaire Pierre Rocassi de Briançonnet (21), ou celui de Jacques Delaude qui abandonnera la localité de Saint-Paul (22). Pourquoi ne pas rattacher à ce désir d'immigration, le mariage qui unit le notaire d'un pauvre village de la montagne à la fille d'un confrère grassois (23) ?

C'est dans le notariat que fait carrière le fils du juriste utellois et, en 1391, Pierre Aynesi, notaire à Grasse, prend pour épouse la fille d'un notaire de Sospel (24). Durant la première moitié du XV^e siècle, plusieurs membres de la famille, dont deux notaires, siègent au Conseil de la communauté (25). A la considération qu'apportent les charges municipales, ils joignent celle qu'engendre la fortune. Le notaire Pierre Aynesi, avec son frère, obtient, en 1433, l'adjudication de la rève du vin, la plus fructueuse, pour la somme considérable de 950 florins (26). La même année, un acte nous le

(19) Et. Bérard — n° 15, 4 Août 1362 « dominum Anthonium Aynesii jurisperitum de Utellis nunc habitatorem Grasse ». Cf. E. Hildesheimer « Utelle d'après ses anciennes Chartes » (Nice Historique. 1952. p. 15) qui a relevé ce nom pour le milieu du XIV^e siècle (en 1359, le notaire Urbain Aynesi intervient au nom de la communauté, tandis que le juge de la Cour Royale tient audience devant la maison de Jacques Aynesi).

(20) R. Fédou. op. cit. p. 158 « Aussi bien est-ce le monde des campagnes qui a donné à Lyon l'immense majorité de ses notaires, au bas mot les deux tiers. »

(21) Et. Peretti — n° 43, 22 Mai 1405.

(22) Et. Bérard — n° 87, f° 94, 4 Mars 1427 (n. st.).

(23) Et. Bérard — n° 64, 11 Avril 1439.

(24) Et. Bérard — n° 33, 23 Avril 1391. Mariage « inter discretum virum magistrum Petrum Aynesii filium nobilis condam domini Anthonii Aynesii jurisperiti de Grassa ab una parte et Anthonietam filiam magistri Francisci Borilhoni condam de Cespitello ».

(25) Et. Bérard — n° 57, 12 Novembre 1432.

(26) Et. Bérard — n° 58, 26 Juin 1433 « revam noveni vini... etiam noviter ordinata de vino bibendo extra tabernam ad rationem medii grossi pro cuppa ».

montre se rendant acquéreur, auprès de Noble Pierre de Grimaldi de Nice « civis niciensis », d'une importante demeure dans la rue Droite, au prix de 200 florins (27). D'autres membres de la famille font également preuve d'une réelle aisance (28). Faut-il voir la consécration de tout cela dans le qualificatif de « nobilis » et le titre de Secrétaire du Roi qu'arborera, à la fin du xv^e siècle, l'un des descendants (29).

Les Jusbert sont mentionnés dans les documents notariés grassois dès les premières années du xiv^e siècle (30). Peut-être la famille avait-elle une origine aixoise ou du moins des attaches dans cette ville : en 1370, Jacobet Jusbert qui sollicite de l'évêque l'octroi de la tonsure, le fait avec l'autorisation de son père Noble Albert Jusbert « jurisperitus » d'Aix, mais fixé à Grasse (31). Au milieu du xiv^e siècle, elle compte au moins trois notaires : Jacques Jusbert qui reçoit, en 1353, une dot de 250 florins (32), Hugues Jusbert que nous voyons successivement offrir 200 florins de dot à sa fille et tester en faveur de son fils Isnardet, se contentant de léguer à son autre fils Hugues, chanoine de Grasse, la somme de 100 florins (33) ; quant au notaire Pierre Jusbert, divers actes le représentent administrant son patrimoine foncier, acquérant le domaine direct de plusieurs terres, prêtant de l'argent ou encore engageant un domestique pour assurer la gabelle du sel (34).

Assurément, l'ascension sociale de cette famille d'hommes de loi s'est-elle poursuivie au siècle suivant. L'un d'eux, le notaire Etienne Jusbert, fils de Pierre, est devenu co-seigneur du lieu de Sartoux (35). Un autre, le « nobilis et circumspetus vir » Pierre Jusbert, bachelier en droit, exerce les fonctions de « jurisperitus » ; en 1457, il voit sa fille épouser Noble Chabaud, co-seigneur de la Cainée, dans le diocèse de Glandèves, et descendant d'une ancienne famille féodale du Comté de Nice (36).

(27) Et. Bérard — n° 58, 2 Novembre 1433.

(28) Et. Bérard — n° 59, 21 Août 1434 — n° 67, 23 Octobre 1442.

(29) Et. Bérard — n° 154, 15 Octobre 1499.

(30) Et. Bérard — n° 1, 30 Octobre 1308.

(31) Et. Bérard — n° 20, 4 Mars 1370 (n. st.). Voir aussi : Et. Bérard — n° 12, 18 Janvier 1354 (n. st.). (Cens au profit de Jacques Jusbert « de Aquis »).

(32) Et. Bérard — n° 12, 30 Mai 1353.

(33) Et. Bérard — n° 20, 18 Novembre 1369 — n° 23, 24 Juin 1377.

(34) Et. Bérard — n° 20, 30 Avril, 18 Novembre 1369 — n° 23, 11 Août 1377, 9 Janvier 1378 (n. st.), 22 Janvier, 21 Février.

(35) Et. Bérard — n° 64, 3 Février 1440 (n. st.) — n° 120, f° 34 v°, 6 Novembre 1452. Il teste le 15 Juillet 1450 (Et. Bérard — n° 75, f° 45 r°), en élisant sépulture dans la cathédrale de Grasse, dans le tombeau en pierre que son père avait fait construire à l'autel de saint Raphaël et où sont enterrés ses parents.

(36) Et. Bérard — n° 61, 26 Juillet 1346 — n° 71, f° 16, 18 Avril 1446 — n° 80, 26 Août 1455 — n° 81, 4 Septembre 1457.

2° - *Les marchands*

Rappeler le rôle des marchands dans les cités médiévales et la part prise dans leur développement est aujourd'hui un lieu commun sur lequel il est vain d'insister. Certes, les hommes d'affaires grassois sont fort éloignés de leurs confrères des grandes villes marchandes et ne ressemblent pas du tout aux puissants « capitalistes » italiens ou allemands (37). On ne peut, pourtant, s'empêcher de leur reconnaître certains caractères qui les unissent à cette aristocratie urbaine, commerçante, « maîtresse des affaires, bientôt des terres et parfois du pouvoir » (38). A l'image de ceux d'autres villes provençales et méridionales, les marchands de Grasse forment une catégorie sociale privilégiée, dominant l'ensemble des bourgeois, qui ajoute à l'habileté à gérer les affaires l'aptitude à administrer celles de la ville (39). Il est normal que nous les trouvions, en nombre, aux côtés des hommes de loi dans le Conseil de la Communauté (40).

La place importante qu'ils tiennent dans la cité, les marchands la doivent à leur situation de fortune, à leurs facilités de numéraire, à leur niveau de vie. Un signe du rang social qu'ils occupent, est le qualificatif de « nobilis » que les notaires accolent régulièrement à celui de « mercator » (41).

Les activités des marchands sont multiples et diverses. Il faut cependant mettre au premier rang le commerce des draps. Il procure, outre de lucratifs revenus, un certain prestige par rapport aux autres métiers du commerce. Tel apothicaire, ajoutant à son exploitation une boutique de draperie, se dépêche de prendre le titre de « draperius » (42). Effectivement, les principaux marchands grassois sont des drapiers : il suffit de citer, pour la fin du XIV^e siècle,

(37) Sur ces aspects du commerce et des marchands, cf. les très intéressantes pages de synthèse de J. Heers « L'Occident aux XIV^e et XV^e siècles... » op. cit. livre II, 2^e partie.

(38) J. Heers, *ibidem*, p. 214.

(39) Pour Brignoles, cf. O. Masson-Bessière, op. cit. p. 176 et suivantes, ou encore, pour le Sud-Ouest, l'article de A. Higounet-Nadal « Une famille marchande de Périgieux au XIV^e siècle : les Giraudoux (Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, 1965), p. 114 « Les marchands... détiennent l'activité économique suprême, le pouvoir municipal et la culture ».

(40) Cf. G. Gauthier-Ziegler, op. cit. p. 137 et p. 368-369 (liste des syndics). Signations, pour la seconde moitié du XIV^e siècle, la personnalité du marchand Honoré Boniface qui joua un rôle important comme syndic (cf. G. Gauthier-Ziegler, *ibidem*, p. 25). Il arrive que les marchands grassois soient créanciers de la Communauté : Et. Bérard — n° 28, 17 Août 1386 « cum universitas civitatis Grasse sit... obligata discreto viro Anthonio Ferraudi mercatori... in centum florenos auri... ex causa ejusdam solutionis... per dictum Anthonium facte de sua propria peccunia... nomine dicte universitatis in emptione annone botigue universitatis ».

(41) Constataion identique dans Ch. de Ribbe, op. cit. p. 330 — Ricaud et Mireur « Inventaire sommaire des Archives Départementales antérieures à 1790 du Var. Série E. p. VII. Pour l'Italie, cf. J. Heers, *ibidem*, p. 218.

(42) Et. Bérard — n° 62, 14 Mai 1437.

le nom de Noble Honoré Boniface (43) et, pour la première moitié du xv^e siècle, ceux de Simosse, Achard ou Sauvan (44), autant de familles dont nous aurons l'occasion d'apprécier la fortune et d'évoquer l'ascension sociale.

Le terme de « mercator » est opposé à toute idée de spécialisation. Il est naturel de voir un marchand drapier se livrer à des opérations commerciales nombreuses sur d'autres matières et produits. Ainsi, Jean Achard « draperius » vend aussi des cuirs (45). Signalons, précisément, qu'après la draperie, il semble que ce soit les métiers et le commerce du cuir qui assurent l'aisance et permettent, parfois, de remplacer le qualificatif de « sabbaterius » par celui de « mercator » (46). On peut être surpris par l'importance des biens du tanneur Jean Pascaye qui avoue aux estimateurs du cadastre posséder divers immeubles dans la cité, des vignes, des stocks de cuirs, de draps et de laine, un troupeau de cinquante têtes et des créances pour un montant de 1 000 florins (47).

Manieurs d'argent, les marchands grasseois ne répugnent pas, loin de là, à investir leurs capitaux dans des placements immobiliers (48). Sans doute, ne sont-ils pas très différents de ces « premiers rassembleurs de terre » qu'évoquait Marc Bloch en songeant aux « petits capitalistes de villages ou de bourgades », dont le rôle est trop souvent méconnu (49). Tant au xiv^e qu'au xv^e siècle, nous les voyons tous s'employer à développer leur patrimoine foncier. Les formes d'investissements sont diverses, mais les acquisitions de terres et, surtout, de directes ont la préférence.

Contentons-nous de relever quelques opérations de deux marchands grasseois en l'année 1369. L'un d'eux, Antoine Ferraud achète, le 17 mars, le domaine direct d'un maison « versus Portetam », le 3 avril, d'une autre située « in carreria Glota » ; le 23 mai, « discretus vir » Pierre de Vence lui aliène la directe sur une maison et une vigne au quartier des Ribes, nouvelle acquisition le 28 mai, auprès d'un autre Grasseois, enfin, le 1^{er} juin, Noble André Coste lui vend une maison franche et libre « in Platea » et un cens de 6 blancs

(43) Et. Peretti — n° 42, 7 Avril 1399 « ante operatorium draparie... Honorati Bonifacii » — Et. Bérard — n° 109, 24 Août 1418, 28 Août, 5 Septembre « actum in apotheca dicte draparie ».

(44) Et. Bérard — n° 63, 1438 — n° 64, 1439 — n° 75, 1450 — n° 77, 1452.

(45) Et. Bérard — n° 58, 4 Mars 1434 (n. st.).

(46) Et. Bérard — n° 57, Juin 1432 — n° 65, 11 Août 1440 — n° 75, f° 16 r°, 4 Mai 1450.

(47) Archives Communales de Grasse. CC. 44. Cadastre, f° 122 r°-v°.

(48) A titre de comparaison, cf. J. Combes « Les investissements immobiliers à Montpellier au commencement du xv^e siècle » (Recueil de Mémoires et Travaux de la Société d'Histoire du droit écrit. Université de Montpellier. 1951) p. 21. Inversement, J. Heers (Gênes au xv^e siècle op. cit. p. 557) écrit « le marchand génois n'a pas de propriété foncière ».

(49) M. Bloch « Caractères originaux... » (op. cit. p. 142).

d'argent sur un étal situé en ce lieu, pour la somme de 100 florins (50). Tandis que son confrère, Etienne Philipin, à la même époque, acquiert successivement plusieurs parcelles de terre ; pour la seule journée du 24 avril, deux achats sont réalisés, dont un atteint le prix élevé de 250 florins (51). Rien d'anormal à ce que le marchand se double, parfois, d'un exploitant agricole ou d'un éleveur. Ainsi, le marchand Rolland Philipin, apparemment le fils du précédent, vend des animaux, conclut une mègerie ou passe contrat avec des savetiers pour chausser ses bergers (52). De la même façon, les marchands grassois du xv^e siècle continueront à s'intéresser aux biens fonciers (53).

Pour juger de l'importance des patrimoines qu'ils détiennent, on peut, là encore, se reporter aux relevés que dressent les estimateurs du cadastre de 1433. Si les impositions varient, dans l'ensemble, entre 1 et 5 sous, une quinzaine de familles, appartenant à la bourgeoisie, voient les leurs s'élever de 15 à 40 sous. Trois seulement dépassent largement ces chiffres et représentent, à elles seules, le 10^e des impositions. Elles atteignent respectivement 111 sous, 84 sous et 74 sous : ce sont celles des marchands Jean Achard, Antoine Simosse, et des héritiers du marchand Honoré Boniface (54). L'exemple de ce dernier est caractéristique. L'énumération de ses biens s'étale sur plusieurs feuillets, on y trouve mentionnées la maison où il demeure, évaluée à 600 florins, d'autres dans la rue Droite d'une valeur de 500 florins, une vingtaine de parcelles souvent importantes (ainsi une « bastida », exploitation de 28 sestérées estimée à 600 florins) — ces seuls biens ruraux représentent au total plus de 4 000 florins — ; enfin, on relève plus d'une cinquantaine de cens, variant entre quelques sous et une dizaine de florins, soit un montant de près de 100 florins de revenus fonciers (55). Il est aisé, devant un tel capital et ces nombreuses constitutions de cens, de soupçonner la fortune de certains marchands et, surtout, leurs disponibilités de numéraire.

(50) Et. Bérard — n° 20, 17 Mairs 1369, 9 Avril, 23 Mai, 28 Mai, 1^{er} Juin.

(51) Et. Bérard — n° 20, 24 Avril 1369.

(52) Et. Bérard — n° 32, 23 Janvier 1394 (n. st.), 22 Février 1395 (n. st.), 12 Octobre 1395, 10 Décembre 1396, 23 Janvier 1397 (n. st.).

(53) Par exemple, pour le marchand-drapier Achard, voir : Et. Bérard — n° 65, 5 Juillet, 5 Août 1440 — n° 68, 2 Avril 1443 — n° 70, f° 114, 8 Décembre 1445 — n° 74, f° 118, 22 Janvier 1450 (n. st.) — n° 75, f° 79, 24 Février 1451 (n. st.), ou encore, pour un autre marchand grassois : Et. Bérard — n° 71, f° 171, 13 Janvier 1447 (Vente par Jean Poloy « condam mercator » de « quatraginta florenos censuales » sur divers biens, moyennant 1.000 florins).

(54) Archives Commun. de Grasse. CC. 44. 1433 (Table) et J. A. Durbec. « Grasse en 1433... » op. cit. (voir : l'estimation approximative des fortunes particulières).

(55) Archives Commun. de Grasse. CC. 44. f° 155 r° à 158 r°. Le marchand Honoré Boniface avait sa boutique de draperie sur la Place aux Herbes (Et. Peretti — n° 42, 7 Avril 1399 « Actum Grasse in platea erbarum ante operatorium draperie dicti nobilis Honorati Bonifacii ». — J. A. Durbec. *ibidem* (annexes).

Les investissements immobiliers ne sont pas les seules formes de placements. Les marchands pratiquent également les prêts, parfois à court terme. Honoré Boniface confie, le 29 avril 1386, la somme de 166 florins à un apothicaire avec pour terme le mois de mai (56). De même, les marchands Simosse et Augier, associés au notaire Turlaire, prêtent le capital considérable de 700 florins à un habitant de Seillans (57). Ce sont, enfin, les marchands fortunés qui sont très souvent adjudicataires des rêves et gabelles, parfois en association avec les gens de robe (58).

Les contrats familiaux et, en premier, la constitution de dot lors du mariage, apportent une nouvelle preuve de l'aisance des milieux commerçants, peut-être est-elle même la plus significative et celle qui permet la meilleure comparaison avec les autres groupes sociaux. Remarquons, au préalable, que les alliances matrimoniales sont tantôt réalisées avec d'autres familles marchandes, tantôt avec la bourgeoisie de robe, mais aussi avec la noblesse (59) — l'apparemment consacre alors l'ascension sociale.

Le montant des dots est élevé. Outre un capital en numéraire de plusieurs centaines de florins, il comprend un riche trousseau avec de beaux vêtements en drap de Flandre ou de Brabant, parfois des bijoux. Citons, pour la seconde moitié du xiv^e siècle, la dot de 500 florins qu'Honoré Boniface a donné à sa fille ou celle, d'un montant identique, qu'il promet à sa petite-fille lorsqu'elle épouse le fils du marchand Antoine Ferraud (60). C'est également une somme de 500 florins, à laquelle il faut ajouter manteau et houppebande en drap de Malines et un lit de « cerico », que reçoit Monnete, la fille du marchand Honoré Achard, lors de son mariage en 1391 (61). Au xv^e siècle, les dots dépassent souvent ces chiffres. Un trousseau d'une valeur de 200 florins et 600 florins de numéraire sont promis à la fille d'Honoré Achard, qui prend époux en la personne de l'« egregius nobilis et circumspectus vir » Urbain Clementis, licencié en droit, de Fréjus (62). Lors des « verba de futuro » qui unissent la fille du drapier Jean Achard au juriste Noble Augustin Raboys, la dot s'élève à 800 florins (63). Il convient, certes, de tenir compte des délais, plus ou moins longs, que l'on stipule pour le paiement des dots. Un premier versement de 200 florins, avec la remise du trousseau

(56) Et. Bérard — n° 28, 29 Avril 1386.

(57) Et. Bérard — n° 73, 23 Avril 1448.

(58) Et. Bérard — n° 32, 4 Juin 1359 — n° 55, 2 Juin 1430 (Guillaume Simosse et le notaire Christophe Raboys prennent la « gabellam veterem salis ») — n° 63, 21 Janvier 1439 (n. st.) — n° 64, 3 Novembre 1439 — n° 67, 2 Juin, 1^{er} Novembre 1442.

(59) Cf. infra. « La Noblesse » — cf. O. Masson-Bessière, op. cit. p. 176.

(60) Et. Bérard — n° 29, 30 Novembre 1387 — n° 89, f° 224, Novembre 1431.

(61) Et. Bérard — n° 34, 26 Octobre 1391.

(62) Et. Bérard — n° 80, 24 Août 1455.

(63) Et. Bérard — n° 94, f° 173, 30 Avril 1431 — n° 65, 5 Juillet 1440.

seau, au jour des noces, et des échéances de 50 florins par an, telles sont les modalités courantes pour les dots de 500 à 800 florins que promettent les marchands. C'est, parfois, un nombre d'années bien supérieur qu'exigent certains nobles, pour s'acquitter des dots de leurs filles (64).

Avoir la qualité de marchand, cela sous-entend un certain mode de vie qui le distingue, plus ou moins nettement, des autres groupes sociaux de la cité. Parfois, l'opposition est brutale, telle celle qui existe à Gênes entre les deux aristocraties, « seigneurs et hommes d'affaires » (65). Il ne peut en être ainsi à Grasse, ville dont l'activité commerciale est infime par rapport à la capitale ligurienne et où les principaux marchands, à l'image de leurs confrères provençaux, auront volontiers tendance à s'assimiler à la noblesse. Pourtant, la physionomie du milieu commerçant conserve des caractères propres ; l'un des plus sensibles a trait à la manifestation du sentiment religieux.

Sans doute, « la religion du marchand » diffère-t-elle peu de celles des autres hommes et sa piété n'est-elle pas plus profonde. Seul, l'argent qu'il détient lui permet de l'extérioriser davantage et de donner à sa foi le maximum d'apparat. La crainte du châtimement éternel, à laquelle se mêle, confusément, le désir de faire ostentation de ses richesses, l'incite à multiplier, dans ses dernières volontés, les legs à des fins spirituelles et charitables (66). A de tels sentiments ne paraît pas échapper le testament du marchand Antoine Ferraud qui, élisant sépulture dans la cathédrale de Grasse, consent un legs à chacun des prêtres qui viendront chanter à ses obsèques, au couvent des Dominicains et à celui des Franciscains, à l'hôpital de la Porte Ayguière — auquel il lègue un lit qui devra être donné au moment même où le corps du disposant sera acheminé vers la sépulture —, et à des jeunes filles « pro maritaggio » (67).

Il arrive que le marchand tienne à manifester sa piété de son vivant. Une forme de ce sentiment religieux peut alors consister dans la commande d'un tableau ou d'un rétable pour une église de la cité. Ce que fait Guillaume Sauvan lorsqu'il passe contrat avec le peintre Jacques de Carolis de Brignoles pour la confection d'un rétable « ad honorem et exaltationem » de Saint-Pierre, ouvrage qui

(64) Cf. infra « La Noblesse ». A titre de comparaison, sur le montant des dots en Provence au xv^e siècle, voir les chiffres cités par Ch. de Ribbe (op. cit. p. 200-202) qui constate « des marchands un peu huppés... donnaient presque autant à leurs filles que de nobles seigneurs en assuraient aux leurs ».

(65) J. Heers « Gênes au xv^e siècle » op. cit. p. 537.

(66) Voir infra. Titre II. Cf. A. Saporì « Le marchand italien au Moyen Age (Paris 1952). p. XVII et suivantes.

(67) Et. Bérard — n° 33, 2 Août 1391. Legs à l'hôpital de la Porte Ayguière : « unum lectum quem volo et ordino deportari ad ipsum hospitale die illa et ora que corpus meus traditus fuerit ecclesiastice sepulture ».

sera placé dans l'église des Dominicains, sur l'autel dédié à ce saint (68). Indiquons à propos de ce marchand, que l'un de ses fils est dans le clergé et qualifié de « *baccalarius in decretis* » ; quant à son frère, évêque de Vence, nous le voyons fonder une chapellenie sous le vocable de Saint-Pierre et léguer dans cette intention une somme de 100 florins à placer « *ad medium lucrum* » chez un honnête marchand (69). C'est d'ailleurs dans la demeure épiscopale de Vence, « *in camera paramenti* », que l'on assiste le 18 avril 1453, en présence de plusieurs membres du clergé, à l'achat, par le marchand Guillaume Sauvan, d'une esclave nommée Madeleine « de patrie Rossie », au prix de 95 florins et 10 gros (70).

Parmi les marchands grasseois qui, en cette première moitié du xv^e siècle, occupent une place importante dans la cité, une famille se profile avec une certaine netteté dans les documents notariés, celle, plusieurs fois évoquée, des Simosse. Il est tentant de pénétrer son destin, évidemment de façon imparfaite, durant près d'un demi-siècle.

Mentionné dans les documents d'archives dès les années 1420-1430, il ne fait pas de doute que l'« honorable » Antoine Simosse « *mercator* » est installé de longue date à Grasse, à en juger par les fonctions de syndic qu'il exerce en 1425-1426 (71). Aidé dans la marche de son affaire par ses deux fils Guillaume et Pierre — qui prendront rapidement l'épithète de « *nobilis* » (72) —, il exploite son commerce dans l'active « *carrerìa Recta* ». A sa boutique de draperie, nombreux sont les clients de Grasse et des alentours, qui viennent acheter les étoffes de Courtrai, de Rouen, ou du Languedoc (73). Il est tout aussi fréquent de voir les Simosse vendre divers autres

(68) Et. Bérard — n° 76, 9 Août 1451, f° 41 (sur feuille volante). Cf. pièces justificatives. (Acte cité par G. Brès. op. cit. 1^{re} partie. p. 59).

(69) Et. Bérard — n° 80, Août 1455. Sur cette famille, voir aussi les mariages de Paulet Sauvan, fils de Guillaume, avec Madeleine, fille de Noble Jean Béraud de Draguignan qui apporte une dot de 500 florins (Et. Bérard — n° 69, 26 Juin 1444), puis avec la fille du marchand grasseois Antoine Négrel, après dispense « *propter consanguinitatem* » (Et. Bérard — n° 75, f° 71, 14 Février 1451).

(70) Et. Bérard — n° 78, 18 Avril 1453 (sur feuille volante) « *vendiderunt honorabili viro Pauleto Salvanhi filio et conjuncte persone viri honorabilis Guillelmi Salvanhi mercatoris civitatis Grasse... videlicet quamdam servam nomine Magdalenam de natione ut fertur Rossii* ». On peut, ici, évoquer A. Saporì (op. cit. p. XLI) lorsqu'il écrit : « plus d'une fois de hauts dignitaires ecclésiastiques, évêques ou archevêques, firent cadeau à leurs amis de « petites esclaves jeunes et propres ».

(71) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 368. Et. Peretti — n° 55, 23 Décembre 1427 « *discretus vir Guillelmus Simosse draperius... filius honorabilis viri Antonii Simosse mercatoris* ».

(72) Et. Bérard — n° 68, 12 Août 1443. Tous deux seront syndics et conseillers (Et. Bérard — n° 54, 12 Novembre 1429 — n° 70, f° 96-97, 12 Novembre 1445 — n° 72, 19 Novembre 1447).

(73) Et. Bérard — n° 60, 1435 — n° 69, 1444 — n° 70, 1445 — n° 117, 1446-1447.

produits : denrées, blé ou vin, cuirs, ustensiles d'argent, corail... (74). Pour s'imaginer l'importance de leur activité commerciale, on peut aisément avancer le contrat de commande conclu avec un marchand niçois auquel Antoine Simosse confie, pour un an, 800 ducats d'or « tam de Florencia, de Janua et de Milano quam aliis » (75), ou quelques-unes de leurs créances : 205 florins sur un Juif, 110 florins prêtés à un chaussetier grassois, 80 florins que leur doit Noble Jean de Villeneuve, co-seigneur de Bargemon (76).

Leur patrimoine est comparable à celui des autres marchands. Parcelles de terre, maisons, moulins, de nombreux cens y figurent pareillement (77). Ce qui apparaît, parfois, clairement dans les actes, c'est la volonté de procéder à un certain remembrement des biens fonds. Ils s'efforcent d'y parvenir, soit par l'échange avec le propriétaire voisin (78), soit par l'acquisition du direct domaine d'une parcelle limitrophe en vue d'exercer le droit de prélation (79).

Enfin, les Simosse recourent avec régularité à l'acquisition à temps de revenus, forme d'investissement particulièrement lucrative (80). Ils trouvent facilement vendeurs auprès des communautés ou des seigneurs en mal d'argent. Ainsi, ils afferment les bois et terroirs de Roquefort, de Cabris ou d'Opio, en vue des pâturages (81), les revenus de Cipières, de Caussols et de la majeure partie de Sartoux, pour dix ans, auprès du « noble et puissant » Guillaume d'Agoult (82), ceux de Thorenc pour huit ans, auprès de Noble Raymond de Villeneuve (83) ; tandis que Nobles Georges et Delphine de Comps cèdent à Guillaume et Pierre Simosse les droits et revenus sur plusieurs villages, dont Comps et des localités à l'entour (84).

(74) Et. Bérard — n° 57, 17 Juin 1432 — n° 68, 5 Juin 1443 — n° 76, 19 Octobre 1451 — n° 116, f° 61, 22 Avril 1448 — n° 117, 13 Février 1447, 20 Juin 1446.

(75) Et. Bérard — n° 57, 7 Août 1432.

(76) Et. Bérard — n° 76, f° 22, 7 Juin 1451 — n° 116, 13 Juin 1448 — n° 117, 1^{er} Avril 1446.

(77) Et. Peretti — n° 55, 23 Décembre 1427 — Et. Bérard — n° 71, f° 83, 26 Juillet 1446 — n° 117, f° 179, 10 Juin 1447. Voir de nombreux achats d' « annualia servitia » dans Et. Bérard — n° 117, 1446-1447. Ils concluent également des contrats de mègerie (Et. Bérard — n° 117, 31 Décembre 1446, 6 Février 1447).

(78) Et. Bérard — n° 88, f° 148, 30 Juillet 1431. « scambium pro nobilibus viris Johanne Achardi et Antonio Simosse ».

(79) Et. Bérard — n° 69, 30 Novembre 1444 « cumque... ipse dominus episcopus ipsum jus prelationis... remisit nobilibus viris G^o et P^o Simosse fratribus. Ecce quod nunc prenominaus G. Simosse in presentia dicti Antonii Ruffi emptoris... dixit et asseruit quod dictum pratum per dictum A. Ruffi emptum vigore remissionis juris prelationis... retinere vult et intendit precio supra dicto... et ex nunc retinet... »

(80) J. Combes « Les investissements immobiliers... » op. cit. p. 21.

(81) Et. Bérard — n° 88, 10 Janvier 1431 (n. st.) — n° 68, 24 Avril 1443 — n° 117, 21 Décembre 1446. Cf. supra. 1^{re} partie. Titre II, Chapitre III.

(82) Et. Bérard — n° 110, 12 Septembre 1445 (moyennant 400 florins).

(83) Et. Bérard — n° 71, f° 173, 16 Janvier 1447.

(84) Et. Bérard — n° 117, 30 Août 1446 — n° 74, f° 114, 17 Janvier 1450 (n. st.).

La valeur des dots promises dans la famille Simosse ne cède en rien devant les sommes rencontrées dans les contrats de mariage des autres marchands : elle oscille entre 600 et 800 florins. C'est une dot de 800 florins que Pierre Simosse donne à sa fille lors de son mariage avec le fils du marchand Honoré Achard (85) ; quant à son frère Guillaume, il offre 600 florins à sa fille Annette qui épouse le notaire Pierre Turlaire (86). Une seconde fille de Guillaume Simosse s'unira au riche marchand Noble Antoine Bonefoy, co-seigneur de Sartoux (87).

Pourquoi ne pas évoquer, en guise de conclusion sur cette famille, le compromis relatif à la succession de Noble Guillaume Simosse, devenu co-seigneur de Thorenc, dont un arbitre sera l'évêque de Grasse, transaction qui, en 1475, évaluée à 22.000 florins la fortune de ce marchand grassois (88).

(85) Et. Bérard — n° 67, 28 Juillet 1442. Il s'agit presque d'un mariage double, puisque le même jour, Jacobet, fils de Guillaume Simosse, épouse la fille d'Honoré Achard (la dot est également de 800 florins).

(86) Et. Bérard — n° 94, f° 125, 4 Novembre 1451.

(87) Et. Bérard — n° 162, 1455-1475. Sur ce marchand, voir : Et. Bérard — n° 117, 21 Septembre 1447 — n° 70, f° 96-97, 12 Novembre 1445.

(88) Et. Bérard — n° 162. Etendues Barth. Delaude 1455-1475 (fragments) « Summa compromissi » — « Ratificatio summe » (5 Janvier 1475). P. Sénéquier (op. cit. p. 322) relève parmi les maisons notables de Grasse, l'« ancien hôtel de Simousse de Thorenc dit de Russan ».

CHAPITRE II

LA NOBLESSE

Peu nombreuses sont les familles nobles qui paraissent d'une manière régulière et continue dans les actes notariés grassois. Seuls les nobles tenant fief à l'entour de Grasse viennent assez fréquemment passer contrat dans la cité ; ainsi en est-il pour les seigneurs de Cabris, appartenant à la famille de Grasse, que plusieurs documents nous permettront d'évoquer. De la même façon, nous nous attacherons à une autre dynastie féodale du pays provençal, les de Castellane, dont divers membres sont intimement liés à la vie grassoise durant la seconde moitié du xv^e siècle. Pourtant, à cette époque, à côté de la vieille noblesse angevine, ayant parfois son origine dans l'avènement de la féodalité, se développe une « nouvelle noblesse » qui a pour représentants de riches marchands annoblis par l'acquisition de fiefs ou encore de puissantes familles liguriennes, telles les Grimaldi et les Lascaris, installées en Provence, mais conservant une profonde spécificité.

Dans l'ensemble, les nobles qui appartiennent aux anciennes familles seigneuriales, éprouvent aux xiv^e et xv^e siècles de réelles difficultés. Noblesse à caractère rural, proche des paysans et villageois qui vivent sur ses terres, elle ne peut compenser par son lustre le manque de numéraire qui l'afflige et Ch. de Ribbe, citant les « nobiles mendicantes » auxquels fait allusion l'historien Papon, évoque cette « noblesse pauvre en espèces sonnantes » (1). Quelques actes éclairent curieusement certains nobliaux de villages que la précarité des conditions d'existence rend comparables aux autres

(1) Ch. de Ribbe, op. cit. p. 339. Cf. aussi Caïs de Pierlas op. cit. 2^e partie, chapitre 1^{er}, qui insiste également sur « la détresse des bonnes familles du pays » (p. 243).

habitants. Songeons à Noble Pierre du Rouret qui, ayant acheté à crédit un troupeau de menu bétail à un éleveur de Caussols, demande, en 1367, un report de l'échéance, et à Noble Mathieu du Rouret, également co-seigneur de ce lieu, qui, en 1386, associé à un villageois de Châteauneuf, vend en son nom et pour Noble Dame Guillelme de « Peyresque », seigneur de Châteauneuf, 60 quintaux de foin à l'épouse d'un notaire grassois et promet de les lui livrer (2), ou à Noble Antoine Laugier « alias de Ferris condominiums loci de Massio » qui traite avec un menuisier de Grasse pour une vente de bois et reconnaît devoir 8 florins à un pelletier pour l'achat d'une fourrure (3). Quel est, enfin, le niveau de vie de Noble Pierre des Courmettes qui sollicite d'un Juif une prorogation de dette (4), et que nous voyons passer un contrat d'abonnement avec un forgeron grassois pour l'entretien d'une charrie, puis acheter à crédit du blé en obligeant les semences et les profits « ex industria sue persone » (5).

Ces modestes représentants de la noblesse provençale ne sont pas les seuls à être démunis de numéraire. Non moins évocatrice est la reconnaissance de dot, assurément bien tardive, que Noble Pierre Marchésan, seigneur de Coaraze et de Roccasparvière, dans le Comté de Nice, personnage au rôle politique important (6), fait à son épouse, d'origine aixoise : l'argent a été dépensé, les biens fonds aliénés, la dot de la fille payée par la femme « au nom de son mari », soit au total 2.225 florins qu'il paraît en peine de restituer, aussi cède-t-il à son épouse une créance de 1.000 florins qu'il a sur le « magnificus et potens vir » Foulques d'Agoult, chevalier, depuis près de quarante ans (7).

Bien que toutes deux aient leur origine, semble-t-il, chez les princes d'Antibes et qu'elles aient compté au XIII^e siècle de grands féodaux, les deux branches de Grasse-Bar et de Grasse-Cabris n'ont point connu la même destinée aux siècles suivants. Si la première continue d'avoir à la cour des comtes de Provence un rôle important, qui se prolongera après l'annexion de la Provence à la France (8), la

(2) Et. Bérard — n° 19, 22 Juillet 1367 — n° 28, 13 Mai 1386.

(3) Et. Bérard — n° 57, 11 Décembre 1432 — n° 61, 4 Avril 1436. Sur cette famille, cf. Cais de Pierlas. op. cit. p. 231.

(4) Et. Bérard — n° 70, f° 5, 2 Avril 1445. Voir également : n° 70, f° 77, 3 Octobre 1445 — n° 72, f° 5, r°, 12 Janvier 1448 (n. st.).

(5) Et. Bérard — n° 120, f° 20 v°, 18 Mai 1452 — n° 79, 29 Avril 1454.

(6) Cf. G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 23. Il fut viguier de Grasse et assista à l'Assemblée des trois Etats tenue à Nice, le 5 Juin 1366, pour pourvoir à la défense de la Provence contre les Grandes Compagnies.

(7) Et. Bérard — n° 34, 16 Décembre 1391.

(8) Marquis de Grasse « Histoire de la Maison de Grasse » (Paris 1933). Introduction. p. XVII. Au milieu du XV^e siècle, le seigneur du Bar est le « magnificus potens vir Bertrandus de Grassa miles » (Et. Bérard — n° 71, 28 Février 1447 (n. st.), qui faisant son testament, en 1448, « nomme deux héritiers principaux à cause des grands biens qu'il avait » (M. de Grasse. ibidem. p. 47).

seconde perdra peu à peu de son prestige et de son influence, même si les souverains provençaux prennent soin de lui confirmer aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles les privilèges que Raymond Bérenger lui avait jadis accordés (9). Les seigneurs de Grasse-Cabris tendent de plus en plus à ressembler à des propriétaires fonciers, vivant sur leurs terres et rencontrant dans leur exploitation des difficultés comparables. C'est précisément cette famille de Grasse-Cabris que les actes notariés permettent d'évoquer.

Les principaux personnages en sont, pour la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, Noble Jean de Grasse « dominus Vallis Cabriarum » (10) — dont on apprend par le testament de sa mère Dame Alayette, veuve de Pons de Grasse, en 1399, qu'un frère est prédécédé, qu'une sœur a épousé Noble Pierre Chabaud, seigneur d'Aspremont dans le Comté de Nice, une autre est religieuse (11) — et, pour les premières décennies du ^{xv}^e siècle, son fils Bertrand de Grasse qui recevra de son épouse Delphine de Comps, à titre de dot, la seigneurie de ce lieu (12). Dès 1442, nous voyons Delphine de Comps intervenir dans les documents notariés, comme tutrice du fils Balthazar (13).

L'essentiel du patrimoine foncier des seigneurs de Grasse-Cabris est constitué précisément par les terroirs de Cabris qui voisinent avec ceux de Grasse. Noble Bertrand de Grasse possède aussi une maison dans la cité « in carreria recta », où il a coutume de passer les actes (14). Sur l'exploitation agricole de la seigneurie, divers contrats déjà signalés, fournissent quelques éléments. Entre les années 1435 et 1445, on peut voir Noble Bertrand, puis Noble Dame Delphine, concéder à plusieurs reprises des terres à acapt, moyennant des redevances annuelles souvent modestes et une prestation initiale de caractère symbolique (15). D'autres parcelles sont don-

(9) M. de Grasse. *ibidem*. p. XVIII — G. Gauthier-Ziegler. *op. cit.* p. 198.

(10) Et. Bérard — n° 30, 14 Janvier 1387. On peut remarquer que les notaires se contentent de donner aux seigneurs de Grasse-Cabris le qualificatif de « nobilis », à la différence des membres de l'autre branche.

(11) Et. Peretti — n° 42, 19 Novembre 1399.

(12) Marquis de Grasse « Histoire de la Maison de Grasse » Tome 2 p. 13. Elle est la fille d'André et de Catherine d'Agoult. Le 26 Février 1434, son frère, Noble Jean de Comps, avec le consentement de son beau-frère Bertrand de Grasse et de Jean Achard, lui fait donation, en même temps qu'à une autre sœur, de ses droits sur Callian et Cogolin, à charge pour elles de le nourrir, vêtir et chausser sa vie durant « tempore tam sanitatis quam infirmitatis » et de payer la somme de 10 florins au curé de l'église Sainte-Marie-Madeleine d'Aix (Et. Bérard — n° 58, 25 Février 1434 (n. st.). Sur ces seigneuries, cf. aussi Et. Bérard — n° 70 f° 52, 31 Août 1445, f° 120, 11 Décembre 1445 — n° 74, f° 114, 17 Janvier 1450 (n. st.) (revenus de ces lieux affermés au marchand G. Simosse) — n° 93, f° 111, 26 Janvier 1448 (n. st.).

(13) Et. Bérard — n° 66, 23 Février 1442 (n. st.) « uxor relicta nobilis Bertrandi de Grassa » — n° 67, 26 Août 1442 « ut tutrix nobilis Belthesaris de Grassa ejus filii ».

(14) Et. Bérard — n° 65, 18 Octobre 1440 — n° 66, 2 Janvier 1442 (n. st.).

(15) Et. Bérard — n° 57, 23 Novembre 1432 — n° 62, 16 Octobre 1437 — n° 65, 18 Octobre 1440 — n° 68, 30 Avril, 6 Juin, 8 Décembre 1443 — n° 70, 20 Juin, 31 Août 1445.

nées en métayage (16). Quant aux pâturages de Cabris et « ejus vallis », les seigneurs les afferment régulièrement aux bergers de Tende, parfois à des marchands grassois qui, à la recherche de fructueux profits, servent volontiers d'intermédiaires (17). Ils y entretiennent également leurs propres troupeaux, et, en 1441, Noble Bertrand de Grasse engage un chevrier « cabrierius » pour l'année ; de la même façon, pour assurer la mise en culture, il conclut un contrat d'embauche avec un bouvier (18). Des associations les unissent, tantôt à des éleveurs ou à des citadins pour la réalisation des mège-ries (19), tantôt à d'autres exploitants pour les labours et les cultures : ainsi, la « societas laboragii », prévue pour neuf ans, qui intervient, au mois de janvier 1445, entre Dame Delphine et Honoré Clapier de Grasse (20). Les associés participeront pour moitié à l'entretien des deux bouviers qui auront pour tâche de diriger les cinq paires de bœufs, capital de la société, aux frais de semences et autres dépenses. Dans la même proportion, ils partageront les récoltes « in area ». Les labours seront faits la première année sur les terres d'Honoré Clapier à Auribeau pour une superficie de 25 à 30 sesterées et le restant à Cabris, les années suivantes uniquement sur les terres de la seigneurie.

En même temps que ces actes illustrent les modes d'exploitation de leur seigneurie, en laissant parfois entrevoir la pénurie de main-d'œuvre qui affecte la vie des campagnes, d'autres nous révèlent la situation de fortune de la famille de Grasse-Cabris et accusent le manque de numéraire. Aux arrentements des revenus consentis aux marchands dans le seul souci d'obtenir immédiatement de l'argent liquide, ajoutons les achats à crédit et les prêts.

Les opérations les plus insignifiantes donnent lieu à un paiement échelonné. Noble Jean de Grasse, au mois de janvier 1388, doit 8 florins au marchand Antoine Achard « causa emptionis verum et porcu » qu'il promet de payer au mois d'août, mais la dette ne sera réglée qu'en octobre (21). Son fils Bertrand, ayant acheté pour quelques florins de vin, s'engage à s'acquitter de cette somme par une livraison de froment aux prochaines moissons (22). Quant à

(16) Et. Bérard — n° 67, 19 Mars 1443 (n. st.) — n° 68, 1^{er} Décembre 1443.

(17) Et. Bérard — n° 67, 26 Août 1442 — n° 68, 24 Avril 1443 — n° 70, 28 Août 1445.

(18) Et. Bérard — n° 65, 9 Octobre 1440 — n° 66, 2 Novembre, 5 Décembre 1441.

(19) Et. Bérard — n° 62, 24 Janvier 1438 (n. st.) — n° 65, 18 Février 1440 (n. st.) — n° 69, 1^{er} Avril 1444 — n° 73, 26 Mars 1448. Nous avons dit plus haut (cf. 1^{re} partie. Titre II, chapitre II) que les nobles pouvaient être eux-mêmes des mégères.

(20) Et. Bérard — n° 69, 16 Janvier 1445 (n. st.) « Societas laboragii pro Domina de Cabris ut tutrix. et Honorato Calperii ». Celui-ci sera tenu de payer la tasque ; des clauses lui reconnaissent le droit de recueillir sur la seigneurie une charge de bois « pro suo usu », des glands pour la nourriture d'un porc et d'y placer ses ruches, moyennant remise d'une livre de cire.

(21) Et. Bérard — n° 30, 14 Janvier 1388 (n. st.) — cancellation le 18 Octobre.

(22) Et. Bérard — n° 65, 2 Avril 1440 — cancellation le 20 Septembre (Terme : Août).

Delphine de Comps, elle est à divers moments redevable à l'égard des commerçants grassois et, surtout, des Juifs (23). Le 28 avril 1455, l'un d'eux Jassonus Jassiel reconnaît avoir reçu 50 florins en diminution de ses créances, mais il est curieux de remarquer, à propos de ce paiement, que 40 florins ont été remis « per manus spectabilis militis domini Honorati Lascaris », seigneur de Tende, au nom des bergers de ce village (24).

Certes, devait-il être quelque peu déshonorant pour ces seigneurs de venir solliciter les Juifs pour des emprunts importants. On préférerait alors les obtenir d'autres nobles plus fortunés ou des marchands. Ce fait peut expliquer toute une série d'opérations conclues par Bertrand de Grasse avec Noble Pierre de Castellane et le marchand Bonefoy. Elles commencent apparemment par un prêt de 400 florins que Pierre de Castellane consent le 30 décembre 1441 à Bertrand de Grasse, avec pour terme le 8 janvier suivant (25). Quelques jours plus tard, le 2 janvier, nouvelle reconnaissance de dette, cette fois au profit d'Antoine Bonefoy, originaire de Castellane mais fixé à Grasse, d'un montant de 64 florins, remboursable pour partie le 8 janvier, le 1^{er} mai et à la Saint-Michel ; à cette même date du 2 janvier, Bertand de Grasse conclut un autre contrat avec Antoine Bonefoy pour libérer sa maison de la rue Droite d'un cens de 20 florins qu'il avait constitué en 1436, au profit de Noble Sauvan Requiston, alors tuteur du jeune Bonefoy, et lui restitue le capital de 400 florins grâce aux deniers prêtés par Pierre de Castellane (26). C'est à ce dernier que Bertrand de Grasse aliénera, le 12 janvier, le direct domaine de sa maison, moyennant un capital de 400 florins et un cens annuel de 35 florins (27). L'année suivante, Noble Bertrand de Grasse étant décédé, Pierre de Castellane accepte de revendre à sa veuve Dame Delphine, le « majus et directum dominium » au prix de 400 florins que lui remet alors — « in quodam saqueto tele » — le marchand Guillaume Simosse qui a arrenté les pâturages de Cabris (28).

(23) Et. Bérard — n° 71, f° 188, 4 Février 1447 (n. st.), f° 197, 14 Février — n° 73, f° 12, 16 Avril 1448. Les emprunts de la famille de Grasse auprès des Juifs ne sont pas nouveaux : cf. L. Honoré « Les Juifs de Draguignan... » op. cit. p. 48, qui mentionne, nous l'avons dit, un prêt consenti par un Juif d'Aix au seigneur Jean de Grasse-Cabris (Arch. Bouches-du-Rhône. — Aix, fonds Murair. François Borilli brèves 1395 f° 68).

(24) Et. Bérard — n° 80, 28 Avril 1455.

(25) Et. Bérard — n° 66, 30 Décembre 1441 (cancellé le 12 Janvier 1442 « in aula domus dicti nobilis Bertrandi »).

(26) Et. Bérard — n° 66, 2 Janvier 1442 (n. st.) « videlicet florenos currentes viginti censuales sive de censa vulgariter loquendo in et super quadam domo dicti nobilis Bertrandi ». Il lui verse, outre le capital, « omnia arrayragia sive peccunias debitas usque diem presentem » (il n'est pas exclu que la reconnaissance de dette de 64 florins intervenue le même jour n'y soit pas étrangère).

(27) Et. Bérard — n° 66, 12 Janvier 1442 (n. st.).

(28) Et. Bérard — n° 68, 19 Juin 1443 « cum nobilis vir Bertrandus de Grassa condam dominus loci de Cabriis et ejus vallis dum ageret in humanis vendidisset...

Les combinaisons sont multiples pour se procurer un numéraire qui fait cruellement défaut. Peut-être doit-on rechercher dans le mariage de la fille de Bertrand de Grasse, Noble Demoiselle Alayette, cette même année 1442, l'une des raisons des embarras financiers rencontrés. C'est, en effet, au mois de mai 1442 que sont prononcées les « verba de futuro » avec Noble Pierre Gaudin, fils d'Urbain Gaudin, marchand-drapier de Draguignan (29). L'épouse se constitue en dot les 800 florins que son père lui a légués, tandis que la mère promet « in augmentum dotis » une somme de 200 florins. Mille florins, voilà assurément un chiffre raisonnable pour une dot, encore faut-il tenir compte des modalités de paiement : excepté la somme de 100 florins remise au jour des noces « in facie Sancte Matris Ecclesie », elle sera payable par échéances annuelles de 25 florins. Près de quarante années seront donc nécessaires pour obtenir complet paiement (30) ! Il est clair que la noblesse, au-delà des alliances matrimoniales avec les marchands, devait pour maintenir fortune et prééminence se tourner vers les opérations et les activités du commerce. Sans doute, certains de ses membres l'avaient-ils compris, tel ce « spectabilis et generosus vir » Georges de Grasse — mais de la branche du Bar —, qui, en 1471, place son argent entre les mains d'un marchand grassois pour le faire fructifier (31).

Sont-ce ces mêmes raisons qui ont permis à des branches de l'ancienne, et autrefois puissante, famille de Castellane, de mieux résister que les seigneurs de Grasse-Cabris ?

Durant le second tiers du xv^e siècle, nous trouvons mention dans les actes notariés, du « nobilis et circumspectus » Pierre de Castel-

nobili et circumspecto viro domino Petro de Castellana... majus directum dominium et senhoriam cujusdam domus ipsius nobilis Bertrandi... Ecce quod nunc dictus dominus Petrus de Castellana attendens et considerans amorem sincerum quem habet gerit sicut dixit erga nobilem Belthesarem de Grassa filii et heredem... vendidit nobile domine Delphine de Comis uxore relicte... »

(29) Et. Bérard — n° 67, 19 Mai 1442. Parmi les clauses : « fuit de pacto quod incontinenti consumate dicto matrimonio per verba de presenti seu corporibus adinvicem datis dicta nobilis Alaeta renunciavit bonis paternis et maternis in forma debita ad primam et simplicem requisitionem dicte nobilis Delphine... item fuit de pacto quod dictus nobilis Petrus teneatur ipsam induere de raupis dotalibus jocalibus et ornamentis decentibus ad dispositionem nobilis et honeste mulieris domine Jacobe Gaudine matris dicti nobilis Petri... et... status dicte nobilis Alaete requirit ». Sur cette famille dracénoise, cf. E. Baratier « Le notaire Jean Barral... » op. cit. p. 261, note 28, qui mentionne les rapports d'affaires de ce notaire et marchand de Riez avec le drapier Urbain Gaudin. Une autre fille de Bertrand de Grasse a épousé Antoine Achard, fils du marchand grassois Jean Achard (Marquis de Grasse. op. cit. Tome 2, p. 14).

(30) Ch. de Ribbe. op. cit. p. 196, cite le contrat de mariage de Bertrand d'Agoult, seigneur de Cabriès avec Béatrix de Sabran, en 1388, où le paiement de la dot de 3.500 florins exige « trente-cinq années de patience ». Rappelons que les dots de 800 florins que les marchands Simosse promettent cette même année 1442 à leurs filles, sont payables en douze ans (Et. Bérard — n° 67, 28 Juillet 1442).

(31) Et. Bérard — n° 134, f° 77, 4 Juin 1471.

lane, bachelier en lois, qui a la qualité de juriste, et de son frère Noble Jacques de Castellane, seigneur d'Andon (32) — celui-ci est bientôt paré de l'épithète « egregius » qui accompagne, dès 1447, son titre de « regius scutiffferius » — (33). On sait qu'un troisième frère, Jean de Castellane, sera en 1449 viguier de Grasse (34). Il est d'ailleurs probable que ces charges et qualités ont grandement contribué à leur aisance.

Certes, ces nobles ne négligent nullement les apparentements avec les riches familles issues du commerce. Un testament nous apprend que deux d'entre eux, Jacques et Florent de Castellane, ont pris pour épouses les petites-filles, et héritières, du noble marchand Honoré Boniface, dont on a pu juger plus haut la fortune (35). Parmi les opérations qui attestent le numéraire dont ils disposent, on peut aisément relever l'achat par Jean de Castellane, en 1448, des rêves perçues dans Grasse sur la farine et le vin, au prix de 1.600 florins pour deux années (36). Ou encore, imitant les placements immobiliers des bourgeois, ils investissent volontiers leur argent dans les constitutions de cens : en 1441-1442, Nobles Jacques et Pierre de Castellane placent de la sorte un capital de 450 florins chez le seul notaire Delaude (37). C'est ce même Jacques de Castellane que nous voyons confier une somme de 100 florins à titre de prêt et de société « ad medium lucrum » (38), ou compter parmi ses débiteurs un Juif de Grasse pour un montant de 120 florins (39). Enfin, si des contrats nous le montrent se souciant de l'exploitation de ses terres (40), un acie le présente aussi vendant plusieurs cuirs du Portugal, d'une valeur de près de 200 florins, à un tanneur grassois (41), transaction on ne peut plus significative de l'intérêt que Noble Jacques de Castellane porte aux activités commerciales.

(32) Et. Bérard — n° 70, f° 12, 21 Avril 1445.

(33) Et. Bérard — n° 72, f° 16, 13 Avril 1447.

(34) Et. Bérard — n° 74, f° 45, 2 Juillet 1449.

(35) Et. Bérard — n° 73, f° 29, 16 Mai 1448.

(36) Et. Bérard — n° 73, f° 88, 5 Novembre 1448 « nobilis J° de Castellana dominus loci de Vagaris teneretur et esset obligatus universitati Grasse videlicet in florenis mille et sex centis ex causa emptionis et pro precio revarum vini et farinarum... »

(37) Et. Bérard — n° 66, 26 Juin 1441, 1^{er} Juillet, 12 Octobre, 21 Décembre — n° 67, 29 Mai 1442, 2 Juillet (outre les opérations avec Bertrand de Grasse, les 30 Décembre 1441 et 12 Janvier 1442).

(38) Et. Bérard — n° 66, 21 Août 1441. Voir la procuration qu'il donne au notaire grassois Pierre Guigonis : Et. Bérard — n° 73, f° 34, 16 Mai 1448 « discretum virum magistrum Petrum Guigonis... a quibuscumque personis mutuare volentibus et in quacumque civitate villa seu castro aut alibi omnem et quancumque summam peccuniam quam mutuo recipere et habere ipsi magistro... visum fuerit expedire ».

(39) Et. Bérard — n° 72, f° 16, 13 Avril 1447.

(40) Et. Bérard — n° 64, 11 Novembre 1439 — n° 70, 12 Mai, 29 Octobre 1445 — n° 72, 18 Octobre 1447 — n° 73, 26 Novembre 1448 — n° 75, 26 Mars 1450.

(41) Et. Bérard — n° 67, 14 Juin 1442.

On ne saurait évoquer la noblesse provençale sans songer aux familles liguriennes, et en particulier génoises, qui, installées en Provence et dans le Comté de Nice, ont acquis des fiefs et souvent se sont unies par mariages aux seigneurs provençaux. Telle la famille Litti de San Rémo, établie à Nice au milieu du xiv^e siècle, qui, s'apparentant précisément aux Castellane, détiendra bientôt les fiefs de Dos Frayres, Bonson, Bouyon, la Roquette et Saint-Auban (42), ou celle des Lascaris qui possèdent, entre autres, la seigneurie de Châteauneuf (43). Les plus célèbres représentants de la noblesse génoise appartiennent, sans nul doute, à la puissante Maison des Grimaldi dont relèvent, outre Menton et Monaco, les fiefs de Cagnes et d'Antibes et plusieurs seigneuries de l'arrière-pays (44).

L'un d'eux est, au début du xv^e siècle, le « magnifique et puissant » Luc de Grimaldi, co-seigneur d'Antibes et de Cagnes, dont la fille « nobilis et egregia Luquina » épousera, en 1409, le magnifique Guillaume de Puget, co-seigneur de ce lieu et seigneur de Figanières, avec la promesse d'une dot de 1.500 florins (45). L'argent qu'ils détiennent, ces seigneurs hommes d'affaires ont de multiples façons de le faire fructifier et ils n'en méprisent aucune. Magnifique Luc de Grimaldi accueille indifféremment l'envoyé de Florence venant solliciter l'armement de deux galées contre les Pisans (46) et les simples villageois qui, depuis Saorge ou Breil, se rendent dans son château d'Antibes pour emprunter une trentaine de florins (47).

Corollaire de leur fortune et des entreprises qu'ils poursuivent : ces nobles génois se distinguent singulièrement par leur mode de vie des seigneurs ruraux provençaux. Un trait caractéristique est la présence à leurs côtés d'une large domesticité qui réunit mercenaires, serviteurs et esclaves. Au temps de Luc Grimaldi, on compte parmi eux un Espagnol de « Cordua » (48). En 1445, un procureur de Nicolas de Grimaldi se rend acquéreur auprès d'Isnard de Campo Fre-

(42) Cf. Caïs de Pierlas. op. cit. p. 281. Et. Bérard — n° 15, 21 Juillet 1362 « nobilis Pisselius Littl dominus castri de Sancto Albano ».

(43) Et. Peretti — n° 62, 3 Décembre 1435.

(44) Cf. J. Heers « Gênes au xv^e siècle » op. cit. p. 575.

(45) Et. Bérard — n° 43, 13 Octobre 1409. La dot est payable 300 florins au jour du mariage, puis 50 florins par an.

(46) Et. Bérard — n° 43, 11 Mars 1406 « magnificus vir Lucas de Grimaldi promisit armare et armatas tenere duas galeas ad stipendia communis Florencie et contra Pisanos prout se convenit cum nobili Domenicus Soderini promisit solvere stipendia dictarum duarum galearum ad primam requisitionem ipsi Magnifici Luci... Actum infra fortalicium Antipolis in corritorio ante januam introitus camere dicti magnifici Luce ».

(47) Et. Bérard — n° 43, 25 Avril 1400.

(48) Et. Bérard — n° 43, 25 Avril 1400. Cf. Testament de Nicolas de Grimaldi (2 Février 1450) (n. st.) dans Saige et Labande « Documents historiques relatifs aux seigneuries de Menton, Roquebrune et la Turbie » (Monaco 1909) p. 413-430 « ... item, quia dictus dominus testator diversos famulos servitores et mercenarios tenuit et cum eis agere habuit... »

goso, dans une rue de Nice, devant la maison du dapier Oquini, d'une esclave blanche originaire de Russie, pour le prix de 31 ducats-or (49). Curieux exemple des relations entre les Grimaldi et les gens qui leur sont attachés : la donation de tous ses biens que consent, dans la salle du château d'Antibes « *infra caminatam* », une esclave affranchie, au profit de Lambert, fils du seigneur Nicolas de Grimaldi, en remerciement des soins que ce dernier lui a prodigués et de l'affection qu'elle éprouve pour le donataire, son « *filius lactaneus sive alunus* » (50).

(49) Et. Bérard — n° 110, f° 42, 13 Mai, 19 Mai 1445 (cité par G. Brès. op. cit. 1^{re} partie. p. 47) l'acheteur doit « *nutrire seu nutri facere prelibatam filiam dicte slave usque ad etatem trium annorum et dicto tempore finito dictus dominus Nicholaus eandem relinquere et dare possit et debeat cuicumque eandem petenti volenti nomine patris sui legitimi sibi prius solutis omnibus expensis dicto tempore pro durante factis in personam dicte filie ipsius slave. Item quod eam non possit tenere necque debeat vendere pro empticia* ».

(50) Et. Bérard — n° 110 , f° 84, 7 Décembre 1445 (voir pièces justificatives).

CHAPITRE III

LE CLERGÉ ET LA VIE RELIGIEUSE

Si le clergé constitue effectivement un groupe fort distinct des autres classes sociales, nous ne saurions ignorer les difficultés que présente une rapide étude du clergé grassois d'après les seuls documents notariés. Comme pour les bourgeois ou la noblesse, davantage peut-être, l'évocation mérite nuances par les multiples zones d'ombres qu'elle implique. Il est impossible d'associer, en dépit du même état de cléricature, le prélat au simple curé de campagne ou aux divers autres clercs, de comparer ceux-ci aux réguliers ; enfin, le monde conventuel est lui-même loin d'être uniforme. Tout aussi délicate est la connaissance que nous croyons avoir des pratiques et du sentiment religieux des populations médiévales. Ces réserves sont d'autant plus nécessaires que la période étudiée est vaste. A travers les quelques actes présentés ci-dessous, nous ne prétendons pas à l'histoire religieuse de Grasse au Moyen Age, ni à celle de son clergé, nous essaierons seulement de rassembler les documents qui peuvent y contribuer (1).

Comment se compose le clergé grassois ? Autour de la cathédrale « in Podio » résident ses principaux représentants : l'évêque

(1) Si les archives notariales constituent, là encore, l'essentiel de notre documentation, quelques sondages et dépouillements dans les archives ecclésiastiques (Archives Départementales des Alpes-Maritimes. Série G) l'ont complétée ; il est évident qu'elles méritent, à elles seules, une étude particulière. Pour la bibliographie, nous nous permettons de renvoyer aux différents volumes de l'« Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours » fondée par A. Fliche et V. Martin, intéressant cette période : G. Le Bras « Institutions ecclésiastiques de la Chrétienté médiévale » Tome 12. E. Delaruelle, E.-R. Labande, P. Ourliac « L'Eglise au temps du Grand Schisme (1378-1448) » Tome 14. R. Aubenas et R. Ricard « L'Eglise et la Renaissance (1449-1517) » Tome 15.

et le corps capitulaire. Depuis le milieu du XIII^e siècle, en effet, les prélats ont abandonné le siège épiscopal d'Antibes « propter insalubritatem aeris et incursus piratorum » et lui ont préféré celui de Grasse (2), et il n'est point rare de voir les évêques réunir dans leur palais « in domo episcopali » notaire et témoins pour la rédaction de divers actes (3). On sait que l'histoire de cet évêché ne fut nullement épargné par les répercussions du Grand Schisme. A la fin du XIV^e siècle, des prélats prennent parti pour le Pape de Rome contre celui d'Avignon et suscitent ainsi l'hostilité de celui-ci et des souverains provençaux ; citons l'évêque Jacques Grailier qui, définitivement dépossédé par Clément VII, avec l'accord de la reine Marie, de la seigneurie d'Antibes au profit des Grimaldi, est remplacé à l'évêché par le prévôt de Grasse, Pierre Bonnet (4). Selon l'historien local Sénéquier, le siège épiscopal sera ensuite occupé successivement par deux frères prêcheurs : Bernard de Paule (1406-1427) et Antoine de la Tour-Roumoules (1427-1447) dominicain de Draguignan (5).

Le clergé de la cathédrale comprend chanoines et prévôt, mais aussi curés, sacristains, clercs bénéficiers, sous-diacres. A propos de l'importance numérique de ces religieux, notons qu'en 1434, l'aliénation des revenus du Chapitre a réuni « infra sacristiam » six chanoines, deux curés, cinq clercs bénéficiers, le chantre et le prévôt (6). La plupart d'entre eux vivent non loin de l'église dans la maison canoniale ou dans quelques demeures avoisinantes (7).

Au contraire, c'est aux limites de la cité, jouxtant les remparts, qu'ont été bâtis les couvents de réguliers qui, durant le XIII^e siècle,

(2) P. Sénéquier. op. cit. chapitre IV. p. 46.

(3) Et. Bérard — n° 20, 16 Mai 1369 « in camera dicti domini episcopali » — n° 74, f° 98, 15 Décembre 1449 « actum in domo episcopali in saleta celesti posita supra curiam episcopalem ». L'évêché donnait sur le « Parvum Podium », derrière il était contigu à d'autres maisons de la « carreria Durandorum » (aujourd'hui rue de l'évêché) (Et. Bérard — n° 70, f° 172, 24 Février 1445 (n. st.).

(4) P. Sénéquier. ibidem. p. 69 — G. Doublet « Le sceau de Jacques Grailier, évêque de Grasse (1389-1392) » (Extrait du Bulletin Archéologique, 1907) p. 6. Les évêques ne conserveront sur Antibes que le droit à une redevance de 50 ducats-or (Et. Bérard — n° 70, f° 103, 22 Novembre 1445 « Dominus Antonius de Romolis Dei gratia grassensis episcopus » reconnaît avoir reçu de Noble Raboys, procureur du magnifique Sire Nicolas de Grimaldi co-seigneur d'Antibes, 25 florins-or « de camera » (valant 25 ducats-or) « pro medietate quinquaginta ducatorum sive florenorum auri de camera annuatim ipsi domino episcopo debitorum per dominos dicti loci ratione canonis sive pensionis ejusdem loci » (payables à la Toussaint). Voir aussi : Et. Bérard — n° 74, f° 90, 30 Novembre, f° 91, f° 98, 15 Décembre 1449.

(5) P. Sénéquier. ibidem. p. 69-70.

(6) Arch. Départementales des Alpes-Maritimes. Série G. 1108. 1^{er} Juillet 1434.

(7) Et. Peretti — n° 40, Décembre 1389. Un prêtre bénéficié loue « quamdam cameram... in magno Podio... juxta curiam episcopalem antiquam ». P. Sénéquier. ibidem. p. 78, cite l'ordonnance épiscopale fixant les menus que le prévôt doit servir aux chanoines à la table commune.

se sont installés à Grasse. Rares sont les renseignements dont nous disposons sur ces édifices et le nombre de religieux qui les occupent. Pour les Franciscains, un testament dicté en 1376 dans leur couvent permet de compter, outre le gardien — à la tête de la hiérarchie conventuelle chez les frères mineurs — et le lecteur, quatre moines et un donat (8). Au xv^e siècle, les Augustins ne semblent pas plus nombreux : le prieur et trois frères, tel est l'effectif du couvent en 1461 (9). Pourtant, dès 1443, nous les voyons envisager la construction, dans l'ancienne église du couvent, d'un « dormitorium » tant pour eux-mêmes que pour les frères étrangers (10). En effet, depuis les dernières années du xiv^e siècle, les Augustins ont entrepris l'édification d'une nouvelle église ; dans ce but ils passent plusieurs contrats avec des artisans (11).

Quant aux Dominicains, dont G. Gauthier-Ziegler nous dit qu'ils ont entretenu les meilleures relations avec la population (12), on ne peut, sinon par comparaison, évaluer leur importance numérique. Un acte les concernant mérite, toutefois, d'être mis à l'honneur. Sous la forme d'une simple quittance que le vénérable et religieux Pierre Castellan « capellenus ordinis Beati Dominici » donne à sa famille grassoise d'une somme de 60 ducats turcs, nous trouvons référence à des missions que ce moine a accomplies en Orient, en Chine précisément d'après l'acte (13). Convient-il de rattacher ce lointain voyage au mouvement général qui, à la fin du xiv^e siècle, encouragé par les papes d'Avignon, eut pour dessein de convertir la Chine ou s'agit-il seulement de missions en Arménie ? Les unes et les autres étaient confiées à l'ordre dominicain (14).

(8) Et. Bérard — n° 22, 1376 (sans date).

(9) J. A. Durbec « Le couvent des Augustins de Grasse, une officine de crédit » (Bulletin Philologique et Historique...) op. cit. p. 321.

(10) Et. Bérard — n° 116, f° 57, 25 Mars 1443 « de novo construere et edificare unum dormitorium videlicet in ecclesia antiqua dicti conventus tam pro ipsorum necessitate quam pariter fratrum extraneorum ».

(11) Et. Peretti — n° 42, 19 Février 1399. Un maçon « se concordaverit cum fratribus conventi beati Augustini operari seu fieri facere sumptibus propriis ejusdem magistri Vitalis Vitalis regale seu reyam ecclesie nove conventus predicti et pro procio nonaginta auri florenorum » — n° 43, 30 Avril 1405 — n° 44, 23 Avril 1407 (contrats pour la construction de la « secundam arquatam »).

(12) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 194.

(13) Et. Bérard — n° 74, f° 56, 17 Août 1449 (cité par G. Brès. 1^{re} partie. p. 76) « Notum sit quod cum venerabilis et religiosus vir frater Petrus Castellani... dudum existens in partibus... talibus videlicet in loco vocato Cin tradidisset cuidam Gonsaudo Martini yspano ducatos turcos sexaginta ut illos portaret et traderet discreto viro Petro Roque civitatis Grasse vel domine Guillelme uxoris dicti Petri Roque et ipsius fratris Petri sorore demumque ipsi Petrus Roque et Guillelma conjuges dictos ducatos sexaginta habuerunt et recuperaverunt sicut fertur per manus Johannis Rayberti habitatoris Nicle. Ecce quod nunc dictus frater... confessus fuit... »

(14) E. Delaruelle, E.-R. Labande, P. Ourliac. op. cit. p. 587-588.

Il faut également signaler la présence à Grasse et aux alentours, de religieux qui, épris de solitude et pratiquant « renoncement et pénitence », avaient choisi la qualité d'ermites et de reclus. L'un d'eux, plus particulièrement connu sous le nom de « reclus de Saint-Hilaire », vivait dans ce quartier ; le Conseil de la cité l'habillait de grosse bure et n'hésitait pas à lui mander un médecin lorsqu'il savait le saint homme malade (15). Un testateur lui lègue une somme de 5 sous et gratifie d'un legs identique la « recluse » de l'église de Saint-Pierre (16). Enfin, à Notre-Dame de Brusco, lieu de dévotion proche de Grasse, demeurait un ermite (17).

En marge du clergé, mais intimement liés à la vie religieuse, nous devons mentionner les principaux établissements charitables de Grasse : l'hôpital Saint-Jacques, près de la Porte Ayguière, celui de Sainte-Marguerite, à la Porte Neuve, et la léproserie ou hôpital Saint-Lazare, situé « extra muros » en dessous de la ville, sur le « chemin royal » (18). Leur administration qui relevait au préalable de l'évêque seul, fut ensuite assurée concurremment par ce dernier et le Conseil (19).

Avant de nous attacher au contenu du patrimoine ecclésiastique, une remarque liminaire s'impose : doit-on penser que le clergé grassois a connu, à la fin du Moyen Age, cet état de désolation qui affecte, en France, églises et monastères, et dont les premiers aspects sont la ruine des édifices religieux et le manque de prêtres ? Pour la Provence occidentale, tel paraît être le tableau. Dans le diocèse d'Aix, au début du xv^e siècle, l'impression générale est celle d'abandon et de misère, les bâtiments religieux sont envahis par les ronces, souvent en ruines (20).

Il ne semble pas que Grasse ait été épargnée par les épreuves qui accablent le reste de la Provence. Ainsi, les Frères Mineurs se plaignent-ils, à leur tour, qu'il pleut en divers endroits de l'église. Pour réaliser un achat de plusieurs milliers de bardeaux destinés à couvrir le toit, ils sont contraints d'aliéner au marchand Jean

(15) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 195 (Réunion du Conseil du 10 Avril 1428).

(16) Et. Bérard — n° 57, Juillet 1432. cf. G. Brès. *ibidem*. p. 32.

(17) Et. Bérard — n° 88, f° 180, 30 Septembre 1431 (terres « in brassauria... confrontatas... cum hermassio Petri Feleni heremite domine nostre de Brusco »).

(18) Et. Bérard n° 11, 20 Septembre 1349 — n° 61, 1^{er} Mai 1436 — n° 73, f° 77, 6 Octobre 1448. cf. G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*. p. 184-185.

(19) Sur l'administration de ces établissements, voir, pour l'hôpital Sainte-Marguerite, un acte en date du 29 Janvier 1451 (n. st.) (Et. Bérard — n° 157, f° 11) qui porte désignation d'un ménage comme « rectores administratores ac custodes ipsius hospitalis » avec inventaire des biens mobiliers.

(20) N. Coulet « La désolation des églises de Provence » (Provence Historique. 1965) p. 34 et 107. Dans les registres de visites, on note pour la moitié des églises « invenimus ecclesias discopertam taliter quod in ea pluit ».

Achard un cens sur des terres au quartier du Plan (21) ; mais ce dernier, en raison de sa dévotion pour l'église des Franciscains, leur fait donation de 50 florins « pro reparatione » (22). Emprersons-nous de reconnaître, à la suite de Noël Coulet, que la désolation des églises résulte davantage des difficultés économiques, d'abord du manque de numéraire, que d'un « refroidissement de la piété ». Pour faire construire leur dortoir, les Augustins avouent qu'ils ne le peuvent « absque venditionibus de bonis ejusdem conventus » et vendent au notaire Aynesi un jardin contigu au couvent (23).

A voir les opérations auxquelles les religieux ont recours pour se procurer du numéraire, faut-il considérer qu'il ne faisait plus « bon vivre sous la crosse » ? Pourtant, églises et couvents continuaient à posséder un large temporel. Il reposait toujours pour partie sur les libéralités des fidèles. Prêtres et réguliers, et les établissements dont ils relevaient, bénéficiaient de leur générosité et n'avaient cessé d'attirer les dons (24).

Leur patrimoine est d'abord foncier. A ce titre, évêque et chapitre sont les plus fortunés. Outre les divers biens qu'ils détiennent à Grasse et dans les villages à l'entour, ils ont des seigneuries. Prévôt et chapitre sont les seigneurs d'Auribeau, Saint-Vallier, Mandelieu (25) ; quant à l'évêque, s'il a perdu Antibes, il conserve les droits de seigneurie sur Opio et Biot (26). Parfois, les actes notariés sont relatifs à l'exploitation de ces propriétés. Tantôt le chapitre engage un bouvier (27), tantôt nous trouvons chanoines et sacristains réunis « ad sonum campane » dans la cathédrale de Grasse, près des fonts baptismaux, pour passer contrat avec deux individus et organiser la pêche dans un étang de la Napoule (28). Mègeries et métayages sont également conclus par les religieux (29). Il arrive

(21) Et. Bérard — n° 59, 25 Février 1435 (n.st.) « quod cum tectum ecclesie conventus fratrum minorum... reparatione maxima egeat pro presentil ipsiusque tectum minetur ruyna cum aqua pluvialis ecclesiam predictam per diversas partes ingrediatur prout apparere potest cuilibet intuitu maxime tempore pluviali propter quod fratres ipsius conventus pro urgente necessitate evidenti utilitate ejusdem conventus » passent contrat avec un artisan « de Barcinonia in Sabaudia » pour la fourniture « videlicet de duodecim milibus eyssendolorum per eum flendorum et necessariorum salvo jure pluris ad coperiendum et reparandum tectum » (Ducange V° Escenla ou Essendola).

(22) Et. Bérard — n° 59, 25 et 28 Février 1435 (n. st.).

(23) Et. Bérard — n° 11 6, f° 57, 25 Mars 1443.

(24) Cf. infra. titre II, chapitre II.

(25) Et. Bérard — n° 28, 8 Novembre 1352 — n° 109, 21 Novembre 1418. Archives Départementales des Alpes-Maritimes. Série G. 875.

(26) P. Sénéquier. op. cit. p. 48 — J. A. Durbec « Monographie de Biot » op. cit.

(27) Et. Bérard — n° 57, 17 Novembre 1432.

(28) Et. Bérard — n° 88, f° 9, 8 Avril 1428 (cité par G. Brès. op. cit. 1^{re} partie, p. 52).

(29) Et. Bérard — n° 60, 8 Février 1436 (n. st.) — n° 63, 1^{er} Mai 1438 — n° 64, 30 Septembre 1439.

aussi que les établissements ecclésiastiques préfèrent affermer les revenus qu'ils retirent de certains lieux (30).

Plus fréquents sont les contrats ayant trait à des placements de capitaux. La forme habituelle est la constitution de cens — dont on connaît le rôle de palliatif du prêt à intérêt —, couvents et églises investissent volontiers leur argent de cette façon (31). Considérables sont le nombre et le montant de « census et servitia » que parviennent à posséder les religieux de Grasse. En 1471, la communauté, qui profite de l'affouagement pour réclamer une contribution du clergé aux impositions, estime ces revenus à environ 35.000 florins (32). Autre mode de placement, les sociétés « ad medium lucrum ». Nous avons dit qu'elles avaient la faveur du chapitre qui confiait de la sorte une grande partie des revenus des anniversaires (33). Les autres religieux les imitent : les Frères Mineurs en concluent une pour quatre ans (34), le « rector » d'une chapellenie s'associe à un habitant de Mougins (35) ; citons encore une société « ad medium lucrum » intervenant au profit de l'abbé de Lérins (36).

Enfin, les évêques eux-mêmes ne semblent pas avoir ignoré les opérations spéculatives. Certains ne répugnaient pas à prêter de l'argent, y compris aux Juifs (37), ou à le confier « en dépôt et commande ». En 1369, l'évêque Aymar de la Voute est mêlé à plusieurs transactions, parfois d'une manière déguisée. Le 4 mars, Pierre Jusbert lui fait donation de tous ses droits sur les habitants d'Antibes auxquels, deux jours auparavant, il a confié « causa depositi et comande » une somme de 280 florins (38). C'est également en dépôt et commande que l'évêque place, le 16 mai, 72 florins chez un marchand grassois (39).

(30) Et. Bérard — n° 27, 4 Octobre 1385 — n° 67, 8 Juin 1442.

(31) Archives Départementales des Alpes-Maritimes. Série G. 133, 135... — A titre d'exemple : Et. Bérard — n° 65, 31 Mars 1440 — n° 71, f° 60, 14 Juin 1446.

(32) Archives Départ. des Bouches-du-Rhône. Série B. 200. Affouagement de 1471 (copie de 1559) « prorsus tam predicta ecclesia cathedralis quam alii conventus predicti et ordo beati Johannis tenent et possident tam infra eadem civitate Grasse quam illius territorio videlicet domos vineas ferragines prata et viridaria et de mellioribus et fructuosius existentes... absque eo quod illis aliquid contribuant cum hominibus dicte civitatis in oneribus ejusdem super quibus dicta civitas Grasse est quamplurima lesa et oppresa... census et servitia que possident dicta ecclesia parochialis de Grasse ac conventus medicantium et abbatis Sancti Honorati Lirinensis pariter ac ordo beati Johannis Hierosolomitami tam infra dictam Grasse civitatem quam ejus territorium... ascendunt in vallorem communis extimatione florenorum triginta quinque millia vel circa ».

(33) Cf. supra. II^e partie, titre II, chapitre II.

(34) Et. Bérard — n° 56, 18 Février 1431.

(35) Et. Peretti — n° 57, 18 Février 1440 (n. st.).

(36) Et. Bérard — n° 70, f° 85, 20 Août 1446.

(37) Et. Bérard — n° 22, 11 Juin 1376.

(38) Et. Bérard — n° 20, 2 Mars, 4 Mars 1369.

(39) Et. Bérard — n° 20, 16 Mai 1369.

Si les archives notariales nous renseignent quelque peu sur le temporel de l'église, les indications qu'elles offrent sur l'état intellectuel et moral du clergé sont, somme toute, exceptionnelles. Là encore, l'opinion traditionnelle admet que misère intellectuelle et immoralité ne sont que trop souvent les caractères dominants. Bagarres, insultes, vies scandaleuses, sont autant de mauvais exemples qui n'effraient nullement bon nombre de réguliers et de prêtres. Certes, il convient de distinguer au sein du clergé, une élite, en principe issue des universités, et la masse des clercs dont le niveau et les mentalités sont la plupart du temps analogues à ceux du peuple (40).

Les conditions intellectuelles que l'évêque exige avant de pratiquer la tonsure, sont assurément des plus rudimentaires et n'impliquent aucunement une profonde culture. Ceci est d'autant plus vrai que l'« agrégation au clergé » intervient, en général, à un très jeune âge ; elle est le fait d'enfants auxquels l'évêque donne la « prima tonsura clericalis », après s'être informé de leur âge, sept ans au minimum, de leur instruction, enfin du caractère légitime du mariage ayant uni les parents (41). C'est précisément le souci de l'instruction qui incitait parfois les parents à placer leurs enfants chez des prêtres afin que ces derniers les éduquent « in bonis moribus ac scientia », — « comme pour les jeunes gens voulant accéder à l'état de cléricature » ajoutent des contrats de louage de services — (42). D'ailleurs, ce sont fréquemment des religieux qui, à Grasse ou dans les localités voisines, exercent les fonctions de « rector scholarum » (43).

Venant à l'appui d'une certaine culture des membres du clergé, aussi élémentaire fût-elle, on doit mentionner les contrats conclus à propos des livres. Ceux-ci coûtaient fort cher et bien des ecclésiastiques n'en possédaient peut-être point — exception faite des ouvrages indispensables aux offices et prières, bréviaires ou missels —. La valeur de ces objets justifie la rédaction d'un contrat lorsqu'on les vend, à crédit, ou les prête, et la mention expresse dans un

(40) G. Le Bras. op. cit. p. 169.

(41) Et. Bérard — n° 13, 28 Avril 1354. L'évêque « habita prius informatione diligenti de sufficiencia ydoneytate et moribus ac etiam etate dicti Ludovici quod est major septemno competenterque litterato et de legitimo matrimonio nato » procède la tonsure et concède ainsi le privilège de clergie. Voir aussi : n° 20, 4 Mars, 16 Juin 1369.

(42) Et. Bérard — n° 60, 29 Mars 1435 « Conductio personalis — ... et primo fuit de pacto quod dictus dominus Bartholomeus ipsum Bertrandum docere et instruere bonis moribus ac scientia teneatur sicut decet sacerdotes pueros volentes ad sacros ordines provenire. Item... quod si dictus dominus B. vacare non posset circa doctrinam ipsius Bertrandi quod tunc ipse cantum sive gramaticam eundem Bertrandum doceri facere teneatur suis sumptibus » — n° 72, f° 65, 29 Juin 1447.

(43) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 181. Et. Bérard — n° 68, 16 Avril 1443 — n° 71, f° 85, 2 Août 1446.

testament si on les lègue (44). Bien que la bible ait tenu au Moyen Age une grande place chez les religieux, car elle était le manuel de base indispensable pour la prédication, elle est rarement signalée. Un testament d'une femme de Grasse nous montre celle-ci léguant à son fils, qui a revêtu la robe des Franciscains, outre 30 florins pour l'achat d'un bréviaire, une somme de 100 florins pour l'acquisition d'une bible, ouvrage nécessaire « *ratione predicatione* » et 80 florins pour celle d'un autre livre « *expositionis bible* » toujours destiné à la prédication (45).

Les bibliothèques de quelques ecclésiastiques cultivés comptent souvent des ouvrages juridiques. Le sacristain confie à deux Grassoises, dont un prêtre, un livre intitulé « *Speculum juris* » — sans doute, celui du célèbre juriste méridional Guillaume Durand — qui appartenait à l'évêque de Grasse (46). Un prêtre des Mujouls, « *baccalarius in decretis* » prête à Noble Jean de Castellane deux volumes : l'un, en bon état « *vocatum Decretales* », l'autre, tel quel, est la deuxième partie du Digeste, l'*Infortiat* (47).

La conduite indécente et immorale, dont certains religieux semblent avoir laissé le triste souvenir, n'est pas le produit d'exagérations des historiens. Il suffit, pour s'en pénétrer, de songer aux scandaleux exploits des Augustins dans la cité de Grasse, ce dont le Conseil s'émouvait à juste titre (48). C'est encore les conseillers de la Communauté qui sollicitent du viguier l'arrestation d'un clerc dissolu et rebelle, au risque de provoquer la colère de l'official et l'interdit momentanée sur la ville (49). Particulièrement graves sont les méfaits de cet autre clerc grassois qui s'est rendu coupable d'homicide et a été condamné par l'évêque « *ad standum in carcerem perpetuum infra turrim Antipolis* » ; nous voyons pourtant ce dernier, à la demande de parents et d'amis de la victime implorant

(44) Et. Bérard — n° 19, 15 Juin 1367 — n° 21, 10 Juin 1373 — n° 59, 7 Décembre 1434 — n° 61, 10 Juin 1436.

(45) Et. Bérard — n° 59, 2 Mars 1435 (n. st.) Legs de 30 florins « *pro precio unius breviarii emendi ad suum officium dicendum. Item florenos C pro precio unius bible necessarie eidem ratione predicatione fiende cum intendat predicare... Item florenos LXXX pro precio expositionis bible que vocatur Nicolaus de... sibi necessarie pro dicta predicatione fienda in augmentum fidei christiane* » (s'agit-il du traité sur la prédication attribué à Nicolas Oresme ?).

(46) Et. Bérard — n° 22, 2 Juin 1376 (à moins que ce ne soit le « *Speculum juris civilis* » de Bartole).

(47) Et. Bérard — n° 74, f° 32, 31 Mai 1449 « *videlicet quemdam librum juris vocatum decretales bonum et unum alium vocatum lenforsada (sic)* ».

(48) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 193, n° 6. Réunion du Conseil du 26 Mars 1452 (Archives Communales de Grasse. BB 2 IV^e cahier) « *inutiliter et impudenter se gerunt discurrendo per vicos et carrerias de nocte, ut cursores, et meretrices et alias inhonestas mulieres se conducendo in eorum conventu* ».

(49) G. Gauthier-Ziegler. ibidem. p. 191.

sa clémence, lui pardonner et lui rendre la liberté (50). Il n'est pas jusqu'à des prêtres qui ne se querellent et ne se battent entre eux (51).

Faits divers d'une autre époque, certes. Il ne faut point généraliser à la lecture de ces seuls documents. Néanmoins, il est vraisemblable que l'anticléricalisme que manifestent parfois les populations, pouvait avoir ses origines, tant dans la trop voyante fortune de l'Eglise que dans la mauvaise conduite du clergé. Ni l'une, ni l'autre, cependant, ne paraissent avoir réellement porté atteinte à la foi profonde des gens du Moyen Age. Pas plus que les ruines des églises n'étaient le fait d'une baisse de la piété, la suspicion ou la malveillance à l'égard des clercs n'altéraient la vitalité du sentiment religieux.

Aussi impénétrable que soit l'intime conviction de l'homme sur l'au-delà, la puissance de l'idéal chrétien dans la société médiévale ne saurait être contestée. L'angoisse du salut n'est pas une vue de l'esprit et la volonté de s'assurer, et par conséquent de mériter, l'éternité de l'âme, se retrouve chez tous — « rarissimes sont les incrédules » — (52). Ce sont ces sentiments qui dirigent l'attitude des chrétiens envers l'Eglise et leur insufflent la vertu et la dévotion. Bien que l'on puisse relever dans les comptes du clavaire, en 1315, les dépenses provoquées par la venue d'un franciscain marseillais chargé d'informer contre des habitants suspects d'hérésie (53), nulle autre mention ne permet de douter de la piété des Grassois. Images des déformations de la foi que suscite parfois la hantise du démon, les pratiques de sorcellerie n'y sont point ignorées (54). Au xv^e siè-

(50) Et. Bérard — n° 20, 16 Mars 1369 « hinc est quod dictus dominus grassensis episcopus Amedeus et conderans ut dicit quod dictus Honoratus Bonifacii propter condemnationes ipsas peccuniaris contra eum in dicta curia episcopali grassensi per dictum dominum officialem grassensem latas multas et diversas peccunie summas... solvit ipsi domino episcopo seu ejus curie et quod mala quaplorima idem Honoratus sustinuit et passus fuit infra turrim sive carcerem de Antipoli infra quem per longum tempus sterit ut asserit inclusus tam in quomedendo panem doloris quam in bibendo aquam tristicie que omnia dictus Honoratus sustinuit pacifice et quiete et quod continue contricionem ut dicit habuit in dicto carcere de suo reatu contristando que omnia sustinuit lacrimabiliter prout est dictum... »

(51) Et. Bérard — n° 68, 16 Avril 1443.

(52) R. Aubenas et R. Ricard. op. cit. p. 329.

(53) G. Gauthier-Ziegler. op. cit. p. 195. Voir, pour le xv^e siècle, un autre exemple intéressant le village du Broc dans Et. Peretti n° 45, 17 Septembre 1414 « Quod cum venerabilis et religiosus vir dominus Franciscus Blacasii monachus sancti Victoris Massilie priorisque Beate Marie de Verdalayssio commissarius ordinatus per reverendum patrem dominum Antonium Alhaudi ordinis fratrum minorum in sacra pagina professorem et inquisitorem heretice pravitatis ad vendendum et distrahendum bona magistri Antonii Falconi notarii de Broco in curia ipsius inquisitoris ».

(54) Arch. Départ. des Bouches-du-Rhône. — B. 1905 (comptes clavaires de Grasse) : année 1305, f° 8 v°, trois individus sont accusés « de quibusdam maleficiis et excessibus » et condamnés à une amende de 25 livres chacun — f° 33 r° (1308) « Johannes et Jacobus Raymundus de Causolis fratres qui accusati de quibusdam maleficiis et ob hoc citati et preconisati non comparuerunt » doivent payer chacun 50 sous.

cle, elles seront le fait de quelques individus originaires du Comté de Nice qui, suspects de porter malheur, seront bientôt expulsés (55).

Les actes à cause de mort sont assurément la plus noble manifestation du sentiment religieux. Rien n'éclaire mieux l'impératif du salut et le souci du jugement dernier qu'un testament. L'homme y apparaît dominé et profondément tourmenté par l'idée de la mort, tandis qu'il s'efforce, par de nouvelles et dernières libéralités à Dieu et à l'Eglise, de gagner sa vie éternelle (56).

Egalement évocatrices sont les donations consenties « intuitu pietatis », en principe au profit de religieux, parfois d'amis. Le marchand Honoré Boniface offre à la cathédrale un cens de seize sous (57) ; une femme, après avoir révoqué la donation faite au sacristain pour cause d'ingratitude, ne craint pas de donner tous ses biens au monastère de Lérins en témoignage de sa ferveur (58). Tel autre Grassois fait don d'une terre à un ami, avant d'aller vivre en pénitence dans l'île Sainte-Marguerite (59).

On ne peut limiter à ces seuls actes les symboles de foi et de piété des Provençaux. La mention de chapelets, d'images saintes, d'« agnus Dei » dans les inventaires (60), les pèlerinages — en particulier celui de Saint-Jacques de Compostelle — (61), ou les exigences du client quant à la figuration et au détail des tableaux religieux dont il passe commande (62), ne sont pas les moins significatifs. Ajoutons à ces exemples celui fourni par un contrat d'arrentement conclu, en 1448, par l'évêque de Vence, ayant pour objet la localité de Cagnes et divers lieux en bordure du Var. Convenons, il est vrai, qu'il n'est pas particulier aux gens de Grasse ; mais nous y voyons les preneurs chargés d'assurer le fonctionnement de la bar-

(55) G. Gauthier-Ziegler. *ibidem*. p. 155-156, n° 1, 5 Juillet 1460 (Archives Communales de Grasse. BB. 3). Il ne s'agit point comme l'indique l'auteur d'« hérétiques bizarres que le peuple appelait Sachuries » mais de simples sorciers « fachuries » (« faitturiere », « hæretici fascinarij »).

(56) Cf. Les différents legs pieux dans les testaments. *Infra*. Titre II, chapitre II.

(57) Et. Peretti — n° 42, 7 Avril 1399.

(58) Et. Bérard — n° 117, 30 Août 1447.

(59) Et Bérard — n° 15, 31 Août 1362 « intuitu pietatis et salute anime sue amore Dei et pro consolatione etiam ejus anime ac parentum suorum dedit Honorato G. ... quamdam terram... hoc acto quod eo casu quod idem Baudonus (donateur) stare nollet seu sustinere non posset penitentiam in insula Beate Margarite ubi votum ut asserit fecisse ut promisit quod dicta terra reverti debeat eidem Baudono... ».

(60) Et. Bérard — n° 27, 1385 — n° 62, 19 Janvier 1438 (n. st.) — n° 76, f° 16, 27 Mai 1451.

(61) Et. Bérard — n° 28, 19 Juin 1352. Un tuteur demande à être déchargé de la tutelle « propter occupationem liberorum suorum et quia ipse Isnardus ire debet ut dicit ad sanctum Jacobum pro venia obtinenda ». Cf. aussi — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) — n° 68, 20 Avril 1443.

(62) A titre d'exemple, le contrat entre G. Sauvan et le peintre J. de Carolis (Et. Bérard — n° 76, 9 Août 1451. Pièces justificatives).

que sur le fleuve, être tenus de payer la seconde année du bail le double du loyer convenu, car c'est année de jubilé et l'on sait que nombreux seront les pèlerins à se diriger vers Rome pour obtenir des indulgences (63).

Enfin, pourquoi ne pas considérer les sanctions dont disposait l'autorité ecclésiastique et les craintes qu'elles étaient encore susceptibles d'inspirer à la fin du Moyen Age comme un moyen pour maintenir la foi et comme une preuve de son existence. Le « stylet épiscopal » de l'excommunication était devenu une arme émoussée, mais il n'avait point perdu toute efficacité. Les abus, certes, étaient nombreux (64). Il était fréquent que l'official la brandisse et menace de réprimer ainsi toutes sortes de conflits et de fautes. Spectacle assez habituel que celui du clergé excommuniant, ou au contraire, absolvant quelques Grassois, dans la cathédrale, lors des offices. Les membres du Conseil de la cité n'y échappaient pas ; sans doute, ne devaient-ils pas toujours s'émouvoir de telles sentences et le juriste Raboys, devant la grand-porte de la cathédrale, s'empresse de demander copie de la décision excommunicatoire (65).

Pourtant quelle qu'ait été l'indifférence devant la sanction, celle-ci comportait un risque redoutable pour l'excommunié : le refus de la sépulture chrétienne si la mort venait le surprendre avant qu'un profond et sincère repentir n'ait permis de l'absoudre.

(63) Et. Bérard — n° 72, f° 199 v°, 27 Février 1448 (n. st.) « ... renda seu firma et rende seu firme nomine pro primo anno dictorum decem annorum florenorum centum viginti quinque, et pro secundo anno in quo cadit seu cadere dicitur indulgentiarum urbis romane florenorum tricentorum viginti quinque et pro aliis singulis sequentibus octo annis florenorum centum viginti quinque currentium prout in primo anno quolibet ipsorum florenorum pro silidis XXXII parvorum in sui valore computato, cum pactis et conditionibus... Predicti vero Antonius Andree et Andreas Andree fratres firmarii presentem firmam seu rendam gratam habentes et acceptantes bona fide etc ambo simul et uterque eorum in solidum per se et suos promiserunt etc prefato domino episcopo presenti etc dictam rendam seu firman nullo modo desamparare quinimo barchiam Varis tenere et gubernare bene et debite euntesque et redeuntes transferre fideliter more solito ad honorem et exaltationem Sacre Regie Jerusalem et Sicilie majestatis et ipsius domini episcopi ut melius poterunt ».

(64) Et. Bérard — n° 42, 23 Octobre 1386 — n° 104, 18 Juin 1427. Cf. R. Aubenas et R. Ricard, op. cit. p. 325. Voir également : R. Collier « Excommunications à Moustiers Sainte-Marie (Basses-Alpes) au début du x^e siècle (Bulletin Philologique et Historique du Comité des travaux historiques et scientifiques. 1962) p. 565-579, où l'auteur montre bien à quel point, dans cette localité, les sanctions ecclésiastiques avaient perdu valeur et efficacité.

(65) Et. Bérard — n° 72, 28 Octobre 1447 « quia vos dominus Petrus Grassoni curatus ecclesie grassensis hodie que est XXVIII mensis octobris populo ibidem in ecclesia magna grassensi convocato ad divina me Augustinum Raboyssii civem Grasse publice pronuntiastis excommunicatum alta et intelligibili voce et non declarastis causam... » — Exemple d'absolution Et. Bérard — n° 38, 9 Octobre 1358. Le curé de la cathédrale « in predicta ecclesia congregato populo ad divina in officio majori publice denunciavit pro absouto Johannem C. de Grassa de quadam scomunicatione in qua ipse Johannes existerat... »

Moment tragique pour celui qui, au seuil de l'au-delà, ne pouvait espérer le repos éternel en terre chrétienne. Tel est l'émouvant contrat qu'André Véran excommunié conclut « forte in articulo mortis » lorsqu'il s'apprête à se confesser et à recevoir les sacrements d'un curé auquel il promet, en contre-partie de la clémence, d'offrir ses biens (66).

(66) Et. Bérard — n° 76, 4 Septembre 1451 « magister Andreas Verani asserens se excommunicatum pro negociis universitaris et senciens se dispositione divina in articulo mortis et desiderans mori in fide christianorum requivit dominum Petrum Grassi curatum... ut eum audiat de confessione eumque absolvat ab excommunicatione et sacramenta sibi ministret ecclesiastica paratum se offerens cedere bonis suis... ».

CHAPITRE IV

LES CLASSES LABORIEUSES

Elles renferment un nombre de personnes largement supérieur aux autres classes sociales et, pourtant, elles sont presque toujours les moins connues. Trop souvent, le patrimoine des gens qui en font partie se limite à leurs seules possibilités de travail, il nécessite rarement l'intervention du notaire. Au plus bas degré de l'échelle sociale, nous devrions trouver les travailleurs au service soit des propriétaires fonciers, soit des artisans. Mais contrats de vente, de mariage ou testaments sont pour eux inutiles, à moins qu'ils ne parviennent à posséder quelques biens, ce qui n'est pas exclu. Ainsi, tandis qu'un certain Georges Blacas déclare aux estimateurs du cadastre ne rien avoir et ne rien devoir (1), un autre Grassois Jean Rodulphi « affanator » — ce mot désigne les simples manouvriers — fait son testament pour partager entre ses deux fils sa vigne, sa maison, ses animaux (2). C'est au sommet de cette hiérarchie que l'on peut placer les artisans et les paysans qui travaillent leurs propres terres.

Dans les activités agricoles, une terme paraît recouvrir ces propriétaires exploitants, celui de « laboratores » — plus tard, ils deviendront les « mesnagers » (3) —. Certes, le qualificatif revêt parfois un caractère de « dignité professionnelle » et on a pu rele-

(1) Archives Commun. Grasse. CC. 44. Cadastre 1433, f° 90 r° « juravit et dixit se nichil habere seu possidere nec aliquid debere » (imposé « pro capite ad sol. I den. VIII »).

(2) Et. Bérard — n° 117, 19 Juin 1446 « Testamentum probi viri Johannis Rodulphi affanatoris civitatis Grasse ». Il s'agit d'un « manouvrier » particulièrement aisé puisqu'il possède quatre paires de bœufs, une jument et une ânesse.

(3) P. A. Sigalas. op. cit. p. 74.

ver en Provence l'adjonction à ce titre de l'épithète « nobilis » (4). Il est difficile d'imaginer leur niveau de vie. Parmi les éléments qui composent leur patrimoine, les biens fonds semblent tenir la première place. Guillaume Augier « laborator » associé à son homonyme, l'apothicaire, se rend acquéreur auprès de la veuve d'un juriste grassois, d'un ensemble de maisons dans la rue Droite pour 595 florins (5). Un autre achète une terre d'une valeur de 90 florins (6). Parfois, le patrimoine foncier est important, ce qui peut expliquer l'imposition plus élevée d'un « laborator » ou d'un bouvier par rapport à celle d'un notaire (7). Les paysans ne sont évidemment pas à l'abri des difficultés financières et il arrive qu'ils soient contraints de consentir un cens sur tout ou partie de leurs biens (8).

Les multiples situations que le terme de « laborator » est susceptible de réunir, apparaissent dans la variabilité des dots qu'ils donnent à leurs filles. Elles peuvent osciller entre 30 et 150 florins (9). A Grasse, on relève aisément, dans ces familles, des dots de 40 à 80 florins, en plus du trousseau et du lit « ad modum laboratoris » (10).

Les artisans occupent dans la cité divers niveaux de la hiérarchie sociale selon la fortune dont ils disposent. Dans l'ensemble, ils sont comparables aux propriétaires paysans. A défaut de patrimoine foncier, ils possèdent une qualification professionnelle qui leur permet d'échapper à la misère et même, parfois, de faire fortune, avec l'espoir de passer dans la catégorie des marchands. Nous avons cité le cas des Jordan qui parviendront à abandonner le titre de « sabbaterius » pour celui de « mercator » (11). Tous les métiers n'offrent pas de semblables possibilités, et les artisans ne forment pas un seul et même groupe homogène (12). Contentons-nous de présenter les opérations conclues par quelques-uns d'entre eux.

Parmi ces artisans, certains sont étrangers à Grasse et n'y possèdent aucun bien. Ils s'installent généralement en y louant maison et atelier (13). Il arrive qu'ils réussissent à acquérir des

(4) Ch. de Ribbe. op. cit. p. 209 et suivantes.

(5) Et. Bérard — n° 58, 1^{er} septembre 1433.

(6) Et. Peretti — n° 57, 28 Novembre 1439.

(7) Archives Commun. de Grasse. CC. 44. f° 161 v° (J. Roque « bubulcus »), f° 164 r° (P. Corme « laborator »), f° 165 r° (P. Corme notaire).

(8) Et. Bérard — n° 80, 11 Février 1456 (n. st.) « cumque ipse Matheus senciati, sibi fore utilius dictas domum vineam et terram novo servitutis iugo supponere quam eas se penitus segregare ».

(9) G. de Bonnacorse. op. cit. p. 152 et suivantes.

(10) Et. Bérard — n° 53, 3 Novembre 1427 — n° 54, 6 Novembre 1429.

(11) Cf. supra « Les marchands ».

(12) Il suffit pour s'en persuader de remarquer dans le cadastre de 1433 (Arch. Comm. Grasse. CC. 44) les impositions des différents « sababterii » (à titre d'exemple, voir f° 160 r°, 165 r°, 167 r°).

(13) Et. Bérard — n° 58, 6 Août 1433.

terres. Le pellissier Annequin de Francfort possède une vigne (14), le « pasticerius » Barthèlemy de Vienne se rend acquéreur d'une parcelle pour la somme de 40 florins (15). Les artisans originaires de Grasse investissent également en biens fonds. Tel serrurier passe contrat avec les administrateurs de l'hôpital de la Porte Aiguière pour l'achat d'une terre (16). Ces placements leur permettront, en cas de gêne, de se procurer du numéraire par le biais des constitutions de cens (17).

Le montant des dots qu'ils assurent à leurs filles peut être utilement comparé aux sommes payées par les « laboratores » : 40 et 60 florins, voilà ce que promettent respectivement un cordonnier et un forgeron (18) ; un autre « faber » lègue à la sienne, en guise de dot, une somme de 200 florins mais il l'assigne sur un immeuble (19). Qu'il s'agisse de paysans ou de gens de métiers, ici et là, les actes notariés révèlent la même diversité dans les conditions sociales.

(14) Et. Bérard — n° 66, 26 Juin 1441.

(15) E. Bérard — n° 60, 29 Mars 1435. Il avoue aux estimateurs posséder : la « domum furni », deux vignes, une étable, et 77 florins « pro capitali » (cadastre f° 127 r°).

(16) Et. Bérard — n° 61, 1^{er} Mai 1436.

(17) Et. Bérard — n° 66, 26 Juin, 1^{er} Juillet, 21 Décembre 1441 — n° 70, f° 142, 18 Janvier 1447 (n. st.).

(18) Et. Bérard — n° 56, 26 Août 1431 — n° 67, 24 Février 1443 (n. s.).

(19) Et. Bérard — n° 73, 17 Septembre 1448.

Titre II

LA FAMILLE

CHAPITRE PREMIER

LES LIENS DU MARIAGE

Depuis les classiques ouvrages de Charles de Ribbe, toujours enrichissants, mais qui ne s'attachent qu'assez peu aux problèmes juridiques, les historiens du droit privé méridional se sont consacrés à l'étude du contrat de mariage en Provence, particulièrement pour l'époque médiévale (1). Tous ont souligné l'intérêt que présentaient ces documents pour la connaissance de la famille provençale. L'examen des conventions matrimoniales confirme la place importante qu'y tient la dot, et révèle, d'une façon plus ou moins parfaite, les rapports entre époux et l'organisation familiale. Les nombreux contrats de mariage renfermés dans les registres notariaux grassois permettent de retracer les grandes lignes des structures familiales. S'écartant parfois des rigides principes juridiques, ces actes sont

(1) Il n'est certes pas question de la reprendre ici. Nous nous contentons d'indiquer rapidement les principaux titres de cette bibliographie : Ch. de Ribbe « Les fiançailles et les mariages en Provence à la fin du Moyen Age » (Paris 1896) et l'ouvrage déjà signalé « La société provençale à la fin du Moyen Age » (Paris 1898). Parmi les travaux orientés vers l'étude juridique, relevons : la thèse de G. de Bonnacorse « La condition des gens mariés en Provence aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e, ^{xvi}^e siècles (Paris. 1929) — R. Aubenas « La famille dans l'ancienne Provence » (Annales d'Histoire Economique et Sociale, 1936) — Du même auteur, le « Cours d'Histoire du Droit Privé » op. cit. Tome 2 « Aspects du mariage et du droit des gens mariés dans les anciens pays de droit écrit ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles » (Aix 1954) — P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. chapitre 3 « Le droit des gens mariés » — Du même auteur, « Notes sur le mariage à Avignon au ^{xv}^e siècle » (dans Recueil de mémoires et travaux publiés par la Société... Montpellier, 1948). Ajoutons, pour la région languedocienne, les ouvrages de J. Burgues « Les garanties de restitution de la dot en Languedoc, des invasions barbares à la fin de l'Ancien Régime » (Paris 1937), et, surtout, de J. Hilaire « Le régime des biens entre époux dans la région de Montpellier du début du ^{xiii}^e siècle à la fin du ^{xiv}^e siècle » (Paris 1957). Enfin, pour le Sud-Ouest, la thèse de A. Dumas « La condition des gens mariés dans la famille périgourdine aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles » (Paris 1908).

l'image de la diversité de la pratique et ce n'est pas là un mince attrait.

Le contrat de mariage repose sur la constitution de dot, et connaître le sort de cet élément du patrimoine familial, c'est, en partie, suivre les destinées de la famille elle-même. Or, celle-ci, loin d'être limitée à la seule union conjugale, fait souvent une large place à d'autres membres du groupement, en particulier aux ascendants. Il n'est pas vain de voir dans le traité de mariage une œuvre collective, un « acte familial » (2).

1° - *La constitution de dot*

Dans les documents notariés provençaux, contrat de mariage et constitution de dot sont étroitement associés. Ils ne forment, d'ordinaire, qu'un seul et même acte (3). Celui-ci, après les habituelles énonciations du dispositif initial, débute généralement par des considérations religieuses. Le notaire se contente souvent d'insérer une invocation à Dieu, à la Vierge Marie ou au Christ (4), mais il lui arrive aussi de reproduire un préambule grandiloquent, tiré de quelque formulaire, où il évoque l'extraordinaire clémence de Dieu qui, pour anéantir les machinations trompeuses du démon, a institué le mariage, afin que les mortels aillent, après leur trépas, rejoindre la patrie céleste et occuper « éternaliter » les sièges angéliques (5).

Si nous ne trouvons dans les contrats grasseois nulle allusion à la cérémonie religieuse du mariage, les actes en rappellent les deux principales phases : « verba de futuro » et « verba de presenti » (6). La constitution de dot est concomitante tantôt aux paroles de « futur », tantôt aux paroles de « présent ». Il se peut encore qu'elle intervienne une fois le mariage célébré (7).

(2) Ch. de Ribbe « La société provençale... » op. cit. p. 67.

(3) Il a pour titre « Constitutio dotis pro... », ou « Assignatio dotis pro... », ou simplement « Matrimonium inter... ».

(4) Et. Bérard — n° 27, Janvier 1385 « cum ad honorem... virginis Marie ac domini nostri Jhesu Christi ejus filii ».

(5) Et. Bérard — n° 34, 26 Octobre 1391 « Noverint universi presentes pariter et futuri cum incomprehensibilis dei clemencia ut falaces astucias destrueret humani generis inhimici qui superbie vicio de supernis sedibus coruit in abissum matrimonii ordinem ab exordio humane conditionis stabilivit ut per ipsum sacrum ordinem extiparetur fornicationis viciu et plebs deo placabilis meriteretur que vivendo in terris vacaret obsequiis et post hujus vite transitorie terminu in celesti patria vacuas sedes angelicas eternaliter possideret ». Préambule identique dans G. de Bonnacorse, op. cit. p. 28. A titre de comparaison J. Hilaire, op. cit. p. 25 n° 3.

(6) Et. Bérard — n° 4, 13 Août 1320 « verba sponsalicia » — n° 67, 16 Mai 1442 « incontinenti consumata dicto matrimonio per verba de presenti seu corporibus adinvicem datis ».

(7) Et. Bérard — n° 52, 26 Février 1425 (n. st.) « matrimonium jam confirmatum » — n° 70, 15 Novembre 1445 « cum tempore matrimonii jam per copulam carnis confirmati ».

Tant dans les « verba de futuro » que dans les « verba de presenti », les futurs conjoints se promettent réciproquement de se prendre pour époux et de faire célébrer le mariage « in facie sancte ecclesie » à la première requête de l'un d'eux (8).

Outre la clause, bien vite de style, qui évoque l'intervention de parents et d'amis communs, « sorte de conseil de famille » dont on sollicite les avis avant de s'engager (9), le contrat porte mention du consentement donné par le père à son enfant, en vertu de la puissance paternelle « indéfinie » qu'il a sur celui-ci dans les pays de droit écrit. A défaut du père, un autre proche parent vient souscrire à l'engagement du futur époux : souvent la mère, mais aussi un frère ou un aïeul (10). Lorsque les enfants sont mineurs, ce sont les parents qui prennent part personnellement à l'acte et promettent par les « verba de futuro » de faire célébrer le mariage. Les fiançailles des impubères devaient, pour se transformer en mariage, être ratifiées par les « sponsi » ; ceci résultait généralement de la consommation du mariage, quelquefois d'un acte exprès (11). Nous voyons à Grasse une jeune fille, mineure de dix ans, rompre les « sponsalia » et refuser le mariage (12). Pour parer à d'éventuelles contestations sur la minorité de la future épouse, on prend soin, parfois, de lui faire déclarer dans un acte subséquent qu'elle est majeure de treize ans et n'a ni tuteur, ni curateur (13).

D'une façon générale, les « verba de futuro », qui devaient être suivies de la célébration du mariage dans l'église et de la dation des corps, pouvaient être dissoutes à la demande de l'une ou l'autre

(8) Et. Bérard — n° 15, 9 Juin 1362 « cum tractaretur de matrimonio contrahendo inter Johannem B. filium Petri B. ab una parte et Huguetam filiam Guillelmi B. ex parte altera. Hinc est quod dictus Johannes auctoritate voluntate et consensu dicti patris sui... promisit et corporaliter juravit ducere in uxorem suam futuram dictam Huguetam quandocumque requisitus fuerit per ipsam Huguetam vel alium ejus nomine. Et versa vice dicta Huguetam promisit et corporaliter juravit... per verba de futuro romano more ».

(9) Et. Bérard — n° 29, 30 Novembre 1387 « idcirco interveniente primitus amicorum et propinquorum infrascriptarum partium tractatu de matrimonio contrahendo per verba de futuro ». Des dispositions officielles prévoyaient cette intervention, cf. G. de Bonnacorse, op. cit. p. 21 (Statuts de Salon).

(10) Et. Bérard — n° 19, 2 Juillet 1367 — n° 53, 23 Novembre 1427 — n° 72, 30 Mai 1447.

(11) P. Ourliac « Notes sur le mariage... » op. cit. p. 56.

(12) Et. Bérard — n° 4, f° 4, 13 Août 1320 « tandem ipsa Veraneta consilio et consensu dicte Grasse matri sue... asserens se ipso matrimonio si matrimonio dici potest quod non credit seu verbis sponsaliciis fore deceptam ideo... declarat... quod nullo modo intendit matrimonium contrahere cum eo nec esse ejus uxor... et concedit plenam libertatem ut deinde libere... contrahat ut sibi videbitur ».

(13) Et. Bérard — n° 12, 15 Avril 1353. Un empêchement à contracter des « verba de futuro » pouvait résulter de l'existence de liens de parenté entre les futurs, cf. Et. Bérard — n° 75, f° 71, 12 Février 1451 (n. st.) « propter consanguinitatem qua ipsi Pauletus et Catarina sunt conjuncti quedam bulla dispensationis super ipsa consanguinitate fuerit obtenta a reverendissimo in christo patre et domino domino Petro cardinali de Fuxo vulgariter nominato legato apostolico in Aviniona ».

des parties, souvent des deux, dès lors qu'était invoquée « quelque apparence de raison » (14). Une telle décision ne paraît pas soulever de bien grandes difficultés. A quelques jours des fiançailles, on peut voir un notaire grassois annuler l'« assignatio dotis » selon la volonté du fiancé et du père de la jeune fille, sous prétexte que celle-ci s'oppose à la réalisation du mariage par « les paroles du présent » (15). Toutefois, la rupture pouvait mettre à la charge de la partie défaillante le paiement d'une somme à titre d'amende. Dans certains contrats, une clause pénale la prévoyait expressément et stipulait que son montant irait, pour moitié, à l'autre partie et à la cour royale de Grasse (16). La dissolution des fiançailles ne posait pas de problème particulier pour la dot, car si celle-ci était souvent promise lors des « verba de futuro », la première échéance se trouvait, en principe, fixée au jour des noces.

La constitution de dot est l'élément essentiel du contrat de mariage, son importance la rend comparable à l'institution d'héritier dans le testament (17). Introduite par une clause de style rappelant l'« antiqua consuetudo » qui veut que les femmes soient dotées et viennent contribuer aux côtés du mari aux charges du ménage, elle figure dans la quasi totalité des contrats (18). Quitte à n'offrir qu'une très faible somme, les parents les plus modestes ne sauraient manquer à ce devoir. Des testateurs charitables n'oublient pas dans leurs legs de consacrer quelques florins aux filles pauvres à marier (19). Pour éviter une humiliation à leurs épouses peu for-

(14) P. Ourliac « Notes sur le mariage... » op. cit. p. 56. Sur ces points, voir également J. Ph. Lévy « L'officialité de Paris et les questions familiales à la fin du XIV^e siècle » dans *Etudes Le Bras*, tome 2. p. 1.265 et suivantes.

(15) Et. Bérard — n° 72, f° 58, 18 Juin 1447 — cancellation le 25 Juin 1447 « in penore domus mei notarii subscripti presentibus ibidem (quatre témoins) testibus evocatis de voluntate predictorum Georgii Alberti et Antonii Hugonis asserentes dictam Peyrinam ejus filiam velle reclamare et dictum matrimonium per verba de presenti nolle consummare cum dicto Georgio precedens nota extitit cancellata per me Jacobum Delaude notarium ».

(16) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 « matrimonium per verba de futuro... sub penaet ad penam XXXX librarum... pro parte media parti obetiendi pro parte media curie regle dicte civitatis Grasse aplicanda » — n° 55, 10 Février 1431 (n. st.) — n° 72, 30 Mai 1447 (l'importance des sommes varie entre 10 et 40 livres).

(17) G. de Bonnacorse. op. cit. p. 31.

(18) Et. Bérard — n° 28, 27 Décembre 1352 « et quia antiqua consuetudo est dotem marito promittere et quia dos jam reperta est pro partes honeris (sic) matrimonii suportandis » — n° 34, 26 Octobre 1391 « Et quia antiqua consuetudo est et diutius observata quod mulieres a parentibus et amicis dotantes et dotes promittentes viris pro honoribus matrimonii suportandis ». Les Juifs en font autant pour leurs filles (Et. Peretti — n° 38, 28 Janvier 1382 (n. st.). Les contrats de mariage sans constitution de dot sont extrêmement rares (on peut objecter qu'ils n'imposaient pas l'intervention du notaire et la rédaction d'un contrat). Voir cependant deux exemples : Et. Bérard — n° 15, 7 Juillet 1362 — n° 117, 17 Janvier 1447. Ajoutons que la dot pouvait être constituée par la suite.

(19) Et. Bérard — n° 88, f° 177, 1^{er} Août 1431 « dentur et dari debeant floreni decem... amore dei in aliquale adjutorium dotis duarum puellarum maritandarum ».

tunées, des maris n'hésitent pas à constituer et à se reconnaître une dot (20). D'autres, à défaut de dot, font une donation à leurs femmes dans le contrat de mariage (21).

C'est le plus souvent lors des « verba de futuro » que la dot est constituée. Il arrive parfois qu'un désaccord se manifeste pendant la rédaction de l'acte, celle-ci est alors interrompue et une brève mention signale la discorde. Sans doute, y avait-il là une nouvelle cause de rupture « des paroles de futur » (22).

Si l'acte notarié est la règle, il se peut aussi que contrat de mariage et constitution de dot aient été faits verbalement « sine aliquali scriptura », cela n'entache en rien leur validité (23). Le cas se produit parfois dans certains petits villages de l'arrière-pays, faute de notaire (24).

C'est au père qu'incombe le devoir de doter ses filles (25). Si celui-ci est prédécédé, la mère s'en acquittera, le plus souvent seule ou avec ses autres enfants, quelquefois avec son deuxième mari (26). La plupart du temps, ils agissent en qualité d'héritiers et constituent en dot la somme que le père a léguée dans cette intention, sauf à la majorer quelque peu (27). De la même façon, à défaut de parents, frères et sœurs, ou mêmes grand-parents, de l'épousée viennent promettre une dot (28).

Le constituant peut être l'épouse elle-même lorsqu'elle détient un patrimoine en propre. Elle l'apporte alors en dot à son mari, en totalité ou seulement pour partie (29).

(20) R. Aubenas « Cours d'histoire... » op. cit. Tome 2 « Aspects du mariage... » p. 39.

(21) Et. Bérard — n° 66, 20 Novembre 1441 « et quia dictus H. ergam ipsam intendit sicut dixit benefacere suo posse propterea eidem Alaete... dedit donatione pura et irrevocabili habita inter vivos post mortem dicti Honorati et non ante... ».

(22) Et. Bérard — n° 70, f° 84, 20 Mars 1446 (n. st.) « non fuit processum ad ulteriora quia partes fuerunt discordes » — n° 80, 8 Avril 1455 « vacat quia non fuerunt concordes ».

(23) P. Ourliac « Notes sur le mariage... » op. cit. p. 56 « Jamais... la rédaction d'un écrit ne fut exigée pour la validité du mariage ».

(24) Et. Peretti — n° 57, 3 Novembre 1439. Mariage entre Antoine Bertrand d'Auvare et Douce Mayfred de Puget-Rostang. Nul contrat n'a été dressé « propter carenciam notarii tunc scibentis ».

(25) « Paternum officium est dotare filias » (Etienne Bertrand. I. post. cons. 127 ; p. 558, n° 8 dans P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 114) — souvent, la femme y contribue (Et. Bérard — n° 34, 16 Novembre 1391).

(26) Et. Bérard — n° 19, 5 Juillet 1367 — n° 27, Décembre 1385 — n° 55, 7 Mai 1430 — n° 57, 23 Novembre 1432.

(27) Et. Bérard — n° 53, 23 Novembre 1427.

(28) Et. Bérard — n° 12, 21 Décembre 1353 — n° 13, 30 Juin 1354 — n° 19, 2 Juillet 1367 — n° 12, 10 Décembre 1353 — n° 15, 7 Juillet 1362 — n° 29, 30 Novembre 1387 — n° 70, 15 Novembre 1445.

(29) Et. Bérard — n° 15, 9 Juin 1362 « ex causa dotis... omnia bona tam paterna quam materna sive sint mobilia sive sint immobilia ubicumque sint sive existant sue quocumque nomine nuncupentur que ipsa Hugueta habet ». Il arrive que le mari reçoive en même temps que la dot des biens paraphernaux « bona parafrenalia »

Dans le contrat de mariage, ou dans un acte subséquent, le mari — son père, s'il est encore en puissance — donne quittance de la dot. Ces dispositions énumèrent les diverses garanties tendant à assurer une éventuelle restitution (30). En vertu du principe de l'exclusion des filles dotées de la succession, l'épouse, de son côté, par une clause de l'« assignatio dotis » ou par acte séparé, renonce de façon expresse à la succession de ses parents, elle le fait par un engagement à l'égard du constituant (31) ; le futur mari donne son consentement, parfois même le futur beau-père (32).

Le contenu de la dot est fort variable. Il peut comprendre des immeubles. Ainsi en est-il lorsque la femme se constitue en dot tout ou partie de son patrimoine (33). Mais encore, il arrive que le père assigne à sa fille une pièce de terre ou, mieux, une maison et les meubles et ustensiles qu'elle comporte (34). Voilà autant d'atteintes à la cohésion de la propriété familiale et, assurément, de telles constitutions ne s'expliquent souvent que par les difficultés à donner du numéraire. Pour les mêmes raisons, d'autres parents constituent une dot en argent, mais s'empressent d'en assigner le montant sur un immeuble (35).

Néanmoins, les dots constituées en argent sont, et de loin, les plus nombreuses. Outre le numéraire, elles comprennent un trousseau, les « vestimenta nubciali » — dont l'importance et la richesse

(Et. Bérard — n° 15, 24 Août 1362). Peu d'actes font allusion à ce patrimoine que détient parfois la femme (Et. Bérard — n° 28, 30 Juin 1387 « bona... tam dotalia quam parafrenalia et alia advencia » — n° 19, 30 Mai 1367 — n° 52, 17 Janvier 1426 (n. st.) — n° 72, 24 Juin 1447).

(30) Et. Bérard — n° 55, 23 Juillet 1430. De fait, le paiement de la dot donnant lieu à de nombreuses échéances, les actes de « recognito dotis » interviennent eux aussi à différentes reprises et s'échelonnent dans le temps.

(31) Et. Bérard — n° 19, 5 Juillet 1367 — n° 27, Décembre 1385. — n° 53, 23 Novembre 1427 « quod predicta Catarina sciens se bene dotatam de dote premissa considerata facultate bonorum dicti condam magistri Gregorii patris sui ac Guillelme matri sue igitur tamquam tacita et contenta de dote ipsa ipsa Catarina... omnibus bonis paternis et maternis sibi competentibus et competituris que ipsum Petrum fratrum suum seu alios quoscumque excepta dote premissa renunciavit penitus et omnino. Et si que jura seu actiones habeat et sibi competat super bonis ipsis ultra dotem premissam omnia illa dedit et remisit dicto Petro fratri suo... tam jure et titulo renunciationis... quam donationis simplicis ». Dans les « verba de futuro », ne figure parfois que la promesse de renoncer « incontinenti consumato matrimonio » (Et. Bérard — n° 67, 16 Mai 1442), ou une fois la dot payée (Et. Bérard — n° 19, 5 Juillet 1362).

(32) Et. Bérard — n° 53, 3 Novembre 1427 — cf. J. Hilaire. op. cit. p. 123 sur cette « sorte d'autorisation maritale avant la lettre ».

(33) Et. Bérard — n° 38, 26 Avril 1356.

(34) Et. Bérard — n° 12, 23 Décembre 1353 — n° 22, 2 Juin 1376 — n° 55, 10 Février 1431 (n. st.).

(35) L'appréciation se fera par des « amis communs » ou « ad extimam proborum hominum » (Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 — n° 63, 27 Novembre 1438 — n° 64, 30 Novembre 1439).

sont évidemment fonction de l'aisance et du milieu social du constituant —, des meubles, lit ou coffre, parfois des bijoux (36).

En principe, la dot n'est jamais payée en totalité le jour du contrat de mariage, qui se contente seulement d'en préciser les échéances. Lorsqu'elle est constituée dans les « verba de futuro », le premier versement de la dot est souvent fixé au jour des épousailles « in die desponsationis » (37). On stipule que le paiement se fera en argent comptant « et non in rebus extimatis » (38). Quel que soit le montant de la dot, son règlement, nous l'avons dit, s'étale presque toujours sur plusieurs années. Des délais de 5 à 10 ans se rencontrent fréquemment pour des dots ne dépassant pas quelques dizaines de florins, une autre de 800 florins sera payable en 28 ans (39). Rien de surprenant si l'obligation de s'en acquitter se prolonge souvent sur la personne des héritiers du constituant ou si le mari, son épouse étant prédécédée, continue à donner quittance de sommes reçues « in diminutione dotis » (40).

Les modalités de paiement de la dot sont diverses. La plupart attestent la difficulté des constituants à s'en acquitter. A côté des dots fixées en numéraire mais assignées sur des immeubles, d'autres impliquent des dations en paiement (41). Ou encore, tel Grassois qui a promis à sa fille une somme de 80 florins, lui remettra 10 florins au jour des noces et le reste à compter du moment où il aura réglé une précédente dette, à raison de 10 florins par an (42). Nombreux sont les actes qui révèlent ces « combinaisons économiques » auxquelles faisait allusion Charles de Ribbe, ou laissent deviner de la part du mari quelque quittance de complaisance (43). Dans un registre, à une constitution de dot de 25 florins consentie par un habitant de Gréolières à sa fille, succède une vente de terre au profit de son gendre et l'on peut remarquer que le premier acompte reçu par le vendeur est égal au montant de la dot (44). Tandis qu'elle reçoit de ses parents une dot de 100 florins

(36) Sur la composition et le paiement de la dot, cf. G. de Bonnecorse. op. cit. p. 149 et suivantes. Nous renvoyons également, pour le montant des dots à Grasse, à nos développements précédents sur la société et les classes sociales 3^e partie. Titre I.

(37) Et. Bérard — n° 22, Août 1376 « die que disponabilitur seu nubet viro » — n° 33, 23 Avril 1391 « die quo dictum matrimonium celebratur per verba de presenti ». C'est à cette date que sont, en principe, remis trousseau et autres objets mobiliers (Et. Bérard — n° 53, 23 Novembre 1427).

(38) Et. Bérard — n° 28, 27 Décembre 1352.

(39) Et. Bérard — n° 53, 7 Décembre 1427 — n° 67, 19 Mai 1442.

(40) Et. Bérard — n° 55, 18 Avril 1430 — n° 57, 11 Mai 1432.

(41) Et. Bérard — n° 52, 19 Mars 1426 (n. st.) — n° 54, 16 Janvier 1430 (n. st.) — n° 55, 23 Juillet 1430. cf. Ch. de Ribbe « La société provençale... » op. cit. p. 196 « Combien de paysans, ayant à désintéresser des gendres, étaient obligés de le faire en terres ».

(42) Et. Bérard — n° 53, 3 Novembre 1427.

(43) P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 117.

(44) Et. Bérard — n° 53, 14 Septembre 1427.

« in peccunia », Catherine Jordan, avec le consentement de son mari, leur vend, le même jour, une maison (45). Enfin, nous voyons parfois le gendre, à la demande du constituant — et de « gratia speciali » — accepter que les échéances annuelles soient réduites (46). Ajoutons que la pratique des mariages « par échange », signalées dans différentes régions, n'est pas inconnue à Grasse (47).

Pour réclamer et obtenir paiement de la dot, des maris sont contraints de solliciter de la Chambre des Comptes d'Aix, des « litteras captionales » (48), ou de constituer procureurs (49) ; d'autres préfèrent céder la créance à un tiers (50).

Dans le contrat de mariage, il est fréquent que le père en constituant la dot garantisse le paiement par des sûretés. Le plus souvent, ce sont des cautions qui s'engagent à ses côtés et, en premier, sa femme (51). Parmi les sûretés réelles — outre l'« obligatio bonorum » résultant de l'acte notarié — nous relevons parfois un gage immobilier « teneso », maison ou fonds de terre (52). De même, on peut voir des membres de la noblesse offrir en gage les droits et revenus des seigneuries (53).

D'autres libéralités que la dot viennent, dans certains contrats de mariage, gratifier les époux. Elles sont le fait de parents ou d'amis. Les unes sont également destinées à la femme et portent, en Provence, le nom d'« augment de dots » (54). Une autre, ayant emprunté au droit romain son titre de « donatio propter nuptias », a, en principe, pour bénéficiaire, le mari (55).

(45) Et. Bérard — n° 55, 7 Mai 1430.

(46) Et. Bérard — n° 20, 18 Novembre 1369.

(47) Et. Bérard — n° 67, 28 Juillet 1442. On la rencontre évidemment en Provence (G. de Bonnacorse. op. cit. p. 155), mais aussi en Languedoc (J. Hilaire. op. cit. p. 229) et en Périgord (A. Dumas « La condition des gens mariés dans la famille périgourdine aux xv^e et xvr^e siècles » (Paris — 1908) p. 123).

(48) Et. Bérard — n° 34, 24 Octobre 1391.

(49) Et. Bérard — n° 70, 27 Septembre 1445.

(50) Et. Bérard — n° 19, 19 Juin 1367.

(51) Et. Bérard — n° 4, f° 28, 1320 — n° 12, 25 Avril, 10 Décembre 1353 — n° 21, 1378 — n° 53, 7 Décembre 1427.

(52) Et. Bérard — n° 28, 27 Décembre 1352.

(53) Et. Bérard — n° 56, 16 Février 1432 (n. st.) « in pignus et tenesonem tradidissent... omnia jura omnesque redditus proventus et servitia que et quos ipsi condammater et filius habebant et percipiebant tam in loco seu castro de Calliano et ejus territorio quam etiam in loco de Cogolino... »

(54) On sait que ce sens de l'expression « augment de dot » est particulier à la Provence. Dans les autres pays de droit écrit, elle désigne la part que la femme reçoit au décès du mari, en plus de sa dot (institution analogue au douaire coutumier), cf. R. Aubenas « Cours d'histoire... » Tome 2 « Aspects du mariage... » p. 49 ou P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 131.

(55) Nous n'avons relevé qu'un exemple de « donatio propter nuptias » comparable à l'institution romaine du même nom, avec « la symétrie parfaite » qui en fait l'exacte contrepartie de la dot, voir le contrat de mariage du 7 Mai 1447 (Et. Bérard — n° 117 f° 172) entre un individu originaire de Tournai et une femme de Grasse.

Les biens donnés en augment de dot font l'objet, soit d'une disposition du contrat de mariage, soit d'un acte séparé. Ils suivent, d'ailleurs, le sort des biens dotaux. Ce sont, habituellement, de proches parents et d'abord la mère de l'épousée, qui offrent cette libéralité supplémentaire. Elle consiste souvent dans une petite somme d'argent ou dans quelques objets mobiliers. Une mère donne à sa fille un coffre, mais en précisant que ce meuble ne lui sera attribué qu'après sa mort (56). Plus fréquemment, l'augment de dot est remis « *ad primam requisitionem* » de l'épouse (57). Sa valeur revêt, parfois, une certaine importance. Un chanoine de Grasse, frère « *uterinus* » de la mariée, lui offre, outre un lit garni et un coffre, une somme de 50 florins (58). Parmi les exemples de libéralités consenties par des tiers « *in augmentum dotis* », relevons celle du seigneur de Cabris, Noble Bertrand de Grasse, en faveur de sa servante et qui comprend divers objets : nappes, draps, coffret, chapelet, robe... (59).

C'est également dans le contrat de mariage, que les parents de l'époux ou le père seul, lui font une donation « *propter nubcias* » (60). Elle peut porter sur une somme d'argent ou encore, en milieu rural, sur des animaux (61). La mention de cette libéralité implique, souvent, que le mariage a lieu dans la maison de la femme (62).

En recevant la dot, le mari s'obligeait à la restituer si — « *quod Deus advertat* » — la dissolution du mariage se réalisait, éventualité que cette invocation divine entendait écarter. Il en était de même pour l'augment de dot (63). La promesse de restitution s'accom-

Ayant reçu une dot de 10 florins, le mari donne à son épouse une somme identique « *donatione pura rata et irrevocabili propter nuptias post tamen finem dierum suorum non ante valitura* ».

(56) Et. Bérard — n° 53, 7 Décembre 1427.

(57) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427.

(58) Et. Bérard — n° 78, 28 Décembre 1453. Il arrive que l'augment de dot ait pour objet des immeubles : Et. Bérard — n° 34, 26 Octobre 1391 « *dat et assignat dictus Antonius dicte ejus sorori in augmentum dotis sue ferragines infrascriptas* ».

(59) Et. Bérard — n° 62, 19 Janvier 1438 (n. st.). L'acte s'accompagne d'une clause de restitution.

(60) Et. Bérard — n° 53, 3 Novembre 1427 « *dedit... eidem filio tamquam benemerito et condigno... donatione propter nubcias et habita inter vivos* ». La libéralité émane parfois du frère du marié (Et. Bérard — n° 62, 9 Juin 1437).

(61) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre, 3 Novembre 1427 (trenteniers de menu bétail) — n° 62, 9 Juin 1437 (40 florins).

(62) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 — n° 62, 9 Juin 1437. Pour le Languedoc cf. J. Hilaire, op. cit. p. 208. La donation « *propter nuptias* » était aussi un moyen pour le père d'établir son fils ou, lorsque ce dernier se mariait dans la maison de sa femme, de lui fournir l'apport exigé par sa nouvelle famille. L'enfant ainsi établi était exclu de la succession familiale. cf. infra.

(63) Et. Bérard — n° 72, f° 46, 30 Mai 1447 « *ipsam dotem et augmenta restituere eidem Catarine aut illi seu illis cui venirent restituenda in omni casu et eventu restitutionis eorum que absit...* »

pagne de garanties. La première est l'hypothèque générale qui découle obligatoirement de l'acte notarié. Une hypothèque spéciale, qui, au XIV^e siècle, ne se distingue pas toujours du gage immobilier, vient, parfois, la compléter (64). Enfin, la pratique méridionale n'ignorait pas l'engagement de sûretés personnelles pour garantir la restitution de dot (65).

Quand la dot avait été constituée en argent, le mari, à la dissolution du mariage, devait d'ordinaire s'acquitter selon les mêmes délais et modalités qui avaient été prévues initialement pour son paiement (66). Plus délicate était la question des immeubles dotaux qu'il fallait restituer en nature. Cela supposait une application rigoureuse, pendant le mariage, du principe de l'inaliénabilité du fonds dotal. Question fort controversée dans la doctrine (67), les actes de la pratique accusent ces incertitudes. Les exemples d'aliénation de biens dotaux ne sont pas rares dans les registres notariaux. On se contentait de protéger l'acheteur en insérant une renonciation à la « *lex Julia de fundo dotali* » — dans laquelle on voyait, au Moyen Age, l'origine du principe de l'inaliénabilité — et, d'une façon générale, à tout droit établi en faveur des femmes (68).

Si ces aliénations, souvent réalisées conjointement, ne peuvent toujours être décelées, on sait, cependant, qu'elles ont été couramment pratiquées. Des maris ne s'en privaient pas (69). Il arrive que le testament de l'époux fasse quelque allusion à des ventes de biens dotaux (70). C'est aussi la crainte de voir son mari distraire la dot, qui incite la femme à faire dresser le contrat par écrit (71).

(64) Et. Bérard — n° 12, 12 Décembre 1353 « *dat in tenesone... dicte uxore sue... medietatem sue vinee* » — n° 23, 18 Novembre 1377 « *obligavit et ypothecavit quoddam hospicium* ».

(65) Et. Bérard — n° 20, 10 Août 1369 — n° 53, 7 Décembre 1427.

(66) Et. Bérard — n° 34, 26 Octobre 1391 « *reddere et restituere per similes solutiones quas receperunt et non alias nec aliter* ». Sur la validité de cette clause, cf. P. Ourliac « *Etienne Bertrand* » op. cit. p. 129.

(67) Sur cette question : G. de Bonnecorse. op. cit. p. 62 et suivantes — P. Ourliac. *ibidem*. p. 119 — R. Aubenas « *Cours d'histoire...* » op. cit. Tome 2. p. 41 et suivantes.

(68) Exemple dans Et. Bérard — n° 28, 30 Juin 1387 « *renunciants ... specialiter legi Julie de fundo dotali et novo autentico si qua mulier et beneficio cenatui (sic) consulti velleyani et omni alii muliebri auxillo prius de ipsis juribus prout dicebat serciorata* ».

(69) Et. Bérard — n° 34, 16 Décembre 1391 (la majeure partie de la dot paraît avoir été aliénée par le mari).

(70) Et. Peretti — n° 43, 20 Août 1405 « *Item etiam recognovit habuisse de dote Guillelme ipsius uxoris videlicet de precio cujusdam dotalis vinee descripte et confrontate in instrumento constitutionis dote que vendita fuit* ». cf. J. Hilaire. op. cit. p. 93.

(71) Et. Peretti — n° 57, 3 Novembre 1439 « *cumque dictus Anthonius post modum de dictis bonis et rebus ac possessionibus vendiderit certam partem... impromptu venditurus existat... ut dicta Dulcia pro tempore non remaneat indotata* » — 18 Décembre 1439.

Parfois, pour rendre compte de différentes aliénations, le mari, au cours du mariage, donne une nouvelle quittance et oblige des biens pour garantir la dot, ou même en « assigne » un à son épouse « in solutum et pagam » (72).

La dissolution du mariage par prédécès du mari ou de la femme est habituellement le terme qui provoque la restitution. Toutefois, si c'est la mort de l'épouse qui a mis fin au mariage, le mari, en présence d'enfants mineurs nés de cette union, peut rester en possession de la dot, car elle revient à ces derniers (73).

A défaut d'enfant, la femme réclame restitution de sa dot aux héritiers de son mari. Sans doute, n'agit-elle le plus souvent qu'en vue d'une nouvelle union ou, même, est-elle déjà remariée lorsqu'elle demande paiement (74). Ainsi, on peut rencontrer, à la même date, sur un registre notarié, une quittance au profit de l'héritier du premier mari pour restitution et la remise de l'argent reçu au second époux « ex causa dotis » (75). Il est permis de penser que la demande de l'épouse réclamant sa dot, se heurte assez régulièrement à la mauvaise volonté des « bona tenentes ». Nous la voyons alors poursuivre devant la Cour Royale de Grasse « occasione restitutionis dotis », créance à laquelle vient, parfois, s'ajouter une somme pour les aliments (76). A ces litiges, d'autant plus délicats que se pose en outre le problème de l'exécution des legs consentis par le mari à sa veuve, une transaction vient, souvent, mettre un terme (77).

Il pouvait arriver que la restitution de la dot intervienne durant le mariage, du vivant des deux époux. La femme avait le droit d'y recourir lorsque son mari dilapidait les biens dotaux ou gérât son patrimoine de façon telle qu'il mettait en péril la restitution. Face à un mari « qui vergit ad inopiam », on lui reconnaissait le droit d'obtenir par voie de justice, une restitution anticipée (78).

(72) Et. Peretti — n° 62, f° 39, 4 Avril 1435 « Recognitio cum in solutum datione... cumque omnes possessiones et terre predictae... fuerunt vendite et distracte certis personis et preclis diversis, quarum possessionum precia dictus Guillelmus habuerit seu in parte recepturus existat ab emptoribus ipsarum et in suos usus proprios converterit sicut ejusdem Guillelmi assertio ita pathefecit. Cumque volens et plurimum cupiens Guillelmus ipse dictam Monnam ejus consortem propterea facere et reddere securam de dicta ejus dote aut valore ejusdem ut pro tempore quod absit non remaneat indotata... »

(73) Cf. P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 128-129. Ceci explique la quittance donnée par un époux, dont la femme est prédécédée, à son beau-père, pour paiement d'une échéance de la dot (Et. Bérard — n° 57, 11 Mai 1432 précité).

(74) J. Hilaire. op. cit. p. 150.

(75) Et. Bérard — n° 28, 11 Octobre 1352.

(76) Et. Bérard — n° 28, 7 Mai 1387 — n° 33, 3 Août 1391.

(77) Et. Bérard — n° 55, 18 Avril 1430 « interveniente tractatu amicorum communum ».

(78) Voir G. de Bonnacorse. op. cit. p. 85 — P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 132 — J. Hilaire. op. cit. p. 186.

De ces procédures, les registres de certains notaires, également greffiers, conservent parfois la trace (79). Pour les dots en numéraire, la décision consiste souvent à placer l'argent entre les mains d'un marchand de la cité, à titre de société « *ad medium lucrum* ». Telle est la solution que choisit le juge de Grasse, Pierre de Saint-Michel, en l'année 1316, pour Finette Squirp, l'épouse de Bertrand de Milan, dont la dot sera confiée à Olivier Augier ou, à défaut de ce dernier, à un autre marchand « *bonus et ydoneus* » qui fera fructifier la somme (80).

2° - *Les aspects communautaires du mariage*

L'opposition traditionnelle, et systématique, entre l'esprit communautaire des pays coutumiers et la tendance individualiste du Midi, a été battue en brèche par ceux qui, dépouillant les actes de la pratique — « *terra incognita* » écrivait M. Aubenas —, ont eu conscience des formes communautaires que pouvait revêtir le droit de la famille dans les contrées méridionales. Présentes dès le xiv^e siècle, parfois plus tôt (81), ces tendances s'affirmeront au siècle suivant.

Répondant partout à un même besoin d'association, les institutions familiales sont contraintes de s'adapter aux circonstances économiques ou sociales de l'époque. Ainsi en est-il pour le régime dotal dans le droit des gens mariés. Si l'on conserve les principes juridiques romains, l'esprit s'en trouve bouleversé et faussé. Comment ne pas être surpris devant le large usage que les Provençaux, à l'image des Languedociens d'ailleurs, ont fait de l'affrèrement. Comment ils sont parvenus, sans rejeter les cadres de la dotalité, à créer une véritable communauté de biens, une association non

(79) Et. Bérard — n° 28, 14 Novembre 1387 « *que res ipse reddi ipsa Monna postulata sint saltem fictionem... cum locus esse restitutioni seu repetitioni dicte dotis et tamen ad huc duret matrimonium inter eos et sit locus restitutionis dicte dotis pro eo quia dictus Johannes Nielli ejus maritus jam inchoavit male uti sustancia sua et quod plura bona vendidit requirit vos dictum dominum judicem...* ».

(80) Et. Bérard — n° 3, 11 Mai 1316. Notaire Pons de Nice « *... Nos dictus judex salvo jure dictis jugalibus post dissolutionem dicti matrimonii super dote predicta ad conservationem et pro conservatione dicte dotis et juris dictorum jugalium super ea... volumus et jubemus et nostro officio quod dos ipsa pensatis prudentia et discretionem Olivarii Augerii civitatis predictae et facultatibus ejusdem ponatur et collocatur et tradetur...* » — Voir un précédent dans une sentence du juge de Grasse en date du 16 Janvier 1269 (Musée Fragonard. Registre 2097 T p. 46). On peut rapprocher de ces mesures la possibilité pour l'épouse de solliciter du juge des constitutions de garantie, cf. M. L. Carlin « La nature juridique de l'« *assignatio dotis* » d'après une sentence de 1342 » (Journées Internationales d'Histoires du Droit. Montpellier — 1966).

(81) J. Hilaire. op. cit. p. 277, insiste sur l'ancienneté de ces tendances et en voit l'origine à l'époque de la première renaissance du droit romain.

seulement entre époux, mais encore avec d'autres membres de la famille ou même des étrangers (82).

Les types d'association sont divers. Une première distinction s'impose entre les associations familiales réunissant ascendants et nouveaux époux et celles réalisées entre frères ou avec des tiers (83).

Si celles-ci supposent, généralement, une conception égalitaire des rapports entre les membres d'une famille et réalisent une « communauté au sens juridique du terme », les premières traduisent plutôt l'introduction d'un nouveau ménage dans une organisation familiale préexistante, celle des ascendants. Le fait est d'autant plus remarquable lorsque le mariage a lieu dans la maison de la femme (84). C'est un individu isolé qui est agrégé à une famille. Il y a moins association qu'intégration. L'esprit communautaire apparaît essentiellement sous cette dernière forme dans les actes de la pratique grasseoise.

A l'origine de tous ces groupements, nous trouvons des besoins identiques. Sans doute, la cause précise n'est-elle pas facilement discernable et les éléments sociaux se mêlent-ils aux influences juridiques. Il faut cependant faire une place de choix aux nécessités économiques (85). Pour comprendre les « multiples combinaisons matrimoniales », il n'est pas superflu d'insister sur les impératifs économiques qui, au ^{xiv}^e et surtout au ^{xv}^e siècle, ont poussé les individus à rechercher dans les groupements — et d'abord au niveau de la famille — un moyen de surmonter les difficultés du moment. Ceci est particulièrement significatif dans les campagnes où tout doit être mis en œuvre pour assurer la marche de l'exploitation agricole. Mais, au cœur de la cité, les activités artisanales posent les mêmes problèmes, le métier peut, lui aussi, provoquer une association à caractère familial.

Dans les actes grasseois, les contrats de mariage sont les seuls documents à nous renseigner sur les pratiques communautaires (86).

(82) Sur tous ces points, nous renvoyons aux articles de R. Aubenas : « Le contrat d' *affragementum* » dans le droit provençal au Moyen Age » (*Revue d'Histoire du Droit* — 1933, p. 478 et suiv.) — « Une institution coutumière en pays de droit écrit : la communauté entre époux en Languedoc à la fin du Moyen Age » (*Annales de l'Université de Montpellier* — 1944, n° 1) — « Réflexions sur les « fraternités artificielles » au Moyen Age (*Etudes Historiques à la mémoire de Noël Didier*, publiées par la Faculté de Droit de Grenoble — 1960). Cf. également J. Hilaire. op. cit. p. 217 (*Livre II. Le mouvement communautaire*) — J. Gaudemet « Les communautés familiales » (Paris, 1963), chap. II. Les communautés médiévales, p. 84.

(83) J. Hilaire. op. cit. p. 221.

(84) A la suite de G. de Bonnecoresse (op. cit. p. 127), nous distinguerons entre le mariage dans la maison du mari et celui dans la maison de la femme.

(85) R. Aubenas « Réflexions sur les fraternités artificielles... » op. cit. p. 8. « L'affrèrement, institution de crise ? ».

(86) Pour la période étudiée, nous ne rencontrons pas d'affrèrement. Ces contrats seront fréquents en Provence à la fin du ^{xv}^e siècle et durant la première moitié du ^{xvi}^e siècle. Cf. R. Aubenas, article précité. (Exemple pour Grasse à la date du 20 Dé-

Que le mariage ait lieu dans la famille du mari ou dans celle de la femme, des caractères sont communs à ces deux formes d'association matrimoniale. L'une et l'autre sont, en principe, prévues par une clause du contrat de mariage, quelquefois par un acte séparé qui lui est immédiatement postérieur (87). Dans chacune, le but poursuivi est d'abord d'établir et d'organiser la vie commune ; c'est là l'aspect essentiel de ces dispositions. Convenons qu'il apparait de façon plus nette lorsqu'il y a mariage dans la maison de la femme. En intégrant l'époux à leur famille, les beaux-parents prennent soin de jeter les bases de la nouvelle communauté. Il peut être nécessaire au préalable d'éteindre la puissance paternelle de son propre père et, parfois, l'émancipation précède l'affiliation (88). Au contraire, si c'est la femme qui vient se fixer dans la famille du mari, voilà la solution normale. Le passage d'une famille dans l'autre s'opère par le seul fait du mariage. La plupart du temps, nulle clause ne l'envisage expressément.

Le mariage dans la famille de la femme

La constitution de la communauté implique, alors, l'adoption du gendre par son beau-père ou par les beaux-parents réunis. Elle a pour nom l'affiliation. L'époux promet de demeurer avec ses beaux-parents et de se conduire comme leur propre fils. Il s'engage à ne jamais les quitter, au moins pour le temps fixé au contrat, et à concourir par son travail et ses gains aux charges de la famille. En contre-partie, les parents de la femme le considéreront comme

cembre 1500 (Et. Bérard — n° 154) : « Associatio fraternalis » entre deux frères et leurs épouses qui « de novo se associaverunt ». Parmi les clauses, on stipule qu'ils devront : « in simul cum eorum uxoribus et familia proveniente ex eis habitare et operando lucrando negociando et expendendo communiter spacio XII annorum ». L'un d'eux qui est cordonnier apprendra le métier à son frère). Cette constatation n'implique pas forcément que l'affrèrement ait été méconnu auparavant. Des exemples d'indivision tacite nous sont offerts par les actes de « divisiones bonorum » (Et. Bérard — n° 22, 29 Juin 1376 — n° 60, 9 Avril 1435 « Cum Georgius et Stephanus Hugonis fratres... nudijs certa bona tam mobilia quam immobilia ex eorum industrijs et laboribus acquisierint propter quod inter eos communia censerentur. Ecce quod nunc dicti fratres... ad divisionem fraternam processerunt... ») ; s'ils intéressent uniquement des indivisions entre frères et non entre étrangers, ils peuvent néanmoins être considérés comme une première forme de la vie communautaire. Il est permis de se demander si l'affrèrement n'a pas été d'abord pratiqué de façon tacite, avant même que les notaires n'en précisent le formalisme juridique. Peut-être, y a-t-il là un exemple du retard de la technique notariale sur les faits ?

(87) Et. Bérard — n° 63, 27 Novembre 1438 — n° 64, 30 Novembre 1439 — n° 71, f° 17, 19 Avril 1446.

(88) Ch. de Ribbe « La société provençale... » op. cit. p. 67 — G. de Bonnacorese, op. cit. p. 195 et, d'une manière générale, le livre II de l'ouvrage « Les époux dans la famille ». Nous ne trouvons, à Grasse, nul exemple d'émancipation.

leur fils (89). Au terme d'affiliation, les notaires ajoutent, parfois, les expressions d' « *adrogatio* » ou de « *receptio in filium adoptivum* », cette dernière étant, au Moyen Age, le synonyme d'adrogation (90). On sait que le droit romain réservait le qualificatif d' « *adrogatio* » à l'adoption d'un individu non soumis à la « *patria potestas* ». A en croire le formalisme juridique, le gendre est donc reçu comme un véritable fils adoptif et il y a là création d'un lien de droit définitif que rien ne peut rompre. Ceci expliquerait que la communauté familiale ainsi formée soit conclue « *toto tempore vite* », contrairement à d'autres contrats de mariage où l'association est limitée au bon vouloir des participants ou, souvent, au délai de 10 ans (91).

Outre les époux et les parents de la femme, la communauté peut comprendre d'autres personnes, ainsi un ascendant du mari (92). Tous vivront dans la même maison, « *mangeant le même pain, buvant le même vin* » précisent les actes de façon réaliste (93). Certains contrats rappellent que les parents devront nourrir, vêtir, chausser, le jeune ménage et les enfants à naître, « *tempore sanitatis et infirmitatis* » (94).

Les dispositions des contrats de mariage organisant la vie en commun laissent, parfois, entrevoir les préoccupations économiques et sociales auxquelles répondent ces communautés. Avouons que face aux situations extrêmement variées qu'elles supposent, les renseignements sont bien minces. Comment estimer le niveau de fortune des participants, sinon par la dot. Il est tout aussi malaisé de savoir qui a le plus d'intérêt à constituer l'association : les beaux-parents ou le gendre.

(89) Et. Bérard — n° 70, f° 70, 14 Septembre 1445 « *Et primo fuit de pacto quod dictus Guillelmus unacum dicta ejus uxore futura a cetero perpetuo ut eorum proprius filius cum eisdem socero et socru manere debeat et perseverare et lucra sua omnia ac operas cum eis communicare. Item fuit de pacto quod ipsi conjuges eundem Guillelmum tamquam eorum proprium filium debeant tenere reputare et tractare eorum vita durante* ».

(90) Cf. R. Aubenas « *L'adoption en Provence au Moyen Age* » (Revue d'Histoire du Droit — 1934) p. 701-702. Et. Bérard — n° 119, f° 84, 30 Décembre 1451 « *tenere gubernare et tractare debeant ut filium proprium quem exuunt in filium recipiunt ad obtivum (sic)* » — n° 59, 21 Août 1434 « *predictum Honoratum futurum generum suum arrogando sive affiliando et in filium suum arrogatum cordialiter suscipiendo et jura arrogationis concedendo* » — n° 70, f° 70, 14 Septembre 1445 « *affiliatum et in filium recipiunt adoptivum* ».

(91) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 — n° 64, 30 Novembre 1439 — n° 72, f° 119, 13 Novembre 1447.

(92) Et. Bérard — n° 64, 30 Novembre 1439.

(93) Et. Bérard — n° 119, f° 84, 30 Décembre 1451 « *eundem panem comedendo idemque vinum bibendo* ». C'est la formule que l'on rencontre dans les contrats d'affrèrement, cf. G. de Bonnacorse, op. cit. p. 209.

(94) Et. Bérard — n° 59, 21 Août 1434.

En milieu rural, on a voulu voir dans les affrètements, un moyen pour lutter contre le morcellement excessif des biens fonds (95). Cet argument n'exclut pas d'autres facteurs dans l'élaboration du « mouvement communautaire ». Ne sous-estimons pas les problèmes de main d'œuvre. Peut-être, la pénurie de bras a-t-elle été l'élément essentiel (96) ? La venue d'un gendre dans une famille, c'est d'abord l'adjonction d'un nouveau travailleur pour assurer la bonne marche de l'exploitation. Prenons pour exemple la communauté créée entre un ménage grassois et leur gendre, originaire de Callian. Il s'installera chez eux, en apportant les quelques têtes de bétail que son père lui a données et travaillera aux côtés de ses beaux-parents. Une clause lui fait même obligation de ne pas quitter la cité pour s'en aller vivre ailleurs avec son épouse (97).

Dans la cité, de semblables préoccupations intéressent l'exploitation des métiers. Les mêmes problèmes de main d'œuvre peuvent se poser. Le beau-père en accueillant son gendre promet de lui apprendre le métier. Le contrat de mariage de Pierre Guilhon avec la fille d'un bâtier grassois se double d'un contrat d'apprentissage (98).

Tel autre individu, de la Rivière de Gênes, en s'engageant à venir habiter avec sa femme et sa belle-mère dans la maison située « in vallato Porte Ayguerie », que la mère a constituée en dot à sa fille, promet en même temps d'y faire transporter sa forge (99). La communauté familiale est à ce point liée à l'idée de main d'œuvre, qu'il arrive que la clause organisant la vie en commun figure, non pas dans le contrat de mariage, mais dans le contrat de louage de services, conclu entre le beau-père et son gendre, qui lui fait suite dans le registre notarié (100).

On peut remarquer que ce sont souvent des personnes étrangères à Grasse qui viennent ainsi s'établir dans les familles de leurs épouses (101). Les unes sont originaires de villages à l'entour : Gour-

(95) Ch. de Ribbe « La société provençale... » op. cit. p. 386 et suivantes.

(96) R. Aubenas « La communauté entre époux en Languedoc... » op. cit. p. 12.

(97) Et. Bérard — n° 63, 27 Novembre 1438 « item fuit de pacto quod dictus Bartholomeus predictam Catarinam ejus uxorem extra presentem civitatem ducere seu transducere non debeat causa alibi quam in presenti civitate domicilium et continuam moram facient ».

(98) Et. Bérard — n° 64, 30 Novembre 1439 « item fuit de pacto quod dictus Antonius ipsum Petrum instruere debeat artem suam faciendum bastos. Item... dicti Antonius et Petrus dictam artem faciendi bastos nulli debeant monstrare nisi eorum propriis liberis ». Quelques jours plus tard, nous voyons le beau-père et le gendre réaliser un achat de cuirs (Et. Bérard — n° 64, 13 Décembre 1439).

(99) Et. Bérard — n° 62, 9 Juin 1437 « dictus Pauletus ad eandem civitatem Grasse et infra domum predictam dotalem debeat apportare seu portari facere ac adduci videlicet totum garnimentum unius forge fabri sue appothece ».

(100) Et. Bérard — n° 56, 26 Août 1431.

(101) Pour le Languedoc, même constatation, cf. R. Aubenas « La communauté entre époux en Languedoc... » op. cit. p. 8.

don, Chateauneuf, Callian, Monteauroux, d'autres de Ligurie (102). Qu'elles apportent au groupement familial leur seul travail ou, mieux, la connaissance d'un métier, toutes poursuivent le même but et ont un même devoir : « travailler à l'exploitation des biens communs pour la prospérité générale » (103).

Attachons-nous, à présent, à quelques uns des aspects patrimoniaux que provoque cette vie associative. Parmi les apports personnels des nouveaux époux, nous trouvons d'abord la dot. Les clauses instaurant la communauté, nous l'avons dit, sont insérées dans le contrat de mariage avec la constitution de dot. Elle a souvent pour objet des biens immobiliers. C'est là un trait propre à cette forme de mariage qui veut que « le gendre apporte ses bras, la famille, la terre » (104). Si certains parents constituent en dot une somme d'argent, en fait, il est rare que la dot soit effectivement payée en numéraire. On préfère l'assigner sur un immeuble (105). Enfin, on peut voir les beaux-parents constituer en dot la moitié de tous leurs biens, mais en stipulant que les époux ne pourront l'exiger qu'après leur mort (106). Remarquons, dès à présent, que le paiement de la dot ne se pose véritablement qu'au moment de la séparation; tant que dure la vie commune, les revenus des beaux-parents et les gains du gendre servent concurremment à l'entretien et aux charges de l'association. Tout au plus le gendre apporte-t-il, avec la valeur que représente sa volonté à travailler, les biens qu'il a pu recevoir à titre de « *donatio propter nuptias* » (107). S'il a un patrimoine propre, une clause du contrat lui fait obligation de le placer dans la communauté (108).

(102) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 — n° 62, 9 Juin 1437 — n° 63, 27 Novembre 1438, etc. Mentionnons encore le contrat de mariage passé entre un barbier originaire de Montpont « *castri de Montepaone diocesis Ludunensis* » et la fille d'un tisserand grassois (Et. Bérard — n° 70, f° 70, 14 Septembre 1445).

(103) J. Hilaire. op. cit. p. 234.

(104) R. Aubenas « *La communauté entre époux en Languedoc...* » op. cit. p. 8. Et. Bérard — n° 63, 27 Novembre 1438.

(105) Et. Bérard — n° 59, 21 Août 1434 « *quos florenos quadringentos dotales constituit et assignavit ac salvos esse voluit eisdem suis genero et filie specialiter et expresse in et super quadam vinea ferragine* » — n° 70, f° 70, 14 Septembre 1445 — n° 72, f° 119, 13 Novembre 1447.

(106) Et. Bérard — n° 119, f° 84, 30 Décembre 1451 « *medietatem indivisa omnium et singulorum ipsorum et utriusque eorum honorum mobiltum et immobilium presentium et futurorum... dotem predictam in solidum vel in parte petere exigere seu habere non debeant sive possint... nisi predictis Monneto et Jacoba conjugibus et eorum utroque defunctis et ab hac vita sublati* ». Cf. R. Aubenas. *ibidem*. p. 8 — J. Hilaire. op. cit. p. 228.

(107) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 — n° 63, 27 Novembre 1438.

(108) Et. Bérard — n° 62, 9 Juin 1437 « *in eadem domo ponere et reducere debeat omnia bona et peccunias que et quas habet tam in domo magistri Johannis T. fabri quam alias ubilibet* » — n° 70, f° 70, 14 Septembre 1445 — n° 119, f° 84, 30 Décembre 1451.

Tous les membres de l'organisation familiale concourent également aux diverses dépenses et ce, dès le jour du mariage. On décide parfois que les vêtements nuptiaux, en principe à la charge du père, seront achetés en commun par les parents et le futur mari (109). De la même façon, profits et revenus de chacun viendront alimenter les ressources de l'association. Si gendre et beau-père décident d'acquérir un immeuble, l'un et l'autre y participeront pour moitié et l'achat sera commun (110). Le contrat pouvait aussi prévoir le paiement au profit du gendre, d'une somme d'argent en récompense de son travail ; celle-ci était tantôt fixée de manière forfaitaire, tantôt calculée d'après le nombre d'années (111). C'était au moment de la dissolution de la communauté que devait intervenir le paiement. Des clauses envisageaient les différentes possibilités de rupture : arrivée du termé, pour les associations conclues à temps, et prédécès de la femme ou du mari (112). De même, la séparation implique, avec l'abandon des pratiques communautaires, l'application des règles de la dotalité jusque là méconnues. Dans les communautés limitées à 10 ans, on stipule que la dot est payable à la dissolution (113).

Nous avons vu que, parfois, c'était à la mort des constituants, les beaux-parents, que le paiement devait être effectué (114). Dans le contrat organisant pour la vie une communauté entre le Grassois Jean Cresp et son gendre, la transmission des biens est expressément prévue : au décès des parents, tous les biens, à l'exception d'une somme de 40 florins, iront à leur fille, celle-ci recueillera également les biens de son mari si le ménage n'a pas de postérité « quod

(109) Et. Bérard — n° 119, f° 84, 30 Décembre 1451.

(110) Et. Bérard — n° 64, 30 Novembre 1439 « quod omnes fructus proventus et gausite ipsarum partium provenientes ex domibus et possessionibus ipsarum partium ac servitia... et alia omnia emolumenta undecumque provenientes... debeant communicari... item fuit de pacto quod nulla ipsarum partium de bonis acquirendis aliquid faciat proprium sed communicentur... quod partes ipse et earum utraque bene et diligenter debeant operari et negociare in quibuscumque necessariis juxta eorum possibilitatem... item si contingat ipsos A. et P. aliquam domum seu proprietatem a cetero emere quod tales res emende sint communes et preclum medio debeat solvi ».

(111) Et. Bérard — n° 63, 20 Novembre 1438 — n° 71, f° 17, 69 Avril 1446 — n° 72, f° 119, 13 Novembre 1447 « eo casu laborem passum in operibus dicti Stephani computare debeat vulgariter loquendo contant temps per temps (sic) » — n° 119, f° 84, 30 Décembre 1451. Cf. J. Hilaire, op. cit. p. 273.

(112) Et. Bérard — n° 69, 30 Novembre 1444. Si le mariage est dissous par la mort de l'épouse, le mari « in aliquale premium servitiorum et laborum impensorum in domo et operibus dicti Bartholomei per eundem habere et habere debeat in et super bonis dicti ejus soceri florenos XX... si propter mortem dicti Johannis (gendre) que absit similiter dictum matrimonium disolveretur quod etiam ejus pater sive sui heredes dictos florenos XX habere et habere debeat... item si dictus Johannis sua juventute vel culpa dictum suum socerum et ejus habitationem relinqueret quod tunc ipse Bartholomeus ad solutionem dictorum XX florenorum non teneatur ».

(113) Et. Bérard — n° 72, f° 119, 13 Novembre 1447.

(114) Et. Bérard — n° 69, 30 Novembre 1444.

absit », mis à part, là aussi, 50 florins destinés aux legs pieux. Inversement, l'époux héritera de sa femme si elle décède après ses parents ; dans le cas contraire, il conservera néanmoins une somme de 100 florins (115).

La dissolution peut être le fait d'un accord de volonté, ainsi pour mésentente. Il se peut alors que la dot immobilière soit conservée par le constituant en guise de sanction (116). D'autres fois, le beau-père et le gendre conviennent de partager les biens acquis par eux depuis le mariage, soit par moitié (117), soit dans les proportions des 2/3 (118).

Le mariage dans la maison du mari

C'est la forme de mariage la plus courante, ce qui peut expliquer le petit nombre de contrats y faisant allusion. A l'usage qui veut qu'en se mariant la femme quitte sa famille pour aller vivre auprès de son époux, il est permis de considérer également l'intérêt qu'a le père du marié à garder à ses côtés un fils dont les activités tiennent, sans nul doute, une grande place dans l'exploitation familiale. Solution normale, croyons-nous. Il paraît donc naturel que la nouvelle communauté se constitue de façon tacite, sans que des clauses du contrat de mariage viennent organiser la vie en commun et fassent obligation au fils de vivre auprès de son père. Seule une disposition envisageant, parfois, la possibilité d'insupport nous laisse déceler son existence (119). Il arrive même que la

(115) Et. Bérard — n° 70, f° 70, 14 Septembre 1445. Ou encore — n° 62, 9 Juin 1437.

(116) Et. Bérard — n° 62, 9 Juin 1437 « si dicti futuri conjuges quodcumque per se vellent stare sive habitare ipsam Guillelmam relinquere quod eo casu omnia bona dotalia predicta ipsi Guillelme ad suam vitam serviant et ipsi conjuges futuri eadem Guillelma vivente de eadem dote se juvare non possint ».

(117) Et. Bérard — n° 63, 27 Novembre 1438 « quod si dicti futuri conjuges culpa alterius ex dictis partibus vel alias cum dictis R. et G. simul comorari non possent quod tunc et eo casu omnes aysine et res acquise per dictos R. et B. (beau-père et gendre) ac etiam totum creyssementum dicti averis et totum melioramentum predictæ vinee... a die desponsationis sint communia inter eosdem ».

(118) Et. Bérard — n° 53, 6 Octobre 1427 « de omnibus que per dictos futuros conjuges et dictum Georgium fuerunt acquisita simul comorando et augmentaverunt dictus Georgius (beau-père) duas partes et dictus Fulco (gendre) terciam partem habuerint ».

(119) Et. Bérard — n° 15, 9 Juin 1362 « fuit actum inter ipsos patrem et filium quod si dictus filius nollet stare cum ejus patre seu ejus pater cum filio predicto in propria domo dicti Petri patris quod eo casu quo non essent concordés et dictus filius Johannis vellet stare divisim seu pro se ipso quod dictus Johannis habeat et habere debeat in et super bonis dicti patris sui centum florenos auri de Florencia et eos exigere possit illo tempore a dicto patre suo incontinenti casu quo dictus Johannis nollet stare cum ejus patre ».

communauté familiale réalisée dans la maison du père de l'époux soit connue surtout par l'acte qui en constate la rupture. Ainsi, nous voyons un habitant de Callian, Antoine Jancelme, et son fils Donat, déclarer en présence de deux témoins, « in magno podio » de la cathédrale de Grasse, vouloir mettre fin à la vie commune qui était la leur jusqu'à ce jour ; le fils entend désormais vivre avec son épouse (120).

Si, comme pour les mariages conclus dans la famille de la femme, la communauté se limite souvent aux époux et aux parents du mari, il n'est pas exclu qu'elle comprenne d'autres membres. Contentons-nous de citer la curieuse « assignatio dotum » au profit des deux frères Pierre et Antoine Giraud qui, avec le consentement de leur père, prennent respectivement pour épouse la mère et sa fille et s'engagent à nourrir et vêtir l'aïeule maternelle de celle-ci (121).

Derrière le formalisme juridique des constitutions de dot, transparaît, là aussi, la volonté de maintenir la cohésion familiale (122). Que le contrat officialise l'union dans la famille du mari ou dans celle de la femme, il est d'abord un compromis entre les liens affectifs et les nécessités économiques sous-jacentes.

(120) Et. Bérard — n° 70, f° 9, 16 Avril 1445 (voir pièces justificatives). Le contrat de mariage avait été conclu le 14 Mai 1441 (Et. Bérard — n° 66), dans cet acte, le père donnait à son fils à titre de « donatio propter nuptias » : « omnes usufructus omniaque jura quos et que ipse habet et habere potest in et super quadam domo que fuit Honorate condan matris dicti Donati sita infra dictam civitatem Grasse loco dicto retro castrum... necnon medietatem tocus averis lanuti et caprini... casu quo in futurum simul comorari non possent et se separarent quod non credunt hanc autem donationem etc » (malgré la rédaction abrégée, on peut supposer que, dans ce cas, la donation sera révoquée). La volonté du fils de quitter la maison familiale répond-elle à un besoin d'individualisme, ou n'est-elle pas plutôt liée à l'instance à laquelle fait allusion un acte du même jour (Et. Bérard — n° 70, f° 8, 16 Avril 1445) où l'on peut lire « in presentia agrimenssorum seu arbitrorum civitatis Grasse constitutus nobilis et circumspetus vir dominus Petrus Jusberti baccaliarius in legibus... dicit processum dicte cause nullum et nullitatis vicio subiacere causis et rationibus ex ipso processu apparentibus... et quia dictus Donatus actor non habet legitimam personam standum in iudicio eum non sit integer homo quia filius familias in potestate Antonii Jancelmo ».

(121) Et. Bérard — n° 71, f° 58, 11 Juin 1446 (Pièces justificatives).

(122) Par une subordination à la « vieille génération » remarque Le Roy Ladurie « Les Paysans de Languedoc » (Paris, 1966) p. 160 et suiv. « Le remembrement lignager ».

CHAPITRE II

LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE

De tout temps s'est imposé à l'homme le désir, légitime, de transmettre les biens qu'il détenait de son vivant. Dans ce but, il recherche alors parmi les personnes qu'il affectionne et, au premier chef, parmi ses descendants, celui ou celle susceptible de bénéficier de telles dispositions. La volonté d'assurer une sorte de continuité n'épargne quiconque se trouve au seuil de l'au-delà, mais elle est surtout intimement liée à l'idée de famille.

Au Moyen Age, ce sentiment se double d'intenses préoccupations religieuses. L'acte à cause de mort apparaît comme le « pauvre moyen pour des consciences anxieuses de leur union à Dieu ou hantées par la crainte de leur perte, de se rallier à une « économie de salut », tendant à les élever de la terre au ciel » (1). De cette tragique angoisse devant l'ultime moment et les ténèbres de l'au-delà, les dispositions testamentaires portent témoignage. Ces actes, souvent dictés à la limite d'une vie humaine, conservent, en dépit de l'ostentation dont ils sont parfois affectés, une émouvante empreinte de sincérité.

Souci de distribuer ses biens, souci de garantir son repos éternel : deux impératifs qui, à l'époque médiévale, contraignent les gens de Grasse, à l'image des autres Provençaux, à ne pas mourir « ab intestat » (2). Corollaire de cette volonté de tester, les actes à

(1) G. Chevrier « L'évolution de l'acte à cause de mort en Dauphiné du vi^e à la fin du xi^e siècle » (Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la Société d'Histoire du Droit des anciens pays de droit écrit — 1948) p. 9.

(2) Ch. de Ribbe « La société provençale... » op. cit. p. 86 et surtout R. Aubenas « Le testament en Provence dans l'ancien droit » (Thèse. Aix. 1927) où l'auteur a

cause de mort sont nombreux dans les archives notariales, mais, à l'inverse, la pauvreté de celles-ci est extrême pour les successions « ab intestat » (3).

C'est donc par les testaments ou les donations à cause de mort (4), que l'on peut reconstituer la dévolution normale des biens du disposant.

étudié l'institution pour l'ensemble de la Provence. Au long de nos développements consacrés au testament, nous ne ferons souvent que préciser dans quelle mesure les actes grasseois sont comparables, ou non, aux autres documents provençaux.

(3) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit » op. cit. Tome 3. Testaments et successions dans les anciens pays de droit écrit au Moyen Age et sous l'Ancien Régime » p. 97. Contentons-nous de citer la disposition des statuts de Grasse de 1227 (publiés dans F. Benoit « Recueil des Actes des Comtes de Provence » (Monaco-Paris — 1925) mentionnée par R. Aubenas ibidem. p. 98. « Succedant ei liberi, vel parentes, si existant, vel alii propinqui, secundum quod juris est ».

(4) Appliquant les règles romaines, le droit provençal réservait le testament aux personnes « sui juris » et ne permettait à celles soumises à la « patria potestas » qu'une donation à cause de mort faite, avec l'autorisation du chef de famille en présence de 5 témoins (cf. R. Aubenas « Le testament en Provence... » op. cit. p. 111 et suivantes — idem « Cours d'Histoire du Droit » Tome 3 « Testaments et successions » op. cit. p. 60 et suivantes). Cet acte, comme le testament, comprenait préambule religieux, dispositions pieuses et charitables, substitutions, il s'en distinguait par son caractère irrévocable et par l'institution d'un donataire universel à la place d'un héritier (ainsi Et. Peretti — n° 44, 20 Août 1407 — Et. Bérard — n° 62, 26 Juillet 1437). Voir cependant le testament de Hugnette, fille de Barthélemy Francisquin et épouse d'Honorat Grenon, le 12 Mars 1439 (n. st.). (Et. Bérard — n° 63) « suum ideo testamentum ultimum nuncupativum et fecit in hunc modum licet patrie submissa sit potestati et hoc pro habundantioris (sic) cautele suffragio quod valeat ut melius valere poterit et tenere tam de facto quam de juri ».

On peut rapprocher des donations « causa mortis », fort peu nombreuses, il est vrai, quelques exemples de donations universelles réalisées « inter vivos ». Assurant au donataire, souvent un membre de la famille, l'intégralité du patrimoine, ces actes lui font, en principe, obligation de subvenir aux besoins du donateur ; ils peuvent également comprendre des dispositions de dernière volonté (obligation pour le donataire de payer, au décès du donateur, des sommes pour des cierges, messes, ou « pro gadio spiritali ») qui les rendent comparables aux donations à cause de mort et, à travers elles, aux testaments. (Parfois, la donation universelle vient s'ajouter au testament, ainsi : Et. Bérard — n° 63, 25 Juillet 1439 « pro domina Jacoba relicta Ludovici Sarra-ceni testamentum cum donatione » : « ... et si forte per inadvertentiam vel alias contingeret ipsam dominam Jacobam quandoque in futurum aliud aliquod facere testamentum seu codicillum vel aliam ultimam voluntatem in eo derrogetur... ipsa domina Jacoba... dedit sive donavit eidem Honorato filio suo presenti donatione mera pura et simpliciter rataque irrevocabili habita inter vivos... »). Voir. Et. Bérard — n° 64, 27 Mai 1439 — n° 70, f° 117, 9 Décembre 1445 — n° 117, 30 Août 1447 — n° 76, f° 91, 13 Février 1452 (n. st.) « ... probus vir Guillelmus Loterii de civitate Grasse considerans decrepitem sue persone qui amplius laborare non potest nec potuit a magno tempore citra vixque cum baculo potest ambulare seu se regere. Et etiam considerans quod Johannes Loterii ejus filius in judicio vocatus et requisitus ut asseruit eundem Guillelmum patrem suum nutrire regere et gubernare contradixit. Considerans... amorem sincerum quem habet et gerit quamplurimum sicut dixit erga honestam mulierem Alaetam filiam Monneti... ipsius Guillelmi uxorem que nocte dieque eum sustinuit et sustinet et gubernat ac eidem servivit et servit ut bona mulier et onesta non sine sue persone labore maximo propter que eidem tenetur ad aliquam retributionem...

A l'intérêt que présente l'étude juridique de ces actes, s'ajoutent les précieux éléments qu'ils offrent pour la connaissance de la famille. On ne saurait également méconnaître l'importance des testaments pour l'étude des classes sociales ou du sentiment religieux. Des premières, ils nous renseignent sur les fortunes et sur les mentalités (5). Du second, ils sont la manifestation officielle, le « signe de la vitalité religieuse d'une époque ». Sans doute, le testament ne permet-il pas toujours d'en éprouver la sincérité et de saisir, derrière des formules stéréotypées, la foi affectée ou profonde qui s'y cache. Il révèle, en tout cas, à travers les pratiques religieuses et les symboles de la piété qu'il suppose, l'empreinte de l'idéal chrétien sur les populations médiévales.

Disparu des actes de la pratique du ^{viii}^e au ^{xi}^e siècle, le testament, semblable à celui élaboré par la technique juridique romaine, n'est réapparu que durant la seconde moitié du ^{xii}^e siècle, en Languedoc d'abord, puis en Provence (6). Il conservera cependant de la « donatio pro anima » qui l'avait supplanté, le caractère religieux (7).

Si le droit méridional n'ignore pas, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, le testament solennel et le testament olographe, c'est seulement sous la forme nuncupative que nous rencontrons les testaments dans les documents de la pratique grasseoise. Ayant remis à l'honneur les principes du droit romain, ces actes tirent leur validité de la « nuncupatio » — déclaration orale devant 7 témoins. La rédaction notariée n'est sollicitée qu'aux seules fins de preuve, pour parer à d'éventuelles contestations. De fait, le testament nuncupatif est toujours rédigé par un notaire, sous la dictée du testateur (8). A la fin de l'acte, figure la « nuncupatio », disposition essentielle que le notaire prend la peine d'amorcer même dans les brèves (9). Dans cette déclaration aux témoins ainsi rassemblés autour de lui,

dedit sive donavit tam Dei intuitu et amore quam etiam donatione... habita inter vivos ac vim infirmationis habente perpetuo valitura nulloque casu vel ingratitudine revocanda eidem Alaete... omnia universa et singula bona (et ne laisse à son fils qu'une somme de 5 sous — cf. infra) ».

(5) R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 2 — J. Heers « L'Occident aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles... » op. cit. p. 325.

(6) R. Aubenas « Cours d'Histoire du Droit » op. cit. Tome 3. Testaments et successions » p. 31.

(7) Sur l'évolution de la donation au testament dans les actes de la pratique provençale, cf. M. L. Carlin. op. cit. 2^e partie, p. 276 et suivantes « Les actes à titre gratuit et le droit familial ».

(8) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « Noverint... quod ego Monneta Loteria de Grassa... de bonis et rebus meis per meum nuncupativum testamentum et meam ultimam voluntatem ordino et dispono et sic esse jubeo acque volo ». Nous n'avons trouvé nulle allusion à un testament purement oral.

(9) Et. Bérard — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.). « rogans atque requirens vos probos viros infrascriptos etc ».

le testateur est censé interpeller chacun d'eux nominativement (10). Sept personnes, tel est le nombre de témoins nécessaires pour dicter un testament nuncupatif ; seules des circonstances exceptionnelles permettent de le réduire à cinq (11), comme pour les codicilles ; mais il n'est pas rare d'en voir un plus grand nombre réunis autour du testateur (12). Mises à part les femmes, dont la capacité à témoigner était, en principe, refusée par les praticiens provençaux, il ne semble pas que l'incapacité ait frappé d'autres personnes, pas même les religieux (13).

Si la rédaction du testament a lieu généralement dans la maison du disposant, « in camera » (14), il arrive qu'elle intervienne dans des endroits divers et qui ne sont pas sans surprendre : église (15), couvent (16), mais encore dans la rue « in carreria publica » ou dans une boutique (17).

1° - *Les raisons de tester*

Si la plupart des actes notariés, au Moyen Age, débutent par des considérations religieuses, c'est dans les testaments que le préambule est le plus développé. Le protocole initial est tout entier inspiré par la crainte de la mort et le sentiment de l'homme, peut-être à ses derniers instants, devant « le saut ténébreux et solitaire dans un abîme inconnaissable ». Que ces clauses de style soient suggérées par quelque formulaire, cela ne détruit pas le sens tragique de l'acte. Pour évoquer la fragilité de l'existence humaine, pendant des siècles, les notaires opposeront, dans une même phrase, la certitude de la mort à l'incertitude de son heure (18). « Mors certa »,

(10) Au contraire, voir un testament du 25 Septembre 1437 (Et. Bérard — n° 62) « rogans testes quorum aliquos nominavit alios dixit cognoscere sed ignorat eorum nomina cum sit extraneus ».

(11) P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 152.

(12) Et. Bérard — n° 24, 3 Mai 1377 (8 témoins) — n° 58, 8 Janvier 1434 (n. st.) (9 témoins).

(13) Et. Bérard — n° 17, 23 Avril 1362. Testament dicté dans l'église du couvent des Franciscains en présence du gardien, du lecteur et des autres moines. La question de la capacité des religieux à témoigner se posera plus tard, cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 42, citant un arrêt de 1646 (« Consultations » de F. de Cormis) qui casse un testament souscrit par sept capucins.

(14) Et. Peretti — n° 39, 25 Novembre 1382 « actum Grasse... in camera in qua jacebat dicta testatrix ».

(15) Et. Bérard — n° 62, 25 Septembre 1437 « actum in ecclesia cathedrali grassensi ante altare beati Antonii ».

(16) Et. Bérard — n° 22, 1376 « in domo conventus fratrum minorum de Grassa in aula » — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) « infra domum conventus fratrum minorum in camera in qua frater Antonius L. cappellanus dicti ordinis tenet lectum suum ».

(17) Et. Peretti — n° 64, 30 Avril 1434 — Et. Bérard — n° 62, 26 Avril 1437.

(18) « cum nil morte certius sit nilque incertius hora mortis ».

« hora incerta », telles sont les deux implacables données du problème (19).

Le testament, quel que soit le milieu social du disposant, sa richesse, sa foi, commence toujours par un tableau de l'homme face à la mort. Tantôt le préambule rappelle la rigoureuse égalité des humains devant la fatale échéance, tantôt il insiste sur la soudaineté du jugement dernier (20). Qu'il mette l'accent sur un sentiment de terreur ou, au contraire, d'espoir en la miséricorde divine, tous sont imprégnés de la spiritualité chrétienne. La destinée humaine réside entre les mains de Dieu, « in manu Dei mors et vita consistant » ; il convient donc pour chaque chrétien de vivre comme si toute heure qui commence pouvait le mettre, dans la mort, en présence de Dieu. Il lui faut, pour assurer le salut de son âme, être toujours prêt à la redoutable confrontation et ne pas tromper cette vérité par de vains et futiles espoirs (21).

A ces préoccupations spirituelles, s'ajoute la volonté du testateur de disposer avec soin de son patrimoine, pour éviter qu'un différend ne naisse entre ses successeurs. Le testament répond précisément à ce désir d'écarter toute discorde à propos du règlement de la succession (22).

La capacité à tester suppose, de la part du disposant, la santé d'esprit. Les notaires n'omettent jamais de préciser qu'il est « sanus mente et intellectu », souvent, ils prennent soin d'ajouter que sa mémoire est bonne et fidèle (23). Un parfait usage de la parole est également nécessaire au testateur pour dicter ses dernières volontés (24) ; c'est là encore une condition indispensable à la validité du testament nuncupatif, elle pouvait soulever des difficultés

(19) Cf. Vladimir Jankélévitch « La Mort » (Paris - 1966).

(20) Et. Bérard — n° 1, 5 Novembre 1308. Testament de Guillaume Gervais, seigneur des Courmettes « noverint... quod cum mortalís iniquitas mortales sic oprimat indecenter ut nullam propriarum rerum dispositionem facere queant cum morte preveniuntur ideo dominus Guillelmus Gervasius miles dominus de Cormetis... timens Dei iudicium et repentini casus eventum, cum mors unicuique certa sit, hora vero incerta » — n° 27, 16 Mai 1385 « morsque juvenes rapit atque senes fortes et debiles nulleque parcit » — 10 Avril 1385 « timens Dei iudicium quod quandoque subito et inopinate venit ».

(21) Et. Peretti — n° 48, 26 Février 1441 (n. st.) « omnibus sit notum quod cum nil morte certius sit nilque incertius ejus hora ad cuius mortis terminum lege nature festinat et in manu Dei mors et vita consistant propter quod melius est sub metu mortis vivere in hoc mundo et bona sua providere ordinare et ordinata relinquere quam sub spe vivendi diutius ad mortem subito pervenire et cum humana condicio sepe mortis cogitatione turbata ejusque passionum agitata doloribus nequeat plures res illas potissime quam salutí anime congruunt et temporalium rerum dispositionem concernunt memorie commendare » (ce préambule est fréquent, cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 173 et pièce justificative n° 26).

(22) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « ut questio aliqualis inter amicos parentes et affines meos occasione bonorum meorum... non oriatur ».

(23) Et. Bérard — n° 24, 4 Mai 1377 — n° 33, 2 Août 1391.

(24) Et. Bérard — n° 57, 26 Juillet 1432 « et firma loquela rationabili et discreta ».

dans le cas du « balbutiens » (25). Outre la totale lucidité d'esprit et les facilités d'élocution, d'autres indications nous renseignent sur l'état de santé du disposant. Il est souvent bien précaire. Si telle personne dicte ses volontés « sana mente et corpore » (26), on voit la plupart des testateurs alités et malades. La vieillesse et la maladie sont de rudes avertissements, qui encouragent les dispositions à cause de mort ; elles incitent ceux qui en sont affligés à envisager le moment où il leur faudra quitter ce monde « ab hoc seculo evocare ». Les actes ne manquent pas d'indiquer que le disposant est couché « in lecto jacens » ou seulement « in grabato jacens » (27). D'autres fois, on insiste sur son âge avancé (28). Il arrive aussi qu'un préambule plus développé nous révèle la cause ou la nature du mal (29). Citons, à titre d'exemple, le testament de l'apothicaire Raymond Négrel qui évoque de façon imagée la chute que celui-ci a faite quelques jours auparavant en se rendant dans sa vigne et la blessure « in suo capite » qui en résulte (30).

D'une manière générale, les voyages et toute expédition présentant quelque danger sont également susceptibles de provoquer la rédaction d'un testament (31). Les circonstances peuvent être diverses. Il s'agit souvent des départs pour les pèlerinages et, en premier, celui de Saint-Jacques de Compostelle. Avant d'entreprendre le « romipetagium », les pèlerins grassois, en même temps qu'ils sollicitent l'aide divine, n'hésitent pas, devant les aléas du voyage et les risques qu'il suppose, à envisager la funeste hypothèse (32). Ce genre de testament peut encore être le fait de mar-

(25) R. Aubenas. *ibidem*. p. 57.

(26) Et. Bérard — n° 17, 23 avril 1360.

(27) Et. Bérard — n° 18, 26 Avril 1362 — n° 27, 10 Avril 1385 — n° 33, 2 Août 1391 « licet eger et debilis corpore » — n° 55, 6 Août 1430 « in lecto jaceam aliqua corporea infirmitate detenta ».

(28) Et. Peretti — n° 48, 26 Février 1441 (n. st.) « quamvis ad senium seu antiquitatem jam declinet et presencialiter sit remua... gravata » — Et. Bérard — n° 70, 9 Février 1446 (n. st.) « quamvis ad senium jam declinet et aliqua frigiditate sit medicum de persona debilitatus ».

(29) Et. Bérard — n° 58, 8 Janvier 1435 (n. st.). Le prêtre Pierre Roque, bénéficié de la cathédrale de Grasse, souffre « in corpore suo aliquam scarisationem » (V° Ducange. Scaturizare — scaturizatus : adustus pustulosus) — n° 65, 7 janvier 1441 (n. st.) « ea propter probus vir Bonifacius Michaelis... sanus mente et intellectu gratia Jhesu Christi licet ad senium jam declinet et in domo pro presenti comoretur propter morsuram cujusdam canis qui eum momordit in tibia et brachio ».

(30) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434 « quamvis de presenti in lecto jaceat propter quodam accidens vulneris illati in suo capite cadendo de quadam ripa eundo versus suam vineam de Rippis hiis diebus proxime preteritis » (l'acte sera annulé le 8 Décembre 1435).

(31) Exemples dans R. Aubenas « Le testament en Provence » *op. cit.* p. 153-155.

(32) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « quod ego Monneta Loteria de Grassa sana mente et corpore cum de proximo intendam facere romipetagium apud sanctum Jacobum deo dante... » — n° 68, 20 Avril 1443 « ea propter honesta mulier Bertranna uxor relicta Bonifacii Tinhoni civitatis Grasse intendens cum Dei adjutorio peregre proficisci apud sanctum Jacobum de Gallicia ».

chands et artisans sur le point de partir commercer, ou s'installer pour plusieurs années dans de lointains pays (33). Enfin, à lire le préambule de son testament, nous voyons Antoine Mouton, de Saint-Paul, s'apprêter à accompagner « *pro societate et securitate* » sa souveraine, la reine Marguerite, décidée à aller rejoindre son époux, le roi Louis III, qui, depuis des années, s'obstine à conquérir le royaume de Naples (34).

Le dispositif du testament commence toujours par l'invocation à Dieu. Le testateur « *tamquam verus fidelis et catholicus christianus* » recommande son âme à la miséricorde divine, mais aussi à Jésus-Christ, à la Vierge et à toute la Cour Céleste (35). C'est dans un style pompeux qu'est rédigée l'invocation du marchand Antoine Ferraud, dont on ne sait si elle est due à l'affectation du testateur ou à l'utilisation par le notaire Pons de Nice d'un nouveau formulaire (36).

A l'invocation fait suite l'élection de sépulture. « *Prérogative essentielle* » pour tout chrétien de désigner le lieu où il désire être enseveli, l'élection de sépulture est, assurément, l'une des premières raisons, parfois la seule, du testament (37). Elle figure dans tous les actes ; même ceux qui testent avant de partir en voyage songent

(33) Et. Bérard — n° 70, 25 Janvier 1446. Testament d'un « *serralherius* » d'Antibes qui « *sicut dixit se habeat absentare et ad partes longuitas se personaliter transferre et in illis habitare... per multos annos... et in illis agere et negociare ut melius poterit et sibi altissimus ministrabit certus igitur et securus de recessu et incertus de regressu quia mors omnibus communis habetur...* »

(34) Et. Peretti — n° 64, 30 Avril 1434 « *sit notum quod... Antonius Muttonis habitator ville Sancti Pauli diocesis Venciensis sanus mente et corpore volens pro societate et securitate pariter... persone domine ac illustrissime principisse nostre Margerite deus gratia regine Jherusalem et Sicilie duce Andegavie comitatum Provincie et Forcalquerli ac Pedemontis comitisse ad civitatem Napolis transire...* ». Il s'agit évidemment de Marguerite de Savoie, fille d'Amédée VIII, qui avait épousé le 15 Juin 1432 le Comte de Provence, Louis III. Ce souverain, après s'être employé, en vain, pendant près de 15 ans à conquérir le royaume de Naples, mourut à Cosenza le 12 Novembre 1434 (cf. Encyclopédie des Bouches-du-Rhône. Tome 2. Le Moyen Age p. 441-442). Ch. de Ribbe (« *La société provençale* » op. cit. p. 39) écrit que cette même année 1434, la ville de Toulon s'apprête à fêter le passage de la souveraine dans ses murs, celle-ci se rendant à Tarascon pour la « *solennisation* » de son mariage avec Louis III d'Anjou. Le Conseil de la cité décide — le 23 Mai — de lui offrir divers présents lorsqu'elle descendra de sa galée.

(35) Et. Bérard — n° 58, 8 Janvier 1434 (n. st.) « *recomendavit animam suam et spiritum suum altissimo omnium creatori domino nostro Jhesu Christo et gloriose Virgini Marie ejus matri et toti curie celesti* ».

(36) Et. Bérard — n° 33, 2 Août 1391 « *in primis recomando animam meam in manus creatoris eterni pene que notus est electorum numerus in eterna felicitate loquandus plena fide supliatur de precando divine ymaginis pietatem ut dum separari contingerit illius carnis et anime predulce consorcium lucis contingerit procurante beate predestinationis liber ascriptum retineat nomen meum* ».

(37) R. Aubenas « *Le testament en Provence* » op. cit. p. 176-177.

à la prévoir, au cas où ils décèderaient aux alentours de Grasse (38). Eglises et couvents, ou les cimetières attenants, sont les lieux le plus fréquemment choisis. Le disposant peut désigner de façon précise l'endroit de la sépulture, ainsi en est-il lorsqu'il désire aller reposer auprès des êtres chers prédécédés : enfants, parents ou conjoint. Souvent, il se contente de mentionner l'église ou le couvent de son choix.

Des testateurs grassois élisent sépulture dans l'église des Augustins, d'autres, dans celle des Dominicains — tel l'apothicaire Bertrand Sauvan qui entend être enterré près de l'autel dédié à Saint-Pierre, là où repose sa mère (39). Chaque établissement religieux est d'autant plus attaché à ces élections de sépulture qu'elles lui procurent de nombreux revenus dont les moindres ne sont pas les différents legs qui, nous le verrons, lui sont destinés. Deux églises de Grasse paraissent avoir connu la faveur des disposants : l'église Sainte-Marie, la cathédrale — dénommée aussi Notre-Dame du Puy — et celle du couvent des Franciscains. Les Grassois conserveront pendant longtemps une très nette préférence pour l'église des Frères Mineurs — ne deviendra-t-elle pas proverbiale (40) ; on y élit sépulture soit dans l'église, soit dans le cimetière du couvent. A l'intérieur de l'église, l'emplacement est souvent expressément mentionné. Noble Honoré Durand veut être enseveli « in ecclesia Beati Francisci » devant l'autel de Sainte-Anne, dans la tombe de sa fille (41), une testatrice désigne ce même autel, mais cette fois à l'endroit où se trouvent une pierre et un anneau de fer (42), une autre choisit un lieu situé « ante portam sacristie » (43). Située au cœur de la cité, « in podio », la cathédrale de Grasse devait avoir un certain prestige auprès des disposants. Elle recevait

(38) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « si me mori contingerit in civitate Grasse » — n° 68, 20 Avril 1443 « in cimiterio sacre insule Lirinensis si ipsam apud has partes decedere contingat ». Il arrive que le testateur désigne plusieurs endroits selon le lieu du décès, ainsi dans le testament de Jean Fabre de Séranon (Et. Bérard — n° 69, 24 Février 1445 (n. st.) « in cimiterio beati Michaelis ecclesie dicti loci de Saranono et si forte in civitate Grasse moriretur ordinavit corpus suum sepeleri in ecclesia beati Francisci dicte civitatis ».

(39) Et. Bérard — n° 17, 2 Avril 1362 — n° 57, 26 Juillet 1432 « in ecclesia fratrum predicatorum dicte civitatis juxta altari beati Petri Martiris in loco quo domina Dulcia condam mater sua extitit ».

(40) « Saint-François de quatre morts en a trois et dispute le quatrième » (P. Sénéquier. op. cit. p. 100). Pour le milieu du xv^e siècle, P.A. Sigalas (op. cit. p. 34) constate que le choix des testateurs correspond aux proportions du proverbe.

(41) Et. Bérard — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.).

(42) Et. Bérard — n° 62, 26 Avril 1437 « in ecclesia beati Francisci... ante altare beate Anne in illo loco in quo est unus lapis cruce signatus et in que est ut asseruit quidam ferreus anulus ».

(43) Et. Bérard — n° 59, 2 Mars 1436 (n. st.) « juxta quoddam monumentum sive vas miratum ibidem constructum ».

les dépouilles de la famille de Grasse-Cabris (44), ou encore de bourgeois et marchands fortunés (45).

2° - Les legs particuliers

Quelle qu'ait pu être la sincérité des disposants, on est frappé par le nombre de legs pieux que renferment les testaments, même chez les gens les plus humbles. Symboles de foi auquel nul ne saurait se soustraire, ils colorent la société médiévale, notamment en Provence, de teintes naïves et réalistes. Le souci de l'au-delà qui poursuit l'homme tout au long de sa destinée, s'impose à lui dans les dernières volontés.

Consentis « amore Dei » et pour le salut de l'âme du testateur et celle de ses parents, ces legs sont destinés d'abord à l'église choisie pour la sépulture. Elle reçoit toujours une ou plusieurs sommes en vue de la célébration de messes et la fondation d'anniversaires (46). De la même façon, les testateurs gratifient les autres églises de la cité. Telle femme de Grasse lègue une somme pour la célébration de cinquante messes, réparties par moitié entre la cathédrale et l'église des Franciscains ; une autre entend faire célébrer soixante messes dans l'église des Prêcheurs, où elle a élu sépulture, cinquante à la cathédrale et chez les Franciscains, vingt-cinq seulement chez les Augustins (47). Si ces legs ne supposent pas, de la part des testateurs fortunés, de lourds sacrifices, il en va différemment dans les familles modestes où l'on soupçonne, parfois, les difficultés à s'en acquitter (48). Parmi les autres cérémonies religieuses auxquelles songe le disposant, nous trouvons souvent le « cantar », importante messe chantée qui est célébrée, en général, au terme de la neuvaine

(44) Et. Peretti — n° 42, 13 Novembre 1399. Testament de Alayete veuve de Pons de Grasse, seigneur de Cabris, qui élit sépulture dans la tombe où repose son fils Louis de Grasse. Sur les lieux de sépulture de cette famille, voir également le testament de Jean de Grasse (dans l'ouvrage du Marquis de Grasse. op. cit. Tome 2. p. 103) en date du 4 Juin 1413, qui précise que ses ossements seront portés à Saint-Honorat de Lérins. La sépulture auprès du monastère de St-Honorat à Lérins, que l'on rencontre dès cette époque (ainsi Et. Bérard — n° 68, 20 Avril 1433), sera l'objet d'une vénération particulière des gens de Cannes aux siècles suivants (cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 282).

(45) Et. Bérard — n° 33, 2 Août 1391 — n° 32, 2 Mars 1388 (n. st.) n° 73, f° 29, 16 Mai 1448 — f° 72, 17 Septembre 1448.

(46) Multiples sont les legs « pro missis celebrandis », à titre d'exemple : Et. Bérard — n° 4, f° 12, 3 Septembre 1320 ou n° 55, 6 Août 1430. Le nombre de messes peut varier de quelques dizaines au millier. Sur tous ces points, cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 187 et suivantes.

(47) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) — n° 57, 26 Juillet 1432.

(48) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « pro meo anniversario lego quamdam tunicam meam lividam et volo quod vendatur et de ejus precio solvatur meum anniversarium ».

et un an plus tard, pour le premier anniversaire du décès (49). On s'efforce d'y réunir un clergé nombreux, quitte à promettre à chaque prêtre qui y assistera un gros d'argent et un dîner (50). C'est là la gratification d'usage, en Provence, nous apprend Charles de Ribbe (51). Un legs pour la récitation des sept psaumes de la Pénitence, dont la pratique est largement répandue dans la vie religieuse provençale, vient parfois compléter les précédentes dispositions (52). Le testateur pouvait encore prévoir une somme pour la célébration des malines (53), ou des messes dites de Saint-Grégoire — en principe, au nombre de treize (54).

Avant d'énumérer divers autres legs également destinés aux églises et à leurs desservants, il convient de relever celui que faisait le disposant pour le rachat de ses fautes et méfaits, « pro suis forefactis » (55). Cette clause fréquente dès le XII^e siècle — prenons pour preuve les célèbres aveux de Raymond, comte de Saint-Gilles, dans son testament — est devenue depuis le XIII^e siècle « une véritable clause de style » (56). On peut en rapprocher l'institution du « gage spirituel », tout aussi usuelle, dans laquelle M. Aubenas voit un « vestige affaibli » des aumônes expiatoires (57). Ce legs porte très souvent sur la somme de 13 deniers, que le testateur laisse sans affectation précise, par amour de Dieu et pour le pardon de ses péchés (58).

(49) Et. Bérard — n° 57, 26 Juillet 1432 « unum cantare fieri in novena obitus sui et unum aliud in fine anni sui obitus ».

(50) Et. Bérard — n° 69, 24 Février 1445 (n. st.) « Item voluit et ordinavit quod in ejus novena habeantur tot cappellani quot habere potuerunt in cantari faciendo pro ejus anima et quod cuilibet qui interfuerit datur... unum grossum et prandium si fiat in loco Saranoni et si fiat Grasse ejus filius et heres eligat numerum sacerdotum vocandorum ».

(51) Ch. de Ribbe « La société provençale » op. cit. p. 112-113.

(52) Et. Bérard — n° 17, 2 Avril 1362 « item legavit pro septem palmis dicendis in ecclesia beati Augustini... pro anima ipsius testatrix et dicte ejus filie duos florenos auri ». Cf. Ch. de Ribbe. *ibidem*. p. 154 cite l'expression proverbiale « Le temps de dire un sept psaumes ».

(53) Et. Bérard — n° 57, 3 Novembre 1432 « pro matutinis suis ».

(54) Et. Bérard — n° 73, f° 25, 10 Mai 1448 « pro tresdecim missis beati Gregorii dicendis et celebrandis incontinenti post ejus obitum in altari beati Jacobi ». On trouve des legs de messes pour les âmes du Purgatoire (Et. Bérard — n° 22, 1376 « pro animabus de porcatorio (sic) XIII missas »).

(55) Et. Bérard — n° 1, 5 Novembre 1308 « pro suis forefactis emendendis C sol. ref. » — n° 18, 26 Avril 1364 (20 sous) — n° 19, 25 Mars 1367 (10 florins). Pour le XIII^e siècle : testament de Pierre de Chateauneuf du 13 Novembre 1257 (Musée Fragonard. Registre 2037. p. 17) « item legavit pro forefactis suis emendendis de quibus non recordatur C sol. »

(56) Cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 186 — M. L. Carlin op. cit. p. 354-355.

(57) R. Aubenas. op. cit. p. 187.

(58) Et. Bérard — n° 27, 10 avril, 16 Mai 1385 « legavit pro ejus gadio spirituali ». Dans son « Histoire d'une famille provençale » op. cit. n° 474, C. Arnaud note

Plutôt que de léguer une somme que les exécuteurs testamentaires distribueront et répartiront à leur guise (59), les testateurs préfèrent énumérer avec précision les différents bénéficiaires de leurs pieuses libéralités. Aux fondations de messes et d'anniversaires, viennent s'ajouter plusieurs legs pour des membres du clergé et pour les églises ou couvents dont ils relèvent. On commence d'abord par mentionner le clergé qui assistera aux obsèques ; quelques legs lui sont toujours destinés. S'ils témoignent de la reconnaissance du testateur à son égard, ils ne sont pas étrangers à un certain souci d'apparat funèbre. On voit des diposants léguer un gros d'argent à chacun des prêtres qui participeront à l'enterrement ou à tous ceux qui y viendront chanter (60) ; un testateur compte sur la présence d'une trentaine de prêtres à ses obsèques (61). Dans son testament, le Grassois Jacques Cresp ordonne qu'il soit donné un blanc et un cierge à tous les prêtres assistant à ses funérailles à condition, toutefois, qu'ils aient chanté l'absoute « more solito » sur sa tombe et qu'ils disent chacun une messe pour le repos de son âme (62). De la même manière, on gratifie le clerc qui portera la croix (63), les personnes qui porteront le corps ou celle qui creusera la tombe (64).

Particulièrement détaillés sont les testaments des gens assez fortunés pour rassembler autour de leur dépouille une grande partie du clergé de la cité et avoir d'imposantes obsèques. Il suffit de citer le testament de l'apothicaire et marchand Raymond Négrel qui n'échappe pas, il est vrai, à un certain goût de l'ostentation. Lors de son ensevelissement dans l'église des Dominicains, devant la chapelle de sainte Marie-Madeleine, il souhaite voir réunis tous les

également que le montant de ce legs est, en général, de 12 ou 13 deniers. Le nombre symbolique de treize revient fréquemment dans les dispositions testamentaires : messes à célébrer, montant des legs ou libéralités en faveur des pauvres (cf. infra).

(59) M. L. Carlin. op. cit. p. 353. Et. Bérard — n° 4, f° 12, 3 Septembre 1320 « pro suo mortalagio et funeribus sui corporis C sol. »

(60) Et. Bérard — n° 32, 29 Janvier 1397 (n. st.) « legavit cuilibet sacerdoti qui fuerit ad suam sepulturam » — n° 33, 2 Août 1391 « pro quolibet cappellano qui cantare voluerit in ecclesia... die illa qua corpus meum traditum fuerit ecclesie cepulture (sic) pro anima mea habeat album unum ».

(61) Et. Bérard — n° 62, 26 Avril 1437 « sacerdotes triginta qui eam habeant sociare ad sepulturam ».

(62) Et. Bérard — n° 121, 28 Août 1453 « ... dari cuilibet cappellano qui presens fuerit in ejus sepulturo videlicet album unum cum una candela patacali quod eisdem dari jussit dum cadaver ecclesiastice tradetur sepulture et non alio modo ita quod ipsi cappellani tunc absolutionem more solito faciant supra tombam et quod quilibet ipsorum cappellanorum dicere et celebrare teneatur unam missam pro anima ».

(63) Et. Bérard — n° 32, 29 Janvier 1397 (n. st.) « item clerico portanti crucem » — n° 69, 24 Février 1445 (n. st.) « illi qui bajulabit crucem ».

(64) Et. Bérard — n° 57, 3 Novembre 1432 « illi qui faciet tumbam » — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) « illis quatuor hominibus qui suum cadaver portabunt ad sepulturam videlicet solidos viginti inter omnes et illi qui faciet tumbam solidos quinqne ».

religieux de Grasse ; à l'intention des prêtres de la cathédrale, il précise qu'ils devront, durant le temps des funérailles, faire sonner le glas « *facere classica cum campanis* », et faire porter, pendant la cérémonie, la croix de leur église (65).

Parmi les diverses libéralités au profit des églises, et d'abord envers celle de la sépulture, peuvent figurer des legs de vêtements sacerdotaux et d'objets sacrés destinés à l'exercice du culte (66), ou encore le legs de la couverture qui a servi à recouvrir le cadavre durant son acheminement vers la sépulture (67). Nombreuses sont les dispositions relatives au luminaire. Le testateur lègue soit une somme d'argent, soit une quantité d'huile ou de cire (68) ; il désigne, souvent avec soin, les différents luminaires qui doivent ainsi témoigner de sa dévotion (69).

Plus rares sont les dispositions testamentaires ayant pour but la fondation de chapellenies, car elles supposent un legs d'une valeur oscillant, au moins, entre 50 et 100 florins (70). Il arrive que le tes-

(65) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434.

(66) Et. Bérard — n° 57, 26 Juillet 1432. Testament de la veuve de Bertrand Sauvan qui lègue au couvent des Frères Prêcheurs, outre une nappe pour l'autel de la Sainte Vierge « *unum vestimentum sacerdotale de illis que sunt in loco de Podio munitum caybla, alba, stola, amito, manipulis et cordono... pro suo anniversario in ecclesia ipsius ordinis perpetuo anno celebrando videlicet unum calicem argenti deauratum ponderis duodecim unciarum* » — Et. Bérard — n° 73, f° 29, 16 Mai 1448 « *ipsa testatrix voluit et ordinavit quod de quadam sua veste panni scarlate foderata pellibus conilhorum fiat unum vestimentum sacerdotale videlicet una caybla quam cayblam amore Dei et pro servitio missarum celebrandarum...* »

(67) Et. Peretti — n° 39, 25 Novembre 1382 « *unum copertorium de sirico cum quo coperiatur corpus suum dum ibit ad sepeliendum seu portabitur ad sepulturam* » — Et. Bérard — n° 62, 26 Avril 1437 « *quod quando corpus suum sive cadaver ad sepulturam deferretur ipsum cadaver coperiatur et ornetur de suo copertorio de borcs quod copertorium ordini predicto beati Francisci relinqui et dimiti voluit et ordinavit* ».

(68) Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « *lego lampade ecclesie Beate Marie... unam libram olei* » — n° 59, 24 Mai 1434 « *unum rupum cere* ».

(69) Et. Bérard — n° 12, 27 Janvier 1354 (n. st.) « *legavit cerce associandi corpus Christi* » — n° 57, Juillet 1432 « *candele sive rote nostre Domine hujus civitatis* » (Ducange V° rota : *lychnuchus*, in formam rotæ a fornice pendens in aedibus sacris) — n° 59, 24 Mai 1434 « *unum cereum sive cire ipsius cappelle beati Antonii* » — n° 62, 26 Avril 1437 « *de quibus florenis tribus per suos heredes ac exequetores inferius nominatos emantur tanti brandoni cerey quanti pro ipsis habere potuerunt et demum per eosdem heredes... sigillantur sive unus post alium tradantur sive consignentur in illo loco in quo candela vocata Domine nostre ecclesie cathedralis... solita est cremari et ibidem brandoni... concrementur more solito in honorem beate Virginis Marie* ».

(70) Et. Bérard — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) « *voluit jussit ... quod incontinenti post obitum dicti fratris Philippi filii sui... in honorem domini nostri Jhesu Christi ac beate Anne et in ejus ac parentum et predecessorum suorum redemptione peccatorum... fiat et fieri debeat una cappellania... perpetuo deservanda per fratres conventus fratrum minorum ejusdem civitatis in altari beate Anne ecclesie dicti conventus* » — n° 73, f° 70, 17 Septembre 1448 « *una cappellania sub vocabulo Sancte Crucis et in altari ejusdem Sancte Crucis ecclesie cathedralis Grasse* ».

tateur, pour en constituer le capital, à défaut de numéraire, y affecte le produit de la vente d'un bien (71). S'il a fondé la chapelle de son vivant, il se contente de léguer une nouvelle somme « pro dote seu capitali », en précisant, parfois, que l'argent devra être confié « ad medium lucrum » auprès des marchands de la cité, chaque année, le desservant aura droit à la moitié des profits (72).

Il n'est pas jusqu'aux édifices religieux qui ne bénéficient de la générosité des disposants. Ceux-ci laissent fréquemment une somme, d'un montant très variable selon les actes, pour la réparation ou l'embellissement d'une église. Testant à Grasse, un étranger lègue à l'église Saint-Michel où il veut être enseveli, une trentaine de messes et un florin « pro reparatione » (73). Quant à Raymond Négrel, dont nous avons déjà évoqué le testament, c'est la somme importante de 100 florins qu'il entend consacrer à l'aménagement de la chapelle vouée à sainte Marie-Madeleine dans l'église des Prêcheurs (74). La volonté d'ornementer les lieux du culte inspire également des legs pour la confection de rétables et de tableaux religieux (75).

Le clergé n'est pas le seul à profiter des libéralités du testateur, les pauvres et les établissements de bienfaisance avaient aussi les leurs. Les legs de charité, comme ceux à caractère pieux, étaient consentis « amore Dei » pour le rachat des péchés. On sait la place qu'ont tenue au Moyen Âge et durant tout l'Ancien Régime, ces initiatives privées à but charitable dans l'accomplissement du devoir d'assistance (76). Les testaments provençaux offrent maints exemples de ce sentiment d'entraide et des formes qu'il peut revêtir. Ainsi en est-il à Grasse. Sous le terme général d'« elemosina » sont désignées toutes sortes d'offrandes aux pauvres de la cité. Il s'agit surtout de distributions de denrées — pain, vin, viande — dont on

(71) Et. Bérard — n° 58, 8 Janvier 1434 (n. st.).

(72) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434.

(73) Et. Bérard — n° 62, 25 Septembre 1437.

(74) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434 « pro reparatione cappelle beate Marie Magdalene ecclesie predicatorum... videlicet florenos centum... exsolvendos et expendendos tam in picturis quam aliis hedificiis et munimentis ».

(75) Et. Bérard — n° 62, 26 Avril 1437 (cité par G. Brès. op. cit. 1^{re} partie. p. 59) « item legavit sive reliquit ipsa domina Astruegeta testatrix amore Dei et in remissionem suorum peccatorum conventui sive ecclesie beati Francisci... florenos centum... qui floreni centum solvi sive distribui debeant prout sequitur infra videlicet quod fiat unum retaule reponendum supra altare majus ecclesie ante dicte in quo retaule fiat sive depingatur ymago beate Virginis Marie ad instar sive similitudinem ymagine beate Virginis Marie ecclesie beati Honorati sacri monasterii insule Iirinensis tenentis in brachiis suis effigiem sive similitudinem in forma mortua domini nostri Jhesu Christi ».

(76) Cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 193 et suivantes — Ch. de Ribbe. op. cit. p. 104 et suivantes.

réglait, parfois avec minutie, la date et les conditions (77). Des testateurs envisageaient, aussi, l'octroi d'un repas à des pauvres, d'ordinaire au nombre symbolique de treize (78). D'autres léguaient une somme d'argent à répartir entre les miséreux ou encore des pièces de gros drap pour les vêtir (79).

Une forme particulière de ce sentiment charitable consistait à léguer une somme aux filles pauvres en vue de leur constituer une dot. On leur épargnait ainsi le déshonneur et l'humiliation de la « mulier indotata » (80).

Il est bien certain que plusieurs legs de charité étaient, en outre, consentis au profit des hôpitaux ou des établissements de bienfaisance qui avaient précisément pour charge de secourir les malheureux de la cité (81).

En même temps que les libéralités à fin religieuse ou charitable, chaque testament renferme plusieurs autres legs particuliers au profit des personnes qu'affectionne le disposant. S'il est naturel de rencontrer parmi celles-ci les membres de la famille, d'autres sont également mentionnées : amis, domestiques, « compères et commères », filleuls (82). Le montant des legs est en général modeste et ne

(77) Et. Peretti — n° 43, 20 Août 1405 « Item... unam elemosinam generalem panis... quod quolibet panem dandum cuilibet pauperi ipsam elemosinam recipere volenti juxta modum et consuetudinem usitatos in presenti civitate » — Et. Bérard — n° 22, 1376. La distribution ayant lieu au jour du décès, le testateur dispose « in tanto brevi tempore de coqui facere panem dicte elemosine voluit quod ematur panis dicte elemosine et capiatur per tabulas pistorum » — n° 62, 26 Avril 1437 « panem et vinum offere sive oblationem et pane et vino facere more solito in predicta ecclesia fratrum minorum die qualibet per spacium unius anni a die sui obitus ». Des usages identiques ont lieu dans les villages : au Bar (Et. Bérard — n° 32, 29 Janvier 1397 (n. st.) « unam elemosinam panis carnis et vini ut facere est consuetum in dicto castro »), à Cabris (Et. Bérard — n° 24, 3 Mai 1377), à Séranon (Et. Bérard — n° 69, Février 1455 (n. st.).

(78) Et Bérard — n° 27, 30 Mai 1385 « legavit ordinavit et jussit dari XIII pauperibus post ejus obitum ad comedendum pro uno prandio de bonis suis ».

(79) Et. Bérard — n° 4, f° 12, 3 Septembre 1320 — n° 22, 1376 « pro pauperibus induendis » — n° 17, 23 Avril 1360 « pro quadam elemosina generali unius patacii ».

(80) Et. Bérard — n° 4, f° 10, 24 Août 1320 « pro pauperibus mulieribus maritandis » — n° 32, 2 Mars 1394 (n. st.) « pro pauperibus mulieribus dum nubent viris florenos auri centum ».

(81) Et. Bérard — n° 19, 25 Mars 1367 — n° 22, 1376 « pro linteaminibus faciendis ad servitium pauperum dicti hospitalis triginta cannas tele » — n° 33, 2 Août 1391 « unum lectum garnitum ». Legs à l' « Aumône de Saint-Pierre et Saint-Hilaire » (Et. Bérard — n° 27, 10 Avril 1385 « elemosinae beatorum Petri et Illarii ») ou à la « confratrie Sancti Johannis » (Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.).

(82) Et. Peretti — n° 42, 13 Novembre 1399 « Item legavit... Beatrici ejus pedicece unam suam cotardiam de mesclato et unum riondonum duplum et unum ejus capucium de bruneta » — Et. Bérard, n° 59, 24 Mai 1434 « cuilibet ex filiis suis masculis videlicet unum florenum ita et cum hac condicione quod ipsi sui filii teneantur eum associare ad sepulturam dum sepeliatur et capucium inductum portare et si forte aliqui ex suis filiis predictis sint parvi et non possent ire seu accedere ad dictam sepulturam voluit quod mater ipsum talem sive ipsos filios accedere nequenter ad dictam sepulturam teneatur portare ».

dépasse pas quelques florins. Souvent le testateur lègue un objet mobilier — linge, vêtements ou ustensiles —, mais il lui arrive aussi de faire une remise de dette (83), ou d'affranchir une terre du cens qui la grève (84).

Au nombre des parents gratifiés, on relève fréquemment les frères et sœurs, les neveux et nièces, les petits-enfants. En raison du jeune âge du légataire, le testateur stipule parfois que la somme léguée devra être confiée à des marchands pour la faire fructifier (85). Il peut, encore, indiquer la destination du legs : l'argent viendra assurer des frais d'étude (86). Enfin, il n'est pas rare que le legs soit affecté d'une condition (87).

Parmi les divers légataires particuliers, le conjoint survivant, et principalement la veuve, occupe la première place. Souvenir de l'« uxor » et de la « mater familias » romaine, influence des idées chrétiennes, autant de raisons qui ont contribué, peut-être, à donner à la femme un rôle considérable dans la famille provençale (88). Les testaments attestent l'importance de l'épouse dans le ménage et confirment la présence de l'esprit communautaire que les contrats de mariage avaient déjà permis de déceler. Ainsi que le remarque fort justement M. Hilaire, pour la région languedocienne, « à travers les dispositions favorables à la veuve, le testament du mari tend surtout à maintenir la cohésion, l'unité de la vie familiale » (89).

Par son testament, le mari prend soin de donner une nouvelle quittance du paiement de la dot, puis il rappelle que celle-ci, à son décès, devra être restituée à son épouse (90). Cette reconnaissance de la dot est, d'ordinaire, complétée par une libéralité qui vient récompenser les multiples bienfaits dont il lui est redevable (91). L'importance et la nature de ce legs sont très variables, elles ne sont

(83) Et. Bérard — n° 24, 3 Mai 1377 « Item legavit Petro M. ... solidos viginti in quibus ipse Petrus eidem testatori ut asserit erat obligatus ».

(84) Et. Bérard — n° 19, 25 Mars 1367 « Item legavit... quoddam servitium quod dictus Honoratus tenetur facere occasione cujusdam casalis ».

(85) Et. Bérard — n° 63, 3 Février 1439 (n. st.) « in manibus mercatorum ad lucrum utilitatem et comodum legatariorum ipsorum ».

(86) Et. Bérard — n° 63, 6 Juin 1438 « pro supportatione sumptuum fiendorum in studio quod ipse exercuit et exercere deo primo sperat et pro libris sibi necessariis emendis ».

(87) Et. Bérard — n° 62, 26 Avril 1437. Legs de 20 florins à un neveu « casu quo ad sacros ordines promoveatur ».

(88) R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 141.

(89) J. Hilaire. op. cit. p. 334.

(90) Et. Bérard — n° 18, 26 Avril 1364 — n° 27, 10 Avril 1385, 30 Mai 1385. La dot devra être restituée « loco et tempore oportuno dotis restituende omni dilatione et excusatione sessante (sic) ». Il arrive même qu'il reconnaisse avoir reçu la dot de sa belle-fille : Et. Bérard — n° 1, 5 Novembre 1308 « se habuisse... a Raymunda nuru sua et uxore Guillelmi Gervasii filii sui quondam... ex causa dotis sue... XXVIII libras ».

(91) Et. Bérard — n° 27, 10 Avril 1385 « in remuneratione servitiorum sibi per dictam Catarinam impensorum et que cotidie impendere sperat ab eadem ».

que le reflet de la fortune du disposant. S'il est courant de voir le mari léguer une petite somme d'argent, la garde-robe et les bijoux « *omnia rauba et jocalia* », il peut également laisser à sa veuve des immeubles, sauf à les frapper de substitution au profit de son héritier (92).

Plus souvent, le testateur, espérant voir se prolonger la communauté familiale entre sa veuve et ses enfants, lègue à la première un usufruit général sur la totalité de ses biens. Il assure, ainsi, à son épouse les moyens d'existence dont elle a bénéficié durant le mariage. Ce legs est toutefois affecté d'une condition : la veuve ne doit pas se remarier (93). Une sage prudence incite presque toujours le testateur à envisager le cas de discorde entre la mère et ses enfants et la rupture de la vie commune. C'est la raison d'être de la clause d'insupport. Si cette éventualité se réalise, le père fait obligation à ses enfants de donner à leur mère une pension alimentaire, parfois de la loger à leurs frais (94). Avec un soin extrême, le disposant précise la nature des prestations : si la vie commune entre sa veuve et ses deux fils est, un jour, rompue, Raymond Ricord impose à ces derniers de lui assurer chaque année, la fourniture de trois setiers d'orge, deux de blé, un de figues, deux coupes de vin, un demi rup de viande et une certaine quantité de fruits (95). Quant à l'héritier de Geoffroy Clari, il devra laisser à sa mère l'usage de la maison, et lui fournir annuellement quatre setiers de froment, quatre coupes de vin « *merus* », autant de blanc, un rup de viande de porc salée et un demi rup de fromage (96).

Au pouvoir général d'administration du patrimoine qu'il conférerait à sa veuve, le testateur, lorsqu'il laissait des enfants mineurs, ne manquait pas de joindre la tutelle (97). La mère venait en tête

(92) Et. Bérard — n° 33, 2 Août 1391. Testament du marchand Antoine Ferraud qui lègue à sa femme Béatrice, outre robes et bijoux, une vigne, une maison située sur la Place aux Herbes « *de pede usque ad celum* », et un étal « *una tabula* » dans ce lieu, devant sa boutique. A la mort de la légataire, ils iront au fils institué héritier.

(93) Et. Bérard — n° 63, 6 Juin 1438 « *quamdiu in statu stabit viduali sit domina senhoressa... ac usufructuaria omnium bonorum* ».

(94) Et. Bérard — n° 69, 24 Février 1445 (n. st.). Testament de Jean Fabre de Séranon qui lègue à sa femme un usufruit universel « *et casu quo nollet seu non posset comorari cum ejus fillo et herede voluit quod dictus ejus heres eidem uxori sue locet seu conducat unam domum vel sibi tradat domum habitationem dicti testatoris in qua habitet ejus vita durante* ». L'héritier est tenu de lui donner chaque année 2 saumées de froment, 1 de vin — et davantage, si cela ne suffit pas —, 1 rup de viande et 1 de fromage, « *et etiam eam teneat decenter indutam et calciatam* ».

(95) Et. Bérard — n° 32, 29 Janvier 1397 (n. st.).

(96) Et. Bérard — n° 63, 6 Juin 1438. Un autre testateur grassois y ajoute 6 livres de laine et la somme de 2 florins « *pro companagio* » (Et. Bérard — n° 121, 28 Août 1453).

(97) Et. Bérard — n° 62, 31 Octobre 1437. Testament de Jacques Bonet « *confisus de probitate et bono regimine honeste mulieris Honorate ejus uxoris eamdem tutricem retricem et gubernatricem persone et bonorum dicte Jaumete constituit et ordinavit* ». On sait que cette désignation devait, en principe, être confirmée par le juge (Et. Bérard

de ces proches parents qu'une « vocation particulière » appelait à l'exercice de la tutelle, encore fallait-il qu'elle demeurât, là encore, en état de viduité (98). Souvent, le mari, dans son testament, allait jusqu'à dispenser sa veuve des formalités de l'inventaire et de la reddition du compte de gestion (99).

Bien que ce soit la situation de l'épouse survivante qui apparaisse le plus clairement dans les dispositions testamentaires, il faut noter que dans le testament de la femme, le mari représente, parfois, lui aussi, un légataire favorisé. Il arrive que celle-ci lui reconnaisse diverses créances sur son patrimoine (100) et lui lègue des objets mobiliers ou une partie de la dot (101). Enfin, on voit, dans certains cas, l'épouse se soucier des moyens d'existence de son mari. Elle peut alors lui laisser l'usage de la maison et, surtout, obliger ses héritiers à le nourrir et l'entretenir « juxta suam condicionem » sa vie durant (102).

Parmi les enfants du disposant, singulière était la situation des filles dotées. Dérogeant au droit commun de la nouvelle 118, la pratique provençale les excluait de la succession et s'efforçait ainsi de préserver l'intégrité du patrimoine familial. Face aux enfants mâles, les filles ne figurent qu'au titre de légataires. Si le testament était rédigé avant même le mariage, par un legs on constituait la dot ; au contraire, s'il était dicté après le mariage de la fille, on léguait la dot, à laquelle venaient s'ajouter quelques objets ou une somme d'argent. A croire la terminologie des notaires provençaux, il ne s'agit point tant d'un legs que d'une institution d'héritier à titre particulier. « Hérésie juridique » par laquelle le testateur, en léguant les biens à sa fille « jure institutionis », l'instituait héritière

— n° 4, f° 31, v°, 13 Octobre 1320), cf. P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 65 — P.C. Timbal « La tutelle dans la famille des Comtes de Foix au xiv^e siècle » (Recueil des Mémoires et Travaux publiés... Montpellier, 1948) p. 69 et suivantes. — Voir cependant C. Arnaud « Histoire d'une famille ». op. cit. n° 470 : testament de Manosque en date du 13 Octobre 1361 « ita quod non teneatur venire coram aliquo iudice pro dicta tutela nec cura confirmanda ».

(98) Lorsqu'elle entend « convolare ad secundas nuptias », la mère demandera au magistrat d'être déchargée de la tutelle et la nomination d'un nouveau tuteur (Et. Peretti — n° 39, Mars 1382 — Et. Bérard — n° 27, 4 Août 1385).

(99) Et. Bérard — n° 32, 2 Mars 1395 (n. st.) « Item voluit et ordinavit quod dicta uxor sua sit tutrix et administratrix honorum suorum et personarum liberorum suorum sine aliqua contradictione et sit domina et senhoreso et quod non possit cogi ad reddendum computum seu rationem de gestione per eam et etiam tamdiu stabit sine viro et si aliquid deficeret illud quidquid deficeret dedit amore Dei dicte sue uxori ».

(100) Et. Bérard — n° 57, Juillet 1432.

(101) Et. Bérard — n° 27, 16 Mai 1385.

(102) Et. Bérard — n° 73, f° 19, 2 Mai 1448 « pro servitili etc. videlicet usum et habitationem in domo ipsius testatrix ad vitam dicti Guillelmi... item legavit eidem marito suo ad vitam suam usum vine et omnium botarum... sex linteamina. Item voluit et ordinavit ipsa testatrix sui heredes... tenantur et debeant dictum Guillelmum maritum suum nutrire gubernare et alimentare bene et decenter... omni tempore vite ipsius Guillelmi omni contradictione remota ».

mais lui interdisait en même temps de réclamer autre chose dans la succession, tant en vertu de la quarte légitime que des quartes falcidie ou trebellienne (103).

Le fait d'instituer héritier à titre particulier n'était pas réservé aux seules filles dotées, on le retrouve chaque fois que le disposant entend exclure des héritiers légitimaires de la succession. En prohibant toute détraction de quarte, le testateur peut aisément passer outre l'« officium pietatis » et disposer avec une totale liberté de son patrimoine (104). L'institution d'héritier à titre particulier, pour une somme dérisoire, souvent 5 sous, est un moyen commode pour déguiser une exhérédation (105).

3° - *L'institution d'héritier*

L'héritier est le véritable continuateur de la personne du défunt. La pratique provençale, depuis le XIII^e siècle, a renoué avec la tradition romaine. La désignation d'un héritier est le fondement même des dispositions testamentaires — les notaires n'omettent pas de le rappeler (106). Le testateur, s'il songe à l'au-delà et au salut de son âme, entend aussi transmettre l'universalité de son patrimoine au membre de sa famille le plus à même de le maintenir et de le conserver. Cette volonté d'établir une continuité dépasse la simple transmission des biens à l'héritier institué, elle s'impose à lui à un point tel qu'il n'a garde d'utiliser fidéicommiss et substitutions pour régir la dévolution successorale pour plusieurs générations (107). Fort rares sont les testaments qui ne comportent pas quelques substitutions pupillaires ou fidéicommissaires. Avec raison, Ch. de Ribbe notait qu'elles se rencontraient, non seulement dans la noblesse, mais aussi dans d'humbles familles paysannes. Ici comme là, elles répondaient à un « intérêt foncier de conservation » (108).

(103) Et. Bérard — n° 57, 26 Juillet 1432 « eamdem heredem instituit ita quod nichil plus ipsa Gullelma petere possit super bonis suis ratione juris nature quarte falcidie et trabellianice aut aliis quibuscumque occasionibus ».

(104) R. Aubenas « Cours d'histoire du Droit » op. cit. Tome 3 « Testaments et successions » p. 94-95. P. Ourliac « Etienne Bertrand » op. cit. p. 160 et suivantes.

(105) Et. Bérard — n° 32, 29 Janvier 1397 (n. st.) « item legavit Petro R. ejus filio pro parte frayresche trebellianice et jure successoris libras X... in quibus ipsum instituit heredem ita quod nichil... » — n° 27, 16 Mai 1385 — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) — Et. Peretti — n° 42, 13 Novembre 1399.

(106) Et. Bérard — n° 33, 2 Août 1391 « et quia heredis institutio est caput et fundamentum cujuslibet testamenti et ultime voluntatis ».

(107) Voir à titre d'exemples : E. Bérard — n° 18, 29 Avril 1364 « sub ista conditione... quod si unus ipsorum heredum decederet quandocumque in pupillarem etatem vel post sine herede legitimo ex suo corpore procreato quod pars illius pleno jure revertatur... si ambo decederent... quod hereditas revertatur... » — n° 32, 29 Janvier 1397 (n. st.) — n° 59, 24 Mai 1434 — n° 63, 6 Juin 1438.

(108) Ch. de Ribbe « La société provençale » op. cit. p. 399.

La formule par laquelle le disposant institue héritier, et qui s'allongera peu à peu dans les rédactions notariales (109), évoque toujours clairement la transmission de l'intégralité du patrimoine à la personne désignée.

Il n'est pas possible d'établir une hiérarchie rigoureuse parmi les divers parents que les testateurs choisissaient généralement comme héritiers. Les situations étaient multiples car elles dépendaient, il est évident, de la composition de la famille et de l'affection que le disposant témoignait aux différents membres. Telle testatrice institue héritier l'un de ses deux fils « *filium dilectum tamquam benemeritum et condignum* » et exhérède le second en lui léguant 10 florins « à titre particulier » (110).

On peut, certes, convenir que, parmi les enfants, les fils — et, plus spécialement l'aîné — ont la préférence. Ceci est vrai dans les testaments des nobles où s'impose la transmission du fief (111), mais encore dans ceux de personnes modestes : le paysan ou l'artisan désignent, eux aussi, le fils le plus apte à continuer l'exploitation. Le désir de disposer du patrimoine en faveur du fils aîné est, parfois, combattu par un souci d'égalité entre les enfants. Il n'est pas exclu qu'un père institue héritiers tous ses descendants sans distinction (112) ; quitte à venir, par un codicille, compléter la part de l'aîné (113).

A défaut des descendants mâles, ce sont les filles que les parents choisiront naturellement comme héritières. Sans doute, cette désignation cache-t-elle, parfois, quelque regret du père à ne pas avoir de fils pour lui succéder. Le marchand grassois Rolland Philipin, ayant institué ses trois filles, ne manque pas d'envisager le cas où un

(109) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434 (brève) « *in omnibus vero aliis bonis suis mobilibus et immobilibus moventibus juribus actionibus et rationibus ac debitorum nominibus quocumque et quantacumque sint et in quibuscumque locis et rebus consistent et penes quascumque personas esse reperiantur presentibus et futuris fecit instituit ac ore suo proprio nominavit sibi herede universalem et in solidum* ».

(110) Et. Bérard — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.).

(111) Et. Peretti — n° 42, 13 Novembre 1399. Voir le testament du seigneur des Courmettes (Et. Bérard — n° 1, 5 Novembre 1308) qui institue héritiers ses deux fils et les enfants d'un troisième prédécédé « *in reliqua tertia parte* ».

(112) Et. Peretti — n° 43, 20 Août 1405 — Et. Bérard — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.).

(113) Et. Bérard — n° 65, 6 Mars 1441 (n. st.). Codicille de Pons Mouton « *Et primo sciens et recordatus existens in dicto testamento... heredes suos sibi instituisse Antonium Mutonis ejus filium et ceteros suis liberos tam masculos quam femellos... equis portionibus inter eos. Et quia dictus Antonius ejus filius primogenitus onera plura habebit supportare cum alii masculi pro presenti sint parvi, ideo per hos suos codicillos legavit sive prelegavit eidem Antonio filio suo ultra jus sibi competens in dicto testamento videlicet tres boves arantes... ac etiam totum granum recolligendum deo primo sasone proxima messium ex seminatibus nunc stantibus in terra... cum hac conditione videlicet quod dictus Antonius de dicto grano recolligendo juvet et nutat Guillelmam ejus matrem et ceteros liberos dicti Poncil nunc stantes in ejus domo* ».

fls posthume lui serait donné : c'est ce dernier qui aurait, alors, la qualité d'héritier (114).

Signe d'une famille conjugale étroite et unie, la préférence du testateur, en l'absence de descendants, va au conjoint (115). On peut encore voir un père instituer pour moitié sa femme et son fls avec des substitutions réciproques (116). Enfin, à défaut d'enfant et, en principe, de conjoint, viennent généralement à la succession en qualité d'héritiers, les frères et sœurs du disposant ou leurs descendants (117).

Ajoutons que les églises et les établissements religieux ou charitables recueillaient, quelquefois, eux aussi, l'universalité d'une succession (118).

La qualité d'héritier, outre l'obligation générale d'acquitter les divers legs, pouvait comporter d'autres charges. Contentons-nous de citer les plus originales. Ainsi, le testateur avait-il la faculté d'imposer à son héritier l'accomplissement d'un pèlerinage. C'est à Saint-Jacques de Compostelle que devra se rendre, dans les cinq années du décès, l'un des enfants du Grassois Honoré Durand, encore que ce dernier leur laisse la faculté d'y envoyer un tiers (119). D'autres disposants entendaient veiller aux alliances matrimoniales que leurs héritières étaient susceptibles de contracter. Tel d'entre

(114) Et. Bérard — n° 32, 2 Mars 1399 « si dicta Guillema uxor sua remaneret grossa et venter veniret ad lucem quod si fuerit filia aut fille sit seu sint heredes universales ipsius testatoris equis partibus cum supra prenominatis Jaumeta Catarineta et Aycelena et si esset filius aut filii ipsum seu ipsos heredem seu heredes suum et suos instituit et ordinavit ac etiam si esset filia cum uno filio dictum filium suum heredem universalem instituit et ordinavit et cuilibet filie sue legavit pro omni et quocumque juri florenos III ». Sur l'institution de posthume, cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 68. Voir : Et. Bérard — n° 12, 27 Janvier 1354 (n. st.) « in omnibus... instituit postumum vel postuma vel postumos vel postumas nascitos seu nascitas de ventre suo si perveniunt ad lucem ».

(115) Et. Bérard — n° 11, 6 Janvier 1349 — n° 59, 24 Mai 1434.

(116) Et. Bérard — n° 18, 25 Avril 1364 « instituit Monnetum Remusati ejus filium et Alayetam uxorem dicti testatoris equis partibus sub ista conditionne... ».

(117) Et. Bérard — n° 4, f° 10, 24 Août 1320 — n° 24, 3 Mai 1377 — n° 27, 16 Mai 1385 — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.).

(118) Et. Bérard — n° 59, 2 Mars 1435 (n. st.) « opus et fabricam ac infirmaria conventus fratrum minorum ». C'est à eux qu'aboutissaient souvent les diverses substitutions (Et. Bérard — n° 63, 16 Juin 1438). On sait, en revanche, que les membres du clergé régulier ne pouvaient être appelés à succéder ; des parents semblent tourner l'interdiction en léguant divers biens au fls religieux et en instituant héritier un autre parent pour une somme minime (Et. Bérard — n° 55, 6 Août 1430).

(119) Et. Bérard — n° 58, 13 Février 1434 (n. st.) « Item voluit jussit et pariter ordinavit... quod unus ex suis filiis heredibus... infra quinque annos post obitum suum in honorem domini nostri Jhesu Christi ac Beati Jacobi de Gallicia et in suorum ejusque parentum predecessorum redemptione peccatorum pergat peregre ad sanctum Jacobum de Gallicia... et si forte dictum peregrinagium per alterum ipsorum non fiat personaliter voluit... quod ipsi filii et heredes... eorum sumptibus communibus unum expressum nuncium seu hominem... mittere et destinare teneantur omni excusatione remota ».

eux soumet le mariage de ses nièces à l'approbation et au bon vouloir des exécuteurs testamentaires (120).

Au terme du dispositif, le testament, avant la clause codicillaire (121) — qu'accompagnait, à l'occasion, la clause dérogaire (122) —, portait mention des exécuteurs testamentaires, également dénommés « gadiatores » ou « fideicommissores ». Souvent au nombre de deux (123), ils avaient pour mission de veiller à l'exécution des legs par l'héritier. De larges pouvoirs leur étaient donnés par le disposant dans la distribution des legs pieux (124). La désignation des exécuteurs testamentaires laisse parfois supposer quelque confusion sur leur rôle, incertitudes de la pratique provençale qui tiennent, peut-être, à l'histoire même de l'institution. C'est ainsi que des testateurs abandonnent à leur héritier le soin de choisir des exécuteurs, ou mieux nomment exécuteur l'héritier qu'ils viennent d'instituer (125).

(120) Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434 « Item voluit... quod ipse Catarineta et Johanneta nubant seu maritentur juxta voluntatem et ordinationem dictorum suorum gadiatorum ».

(121) A titre d'exemple : « Hoc esse volo meum ultimum testamentum et meam ultimam voluntatem quod et quam volo valere jure testamenti et nisi valleret jure testamenti nuncupativi volo ipsum valere jure codicillorum vel donationis causa mortis vel alterius ultime voluntatis » (Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388).

(122) Elle est rare, cf. toutefois dans Et. Bérard — n° 1, 5 Novembre 1308, le testament de Guillaumes Gervais, seigneur des Courmettes, qui entend annuler celui dicté le 12 Février 1297 « in quo continetur quod si contingeret dictum testamentum in futurum facere aliud testamentum... quod nullam haberet roboris firmitatem nisi in eo expresse de verbo ad verbum « Domine, labia mea aperies et hoc meum anunciabit laudem tuam » totus versus aponeretur ».

(123) Parfois, un seul est désigné (Et. Bérard — n° 27, 30 Mai 1395), ou, au contraire, trois ou quatre (Et. Bérard — n° 59, 24 Mai 1434 — n° 73, f° 25, 10 Mai 1448). Le disposant leur lègue souvent une petite somme « pro eorum labore » (Et. Bérard — n° 17, 23 Avril 1362).

(124) Et. Bérard — n° 27, 16 Mai 1385 « legata et ordinationes facta juxta per eam factas et facta ac etiam ordinata dandi solvendi et deliberandi juxta mentem et ordinationem per eam factas bonaque sua propterea vendendi et distribuendi. Et demum cetera alia universa et singula faciendi dicendi tractandi et exercendi que ad officium executorum quorumlibet facere dicere et expectare pro anima cujuslibet testaros ». Et. Bérard — n° 32, 2 Mars 1395 (n. st.). Legs de 100 florins « dandos et distribuendos juxta voluntatem executorum ».

(125) Cf. R. Aubenas « Le testament en Provence » op. cit. p. 94 — M. L. Carlin, op. cit. p. 362. Et. Bérard — n° 30, 8 Mars 1388 (n. st.) « in omnibus vero aliis bonis... instituo et ordino dilectum Antonium... nepotem meum heredem meum universalem cujusquidem testamenti mei executorem ordino volo et jubeo dictum Antonium... cui dono do et concedo plenam et liberam potestatem posse per me leguata et ordinata compleri facere juxta mentem et ordinationem meam ».

CONCLUSION

Vouloir conclure au terme de recherches dont nous n'avons ignoré à aucun moment les lacunes et les ombres, est une tâche malaisée. Ayant eu pour premier souci de présenter, aussi objectivement que possible, les documents rencontrés, peut-être avons-nous cédé parfois à une certaine facilité, voire passivité, qui nous incitaient à rejeter les affirmations hâtives et par trop catégoriques. Contentons-nous donc de rassembler en ces lignes, tels qu'ils nous sont apparus à travers les archives notariales, les traits essentiels de la société grasseoise des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

La technique juridique des actes notariés révèle l'influence de formulaires en tout point comparables à ceux utilisés par les autres notaires provençaux. « Banale grisaille » des clauses de style dont émergent, de temps à autre, quelques dispositions originales. Les actes juridiques sont évidemment imprégnés du formalisme romain. Depuis près de deux siècles, la romanisation n'a épargné aucun d'entre eux, les multiples renonciations — bien qu'elles ne soient, en somme, qu'une forme de réaction contre le droit romain — en témoignent aisément. Pourtant, ne nous y trompons pas, le droit romain que prétendent appliquer les juristes provençaux n'a pas conservé la pureté originelle. « Standard » ou « directive » remarque P. Ourliac, tel se présente en effet le droit romain en usage dans le Midi, et ce jusqu'au ^{xvi}^e siècle. Nécessités économiques et considérations sociales parviennent, à l'occasion, à en dénaturer les règles pour les adapter aux circonstances. Contrats agricoles et commerciaux, actes du droit familial, tous peuvent fournir des exemples.

Ce sont les relations entre Grasse et le milieu rural à l'entour qui illustrent le mieux la vie économique. Sans doute, la ville est-elle encore tributaire des campagnes environnantes qui lui assurent une large part de son approvisionnement, mais surtout elle fait office de réserve de numéraire où sont contraints de venir puiser les paysans.

Le monde rural est de plus en plus dominé par les impératifs du crédit et seuls les milieux « capitalistes » de la cité sont susceptibles de le lui assurer. Les contrats de cheptel donnent souvent la meilleure image des rapports entre la ville et la campagne, en laissant découvrir quelques formes des spéculations urbaines. Ils accusent aussi le besoin de main-d'œuvre. Conséquence des crises du xiv^e siècle, et d'abord de l'effondrement démographique, la terre manque de bras. Les clauses avantageuses consenties aux preneurs dans les contrats d'exploitation en sont la preuve ; et particulièrement significatifs sont les taux de répartition des récoltes dans les baux à parts de fruits. Essai d'association entre un propriétaire et un travailleur, le contrat de métayage est nettement favorable à ce dernier. Certes, les liens étroits entre les milieux urbains et la campagne mettront-ils souvent celle-ci sous la dépendance de ceux-là ; en tout cas, reconnaissons-le après G. Duby, leur force dynamique a été indispensable pour entraîner l'économie rurale vers « un nouvel élan ».

Le rôle prépondérant de la cité tient à la présence dans ses murs de gens d'affaires. Ce sont eux qui ont l'argent et le font fructifier. Nombreux sont les modes de placement qui leur sont offerts, les prêts et les sociétés « *ad medium lucrum* » viennent au premier rang. Ambiance spéculative et esprit de lucre qui transforment volontiers les demeures et les boutiques des citadins en officines de prêteurs, Grasse, même à une échelle modeste, connaît ces manifestations de l'économie urbaine médiévale. Rien de plus naturel si les marchands incarnent, par excellence, cette nouvelle mentalité ; davantage que les autres groupes sociaux, ils ont conscience des possibilités du commerce et du crédit et n'ont point de cesse d'y recourir. Les meilleurs modèles de réussite et d'ascension sociale nous sont fournis par quelques « nobles mercatores » dont les opérations financières et les investissements immobiliers occupent de longs feuillets dans les registres notariaux.

C'est sur la famille que les actes projettent un dernier éclairage. Les contrats de mariage, en même temps qu'ils reflètent aisance ou pauvreté, profilent les contours, incertains, d'une cellule familiale unie qui cherche à associer ressources et travail dans le seul intérêt de la communauté. Enfin, en dépit de dispositions usuelles empruntées à des formulaires, et qui ne permettent pas toujours d'apprécier la sincérité des sentiments, les testaments ont le mérite de nous montrer l'homme dans son intimité : ses affections et son attitude devant Dieu. L'humilité et la piété qu'il témoigne au seuil de l'au-delà, attestent cependant l'importance des préoccupations religieuses. L'acte à cause de mort, s'il unit parfois, étrangement, l'idéal chrétien et l'esprit mercantile — singulier symbole de la mentalité médiévale —, ne dénote « ni refroidissement, ni ralentissement » dans les manifestations de la foi.

En guise de conclusion, peut-être convient-il précisément de considérer les testaments comme les actes qui illustrent le mieux les ressources des archives notariales et les réserves qu'implique leur utilisation. Archives obscures et trompeuses par tout ce qu'elles cachent ou déguisent, mais d'une richesse insoupçonnée et irremplaçable pour la connaissance d'une société, dont elles nous révèlent les personnages, fortunés ou modestes, souvent anonymes, toujours attachants.

PIECES JUSTIFICATIVES

N° 1. — 25 janvier 1295 : Société « *ad medium lucrum* », au capital de 10 livres, entre Pierre « *Candellerius* » et un chanoine de Grasse, procureur des anniversaires, pour la durée d'une année, avec obligation pour le premier de commercer avec cette somme sur terre et non sur mer.

In nomine domini nostri Jhesu Christi amen. Anno Incarnationis ejusdem M CC LXXXV die XXV mensis januarii. Confessus est et certa scientia recognovit Petrus Candellerius grassensis domino Raynaudo Borgarello grassensis ecclesie canonico et procuratori anniversariorum ejusdem ecclesie presenti et procuratorio nomine recipienti se habuisse ab eo et integre numeratione continua recepissee de pecunia dictorum anniversariorum X libras provin. coron. nomine et ex causa societatis ad medium lucrum. Cum quibus et de quibus promisit mercari negociari operari et lucrari bona fide et sine fraude per terram tantum et non per mare comuni periculo et fortune hinc ad unum annum continuum et completum et tantum plus quantum de comuni fuerit voluntate. Et in fine termini supradicti promisit ei venire ad verum computum et legale administratione dicte societatis et ei manifestare fideliter et donare medietatem totius lucri quod Deus in dicta societate dederit alia sibi retenta et suum integrum reddere capitale in pecunia numerata et non in rebus extimatis cum omnibus expensis dampnis et interesse quas quod et que dictus procurator nomine supradicto vel alius nomine dictorum anniversariorum modo aliquo facere petendo dictam sortem seu lucrum lapso termino supradicto de quibus ei credere promisit solo verbo sub pena dupli dampni petiti dispendii stipulata sollempniter et promissa, obligavit inde ei omnia bona sua habita et habenda, renunciando exceptioni predictae pecunie non habite et ei non tradite et non numerate ut supra et ex causa predicta doli et in factum et sine causa et dilationi XX dierum IIII mensium et omni juri. Haec autem omnia universa et singula supradicta atendere et complere dictus Petrus eidem domino Raynaudo presenti et recipienti nomine supradicto sollempniter promisit et sponte ad sancta Dei evangelia corporaliter manu tacta juravit. In super Petrus Maurranus de Antipoli precibus et mandato dicti Petri Candellerii se inde sollempniter constituit fidejussorem et principalem debitorem et solutorem in omnem causam penes dictum dominum Raynaudum recipientem nomine supradicto. Ita etiam quod ex pacto prius quam principali possit

conveniri et ad solvendum cogi, renunciatis juri de principali prius conveniendo et fori privilegio et omni juri. Et ad majorem rei firmitatem predicta omnia attendere et non contravenire juravit sub honorum suorum habitorum et habendorum obligatione.

Actum Grasse in camera domini Romei de Signa grassensis ecclesie canonici, in presentia domini Guillelmi Lauterii sacerdotis et Guillelmi Mathei clerici testium rogatorum. Ego Hugo Elsiarius notarius publicus ab illustri domino Carolo bone memorie condam rege Jerusalem et Sicilie constitutus hanc cartam rogatus scripsi et meum signum apposui.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Série G., Liasse 326.

N° 2. — 24 août 1352 : *Contrat de métayage d'un ensemble de terres au lieu-dit « in plano Scasserio » au profit d'Etienne et Pierre Cavalier, pour une durée de huit ans, moyennant le quart des récoltes (céréales et vin) au bailleur.*

In nomine... MCCCCLII die XXIII mensis augusti. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod Johannes Radimundi de Grassa ab una parte et Stephanus Cavallerii et Petrus Cavallerii ejus frater habitatores Grasse de faciendo sive laborando et cultivando totum lafarri (sic) sive sint terre sive sint vinee bastite dicti Johanni site in loco vocato plan Scasserio inter se taliter convenerunt que bastita sita est cum toto affare in plano Scasserio videlicet quod dicti Stephanus et Petrus Cavallerii fratres tenere debeant dictam bastitam et dictum totum affari dicti Johannis hinc ad octo annos continuos et completos et quod quolibet anno in garachiis binatis dicti affari seminare debeant quindecim sestariatas annone pulcre et receptibilis et annona ipsa de dicti garachiis recollecta restobla de dictis garachiis garachare et in anno sequenti de blado grosso seminare convenerunt etiam dicte partes adinvicem et promiserunt dicti fratres ambo simul et quilibet in solidum dicto Johanni Radimundi presenti stipulanti et dictam promissionem recipienti quod quolibet anno durante termino supradicto vinea seu vineas dicte bastite et dicti affari podare fodere et eysebencare prout fieri in talibus consuetum promiserunt etiam dicti fratres et quilibet in solidum dicto Johanni presenti stipulanti et recipienti dare et solvere pro logerio dicte vinee seu vinearum quartam partem totius vini quod Deus dederit in eadem seu ab ea exiet anno quolibet durante término supra dicto necnon et quartam partem totius annone et bladi que exiet garachiis seu terris affari predicti videlicet quolibet anno ut dictum est durante termino predicto in area ubi dicta annona aut dictum bladum detriectabitur et dicti vini in quibuslibet vendimiis. Voluerunt etiam dicte partes quod fena omnia que excient a dicto affarri sint et esse debeant fratrum predictorum et ita atendere, complere et inviolabiliter observare ut est dictum et in aliquo non contra facere vel venire de jure de facto, dicti fratres et quilibet per se sponte corporaliter juravit et omnia eorum bona presentia et futura obligaverunt et versa dictus Johannes Radimundi promisit dictis fratribus presentibus et stipulantibus dictum totum affarii salvare et deffendere ab omni et quacumque persona in judicio et extra judicium et de omni et quacumque evictione juris dictis fratribus teneri obligavit inde una pars alteri et altera alteri omnia bona sua presentia et futura et renunciavit exceptioni dictorum pactorum ut dictum est inter eos non habitorum et dictarum promissionum non factarum ut est dictum causa predicta doli mali et in factum et sine causa et omni juri tam canonico quam civili.

Item fuit etiam pactum inter partes predictas quod si una pars alteri pacta predicta aut aliqua predictarum servare recusaret et propterea aliquas expensas faceret vel dampna aliqua sustineret, illas et illa promissit una alteri et altera alteri reddere et restituere integre et perfecte et credere parti volenti et pacta observanti solo ejus simplici verbo et sine aliquo juramento sub pena dupli stipulata et promissa, obligantes et renunciantes ut supra.

De quibus omnibus quelibet ipsarum partium petiit sibi fieri publicum instrumentum.

Actum Grasse in tabula domus Petri Fulconis in presentia Guillelmi Sigayroni de Pegomacio, Petri Gaufridi et Johannis Fulconis.

Extraxi dictis fratribus.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 28.

N° 3. — 27 septembre 1354 : *Société « ad medium lucrum », au capital de 70 sous, entre un habitant d'Opio et les prieurs de la confrérie de ce village, pour la durée d'une année, avec obligation de commercer sur terre et non sur mer. Constitution de fidéjusseur.*

In nomine domini nostri Jhesu Christi amen. Anno domini CCC L IIII die XXVII mensis septembris. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod Bonifacius Amalrici de Opia confessus fuit et publice recognovit Guillelmo Albini et Petro Siguoni dicti loci tanquam prioribus confratrie castri de Opia predicti presentibus et nomine dicte confratrie recipientibus se habuisse et recepisse et quod habuit et recepit ab eisdem de pecunia dicte confratrie solidos septuaginta parvorum nunc currentes causa societatis ad medium lucri de quibus et cum quibus promisit et corporaliter juravit mercari lucrari operari et fideliter negociari per terram tantum et non per mare comuni lucro et aumento et toto periculo et fortuna confratrie predicte de quo periculo eidem credatur per evidentiam aut per testimonium depositiones et non aliter hinc ad unum annum continuum et completum et tantum plus quantum fuerit de comuni ipsarum partium voluntate et in fine vero dicti termini venire ad bonum computum et veram rationem et eisdem prioribus aut aliis nomine dicte confratrie dare et manifestare medietatem tocius lucri quod Deus dederit in societate predicta una cum dicto capitali et aliam medietatem dicti lucri tantum sibi retinere pro suo labore in castro predicto et in pecunia numerata ex pacto inter eos habito et non in rebus extimatis seu apreciatis et hoc cum omnibus expensis dampnis et interesse quas quos et que dicti priores aut alii nomine dicte confratrie asserent se fecisse aut modo aliquo sustinuisse petendo dictum capitale aut medietatem dicti medii lucri lapso termino supradicto credendo inde eis solo eorum simplici verbo et sine aliquo juramento sub pena dupli stipulata et promissa et sub ypotheca et obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum. Renuncians propterea dictus Bonifacius exceptioni dictorum LXX solidorum dicte confratrie non debere causa predicta doli mali et in factum et sine causa eidem confratrie non solvere in termino supradicto ut dictum est et dilatione XX dierum et IIII mensium et omni juri ex exceptioni juris. In super precibus et mandatis dicti Bonifacii Beatrix ejus uxor de voluntate et auctoritate dicti mariti ibidem presentis et volentis se constituit fidejussorem et principalem debetricem et pagatricem in omnem causam penes dictos priores presentes et dicto nomine recipientes ita quod ex pacto prius quam possit in solidum conveniri ad solvendum, obligans inde omnia ejus bona presentia et futura auctoritate qua supra et renuncians legi de principali et nove constitutioni de duobus reis debendi et legi Julie de fundo dotali et novo autentico si qua mulier et epistole divi Adriani et omni auxilio muliebri prius de ipsis juribus serciorata per me notarium infrascriptum.

De quibus omnibus dicti priores nomine dicte confratrie pecierunt eis fieri publicum instrumentum.

Actum in castro de Opia ante domum Johannis Capucelli in presentia nobilis Aymari de Montilio, Guillelmi Bernardi de Grassa et Petri Laure de Opia testium rogatorum et vocatorum.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 13.

N° 4. — 5 août 1362 : *Mègerie puis vente de bovins conclues le même jour entre Astruguette Aubertin de Grasse et un habitant de Saint-Paul.*

Die V mensis augusti, notum sit quod Johannes Pandulphi de Sancto Paulo confessus fuit in veritate et ex certa scientia recognovit Astruguete relicte condam Honorati Aubertini de Grassa presenti et recipienti, se habuisse et recepissee ab ipsa nomine et ex causa societatis ad medium creys undecim animalia boevina inter que sunt... unus bos et unus taurus IIII annorum cum uno junegono unius anni yemalia diversorum pilorum apreciata inter ipsas partes pro quolibet animali yemali libras IIII et solidos decem. Et sic est summa inter totum quinquaginta duarum librarum et solidorum decem. Quequidem animalia promisit idem Johannes predicte Astruguete presenti et recipienti nutrire, custodire seu nutriri et custodiri facere bene et fideliter communi periculo et fortuna, hinc ad tres annos continuos et completos et tam plus quantum de communi dictarum partium processit voluntate. In fine dicti termini promisit predictus Johannes dicte Astruguete presenti et stipulanti venire ad bonum computum et veram rationem de administratione dicte societatis et eidem Astruguete reddere et restituere suum integrum capitale cum medietate totius creys ac amenti quod Deus dederit in dicta societate alia sibi retenta pro suo labore si sinistrum non contingerit quod Deus advertat cum omnibus expensis dampnis et interesse quas et quos pati oporteret. Specialiter se obligat viribus et cohercionibus Camere Rationis Aquensis realiter et personaliter et omni curie ecclesiastice et seculari et generaliter omnia ejus bona presentia et futura, sub ista conditione quod adveniente tempore dicte societatis finite quod dicta Astrugueta suum adenant more solito elevare debeat et augmentum quod Deus dederit in dicta societate equis partibus dividatur. Et si dictus Johannes medietatem dicti adenant solverit in dictum tempus quod tam de sorte quam aumento quam lucro habere debeat medietatem.

Renuncians exceptioni dictorum animalium non habitorum et non receptorum...

Hoc acto quod in melioramento ipsius averis ipsa Astrugueta solvere teneatur medietatem erbe seu pasquerii et dictus Johannes alteram.

Actum Grasse in ecclesia beate Marie sedis grassensis in presentia domini R. Feraudi sacerdotis, J. Giraudi et J. Feraudi de Sancto Paulo. (Cancellé le 11 février 1363)

Eodem die (5 août) — Actum et testes quibus supra. Notum sit quod Johannes Pandulphi de Sancto Paulo confessus fuit in veritate et ex certa scientia recognovit Astruguete uxori condam Honorati Aubertini de Grassa presenti et recipienti se eidem debere causa emptionis averis bovini quinquaginta una libras quas promisit per stipulationem eidem Astruguete presenti recipienti ac stipulanti dare et solvere Grasse in pecunia numerata et non in rebus extimatis in proximo festo Beati Michælis cum omnibus expensis...

(Cancellé le 23 décembre 1362.)

*Archives Départementales des Alpes-Maritimes.
Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 15 (brèves).*

N° 5. — 16 août 1362 : *Bail à ferme de terres situées à Châteauneuf conclu pour quatre ans, avec redevances en nature. La première année, le bailleur avance les semences.*

Die XVI mensis augusti, notum sit quod Guillelmus Marie de Albarno locavit arendavit et ad firman tradidit titulo locationis sive arendationis tradidit et concessit... Guillelmo Hugonis de Castronovo presenti et recipienti omnes terras et prata quas et quæ dictus Guillelmus Marie asserit habere in territorio castri de Castronovi... hinc ad IIII annos continuos et completos sive IIII sasons pactis et conventionibus infrascriptis, videlicet quod ipse Guillelmus Hugonis seminare et laborare teneatur dictas terras sumptibus suis bene et decenter ut convenit. Et quod idem Guillelmus Marie isto primo anno sive ista prima sason dicto Guillelmo Hugonis prestare debeat et habere pro seminando ipsas terras octo sestaria annone et XII sestaria speute et tria sestaria civate. Et quod de loguerio sive renda ipsarum terrarum dictus Guillelmus Hugonis eidem Guillelmo dare debeat isto primo anno VII sestaria annone et VII bladi. Hoc acto quod anno sequenti predictus Guillelmus Hugonis dare debeat eidem Guillelmo Marie pro renda ipsarum terrarum XIII sestaria medietatem annone et medietatem bladi pulcre et receptibile. Et duobus annis sequentibus XII sestaria medietatem annone et medietatem bladi. Hoc etiam acto quod dictus Guillelmus Hugonis in ultimo anno dimittere debeat dictas terras laboratas sive in garachio sicut nunc ipsas terras reperit justa extimam et cognitionem duorum proborum hominum. Hoc etiam acto quod de valore et pulcritudine annone et bladi quam et quod præstabit dictus Guillelmus Marie dicto Guillelmo Hugonis in isto primo anno, restituere teneatur tempore messium in area dictus Guillelmus Hugonis eidem Guillelmo Marie sub ista conditione quod si Guillelmus Marie non posset ire quæsitum ipsam annonam et bladum pro renda, quod sumptibus ipsius dictus Guillelmus Hugonis mittere debeat apud Albarnum ad ejus domum.

Renuncians dictus Guillelmus Marie exceptione dicte locationis sive rende non facte causa prædicta, doli, mali, in factum et sine causa, et omni juri per quod contra prædictam in aliquo venire posset. Et prædicta omnia attendere et non contra facere vel venire dicte partes sibi adinvicem et vicissim promiserunt et ad sancta Dei evangelia corporaliter eorum manibus tacta juraverunt.

Inde se obligaverunt Curiis Reginali et Episcopali Grasse et domino Castrinovi Vicarie Grasse ac omnia eorum bona presentia et futura...

De quibus omnibus quilibet ipsorum peccit sibi fieri publicum instrumentum.

Actum Grasse in domo mei notarii. Testes. Dominus Stephanus Raynardi prior Castrinovi et Petrus Barreme textor habitator Grasse.

*Archives Départementales des Alpes-Maritimes.
Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 15 (brèves).*

N° 6. — 23 mai 1364 : *Contrat de métayage d'une vigne au lieu-dit « al collet » pour une durée de six ans, moyennant le tiers de la récolte de vin au bailleur.*

Die XXIII maii notum sit quod Amphossius Mathei de Grassa locavit et arendavit et ex titulo locationis et arendationis tradidisse et arendasse confessus fuit vel quasi Guillone Amphosii de Spermonte habitatori Grasse presenti conducenti et arendanti quamdam vineam sitam in territoria Grasse loco dicto al collet juxta vineam heredum Leonardi Sollehacii et juxta alios ejus confines hinc ad sex annos continuos et completos pactis et conventionibus infrascriptis videlicet quod dictus Amphosius Mathei habere debeat et recipere in tina ubi vinum apponetur tempore vindemiarum terciam partem tocus vini quod Deus prestabit in ipsa vinea et quod omnes alii fructus arborum sequentur dictum Guilhonum.

Hoc acto quod dictus Guilhonus isto primo anno dictam vineam fodere teneatur et annis singulis sequentibus fodere et mayencare tempore debito decenter et facere anno quolibet IIII jornalialia de acabuciis.

Hoc acto etiam quod idem Guilhonus podare eyssebencare etiam teneatur ipsam vineam. Renuncians dictus Amphosius exceptioni dicte locationis et arendationis non facte causa predicta doli mali in factum et sine causa et omni juri per quid contra predictam modo aliquo venire posset.

De quibus omnibus quilibet ipsorum peccit sibi fieri publicum instrumentum.

Actum Grasse in domo domine Bertrande Mutone in presentia domini J. Pelegrini sacerdotis et P. Amblardi de Grassa.

*Archives Départementales des Alpes-Maritimes.
Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 18 (brèves).*

N° 7. — 1391 (sans date) : *Comptes du notaire Pierre Rocassi ayant pour objet l'exploitation de troupeaux.*

Expense facte in averi domini mei de Cezerista per me Petrum Rocassi. XVIII aprilis.

Et primo tradidi Christoforo florenos auri sex in loco de Grassa

Item ab alia parte in tribus paribus sotularium... sol. XXVII

» die II mensis junii que fuit dies II Pentecostes in Grasse tradidi Christoforo florenos auri... IIII

» pro centum animalibus equinis in ferris gr. janue... centum

» dedi in Draguignano...

» in Grasse dedi Poncio Monbrionis (?) pro capis et boroyeriis... florenos auri II

» dedi Cristoforo quando portavit ferramenta apud Rocabrunam... soludos VIII

» quando yvi apud Sanctum Albanum, dedi Petro Rebufilli qui me adsociavit... sol. XII

» emi sotulares Berhono Regis, Petro Bajuli et Stephano L... sol. XXXIII

» dedi Petro Monnerii pro sale. florenum I

» die III mensis octobris in vino quod expendiderat... florenum I
(nombreux achats de souliers « sotulares »)

» pro molendo unam saumatam annone in Grasse... sol. IIII

» dedi Johanni qui yvit apud Saranonum

» dedi Anthonio Petri et Johanni Gassanhe quando promiserunt yre apud Cezeristam. pro quolibet... sol. XXXII

» pro una canna panni pro vaquerio... sol. XVI

» dedi vaquerio pro sumptibus quos asserit se fecisse in deducendo bladum de Saranono... sol. XV

» pro molendo unam saumatam annone pro reva molandini... sol. II

» mandavi unum hominem de nocte apud equas ad removendum eas de valletis, habuit. sol. X

» mandavi de die unum alium hominem ad dictas equas, habuit... sol. X

» die X mensis decembris pro reva molandini in una saumata farine que venit de Saranono... sol. II

» pro facturis tunice vacayroni. sol. IIII

» in una balista... florenos IIII

Secuntur expense facte per me Petrum Rocacii.

Item in uno cadrante carnum pro festo Nativitatis Domini... sol. VI den. IIII

» mandavi Christoforum cum litera domini mei de Cezerista Anthonii

» de Villanova dedi sibi pro expensis... sol. IIII

» in carnibus salsis... sol. III den. IIII

» die II januarii yvi ad avere in territorio de Corsegolis... duobus diebus expendivi... sol. VI

Item in marcando avere gr. VI den. II

» pro capa et caligas Johannis de B. ... sol. XXXI

Ratio averis minuti fratri fratris mei et mei

Primo habeo ego XXX oves cum agnis

Item IIII anogios quorum unus est femellus

» dictus frater meus habet IX oves cum novem agnis

» unam capram cum uno bimono

» tres anogios femellos

summa aliorum animalium

XX

IIII et VII

in quibus dictus frater meus habet quartam partem et ego tres partes

Secuntur animalia mortua de dicto averi

Primo una ovis de illis dicti fratris mei

Item unus agnus pro lupis

» die XX madii unus agnus pro cordumo

» die XXVIII madii unus agnus per ytu lapidis vel baculi

» una ovis alba que mortua fuit per infirmitatem de illis que erant fratris mei

» II annoges sive en senhis

» unam ovem nigram per lupos

Sequitur divisio caseorum

Item vendi medium rupum caseorum uxori Johannis Micaellis precio sol. VII dent. VI

(diverses ventes de fromages)

Summa vendidi IIII rupos

.....

Item tradidi pro meyaria Lamberto Calvini in Sancto Valerio die XXI septembris LXXXVI. Item in quibus animalia sunt XXXV oves, IIII novelle, tres mutoni XXXII anogii, una capra, una bima.

Testes. Magister Poncius de Nicia, Johannes Caroli, Honoratus Semensoni etiam de predictis est informatus Handreas (sic) Corme et Bonifacius Pandulphi.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 32 (brèves).

Protocole Pierre Rocassi.

N° 8. — 12 février 1434 (n. st.) : *Société entre Guillaume Augier, apothicaire, et Antoine Rémusat, notaire, pour l'exploitation d'un commerce de draperie.*

Die XII mensis febroarii notum sit quod cum nobiles et honorabiles viri magister Antonius Remusati notarius et magister Guillelmus Augerii apothecarius habitatores civitatis Grasse hiis diebus proxime preteritis altissimo permitente disposuerint facere et inter se inhire et tenere in eadem civitate societatem apotheece cujusdem draparie duraturam per tempus inferius declaratum et jam partes ipse apothecam predictam direcxerint et eam pannis munitam habeant presencialiter et possideant in apotheca domus honeste mulieris domine Astruguete relicte Francisquini Johannis jamdicte civitatis.

Ecce quod nunc dictus magister Ant. Remusati bona fide per se et suos confessus fuit predicto magistro Guillelmo Augerii presenti quod ipse magister Guillelmus Augerii de propriis suis peccuniis posuit et realiter exposuit in et pro capitali ejusdem apotheece et pro pannis jam emptis pro fornimento ejusdem apotheece ac pro reparatione facta in predicta apotheca ipsius draparie ac pro expensis factis per Guillelmum Augerii filium dicti magistri Guillelmi eundo ad nundinas civitatis Gebenensis et Pesenasii standoque et redeundo de eisdem videlicet florenos mille currentes quolibet ipsorum pro solidis XXXII parvorum in sui valore computato. Et vice versa predictus magister Guillelmus Augerii bona fide etc per se et suos confessus fuit predicto Magistro Antoni Remusati presenti quod magister Antonius Remusati de propriis suis peccuniis similiter posuit et realiter exposuit in et pro capitali ejusdem apotheece et pro pannis jam emptis pro fornimento ipsius apotheece videlicet florenos quinquecentos currentes valoris superius declarati cum pactis et conditionibus inferius declaratis inter dictas partes solemniter et valida stipulatione firmatis. Et primo fuit de pacto inter dictas partes quod dicta societas seu consortium duret et durare inter eos debeat per tempus decem annorum continuorum et complendorum et a festo beati Michaelis proxime preterito inantea numerandorum et tam plus quantum processerit de ipsarum partium voluntate. Item fuit de pacto ut supra inter easdem partes quod de omni lucro et perdimento quod absit proventuro ex societate predicta dictus magister Guillelmus Augerii duas partes habeat et habere debeat et ipse magister Antonius Remusati reliquam terciam partem. Item fuit de pacto ut supra quod pro ratione ejusdem apotheece fideliter et legaliter facienda unus liber fiat et fieri debeat in quo ratio ipsius apotheece per dictum Guillelmum Augerii filium ipsius magistri Guillelmi et in ejus absentia per dictum magistrum Guillelmum fideliter describatur. Item fuit de pacto ut supra quod si contingeret dictos patrem et filium simul fore absentes a presenti civitate et dictus magister Antonius Remusati aliquos pannos venderet seu aliquas peccunias de ratione ipsius apotheece reciperet ipse magister Antonius de talibus pannis per eum vendendis et de peccuniis recipiendis rationem ad partem faciat per alterum ipsorum patris et filii dum redierint in dicto libro describenda. Item fuit de pacto ut supra quod si contingat durante tempore antedicto aliquas mercancias fieri de peccuniis capitalis ejusdem apotheece omne lucrum et perdimentum ex ipsis mercanciis prout supra inter dictas

partes dividatur. Item fuit de pacto ut supra quod omnes panni peccunie et mercancie existentes tempore finis societatis jamdicte etiam prout supra eos dividantur. Item fuit de pacto ut supra quod utraque dictarum partium pannos qui nunc sunt et successivo tempore fuerint in appotheca jamdicta vendere possit et valeat ad soscam cuicumque persone voluerit pro libito voluntatis durante tempore supradicto. Item fuit de pacto ut supra quod dictus magister Guillelmus Augerii duas partes habeat et habere debeat in hiis que exposita fuerant pro reparatione appothece superius declarate et dictus magister Antonius habeat et habere debeat terciam partem in eisdem. Item fuit de pacto ut supra quod labor personarum tam dictorum patris et filii quam dicti magistri Antonii fiendis tam eundo ad nundinas stando et redeundo quam aliis quibuscumque modis ad causam regiminis et gubernamenti ipsius appothece nullo modo debeat computari tamen de sumptibus fiendis pro causa ipsius appothece dictus magister Guillelmus duas et dictus magister Antonius terciam debeant solvere durante tempore antedicto et quod utraque dictarum partium laborare debeat circa regimen ipsius appothece peccuniis exhibendo et ad nundinas eundo et in aliis casibus necessariis. Item fuit de pacto ut supra quod in angulo restanti retro appothecam ipsius draparie et in camera existenti supra dictam appothecam dictus magister Guillelmus pro duabus et ipse magister Antonius pro tercia se juvent et possideant si voluerint pro libito voluntates. Hanc autem societatem cum pactis prescriptis ac omnia etc promiserunt...

Actum Grasse ad tabulam domus habitationis mei. Testes. Magister Johannes Manescalli sartor, Petrus Albarum et Johannes Pellegrini de Grasse, et ego Jacobus Delaude notarius.

*Archives Départementales des Alpes-Maritimes.
Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 58 (brèves).
Protocole J. Delaude.*

N° 9. — 8 décembre 1443 : *Bail à acapt consenti par Noble Delphine, veuve de Bertrand de Grasse, seigneur de Cabris, au profit d'un habitant des Mujouls, d'une terre située dans le terroir « de Mostayreto ». Reconnaissance du preneur.*

Anno incarnationis Domini M° CCCC XXXXIII die octava mensis decembris notum sit etc quod nobilis domina Delphina uxor relicta nobilis viri Bertrandi de Grassa condan domini loci de Cabriis ut tutrix et tutorio nomine nobilis Belthesaris de Grassa domini dicti loci bona fide etc dedit etc ad accapitum et accapiti nomine Poncio Jaucerandi loci de Mujolis presenti accaptanti videlicet quamdam terram sive ferraginem sitam in territorio loci de Mostayreto totam etc confrontatam cum vinea Johannis Michælis... et cum terra dicti domini et cum camino nunc vero francam et liberam ipsi domino ab omni jugo et onere servitutis quam eidem servilem tradidit etc ad habendum tenendum etc.

Item tres fayssias prati quas tenere solebat Antonius Agnelli Veranus Vitalis et Monna Hugonessa sitas in territorio loci de Cabriis totas etc loco dicto a clot chasant confrontatas cum prato Honorati Grassi alias Raynart et cum terris dicti domini nunc etiam francas et quas eidem tradidit serviles etc ad habendum etc. Salvo et retento eidem domino majori directo dominio et senhoria ipsarum ferraginis et prati in laudimiis interponendis etc ac jure prelationis etc et salvis etiam annuis servitiis que de novo imponit videlicet super dicta ferraginem grossorum sex et super fayssis prati grossorum decem annuatim solvendorum in festo Beati Michælis Archangeli. Et pro accapito et nomine accapiti ipsarum ferraginis et prati videlicet unius paris perdicum quas eidem dare promisit hinc ad diem Carnis privii proxime venturum.

Fuit de pacto quod dictus Poncius in territorio et jurisdictione dicti domini de state a festis maii usque festum beati Michælis tenere possit absque prestatione pastorgagii sex animalia caprina.

Renuncians etc.

Hanc autem accapiti dationem etc.

Sub esmenda etc.

De quibus etc.

Obligans bona dicti filii sui.

Actum Grasse in domo dicti domini de Cabriis. Testes. Jacobus Tumbarelli, Monnetus Audiberti, Jacobus Ruffi et Honoratus Ruffi pater et filius, habitatores Grasse et ego Jacobus Delaude notarius publicus.

Recognitio pro dicto domino de Cabriis.

Anno et die predictis dictus Poncius Jaucerandi recognovit domine tutrici presenti etc videlicet dictam ferraginem et prata ad servitium predictum solvendum anno quolibet in dicto festo sancti Michælis.

Obligans dictas ferraginem et pratum. Renuncians etc. Actum et testibus quibus supra.

Cancellation. Anno Incarnationis Domini M° CCCC XXXXVIII die tercia mensis maii ubi supra presentibus Albertino Hugonis et Johannem Vincencii de Grassa de voluntate partium predictarum frangentium accapitum precedens fuit nota precedens cancellata per me dictum Jacobum Delaude notarium.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 68 (brèves).

Protocole J. Delaude.

N° 10. — 16 avril 1445 : *Volonté de ne plus faire vie commune entre père et fils.*

Pro Antonio et Donato Jancelme patre et filio.

Anno incarnationis Domini M IICII XXXXV die XVI mensis aprilis notum sit quod in presencia mei notarii et testium infrascriptorum ad subscripta specialiter vocatorum et rogatorum personaliter constituti Antonius Jancelme alias Doussani et Donatus Jancelme alias Doussani pater et filius a tempore nativitatis dicti Donati simul ut pater et filius in eadem domo mansuerunt et cohabitarunt eundem panem comedendo et eundem vinum bibendo ut est consuetum. Et ulterius dictus Antonius Jancelme suum animum declarando dixit et asseruit quod non intendit a cetero cum dicto Donato ejus filio habitare et dictus Donatus similiter suum animum declarando dixit et asseruit quod non intendit a cetero cum dicto Antonio ejus patre habitare seu morari quinyimo dixit quod intendit... cum Verana ejus uxore habitare et morari segregantes se ad invicem in modum promissum ex certis causis juste ut dixerunt moventibus eorum mentes.

De quibus dictus Donatus peciit instrumentum.

Actum in magno podio ecclesie cathedralis civitatis Grasse.

Testes. Johannes Natalis et Raphael Augerii dicte civitatis Grasse et ego Jacobus Delaude (notaire).

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

*Notaires de Grasse. Etude Bérard,
n° 70 (brèves) f° 9 et 10. Protocole J. Delaude.*

N° 11. — 7 décembre 1445 : *Donation par une ancienne esclave de feu Noble Georges de Grimaldi, au profit de Noble Lambert, fils du Magnifique Nicolas de Grimaldi, de tous ses biens et, en particulier, d'une somme de 26 florins placée « in comenda ».*

Anno Incarnationis Domini M CCCC XLV et die VII mensis decembris regnante etc. Notum sit etc quod Maria ex genere Pestri Johannis (1) que fuit exclava sive serva nobilis condam Georgii de Grimaldis nunc tamen in libertate proventa ut dixit bona fide omnique dolo et fraude cessantibus non cohacta nec seducta prout asseruit sed de sua bona franca libera et spontanea voluntate motuque suo proprio ac sano et deliberato proposito considerans et attendens quod dictus nobilis Lambertinus est alunus sive filius lactaneus dicte Marie cui amor vixerum sui lactis major in est ceteris in hoc mundo preexistentibus et quod nullam aliam posteritatem post se relinquit cui ex debito teneatur præter predictum nobilem Lambertinum et quod anno citra in cecitate existens oculorum nutrita et alimentata fuit in castro Antipolis de bonis et iuribus magnifici Nicholay de Grimaldis patris dicti nobilis Lambertini et ab inde inantea gubernari spuctat (sic) ab eodem verisimiliter se reputat magnifico Nicholao merito obnoxia et obmerita sibi illata quamplurimum teneri pro tanto ut que sibi quesivit dispensare possit in vita sua juxta suum votum nomine dicti Lambertini cui affectio vixeralis totam suam dispositionem intendit erga eumdem nobilem Lambertinum donatione pura et irrevocabili que dicitur... inter vivos dedit donavit et penitus desamparavit prefato nobili Lambertino et pro eodem dicto magnifico Nicholao presenti recipienti et... nomine dicti nobilis Lambertini licet absentis tanquam presentis stipulanti et acceptanti meque etiam notario velut persona publica stipulanti et recipienti nomine eorumdem et omnium aliorum quorum interest et intererit aut interesse poterit quomodolibet in futurum specialiter et expresse florenos viginti sex quolibet ipsorum florenorum in sui valoris computato pro solidis XXXII parvorum computato quos dixit esse in comenda penes magistrum Victorem Barquerii notarium publicum et compatrem ipsius Marie donatricis prout asseruit constare quadam appodixa scripta manu dicti magistri compatris sui et generaliter quecumque omnia alia ejus bona que reperiri possent post ejus mortem et non ante in quibuscumque locis et causis consistent et penes quascumque personas quibuscumque nominibus cenceantur seu nuncupentur.

.....
obligans dicta donatrix se et ejus bona presentia et futura realiter et personaliter viribus hostagiis et arrestis omnium et singularem curiarum infra tamen comitatus Provincie et Forcalquerii... renuncians...

de quibus omnibus predictis dictus magnificus dominus Nicholaus pater et legitimus administrator dicti Lambertini peciit sibi fieri unum publicum instrumentum cujusbilet in jure sapientis extractum vel non extrac-tum substantia pacti tamen in aliquo non mutata.

(1) Il est probable qu'il faille voir là une allusion maladroite du notaire au royaume du Prêtre Jean.

Actum infra aulam fortalicii dicti loci Antipolis videlicet infra caminatum dicti magnifici Nicholay de Grimaldis ...testibus... nobili et egregio viro domino Augustino Raboyssii in legibus licenciato, venerabilibus viris dominis Petro Barberii cappellano de Antipoli, Georgio Dosoli cappellano de Sancto Paulo et priore de Calha, magistro Johanne Baconi notario de Antipoli, Johanne Robioni et Bertrando Robioni ac magistro Antonio Columbini barberio de Mentono.

Constante instrumento sumpto manu magistri Victoris Barquerii notarii publici sub anno nat. dom. M CCCC XXXVI — ind. XVII — vero sexta mensis augusti.

Mentions des témoins.

Hanc scripturam ut particulariter supra scriptum vidi ego Augustinus Raboyssii testis supra nominatus legi et publicari audivi per magistrum Johannem Bartholomei... me hic manu mea propria subscripsi. Ita est Aug. Raboyssii.

Et ego Petrus Barberii presbiter ville Antipolis...

Et ego Georgius Dosoli...

Et ego Johannes Baconi notarius...

Ego Johannes Robioni me sub scripsi...

Prestata vera sunt et ideo ego Bertrandus Robioni in testimonium veritatis... hic me sub scripsi.

Ita est et verum atestor ut supra est escritum per notarium et estes (sic) precedentes ego Antonius Coulonbini unus est ex testibus supra nominatis ideo hic me sub scrisi (sic).

Ita est Antonius Colonbini.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard,

n° 110 (brèves) f° 84 et suivants.

Protocole Jean Barthélemy.

N° 12. — 11 juin 1446 : *Contrat de mariage de Pierre et Antoine Giraud, frères, avec Huguette et Annette « Elsiari », mère et fille. Les maris et leur père s'engagent à subvenir aux besoins de Dame Saurette, mère et grand-mère de leur épouse.*

Assignatio dotum Huguette et Annete uxorum Petri et Antonii Giraudi filiorum Isnardi de Grassa.

Notum sit... quod cum tractatum fuerit de matrimonio contrahendo per verba de futuro inter Petrum Giraudi filium Isnardi Giraudi civitatis Grasse ex parte una et Hugueta filiam Lamberti Elsiarii condam dicte civitatis ex parte alia, et etiam inter Antonium Giraudi filium dicti Isnardi et Anneta filiam dicte Huguete. Ecce quod nunc partes ipse videlicet dicti Petrus et Antonius Giraudi fratres cum auctoritate tamen licencia et consensu dicti Isnardi eorum patris ibidem presentis et honesta mulier domina Saureta relicta dicti Lamberti Elsiarii et dicta Hugueta mater et filia volentes et admodum cupientes ipsa tractata matrimonia ducere feliciter ad effectum promiserunt et ad sancta Dei evangelia juraverunt ipsa tractata matrimonia quamprimo altero ipsarum partium requisiverit in facie sancte matris ecclesie more Christi fidelium facere celebrari. Pro quorumquidam matrimoniorum oneribus facillius supportandis prenominate Saureta et Hugueta mater et filia bona fide et ambe simul et utraque earum in solidum per se et suos constituerunt in dotes et pro ditobus ac nomine et ex causa dotum ipsarum Huguete et Annete eisdem Isnardo Petro et Antonio patri et filiis presentibus etc bona et possessiones inferius confrontatas. Et primo quamdam ferraginem et vineam simul contiguas totas et sitas in territorio dicte civitatis loco dicto en plans confrontatas cum vinea heredum magistri Petri Stephani condam notarii et cum vinea et campo Isnardi Grassi lapicide et cum blaqueria et vinea Johannis Guisoli et cum camino regio.

Item quamdam aliam ferraginem totam et sitam in dicto territorio loco dicto las concas confrontatam cum ferragine Petri Ruffi et cum campo sive affari bastite Johannis Corme et cum campo sive ferragine Bonifacii Michælis baris.

Item quamdam blaqueriam totam et sitam in eodem territorio loco dicto en plans confrontatam cum affari dicte bastite ipsius Johannis Corme, et cum blaqueria magistri Petri Bomparis et aliis finibus suis.

Item ab alia parte omnes botas capsias et alia utensilia ac bona mobilia ipsorum Saurete et Huguete ac debitorum nomina quecumque sint Renunciantes etc.

Quasquidem ferragines vineam et blaqueriam ac bona omnia mobilia superius in dotes constitutas et assignatas dare tradere et expedire promiserunt ipse Saureta et Hugueta eisdem prati et filiis incontinenti ipsis matrimoniis celebratis videlicet medietatem pro dote dicte Huguete et aliam medietatem pro dote dicte Annete

In pace etc. Cum omnibus etc. de quibus etc. obligantes etc. submitentes bona etc. renunciantes etc.

Jurantes dicti vero pater et filii ipsi filii cum auctoritate qua supra bona fide promiserunt dictis Saurete et Huguete matri et filie presentibus et stipulantibus nomine et pro parte ipsarum Huguete et Annete et suorum se eisdem recognoscere omne id et quicquid ac totum illud quod

ipsos patrem et filios vel eorum alterum reperietur habuisse et recepis-
se de dotibus supradictis necnon ipsas dotes reddere et restituere promise-
runt eisdem Hugue et Annet utrique pro media parte in omni casu et
eventu restitutionis ipsarum dotum que absit in pace etc...

Fuit de pacto inter dictos patrem et filios ac dictas Sauretam et
Huguetam... quod ipsi pater et filii teneantur et debeant dictam Saure-
tam quamdiu vivet et tempore sanitatis ac infirmitatis nutrire induere
calciare ac gubernare bene et decenter juxta statum sue conditionis.

Item fuit de pacto quod ipsi pater et filii habere debeant eidem
Saurete unam domumculam in qua valeat dormire et habitare dum erit
necesse.

Item fuit de pacto quod ipsa Saureta operari et negociare debeat
servarent quod ipsa Saureta de bonis supra assignatis in dotes se juvare
possit et de illis vendere si eidem videatur.

Item fuit de pacto quod ipsa Saureta operari et negociare debeat
toto tempore vite sue in operibus et negociis dictorum patris et filiorum
et ad utilitatem ipsorum.

De quibus utraque pars etc.

Actum Grasse in domo habitationis dictarum Saurete et Hugue
quam esse dicitur Johannis Pellegrini et Jacobi Tossancii.

Testes, Jacobus Clumanqui. Bertrandus Silvestri, Monnetus Mealhe et
Petrus Almoyni filius Johannis condam de Grassa et ego Jacobus Delaude
notarius.

Dictatum est ad plenum in cartulario signato per... f° CCLXXI

Archives Départementales des Alpes-Martimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard,

n° 71 (brèves) f° 58 et suivants.

Protocole J. Delaude.

N° 13. — 1^{er} février 1448 (n. st.) : *Contrat d'apprentissage d'un enfant âgé de dix ans, chez un tailleur de pierres, pour une durée de treize ans.*

Conductio personalis pro magistro Petro Marini

lapicida habitatore de Albarno et Guillemo Albini de Sancto Valerio

Anno Incarnationis Domini M CCCC XXXXVII die prima mensis febroarii notum etc. quod Batrona uxor relicta Antonii Albini loci de Sancto Valerio bona fide etc cum auctoritate licentia et consensu magistri Johannis Claverii barberii loci de Modio moderni mariti sui ibidem presentis etc posuit sive locavit Guillelmum Albini ejus filium etatis annorum decem vel circa ibidem presentem et ejus opera omnia cum magistro Petro Marini lapicida habitatore loci de Albarno presenti conducenti etc. videlicet ad standum cum ipso Petro sibi que fideliter et legaliter serviendum in arte sua peyrarie ac aliis omnibus suis operibus rusticis et urbanis ad tempus et per tempus tresdecim annorum continuorum et complendorum et ab hodie inantea numerandorum pensione sive salario vitus vestitus et calciamentorum necessariorum eidem Guillemo durante tempore supradicto.

Renuncians etc.

Promitens propterea ipsa Batrona eidem Petro presenti etc, quod ipse Guillelmus dictum magistrum suum non desamparabit majori loquero vel minori nec pro alia quacumque persona durante tempore supradicto quinyimo eidem serviet sibi que erit obediens et fidelis.

Et dictus Petrus Marini promisit dicte Batrone presenti et stipulanti nomine dicti sui filii ipsum Guillelmum arte sua instruere sibi que in ciba potuque et vestimentis ac calciamentis providere et eum debito modo tractare prout bonus magister facere debet et tenetur tam de consuetudine quam de jure.

Sub esmenda etc.

De quibus etc pars alterius et altera alterius simplici verbo credere promisit etc.

Obligantes etc.

Pro quibus etc supposuerunt se realiter et personaliter excepta camera etc.

Fuit de pacto etc quod casu quo ipse Guillemus quandoque ante finitum temporis recederet et ipsum magistrum suum desereret quod ipse Petrus eumdem capi facere possit ubicumque reperiretur ad effectum sibi serviendum per tempus jamdictum ita quod ipsa Batrona ad nichil eidem Petro teneatur tamen quod non veniet contra effectum contractus presentis nec eum inducet ad recedendum sed toto posse curabit quod ipse suus filius tempus predictum compleat cum eodem suo magistro.

Item fuit de pacto etc quod in fine dictorum XIII annorum ipse magister Petrus eidem Guillemo dare debeat unam tiblām unum martellum unum plumbum unum scayre quatuor ferra minuta vocata agulhas de quibus possit operari et se juvare.

De quibus...

Actum Grasse in domo habitationis honeste mulieris Peyrine relictæ
Dominici Chatanari testes magister Guillelmus Baucii sabbaterius de
Grassa et Monnetus Cerre fusterius habitator dicti loci de Albarno.

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

*Notaires de Grasse. Etude Bérard,
n° 72 (brèves) f° 187 v° et suivants.
Protocole J. Delaude.*

N° 14. — 9 août 1451 : *Contrat de louage d'ouvrage entre Guillaume Sauvan, marchand de Grasse, et le peintre Jacques de Carolis, de Brignoles, pour la réalisation d'un rétable dans l'église des Dominicains.*

Pro honorabili viro Guillelmo Salvanhi et magistro Jacobo de Carolis

M CCCC L I die nona mensis augusti notum sit etc quod magister Jacobus de Carolis pictor habitator ville Brinonie bona fide etc convenit et conveniendo promisit honorabili viro Guillelmo Salvanhi mercatori civitatis Grasse presenti etc pingere bene decenter et honorifice ac de coloribus bonis et finis sive perfectis in civitate Grasse hinc ad festum Nativitatis Christi proxime futurum et inter quantuis poterit videlicet quodam retaule et ejus stabellum fusteam jam factum sive fusteratum ad honorem et exaltationem beati Petri martiris reponendum ad perpetuam memoriam in ecclesia beati Dominici ejusdem civitatis et supra altare ipsius beati Petri de novo constructum et edificatum precio videlicet et nomine precii florenorum sexaginta currentium.

Sub pactis vero et conditionibus inferius declaratis inter ipsas partes habitis etc. Et primo fuit de pacto quod in medio dicti retaule depingatur effigies sive ymago ipsius beati Petri vestita debitis et bonis coloribus juxta ejus habitum.

Item fuit de pacto quod supra ipsam effigiem depingatur bonis et sufficientibus coloribus effigies beatissime Trinitatis etiam cum mantello de asurio fino de alamania et cum saffris deauratis.

Item fuit de pacto quod a latere dextro ipsius retaule et in statione inferiori eisdem coloribus bonis et sufficientibus depingatur effigies beati Blasii episcopi cum vestitura cape coloris de sanguino figurata ad modum panni de damasco et cum saffro sufficienti deaurato.

Item fuit de pacto quod in eodem latere dextro in statione superiori depingatur eisdem bonis coloribus effigies beati Raphaëlis arcangeli cum vestituris debitis et sufficientibus.

Item fuit de pacto quod in eodem retaule a parte sinistra in statione inferiori depingatur effigies beati Cassiani abbatis in habitu pontificali cum capa de asurio fino et cum saffro deaurato.

Item fuit de pacto quod in eodem retaule a dicto latere sinistro in statione superiori depingatur effigies beati Glaudi episcopi in habitu pontificali cum debitis vestituris sufficientibus.

Item fuit de pacto quod in stabello predicto ipsius retaule depingatur de ystoria vite et mortis ipsius beati Petri martiris tantum quantum ipsum stabellum erit capax et ad arbitrium et discretionem dicti pictoris.

Item quod in capite ipsius stabelli a latere dextro depingatur effigies beati Ludovici cardinalis Arelatensis in habitu cardinalis.

Item fuit de pacto quod in alio capite ejusdem stabelli et a latere sinistro depingatur effigies beati Cebastiani (sic) martiris in debita forma.

Item fuit de pacto quod omnes effigies superius designate tam in retaule quam stabello habeant tabernacula sive la massonaria de coloribus bonis et sufficientibus ad instar stabelli altaris beate Marie Virginis sedis Cathedralis Grassensis et de similibus coloribus juxta arbitrium dicti pictoris.

Item fuit de pacto quod omnes campi ipsorum retaule et stabelli sint totaliter aurei seu de auro fino.

Item fuit de pacti quod super celum et alete dicti retabuli debeant esse depicte de condecantibus coloribus et ramigiis juxta arbitrium pictoris.

Item fuit de pacto quod dictus Guillelmus Salvanhi dictos florenos LX solvat eidem pictori per hunc modum videlicet florenos X hinc ad diem dominicam proximam et totum residuum quando ipsis partibus videbitur expedire ita quod completo ipso opere totum precium debeat eidem solvere.

Has autem conventiones cum pactis etc ac...rata habere promiserunt, sub esmenda etc de quibus etc obligantes etc.

Actum Grasse in tinello domus prioratus Beati Honorati de Grassa.

Testes. Magister Jacobus Pie barbitonsor de Chambariaco... et Petrus Mutonis de Sancto Paulo ac Bernardus Juliani de Campofregoso...

Archives Départementales des Alpes-Maritimes.

Notaires de Grasse. Etude Bérard, n° 76 (brèves)

sur feuille volante 17/22 insérée entre les

folios 41 et 42, titre de l'acte sur f° 41 v°.

Protocole J. Delaude.

GLOSSAIRE

GLOSSAIRE

Accabussare (ou cabussare) : marcotter (ex. journées d' « accabus »).

Affanator : manouvrier, travailleur.

Affar : ensemble d'une exploitation.

Aver : troupeau.

Aysada : houe.

Barrilarius : tonnelier, fabricant de barils.

Basterius : bâtier, bourrelier.

Bima : jeune chèvre de moins de deux ans, n'ayant jamais chevreté.

Blanqueria (ou blancarie) : mégisserie.

Blaqueria : chênaie.

Brossa : caillebotte, fromage fermenté.

Calqueria (cauquiera) : fosse où trempent les peaux.

Calse : chaux.

Candelerius : fabricant et marchand de chandelles.

Cando : abonnement (ex. estre à candou : être abonné, ainsi chez le forgeron).

Caparra : arrhes.

Civada (ou civata) : avoine.

Doaycus (douai) : taureau.

Eysebencare (essebencare) : ébourgeonner, épamprer.

Facharia (ou facheria) : bail à part de fruits, métayage.

Fachinerarius (ou fachurerius ou faccinerius) : sorcier.

Fayssa : planche de terre.

Ferrage : terrain fertile, destiné aux céréales ou aux plantes fourragères.

Fodere ≠ bêcher, piocher.

Fonduda : éboulis.

Fusterius : charpentier, menuisier.

Garachia : guéret.

Gastes (terres) : terrains incultes, en friche.

Giperius : maçon, plâtrier.

Graissie (grasa) : claies.

Herm (erm) : terre inculte.

Laboragia : labourages.

Macellarius : boucher.

Magagna : vice, tache, défaut.

Mayencare : biner, donner la deuxième façon aux vignes.

Mègerie : bail à cheptel avec partage par moitié des profits.

Menon : bouc châtré destiné à conduire les troupeaux, jeunes bêtes châtrées d'un an environ.

Murta (ou nerta) : myrtes.

Ort (ouort) : jardin (en principe plus important que le « jardinus » souvent contigu aux maisons).

Payrolerius : chaudronnier.
Putare : tailler la vigne.
Raca : marc de vendange.
Restouble : chaume, terre en
chaume.
Rup : unité de mesure, environ
8 kilogrammes.
Rusca : écorce de chêne, tan.
Sabbaterius : savetier, tanneur.
Sartor (sartre) : tailleur.
Saumada (saumata) : charge d'une
bourrique, ânée.

Speute : épeautre.
Stivalha : estivage.
Tabernarius : tavernier.
Tina : cuve (tina calcadoyra : fou-
loire, cuve où l'on foule la ven-
dange).
True : pressoir.
Vinus limphatus : vin mêlé d'eau,
piquette (par opposition au
« vinus merus »).
Vuernalha : hivernage.

INDEX DES MATIÈRES

INDEX DES MATIERES

- Alimentation : 250-251, 270-271.
- Animaux : V. Elevage.
- Apprentissage (contrats d') : 206-214.
- Blé : 68, 81-83, 80, 117, 119-124.
- Bourgeois : 279-291 ; (activités rurales des) 89-90, 115, 122-124, 137, 141, 147, 158 ; (et commerce) 177, 262. V. Marchands.
- Céréales : 81-82, 109-110, 113, 120.
- Citadinage (actes de) : 70-71.
- Clergé : 303-314 ; (activités économiques et patrimoine) 115-116, 137, 148, 160, 232, 242-243, 254, 307-311 ; (chapitre cathédral) 90, 115, 149, 158, 241, 304 ; (couvents) 243, 262, 288, 304, 348 ; (abbaye de Lérins) 67, 116, 148, 243, 308, 312 ; (sentiment religieux) 274-275, 288, 311-314, 341, 344-353.
- Commande (contrats de) : 218, 237-239.
- Corail : 181-183.
- Crédit : 215-264 ; 118-119, 140-143, 148-149, 168, 174.
- Cuir et peaux : 174-180.
- Démographie : 66, 68-71.
- Dot : V. Mariage.
- Draps (commerce des) : 165-172.
- Elevage : 127-160 ; (commerce des animaux) 131-137 ; (baux à cheptel) 139-152 ; (pâturages) 153-157 ; (transhumance) 157-158.
- Emphytéose : 93-103 ; (cens) 95-96, 307-308, 359.
- Excommunication : 229, 258, 313-314.
- Facherie : V. Métayage.
- Foires : 170, 193-196.
- Hôpitaux : 243, 306.
- Juifs : 247-264 ; 55-56, 120-123, 147, 148, 159, 168, 171, 174, 180, 183, 220, 223-225, 227, 268.
- Laine (commerce de la) : 172-174.
- Locations : (boutiques) 198-200 ; (maisons) 268-269.
- Main-d'œuvre : (agricole) 89-91, 136 ; (artisanale) 192-193, 205-214, 336.

- Marchands : 284-291 ; (activités des) 122-123, 135-137, 148, 157, 166, 170, 176, 183, 194-196 ; (associations de) 201, 204-205 ; drapiers) 284-285, 289-290.
- Mariage (contrats de) : 321-340 ; 169, 263, 281 ; (constitution de dot) 322-327 ; (paiement de la dot) 327-328, 337 ; (restitution) 329-332, 339, 355 ; (communautés familiales) 332-340, 355-356.
- Métayage (contrats de) : 76-77, 105-116.
- Mobilier : 269-270.
- Myrtes : 84, 175.
- Noblesse : 293-301 ; 82, 91, 100-103, 116, 136, 148-150, 154, 157, 160, 242, 255, 262, 290-291.
- Notaires : 33-40, 279-283 ; (activités extra-professionnelles) 36, 89-90, 115, 205, 232, 280.
- Prêts : 217-231 ; 120, 174, 240-242, 254-263, 287.
- Sociétés : (et cheptel) 139-152 ; (commerciales) 201-205 ; « *ad medium lucrum* ») 233-245, 289, 308, 332, 353, 355.
- Sûretés : 223-228, 236, 257-258, 338-340.
- Testaments : 342-361 ; (préambule) 344-347 ; (legs pieux et charitables) 349-354 ; (situation de la veuve et des enfants) 355-358 ; (héritier) 358-361 ; (exécuteurs testamentaires) 361.
- Tutelle : 234, 356-357.
- Usure : 142-143, 219-222, 240.
- Ventes : (de récoltes) 121-126 ; (d'animaux) 131-137 ; (et objets du commerce) 165-184.
- Vêtements : 271-272. V. Draps (commerce des).
- Vigne : 81-83, 108-109, 111, 118, 124-126, 192.
- Voies d'exécution : 55-56, 228-230, 258.

INDEX DES NOMS DE LIEUX

INDEX DES NOMS DE LIEUX

- | | |
|---|---|
| Aiglun : 147. | Caille : 59, 149, 156. |
| Aix-en-Provence : 35, 38, 53, 186,
188, 254, 283, 328. | Callian : 71, 101, 231, 336, 340. |
| Amirat : 66, 123, 261. | Cannes : 35, 122, 147, 181, 187, 191,
261. |
| Andon : 59, 91, 147, 149, 155, 261,
299. | Castellane : 39, 177, 186, 189, 231,
248. |
| Antibes : 35, 39, 44, 63, 67, 88, 122,
147, 186, 213, 300, 304, 308. | Châteauneuf : 107, 122, 136, 147,
173, 185, 213, 244, 258, 294, 300. |
| Auribeau : 60, 66, 140, 147, 154,
157, 183, 307. | Cipières : 147, 173, 231, 261. |
| Avignon : 38, 55, 182, 186, 188, 221,
264. | Courmes : 88, 244. |
| Bar (le) : 39, 107, 122, 147, 185,
231, 260. | Coursegoules : 59, 261. |
| Barcelonnette : 189. | Draguignan : 171, 186, 188, 264,
298. |
| Bargemon : 118, 149, 178, 290. | Dos Fraires : 102, 300. |
| Biot : 60, 66, 307. | Embrun : 38, 189. |
| Briançonnet : 171, 244, 260, 282. | Entrevaux : 35. |
| Brignoles : 35, 176, 180, 186, 188,
288. | Escragnolles : 82, 102, 155, 159,
200. |
| Broc (le) : 35, 261. | Fayence : 118, 168, 194, 231. |
| Cabris : 66, 71, 82, 114, 116, 136,
149, 154, 158, 231, 244, 295. | Fréjus : 287. |
| Cagnes : 35, 39, 300, 312. | Gars : 173. |
| | Gênes : 70, 176, 189, 191, 192, 193,
237, 288. V. Ligurie. |

- Gourdon : 71, 88, 116, 261.
- Gréolières : 35, 59, 71, 147, 168, 180, 261.
- Guillaumes : 178.
- Hyères : 101, 181.
- Ligurie : 70, 101, 102, 124, 176, 189-193, 214, 336.
- Magagnosc : 66, 213.
- Mandelieu : 158, 307.
- Manosque : 38.
- Marseille : 188, 221.
- Montauroux : 101, 231.
- Mougins : 60, 71, 88, 147, 174, 178, 244, 261, 308.
- Mujouls (les) : 101, 310.
- Muy (le) : 194.
- Napoule (la) : 35, 88, 147, 158, 160, 186, 307.
- Nice (et Comté de) : 55, 134, 137, 153, 157, 177, 180, 186-188, 211, 213, 264, 282, 294, 300, 301, 312.
- Opio : 66, 88, 99, 154, 157, 186, 213, 261, 307.
- Pégomas : 60, 66, 116, 147, 183, 261.
- Roquefort : 66, 154, 184.
- Roquestéron : 256, 261.
- Roquette (la) : 66, 244, 300.
- Saint-Auban : 59, 120, 143, 244, 256, 261, 300.
- Saint-Cézaire : 121, 136, 147, 148, 261, 273.
- Saint-Paul : 35, 39, 65, 140, 147, 189, 191, 213, 223, 261, 282.
- Saint-Raphaël : 182.
- Saint-Vallier : 35, 71, 89, 122, 135, 142, 147, 157, 250, 261, 307.
- Sartoux : 99, 107, 116, 154, 157, 283.
- Seillans : 38, 82, 181, 287.
- Séranon : 59, 82, 120, 121, 170, 227, 231, 261.
- Sigale : 261.
- Thorenc : 244, 261.
- Tourette de Vence : 147, 261.
- Tourettes de Fayence : 101, 149, 160, 211.
- Valbonne : 60, 115.
- Vallauris : 154.
- Vence : 35, 118, 122, 213, 260, 289.
- Villeneuve : 209, 213.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	11
BIBLIOGRAPHIE	15
Ouvrages généraux	15
Ouvrages et articles utilisés à titre de comparaison	16
Ouvrages et articles intéressant plus particulièrement la Pro- vence	19
SOURCES MANUSCRITES	23

TITRE PRELIMINAIRE

Chapitre 1 ^{er} : NOTARIAT ET PRATIQUE JURIDIQUE	33
1. Le notariat à Grasse au Moyen Age	38
2. La technique de l'acte notarié	40
— Les registres	41
— Les actes	49
Chapitre 2 : LA CITÉ DE GRASSE	59

PREMIERE PARTIE

LA VIE RURALE	73
TITRE 1 ^{er} : LA TERRE, SON EXPLOITATION	75
Chapitre 1 ^{er} : CULTURES ET TECHNIQUES AGRICOLES	79
Chapitre 2 : LES BAUX A ACAPT	93

Chapitre 3 : LE MÉTAYAGE	105
Chapitre 4 : LES PAYSANS, LEURS RESSOURCES	117
TITRE 2 : L'ELEVAGE	127
Chapitre 1 ^{er} : LE BÉTAIL	131
Chapitre 2 : LES MÈGERIES	139
Chapitre 3 : TROUPEAUX ET PATURAGES	153

DEUXIEME PARTIE

LE NEGOCE	161
TITRE 1 ^{er} : LES ACTIVITES COMMERCIALES	163
Chapitre 1 ^{er} : LES PRINCIPAUX OBJETS DU COMMERCE	165
Chapitre 2 : LES RELATIONS : ROUTES ET FOIRES	185
Chapitre 3 : L'EXPLOITATION COMMERCIALE	197
TITRE 2 : LE CREDIT	215
Chapitre 1 ^{er} : LES PRÊTS	217
Chapitre 2 : LES SOCIÉTÉS « AD MEDIUM LUCRUM »	233
Chapitre 3 : LES JUIFS	247

TROISIEME PARTIE

LA SOCIETE	265
Chapitre préliminaire : ASPECTS DE LA VIE QUOTIDIENNE	267
TITRE 1 ^{er} : LES CLASSES SOCIALES	277
Chapitre 1 ^{er} : GENS DE ROBE ET MARCHANDS	279
Chapitre 2 : LA NOBLESSE	293
Chapitre 3 : LE CLERGÉ ET LA VIE RELIGIEUSE	303
Chapitre 4 : LES CLASSES LABORIEUSES	315
TITRE 2 : LA FAMILLE	319
Chapitre 1 ^{er} : LES LIENS DU MARIAGE	321
1. La constitution de dot	322
2. Les aspects communautaires du mariage	332

TABLE DES MATIÈRES

409

Chapitre 2 : LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE	341
1. Les raisons de tester	344
2. Les legs particuliers	349
3. L'institution d'héritier	358
CONCLUSION	363
PIÈCES JUSTIFICATIVES	367
GLOSSAIRE	393
INDEX	395

Vu,
Le Président de la thèse :
R. AUBENAS.

Vu,
*Le Doyen de la Faculté de Droit
et des sciences économiques
de NICE :*
L. TROTABAS

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de NICE,
R. DAVRIL.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 30 MAI 1969
SUR LES PRESSES DE
L'ÉCOLE TECHNIQUE
D'IMPRIMERIE
« NOTRE FAMILLE »
A OSNY - 95

Dépôt légal n° 1298, 2° trimestre 1969

E.T.I. « Notre Famille » - 95 - OSNY

